MASTER NEGATIVE NO. 92-80689-2

MICROFILMED 1992

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
"Foundations of Western Civilization Preservation Project"

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

MODENE, ESPRIT DE RAIMOND DE ...

TITLE:

MEMOIRES DU COMTE DE MODENE SUR LA ...

PLACE:

PARIS

DATE:

1827

Master Negative #

92-806B9-2

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

945N16
M72

Modène, Esprit de Raimond de Mormoiron, comte de. 1608-72.
Mémoires sur la révolution de Naples de 1647 3e éd. pub. par J. B. Mielle.
Paris 1827. O.2V.

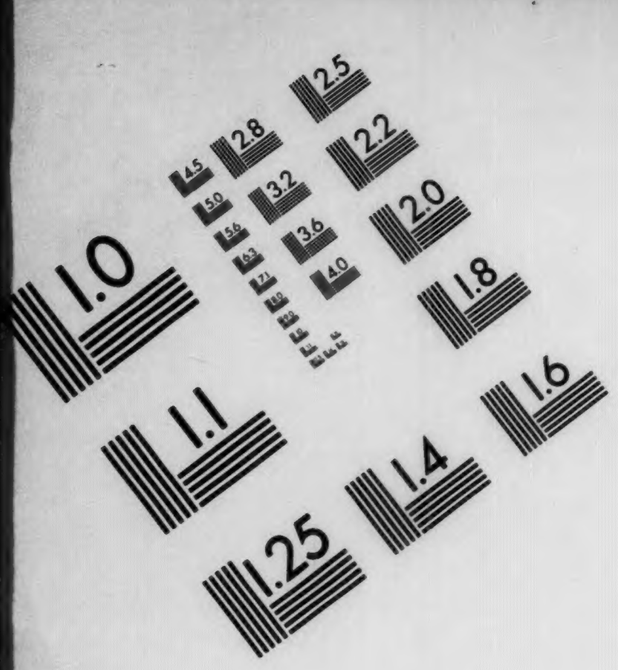
200181

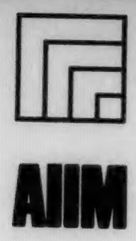
Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35 mm REDUCTION RATIO: 11X
IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB
DATE FILMED: 8-19-92 INITIALS MDC
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

VOLUME 1



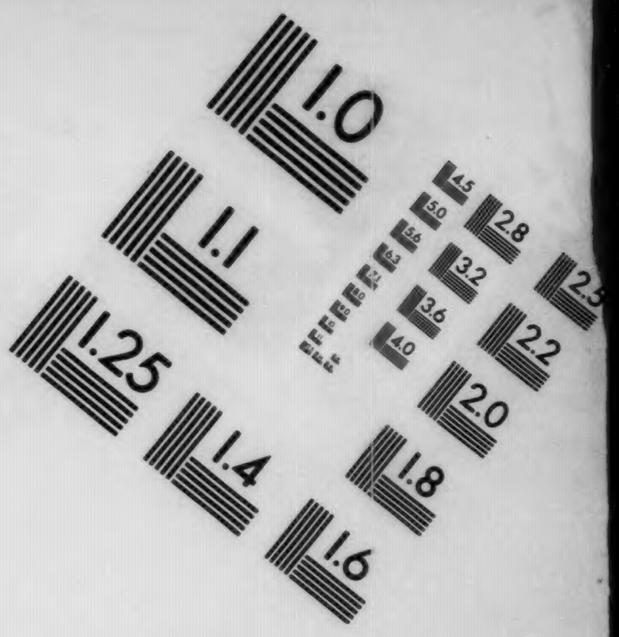


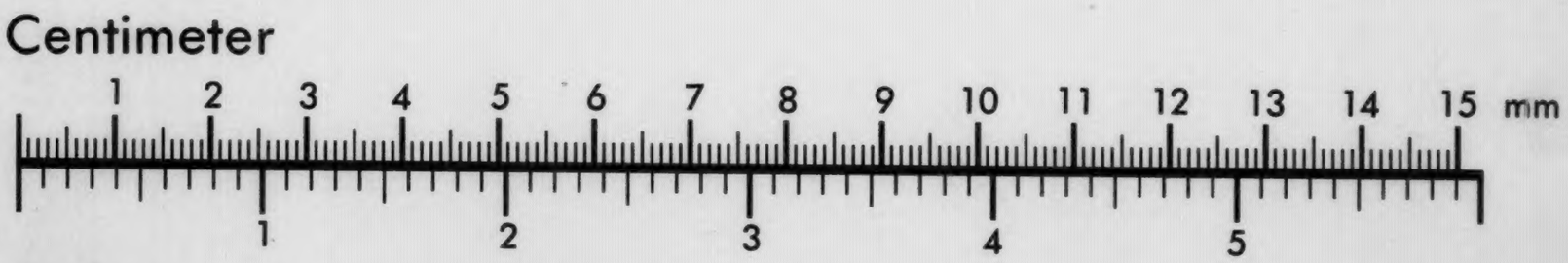
AIIM

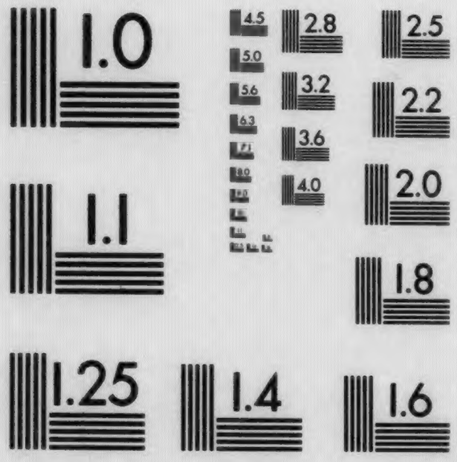
Association for Information and Image Management

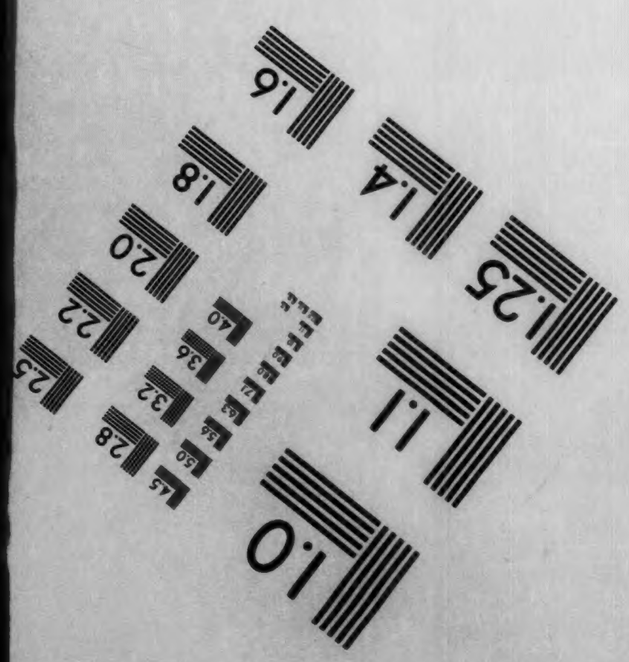
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910

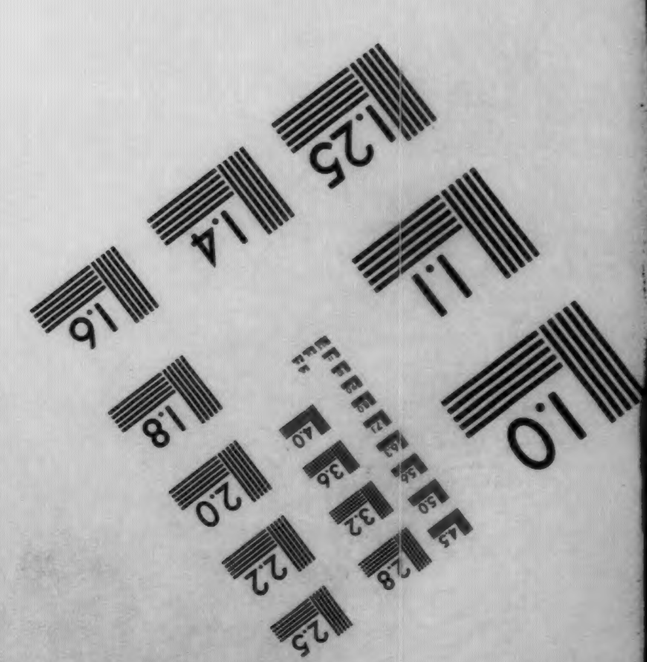
301/587-8202



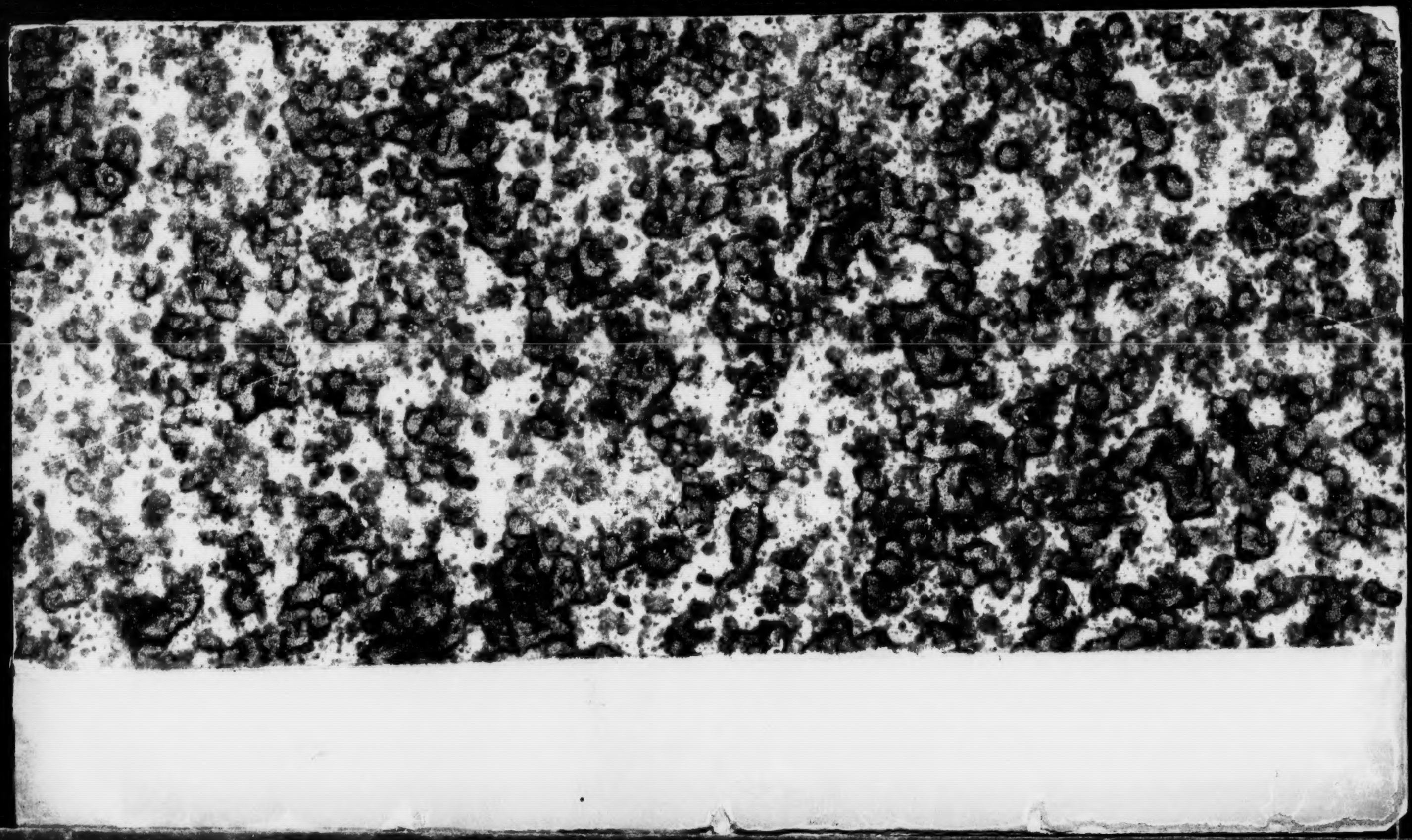








MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.



945N16 M72
1

Columbia University
in the City of New York
Library

Bought from the
F. A. Schermerhorn
Fund
1899

2548
2

4711. **Modène** (comte de). Mémoires sur la révolution de Naples de 1647. 3e édition, publiée par J.-B. Mielle. *Paris*, 1827, 2 vol. in-8, br. *Très-rare*. 18 fr.

Esprit de Raymond de Mormoiron, comte de Modène, après une vie d'aventures se trouvait à Naples au moment de cette étrange révolution populaire qui eut pour héros Masaniello et le duc de Guise. Il était très-intime avec Molière, qui devint son gendre en épousant Armande Béjart sa fille naturelle Au retour de Naples, le comte de Modène s'avisa d'écrire ses mémoires et Molière lui vint en aide. On reconnaît, en effet, facilement le style franc et ferme de Molière au milieu de la narration souvent emphatique du comte. La première édition (1666-1667) est introuvable; il n'en existe peut-être pas quatre exemplaires; la deuxième, éditée par Fortia d'Urban, en 1826, et republiée avec quelques changements par Mielle, en 1827, se vendit peu et finit par disparaître. Il n'en reste que quelques exemplaires qui méritent d'être sauvés et d'entrer dans le port des bibliophiles.

Notre exemplaire est en papier vélin, non coupé. — Pour plus amples détails sur ce rarissime ouvrage, voir *Bulletin du Bouquiniste*, 1857, p. 412.

MÉMOIRES

DU COMTE

DE MODÈNE.

TOME I.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N° 14.

MÉMOIRES

DU COMTE

DE MODÈNE,

SUR LA RÉVOLUTION DE NAPLES DE 1647.

Troisième Edition,

PUBLIÉE

PAR J.-B. MIELLE.

TOME I.

A PARIS,
CHEZ PÉLICIER ET CHATEL,
LIBRAIRES, PLACE DU PALAIS-ROYAL.

M DCCC XXVII.

COLUMBIA
UNIVERSITY
LIBRARY

E.N. Oct. 17, 99

A SON EXCELLENCE

MONSIEUR LE COMTE DE MODÈNE,

GRAND-VENEUR DE S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE,
ETC. ETC. ETC.

Monsieur le Comte,

Publier une troisième édition de cet ouvrage sous votre nom, c'est rendre un juste hommage à l'ancienne famille des Raimond de Monmoiron, comtes de Modène, dont vous êtes un si digne descendant, et vous prouver le haut degré de considération avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Comte,

Votre très-humble serviteur,

Mielle,
Officier de l'Université de France.

JUN 2 1988

272365

INTRODUCTION.

Les Mémoires dont nous publions une troisième édition sont du plus haut intérêt : l'auteur y met en lumière les causes du soulèvement populaire qui attaqua, dans Naples, la puissance espagnole, et fonda momentanément une république sur une monarchie chancelante, que ne soutenait plus le génie de Charles-Quint. L'écrivain, témoin de la révolte des lazares et de la sanglante tragédie qui en fut la suite, décrit cette crise politique depuis sa naissance jusqu'au moment où le duc de Guise, à la tête des factieux, pressé de toutes parts, fut obligé d'abandonner sa chevaleresque entreprise, et de se rendre au vainqueur. C'était bien moins sans doute pour

assurer l'indépendance d'une populace insurgée que le prince français lui prêtait son bras, que pour servir sa propre ambition. Il ne tenta d'établir une liberté sans frein, que pour la comprimer ensuite par un despotisme sans bornes. Il ne pouvait pas ignorer qu'à Naples, comme dans tous les états vieillis dans les maximes du trône, une république est moins un gouvernement qu'un ancan, qu'un bazar, où tout le monde se vend et s'achète.

L'insurrection napolitaine dont le duc de Guise dirigea tous les mouvemens, présente le tableau d'une révolution inouïe dans les fastes du monde. La fortune et la valeur semblaient en avoir dressé le plan; mais celui qui veille à la stabilité des empires ne permit pas que la prudence présidât à son exécution. Tous les chefs populaires de la ville et des provinces périrent, parce que, aveugles et emportés dans leurs fureurs, et plus ambitieux encore dans leurs desseins, ils ne purent avoir un but fixe et commun. Sous prétexte de se venger de l'avarice et de la cruauté des Espagnols, la plupart des rebelles n'eurent pour objet que le massacre et le pillage, et au lieu de songer à la réforme de l'État, ne pensèrent qu'à profiter du présent, calomniant le passé, et laissant au hasard le soin et la conduite de l'avenir. L'écrivain lui-même, dont nous reproduisons l'ouvrage, que suivit constamment la victoire, qui se montra plus grand encore dans les revers que dans les succès, s'abandonna souvent à une imprudente confiance, et le duc de Guise dut se convaincre que si le génie révolutionnaire peut un instant troubler la terre, il ne la soumet pas.

L'histoire de la révolution de Naples, de 1647, fut imprimée pour la première fois à Paris en 1666 et 1667. Nous la devons au comte de Modène, un des principaux acteurs dans cette lutte terrible entre le peuple et le trône, entre les sujets et le monarque. Le style en est vif et énergique; ces Mémoires sont rédigés avec méthode et écrits avec assez de pureté pour un homme de guerre qui avait passé la plus grande partie de sa vie dans la province ou dans les pays étrangers.

Esprit de Raimond de Moirmoiron, comte de

Modène, né à Sarrians le 19 novembre 1608, après avoir été élevé page de Monsieur, frère du roi Louis XIII, dont il fut dans la suite un chambellan, suivit la fortune de Henri de Lorraine, duc de Guise, avec lequel il passa dans le royaume de Naples le 25 novembre 1647. Le peuple napolitain, épuisé par les impôts excessifs dont l'avait surchargé, depuis quelques années, l'insatiable avarice des vice-rois espagnols, songeait sérieusement à secouer le joug de la maison d'Autriche. Ce furent presque toujours d'atroces abus qui firent alternativement détester l'ombre de la démocratie, les prétentions oligarchiques et le pouvoir absolu, par ceux qui en craignaient la tyrannie. L'oppresseur appelle presque toujours l'oppression, et les vexations sont toujours plus fatales à ceux qui les exercent qu'à ceux qui les éprouvent.

Pendant que les élémens de l'insurrection fermentaient à Naples dans tous les esprits, le vice-roi, Rodrigue Pons de Léon, duc d'Areos, imposa de nouveaux droits sur les fruits qu'on apportait au marché. Un misérable revendeur

de poissons, natif d'Amalfi, Thomas Aniello, leva l'étendard de la révolte, et se mit à la tête de la populace, le 7 juillet de l'an 1647. Un gouvernement sage eût prévenu ce désordre; le duc d'Areos ne sut pas même l'arrêter dans sa naissance.

La cruauté se compose, dans les masses, de l'inquiétude ou des passions particulières à chaque individu, et aucun d'eux n'est exempt des plus grands excès dans les assemblées tumultueuses. Quand l'attitude de la patrie n'a plus de dignité, quand les empiriques se croient tout permis, on se déchire, on se tue dans l'espace étroit des cités. Les haines s'y acèrent, les têtes s'y désorganisent, le sentiment d'un patriotisme éclairé fait place à toutes les extravagances, à toutes les fureurs, et l'on ne trouve plus que des bourreaux et des victimes. Voilà l'horrible spectacle qu'offrit la ville de Naples au moment où l'audacieux Aniello brisa la chaîne qui unissait le peuple à son souverain. Sa tyrannie fut courte et sa fin malheureuse; mais il avait fait répandre des flots de sang; le massacre et le pillage furent les précurseurs d'une longue anarchie; il eut des

successeurs qui remplirent l'Italie et l'Europe entière du bruit de leurs attentats.

Le comte de Modène nous peint les tempêtes politiques et les horribles événemens qui déchirèrent alors le corps social; et en lisant ses Mémoires, on se rappelle avec horreur ces temps encore si près de nous, ces sombres atrocités où l'excès de la dépravation produisit de si épaisses ténèbres, qu'il n'y avait plus de lueurs pour les percer. Les hommes exagérés ne connaissent ni la modération qu'inspirent les lois, ni l'égalité qui en fait la force. Oppresseurs, esclaves tour à tour, cœurs dépravés et sans principes, leur ame flétrie par la crainte, ou dégradée par le crime, tremble sous un despote ou l'écrase. Aniello, après sept jours d'un règne de cannibale, fut massacré par ceux même qu'il avait soulevés. Un obscur fourbisseur, Gennaro Annésé, lui succéda, organisa la conspiration, s'arma ouvertement contre son roi, proscrivit la noblesse, et osa même solliciter l'appui de la France, qui était alors en guerre avec l'Espagne.

Le duc de Guise brûlait du désir de prendre

part à ces événemens; il était à Rome pour solliciter la cassation de son mariage avec Honorine de Glimes, sa seconde épouse; il se fit appeler par les Napolitains pour aller se mettre à leur tête, et, après s'être concerté avec les chefs des révoltés, par le moyen d'un moine nommé Capèce, qui lui avait été député, il partit avec le comte de Modène et une suite très-peu nombreuse, traversa la flotte espagnole sur une simple felouque, aborda à Naples, y fut reçu au milieu des plus vives acclamations, nommé d'abord commandant général de la république naissante, et bientôt après duc de Naples, et prit sous ses ordres le comte de Modène, en qualité de son mestre-de-camp général.

Le duc de Guise voulait régner seul; il souffrait impatiemment de partager la puissance avec le fourbisseur Annésé; il ne tarda pas à paralyser l'influence du plébéien et à s'emparer de toute l'autorité. Mais le chef du parti populaire était maître des finances, et peu disposé à ouvrir le trésor public à son rival : cependant il fallait une levée de soldats, et il était impossible

de la faire sans argent. Le comte de Modène fut chargé de négocier un emprunt avec Gennaro. Le général avait au-dessus de ce rebelle le talent qui sait triompher des obstacles, et la bonne foi, la droiture et la probité qui inspirent la confiance; il parvint à gagner le républicain, et en obtint cent mille écus. La levée se fit avec autant de promptitude que de facilité; on se mit en campagne. L'auteur des Mémoires, à la tête de la cavalerie, eut d'abord les succès les plus inattendus : tout céda à sa valeur et à la rapidité de ses entreprises. Il prit la ville d'Averse, bloqua Capoue, dissipa la noblesse, l'éloigna de Naples, et ravitailla cette capitale. En moins d'un mois, il soumit plus de trente villes au parti populaire.

Jusque-là le duc de Guise n'avait peut-être eu que le désir de faire perdre aux Espagnols la couronne de Naples; les conquêtes du comte de Modène lui firent concevoir l'espérance de la poser sur sa tête. Mais ce prince n'avait ni les vertus des héros des républiques, ni celles des souverains; il ne se rapprochait des grands hommes ni par les

qualités de son ame, ni par la dignité de sa situation; et du moment qu'il forma le dessein d'usurper une couronne, il ne fut plus qu'un conspirateur, moins obscur, il est vrai, que Gennaro Annésé; mais, comme ce chef de révoltés, l'ennemi de tout ordre social. Entouré de courtisans avides qui flattaient son orgueil, d'amis perfides dévoués en secret aux Espagnols, d'intrigans qui abusaient de sa confiance; jaloux, sans oser se l'avouer, de la haute réputation que s'était acquise son mestre-de-camp général par sa modération dans la victoire et son intrépidité dans les combats, il devint soupçonneux, injuste et cruel, s'aliéna tous les cœurs, et finit par se perdre dans l'opinion publique, en faisant arrêter le comte de Modène, l'ame de son conseil et de ses armées, et en traduisant ce général à un tribunal, sous de vains prétextes et le poids d'une accusation, auxquels l'envie et la haine ne purent pas même donner l'ombre du crime.

Privé de son plus ferme appui, de l'ami le plus sage et le plus dévoué, le duc de Guise ne prit plus conseil que de la présomption et de l'im-

prudence. Toutes ses démarches furent fausses, toutes ses tentatives infructueuses. L'argent lui manqua; la misère souleva les lazaroni; Gennaro se fit un parti qu'il sut grossir d'un grand nombre de factieux, et finit par sauver sa tête en se réunissant à la noblesse. Le comte d'Ognate avait succédé au duc d'Areos : le nouveau vice-roi sut habilement profiter de ces divisions intestines. Il se ménagea des intelligences dans toutes les classes du peuple, y réveilla l'amour de l'ordre et de l'autorité légitime, gagna les uns, flatta les autres; promit, au nom du roi, l'oubli du passé; fit considérer au duc de Guise, par ses agens secrets, la prise du rocher de Nisita comme une conquête importante et facile; et, pendant que le prince assiégeait cette place, il entra dans Naples, s'en empara, et y fut reçu comme un libérateur. Les peuples brisent le lendemain l'idole qu'ils ont encensée la veille; le duc de Guise, fait prisonnier, ne trouva pas un ami, pas un défenseur.

Tel est l'aperçu d'une commotion populaire qui perpétua, pendant neuf mois, tous les désordres de l'anarchie dans le royaume des Deux-Siciles. Naples dut sa révolution à un brigand sorti des derniers rangs de la société : le génie du mal opéra la nôtre. « Les révolutions, dit M. de Chateaubriand, ont rarement commencé par le peuple. Ce sont presque toujours les nobles qui, en proportion de leur force et de leur nombre, ont attaqué les premiers la puissance souveraine; soit que le cœur humain s'ouvre plus facilement à l'envie dans les grands que dans les petits, ou qu'il soit plus corrompu dans la première classe que dans la dernière, ou enfin que le partage du pouvoir ne serve qu'à en irriter la soif. »

L'observation du célèbre écrivain est juste. Elle est fondée sur la connaissance profonde des hommes et des choses. N'avons-nous pas vu des conspirateurs, nés dans le plus haut rang de la société et jusque sur les marches du trône, envahir successivement l'autorité parmi nous, dans ce bouleversement général qui renversa tant d'empires? Et si le soulèvement napolitain

ne fut excité ni par l'audace d'un conquérant, ni par l'ambition d'une noblesse rivale et envieuse, le nord et le midi de l'Europe ne viennent-ils pas récemment de nous apprendre que ceux même sur qui semblait reposer la sûreté des états, que des princes nés pour les défendre, s'étaient armés pour en saper les fondemens? Ce ne fut qu'un obscur plébéien, que le misérable valet d'un revendeur de poisson, qui osa secouer le joug de l'autorité légitime et s'élever à une puissance qu'il perdit bientôt avec la vie. On peut juger des désordres et de l'anarchie qui furent la suite de cet attentat, par ce qu'en dit le duc de Guise dans ses mémoires.

« Il est surprenant, sans doute, dit ce prince, et toutes les histoires n'ont jamais fait voir rien de semblable, qu'au milieu des assassinats, du poison et du tumulte, sans avoir personne en qui prendre confiance, non pas même en mes domestiques qui ne m'ont pas la plupart servi suivant mes intentions, *ni en ceux qui s'étaient attachés à suivre ma fortune, qui n'ont pas fait*

leur devoir (1); dans les ministres d'un grand royaume pour qui je travaillais, et qui ont le plus contribué à ma perte; dans la cour, dont les ordres m'ont été retenus, et que l'on avait prévenue par des rapports aussi malicieux que peu véritables; enfin, dans un peuple léger, séditieux et emporté; il est surprenant, dis-je, que j'aie fait la guerre sans poudre, sans munitions et

(1) Le comte Orloff, dans ses mémoires historiques, politiques et littéraires sur le royaume de Naples, tome 2, page 345, présume que cette phrase pourrait regarder le comte de Modène. Ce serait flétrir la mémoire du prince que de l'accuser d'une si odieuse calomnie: il a pu être injuste envers son mestre-de-camp général et son ami; oublier un moment ses services, mais jamais méconnaître la fidélité et le dévouement d'un guerrier toujours aussi intrépide dans les champs de bataille, qu'habile dans les conseils, et dont le désintéressement, la franchise et la loyauté furent constamment respectés, par ses ennemis même les plus déclarés. Il n'est pas vrai non plus, comme l'ont assuré quelques écrivains prévenus ou peu éclairés, que le comte de Modène n'ait publié ses mémoires que pour répondre à ceux du duc. L'auteur de l'histoire du soulèvement de Naples n'était pas seulement un guerrier distingué par sa bravoure et la connaissance profonde de son art; il aimait les lettres; et les ouvrages qui nous restent de lui prouvent qu'il tenait un rang honorable parmi ceux qui les cultivaient.

sans argent, avec des milices nouvelles et mal armées, sans canons, ni bagages; et qu'enfin j'aie fait vivre une ville cinq mois entiers, dont les ennemis tenaient toutes les hauteurs fortifiées, cernée du côté de la mer d'une puissante armée, en ayant aux environs, une de terre, forte de cavalerie et d'infanterie; les vivres m'étant donc coupées, tous les élémens contraires, battu continuellement de trois châteaux; et que, nonobstant toutes ces choses, j'aie maintenu un grand peuple dans le respect et l'obéissance, j'aie fait cesser le désordre, les meurtres, les brigandages, et rétabli l'ordre, la justice, la police et le gouvernement, et enfin ramené le repos et la tranquillité dans un lieu où l'on voyait, avant mon arrivée, le sang innocent couler incessamment par les rues, la violence autorisée, les incendies et les saccagemens, non-seulement soufferts, mais commandés, et dont les sinistres aventures ne purent être vues sans compassion, sans crainte et sans horreur (1). »

(1) *Mémoires du duc de Guise*, liv. 1, pag. 31 et suivantes.

Les détails de cette insurrection ne sont bien connus que par les mémoires que nous venons de citer et ceux du comte de Modène; ces derniers manquaient depuis long-temps aux lettres, et ne se trouvaient plus que dans nos dépôts littéraires et les grandes bibliothèques : M. le marquis de Fortia, au commencement de l'année dernière, en publia une seconde édition qui eut tout le mérite d'une création neuve. Le savant éditeur, pour qui les travaux de l'esprit sont un besoin, et le progrès des lumières une jouissance, compléta l'intérêt de cette publication, en faisant précéder ces mémoires d'un grand nombre de pièces qui s'y rattachent; pièces d'autant plus curieuses qu'elles sont peu connues, quelques-unes inédites, et les autres éparses dans des recueils qu'on ne lit plus : ce sont des lettres de Louis XIV, du cardinal Mazarin, du marquis de Fontenay, du duc de Richelieu, de M. de Brienne et du duc de Guise, qui donnent le secret de la politique de la France, à cette époque, et des limites qu'elle ne voulut point dépasser, même en prenant part aux troubles d'une ville dont

elle pouvait avoir quelques raisons d'ambitionner la conquête.

Cette édition ne tarda pas à être enlevée, elle fut presque aussitôt épuisée qu'annoncée. L'empressement du public à cet égard s'explique aisément : on sent plus que jamais le besoin de compléter tout ce qui est relatif aux *mémoires pour servir à l'histoire de France;* et rien n'est plus intéressant, d'ailleurs, que le tableau d'un soulèvement populaire, dans une ville où l'on compte aujourd'hui trois cent trente-huit mille ames, et qui, au rapport de l'auteur, réunissait, à l'époque de l'insurrection, deux cent soixante-huit mille habitans, surtout lorsque ce tableau est tracé par un témoin oculaire, qui a pris part aux principaux événemens. M. le marquis de Fortia s'était proposé de faire réimprimer cet ouvrage; des circonstances qu'il n'a pu maîtriser ne lui ont pas permis de rendre ce nouveau service aux lettres, et ce n'est qu'avec une timidité, que ne justifie que trop notre faiblesse, que nous nous chargeons de la publication d'une troisième édition. Nous ne nous flattons pas

d'un succès qu'il est plus aisé de désirer que d'obtenir; personne n'est plus convaincu que nous que l'on peut imparfaitement suppléer à M. de Fortia, mais le remplacer jamais. Nous ne changerons rien à son ouvrage, cependant, comme le comte de Modène a fait précéder son récit d'une courte notice sur l'histoire napolitaine, depuis les temps les plus reculés jusqu'au moment où il écrit, nous terminerons cet aperçu par un coup d'œil rapide sur les principaux événemens qui ont agité la monarchie sicilienne depuis 1647 jusqu'à nos jours, et, dans les deux siècles qui nous restent à parcourir, nous verrons tour à tour s'écrouler et se reconstruire l'édifice social de cet état. Nous n'intéresserons jamais plus nos lecteurs que lorsque nous emprunterons à des écrivains justement estimés leurs observations et les développemens qu'ils ont donnés sur les causes et les effets des révolutions; et nous ne craindrons pas de reproduire quelquefois ici ce que nous avons écrit sur les différentes époques du gouvernement napolitain, dans *l'Art de vérifier les dates*, monument littéraire que les savans

Bénédictins, de la congrégation de Saint-Maur, élevèrent à la muse de l'histoire au commencement du dernier siècle, et dont M. de Fortia donne le complément dans une édition nouvelle de ce grand ouvrage, en continuant ces annales jusqu'au temps où nous vivons.

« Tout le royaume étant le pays des volcans, dit Galanti, il est sujet à de fréquens tremblemens de terre, et cependant la nature n'est nulle part aussi bienfaisante; elle en a fait le plus beau pays de l'Europe; il abonde en productions variées et utiles, de toutes les espèces les plus nécessaires à la vie : et il ouvre ainsi un vaste champ à l'industrie de ses habitans et au commerce. Mais ce n'est pas tant parce qu'il se trouve situé sous le plus beau ciel de la terre, ni par la singularité des objets qu'y offre la nature, que ce pays est digne de l'attention du philosophe; c'est surtout par les changemens que les hommes y ont opérés, par les événemens dont il a été le théâtre. Cette douceur du climat, cette fertilité du sol ont été les causes d'invasions multipliées qui ont singulièrement influé sur ses destinées, et y ont produit

d'étranges vicissitudes. Les villes les plus florissantes, les campagnes les plus fertiles y ont été converties en déserts; les habitans, après avoir figuré avec honneur, dans les anciens temps, parmi les autres peuples, ont été réduits à l'esclavage, et, durant une longue suite de siècles, n'ont fait que changer continuellement de maîtres; et les cités, si l'on en excepte la seule capitale, complètement déchues de leur ancienne splendeur, rappellent à peine, par quelques ruines éparses, le souvenir de leur existence passée (1). »

Le jugement que porte le géographe sicilien sur sa patrie nous paraît sévère; le royaume de Naples occupe encore une place importante parmi les puissances européennes; son gouvernement est affermi; son commerce s'est étendu; ses arts se sont perfectionnés, et ses beaux monumens sont loin d'offrir des ruines et des débris.

---

(1) Descrizione geografica e position delle Siciliæ; dall' avocata Giuseppe Maria Galanti. Naples, 1792, 8 vol. in-8.

Cet état, à la vérité, presque toujours envahi par ceux qui en tentèrent la conquête, et non moins agité par ses troubles intérieurs, souffrit impatiemment le joug de ses maîtres, et déchira souvent son propre sein dans ses guerres civiles; mais, soumis enfin à des princes qui ne règnent que pour faire des heureux; protégé plutôt qu'asservi par le sceptre des Bourbons, il jouit de la véritable grandeur; et ses peuples ont retrouvé leur antique gloire et la prospérité que leur assurent le calme et la paix, sous le gouvernement du sage monarque à qui nous devons la mère auguste de l'enfant royal qu'attendent les plus hautes destinées.

Le comte de Modène, dans ses mémoires, nous peint à grands traits les principaux faits de l'histoire napolitaine, depuis l'origine de cette monarchie jusqu'au moment où le comte d'Onnatte, vice-roi du monarque espagnol, rentra en vainqueur dans la métropole des Deux-Siciles, et mit un terme à la révolte par la défaite des insurgés, en s'emparant de la personne du duc de Guise.

Il envoya l'illustre prisonnier à Madrid, et le peuple, privé de son chef, se soumit. A l'exemple de la capitale, les provinces insurgées rentrèrent dans le devoir. Les Français étaient maîtres de plusieurs ports sur les côtes de la Toscane; le vainqueur les en chassa, et occupa à son tour l'île d'Elbe, devenue si fameuse en 1814, et les places de Porto-Longone et de Piombino. Le triomphe du vice-roi ne fut pas sans quelque gloire, mais il en ternit l'éclat par ses cruautés, et au lieu d'une amnistie générale qu'il avait jurée, il ouvrit des cachots et dressa des échafauds.

Le règne du farouche Onnatte ne fut pas de longue durée, le comte de Castrillo le remplaça en 1653, et mit un terme aux proscriptions. Déjà même Naples jouissait de quelque calme sous un gouvernement plus juste, lorsque le duc de Guise, sorti des fers de l'Espagne, débarqua tout à coup, de nouveau, à la tête d'une petite armée, à Castellamare et s'en empara. Mais ce prince, repoussé bientôt pour la seconde fois d'un état dont il ambitionnait si vivement la couronne,

n'eut que la honte d'avoir succombé sans gloire. Aux nouveaux troubles qu'excita la descente imprévue du duc de Guise, succéda un fléau plus terrible que la guerre : la plus horrible peste exerça ses ravages sur la malheureuse ville de Naples, et cette grande cité devint un affreux désert. La paix de l'Espagne avec la France venait d'être signée dans l'île des Faisans par le cardinal Mazarin et Louis de Haro; mais Madrid était encore en guerre avec le Portugal, et, malgré la dépopulation de Naples, il fallut y faire des levées de soldats pour augmenter les troupes espagnoles. Ainsi les plaies profondes de cette capitale, loin de se cicatriser, s'étendaient tous les jours davantage, et les circonstances étaient telles, que toute la sagesse du vice-roi ne pouvait apporter que de vains palliatifs aux malheurs des peuples.

Philippe IV mourut en 1665, et laissa son sceptre et ses états à son fils Charles II. Cet événement n'influa point sur les destinées des Napolitains; l'héritier du trône d'Espagne était encore enfant; et les vice-rois continuèrent à

gouverner les Deux-Siciles. Pierre d'Aragon ne fit qu'y perpétuer les désordres, en laissant aux brigands, dont la péninsule était infestée, la faculté d'échapper à la mort au moyen de fortes rançons. Aussi disait-on de cet avare gouverneur, qu'il punissait les bourses et non les crimes. L'administration du marquis d'*Astorga*, en 1672, quoique plus juste, ne fut pas plus heureuse : la révolte de la Sicile ne lui laissa ni le temps ni les moyens de ramener la prospérité publique, et l'invasion de Messine, par les troupes de Louis XIV, lui fit perdre une place qu'occupa après lui, en 1675, le marquis de Los-Velez. Cette guerre, qui ne dura qu'un moment, coûta encore au royaume de Naples des sommes immenses, qu'on ne put payer qu'en vendant jusqu'aux charges publiques : il n'y avait d'ailleurs qu'avilissement, vénalité et dépravation dans ce malheureux pays; on y altérait la monnaie ou l'on en fabriquait de fausse; et les brigands qui ravageaient les campagnes étaient moins dangereux encore que les voleurs qui habitaient les villes.

Naples respira un moment sous l'administration du marquis *del Carpio;* ce vice-roi prit les rênes du gouvernement en 1683, et ne s'occupa qu'à régénérer les mœurs et à faire régner les lois. Il vécut trop peu pour le bonheur des peuples; il mourut en 1689, généralement regretté des petits et des grands, du riche et du pauvre. Le comte San-Stefano lui succéda, et après ce dernier, le duc de Medina-Celi. Ce fut l'époque où Charles II, en mourant, légua ses états à la France; don funeste, qui, en couronnant Philippe d'Anjou, embrasa l'Europe et fit pressentir le démembrement de la péninsule. L'Autriche prétendait avoir des droits au trône d'Espagne; elle protesta contre le testament de Charles II; mit dans ses intérêts l'Angleterre, la Hollande et la Savoie; toute l'Europe fut en armes; et Naples, quoique éloignée du théâtre de la guerre, se vit forcée à de nouveaux sacrifices. Cependant Philippe V y fut proclamé roi en 1701, et un parti d'Autrichiens et d'Espagnols mécontens, grossi d'un grand nombre de nobles napolitains et dirigé par le prince de Macchia, y fit vainement

entendre les cris de *vive l'archiduc Charles !* Le peuple se souvint que la noblesse l'avait abandonné pendant la révolte de Masaniello; il refusa de prendre part à la révolution que l'on préparait, et ne répondit aux cris des insurgés que par ceux de *vive Philippe duc d'Anjou.*

Le monarque qu'appelaient les acclamations de ses nouveaux sujets, se rendit dans la capitale des Deux-Siciles, en 1702; et les heureux Napolitains purent enfin jouir de la présence de leur souverain. Le court séjour du prince fut marqué par l'abolition des impôts, la remise de plusieurs millions d'arrérages dus au fisc, et une amnistie pour un grand nombre de coupables. Mais les progrès du prince Eugène dans la Lombardie forcèrent le roi de rejoindre l'armée française; il partit, et laissa pour son vice-roi, à Naples, le duc d'*Ascalona.* Ce gouverneur eut bientôt à se défendre contre les troupes autrichiennes commandées par le comte Dawn: ce fut même en vain qu'il opposa la plus forte résistance; les états napolitains furent envahis en 1708, et l'archiduc Charles ceignit un diadème, qu'il joi-

gnit, en 1711, à la couronne impériale, à la mort de son frère Joseph. Le traité de la quadruple alliance, en 1720, lui en assura la possession et y ajouta même encore la Sicile.

L'Autriche ne garda que vingt-sept ans ces deux royaumes, qui, après cette époque, rentrèrent sous la domination d'un prince de la maison de France. D. Carlos, infant d'Espagne, fils de Philippe V et souverain des états de Parme et de Plaisance, en fit la conquête en 1735, et la couronne des Deux-Siciles fut à jamais fixée sur la tête d'un Bourbon, par les préliminaires de paix signés à Vienne la même année. Naples alors commença à respirer. D. Carlos, sous le nom de Charles III, signala son avénement au trône par des actes de justice et de clémence; affermi dans un état qu'il devait à ses droits et à son courage, il le gouverna avec la sagesse et les talens qui distinguent les grands monarques; il pardonna aux partisans de la maison d'Autriche, rappela tous les exilés, établit une juste répartition dans les impôts, ouvrit de nouvelles routes au commerce, de nouveaux ca-

naux à l'industrie, et se déclara le protecteur des sciences, des lettres et des arts. La prospérité dont il faisait jouir ses sujets, fut un instant troublée par une armée autrichienne qui s'approchait de son territoire et qui avait déjà pénétré dans l'Abruzze; mais il battit ses ennemis et les força de se replier jusque dans la Lombardie.

La paix que le traité d'Aix-la-Chapelle assura à l'Europe, en 1748, fut l'époque où Naples vit élever dans son enceinte des monumens dignes de son ancienne splendeur. Charles III creusa des ports, construisit des greniers d'abondance, embellit sa capitale de magnifiques palais, et découvrit ces villes si malheureusement célèbres, que le Vésuve engloutit l'an 79 de notre ère. Le prince ajoutait tous les jours à la félicité de ses peuples, lorsque en 1759 la mort de Ferdinand VI l'appela au trône d'Espagne. Il remit les rênes du gouvernement napolitain à son fils, Ferdinand IV. Ce jeune prince était né le 12 janvier 1750, et n'avait que huit ans lorsqu'il parvint à la couronne. Son père lui laissa pour guide le ministre Tanucci, qui réunissait l'intégrité de

Sully aux lumières de Colbert; et en lui donnant le sceptre des Deux-Siciles, assura l'indépendance de cet état, et déclara par l'acte qui réglait la succession que le royaume de Naples ne pourrait jamais retourner à la couronne d'Espagne.

Le choix du gouverneur d'un prince influe plus qu'on ne pense sur la grandeur future du monarque et la félicité des peuples qu'il doit gouverner. Charles III confia l'éducation de son fils à l'homme le plus inepte de la cour: Ferdinand IV fut élevé comme le dernier de ses sujets; on éloigna de lui tout ce qui pouvait éclairer sa raison : les sciences, les lettres et les arts lui furent étrangers: les affaires publiques devinrent pour lui un fardeau; il en abandonna le poids à son ministre. Tanucci gouverna sous son nom, travailla à l'exécution des grands projets de son ancien maître, secoua le joug de la cour de Rome, lui enleva le fruit de ses anciennes usurpations; et, sans égard pour les réclamations du saint-siége, chassa les jésuites de toute l'étendue du royaume des Deux-Siciles, aussitôt qu'il eut appris que l'Espagne avait banni cette so-

ciété de ses états. L'année qui suivit l'expulsion de ces religieux fut l'époque du mariage du roi de Naples avec Marie-Caroline d'Autriche: cette auguste union fut célébrée à Vienne le 7 avril 1768, et la reine ne fut pas plus tôt assise sur le trône que l'Espagne cessa d'avoir quelque influence en Italie. Cette princesse voulut gouverner; Tanucci, redoutant l'inexpérience et la jeunesse de sa souveraine, crut devoir lui fermer un trop grand accès au conseil : sa disgrace fut le prix d'un zèle trop ardent : le ministre fut exilé; la reconnaissance publique l'accompagna dans sa retraite; et son exil fut une véritable calamité pour l'état.

Il n'était pas aisé de remplacer l'homme qui avait acquis le grand art de gouverner sous un roi comme Charles III; mais le dévouement aveugle d'un ministre, d'ailleurs inhabile, tient souvent lieu de mérite auprès des princes. Acton, jeune et sans génie, n'ayant d'autre talent que son ambition, de moyen de parvenir que la bassesse, s'empara à force de flatteries de l'esprit de la reine, acquit une faveur sans bornes, rem-

plaça Sambuca qui avait succédé à Tanucci, et se fraya la route à tous les honneurs. Cependant, sous ce ministère malheureux, l'académie royale des sciences et belles-lettres fut fondée à Naples le 22 juin 1778, et le tribunal de l'inquisition aboli en Sicile le 26 avril 1782. Mais l'incapacité du ministre dérangeait tous les plans de la reine, et cependant son influence n'était pas moins grande. Les abus d'autorité dont il se rendait de jour en jour plus coupable irritèrent tous les esprits; et les innovations de la souveraine achevèrent d'entraîner la ruine de l'état. Sans les vices du ministre étranger à qui Ferdinand IV confia son autorité, la droiture, l'amour pour l'ordre et la justice du souverain, eussent fait le bonheur de son peuple. Aussi, lorsque tous les intérêts furent froissés, que, par suite des vexations et des injustices, tous les cœurs s'aigrirent, que la haine contre Marie-Caroline et son ministre devint presque héréditaire dans toutes les familles, les sujets accusèrent leur roi de faiblesse, mais ils rendirent justice à son cœur.

Pendant que le monarque napolitain se reposait du soin de gouverner ses états sur le ministre, qui faisait haïr et détester sa puissance, la révolution française étendait au loin ses ravages, menaçait d'embraser l'Europe, de détruire la religion, de corrompre les peuples et de renverser tous les trônes. Dans le voyage que firent en Italie et en Allemagne, en 1790, LL. MM. siciliennes, à l'occasion du mariage de leurs filles, Marie-Thérèse avec l'archiduc François, actuellement empereur, et Louise avec l'archiduc Ferdinand, grand-duc de Toscane; la reine de Naples détermina la première coalition qui se fit contre la France. Mais après leur retour dans leurs états, le roi et la reine furent obligés de signer un acte de neutralité, à l'aspect d'une escadre commandée par M. de Latouche-Tréville, qui parut tout à coup dans la rade de Naples, le 18 décembre 1792. Cette neutralité, à laquelle la nécessité seule avait fait consentir, ne fut pas de longue durée. La cour était le séjour de l'irrésolution et de l'intrigue; elle ne se dirigeait jamais qu'en raison de ses terreurs ou de ses illusions, faisait avec un égal aveuglement la paix et la guerre, et ne sor-

tait jamais de son caractère de faiblesse que pour y rentrer plus timide qu'auparavant : son administration était machiavélique, et un génie malfaisant s'attachait à tout détruire et ne savait rien conserver. Après le mariage du prince héréditaire avec l'archiduchesse Marie-Clémentine de Lorraine, qui eut lieu le 15 juin 1797, et le traité de paix de Campo-Formio du 17 octobre de la même année, il se forma une nouvelle coalition contre la république française, et le roi de Naples ne balança pas à se réunir aux ennemis du directoire, il signa, le 14 août 1798, un traité avec l'empereur d'Autriche, et, le 5 octobre, en fit un aussi avec l'Angleterre.

Naples prit un aspect formidable. Tout semblait lui assurer le plus heureux succès. On ordonna une levée de quarante mille hommes, et les frontières furent bientôt couvertes de plus de soixante mille soldats. Il fallait un chef pour commander l'armée, le choix tomba malheureusement sur un général plus présomptueux qu'habile, plus téméraire que brave, plus audacieux qu'intrépide; une réputation usurpée

avait précédé l'arrivée de Mack; il conseilla une guerre offensive où il fallait se borner à repousser l'ennemi dans le cas où l'on serait attaqué; et ne se présenta aux Français que pour éprouver la plus honteuse défaite. Cependant, avant de prendre les armes, la cour s'était entourée des hommes les plus éclairés, les avait consultés sur le parti à suivre dans les circonstances, et l'avis des plus sages avait été de conserver la paix. Le ministre de la guerre surtout en avait fait sentir avec énergie la nécessité; il fut renvoyé.

Les effets cependant justifièrent les pressentimens du ministre disgracié; Mack attaqua les Français avec soixante mille hommes; il en avait à peine seize mille à combattre, et il fut mis en pleine déroute à Cività-Castellana, où les armées ennemies se rencontrèrent. Le général autrichien ne savait pas faire mouvoir deux colonnes à la fois, ne connaissait pas mieux ses ressources que ses dangers, et se croyait encore dans la position la plus brillante, lorsque déjà il était sur le bord de l'abîme. Sa téméraire audace fut punie par la

plus honteuse défaite; il mit plus de rapidité encore à fuir son ennemi qu'il n'en avait mis à l'aller chercher; et graces au plus ignorant et au plus vain des généraux, Ferdinand IV, qui, quelques semaines auparavant, avait des forces suffisantes pour conquérir un état, se vit dans l'impossibilité de défendre son propre royaume. Cependant à la vue des dangers qui menaçaient le roi et la patrie, les Napolitains se levèrent en masse; et, si le souverain se fût mis à la tête de l'immense population qui s'armait pour sa défense, jamais les Français n'eussent osé violer son territoire: mais des conseillers perfides trompèrent le prince, calomnièrent les sujets, transformèrent des hommes dévoués en de vils conspirateurs; et, se croyant entouré d'ennemis, Ferdinand se détermina à passer en Sicile le 22 décembre 1798.

Il est plus aisé de concevoir que de bien exprimer la situation de la métropole à la nouvelle du départ de la famille royale. Les meubles les plus précieux des palais de Caserte et de Naples, tout ce que le musée avait de plus rare, les plus

beaux monumens des arts, les bijoux de la couronne, plusieurs millions de pierreries, plus de vingt millions de ducats en lingots ou en numéraire, tous les trésors enfin de la capitale du royaume avaient été embarqués pour la Sicile: il ne restait aux Napolitains que leurs vaisseaux, leurs bâtimens et leurs canots; toute cette marine fut la proie des flammes; Acton, avant son départ, en avait ordonné l'incendie. La fureur du peuple fut à son comble. Cependant le gouvernement municipal qu'avait organisé la cité après la fuite de la cour, sut maintenir, pendant quelque temps, l'ordre et la tranquillité publique. Mais le général Pignatelli, qui avait été nommé lieutenant-général du royaume, ne sut ni finir la guerre, ce qui eût été facile, ni prévenir l'anarchie; et, lorsqu'on apprit, le 12 janvier 1799, qu'il venait de conclure une trève de deux mois avec le général français, trève aussi honteuse pour le roi qu'onéreuse pour l'état, et qui ne faisait que retarder l'invasion des ennemis, les lazaroni se crurent trahis par les chefs de l'armée; leur rage ne connut plus de bornes, ils coururent aux

armes, attaquèrent les forteresses et les châteaux, s'en rendirent maîtres, le 16 janvier, et répandirent partout la terreur.

Naples n'offrit plus dès lors que des scènes d'horreur et de carnage; le général Pignatelli, au lieu d'opposer la force à l'audace, prit la fuite; la municipalité fut obligée d'abandonner ses séances; les hommes avides de vols et de rapines purent impunément se livrer au brigandage et aux assassinats; l'anarchie fut complète, et il n'y eut plus d'autre ressource pour y mettre un terme que d'appeler les Français et de leur ménager les moyens d'entrer dans la ville. Ils ne parvinrent à s'en rendre maîtres qu'après plusieurs combats où le massacre fut effroyable, où les lazaroni monrtèrent un courage et une intrépidité dignes d'un plus heureux succès. L'armée n'entra dans la capitale que le 23 janvier: pendant deux jours des flots de sang coulèrent également du côté des vainqueurs et des vaincus.

Le premier soin du général Championnet fut d'établir un gouvernement provisoire qui réunit le pouvoir exécutif et le pouvoir administratif;

et bientôt après, sans consulter le vœu du peuple de la capitale et les intérêts divers des provinces, il substitua la démocratie à la monarchie, et fonda la république parthénopéenne. Des lois injustes, des actes arbitraires, un despotisme sans frein, la destruction des temples, la proscription des ministres des autels, tous les fléaux d'une anarchie démagogique furent les tristes résultats d'un gouvernement vicieux dans ses principes constitutifs, et atroce dans ses conséquences. Une juste indignation souleva tout ce qu'il y avait d'ames honnêtes dans l'état; les partis les plus opposés se réunirent dans les mêmes craintes et les mêmes espérances; les amis du roi et de la religion se levèrent des deux extrémités du royaume pour opposer une digue au torrent révolutionnaire; la cause des républicains vit de jour en jour diminuer ses partisans, et l'opinion publique fut la garantie des succès qui devaient couronner bientôt les efforts des royalistes. Une antique législation, nous aimons à le répéter, quelque viciée qu'elle puisse être par les siècles qui y introduisent des abus, ou par les progrès de la civi-

lisation qui commandent impérieusement des réformes, se soutient néanmoins par les mœurs et les habitudes du peuple qu'elle régit, tandis que des lois nouvelles ont à combattre des institutions qu'elles dénaturent, des usages qu'elles proscrivent, et une foule d'intérêts qu'elles froissent.

Les changemens les plus utiles et même les plus nécessaires à faire dans un gouvernement, ne doivent s'opérer que par la main lente du temps, et le législateur, avant de les effectuer, doit envoyer souvent la colombe de l'arche à la découverte, pour bien s'assurer que les esprits sont disposés à les accueillir et à les recevoir.

Tout menaçait la république parthénopéenne d'un embrasement général, lorsque Macdonald, qui avait remplacé Championnet, reçut l'ordre d'aller renforcer la grande armée du directoire français. La consternation s'empara des patriotes; ils sentirent que quelques garnisons laissées à Gaëte, à Capoue et au fort Saint-Aden, les défendraient mal contre un parti qui grossissait tous les jours; ils pouvaient néanmoins surmonter bien des obstacles, et peut-être faire tête à l'orage; mais désunis la plupart par des intérêts divers d'ambition, de haine ou de vengeance; dirigés d'ailleurs par des chefs sans talens et sans vertus, ils ne surent ni prévenir les fautes ni les réparer. Leurs généraux seuls, dont la bravoure et l'intrépidité étaient dignes d'une meilleure cause, soutinrent encore quelque temps la démocratie chancelante. Mais on commençait à sentir tout ce qu'a de saint un gouvernement légitime, jusqu'où peuvent aller les malheurs d'un peuple qui s'arme contre son souverain; les insurrections éclataient de toutes parts; Capoue, Caserte, Castel-Fort, Teano, la province de Barri, la Pouille rentraient sous l'obéissance du roi; on vit des soulèvemens dans toutes les parties du royaume : le cardinal Ruffo fit sa jonction avec Seiarpa dans la Lucanie, et le sort des républicains fut décidé. Nole, Marigliano étaient au pouvoir des royalistes; la métropole ne put résister aux vainqueurs; Naples fut obligée de se rendre au cardinal; le prince de l'église y entra à la tête de son armée triomphante; le 13 du mois de

juin la république parthénopéenne avait cessé d'être.

Les restes des républicains qui avaient été battus par les troupes royales, s'étaient retirés dans les forts; ils s'y défendirent avec intrépidité, et une capitulation honorable fut le prix de leur courage. Dans cette grande journée de la restauration, Naples fut le théâtre de tous les attentats; tout ce qui avait été patriote, tout ce qui pouvait être soupçonné d'avoir pris part à la révolution, tomba sous le fer des assassins : la capitulation seule pouvait mettre un terme à tant de crimes; elle fut signée ; les cachots allaient s'ouvrir, les personnes et les propriétés devaient être respectées, une amnistie générale annonçait la fin de toutes les misères et de toutes les calamités : vaine espérance! Cette capitulation, qui fermait toutes les plaies de l'état, qui réunissait tous les cœurs, qui les ralliait autour du trône, n'obtint point la sanction de la cour; le roi ne rentra dans sa capitale, en janvier 1800, que pour la voir baignée dans le sang des vieillards, des femmes, des enfans, qu'un affreux tribunal traînait indistinctement au supplice; et il fallut toute la crainte qu'inspira la victoire des Français, à Maringo, pour arrêter la rage des bourreaux. Acton ne montra pas moins de bassesse pour fléchir le vainqueur qu'il n'avait montré d'atrocité pour égorger les vaincus : par l'armistice signé avec la France le 28 mars 1801, les révolutionnaires napolitains obtinrent une amnistie générale; des principes de modération remplacèrent un système de vengeance, et Ferdinand vit avec horreur jusqu'à quel point on avait abusé de son nom et de son autorité.

Malgré les troubles civils et les fureurs de la réaction, l'épuisement du trésor public et la faiblesse de l'administration; malgré les troupes de brigands qui infestaient les provinces, et les excès auxquels se livraient les lazaroni dans la capitale, le royaume des Deux-Siciles pouvait encore se relever de ses pertes; le duc d'Ascoli, chargé de rétablir l'ordre, répondait à la confiance de son souverain et ne faisait point vainement entendre la voix de la justice; le chevalier de Médicis améliorait les finances, rouvrait les ca-

naux de l'industrie, et travaillait sans relâche à recréer toutes les branches de l'administration publique; le calme et la paix remplaçaient partout le désordre; le traité de Florence avait consolidé l'armistice de Maringo, et la plus grande harmonie régnait entre le souverain des Deux-Siciles et le cabinet des Tuileries. Mais un voyage que fit la reine de Naples à Vienne, changea sa politique; elle entra dans une nouvelle coalition contre la France. Napoléon déclara la guerre à Ferdinand, en annonçant que les Bourbons avaient cessé de régner à Naples; Joseph Buonaparte parut à la tête d'une armée devant cette capitale, s'en empara d'autant plus aisément que la cour en était partie pour la Sicile; poursuivit le prince héréditaire, qui s'était retiré dans la Calabre, le battit à Campotenésée, le força de se renfermer à Palerme, et reçut, en 1806, le sénatus-consulte qui le nommait roi de Naples et de Sicile.

Gaëte, encore au pouvoir de Ferdinand IV, refusait d'ouvrir ses portes aux Français, et les Calabrois, quoique réduits à leurs propres forces, luttaient victorieusement contre celles de Joseph;

l'heureux Masséna força la ville fidèle à se rendre, courut inonder de sang et de carnage la Calabre, réduisit cette province; et par cette importante conquête consolida la puissance de l'usurpateur. Le gouvernement du nouveau roi devint oppresseur et tyrannique; la hache des bourreaux frappait tous les jours de nouvelles victimes; la désolation était dans toutes les familles; la haine fermentait dans tous les cœurs, et les poignards de la vengeance s'aiguisaient contre un prince qui se rendait de jour en jour plus odieux, lorsque Napoléon l'appela à Bayonne, en 1808, pour lui donner la couronne d'Espagne.

En mettant cette couronne de Ferdinand VII sur la tête de Joseph, Napoléon destinait celle de Ferdinand IV à Joachim Murat, soldat sorti des derniers rangs de la société, mais qui avait su s'élever par son courage aux premiers grades de l'armée, et se frayer une route au trône en épousant la sœur de son maître. Avide de gloire, comme tous les Français, il l'avait souvent trouvée dans les combats; mais plus avide encore de puissance, il n'avait aucune des qualités qu'on a

droit d'attendre de ceux qui l'exercent, et rien de ce qui fait remarquer un prince sur le trône. Cependant l'époux de Caroline Buonaparte n'était ni sans grandeur ni sans élévation; il devait à la nature les dehors les plus heureux; avait dans sa stature quelque chose de chevaleresque, de la finesse dans l'esprit, et de la franchise dans le caractère; de la bravoure et de l'intrépidité sur les champs de bataille, tout ce qui pouvait enfin séduire et entraîner un peuple fatigué des secousses politiques, abandonné de son roi, léger d'ailleurs, présomptueux et inconstant; aussi fut-il accueilli avec transport lorsqu'il se présenta à ses nouveaux sujets.

Cependant de nombreux ennemis entouraient le trône mal affermi du successeur de Joseph, une foule de mécontens en assiégeaient les avenues; les partisans de l'autorité légitime en conjuraient la chute, et la cour de Sicile, qui n'avait point renoncé à ses états en deçà du phare, après avoir enlevé les îles de Procida et d'Izelva, pénétrait dans le golfe de Naples, avec une escadre anglo-sicilienne, commandée par

le prince Léopold, fils puîné de Ferdinand, et menaçait la capitale. Murat trouva dans sa prudence, sa fermeté et son courage, les moyens de dissiper tant d'orages. Il attaqua les Anglais dans Capri, enleva la place, força la garnison à déposer les armes, et fit prisonnier le commandant sir Hudson-Love, depuis si fameux, qui ne lui opposa qu'une vaine résistance. Il dispersa avec le même bonheur la flotte anglo-sicilienne et sut ainsi fonder sa puissance sur la force de ses armes.

Son expédition en Calabre n'eut pas le même succès. Prêt à entrer à Messine, en 1810, à la tête de quarante mille hommes, il changea tout à coup de dessein, arrêta son armée, déjà en partie embarquée, et perdit neuf cents hommes de son avant-garde, qui tombèrent au pouvoir des Anglais et des Siciliens. Cette entreprise si mal concertée, coûta des sommes énormes au trésor public, décela dans l'usurpateur plus d'audace et de témérité que de grandes vues et de génie, et n'eut d'autre résultat que celui d'infester la Calabre de brigands, et de préparer au

général Manliès la gloire d'anéantir ces hordes de barbares, de faire jouir enfin ces malheureuses provinces des bienfaits de l'ordre et de la paix, et de les consoler des longues calamités dont elles avaient été accablées.

Mais Murat n'avait plus qu'un moment à régner. Napoléon, maître de la plus belle partie de l'Europe, se trouvait trop à l'étroit dans ses vastes états; il osa, en 1812, porter la guerre dans l'empire des Czars; Joachim fut obligé de le suivre dans cette périlleuse entreprise. La perte entière de l'armée française fut la suite d'une tentative aussi fausse qu'audacieuse; la bataille de Liepsick, en 1813, assura le triomphe de la coalition. Murat, pour sauver sa couronne, abandonna la cause de son beau-frère, entra en négociation avec l'Autriche, revint à Naples, ouvrit ses ports aux Anglais, et s'allia avec ces deux puissances, les 11 janvier et 3 février 1814, à condition que les alliés lui garantiraient la possession du royaume de Naples, auquel ils s'engageaient à faire renoncer Ferdinand IV, et que lui, Murat, se réunirait à eux contre l'ennemi

commun pour le combattre et relever ensuite le trône des Bourbons en France.

Ces dispositions ratifiées par l'Autriche et l'Angleterre, ne convinrent pas également à tous les souverains coalisés, et, dans le congrès de Vienne, après la restauration, on remit en délibération cet objet d'un si haut intérêt. Murat le sut, et craignant, peut-être avec raison, de voir se briser entre ses mains un sceptre qu'il venait de racheter par la plus honteuse trahison, il chercha à rétablir ses anciennes liaisons avec l'exilé de l'île d'Elbe qu'il avait si lâchement abandonné, lui procura des fonds pour faciliter son retour en France, et quand il eut appris son débarquement à Cannes, en 1815, marcha à la tête de quarante mille hommes, dans l'espoir de conquérir l'Italie, et d'opposer un rempart formidable aux Autrichiens. Mais quelques actions d'éclat et le succès qu'il dut d'abord à son courage ne purent le garantir de la défaite qu'il éprouva à Occhio-Bello, les champs de Tolentino furent les témoins de ses derniers exploits; il y fut vaincu et détrôné

le 2 mai, et, contraint de fuir avec les débris de son armée, il arriva à Naples le 19, et en repartit le lendemain pour n'y rentrer jamais.

« L'inconstante fortune, dit le comte Orloff, arracha violemment de sa tête une couronne qu'elle semblait n'y avoir placée que pour apprendre au monde qu'il ne suffit pas aux rois, pour se maintenir, d'avoir du courage, qu'il leur faut un sens droit, des lumières, de la loyauté, et surtout de la justice et de l'humanité. »

La défaite et la fuite de Joachim occasionèrent un soulèvement général; on sentit que la présence des Autrichiens pouvait seule en arrêter les suites. On leur envoya une députation, pour les prier de hâter leur entrée dans la ville; et la reine Caroline prévint une partie des désordres qui suivent l'anarchie, en différant son départ jusqu'au moment de l'arrivée des vainqueurs. On leur ouvrit les portes de Naples, le 22 mai. Le prince Léopold, fils du roi Ferdinand, était à leur tête: les acclamations du peuple l'accompagnèrent jusqu'à son palais. Un édit que

l'on publia bientôt après, au nom du souverain, et qui ne respirait que la bienveillance et l'oubli absolu du passé, acheva de calmer les craintes, fit taire les passions, et rallia tous les cœurs dans le sentiment du devoir et le respect dû à l'autorité légitime. Les troubles cessèrent, l'ordre se rétablit, la tranquillité et la paix succédèrent aux jours de terreur qui avaient précédé l'entrée de l'armée d'occupation; et lorsque le monarque et sa famille, après un exil de neuf années, se retrouvèrent au milieu de leur capitale, ils y reçurent l'accueil de l'amour et de la fidélité, et toutes les démonstrations de la joie la plus vive.

Cette seconde restauration ne fut point, comme l'avait été la première, souillée par les fureurs des réactions. Ferdinand signala son retour par une modération sans bornes; il ne changea rien aux institutions nouvelles, maintint dans leurs fonctions et dans leurs emplois les hommes qui avaient servi l'usurpateur, et ne repoussa de ses états que ces éternels agens de troubles, que rien ne ramène à l'honneur et à la vertu; que ces conspirateurs pour qui l'indulgence des souve-

rains n'est que le privilège de s'armer contre les trônes. L'amour des Napolitains pour le monarque fut le prix payé par la reconnaissance; et lorsque, par une audace que l'on a peine à concevoir, le monarque détrôné osa tenter, à la tête d'une poignée de factieux, de reprendre une couronne qu'il n'avait su ni conserver ni défendre; lorsque, le 15 septembre 1815, il eut la témérité de descendre à la pointe de Pizzo, et d'y faire entendre les cris de *Vive Joachim!* tous les habitants de cette petite ville de la Calabre s'armèrent pour leur roi, assaillirent et enveloppèrent la troupe de rebelles, que commandait Murat; et, malgré son intrépidité et sa courageuse défense, s'emparèrent de sa personne. Cette preuve de fidélité de la ville de Pizzo, toutes les cités du royaume de Naples l'eussent également donnée : le roi Ferdinand ne comptait plus que des sujets dévoués dans les Deux-Siciles. Pour se concilier l'amour de ses peuples, il n'eut besoin ni d'adresse dans sa politique, ni de force dans ses armées; il ne lui fallut ni des combinaisons profondes, ni l'abaissement de ses

voisins; il conquit tous les cœurs en suivant le système de modération dont il avait consommé la restauration, et en faisant asseoir à côté de lui sur le trône l'humanité, la droiture et la fidélité aux promesses données.

Murat, traduit devant un conseil de guerre, et convaincu d'avoir voulu troubler l'état, fut condamné à être fusillé. Il entendit son arrêt sans pâlir, et reçut la mort avec l'intrépidité qui la lui avait fait tant de fois braver dans les combats. La nouvelle de cette exécution étonna les Napolitains, mais n'excita ni trouble ni agitation, et les partis divers semblèrent apprendre avec une égale indifférence le crime et le châtiment d'une entreprise dont le succès même eût à peine justifié l'audace. Quand le bonheur d'une nation est la plus douce jouissance du prince qui la gouverne, un attentat contre le monarque trouve autant de vengeurs que de sujets.

Ferdinand IV acquérait tous les jours de nouveaux droits à la reconnaissance des Napolitains; son gouvernement était ferme sans sévérité, et modéré sans faiblesse: ce n'était plus un Acton,

dont les perfides conseils entouraient le trône de précipices, qui présidait au ministère; c'étaient le chevalier de Médicis et le marquis Tommasi, dont les lumières et les vertus fermaient les plaies de l'état, ramenaient la tranquillité dans le royaume, terminaient, par un concordat, de malheureux débats avec la cour de Rome, opposaient une barrière à la peste qui désolait Noja dans la Pouille, portaient partout du secours où un fléau non moins terrible, une disette presque générale, menaçait de frapper d'une épidémie toute la classe indigente. On leur dut l'organisation du pouvoir civil et judiciaire, la création de la suprême chancellerie, du conseil d'état, l'abolition de la constitution de la Sicile, la réunion de cette île au royaume de Naples, l'expulsion des brigands qui infestaient la péninsule; ils firent jouir enfin les peuples en-deçà et au-delà du phar, des bienfaits si vivement désirés et si long-temps attendus de la paix, heureux fruits des efforts et de l'héroïsme des puissances coalisées.

Ferdinand rendit la vie au commerce, des bras

à l'industrie, la force aux lois; il releva les autels, rappela les ministres saints du Dieu qui pardonne; et le malheur put trouver encore des consolations dans une religion qui ne prescrit jamais un devoir sans en faire pressentir la récompense. Au sein de cette prospérité nationale qui était son ouvrage, le roi sentit son cœur se rouvrir encore à des sentimens plus tendres. La mort, qui frappe les princes comme les sujets, venait de précipiter la reine Caroline dans la tombe. Il épousa la veuve du prince Partanna; et, sans lui faire partager son trône, trouva dans ces nouveaux nœuds un bonheur que l'on chercherait en vain dans une union que ne sanctionnent ni la morale ni la vertu. A cette heureuse époque, des liens non moins chers unirent plus étroitement encore la cour de Naples à celle de France; la fille aînée du duc de Calabre devint l'épouse adorée de ce fils des rois, dont le temps n'effacera jamais le souvenir; et la duchesse de Berri, l'espoir et la consolation des amis du trône, devint l'objet de tous nos hommages, comme elle

ne cessera jamais de l'être de notre amour et de notre respect.

Une paix profonde, si long-temps bannie du royaume des Deux-Siciles, avait enfin succédé aux horreurs de la guerre et aux troubles civils; et cette terre, fatiguée des combats, voyait se rouvrir toutes les sources de la félicité publique. Mais une secte, ennemie de tout ordre social, à laquelle on avait attaché trop peu d'importance, dont on ne surveillait pas assez les complots, ne voyait dans la restauration qu'un frein à la licence; dans le retour du prince, qu'un terme aux brigandages. Les chefs de l'association ténébreuse se réunirent; les carbonari méditèrent de nouveau le renversement du gouvernement; sous le nom d'idées libérales, qui n'étaient au fond que des trames révolutionnaires, on séduisit des ames plus honnêtes qu'éclairées; et, le 1^er^ juillet 1820, pendant que l'on jouissait dans la capitale d'une tranquillité que rien ne semblait pouvoir troubler, on apprit que quelques troupes insurgées fesaient entendre à Avellino

les cris de *Vive le roi! qu'il nous donne une constitution!*

Ces cris, recueillis par la malveillance, et répétés par les artisans de troubles et de discordes, furent le signal d'un soulèvement général : on arma en vain contre les révolutionnaires; ils s'étaient rendus maîtres de toutes les avenues de Naples, et, dès le 4 juillet, on eut besoin de tous les efforts de la garde civique pour prévenir les suites de l'agitation qui commençait à soulever la capitale. La cour voulut opposer une digue à ce torrent dévastateur; mais le nombre des insurgés grossissait à chaque instant; on en comptait le 5 plus de soixante mille : leur attitude était menaçante; ils marchaient sur Naples, avec la volonté ferme d'obtenir ce qu'ils demandaient, en sujets révoltés contre leur roi. Le général Guillaume Pépé augmenta l'audace des factieux en se mettant à leur tête. Il n'y avait plus d'espoir d'arrêter l'insurrection. La bonté paternelle de Ferdinand IV pour en comprimer l'action, publia le 6 un décret par lequel il renvoyait ses ministres, promettait une constitution sous

huit jours; et, attendu que sa santé ne lui permettait pas de gouverner l'état dans des circonstances aussi difficiles, il en confiait le soin au duc de Calabre, et nommait ce prince son vicaire général.

Tant de concessions, loin d'enchaîner les cœurs par la reconnaissance, semblèrent accroître encore les prétentions des révoltés, et les chefs de la sédition ne voulurent pas même accorder à la puissance le délai si juste et si nécessaire qu'elle imposait. Des milliers de voix demandèrent à grands cris, et sans aucun retard, la constitution des cortès. Il fallait céder, ou renouveler les horreurs de la guerre civile, et répandre des flots de sang; Ferdinand ne savait plus qu'aimer depuis que le perfide Acton ne le faisait plus haïr : il ne put voir sans frémir ses états redevenir le théâtre du brigandage, des proscriptions et des assassinats. S. A. R. le duc de Calabre, en sa qualité de vicaire général du royaume, publia le lendemain un décret par lequel les Deux-Siciles seraient désormais gouvernées par la constitution qu'avait adoptée l'Espagne, sauf les modifications que pourraient y apporter les représentans napolitains.

L'armée des insurgés prit aussitôt le nom d'armée constitutionnelle et les couleurs des carbonari : elle fit son entrée dans la capitale le 9 du même mois, fut accueillie par les acclamations d'une foule immense de citoyens séduits et entraînés, passa devant le balcon du palais, pour rendre un reste d'hommages à la souveraineté; et Pépé, qui la commandait, osa se présenter au monarque, et protester pour son roi d'un dévouement et d'un respect que démentaient si évidemment sa conduite, ses opinions et ses projets. Le même homme cependant fut nommé commandant-général de toute l'armée. Le roi, le vicaire général et le prince de Salerne, fidèles à leur promesse, prêtèrent, le 13, serment à la constitution, et le parlement fut convoqué pour le 1^er^ octobre suivant. Mais cette constitution, dont les carbonari avaient propagé avec tant de soin les principes jusqu'au fond des provinces; cette constitution si vivement désirée par la secte révolutionnaire, et si impérieusement, si inso-

lemment imposée par l'armée, ne fut pas accueillie dans la Sicile comme dans le royaume de Naples. Le soulèvement fut général dans l'île. Les Siciliens voulaient bien d'une constitution, mais ils la voulaient indépendante de celle des Napolitains; et ils se portèrent à tous les excès pour repousser le gouvernement des cortès. Le peuple ne mit point de bornes à ses fureurs; il s'associa les brigands que renfermaient les bagnes, brisa les portes des cachots, pour en tirer les plus vils scélérats, et, soutenu par cette troupe de bandits, organisa le meurtre, l'incendie et le brigandage. Il fallut faire le siège de la plupart des villes de la Sicile, et l'on ne put se rendre maître de Palerme qu'après y avoir versé des flots de sang.

Pendant que les Siciliens se déchiraient de leurs propres mains, que l'on ne rencontrait plus dans cette île malheureuse que des bourreaux et des victimes, on s'occupait dans le royaume de Naples de l'élection des députés. Le prince vicaire général donnait tous ses soins à organiser le nouvel ordre de choses; il attaquait

partout les abus, affermissait les bases de la justice, recréait l'armée, et n'épargnait rien pour assurer à la représentation nationale la force et la dignité qui la constituent, quand elle respecte la majesté du trône, quand elle n'attente point à la puissance du monarque. Mais le peuple napolitain n'était qu'une fraction de la grande société européenne, et les rois qui venaient de rendre la paix au continent ne voyaient dans l'indépendance des Deux-Siciles qu'un germe de bouleversement, qui pouvait de nouveau renverser l'édifice social, saper les fondemens des empires, et troubler le repos des nations. Les princes qui avaient signé le traité de la sainte alliance se réunirent en congrès à Troppau, pour examiner s'ils devaient ou non tolérer les changemens que des factieux, sans respect pour l'autorité légitime, avaient forcément opérés à Naples.

Ferdinand fut invité à se rendre au congrès, et ses ministres se présentèrent à la séance du parlement de Naples, pour communiquer aux députés de la nation les lettres autographes des souverains

de Prusse, d'Autriche et de Russie, par lesquelles leur maître était vivement sollicité de partir pour Troppau à l'effet d'y participer aux discussions qui allaient s'y ouvrir sur les intérêts du royaume et ceux de l'Europe. Après cette communication, les mêmes ministres annoncèrent la détermination du monarque d'aller se réunir aux délibérations de ses alliés.

Il serait difficile de se faire une juste idée de la consternation que produisit sur l'assemblée la lecture de ces deux messages. Elle fut d'autant plus grande, que les promesses du roi pour l'avenir n'avaient rien de rassurant, et qu'il ne dissimulait pas même les obstacles qu'il aurait à surmonter pour déterminer les puissances à sanctionner le nouvel ordre de choses établi dans la péninsule. Les plus violens débats s'ouvrirent dans la chambre, et la plus vive agitation régna dans les délibérations. On fit des représentations au monarque; on voulut lui persuader qu'il ne dépendait point des princes étrangers; que la nation napolitaine pouvait seule se donner des lois; qu'elle saurait soutenir, les

armes à la main, les droits sacrés des peuples; que le roi devait rester au milieu de ses fidèles sujets, et combattre même à leur tête quiconque oserait attaquer leur indépendance. Ferdinand tenait religieusement à ses sermens; et, quoique la force seule lui eût arraché celui de maintenir la constitution des cortès d'Espagne, il était disposé à s'en montrer le plus zélé défenseur; mais il sentait combien il allait soulever d'ennemis, les calamités qu'il attirerait sur son royaume par une imprudente résistance, et il était obligé de s'avouer à lui-même que le mode de gouvernement qu'une faction lui avait imposé blessait également les intérêts des peuples et des souverains. Dans cet état d'irrésolution, il n'y avait pas de parti plus sage à suivre que celui d'aller s'éclairer dans le conseil des rois: il partit de Naples le 13 décembre, s'embarqua sur le vaisseau anglais *le Vengeur*, pour se rendre d'abord à Livourne, et de là par terre à Laybacht.

Le départ de Ferdinand ne laissa plus aucun doute sur les malheurs qui menaçaient les Deux-Siciles, et l'on ne tarda pas à apprendre que les

armées impériales étaient en marche pour venir renverser le gouvernement représentatif, et rendre à l'ancienne monarchie toute sa majesté et sa puissance. Un cri de guerre se fit entendre dans tout le royaume; on leva des soldats à la hâte, on arma tous les citoyens: mais que pouvaient des milices sans expérience et sans discipline contre des troupes nombreuses, aguerries sur les champs de bataille, accoutumées à la victoire, et commandées par des généraux aussi distingués par leur bravoure que par leur habileté? Les armées ne tardèrent pas à être en présence. Le baron Frimont était à la tête des Autrichiens; Guillaume Pépé conduisait les Napolitains. Mais les constitutionnels ne purent soutenir le choc des Impériaux; ils furent battus à la première rencontre, se débandèrent, laissèrent, par leur fuite, tous les chemins ouverts à l'ennemi, et Naples sans aucun moyen de défense fut forcée de lui ouvrir ses portes le 24 mars. Tel fut le triste et malheureux résultat d'une révolution dont le temps encore n'a pas cicatrisé toutes les plaies. Il fallut, pour en

étouffer le germe, relever les échafauds, rouvrir les cachots, bannir, exiler, punir enfin les chefs, et mettre les conspirateurs dans l'heureuse impuissance de nuire.

Une armée d'occupation fit respecter le trône, maintint l'autorité royale, rendit la tranquillité à l'état, et y ramena l'ordre et la paix. Naples eut bientôt des larmes à donner à la perte de son roi. Ferdinand, vieilli au sein des troubles et des soulèvemens, quitta la terre pour aller jouir d'un séjour moins agité. En léguant sa couronne à son fils, au duc de Calabre, il lui recommanda le bonheur de son peuple : ce fut le dernier vœu de cet excellent prince, et ce vœu était déjà dans le cœur du nouveau roi. Travailler constamment à la gloire et à la stabilité de ses états, ouvrir aux Napolitains toutes les sources de la prospérité publique; telle est l'unique occupation d'un souverain qui n'est pas moins cher à la France qu'à ses sujets.

MÉMOIRE

De ce qui s'est passé au voyage que j'ai fait vers monsieur le duc de Savoie, de la part de messieurs de Béthune et de Modène, ambassadeurs extraordinaires de S. M. Louis XIII, roi de France, en Italie.

Salmatori est parti, le vi[e] de mars 1618, de Milan, avec une instruction signée de mesdits sieurs, contenant plusieurs articles, et particulièrement pour donner avis à monsieur le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, comme don Pédro de Tolède, gouverneur de Milan, avait accepté la foi du Roi pour le désarmement, duquel il avait donné reçu, et promettait d'accomplir les ordres de son Roi, Philippe III, roi d'Espagne. Je présentai donc à Son Altesse une lettre de créance de mesdits sieurs les ambassadeurs, et lui fis plainte de ce que les Lansquenets n'étaient encore hors du pays de Chablais, et que cela était cause que don Pédro n'avait commencé de faire sortir les canons et munitions de guerre qui étaient dans Verceil; que je le suppliais, au nom de mesdits sieurs ambassadeurs, de congédier le comte de Mansfeld et ses troupes, comme il avait promis, afin que la foi du Roi ne reçût rien de contraire à la pure vérité.

A quoi Son Altesse me répondit que le comte de Mansfeld était véritablement encore dans ses États

et que aussi dans le Chablais étaient encore environ quinze cens Lansquenets, lesquels étaient néanmoins désarmés; et que les raisons pourquoi ils n'étaient tout à fait sortis de ses États; la première était une grosse somme d'argent qu'il leur devait, à laquelle il espérait dans un jour donner ordre, et que même messieurs de Venise baillaient quarante mille ducatons sur quatre-vingt-dix qu'il leur en devait; la seconde, et celle qui le fesait aller un peu lentement, était qu'il n'était assuré de ce que ferait le duc de Mantoue (Ferdinand de Gonzague) avec don Pédro pour les Lansquenets du comte de Saulce, lesquels ledit don Pédro voulait qu'il prît pour mettre dans le Montferrat; que cela ne pouvait être sans lui apporter une grande jalousie; mais que puisque je lui assurais que mesdits sieurs les ambassadeurs avaient empêché ce coup là, que son désarmement serait entièrement effectué.

Je lui donnai les assurances portées par mon instruction, et le suppliai très-humblement, conformément au traité de Pavie, de faire les restitutions des places qu'il tient dans l'État du duché de Milan, comme aussi dans le Montferrat et principauté de Masseran, l'assurant de la part de mesdits sieurs les ambassadeurs, qu'incontinent qu'il aurait satisfait au traité et rendu les places, que mesdits sieurs les ambassadeurs assuraient Son Altesse que don Pédro rendrait, sans délai, Verceil, Saint-Germain et Oneilla, et que le jour de la restitution avait été arrêté le 14[e] ou 15[e] du présent mois de mars; que pour la satisfaction de sadite Altesse, elle pouvait, en fesant les restitutions, requérir des actes par main de notaire, du jour qu'elle restituerait, et que aussi j'avais charge de mesdits sieurs les ambassadeurs d'y assister en leur nom en compa-

gnie de monsieur Marini, pour lui en donner un certificat.

A cela Son Altesse répond : comme les Espagnols l'ont par plusieurs fois trompé, qu'elle n'a aucune assurance qu'après avoir rendu les places qu'elle tient, de ravoir Verceil et les autres places ; qu'elle croit don Pédro résolu de ne rendre de son côté quel commandement qu'il ait du Roi son maître, et qu'assurément il (don Pédro) n'effectuera ce qu'il promet auxdits sieurs ambassadeurs ; que connaissant très-bien les tromperies des Espagnols, il désirait premièrement voir si j'avais charge par écrit de mesdits sieurs les ambassadeurs, de lui dire de faire les restitutions des places ; et que de plus il désire deux choses : l'une que mesdits sieurs ambassadeurs lui écrivent une lettre et lui mandent, au nom de Sa Majesté, de restituer, et lui promettent, au nom de sadite Majesté, qu'incontinent qu'il aura rendu les places qu'il tient sur le duché de Milan et Montferrat, que ledit don Pédro, sans délai, rendra ce qu'il occupe audit duc.

Je demandai à sadite Altesse une lettre adressante à mesdits sieurs les ambassadeurs, par laquelle il leur manderait comme en foi de Prince il avait entièrement désarmé, ce qu'il m'accorda.

Et de plus je le suppliai de me donner un mémoire signé de ce qu'il désire d'eux ; et avec cela je m'en vais trouver monsieur Marini, auquel j'avais charge de communiquer et prendre ses avis. Il me conseilla de m'en retourner en diligence à Milan, pour présenter mieux toutes choses et pour faire entendre l'empêchement que l'ambassadeur de Venise apportait pour l'exécution de la paix ; et aussi pour faire particulièrement entendre à mesdits sieurs les ambassadeurs les

difficultés qui étaient pour le prince de Masseran, Allart et le comte Rucary, d'une part, le comte Guid°, comte de Verrue et marquis de Calus, de l'autre, de façon que le samedi (1), 11^e^ dudit mois, sur le soir, je pars de Turin pour Milan.

Le jour auparavant, je donnai avis à mesdits sieurs ambassadeurs de la réponse de Son Altesse ; et comme mondit sieur Marini trouvait bon que je les allasse trouver pour leur mieux représenter toutes choses de bouche que par écrit, et que je partirais le lendemain.

Et avec la lettre de ladite Altesse et son mémoire, je pars pour Milan le susdit jour 11^e^, et étant arrivé à Novare, là je rencontrai, le dimanche 12^e^ (2), un courier qui m'apportait lettres de mesdits sieurs les ambassadeurs, et commandaient de m'en retourner en toute diligence trouver sadite Altesse, lui rendre la lettre qu'il désirait pour sa sûreté, laquelle le priait de ne différer davantage à restituer, et l'assurer que don Pédro avait des ordres si exprès du Roi son maître, qu'il n'oserait y manquer. Je reviens donc à Turin, rends la lettre à sadite Altesse, et la presse de restituer et de ne donner sujet à toute la Chrétienté de dire qu'il tient à elle que la paix ne s'achève, et la supplie de s'assurer en la bonne volonté du Roi, et non pas à désirer une promesse de don Pédro, que ses sûretés étaient en la promesse du Roi, et que pourtant mesdits sieurs ambassadeurs attendaient l'effet de ses promesses.

---

(1) Lisez le samedi x, comme le prouvera la note suivante.

(2) C'est le xi mars qui était un dimanche en 1618, la lettre dominicale de cette année étant G : il y a donc ici une erreur ; elle est d'autant plus certaine que plus bas Salmatori place le mercredi au xiv mars, comme cela doit être, et comme cela ne serait pas si dimanche était le xii.

Sadite Altesse me répond qu'il aurait grandement désiré que don Pédro eût promis par écrit qu'il restituerait incontinent que sadite Altesse aurait restitué, toutefois qu'elle assemblerait son Conseil, et que j'aurais réponse.

Sadite Altesse avait envoyé M. Carrosi, son secrétaire, vers mesdits sieurs les ambassadeurs pour les presser à demander la susdite promesse à don Pédro, et ainsi que je sollicitais la réponse pour en donner avis à mesdits sieurs les ambassadeurs, on me dit que Son Altesse attend des nouvelles de son secrétaire pour savoir ce qu'il aura fait, et qu'après on me parlera!

Le mercredi au soir, XIIII^e^ dudit mois, le courier dudit Carrosi, envoyé à Son Altesse, arrivé à Turin, on ne me baille mes lettres que le jeudi au matin, dans lesquelles je trouve une lettre pour sadite Altesse, que mesdits sieurs ambassadeurs lui écrivaient, laquelle assure que don Pédro rendra Verceil et les autres places, incontinent que sadite Altesse aura restitué, laquelle ils supplient de ne délayer et d'accomplir, suivant les traités.

Je présente ladite lettre, le jeudi (15 mars) après son dîner, lui remontrant le tort qu'elle ferait au Roi si elle contrevenait à ce qu'elle avait promis à mesdits sieurs les ambassadeurs, comme incontinent que don Pédro aurait accepté la foi de Sa Majesté pour le désarmement, et qu'il en aurait avis, qu'il ne ferait aucune difficulté de rendre les places. De plus je lui représentai comme mesdits sieurs ambassadeurs en avaient assuré Sa Majesté, que Son Altesse considérât leur préjudice particulier en cas qu'ils fussent obligés d'écrire autrement; que Sa Majesté aurait grand sujet de se plaindre, vu qu'il tenait à sadite Altesse que la

paix ne se terminât. Sur cela elle me répond qu'elle en communiquera à son Conseil. Sur le soir, j'apprends que sadite Altesse veut dépêcher un courier à Milan. Je me présentai à elle et la suppliai de me dire ce que je dois écrire à mesdits sieurs les ambassadeurs? Elle me dit que bientôt elle me le dirait. Alors je lui dis que lesdits sieurs ne pouvaient plus demeurer en ces longueurs; et que si elle lui fesait prendre mauvaise opinion de leur séjour, qu'ils se retireraient. Sur quoi elle me dit que le duc de Féria, qui devait venir à Milan au lieu et place de don Pédro, ne venait point; qu'il avait supplié son Roi (Philippe III, roi d'Espagne), en cas qu'il ne voulût faire la guerre avec le duc de Savoie, de lui envoyer un autre, et de l'employer lui en autre part; et qu'à ce Prince là il lui avait quelque espèce d'obligation, et là-dessus Son Altesse assure que les Espagnols tromperont.

Le vendredi, XVI^e^ mars, sadite Altesse dépêche un autre courier audit Carrosi, et me dit comme elle répond particulièrement à mesdits sieurs ambassadeurs, et qu'elle les assure de vouloir restituer les places au retour dudit courier. Il me sembla au discours que sadite Altesse me tint, qu'elle eût envie de terminer cette affaire. J'écrivis à mesdits sieurs ce que sadite Altesse m'avait dit, et leur donnai avis des plaintes que m'avait faites le comte Guid, pour son regard, et de la crainte que j'avais que le comte de Verrue, proche parent dudit comte Guid, ne portât Son Altesse à prolonger à cause de ses intérêts, vû même que ledit comte Guid m'avait dit que quand Son Altesse aurait restitué Albe avant qu'il fût assuré de ses biens et de sa personne, que le Roi ne ferait une armée pour le remettre en ses biens.

Par ladite dépêche que Son Altesse fait, elle remontre, sans me dire rien, qu'elle aurait désiré que mesdits sieurs lui envoyassent deux gentilshommes pour assister aux restitutions; qu'elle aurait bien désiré, suivant leur intention, que j'y eusse assisté; mais qu'étant né en Piémont, elle craignait que don Pédro ne trouvât à redire au certificat; et pour cet effet, mesdits sieurs ambassadeurs envoient deux gentilshommes pour contenter sadite Altesse, et pour lui ôter moyen de prolonger cette exécution; et sur leur arrivée, je fais entendre à sadite Altesse l'ennui et le déplaisir qu'ont mesdits sieurs de se voir si long-tems à Milan sans parachever cette paix. Il promet de leur donner contentement.

Sur même tems, je dis à Son Altesse que j'ai charge de m'en retourner à Milan trouver mesdits sieurs, et le supplie de me donner ses commandemens. Il me dit d'attendre tout le jour, que sur le soir il me dépêchera.

Sur le soir, je me trouve où il m'avait dit, et lors il me dit comme il voulait dépêcher un courier en diligence à mesdits sieurs leur donner avis comme il voulait commencer les restitutions, et qu'il envoyait toute la nuit ce courier, afin de donner cette bonne nouvelle pour les tirer de peine, et qu'il était résolu d'obéir au Roi. Il me commande d'écrire un mot à ces messieurs et lui donner avis de cette résolution, ce que je fis : et me dit sadite Altesse, que le lendemain, qui était le XXII^e^ dudit mois, je partirais.

Le XXII^e^ je ne manque de me trouver pour avoir permission de m'en aller, et fus en compagnie de monsieur Marini chez Son Altesse, laquelle, après avoir entretenu un quart d'heure ledit sieur Marini, me commande d'entrer, et me dit, en présence dudit sieur

Marini, comme elle était toute prête de restituer, mais que auparavant elle désirait voir mesdits sieurs, auxquels elle avait chose très-importante à leur communiquer pour le service du Roi et le sien particulier, et que, pour faciliter cette entrevue, sadite Altesse ferait la moitié du chemin de Milan, et viendrait à une ville appelée Santhia, proche de Verceil, de quatre lieues de France (1), et me dit qu'il désirait que je partisse en diligence pour aller trouver mesdits sieurs et leur faire entendre son dessein, et me dit de les prier de sa part à prendre volontiers cette incommodité, et qu'elle leur serait agréable lorsqu'il aurait conféré avec eux.

Le XXII^e^, je pars de Turin sur les six heures du soir, et arrive à Milan le XXIII^e^ à deux heures de nuit (2), et rends la lettre de sadite Altesse à mesdits sieurs, lesquels se disposent à partir pour tâcher à terminer cette paix, et croyant de trouver au lieu assigné sadite Altesse, ils s'acheminent audit Santhia, où, à cause de la grande incommodité de logement, sadite Altesse ne s'y était rendue. Ils vinrent donc coucher à Crescentino (3), le XXVIII^e^ dudit mois, sur le soir; et un peu après arriva le comte de Verrue, qui leur dit que le lendemain Son Altesse les attendait à Verrue, proche dudit Crescentino de demi-lieue, pour dîner, où ils furent.

Ici finit la relation de Salmatori, qui suffit pour faire voir toutes les difficultés qu'eurent à vaincre les ambassadeurs. Charles-Emmanuel ne désarma et ne ren-

---

(1) Santhia et Verceil sont sur la route de Turin à Milan, par Verceil.

(2) C'est-à-dire deux heures après la nuit commencée. C'était alors ce que nous appelons huit heures après midi.

(3) Sur la route de Turin à Milan, par Casal.

dit les places qu'il avait prises que vers la fin du mois d'avril (1).

La charge de grand-prévôt de France fut la récompense des services que le baron de Modène avait rendus en cette occasion, et son fils, Esprit de Modène, dont les poésies ont été publiées (2), fut placé parmi les pages de Gaston, duc d'Orléans, frère du roi Louis XIII. Mais le connétable de Luines, neveu du grand-prévôt, étant mort, le cardinal de Richelieu saisit les rênes du gouvernement et persécuta les amis et les parens de son prédécesseur. Le jeune Modène, dont on va lire les Mémoires, se trouva naturellement lié avec ses ennemis, le duc de Bouillon et le duc de Guise, et autres Princes confédérés. Il était lieutenant du sieur Biscaras, gouverneur du Mont-Olimpe, place forte à deux lieues de Sédan (3). Il s'efforça de séduire ce gouverneur pour l'engager à remettre sa place entre les mains du duc de Bouillon. Il écrivit quatre billets pour servir à cette entreprise. Il souscrivit des billets pour la somme de 26,670 livres au profit des nommés de la Combe et Saint-Martin, motivant sa signature sur des services importans et signalés qu'ils avaient promis de rendre au duc de Guise et autres Princes confédérés. Il écrivit, le 5 mai 1641, à Monsieur, frère du Roi, Gaston, duc d'Orléans, au sujet des affaires de la ligue (4). Enfin il combattit à la bataille de la Marfée, près de Sédan, le 6 juillet de cette année.

(1) L'Art de vérifier les dates. Paris, 1819, t. XVII, p. 198.

(2) Supplément aux diverses éditions des œuvres de Molière, et poésies du comte de Modène. Paris, 1825.

(3) Mémoires de Montrésor. Leyde, 1665, t. II, p. 334.

(4) *Id.* p. 338 et 339.

Il était à l'avant-garde avec la compagnie qu'il commandait, et il y fut blessé d'un coup de pistolet (1). Le duc de Bouillon y fut tué entre les bras de la Victoire, et le duc de Guise, qui ne s'était pas trouvé au combat, obligé de sortir de France, fut condamné à mort par arrêt du parlement, rendu en contumace, le 6 septembre 1641, exécuté en effigie le 11 du même mois (2). Mais après la mort du cardinal de Richelieu, arrivée le 4 décembre 1642, et celle de Louis XIII, qui eut lieu le 14 mai 1643, le duc de Guise vint librement se présenter au jeune Louis XIV et à la reine Anne d'Autriche, qui gouvernait sous le nom de son fils. Il obtint de cette Princesse, au mois d'août 1643, une abolition qui fut entérinée au parlement le 3 septembre 1644 (3). Le jeune Modène, qui était rentré en France avec lui, partit avec lui pour Rome en 1646. Ce fut alors qu'ils s'associèrent au sort des Napolitains, mécontens du duc d'Arcos, leur Vice-Roi, et révoltés contre lui. Voici la liste chronologique des ouvrages publiés sur cette révolution, connue sous le nom de Masaniello. Je ne la dois pas seulement à mes recherches, mais surtout à celles de M. le chevalier de Angelis, gentilhomme napolitain, l'un des collaborateurs de la Biographie universelle, et à M. le comte Amédée de Pastoret, conseiller d'État, auteur du duc de Guise à Naples.

(1) Mémoires de Montrésor. Leyde, 1665, t. II, p. 312.

(2) *Id.* p. 337.

(3) *Id.* t. 1, p. 380.

OUVRAGES
SUR LA RÉVOLUTION
DE MASANIELLO.

An 1646.

1. *Calà* (*Carlo*), sous le nom anagrammatique de *Larcando Laco. Risposta al manifesto del cristianissimo rè di Francia, nel quale espone la ragione delle sue armi incamminate al regno di Napoli. Parigi*, 1646; in-4°.

Le duc d'Arcos, comme tous les autres Vice-Rois de Naples, ses prédécesseurs, vit en 1646, à son arrivée dans Naples, les maux extrêmes de l'Etat; et, comme eux, il était chargé, non d'y remédier, mais de les accroître encore. En effet, l'Espagne exigeait avec rigueur les impôts et les tributs accoutumés; mais l'obéissance des peuples qui lui étaient soumis commençait à s'ébranler, tant cette puissance avait commis de fautes et d'injustices : l'exemple de l'indépendance que s'étaient procurée plusieurs Etats qui naguères lui appartenaient, n'était pas sans influence, même sur l'esprit des Napolitains, qui jusqu'alors n'avaient osé que deux fois (sous Pierre de Tolède, marquis de Villafranca, en 1538, et sous le cardinal don Antoine Zapata en 1620), donner des signes de mécontentement. Il n'était pas difficile de remarquer dans ce peuple une sourde fermentation. Les cendres du parti

des Angevins n'étaient point encore entièrement éteintes; elles semblaient se ranimer au souffle de l'adversité (1).

Le cardinal Mazarin qui, pendant la minorité de Louis XIV, gouvernait la France, continuait, à l'exemple de Richelieu, son prédécesseur, de travailler par tous les moyens possibles, à l'abaissement de la puissance espagnole. Il résolut de l'inquiéter surtout en Italie, et arma une flotte qui, sous le commandement de Thomas, prince de Savoie, attaqua d'abord les places espagnoles situées sous les côtes de la Toscane, s'empara de plusieurs, et fit le siége d'Orbitello.

Mais ce n'était là qu'un des objets de l'expédition. Le plan était d'aller ensuite attaquer le royaume de Naples; on connaissait la misère des habitans et leurs trop justes griefs contre leur souverain.

Malgré les difficultés des circonstances, le duc d'Arcos parvint encore à lever des troupes, à les expédier en Toscane, et à forcer les Français de s'éloigner d'Orbitello.

Mais bientôt une nouvelle expédition partit des côtes de France; et cette fois eut des succès plus réels. Elle s'empara d'abord de Piombino; les Français débarquèrent ensuite dans l'île d'Elbe, et prirent Porto-Longone. Ils eurent ainsi dans la Méditerranée une retraite pour leur flotte, un port d'où ils pouvaient fortement inquiéter leurs ennemis.

Aussi ne tardèrent-ils pas à paraître dans la rade de Naples; mais le Vice-Roi, qui depuis long-tems avait pénétré leurs desseins, s'était livré à des préparatifs

(1) Mémoires sur le royaume de Naples, par M. le comte Orloff. Paris, 1825, t. II, p. 90.

tels qu'ils ne purent effectuer un débarquement. Des vaisseaux et des galères qui sortirent du port, les forcèrent même à gagner le large et à renoncer à leur entreprise (1).

Ils avaient employé aussi les armes des manifestes, et ce fut pour les combattre que Charles Calà, né à Naples vers 1610, et après avoir été avocat, devenu duc de Diano, président de la chambre royale, membre du conseil suprême d'Italie, et régent de la chancellerie royale, crut devoir prendre la plume, en se cachant sous le nom anagrammatique de Larcando Laco, et datant faussement son ouvrage de Paris. Il y déploya beaucoup de science et d'érudition, telle qu'on devait l'attendre d'un ministre aussi éclairé (2).

1647.

2. *Donzelli* (*Giuseppe*). *Partenope liberata, overo racconto dell' eroica risoluzione fatta dal popolo di Napoli per sottrarsi con tutto il regno dall' insopportabile giogo degli spagnuoli, parte I, Napoli* 1647; in-4°.

Joseph Donzelli était un médecin né à Naples en 1596. Il portait le titre de baron de Dogliola, et avait fait d'heureuses découvertes en chimie. Dans les troubles populaires qui s'élevèrent cette année, il écrivit un journal de ce qui se passait, et prit lui-même les armes. Ce fut Gennaro Annésé, alors généralissime du

(1) Mémoires sur le royaume de Naples, par M. le comte Orloff. Paris, 1825, t. II, p. 90, 91 et 92.

(2) *Memorie storico-critiche degli storici Napolitani, di Francescantonio Soria. In Napoli* 1781, t. I, p. 115, art. *Calà.*

peuple, qui l'engagea à le publier sous ce titre fort inconsidéré. L'ouvrage parut avec le privilége de la république napolitaine et du duc de Guise. L'auteur s'arrêtait à l'arrivée de ce prince dans cette première partie. Il allait publier la seconde, lorsqu'un ordre supérieur l'en empêcha; on brûla même beaucoup d'exemplaires de la première, qui devint ainsi fort rare, et qui renferme un grand nombre de particularités curieuses; mais le gouvernement espagnol n'y est nullement ménagé. Un manuscrit des deux parties de ces mémoires se trouve dans la bibliothèque du prince de Tarsia (1).

3. Giraffi (Alessandro), appelé aussi *Nescipio Liponani*, anagramme de *Scipione Napolini*, a si bien réussi à cacher son existence, que Soria n'a pu en découvrir de trace. Il n'est connu que par son *Ragguaglio del Tumulto di Napoli. Napoli* 1647; in-8° réimprimé sous ce titre : *Rivoluzioni di Napoli*, sans aucune indication d'imprimeur. Soria estime peu cet ouvrage (2), qui cependant donne exactement le journal de tous les faits de la révolution depuis le 21 mai jusqu'au 16 juillet 1647, c'est-à-dire de celle qu'avait faite Masaniello. Il ne parle point du duc de Guise.

4. Un anonime publia cette année : « Le grand et « sanglant combat des Espagnols sous la conduite de « don Juan d'Autriche, généralissime de la flotte « d'Espagne, contre les Napolitains, 1647; in-8° sans « nom de lieu (3). »

(1) *Id.* Art. Donzelli, p. 214.

(2) *Id.* Art. Giraffi, p. 306.

(3) *La biblioteca storica, o topographica del regno di Napoli, di Lorenzo Giustiniani. In Napoli*, 1793, p. 163.

5. *Gio : Batista Birago Avogadri*, chevalier de Saint-Jean-du-Temple, de Venise, dans l'ordre de Malte, fit imprimer à Venise, en 1647 les *Turbolenze di Europa dall'anno* 1640, où il parle de la révolution de Naples (1).

6. L'avocat don Francesco Orlando à Naples, avait conservé un recueil très-rare sous ce titre : *Raccolta di tutti li bandi, assise, comandamenti, dispacci ec. fatti in tempo della rivoluzione del* 1647, *da Gennaro Annese.*

1648.

7. Goffredo (Gio : Antonio), natif de la terre de Rotigliano dans la province de Bari, était archi-prêtre, curé de sa patrie, et fit imprimer : *Ragguaglio dell'assedio dell'armata francese nella città di Salerno, Napoli,* 1648 ; in-4°. Voici quelle fut l'occasion de cet ouvrage : lorsque le duc de Guise eut échoué dans son entreprise, la France envoya en 1648 une armée navale sous le commandement du prince Thomas de Savoie, qui s'était flatté qu'à l'approche de sa flotte, les Napolitains se déclareraient pour lui ; mais voyant que son espoir ne se réalisait point, il porta ses efforts contre la ville de Salerne, qui fut défendue courageusement par le duc de Martina, commandant de la principauté *Citrà* et de la Basilicate. Ce duc étant seigneur de Rotigliano, le curé Goffrédo entreprit de célébrer ce triomphe dont il donna toute la gloire à son seigneur.

8. *Tontoli* (2) (*Gabriele*), d'une noble famille de

(1) *Id.* p. 163 et 164.
(2) C'est ainsi qu'écrit Soria ; Giustiniani écrit Tontolo.

Manfrédonia, s'occupait de jurisprudence et de belles-lettres à Naples, lorsque la révolution éclata. Il en écrivit l'histoire depuis le 7 juillet jusqu'au 12 août 1647, sous ce titre : *Il Masaniello, overo discorsi narrativi la sollevazione di Napoli. Napoli* 1648 ; in-4°. L'auteur a inséré dans cet ouvrage plusieurs pièces de vers qui font voir qu'il joignait la qualité de poëte à celle d'historien. Dans la suite il fut évêque de Ruvo. (1)

Suite du n° 1. La réponse de Charles Calà au manifeste du roi de France fut réimprimée à Naples en 1648, sans doute lors de l'arrivée de la flotte commandée par le duc de Richelieu, ou de celle que conduisit ensuite le prince Thomas de Savoie.

Suite du n° 3. L'histoire de Mas' Aniello, par Giraffi, fut réimprimée cette année à Venise, à Padoue (2) et à Gènes ; in-12 (3). J'en ai un exemplaire in-8°. imprimé à Genève : *In Geneva, conforme la copia di Venezia, presso Filippo Alberto.* Il y a 206 pages.

9. *Riccio* (*Onofrio*) : *una risposta ai francesi, nell' invasione fatta nel regno sotto il comando del principe Tomaso* (Thomas de Savoie). *Napoli*, in-4°.

La risposta del fedelissimo popolo napoletano, manifestante la sua fedelta e costanza verso sua maestà cattolica, e l'odio capitale contro la nazione francese. Napoli, 1648 ; in-4°. Cet ouvrage est aussi attribué à Onofrio Riccio.

10. *Ascione* (*Francesco*) : *Partenope restaurata dal serenisimo ed invittissimo don Giovanni d'Austria in verso. Napoli*, 1648 ; in-4°.

(1) Soria, p. 250 ; Giustiniani, p. 163.
(2) Sarti, 1648, sous le nom de *Rescipeo Liponari.*
(3) Soria, p. 306.

1649.

11. Pinto (Fabrizio), gentilhomme de Salerne, avec d'autres nobles concitoyens de cette ville, avaient pris part, l'année précédente, à la défense de leur patrie contre le prince Thomas de Savoie. Ils furent blessés de ce que l'archi-prêtre Goffrédo (n° 7), avait attribué tout leur succès à son seigneur le duc de Martina. Fabrizio Pinto, pour s'en venger, publia cette année, sous la date de Milan : *La Bilancia di Astrea, ove si pesano le pernizione menzogne, li gravi errori, e le stomacose adulazioni di D. Gio Antonio Goffredo arciprête di Rotigliano vel suo Ragguaglio dell'assedio di Salerno. Milano* (*Napoli*) 1649; in-4°. Soria prétend que Pinto, dans cet ouvrage, secoue, avec beaucoup de raison, la poussière qui couvre la simarre de Goffrédo. Pinto se crut cependant obligé de cacher son nom sous celui de Metodio Filomena. (1)

12. Eguia Beaumont (Francesco d'), né dans la Navarre, exerça long-tems la profession militaire dans les troupes du roi d'Espagne, et accompagna en qualité d'écuyer le comte d'Ognatte, qui vint terminer la révolution entreprise par le duc de Guise. Quelqu'un lui donna un journal des mouvemens excités par Mas' Aniello, composé par un écrivain intelligent; il l'inséra dans la dédicace de son livre *de la guerra d'Espagna y Francia;* mais avant que ce livre fût terminé, il y joignit diverses observations de lui, et mit à ce recueil le titre suivant : *Varios discursos sobre la reducion de Napoles, Mantua Carpentana* (Madrid), 1649, in-4°. (2).

(1) Soria, p. 308 et 489.
(2) *Id.* p. 224.

1650.

13. *Amatore* (*Diego*), dont Soria n'a pu connaître même la patrie, a publié : *Napoli Sollevata, overo Narrazione degli accidenti occorsi nella città dal 7 luglio 1646 sino li 20 marzo 1648. Bologna*, 1650, in-4°. (1); c'est la première histoire complète de la révolution qui nous occupe ici.

1651.

14. *Buragna* (*Gio: Batista*), né dans la ville d'Alghar, ou Alghari, en Sardaigne, fut transporté, n'étant encore qu'un enfant, dans la ville de Cagliari, où il fit de très-bonnes études. Il devint un habile jurisconsulte, et occupa plusieurs emplois élevés. Mais ayant fait une dénonciation contre quelques ministres accrédités, il fut exilé de Sardaigne : il se réfugia à Rome, puis à Naples, où il se trouva pendant la révolution de Mas'-Aniello. Il en écrivit l'histoire en espagnol, sous la forme d'un dialogue, à la fin duquel il plaça les mémoires de sa vie. Il donna à son livre ce titre pieux et bizarre : *Battalla peregrina entre amor, y fidelidad, concluida mediante la gracia del mas excellente sacramento el santissimo de la Eucharistia, con portentoso triumpho de las armas de Espagna, exemplar obediencia de la fedelissima ciudad y pueblo de Napoles, etc., Mantua Carpentana* (Madrid), 1651, in-4° (2).

15. *Rafaele della Torre*, né à Gènes, en 1579, d'une famille très-distinguée, acquit une grande répu-

(1) Soria, p. 21.
(2) *Id.* p. 110.

tation par sa connaissance du droit civil. Les événemens très-remarquables qui arrivèrent à Naples en 1647, fixèrent son attention. Il voulut en connaître tous les détails pour les transmettre à la postérité. En ayant rédigé l'histoire en six livres, il la termina par ces mots : *Hæc ego Raphaël de Turri Genuensis commentabar septuagenarius in meo suburbano ad Quartum, anno* 1649, *mense septembri.* Il vécut encore dix-huit ans après cette époque. Son ouvrage avait paru sous ce titre : *Dissidentis, desciscentis, receptæque Neapolis, lib. VI. Isola,* 1651, in-4°. Après y avoir fait un tableau abrégé de l'état économique, politique et militaire de la ville et du royaume sous les Vice-Rois, il raconte avec clarté et avec élégance tout ce qui s'y est passé depuis le commencement de la révolution jusqu'à l'emprisonnement du duc de Guise. A la fin de son ouvrage il a placé une déclamation sous ce titre : *Detestatio controversiarum jurisdictionalium inter ecclesiasticam et politicam potestatem.* Son projet avait été de la placer à la fin de son quatrième livre (1).

16. Borgia (Francesco). *Napoles recuperadapor el rey D. Alonso, poema epico.* Sarragosse, 1651. in-4°.

1652.

17. Santis (Tommaso de), Napolitain, a écrit : *Istoria del tumulto di Napoli, parte 1, nella quale si contengono tutte le cose occorse nella città e regno di Napoli dal principio del governo del duca d'Arcos fino al di 6 aprile* 1648. *Leiden, Elzévir*, 1652, 1 vol. petit in-4°. Cet ouvrage, divisé en neuf livres, raconte

(1) Soria, p. 594 et 595.

jour par jour tous les événemens ; on regarde cette histoire comme une des meilleures de celles qui nous font connaître la révolution de Mas'Aniello (1).

18. J. V. C. *De'tumulti Napoletani.* Harlem, 1652, in-12, en langue flamande. Première partie.

19. L. V. B. *De'tumulti Napoletani.* Harlem, 1652, in-12, en langue flamande. Première et 2e partie (2).

20. Adolfo Brachelio, dans l'*Historia nostri temporis, Amstelodami*, 1655, in-12, reproduite à Cologne, en 4 tomes, 1652-56-57, avec la continuation de Cristiano Molfo Tuldeno, donne le portrait de Masaniello, avec diverses notices (3).

1653.

Suite du n° 9. Fabrizio Pinto, qui avait critiqué Goffrédo au sujet de l'histoire du siége de Salerne, par le prince Thomas de Savoie, en 1648, publia lui-même : *Salerno assediato da Francesi, Napoli*, 1653, in-4° (4).

1654.

21. *Salerno* (*Lucenzio*), pseudonime. *Breve relazione della rivoluzione di Napoli, e delle cose passate sotto il governo del duca di Guisa, nell'anno* 1647 *e* 1648. *Parigi*, 1654; in-4°. Cette date de Paris est fausse comme le nom de l'auteur (5).

22. Gualdo-Priorato (Galeazzo, comte), né à Vicence, le 22 juillet 1606, combattit dès l'âge de quinze

(1) Soria. p. 546.
(2) Giustiniani, p. 163.
(3) *Id.* p. 166.
(4) Soria, p. 489.
(5) Giustiniani, p. 165.

ans, comme volontaire, sous les drapeaux de Maurice, prince d'Orange. Il servit un grand nombre de souverains, et composa plusieurs ouvrages historiques. Il détacha d'une histoire générale, dont il était l'auteur, le fragment qu'il publia en français sous ce titre : « Histoire des révolutions et mouvemens de Naples en « 1647 et 1648. Paris, 1654, in-4°. (1).

Suite du n° 4. L'histoire d'Avogadri fut publiée pour la seconde fois *in Venezia, per li Girammi*, 1654, in-8°. Il y parle des troubles de Naples depuis la page 157 jusqu'à la page 368 (2).

1655.

23. *Alferi* (*Antonio*), gentilhomme d'Aquila, où il fut académicien. Il publia, sous le nom anagrammatique d'*Arenif Otonali*, Turc fait Chrétien, un livre auquel il donna ce titre : *Pentateutico politico, overo cinque disinganni, Spada, Tamburo, Piffero, Scudo, Tromba, al duca di Ghisa per l'invasione del regno di Napoli, l'anno* 1654, *dal proprio al nostro idioma tradotto, Tetuan*, et de nouveau *Aquila*, 1654, in-8°. L'auteur personifie dans ce petit ouvrage l'épée, le tambour, le fifre, le bouclier et la trompette, annoncés dans le titre : il fait ensuite, par l'organe de chacun de ces singuliers interlocuteurs, en stile véhément, une forte invective contre le duc de Guise. Ce Prince, dit-il, à peine sorti des prisons d'Espagne, a recommencé d'attaquer notre royaume; il a débarqué à Castellamare, où il a saccagé jusqu'aux églises; il a

(1) Soria, p. 317, 318 et 319.
(2) Giustiniani, p. 164.

tenté vainement d'en faire autant à Scafati, à Torre dell'Annunziata et à d'autres lieus du voisinage. L'anagramme sous lequel l'auteur s'était caché fut bientôt deviné, et le lieu de l'impression pouvait facilement être reconnu par l'approbation (1).

24. *Majolino Bisaccioni : Le guerre civili di nostri tempi. Venezia*, 1655; in-4° (2).

25. *Giuseppe Ricci*, dans son ouvrage intitulé : *Rerum Italicarum sui temporis narrationes. Venezia*, 1655; in-4° (3).

Suite du n° 17. C'est véritablement en 1655 qu'a paru l'ouvrage d'Adolfo Brachelio, dont j'ai parlé sous l'an 1652, à cause de l'édition de Cologne (4).

Suite du n° 10. Les *Varios discursos* de François d'Eguia Beaumont ont été réimprimés à Madrid, en 1655, in-8°. (5).

1660.

26. Nicolaï (Augustin), né à Besançon en Franche-Comté, vers 1615, s'appliqua avec succès aux belles-lettres et à la jurisprudence; il réussit assez bien à faire des vers latins. Obligé d'abandonner sa patrie, étant encore fort jeune, il se réfugia à Milan, d'où il passa à Rome. Il y resta trois ans comme secrétaire du cardinal Trivulce. Son talent pour la poésie italienne le fit admettre à l'Académie des Arcades. Il fut à Naples avec le cardinal, et s'y trouva précisément en 1647, lors de

(1) Soria, p. 14.
(2) Giustiniani, p. 165.
(3) *Id.* p. 166.
(4) *Id. ibid.*
(5) Soria, p. 224.

la révolution. Il combattit avec distinction pour le Roi d'Espagne, dans le régiment de cavalerie de Bourgogne. Le Ménagiana dit qu'il mourut en 1695, et la Biographie universelle adopte cette opinion, en lui donnant le nom de Nicolas. Mais Crescimbéni (1) écrit que l'Académie des Arcades reçut la nouvelle de sa mort, comme arrivée le 12 juillet 1698. Il avait recueilli et observé avec beaucoup d'attention la révolution de Naples depuis le commencement jusqu'à la fin, c'est-à-dire, jusqu'à l'emprisonnement du duc de Guise, et au supplice des principaux rebelles. Il plaça au devant de son histoire un court tableau des qualités naturelles et civiles du royaume et de la ville de Naples; il la dédia, le 25 juin 1648, à don Juan d'Autriche; mais il ne la publia qu'étant au service du duc de Lorraine. Il la fit imprimer à Amsterdam, chez Pluymart, sous ce titre : *Istoria, overo narrazione giornale dell' ultime rivoluzioni della città, e regno di Napoli*, 1660; in-8°. L'abbé Troyli, dans son *Ist. Nap.* (2), proteste qu'il n'a pas cru pouvoir trouver de meilleur guide que Nicolaï pour le récit de ces événemens : mais il se trompe en disant que cet historien a publié son ouvrage à Naples en 1648 (3).

1663.

27. Recueil de gazettes nouvelles, ordinaires et extraordinaires; relation des choses advenues tant en ce royaume qu'ailleurs. 1663. Au bureau d'adresse, aux galeries du Louvre; in-4°.

(1) *Notiz. degli arcadi mor.* I, 146.
(2) t. 5, part. 2, p. 305.
(3) Soria, p. 453 et 454.

28. *Pietro Giovanni Capriata* dans le tome III, pages 341 et suivantes de son *Istoria*, où il raconte tous les faits d'armes qui ont eu lieu en Italie, de 1641 à 1660. C'est dans les livres 23 et 24 qu'il décrit assez bien la révolution de 1647 (1).

1666.

29. Esprit de Raimond de Mormoiron, comte de Modène, est celui dont il a été question à la page 50 de la généalogie précédente. On y dit qu'il a publié l'ouvrage intitulé : Histoire des révolutions de Naples, depuis l'an 1647 jusqu'à la prison du duc de Guise. Paris, 1666 et 1668; 3 vol. in-12.

Le journal des Savans, du 13 mai 1666, porta ce jugement de l'ouvrage : « Quoique cette histoire ne « contienne rien que de véritable, néanmoins elle est « mêlée d'événemens si extraordinaires et si surprenans, « qu'il semble qu'elle ait été inventée pour divertir le « monde. Il y avait déjà eu plusieurs relations italien- « nes de ces troubles de Naples; mais celle-ci est « écrite avec plus de fidélité que toutes les autres. »

Soria (2) copie ce jugement, qu'il ne dément point, et son témoignage est d'autant plus honorable, que cet auteur italien est en général très-défavorable aux étrangers.

Dans le cours de l'ouvrage dont il est ici question, on donne à l'auteur le titre de baron de Modène, qui était celui de son père.

(1) Giustiniani, p. 165; l'auteur écrit mal *Capriara* au lieu de *Capriata*.
(2) p. 518.

L'exemplaire de la bibliothèque du Roi, sur lequel j'ai fait cette édition, porte les titres suivans :

Histoire des révolutions de la ville et du royaume de Naples, contenant les actions les plus secrètes et les plus mémorables de tout ce qui s'y passa jusqu'à la mort du prince de Massa, composée par le comte de Modène. Première partie, seconde édition. A Paris, chez Lovys Billaine, au second pillier de la grande salle du Palais, au Grand César. 1668 ; avec privilége du Roi.

Le privilége du Roi se trouve à la fin du volume, en faveur de Jean Boullard, marchand libraire de Paris, pour un livre contenant les Révolutions de la ville et du royanme de Naples, composé par messire Esprit de Raymond, comte de Modène ; il est donné pour sept années, à compter du jour que l'impression en sera achevée, à la charge d'en fournir deux exemplaires en la bibliothèque du Roi, au couvent des Cordeliers de Paris, et un en celle du chancelier Seguier. Il est daté du 28 juin 1665. L'impression du volume a été terminée, pour la première fois, le 6 novembre de cette année, et Boullard a cédé la moitié de son privilége à Thomas Jolly, libraire à Paris ; la veuve de Boullard a cédé l'autre moitié à Louis Billaine, Jean Guignard fils et Théodore Girard, tous marchands libraires à Paris.

Le second volume a été achevé d'imprimer, pour la première fois, le 12 mai 1667, dix-huit mois après le précédent. Il a été imprimé à l'imprimerie de Jean Boullard, et porte au frontispice la date de 1667. Le titre est : la seconde partie jusqu'à l'arrivée de l'armée navale de France.

Le troisième, daté aussi de 1667, est intitulé : Troisième et dernière partie depuis l'arrivée de l'armée

navale de France, jusqu'à la réduction de tout le royaume au pouvoir des Espagnols, et la prise du duc de Guise. L'impression a été terminée le 12 mai 1667, comme celle du volume précédent. Ainsi les deux derniers volumes ont paru la même année que l'ouvrage de Sainctyon, dont il sera question dans l'article suivant; mais le premier a été imprimé deux ans auparavant, et la date du jugement du Journal des Savans semble prouver que l'édition entière avait été publiée pour la première fois avant le 27 mai 1666.

Ces Mémoires sont écrits avec beaucoup de sagesse, et ne ressemblent en aucune manière à ceux de Sainctyon, qui s'est efforcé de rendre sa narration agréable, en y mêlant beaucoup d'anecdotes suspectes. Le comte de Modène aurait pu en faire autant, et l'on en trouvera la preuve dans le *Patiniana*, imprimé, en 1701, par les soins du président Cousin, et où Gui Patin parle ainsi.

« J'ai connu le duc de Guise, qui fit l'équipée de « Naples. Il était petit-fils de celui qui fut tué à Blois ; « il était né, si je ne me trompe, en 1614. C'était un « seigneur qui avait bien du mérite, mais qui, d'ail- « leurs, était un vrai charlatan en fait de belles ac- « tions, et je sais de bonne part qu'il gâta tout à Na- « ples pour aller à un rendez-vous qu'il avait donné à « une dame qui le vendit (1) aux Espagnols. Après un « coup comme celui-là, il ne devait plus tant faire le « *Forfante*. Il mourut l'an 1664, le 2 juin. »

Immédiatement après, Guy Patin ajoute :

« D'Hénaut, qui a fait le sonnet sur l'avorton de « mademoiselle ***, est fils d'un boulanger de la rue

(1) Naudæana et Patiniana. Paris, 1701, p. 112 du Patiniana.

« Saint-Honoré. Il eut d'abord une commission en « Forest; mais il revint à Paris par débauche, et là « il n'a jamais fait d'autre vie : il voit souvent deux « hommes qui ne sont pas plus chargés d'articles de « foi que lui. Ce sont Chapelle et Molière. Ce dernier « est un comédien d'importance qui a une jolie femme « qui est fille de la Béjard, autre comédienne (1). »

Ces deux articles consécutifs donnent lieu de croire que Gui Patin en avait appris le contenu du comte de Modène, qui seul se serait permis de raconter l'anecdote relative au duc de Guise. Si cette conjecture est vraie, c'est lui-même ici qui reconnaît la femme de Molière pour sa fille, et son témoignage est irrécusable. C'est une preuve de plus à ajouter à toutes celles qui ont été données dans un autre ouvrage (2). Elle est d'autant plus forte, que le *Patiniana* où elle est puisée a paru en 1701, quatre ans avant la Vie de Molière, par Grimarest. Ce n'est donc pas le livre de Grimarest qui avait appris cette anecdote au président Cousin, et encore moins à Gui Patin, mort en 1672.

1668.

30. Henri II de Lorraine, duc de Guise, ou plutôt Sainctyon, son secrétaire.

N° 1. Les Mémoires de feu monsieur le duc de Guise. A Paris, chez Edme Martin et Sébastien Mabre-Cramoisy, 1668, avec privilége du Roi; in-4°.

(1) *Id.* p. 113.

(2) Supplément aux diverses éditions des œuvres de Molière. Paris, 1825.

Le frontispice est orné des armes du duc de Guise. On trouve d'abord un éloge de Henri II, duc de Guise, mort en 1664, par un homme de qualité (François de Beauvilliers, premier duc de Saint-Aignan).

On lit ensuite le privilége du Roi, donné à Paris, le 6 juin 1667, au sieur de Sainctyon, secrétaire du duc de Guise, et par lui cédé à Martin et Cramoisy, le 25 juillet suivant. L'enregistrement est du 13 décembre de la même année. Le titre énoncé dans le privilége, accordé seulement pour dix ans, est : « Mémoires « du duc de Guise, sur la conduite qu'il a tenue dans « son premier voyage de Naples. »

Un second privilége donné par les États-Généraux à Mabre Cramoisy seulement, et daté du 28 novembre 1667, lui permet le débit de cette édition pour quinze ans.

Les Mémoires sont divisés en cinq livres, et racontent l'entreprise du duc de Guise sur le royaume de Naples jusqu'à sa prison. Henri de Lorraine y parle lui-même avec beaucoup de noblesse et une grande apparence de franchise. Mais Sainctyon, qui a rédigé l'ouvrage, a prouvé qu'il ne méritait aucune confiance en publiant quelques années après : *Histoire du grand Tamerlan, traduite sur les originaux*. Paris, 1677; in-12. C'est un tissu de fables et d'anachronismes. L'auteur y suppose que Tamerlan, dont il n'a pas su que le nom véritable était Timour, a conquis la Chine et l'Egipte, qu'il protégeait les Chrétiens, etc. (1). On ne peut ajouter foi à un pareil auteur, que lorsqu'il est d'accord avec les autres historiens. Aussi Sainte-

(1) M. Hyacinthe Audiffret, art. Tamerlan, dans la Biographie universelle.

Hélène, intéressé à diminuer l'autorité des Mémoires de Guise, parce que son frère Cerisantes y est maltraité, a écrit pour prouver que Sainctyon en est l'auteur. Cette assertion se trouve réfutée dans les Mémoires de Trévoux (1). Sans entrer dans cette discussion, le savant père Griffet dit dans son Traité des différentes sortes de preuves, qui servent à établir la vérité de l'Histoire (2). « Ces Mémoires sont écrits avec beaucoup de noblesse et de dignité; mais puisque ce « Prince était aussi romanesque dans ses écrits que « dans sa conduite, on peut fortement soupçonner « qu'il a quelquefois inventé ou exagéré les faits ou « les circonstances qui étaient à son avantage, d'autant « plus que ceux qui l'on connu à Naples ont été fort « surpris d'y trouver quelques particularités que tout « Naples aurait dû savoir, et dont ils n'avaient jamais « entendu parler. » On pourrait croire que Sainctyon s'est permis d'ajouter du sien aux matériaux qu'il a trouvés dans les papiers de son maître. Le judicieux M. de la Porte (3) croit cependant que les Mémoires de Guise portent tous les caractères de la vérité. La comparaison attentive que j'en ai faite avec ceux du comte de Modène m'a conduit plusieurs fois à une opinion contraire. Sainctyon annonce aussi dans le titre de son Tamerlan, qu'il a tiré son Histoire d'un excellent manuscrit et de quelques autres originaux (4), tandis qu'il a puisé ses contes dans sa propre imagination. Soria

(1) Décembre 1703.

(2) Liége, 1769, p. 182.

(3) Biographie universelle, XIX, 201, art. Guise.

(4) Essai bibliographique sur les éditions des Elzévirs, par M. Xavier Bérard. Paris, 1822.

observe avec raison qu'il n'était pas secrétaire du duc de Guise à Naples, où Jérôme Fabrani servait le Prince en cette qualité. Il n'avait donc pas été le témoin des événemens dont il rédigeait le récit; mais Soria observe encore que le stile du Tamerlan est fort inférieur à celui des Mémoires (1).

Cette édition, quoique assez belle, n'est point chère (2). Elle a cependant le mérite d'être la première, et toutes celles qui suivent l'ont copiée.

N° 2. Les Mémoires de feu M. le duc de Guise, publiés par Sainctyon (dont on a fait Saint-Yon), son secrétaire, précédés de son Éloge par le duc de Saint-Aignan. Cologne, Pierre de la Place, Hollande, Elzévir, 1668, 2 vol. petit in-12.

Premier volume, liminaires, quatre feuillets, dont trois contiennent l'Éloge; texte quatre cent-cinquante-huit pages; second volume, deux cent-quatre-vingt-trois pages (3). On voit, par l'inégalité de ces deux volumes, qu'ils ne font véritablement que deux parties d'un seul volume. Cette édition paraît n'être qu'une contrefaçon de la précédente. Cependant elle est recherchée, parce qu'on la place dans la collection des Elzévirs. Elle vaut de six à neuf francs, et s'est vendue jusqu'à vingt francs reliée en maroquin rouge à la vente de Chénier (4).

N° 3. Les Mémoires d'Henri de Lorraine, duc de Guise. Nouvelle édition. A Paris, chez la veuve d'Edme

(1) Soria, p. 329.

(2) Manuel du libraire, par Brunet. Paris, 1820, II, 139.

(3) Essai bibliographique sur les éditions des Elzévirs, par M. Bérard. Paris, 1822, 178 et 179.

(4) Manuel du libraire, II, 139.

Martin et Sébastien Mabre Cramoisy, 1681, avec privilége de Sa Majesté, grand in-12.

Ce volume n'est qu'une réimpression inférieure aux deux précédentes. Les armes du duc de Guise, qui sont au frontispice, n'y sont pas si bien gravées que dans l'in-4°. (n° 1.) L'Éloge et les Mémoires sont absolument les mêmes. On trouve à la fin un privilége du Roi pour trente ans, signé le 15 avril 1677, c'est-à-dire à la fin du privilége précédent, en faveur de Sébastien Mabre Cramoisy, imprimeur de Sa Majesté, et directeur de son imprimerie royale du Louvre. Ce privilége a été enregistré deux jours après, c'est-à-dire le 17 avril, sur le livre de la communauté des libraires et imprimeurs de Paris; et le 2 août 1681, Mabre Cramoisy en a cédé la moitié à la veuve d'Edme Martin. On lit ensuite la réimpression du privilége des États-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, sous la date du 28 novembre 1667, sans prolongation des quinze ans. Le volume est terminé par un privilége de Laurens Lomellini, référendaire de l'une et l'autre signature de notre Saint-Père, régent de sa chancellerie, vice-légat et gouverneur-général en la cité et légation d'Avignon, et surintendant des armes de sa Sainteté en cet état. Ce privilége, daté d'Avignon le 27 janvier 1668, est donné pour sept ans à Mabre Cramoisy, imprimeur du Roi, à Paris.

J'avais un exemplaire de cette édition, qui portait la signature du célèbre La Fontaine, à qui il avait appartenu, et de qui il était passé à Jacques-Marie-Jérôme Michau de Montaran, conseiller honoraire au Parlement de Paris.

La Fontaine étant mort en 1695, a pu posséder ce livre pendant quatorze ans. Je l'ai offert à M. le

baron Walckenaer, membre de l'académie royale des inscriptions et belles-lettres, et de la société des Bibliophiles français, comme un témoignage de mon ancien attachement.

N° 4. Une autre édition in-12 de cet ouvrage a paru à Amsterdam en 1703.

N° 5. M. Petitot prépare une nouvelle édition de ces Mémoires; j'aurais désiré qu'il y joignît ceux du comte de Modène, qui sont infiniment plus rares; mais ayant su que cela n'entrait pas dans son plan, j'ai tâché d'y suppléer par cette édition, qui est du même format, et imprimée à peu près avec les mêmes caractères.

N° 6. Une traduction italienne de ces Mémoires, attribuée à Sainctyon, secrétaire du duc de Guise, a paru à Cologne en 1673, 1674 et 1675, en deux volumes in-12. Ils avaient déjà été traduits en anglais, Londres, 1669; et en allemand, Francfort, 1670.

N° 7. Suite des mémoires du duc de Guise, ou relation du voyage de l'armée navale de France au royaume de Naples, en 1654. Paris, 1682, in-12.

N° 8. Autre édition de cette suite. Paris, Michel David et Guillaume Crevier, 1687, in-12.

1670.

31. *Tarsia* (*Paolo Antonio de*), né à Conversano, dans le royaume de Naples, embrassa l'état ecclésiastique, et fut à Naples et en Espagne, où il publia: *Tumultos de la ciudad y reyno de Napoles en el anno* 1647. *Lean*, 1670, in-4°, très-belle édition. L'auteur composa cet ouvrage, dit-il, pour rectifier beaucoup d'extravagances rapportées dans d'autres livres sur cette

révolution; mais Soria (1) n'y a vu que beaucoup de flatteries.

1671.

32. Gio : Palazzo, dans son *Aquilæ Austriacæ pars secunda*, tome 8, p. 258, donne le portrait de Masaniello, celui du duc d'Arcos, vice-roi de Naples, et celui de don Juan d'Autriche, très-bien faits (2). Ce Palazzo ou Palazzi, historien médiocre, a publié en neuf volumes in-folio Maximo : *Monarchia occidentalis, scilicet aquila inter lilia, saxonica sancta sive Bavarica, Franca, Sueva, et vaga Austriaca, Romana*, etc. Venise, 1671-73. C'est l'histoire de l'Empire, depuis Charlemagne jusqu'à Léopold. Si la magnificence de l'édition, dit Tiraboschi, était une preuve de la bonté de l'ouvrage, on trouverait à peine une histoire comparable à celle de Palazzi; mais malgré tout le luxe de l'impression et la beauté des gravures, elle est tombée dans l'oubli (3).

1680.

33. Marguerite Léonard, fille de Frédéric Léonard, imprimeur du Roi, à Paris, épousa Primo Visconti, comte de San Majolo; elle eut entre les mains quelques Mémoires sur la révolution de 1647, écrits par le père Vincenzo-Maria Capece, dominicain, l'un des députés expédiés à Rome par le Peuple pour inviter le duc de Guise, et choisi ensuite pour confesseur par ce prince. Ayant trouvé ces Mémoires dignes d'être publiés, elle les traduisit en français, et les fit imprimer sous ce

(1) P. 586.

(2) Giustiniani, p. 166.

(3) Biographie universelle, XXXII, 398, art. Palazzi, par M. Weiss.

titre : « L'état de la république de Naples, sous le « gouvernement de Henri de Lorraine, duc de Guise. » In-12. Peut-être en 1680, selon Soria, (1) et en 1672, selon Drouet (2). Ce livre commence par la députation du peuple, dont je viens de parler, et finit à l'emprisonnement du duc de Guise. « Il contient, » dit la traductrice, « des particularités curieuses que « ce prince, dans ses mémoires, n'était pas obligé de « nous dire. » Par exemple, il ne parle point de ses efforts secrets pour se rendre maître absolu du royaume; du chagrin qu'il ressentit d'être déclaré duc de la république napolitaine, et non pas roi; des ordres qu'il donnait sous main de tuer quiconque s'opposait à ses desseins; de son aversion pour la Cour de France et les Français, etc. : et l'on remarquera ici qu'un marchand lui ayant porté un drap brodé en fleur de lis d'or, pour lui faire un habit, il le jeta par terre et le foula aux piés, disant qu'il avait plus d'horreur pour les lis, que le diable n'en avait pour la croix; il ajouta qu'il était né hors de la France sur un vaisseau, et qu'il avait été batisé dans le môle de Naples. Le père Capèce lui ayant observé avec douceur que les Français qui étaient présens pourraient être détachés de lui par de semblables discours, il répondit franchement : « Ne « vous mettez en peine de rien, mon père; tous les « Français ne sont que des fous et des ivrognes. »

Drouet assure que cette traduction a été composée par le comte de San-Majolo, qui ne voulut la publier que sous le nom anagrammatisé de sa femme, Marie-Turge Loredan. C'est sous ce nom qu'a été publié cet

(1) P. 372.

(2) Supplém. aux hist. napol. de Lenglet, t. XI, p. 473.

écrit curieux qui prouve évidemment que les mémoires du comte de Modène, sont bien plus vrais que ceux de Sainctyon, attribués au duc de Guise.

1705.

Suite du n° 3. L'ouvrage d'Alessandro Giraffi, a été réimprimé à Ferrare en 1705, à Parme en 1714 et en 1718, enfin à Venise en 1733, in-12 (1).

1741.

34. Charles-Philippe Monthenault d'Egly, né à Paris, le 28 mai 1696 (2), ayant vu Charles de Bourbon, depuis roi d'Espagne sous le nom de Charles III, remonter sur le trône des deux Siciles, entreprit d'écrire l'histoire de ce royaume, qu'il publia sous ce titre: « Histoire des Rois des deux Siciles, de la maison « de France, contenant ce qu'il y a de plus intéressant « dans l'histoire de Naples depuis la fondation de la « monarchie jusqu'à présent. » Paris, 1741, 4 vol. in-12. L'auteur, après une courte description du pays dont il s'occupe, en commence l'histoire avec le onzième siècle, à l'invasion des Normands, et la termine à 1738, c'est-à-dire à la cinquième année du règne de Charles de Bourbon. Cet ouvrage, qui avait le mérite de l'à propos, reçut l'accueil le plus favorable, et n'en était pas indigne. Le stile en est pur, la marche claire et rapide; et les causes des événemens y sont développées avec une sagacité peu commune. Il essuya

(1) Soria, p. 306.
(2) Biographie universelle, XII, 574, art. Egly.

quelques critiques de la part de l'abbé Desfontaines; d'Egly lui répondit dans le journal de Verdun, juillet 1741, et fut admis cette même année à l'académie des inscriptions à la place de l'abbé Banier. Mais l'auteur, qui reconnaît avoir fait lire les trois premiers volumes de son ouvrage à Matthieu Egizio, savant Napolitain, qui était alors à Paris, n'en a pas moins fait des fautes assez graves que lui reproche Soria (1), mais qui n'ont aucun rapport à la révolution de 1647.

1748.

35. Négociations à la Cour de Rome et en différentes Cours d'Italie, de Messire Arnauld, abbé de Saint-Nicolas. 1748, 5 *vol. in*-12. Il avait été envoyé à Rome depuis l'an 1645 jusqu'en 1648, sous le pontificat du pape Innocent X. L'éditeur, auteur de la préface et des notes, est Paul-Denis Burtin, mort en 1755. On trouve dans cet ouvrage plusieurs lettres de Louis XIV, de la Reine régente et des autres Ministres de la Cour de France. (Bibliothèque historique de la France par le père Lelong. Paris, 1771. III, 101.)

1757.

36. Marguerite de Lussan est crue fille du prince Thomas de Savoie, comte de Soissons, qui prit soin de son enfance, lui prodigua les témoignages du plus tendre intérêt, et lui permit de porter les armes de la maison de Savoie, (2); elle publia l'ouvrage suivant, qui fut

(1) P. 223 et 224.
(2) Biographie universelle, XXV, 446, art. Lussan.

attribué à l'abbé Baudot de Juilly: « Histoire de la der-« nière révolution de Naples, dans les années 1647 « et 1648. » Paris, 1757; 4 vol. in-12. L'italien Giustiniani (1) dit que cet ouvrage est écrit avec beaucoup de soin et de discernement.

1784.

37. Auguste-Théophile Meissner, romancier allemand, né à Bautzen en Lusace, l'an 1753, a publié *Masaniello*, en 1784.

1789.

38. Cet ouvrage a été traduit de l'allemand par Lieutaud, sous ce titre: « Masaniello, ou la révolution de Naples. » Paris, 1789, in-8°.

1790.

39. *Storia delle rivoluzioni, cospirazioni e sollevazioni più notabili, antiche e morderne, di tutti gl' imperi, regni, e republiche. In Venezia*, 1790, in-8°. C'est au tome V, page 157 de cet ouvrage qu'il est question de la révolution de 1647 (2).

1822.

40. Masaniello, ou huit jours à Naples, roman nouveau, par C. A. de F. traducteur des romans historiques de sir Walter Scott. Paris, chez Gosselin, 1822; 3 vol. in-12. Le traducteur est M. de Faucompré.

1824.

41. Lady Morgan, célèbre romancière anglaise, d'abord connue sous le nom de Miss Owenson, (3) a

(1) P. 165.
(2) Giustiniani, p. 166.
(3) Voyez la Biographie des hommes vivans; Michaud, 1818, art. Morgan.

publié cette année en anglais: « La vie et le siècle de Salvator Rosa », où elle parle fort au long de la révolution de 1647. On a imprimé la même année une traduction française de cet ouvrage en 2 vol. in-8°.

1825.

42. M. le comte Amédée de Pastoret a publié cette année à Paris, in-8°. « Le duc de Guise à Naples », ouvrage fort bien écrit, où les faits sont présentés d'une manière intéressante, et resserrés dans une narration claire et rapide. On a reproché seulement à l'auteur d'avoir fait jouer un rôle un peu trop important à l'amour de son héros pour Mademoiselle de Pons, ce qui donne quelquefois une forme romanesque à son histoire. Il paraît que le duc de Guise était surtout dominé par l'ambition, et que l'amour n'était chez lui qu'une passion secondaire. Voyez cependant à ce sujet les lettres qu'il écrivit à la Reine régente et au Cardinal Mazarin, le 26 février 1648.

43. Une tragédie anglaise jouée à Londres cette année, sous le titre de Masaniello, a mis cet événement sur la scène.

Manuscrits sans date.

44. *Agnello della Porta: causa di stravaganze nel tumulto di Napoli*, 4 volumes manuscrits.

45. *Caruso: Istoria del tumulto di Napoli*, manuscrit in-folio, (1).

46. *Francesco Capecelatro*, patrice napolitain, né à Nevano, fief de sa maison, peu éloigné de Naples, vers l'an 1596, fut mestre-de-camp sous le règne de Philippe IV, qui lui donna l'habit des chevaliers de Saint-Jacques, et le titre de marquis de Lucito. Soria, (2)

(1) Giustiniani, p. 166.
(2) P. 139.

rapporte les titres de plusieurs ouvrages de lui, imprimés et manuscrits, en vers et en prose; mais il ne fait pas mention de celui-ci qui appartient à notre sujet : *Diario de' tumulti del popolo Napoletano contro de' ministri del re, e della nobiltà*, 3 volumes manuscrits in-folio (1).

47. *Gio : Batista Piacente* : *Istoria del tumulto di Napoli*, 2 volumes in-folio manuscrits.

48. *Giuseppe Campanile : Istoria del tumulto di Napoli*, manuscrit in-folio.

49. *Governo del conte di Ognatte*, manuscrit in-4°, dont l'auteur ne se nomme point.

50. *Rinuccio Gentile da Scio : rivoluzione di Napoli*, manuscrit in-folio. L'auteur promet de n'écrire que la vérité, et il paraît avoir rempli son engagement.

51. *Giano-Enicio Eritreo*, dans sa *Pinacotheca virorum illustrium.*

52. *Bernardo Ricca*, dans ses journaux de Naples, de 1529 à 1663, manuscrits.

53. *Neapolis liberata, sive discursus juridicus politicus adversùs Julium Genuinum populi Prælatum : ejus asseclas, complices et fautores super seditionibus et tumultibus ab eis Neapoli commotis*, manuscrit.

54. *Relazione de' tumulti occorsi nella città di Salerno dalli 9 del mese di luglio 1647 per gli 11 aprile 1648*, manuscrit.

55. *Altra relazione degli danni ed incendi seguiti dalla sollevazione del popolo della città di Salerno, e suoi casali*, manuscrit.

56. *Tractatus de republicâ Neapolitanâ et Salernitanâ*, manuscrit.

(1) Giustiniani, p. 166.

57. Dépêches et lettres de François Duval, marquis de Fontenay-Mareuil (mort en 16..), écrites depuis le 27 janvier 1630 jusqu'au 28 janvier 1649, manuscrit in-folio (1).

58. Manuscrit in-folio composé de pièces originales en italien et en français, recueillies par les soins de M. le comte Amédée de Pastoret, dans les sources les plus authentiques. Il m'a permis de faire usage ici de quelques-unes de ces pièces qui feront sentir toute l'importance de cette collection.

N° 1. *Lettre au duc de Guise.*

Aujourd'hui un juillet 1647, (2) le Roi (Louis XIV), étant à Amiens et voulant gratifier et favorablement traiter le sieur Crescentini Fieschi, sur la confiance qu'il prend en la fidélité et affection qu'il a pour le service de cette couronne, Sa Majesté très-Chrétienne l'a choisi, ordonné et établi pour être et servir comme surintendant et administrateur général des biens, rentes, revenus, droits, fruits et autres choses généralement quelconques dépendant de la principauté de Piombino et de l'île d'Elbe (3), afin qu'ils ne dépérissent, et d'en rendre bon et fidèle compte à qui il appartiendra : mande et ordonne sadite Majesté aux gouverneurs et offi-

(1) Bibliothèque historique de France, par Lelong. Paris, 1771, III, 101; l'auteur fait écrire Fontenay-Mareuil en 1649, après l'avoir fait mourir en 1647.

(2) Le Roi avait couché le 16 mai à Amiens, d'où il fut coucher à Abbeville le 27 juillet. (Itinéraire des Rois de France, p. 131.)

(3) L'île d'Elbe et Piombino avaient été pris en 1646, par une flotte française. (Mémoires du comte Orloff, II, 91.)

ciers des lieus près de ce (*le mot est caché par la page suivante*), de faire reconnaître ledit sieur Fieschi, en ladite qualité de sur-intendant et administrateur général, en sorte qu'il en fasse les fonctions sans aucun empêchement. Pour témoignage de quoi sadite Majesté m'a commandé de lui expédier le présent brevet, qu'elle a voulu signer de sa main. (*Il n'y a pas de signature royale; mais le bas de la page est déchiré.*)

N° 2. *Continuation de relation avec instruction jointe à la lettre de M. de Fontenay, du 3 août 1647.* (1)

(Naples.)

Depuis la relation que j'ai envoyée le 12 juillet de ce qui s'était passé à Naples, les troubles y ont toujours augmenté; car encore que le vice-roi, par l'abolition de toutes les gabelles et par la concession de quelques nouveaux priviléges, ait pensé apaiser le peuple et le regagner, si est que cela ne lui a pas réussi; car il est demeuré dans les mêmes méfiances, se tenant toujours armé; il s'est encore fortifié par tous les quartiers de la ville, où il a mis quantité de canons, ayant ensuite pillé et brûlé les maisons de tous les partisans, et de plus de 300 personnes presque toutes de la noblesse : à quoi le vice-roi ne pouvant remédier, ayant perdu toute son autorité, il laisse faire au peuple tout ce qu'il veut, et sort rarement du château neuf.

(1) Il semble que cette lettre est adressée par M. de Fontenay, ambassadeur de France à Rome, à M. Fieschi, administrateur général à Piombino.

Le vice-roi de Sicile n'est pas mieux obéi; car le peuple de Palerme, ne se contentant pas de s'être fait décharger de toutes sortes d'impositions, demande à cette heure qu'on lui laisse la garde de la ville, et qu'on en fasse sortir tous les Espagnols.

Toutes les autres villes de ces deux royaumes, excepté Messine, ont suivi l'exemple des capitales, et s'étant soulevées, se sont aussi fait décharger de toutes sortes d'impositions. La Calabre et la Pouille sont tout en armes.

J'envoyai, aussitôt que j'eus avis de ce qui se passait, diverses personnes, tant à Palerme qu'à Naples, pour convier ces peuples d'achever ce qu'ils avaient si bien commencé, et se mettre en liberté, les assurant des bonnes intentions de Leurs Majestés, et que l'armée navale serait bientôt ici pour les secourir de tout ce dont ils avaient besoin.

Ceux de Naples ont aussi envoyé deux hommes en cette ville, qui m'ont assuré qu'ils étaient résolus de chasser les Espagnols et de se donner au Roi, pourvu qu'il voulût promettre de les maintenir dans leurs priviléges, demandant instamment que l'armée navale vînt le plus tôt qu'il se pourrait; à quoi j'ai fait les réponses que je devais, et j'attends de leurs nouvelles : de sorte que l'armée ne pourra jamais venir plus à propos, tous ces peuples témoignant de ne désirer autre chose; et il est certain que, sans cela, tous les manquemens qu'ils pourraient faire à l'avance contre eux-mêmes eussent toujours été attribués par eux et par tout le monde à ce qu'ils n'auraient pas été secourus à tems; faute de quoi ils auraient été contraints de plier et de s'accommoder avec les Espagnols : ce qui fait que tous les serviteurs que le Roi a ici, concourent à un même

sens, et jugent qu'il est très-important que l'on ne perde point de tems, et que l'armée s'avance et se présente le plus tôt qu'elle pourra à la vue de Naples.

Cela s'accommode aussi fort bien avec le peu de provisions que l'on a encore, que nous ne doutons nullement qu'il n'y soit remédié promtement du côté de la Cour, tant à cause des lettres que M. l'archevêque d'Aix (1) et moi avons déjà écrites, que de celles que nous écrivons maintenant par un exprès.

Et parce que ceux qui ont parlé de la part de ces peuples, ont toujours demandé qu'il fût envoyé des gens pour mettre pied à terre, s'il en était besoin, le Roi a choisi M. d'Estrades (2) pour cela, et a voulu qu'il lui fût mandé que laissant les deux places de Portolongone et Piombino suffisamment garnies, il s'embarquât avec ce qu'il aurait de reste.

S. M. a aussi commandé que la cavalerie demeurât où ledit sieur d'Estrades jugerait le plus à propos, en attendant de savoir si on en aurait besoin, auquel cas je demanderais au Pape la permission du passage, et toutes autres choses nécessaires.

Le Roi veut que M. d'Estrades soit considéré dans son armée comme une personne en qui S. M. a une entière confiance, tant pour son expérience et sa fidélité, que parce qu'il commande à toutes les troupes qu'elle a en Toscane.

(1) C'était Michel Mazarin, frère du cardinal. Il prit possession de l'archevêché d'Aix le 30 octobre 1645, et retourna peu de tems après en Italie, où il fut fait cardinal. Il était alors à Rome, et avait quarante ans. (Hist. de Provence. Paris, 1777, I, 201.)

(2) Godefroi, comte d'Estrades, né en 1607, fut nommé maréchal-de-camp en 1647. (Biogr. univ., XIII, 404, art. Estrades.)

Quand l'armée sera à la vue de Naples, si le vice-roi et le cardinal Filomarino qui en est archevêque, gagnaient tant sur l'esprit des peuples qu'ils les empêchassent de se déclarer, ce que l'on ne doit pas attendre, il semblerait nécessaire de faire savoir à ceux qui commandent à Naples et à tout le peuple aussi, soit par un trompette ou autrement, comme il sera trouvé plus expédient, que l'armée n'est pas venue en ces côtes pour faire la guerre ni profiter d'aucune chose, mais au contraire pour les aider à se mettre en liberté, maintenir leurs priviléges, et chasser les Espagnols qui les oppriment depuis si long-tems, sans que le Roi ait été porté à l'envoyer par aucun autre intérêt.

L'on juge qu'il serait aussi bien à propos de leur représenter qu'ils ne doivent pas se laisser persuader aux promesses du vice-roi, duquel, dans la rencontre présente, ils obtiendront toutes choses; mais qui ne leur seront pas plus observées que du tems de Charles V (1), lequel fit mourir plusieurs des principaux de la ville, après leur avoir pardonné;

Qu'ils ne doivent point laisser perdre une si belle occasion dans laquelle ils ont une armée à leur porte, assez forte pour leur aider à chasser les Espagnols, et les établir dans l'État qu'ils voudront prendre, tant à cause du grand nombre de vaisseaux et de galères qu'il y a, que des gens qu'on pourra mettre à terre;

Que les Espagnols qui connaîtront cela, et qu'une telle armée ne pourrait pas souvent revenir, et princi-

(1) Philibert de Châlons, prince d'Orange, nommé gouverneur du royaume de Naples par l'empereur Charles-Quint, fit condamner à mort un grand nombre de barons, après le retour de la paix. (Voyez les Mémoires du comte Orloff. Paris, 1825, II, 25.)

palement à cette heure que l'hiver approche, on ne travaillerait à autre chose qu'à les empêcher de prendre maintenant une bonne résolution et à les persuader de demeurer en l'état qu'ils sont, pour rendre le voyage de l'armée inutile, et les décréditer.

S'assurant bien qu'après cela leur armée navale viendra, et qu'ils les mettront bien aisément à une pire condition que celle où ils étaient par le passé, n'y ayant plus de milieu pour eux entre une entière liberté que les Français leur offrent, ou une servitude horrible qui leur sera imposée par les Espagnols.

J'ai cru devoir mander toutes ces particularités, parce qu'ayant écrit en ce même sens, il a semblé nécessaire que vous en fussiez averti, afin qu'il ne se trouvât point de diversité. Tout le monde espère que si l'on peut seulement obliger ceux qui gouvernent à écouter, la chose réussira heureusement, le commun peuple ayant une telle disposition au changement, qu'ils disent publiquement que si les Français venaient, ils ne mettraient point de balles dans leurs mousquets ni dans leurs canons.

Pendant que l'armée sera à la vue de Naples, il semble qu'il faudra aussi essayer de faire savoir en Sicile et en Calabre comme elle est arrivée, et les desseins que l'on a, attirant tous les gens du pays que l'on pourra, en leur donnant même de l'argent, étant certain qu'il les faut ménager, parce qu'en quelques endroits de la Pouille, ils y sont venus à de plus grandes extrémités contre les Espagnols, qu'à Naples même.

Que si toutes ces choses-là ne réussissent pas, ce que Dieu ne veuille, quelques-uns seraient d'avis que l'on essayât de prendre quelques postes plus ou moins éloignés de Naples, selon que la commodité du lieu ou la

facilité de se fortifier le permettrait, pour donner chaleur à ceux qui voudraient faire des nouveautés ; car ce peuple et la noblesse étant irréconciliables, et les Espagnols ne pouvant contenter tous les deux partis, on pourra sans doute espérer d'en avoir de son côté, et de porter la guerre par ce moyen-là dans le royaume, afin de le rendre, au moins pour un tems, inutile aux Espagnols.

Que si cela manquait encore, et que les lieus dont on se pourrait saisir, ne se pussent pas aisément maintenir; on croit que si M. d'Estrades, avec les mille hommes du régiment de Languedoc, qui viendront bientôt de Provence, jugeait avoir assez de forces pour faire entreprise de Porto Ercole (1), ce serait une chose très-utile, et qui semblerait à cette heure moins difficile qu'en aucune autre saison, cette place ne pouvant être aujourd'hui secourue d'aucun endroit, et tous les avis que nous avons assurant que la garnison y est très-faible.

L'on estimerait ce dessein plus avantageux que tout autre qu'on pût proposer, pour les raisons susdites; mais encore attendu que c'est celui de tous qui éloignerait le moins de Naples où il faut, et toujours, tendre, et avoir son but principal, comme le coup mortel des Espagnols : ce qui ne se fait pas dans un tems, se pouvant faire dans un autre; car les défiances qui sont aujourd'hui à Naples, ayant toujours été en augmentant depuis le commencement de la révolte, si elles ne sont pas encore à leur période, il ne serait pas impossible qu'elles n'y fussent bientôt après.

(1) Petite ville de Toscane, à une lieue au sud d'Orbitello. Il y a un bon château et un port presque rempli, défendu par deux forts.

Cependant je donnerai toujours les avis que j'aurai, tant à Piombino et Cività-Vecchia, où l'on enverra les prendre quand l'armée passera auprès, qu'en mer, des felouques qui seront dépêchées pour cela, suppliant M. le duc de Richelieu (1) et M. le grand-prieur (2) de faire la même chose, et de nous tenir avertis de tout ce que l'armée fera, et de tous les desseins qui se prendront.

Présentement il vient d'arriver des avis de Sicile et de Naples, qui portent que le peuple de Palerme a chassé les Espagnols, et se veut mettre en république; qu'à Catanes et en quelques villes de Sicile et du royaume de Naples, à Cosenza et à Catanzaro (3), on a crié la liberté; c'est pourquoi il ne faudra pas oublier d'envoyer vers ces quartiers-là, pour savoir si cela est vrai, et essayer d'en tirer quelque avantage.

Un homme, qui m'était venu trouver de la part de ceux de Naples, partira demain matin pour s'en retourner. Si d'aventure il était pris par quelque barque française, vous le ferez mettre sur-le-champ en liberté; il prendra le nom de Saint-Paul; il va pour porter ma réponse, et espère être de ceux qui viendront traiter avec vous. Vous n'y prendrez d'autre confiance que

(1) Armand-Jean du Plessis, par substitution au nom et aux armes du cardinal de Richelieu, son grand-oncle, était né le 3 octobre 1629, de François de Vignerot, IIe du nom, marquis du Pontcourlay, et de Marie-Françoise de Guemadeuc. Il avait perdu son père le 26 janvier 1646, et lui avait succédé dans la charge de général des galères, n'ayant pas dix-sept ans. (Dict. de la noblesse, par la Chenaye-Desbois. Paris, 1776, XI, 365.)

(2) Le commandeur des Gouttes, grand-prieur d'Auvergne.

(3) Ce sont deux villes de Calabre, Cosenza, capitale de la citérieure, et Catanzaro, résidence du gouverneur de l'ultérieure.

selon ce qu'il vous dira, et ne ferez que ce vous jugerez à propos; car je ne le connais pas, et n'ai nulle assurance de lui.

Je vous supplie de me mander qui demeurera dans Piombino pour commander en votre absence, et quel nombre d'hommes vous y laisserez; car c'est une chose très-importante que de la laisser en bon état. (*Sans signature.*)

N° 3. *Lettre du duc de Guise au cardinal Mazarin.*

Rome (1), 7 octobre 1647.

Monsieur,

Le sieur de Viviers rendra compte au Roi et à vous du sujet de son voyage. Son instruction contient tout ce que je puis écrire; c'est pourquoi, Monsieur, me remettant à lui et à ce qu'elle contient, il ne me reste qu'à vous témoigner le désir extrême que j'ai d'être, Monsieur,

Votre très-affectionné serviteur,
LE DUC DE GUISE.

P. S. Je vous envoie un mémoire de ce qui a été embarqué sur les vaisseaux espagnols que le grand-duc a eus de Naples.

(1) La copie manuscrite dit *Naples*; mais le duc de Guise n'arriva à Naples que le 15 novembre. Cette note fait voir seulement qu'il s'agit ici des affaires de Naples.

N° 4. *Lettre du cardinal Mazarin au duc de Guise.*

7 octobre 1647.

Monsieur,

Leurs Majestés (1) ont extrêmement loué votre zèle, lorsque je leur ai rendu compte de l'affaire dont M. votre frère le chevalier (2) m'a entretenu de votre part; voyant qu'en quelque lieu que vous soyez, le bien de leur service est toujours votre principale application.

Mais dans la rencontre dont il s'agit, elles croient ne pouvoir mieux correspondre à votre affection, qu'en modérant cette généreuse ardeur qui vous porte à leur en vouloir donner des témoignages si périlleux pour vous, et à prodiguer une personne de votre considération.

Et en mon particulier, je répondrais mal à l'honneur de votre amitié et me démentirais moi-même dans la profession que je fais d'être votre très-humble serviteur, si je ne vous en représentais librement, en cette occasion, ce que je crois être de votre plus grand avantage, qui sera, je m'assure, approuvé de tous vos amis et de vous-même quand vous y aurez réfléchi.

Je prendrai donc la confiance de vous dire en peu de paroles, que si ce que vous proposez était en tel état que vous pussiez être assuré d'y réussir, je serais

(1) La reine mère Anne d'Autriche, veuve de Louis XIII, et son fils Louis XIV, qui n'avait alors que neuf ans.

(2) Roger de Lorraine, chevalier de Malte, né le 21 mai 1624, avait servi au siége de Gravelines, en 1644. (La Chenaye-Desbois, VII, 580.)

le premier à vous conseiller de l'entreprendre, et Leurs Majestés seraient ravies de vous en faciliter l'exécution, non-seulement pour les avantages qui en reviendraient à cet État, mais aussi pour les vôtres propres que je vous puis assurer qui leur sont très-chers; et vous devez tenir pour constant qu'en ce cas, on vous donnerait toutes les assistances possibles, sans vous laisser manquer de quoi que ce soit qui pût dépendre d'ici.

Et dès à présent on écrit à M. le bailli de Valençai qui est dans l'armée navale du Roi, afin qu'il essaie de vous servir suivant les avis qu'il aura de vous; et au lieu que l'on hésitait à entretenir cet hiver des vaisseaux armés, on a résolu déterminément de faire cette dépense.

Mais à dire le vrai, il ne semble pas que le fruit soit encore mûr; et si la prudence veut qu'avant de traiter d'affairesavec un particulier, on considère ses sûretés, à plus forte raison les doit-on bien prendre avant que de s'engager avec une populace inconstante qui change du soir au matin.

Et Leurs Majestés ont d'autant plus d'intérêt à ne pas souffrir que vous vous sacrifiiez ainsi, que tout le blâme du mal qui vous pourrait arriver, rejaillirait sur elles, n'y ayant aucun qui crût qu'une personne qui tient le rang que vous tenez dans ce royaume, n'aurait eu garde de s'embarquer sans leur ordre dans une entreprise de cette nature; quoique cette considération ne les touche pas si fortement que celle de votre sûreté.

Enfin il vaut beaucoup mieux ne point tenter les choses, que de les hazarder et de les manquer; et quand aujourd'hui vous n'iriez point à Naples, il n'y va ni de votre réputation, ni de celle de cette couronne; mais si vous vous y engagez, et que vous n'y réussissiez pas,

c'est se décrier sans doute, et il en peut arriver beaucoup de préjudice à l'un et à l'autre.

C'est pourquoi je vous supplie de tout mon cœur de bien examiner toutes choses avec M. l'ambassadeur, lequel ayant de son côté des négociations sur le même fait, vous peut donner beaucoup de lumières pour les résolutions que vous aurez à prendre, vous conjurant au surplus de recevoir la franchise avec laquelle je vous écris, pour une marque certaine de la sincère et cordiale passion avec laquelle je suis, etc.

P. S. Il est encore une considération qui m'oblige à vous conjurer de bien prendre vos mesures, qui est qu'outre le péril de votre personne si ce peuple venait une fois à vous offenser par quelque violence (comme c'est chose qui n'est que trop à craindre dans le tumulte et l'agitation continuelle où il est), il se persuaderait alors aisément de ne se pouvoir plus fier de la France ni de vous; et les Espagnols ne manqueraient point d'en prendre avantage pour le porter (désespéré qu'il serait de toute prétention) à s'accommoder avec eux.

N° 5. *Articles proposés par les députés de la ville de Naples, à don Juan d'Autriche.* (1)

Le 21 octobre 1647.

Que don Juan d'Autriche continue tout ce qui a déjà été accordé au peuple par le vice-roi;

(1) Don Juan d'Autriche, fils naturel du roi d'Espagne Philippe IV et d'une comédienne nommée Marie Caldérona, était né à Madrid en 1629; il avait donc alors 18 ans. Son père l'avait nommé grand-prieur de Castille, et l'envoya, en 1647, pour commander les troupes. (Biogr. univ., XXII, 85.)

Qu'il soit permis au peuple de faire deux châteaux dans la ville pour sa sûreté;

Qu'il ne soit point obligé de désarmer;

Que l'armée navale, le vice-roi, le visiteur et tous les gens de guerre s'en aillent dans vingt-quatre heures et que don Juan demeure seul pour gouverner;

Que tous les prisonniers que les Espagnols ont faits sur le peuple, soient mis en liberté;

Qu'enfin tous ceux qui l'ont trahi, et qui se sont retirés dans les châteaux, leur soient livrés pour en faire justice.

N° 6. *Lettre du marquis de Fontenay à Gennaro Annèse, capitaine-général du peuple de Naples.*

Rome, 22 octobre 1647.

Le père Jean-Thomas de Juliis que vous m'avez envoyé, m'a rendu les manifestes et imprimés que vous lui avez baillés, et m'a dit la charge qu'il avait, dont je me suis extrêmement réjoui, voyant par là que le peuple de Naples veut enfin penser sérieusement à se délivrer de la tirannie des Espagnols, sur quoi je me suis aussitôt résolu de dépêcher ledit père à M. le duc de Richelieu, qui commande l'armée navale du Roi, afin qu'apprenant par lui-même l'état auquel vous vous trouvez, et le désir que vous avez d'être assisté des armes de France, il fût davantage obligé de faire toute la diligence qui se pourra pour vous faire bientôt ressentir des effets de la protection de Leurs Majestés. Je vous puis assurer que le Roi et la Reine sont tellement disposés à vous donner tous les secours dont vous aurez besoin, qu'aussitôt que je leur eus donné avis des premiers mouvemens arrivés dans votre ville, ils com-

mandèrent que l'armée s'en vînt à Piombino, où elle a demeuré plus d'un mois, attendant de vous si vous n'en auriez pas besoin, et qui dans le voyage qu'elle y a encore fait depuis quelques jours, a levé deux fois l'ancre pour prendre la route de Naples; mais le mauvais tems l'ayant retenue, il semble que ç'a plutôt été afin qu'elle n'y allât point sans y être appelée, que non pas pour vous manquer au besoin, vous priant de croire, comme je vous en réponds par celle-ci, que ledit sieur duc de Richelieu a des ordres très-exprès de procurer votre liberté par toutes sortes de voies, et de vous aider à prendre l'établissement qu'il vous plaira et que vous jugerez le plus convenable pour le bien et avantage de votre ville et de tout le royaume ensemble.

N° 7. *M. de Fontenay à la république de Naples.*

Rome, 30 octobre 1647.

Messieurs,

Par la lettre que je vous écrivis le 28 de ce mois et que je donnai à don Giacomo Gallo, je vous renouvelai les assurances que vous aviez déjà eues par mes précédentes, des bonnes intentions du Roi et de la Reine pour le repos de votre ville et de tout le royaume. C'est, Messieurs, ce que j'ai pensé vous devoir confirmer par celle-ci, et vous dire comme j'ai reçu avec une joie extrême les deux lettres que vous m'avez envoyées, et les nouvelles de la résolution que vous avez prise de recourir à la protection de Leurs Majestés, laquelle n'ayant jamais été refusée à pas un de ceux qui en ont eu besoin, vous sera sans doute d'autant plus volontiers départie, que le Roi y est davantage obligé pour l'affection que vous lui avez montrée en cette occasion, et pour la confiance que vous avez prise en la puissance de ses armes victorieuses. Vivez donc, je vous prie, en toute sûreté de ce côté-là, et soyez certains que la France n'épargnera rien de tout ce qui sera nécessaire pour vous délivrer de la tirannie des Espagnols, vous mettre en liberté de prendre telle forme de gouvernement qu'il vous plaira, et changer le siècle de fer dans lequel vous avez jusqu'ici vécu, en un vrai siècle d'or; vous assurant, Messieurs, qu'en conséquence de cela, j'ai encore aujourd'hui dépêché un courier à M. le duc de Richelieu, afin de l'avertir de tout ce qui se passe, et que laissant en arrière toutes autres choses, de quelque importance qu'elles puissent être, il aille vous secourir le plus promtement qu'il se pourra, à quoi n'ayant garde de manquer, puisqu'il sait bien que c'est la chose du monde que Leurs Majestés passionnent le plus, je vous proteste aussi qu'en mon particulier je n'omettrai jamais aucunes diligences que je jugerai nécessaires pour vous servir et vous faire paraître que je suis véritablement etc.

N° 8. *Lettre du roi (de France, Louis XIV), au duc de Richelieu.*

Mon cousin, l'état présent des affaires de Naples m'obligeant de contribuer de tout ce qu'il me sera possible au soulagement et à la liberté des peuples qui souffrent de grandes violences de la part du vice-roi et du général commandant l'armée navale d'Espagne qui les a attaqués par la voie des armes, j'ai jugé à propos de faire avancer mon armée navale à la vue de

leur ville, pour être promt à leur secours s'ils en ont besoin. Sur quoi je vous écris celle-ci par l'avis de la Reine régente, Madame ma mère, pour vous dire que vous ayez à porter sans aucun retardement, et à vous acheminer avec vos vaisseaux et galères à la vue de Naples, tant pour faire tout ce qui est contenu dans le pouvoir que je vous adresse, que pour exécuter tout ce que vous verrez dans une lettre particulière de mon cousin le cardinal Mazarin au sieur bailli de Valençai.

Vous aurez donc à déférer entièrement à ses conseils et à ceux du commandeur des Gouttes, grand-prieur d'Auvergne, lesquels sont de leur côté informés de mes intentions. Et m'assurant que vous ferez en une occasion si importante, tout ce que je dois attendre de votre courage et de votre prudence, je prierai Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte garde.

N° 9. *Lettre de M. de Brienne* (1) *au duc de Richelieu.*

3 novembre 1647.

La lettre que je vous écrivis, il y a deux jours, par l'ordinaire, vous aura été aussitôt rendue que celle-ci; et vous ayant déjà mandé que vous sauriez, par les lettres de Mgr. le Cardinal, les intentions de Leurs Majestés qu'il a pris la peine de vous expliquer, j'ajouterai seulement un mot pour accompagner la lettre et le pouvoir du Roi, et vous dire qu'étant suffisamment instruit de

(1) Henri-Auguste de Loménie, comte de Brienne, né à Paris en 1594, ministre des affaires étrangères, auteur de mémoires estimés.

toutes nos affaires, je n'ai qu'à vous prier de vous appliquer à l'exécution, et à nous faire savoir par tous les ordinaires, ce qui se passera, afin de soulager l'inquiétude qu'auront Leurs Majestés de l'événement d'une affaire si importante au bien de leurs sujets. Vous aurez les occasions assez favorables de faire paraître vos bonnes qualités. Pour moi, je les publierai ici avec joie, dès que vous aurez fait quelque grande action, digne de votre nom; car je veux vous témoigner que je suis etc.

N° 10. *Lettre du cardinal Mazarin* (1) *au duc de Richelieu.*

3 novembre 1647.

Le Roi ayant appris ce qui se passe à Naples depuis l'arrivée de don Juan d'Autriche, qui se prévalant de la confiance dans laquelle vivaient les peuples sur la foi de l'accommodement qui avait été arrêté entre le duc d'Arcos et eux, les a attaqués à l'improviste, menaçant de mettre cette opulente ville à feu et à sang; Sa Majesté qui, jusque-là, n'avait point voulu se mêler à toutes ces divisions qu'autant que les peuples lui en témoigneraient le désir, n'ayant pas même voulu faire paraître son armée navale sur ces côtes-là de toute cette année, a résolu enfin, voyant que le besoin ne peut être plus pressant, de ne pas tarder davantage à l'y envoyer sous le commandement de M. le duc de Richelieu, pair de France, et général de ses

(1) Il est clair que c'est la lettre annoncée par la précédente, quoique le nom du cardinal ne soit pas sur le manuscrit.

galères, pour offrir l'assurance de cette couronne à ces peuples, et les garantir ainsi de l'oppression que les Espagnols veulent leur faire subir. Et d'autant qu'il pourrait arriver que lesdits peuples, pour leur bien et pour leur sûreté, prissent la résolution de se soustraire entièrement à la domination Espagnole, et de faire l'acclamation d'un nouveau Roi qui pourrait être Sa Majesté, qui a déjà tant de droits et de justes prétentions sur le royaume, ou un prince de la famille Royale à qui Sa Majesté céderait volontiers ses droits et prétentions, et accorderait sa protection et celle de la France contre toute sorte d'ennemis, ou enfin tout autre prince qu'ils aviseront pour leur plus grand avantage; sadite Majesté a donné et donne par la présente, plein pouvoir au sieur duc de Richelieu, de traiter, à son nom, avec lesdits peuples, ou ayant-charge d'eux, arrêter et conclure les conditions tant de ce qui regarde la motion d'un Roi..... (1), que de tout ce qui peut échoir à négocier avec lesdits peuples sur cette affaire et sur toutes les autres, promettant foi et parole de Roi, de tenir, observer, confirmer, ratifier dans le tems promis, et exécuter ponctuellement et sur tous les points tout ce généralement dont ledit sieur Duc et lesdits Peuples, ou ayant-charge d'eux, auront conclu ensemble : et pour marque de la volonté de Sa Majesté, elle a signé les présentes de sa propre main, et fait cacheter de son sceau et contre-signer par moi son secrétaire d'Etat etc.

En cas de maladie ou de légitime empêchement dudit sieur Duc, sadite Majesté donne les mêmes pou-

(1) On n'a pu déchiffrer quelques mots.

voir et autorité de traiter et conclure sur les mêmes objets auxdits sieurs commandeur des Gouttes et bailli de Valençai conjointement, ou à l'un d'eux en l'absence de l'autre, et promet de ratifier et exécuter lesdites conventions comme si elles avaient été faites par ledit sieur Duc.

N° 11. *Lettre de M. de Brienne* (1) *à M. le bailli de Valençai.*

Monsieur,

Par l'ordinaire qui partit avant hier, je vous écrivis un mot fort succinctement des intentions de Sa Majesté pour faire retourner l'armée navale à la mer, et me remettais à ce que vous en avait mandé Mgr. le Cardinal, qui ayant différé de deux jours le départ du courier, j'ai reçu commandement de vous adresser la lettre du Roi portant ordre de faire le voyage avec M. le duc de Richelieu, et de l'assister de vos conseils. Et comme vous aurez une longue lettre de Son Eminence qui contiendra ce qu'ont de particulier les intentions de Leurs Majestés, et que vous verrez aussi ce qui est contenu au pouvoir de M. le duc de Richelieu, je n'ai rien de plus à vous écrire; seulement vous prier de nous donner avis de ce qui se passera; car on sera ici en inquiétude des événemens jusques à ce qu'on apprenne ce qu'on s'en doit promettre. Leurs Majestés ont une grande confiance en vous, et s'assurent sur votre bonne conduite. Pour moi, je continuerai, Monsieur, à vous dire que je suis etc.

(1) Je supplée ce nom qui ne se trouve pas dans le manuscrit, mais qu'annonce le n° 8.

N° 12. *Lettre du Roi à M. le grand-prieur d'Auvergne.*

Paris, 3 novembre 1647.

Monsieur le grand-prieur d'Auvergne, plusieurs considérations m'ayant fait désirer que mon armée navale retourne à la mer sur les côtes de Naples, pour être prête au secours de ceux qui en auront besoin, j'ai mandé à mon cousin le duc de Richelieu, de partir incontinent avec mes vaisseaux et galères. Je vous écris aussi cette lettre pour vous dire que vous ayez à faire le voyage avec mon cousin, et à l'assister de vos bons conseils dans l'exécution des affaires qui seront de mon service; et sachant que vous y avez, Monsieur, une grande affection, je veux croire que vous me la témoignerez en cette rencontre, et je prierai Dieu qu'il vous ait, M. le grand-prieur d'Auvergne, en sa sainte garde.

N° 13. *Une pareille lettre a été adressée par le Roi à M. le bailli de Valençai.*

N° 14. *Lettre du cardinal Mazarin au grand-prieur.*

3 novembre 1647.

Monsieur,

Vous verrez par la lettre du Roi, que Sa Majesté désire d'être servie de votre personne au voyage qu'elle a commandé de faire à M. le duc de Richelieu, avec toute l'armée navale aux côtes de Naples; et comme il y a lieu de s'en promettre quelque grand fruit, je ne

doute pas que vous ne soyez bien aise d'y contribuer pour avoir part à la gloire qui s'y peut acquérir. Je prendrai ici volontiers le soin de ce qui regardera vos intérêts en telle sorte que vous soyez de plus en plus persuadé que je suis etc.

N° 15. *Lettre du duc de Guise au cardinal Mazarin.*

Naples, 17 novembre 1647. (1)

Monsieur,

Ma présence ayant été jugée nécessaire pour maintenir le peuple de Naples, et par Monsieur votre frère le cardinal, et par Monsieur l'ambassadeur, je hazardai de passer en felouque au milieu de toute l'armée d'Espagne; et enfin, malgré la chasse que j'ai eue un jour et une nuit, de cinq galères, je suis heureusement arrivé, mais seul, toutes les autres barques n'ayant pu passer avec moi. J'ai trouvé tout ici dans un désordre et une telle confusion, que sans une puissante assistance, il est difficile de pouvoir réussir. J'ai été reçu dans un applaudissement merveilleux; et enfin, quelque peine qu'il y ait à régler les choses, j'espère de réussir heureusement, pourvu que votre excellence ait la bonté de m'assister puissamment et de me faire l'honneur de m'aimer et me croire comme je suis passionnément etc.

Le duc de Guise.

(1) C'est le jour même que le duc de Guise débarqua à Naples.

N° 16. *Le cardinal Mazarin à M. le duc de Guise.*

29 novembre 1647.

Monsieur,

Je reçus hier par votre courier la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire du 30 octobre, où vous me donnez part du choix que MM. de Naples ont fait de vous pour commander leur armée; et le même courier m'a appris que vous vous étiez depuis embarqué sur des felouques qu'ils vous avaient envoyées pour vous y rendre. Comme aucun de vos serviteurs n'aurait été assez hardi pour vous conseiller d'exposer votre personne aux hasards qu'elle y peut courir en beaucoup de façons, aussi, sachant que vous avez pris, de vous-même, cette généreuse résolution, on ne peut que se promettre de grands succès pour le bien de ces peuples et pour l'avantage de la France, de voir les affaires en de si bonnes mains, et un chef de votre qualité et de votre courage, à la tête de leurs troupes. Pour mon particulier, vous pouvez être assuré, Monsieur, que quand le service du Roi ne s'y rencontrerait pas comme il fait, votre personne m'est assez chère, et votre seul intérêt est assez considérable pour m'obliger à contribuer de tout mon pouvoir à vous faire donner toutes les assistances possibles de cette couronne, et vous fournir les moyens d'acquérir beaucoup de gloire. Vous avez commencé à sentir les effets de cette vérité à l'arrivée de l'armée navale, et la connaîtrez chaque jour de plus en plus. Cependant je vous prie de prendre entière confiance à MM. le bailli de Valençai et l'abbé de Saint-Nicolas (1), comme vous pourriez la prendre en moi-même. Ils sont chargés de vous assister et soulager autant qu'il sera en eux, et je suis certain qu'ils s'en acquitteront avec beaucoup de zèle, et que leur service ne vous sera pas inutile en des affaires qui sont, de soi, très-épineuses.

N° 17. *Lettre du roi de France au peuple de Naples.*

29 novembre 1647.

Nous avons aussitôt ordonné à notre cousin le duc de Richelieu, pair de France et général de notre armée navale, que même, sans attendre aucun de nos vaisseaux et de nos galères qui ne pourraient pas sur-le-champ se remettre à la mer, pour avoir été maltraités de la tempête dans le dernier voyage, il se rende sans perdre de tems, avec le plus grand nombre de vaisseaux qu'il pourra sur vos côtes, et fasse suivre le reste aussitôt après, n'ayant pas voulu qu'il différât son départ jusqu'à ce que toute l'armée fût en état, de crainte que les ennemis ne profitassent de cet intervalle de tems pour vous serrer de plus près, et incommoder le passage de vos vivres par la mer que nous nous promettons que notre cousin rendra bientôt libre, et pourra vous assister en tout ce que vous trouverez bien de l'employer pour votre service.

---

(1) Henri Arnaud, abbé de Saint-Nicolas, depuis évêque d'Angers. C'était le fils de l'avocat et le frère du docteur en théologie. J'ai parlé plus haut de ses mémoires, imprimés en 1748.

Et comme nous avons informé..... (la lettre est interrompue en cet endroit. La suivante commence d'une manière si brusque, qu'elle pourrait bien n'être que la suite de la première. Toutefois, comme en les réunissant, le sens n'en paraît pas très-clair, on a préféré de les laisser séparées comme dans les minutes).

Et notre armée, sous la conduite de notre cousin, sur les instances que nous voyons que vous en faites par ladite demande du 26 octobre, afin que vous puissiez en être assistés en tout ce que vous trouverez bon de les employer, nos galères et le reste de nos vaisseaux étant demeurés à..... parce que nous avons jugé qu'ils vous seraient inutiles, et qu'après la retraite en Espagne de l'armée ennemie, le nombre que nous vous en envoyons suffira pour nettoyer entièrement la mer, et vous la rendre libre, en cas que les ennemis y eussent laissé quelques forces pour secourir les châteaux et incommoder le passage de vos vivres. Ainsi nos galères et vaisseaux se tiendront toujours prêts et en état de se rendre près de vous au premier mot que vous leur manderez d'en avoir besoin.

Et comme nous avons informé tout particulièrement le marquis de Fontenay, notre ambassadeur à Rome, de tous les bons sentimens que nous avons pour ce qui vous regarde, nous vous prions d'ajouter une entière confiance à tout ce qu'il vous fera savoir et dire de notre part, comme vous le pourriez faire à nous-même, et en son absence, de donner aussi même confiance au bailli de Valençai et abbé de Saint-Nicolas, conseillers de notre conseil d'état, qui auront le soin des mêmes affaires, et pouvoir d'en traiter conjointement ou séparément, selon qu'ils se trouveront. Nous nous remettons donc du détail de toutes choses

audit marquis de Fontenay, auxdits bailli et abbé, par le moyen desquels ledit ambassadeur vous fera paraître de plus en plus l'ardeur qu'il a pour votre bien et avantage, nous fesant part de ses bons avis et sentimens; et nous nous contenterons de vous assurer qu'en tout ce qui se passe, nous n'avons autrebut ni désir, que celui de votre plus grande satisfaction, de quelque façon qu'elle se rencontre et de voir en sûreté vos vies et vos biens, qui étaient l'objet de la convoitise de nos ennemis. Comme aussi qu'ayant recours à la protection de notre couronne, vous pouvez demeurer certains qu'elle ne vous manquera, et que son assistance sera proportionée à tous vos besoins; et que nous vous manderons sincèrement les conseils que nous jugerons les plus utiles pour votre conservation, grandeur et félicité, priant Dieu qu'il vous ait, mes chers et grands amis, en sa sainte et digne garde.

N° 18. *Le Roi au peuple de Naples.*

29 novembre 1647.

Louis, etc. Mes chers et grands amis, nous avons eu, il y a long-tems, grand sentiment des vexations insupportables que nous apprenions que vous fesaient souffrir les ministres et officiers du roi d'Espagne, et nous aurions dès-lors contribué volontiers de tout notre pouvoir à vous en délivrer, si nous n'avions appréhendé que vous-mêmes n'eussiez pu imputer à ambition ou désir de nous agrandir et d'étendre notre domination, ce qui, en effet, n'eût procédé que d'un pur mouvement de tendresse, et de la compassion que nous avions de vos maux. C'est la seule raison qui nous a empêché de

prendre plutôt part à ce qui s'est passé dans le mois de juillet entre vous et le duc d'Arcos, nous étant contenté de faire tenir la mer toute la dernière campagne à notre armée navale, afin qu'elle pût accourir plus promtement à votre secours, en cas que vous l'y eussiez appelée, sans vouloir jamais la faire paraître autrement en vos côtes, de crainte qu'il ne vous pût tomber dans la pensée que nous eussions dessein de nous prévaloir de vos diversions. Mais ayant appris, par le manifeste que vous avez fait imprimer le 17 octobre, le manquement de foi qu'ont commis les ministres d'Espagne à tous les accommodemens que vous aviez faits avec ledit duc d'Arcos, et que lorsque vous viviez dans une pleine confiance de l'exécution de vos traités, on vous a attaqués à l'improviste, et essayé de mettre votre grande et opulente ville à feu et à sang, sans distinction d'âge ni de sexe, ce qui vous avait obligés d'implorer l'assistance de tous Rois et potentats dans un si pressant besoin, et depuis de recourir, par votre déclaration du 26 du même mois, à la protection de notre couronne, qui n'a jamais manqué aux opprimés, nous sommes facilement entrés dans vos intentions et votre nécessité, et avons, de l'avis de la Reine régente, approuvé de ratifier la promesse qui vous a été faite de notre part par le marquis de Fontenay, conseiller de notre conseil d'Etat, et notre ambassadeur extraordinaire près de notre Saint Père le Pape, que nous vous secourrions de tout notre pouvoir, et assisterions de toutes les forces de notre royaume, sans prétendre autre avantage que la gloire dans le public, et le mérite près de vous d'avoir procuré votre liberté, et de vous y maintenir; c'est-à-dire avec la dépendance accoutumée au Saint Siége apostolique, ne doutant pas que

ce ne soit votre dessein d'y persévérer toujours, et même avec plus de démonstration de votre part qu'il ne vous a été permis d'en faire paraître pendant que vous étiez sous la domination de la couronne d'Espagne. Nous avons ordonné aussitôt à notre cousin, le duc de Richelieu, pair de France et général de notre armée navale, de se rendre en vos côtes avec ladite armée, pour vous délivrer de l'oppression que vous fesait celle des Espagnes. Mais il est arrivé que ceux qui la commandaient, ayant su la diligence que la nôtre apportait pour remettre à la voile, ont abandonné votre port, de crainte de pouvoir être engagés à un combat, et ainsi nous avons été privés de la satisfaction que nous eussions eue de défaire à vos ieux nos ennemis et les vôtres, comme nous avions lieu de l'espérer de la protection visible que Dieu, qui voit la sainteté de nos intentions pour le bien public, donne continuellement à nos armes. Nous avons pourtant cru ne devoir pas tarder à vous envoyer plusieurs vaisseaux, et pour cet effet, nous ordonnâmes aussitôt à notre cousin, le duc de Richelieu, pair de France et général de notre armée navale, de remettre promtement à la mer bon nombre de nos vaisseaux pour aller tenter de vous délivrer de l'oppression que vous fesait l'armée des ennemis, et vous assister en tout ce que vous trouverez bon de l'employer pour votre service. Il n'eut pas plutôt mis à la voile, qu'il fut accueilli d'une si furieuse tempête, qu'elle mit presque tous ses vaisseaux hors d'état de naviguer; mais la passion qu'il savait que nous avions de vous servir, l'obligeant à surmonter tout obstacle, le fit résoudre de laisser à Livourne et à Porto-Longone ceux qui avaient été plus maltraités de la mer, et se rendre sur vos côtes avec le reste, quoique pour

lors bien informé du nombre qu'avaient les ennemis. Vous avez été témoins oculaires de ce qui s'est passé, et comme quoi la disparité des forces n'a pas empêché que notre dit cousin n'ait chaque jour offert le combat, et fait tous efforts possibles pour le donner; qu'il n'ait pris, brûlé ou coulé à fond dix vaisseaux des ennemis, et qu'il ne soit entièrement demeuré maître du champ de bataille jusqu'à ce que, faute d'abri, dans une saison si orageuse, il fut pris d'un grand coup de vent, près de Sardaigne, qui dispersa tous ses vaisseaux et les jeta en pleine mer sans qu'ils pussent gagner Porto-Longone, où il leur avait donné rendez-vous à dessein de retourner à la charge aussitôt qu'il y aurait fait eau, dont il commençait un peu à manquer. Cet accident nous a d'autant plus touchés que nous nous étions promis de voir promtement votre mer nettoyée des forces ennemies. Et pendant que nous travaillons incessamment pour achever le dessein qui vous sera utile, et que nous fesons radouber à grande hâte tous nos vaisseaux pour retourner en plus grand nombre avec nos galères dans le mois prochain, nous avons jugé à propos de vous dépêcher en toute diligence le sieur du Plessis Besançon, conseiller en notre Conseil d'État, maréchal de nos camps et armées, et gouverneur de notre ville et château d'Auxonne, pour vous assurer plus particulièrement de la continuation de notre protection et de notre bienveillance, pour communiquer à notre cousin, le duc de Guise, les pensées que nous avons là-dessus, l'assister de ses conseils et consulter avec lui et avec vous les moyens de vous délivrer des Espagnols, et établir si solidement votre bien et votre liberté, de manière qu'ils ne puissent plus être ébranlés à l'avenir. Nous nous remettons donc du détail de toutes

choses audit sieur du Plessis Besançon, à qui nous vous prions de donner une entière confiance comme vous le pourriez faire à nous-mêmes, l'ayant tout particulièrement instruit de tous nos sentimens et intentions; et nous nous contenterons de vous assurer qu'en tout ce qui se passe, nous n'avons d'autre but, etc.

N° 19. *Lettre du marquis de Fontenay, au cardinal Mazarin.*

La dépêche de M. de Fontenay, que l'on déchiffre tant qu'on peut, est pour donner avis au Roi que le conseil des douze de la ville de Naples, à qui tout le peuple a fait serment, a dépêché un gentilhomme à M. de Fontenay pour lui dire qu'ils étaient résolus de se donner au Roi, s'il voulait s'obliger de les maintenir dans leurs priviléges, assurant que toutes les autres villes du royaume suivraient l'exemple de Naples.

Ils demandent que l'on fasse promtement avancer l'armée navale pour les aider à se défendre des Espagnols quand ils feront la déclaration.

Je n'ai pas voulu différer cette nouvelle à Votre Éminence.

N° 20. *Pouvoirs donnés par le Roi à MM. de Fontenay, bailli de Valençai, et Abbé de Saint-Nicolas.*

30 novembre 1647.

Le Roi ayant appris par le manifeste du très-fidèle peuple de Naples, du 1er du mois passé, en quelles misères et désolations l'avait réduit don Juan d'Autriche qui, se prévalant de la confiance dans laquelle vivait

ledit peuple sur la foi des accommodemens arrêtés avec le duc d'Arcos, les a attaqués à l'improviste, avec les forces des châteaux et de l'armée navale, et fait toutes sortes d'efforts pour mettre cette grande et opulente ville à feu et à sang; et ayant aussi vu par le même manifeste comme ledit peuple très-fidèle implore dans le pressant besoin qu'il en a, l'assistance de tous les Rois, Princes et Potentats de la chrétienté; Sa Majesté, touchée de compassion de leurs maux, et à l'exemple des Rois ses prédécesseurs, d'immortelle mémoire, qui ont toujours été le refuge et l'appui plus certain des innocens opprimés, a résolu d'accorder audit peuple très-fidèle son assistance et protection royale, sans autre objet ni intention que de procurer la sûreté de leurs vies et de leur liberté, et de les garantir de la violente oppression qui leur est faite par les Espagnols: et pour cet effet, de l'avis de la Reine régente sa mère, elle a donné et donne plein pouvoir et autorité aux sieurs marquis de Fontenay, conseiller en ses conseils et son ambassadeur extraordinaire à Rome, bailli de Valençai, commandeur de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, et Abbé de saint Nicolas; pour, conjointement et séparément, en l'absence les uns des autres, traiter en son nom avec le très-fidèle peuple de Naples ou ceux qui auront charge d'eux, négocier, arrêter et conclure les conditions qui seront jugées à propos, réservant toutefois la reconnaissance et obéissance due au Saint Siége, leur donner promesse et assurance de la protection de cette Couronne, et de son assistance envers tous et contre tous; et généralement traiter de toutes sortes d'affaires qui pourront regarder ledit peuple fidèle et ledit royaume de Naples, signer avec eux tels traités et articles dont

il sera convenu, de même que si Sa Majesté y était présente en personne; promettant Sadite Majesté en foi et parole de Roi, d'observer et d'exécuter fidèlement tout ce qui aura été ainsi conclu, arrêté et signé entre lesdits commissaires, ou l'un d'iceux, et ceux qui seront choisis de la part du peuple, confirmer et ratifier le tout dans le tems qui aura été promis: et pour marque de la volonté de Sadite Majesté, elle a signé la présente de sa propre main, fait cacheter de son sceau secret, et contre signer par son conseiller secrétaire d'État, de ses commandemens et finances.

Fait à Paris, sous le sceau du secret, le 30e jour de novembre 1647.

Nota. Il faudra deux pouvoirs tout semblables, l'un pour M. le marquis de Fontenay, l'autre pour MM. de Valençai et Abbé de saint Nicolas.

N° 20. *Suite de la relation du duc de Richelieu, sur l'expédition de l'armée navale à Naples.*

. . . . . (1)

trois câbles, et avait été démâté par un abordage de son mât de beaupré et de son mât de misaine; que le navire, nommé le Saint-Paul, ayant perdu tous ses ancres et câbles, à la réserve d'un, avait été contraint, pour s'empêcher de faire naufrage et de donner sur des rochers dont il était fort près, de couper tous ses mâts; et qu'il y avait dans le port de Porto-Ferrajo un vaisseau qui se disait Flamand, que l'on croyait être chargé pour l'armée d'Espagne. Sur quoi le duc de Richelieu

(1) Le commencement manque.

manda au sieur de Montade qu'il pourvût à ce que l'on raccommodât, par le moyen du gouverneur de Porto-Ferrajo, ces deux navires, le plus promtement que faire se pourrait; et que s'ils ne trouvaient pas à Porto-Ferrajo les choses qui leur étaient nécessaires, ils fissent tout leur possible pour se mettre en état d'aller à Livourne, où ils se pourraient raccommoder avec plus de facilité, et où il envoyait un commissaire avec de l'argent pour faire faire les choses avec plus de diligence; et que lorsque ces deux vaisseaux se seraient raccommodés, ils reviendraient joindre l'armée à Porto-Longone (1), où ils trouveraient les ordres qu'ils auraient à suivre : que pour le navire de Porto-Ferrajo, qui se disait Flamand, quand même l'on reconnaîtrait qu'il fût ennemi, que l'on ne lui fît aucun acte d'hostilité pendant qu'il serait sous le canon de la ville, attendu que ce serait rompre la bonne intelligence dans laquelle on était avec le Grand-Duc (2); et le duc de Richelieu manda encore au sieur de Montade, qu'aussitôt ses ordres donnés, il se rangeât sous le pavillon parce que l'on ne voulait point perdre de tems, et que le vent, qui était propre pour suivre la route de Naples, l'empêcherait de sortir de Porto-Ferrajo. Cependant l'amiral, pour être plus en sûreté, leva l'ancre, et vint mouiller avec toute l'armée dans la baie de Piombino (3).

1er *décembre.*

Le vent s'étant rendu contraire à la route de Naples,

(1) Porto-Ferrajo et Porto-Longone sont les deux ports de l'île d'Elbe : tous deux sont bons, et ont des châteaux bien fortifiés.

(2) Ferdinand II, de Médicis, grand-duc de Toscane.

(3) Petite, mais forte ville de Toscane, à six lieues au sud-est de Livourne.

et l'armée manquant de câbles et d'ancres, le duc de Richelieu envoya en diligence à Livourne le commissaire-général pour en avoir, et remettre toute l'armée en bon état.

Le même jour, le sieur de Montade et le navire que l'on avait donné à M. de Bouffalini, vinrent rejoindre l'armée.

2 *décembre.*

Encore que l'on eût pourvu l'amiral de Portugal de quelques câbles, ancres et chaloupes, il ne laissa pas de s'en aller à Livourne pour se munir des choses qui lui étaient nécessaires, ne pouvant faire le voyage autrement; et comme les deux autres vaisseaux portugais fesaient mine de vouloir suivre l'armée, on leur conseilla de ne pas abandonner leur amiral, vu le besoin qu'ils avaient aussi bien que lui, de s'aller pourvoir des choses dont ils ne se pouvaient passer dans le voyage.

Depuis le 3 de décembre jusqu'au 12, il fit toujours très-mauvais tems.

13 *décembre.*

Les câbles et les ancres étant venus de Livourne, on en fit charger les tartanes qui étaient pour lors dans la baie de Piombino, pour les porter aux navires auxquels on les avait destinés.

14 *décembre.*

L'armée ne fut pas plutôt prête, et le vent bon, que l'amiral leva l'ancre et alla joindre à Porto-Longone une partie des vaisseaux qui y étaient, afin de partir ensemble. Sur les quatre heures du soir, toute l'armée

se mit à la voile, et prit la route de Naples. Nonobstant que les trois vaisseaux portugais ne fussent pas encore de retour de Livourne, et lesquels nous n'avons pas vus depuis; et pour les deux vaisseaux incommodés, le duc de Richelieu leur donna ordre de se mettre en état de servir au plutôt, et d'aller à Cività-Vecchia (1) pour y recevoir les ordres de monsieur le cardinal d'Aix; de sorte que notre armée n'était plus composée que de 24 vaisseaux de guerre et cinq brûlots.

15 *décembre.*

L'armée eut le vent favorable jusques à la nuit, pendant laquelle il se fit un grand calme.

16 *décembre.*

L'armée se trouva au matin à trente milles des îles de Ponce (2) et de Palmarola (3).

17 *décembre.*

L'on eut presque tout le long du jour calme, jusqu'à la nuit, qu'il se leva de grands vents.

Le mercredi 18.

L'on commença à découvrir les terres du golfe de Naples, et l'armée passa sur les dix heures du matin devant l'île d'Ischia, (4) d'où une felouque se mit

(1) Petite ville avec un bon port de mer, dans les États du Pape, à 14 lieues au nord-ouest de Rome.

(2) Ou Ponza. C'est la principale des cinq îles Ponces, situées à l'entrée du golfe de Gaëte.

(3) A quelques milles au couchant de l'île de Ponza.

(4) Elle a environ six lieues de tour, et n'est qu'à une lieue de la côte de Misène.

incontinent à la voile, et vint à l'amiral, où le patron dit au duc de Richelieu qu'il avait été envoyé dans cette île de la part du peuple l'avertir de la venue de l'armée du Roi dès qu'elle paraîtrait. L'on sut de lui que les ennemis tenaient tous les châteaux et toutes les forteresses du golfe; qu'ils avaient quaranté-deux vaisseaux et vingt et une galères; que la plus grande partie des vaisseaux avait mouillé sous les forts de Castel-dell' Ovo (1), et de Castel-Nuovo (2); que le reste était dans le port de Baja (3), dans celui de Nisida (4), et dans celui de Castel-a-Mare (5), tous situés dans le golfe de Naples, incontinent après, ce patron remonta dans sa felouque, et partit en diligence pour aller porter au peuple la nouvelle de l'arrivée de l'armée du Roi, qui entra cependant dans le golfe de Naples et passa à la portée du fort de Procida (6), d'où il partit deux galères qui se retirèrent à voiles et à rames vers les ennemis. Plusieurs felouques napolitaines vinrent à l'amiral pour apporter des nouvelles, et entr'autres le.... de la marine de Pausilippe (7), qui dit que Monsieur le duc de Guise était sorti de Naples avec une armée de neuf mille hommes, et était allé prendre quelques petites places à dix ou douze milles de la

(1) Ou château de l'OEuf, destiné à repousser les attaques de l'ennemi du côté de la mer.

(2) Ou château Neuf, aussi construit pour la défense du port.

(3) Il n'existe à Baja qu'une rade ouverte.

(4) Petite île sur la côte du royaume et à l'ouest de Naples. Elle a un petit port appelé *Porto Pavone.*

(5) Ville avec un bon port et chantier de la marine, à 6 lieues de Naples.

(6) Capitale d'une petite île près de celle d'Ischia.

(7) Colline célèbre située le long du bassin de Naples.

ville, qui tenaient pour les Espagnols; et qui ayant remontré au duc de Richelieu la nécessité de poudre dans laquelle était le peuple de Naples, il lui en fit aussitôt délivrer dix-huit barils qui étaient tout ce que pouvaient porter leurs felouques.

Sur les deux heures après midi, l'armée mouilla à une portée de canon de celle d'Espagne et des châteaux qui tirèrent trente ou quarante volées de canon sur nos vaisseaux. L'armée ne fut pas plutôt à l'ancre que le duc de Richelieu fit assembler le conseil de guerre où, après plusieurs propositions faites, le combat fut résolu d'une commune voix, le long du bassin de Naples, pour le lendemain matin, si le même vent continuait, et que l'on irait à la portée du pistolet des ennemis, faire les décharges des canons et de la mousquéterie; qu'à la faveur de la fumée et du feu, l'on tâcherait de faire passer les brûlots pour aborder les galions d'Espagne; et que si l'amiral le jugeait à propos, il ferait signal à toute notre armée pour mouiller près des vaisseaux ennemis et les aborder; que l'on n'irait que par le vent qu'il fesait pour lors, et qui, en nous portant sur l'armée ennemie, nous en pourrait retirer, afin de ne demeurer pas exposés sous les canons des forteresses, où il y en avait 40 pièces en batterie. Les ordres furent donnés pour le combat. Le sieur Dumez, vice-amiral, et le sieur Garnier, devaient tenir la droite de l'amiral avec leurs escadres; et le sieur de Montade, contre amiral et le sieur Duquesne (1) aussi, avec leurs escadres, la gauche.

(1) Abraham Duquesne, un des plus célèbres héros de la marine française, né en 1616. Il était l'ennemi juré des Espagnols. Voyez son article dans la Biographie universelle.

Sur le soir, le père Tomaso de Juliis apporta une lettre de M. de Guise, par laquelle il priait que l'on lui envoyât de la poudre dont il manquait, et quatre pièces de canon. A l'instant, on lui fit délivrer 36 barils de poudre, et on lui dit que pour les canons, il n'avait qu'à envoyer un homme pour les recevoir, et une barque propre à les charger, et qu'aussitôt on lui ferait délivrer, parce qu'alors il n'y en avait point dans notre armée.

19 *décembre.*

Le jeudi 19 décembre, l'armée se mit à la voile au point du jour pour combattre les ennemis suivant la résolution prise le jour précédent; mais le vent ne s'étant point trouvé bon pour se pouvoir dégager de dessous les forts après le combat, elle remouilla à l'ancre au même lieu, où elle était toujours à portée du canon des forts, qui tirèrent une grande quantité de coups.

Plusieurs capitaines du peuple vinrent faire compliment au duc de Richelieu, et lui témoigner la joie qu'ils avaient de son arrivée, le suppliant de permettre que le sieur Blondel (1), ingénieur de la marine, fît une descente à terre, pour leur tracer quelques fortifications qu'ils avaient envie de faire contre les ennemis. Ils apportèrent au duc de Richelieu quantité de présens de fruits et de confitures, qu'il reçut après leur avoir fait ses libéralités, et leur avoir témoigné qu'il avait ordre du Roi de faire tout ce qu'ils souhaiteraient pour leur liberté et pour leur service.

Il arriva à l'amiral un gentilhomme de la part de M.

(1) C'est peut-être le fameux architecte François Blondel, né en 1617. Voyez son article dans la Biographie universelle.

de Guise, qui fut envoyé pour prier le duc de Richelieu de lui donner de la poudre et quatre canons. Le duc de Richelieu donna ses ordres pour lui fournir la poudre qu'il demandait, et l'assura qu'il en avait déjà fait délivrer quarante barils, qui étaient tout ce que leurs felouques pouvaient porter; et que, pour les canons, il les aurait déjà reçus si l'on eût eu une barque propre pour les porter à terre.

Le sieur abbé de Basqui, romain, qui avait été envoyé de Rome à Piombino par Monsieur le Cardinal d'Aix (1), pour s'embarquer sur les vaisseaux comme il fit, et traiter avec MM. de Naples, lorsqu'on y serait arrivé, passa dans la ville pour savoir l'état de leurs affaires.

Sur le soir, l'ambassadeur de France à Naples, nommé de Ferro, vint assurer le duc de Richelieu de sa fidélité pour le service du Roi; lui dire l'état des affaires de Naples, et l'avertir qu'il y avait dans le port de Castel-a-Mare, qui est dans un enfoncement du golfe, cinq galères et cinq vaisseaux ennemis, dont il y en avait trois de guerre et deux marchands, tous chargés de blé pour l'armée d'Espagne et les forteresses.

Le 20 décembre.

Le vent étant propre pour aller aux ennemis, l'armée se mit à la voile une demi-heure avant le jour, et lorsqu'elle y fut, et que le jour commença de paraître, le vent se changea tout d'un coup, ce qui fit prendre résolution, attendu que pour lors on ne pouvait rien faire

(1) Michel Mazarin; il mourut à Rome, le premier septembre 1648, à l'âge de quarante et un ans. (Histoire générale de Provence. Paris, 1777, I, 201.)

à cette armée, d'aller prendre les cinq vaisseaux qui étaient mouillés sous la ville de Castel-a-Mare, dans laquelle on fesait moudre tous les blés de l'armée d'Espagne, et des forteresses, et qui, pour cette considération, était de grande importance au peuple.

Pendant que l'armée y fesait sa route, il parut un brigantin ennemi qui sortait de l'armée d'Espagne, et qui fut pris par la barque longue du sieur chevalier Paul (1). Le capitaine fut tué d'un coup de pierrier que la barque longue lui tira en l'abordant, et ce brigantin fut trouvé armé de vingt hommes qui avaient reçu ordre d'aller en diligence à Castel-a-Mare, pour en faire sortir les galères et les vaisseaux qui y étaient. Lorsque notre armée en approcha, il en sortit cinq galères qui essuyèrent quelques coups de canon de nos vaisseaux, et se retirèrent sous la forteresse de Castel-dell' Ovo. Le duc de Richelieu envoya ordre au sieur Dumez, commandant le Vice-Amiral, et au sieur Garnier, chef d'escadre de Provence, d'aller combattre ces vaisseaux avec leurs escadres. Tout le reste de l'armée n'y pouvant pas aller, parce que le lieu en étant trop étroit, on eût été contraint de s'aborder l'un l'autre sans pouvoir combattre, le calme et la nuit étant proches, obligèrent notre armée de mouiller à l'entrée de Castel-a-Mare, et de différer le combat jusqu'au lendemain.

Il passa pendant la nuit une galère qui venait de Naples, laquelle entra dans Castel-a-Mare, et en sortit deux heures après.

(1) Fils d'une lavandière de Marseille. Sa mère allait au château d'If, sur un bateau, l'an 1577, lorsqu'elle le mit au jour. Paul de Fortia, seigneur de Piles, gouverneur du château, le fit batiser et lui donna son nom. L'enfant n'en eut pas d'autre. Voyez l'histoire de Provence, par l'abbé Papon, IV, 772.

Le 21 décembre.

Les sieurs Dumez et Garnier furent à la voile deux heures avant le jour, pour gagner l'avantage du vent; et quelque tems après, l'amiral tira un coup de canon pour y faire mettre l'armée. A la pointe du jour, l'on découvrit de l'autre côté du golfe, à vingt milles de l'armée, l'Amiral et le Vice-Amiral, déjà suivis de quatre galions, qui s'étaient levés la nuit de dessous les forteresses de Naples, et qui témoignaient de faire tout leur possible pour se mettre à la mer, et pour joindre, en passant, une partie de leurs vaisseaux que les galères avaient tirés hors du port (ou de la rade) de Baja. L'on tint conseil à l'Amiral pour savoir si l'on quitterait les cinq vaisseaux que l'on allait attaquer, dont la prise ou la ruine était certaine, pour donner chasse à l'armée ennemie. Il fut résolu que l'on exécuterait le premier dessein, attendu que si l'on eût donné chasse à cette armée, on ne l'eût pu joindre de tout le jour, et que, pendant la nuit, elle eût pu faire une fausse route, et ainsi se garantir de la poursuite de notre armée, outre que les vaisseaux qui étaient à Castel-a-Mare, et qui portaient quantité de vivres pour l'armée d'Espagne, n'eussent pas manqué pendant que nous eussions chassé ladite armée, de se retirer sous les châteaux de la ville, et d'y décharger tous les blés dont ils étaient chargés. L'on envoya à ces cinq vaisseaux et à la ville de Castel-a-Mare, le sieur Paul dans une felouque, pour les sommer de se rendre. Ils tirèrent sur lui, et l'obligèrent de s'en revenir. Alors les sieurs Dumez et Garnier approchèrent avec leurs escadres, composées de neuf vaisseaux de guerre et un brûlot, commandés par les sieurs de la Chasserye, de Lalande, de Ménillet,

de Villemolin, de Vieux-Marché, de Ciret, et de Lescluseau; et lorsqu'ils firent force de voiles, les ennemis tirèrent sur eux quantité de coups de canon, des vaisseaux et de la ville, ce qui n'empêcha pas les nôtres d'aller mouiller l'ancre à portée de mousquet de leurs vaisseaux et de la ville. On commença de faire grand feu de part et d'autre; les ennemis, favorisés de deux batteries de canon qui étaient à terre, se défendirent long-tems avec beaucoup d'opiniâtreté; mais enfin les nôtres battirent si rudement leurs vaisseaux, que ceux qui les commandaient les voyant percés à jour par la quantité de coups qu'ils reçurent sans cesse pendant deux heures, et jugeant, par le monde qui leur avait été tué, qu'ils ne pouvaient plus tenir, et que tous leurs efforts seraient inutiles, jetèrent à terre ce qui leur restait de soldats et de matelots, et mirent le feu à leurs navires pour empêcher qu'ils ne tombassent entre nos mains, et que nous ne profitassions de leur défaite. Dès que l'on vit ces vaisseaux en feu, l'on envoya des chaloupes qui en retirèrent un, démâté de son mât de devant, qui n'avait point encore été endommagé, et le remorquèrent jusques aux nôtres, qui battaient cependant la ville en ruine, et tiraient sur de la cavalerie qui avait paru à terre, et qui était venue pour défendre cette place en cas que l'on y voulût faire une descente, ou que le peuple y fût venu pour la prendre, ainsi qu'il l'avait promis. Il y avait dans cette rade cinq vaisseaux; savoir, trois de guerre et deux marchands, dont l'un a été pris, et s'est trouvé avoir vingt pièces de canon, et rempli de 4000 charges de blé; et l'autre fut coulé à fond par les ennemis, ou par les coups de canon que l'on leur donna. Des trois navires de guerre qui se sont brûlés, l'un était armé de

42 pièces de canon, l'autre de 38, et le dernier de 26, tous chargés de quantité de munitions.

Nous n'avons perdu, dans ce combat, que 20 ou 25 hommes, entre lesquels il n'y en a aucun autre de marque que le sieur de la Chasserye, capitaine d'un des vaisseaux du Roi, qui fut tué d'un coup de canon, et qui a été extrêmement regretté de tout le monde, à cause de sa valeur et de sa grande expérience dans la marine.

L'on envoya encore une fois sommer la ville de se rendre, et on leur cria que c'était de la part de la république de Naples. Mais quand les nôtres firent approcher la felouque, ils tirèrent sur elle une vingtaine de mousquetades de dessus le port, et tuèrent un capitaine et un matelot.

Le 22 décembre.

Sur les trois heures après minuit, le nommé Pagault, capitaine d'un brûlot, qui avait été contraint par la perte d'une ancre, de se tenir à la voile pendant la nuit, donna avis à l'Amiral que l'armée d'Espagne venait vent en poupe sur la nôtre. Aussitôt l'on en vit les feux, et notre Amiral tira un coup de canon pour faire mettre toute notre armée sous la voile, où elle se trouva à la pointe du jour, à l'exception du sieur Dumez, à qui le duc de Richelieu, envoya ordre de faire brûler le vaisseau marchand chargé de blé que l'on avait pris le jour précédent, puisqu'étant démâté, l'on ne pouvait l'emmener ni le conserver, ce qu'il fit incontinent, et vint rejoindre notre armée qui cependant ayant reconnu celle des ennemis, fit force de voiles pour lui gagner le vent.

L'Amiral d'Espagne n'ayant pu être suivi que de son Vice-Amiral, de cinq vaisseaux de guerre et de son brûlot, les autres étant demeurés au-dessous du vent, notre armée, avec une vitesse merveilleuse, se mit au milieu, et ainsi sépara celle des ennemis en deux. Un de nos vaisseaux, nommé le Soleil, se trouva le premier près du Vice-Amiral des ennemis, commença avec lui le combat, et d'un des premiers coups qu'il tira, lui abattit son pavillon. Le sieur Garnier s'étant rencontré entre deux navires des ennemis, les combattit furieusement de son canon et de sa mousquèterie pendant une heure à portée du pistolet, et les maltraita tellement qu'il les mit hors de combat, et en contraignit un de se retirer vent arrière vers leurs galères, qui ne purent pas l'empêcher de couler à fond à la vue de notre armée, qui cependant ayant les ennemis aux deux côtés, combattit de tout son canon et de sa mousquèterie, et fesant tant de feu de toutes parts, qu'à peine pouvait-on reconnaître les vaisseaux.

L'Amiral d'Espagne se trouvant sur le vent avec son Vice-Amiral, quatre autres navires de Dunkerque et un brûlot, et voyant qu'il lui était impossible de rejoindre le corps de son armée sans traverser la nôtre, passa sous le vent de notre Amiral, à portée de mousquet, fesant en même tems passer son Vice-Amiral avec un brûlot au-dessus du vent, à portée du pistolet, les quatre navires de Dunkerque se tenant au milieu, nonobstant quoi notre Amiral se résolut d'aller chercher l'Amiral d'Espagne au milieu de ses six navires qui l'accompagnaient, pour l'aborder, ce qu'il esquiva en largant, se contentant de faire feu de toute son artillerie et de sa mousquèterie, ainsi que tous les autres navires qui étaient avec lui, pour donner lieu au Vice-Amiral

d'Espagne, d'attacher son brûlot à notre Amiral, ce qu'il eût pu faire, vu qu'étant au milieu des six navires, nous nous en fussions garantis difficilement, parce que nous ne l'eussions pas pu voir à cause du feu et de la fumée, ce que le sieur chevalier Paul, l'un des matelots de l'Amiral, ayant reconnu, il se mit entre le brûlot de notre Amiral, lequel délivré de ce danger, n'eut pas de peine à faire fuir l'Amiral d'Espagne et le reste de sa suite, qui ne se pouvait sauver d'une perpétuelle infamie d'avoir pris la fuite si promtement devant notre Amiral seul, sinon en disant que c'était pour rejoindre le reste de son armée, qui était sa plus nécessaire manœuvre. Mais enfin il a fui visiblement l'abord, en mettant toutes ses voiles au vent; et comme il était proche de ses forteresses, il l'empêcha plus facilement.

Pendant le combat, tous les capitaines de notre armée battirent tellement les vaisseaux qui s'opposèrent à eux, qu'ils les contraignirent de plier, et l'on remarqua que les ennemis esquivèrent toujours l'abordage, tant du sieur de Montade, que du sieur de Bassompierre, Gabaret, et de quelques autres.

En cette occasion, le sieur de Launay Razilly a donné des preuves de son courage et expérience; et se sont signalés en outre les sieurs chevaliers de la Rochefoucault, de Leusseraye, de Rodes, de la Marthe, de Hautefeuille et de la Chesnaye, tous capitaines, qui n'ont pas laissé de s'embarquer, bien que leurs vaisseaux eussent été désarmés à Toulon, comme aussi le sieur d'Hocquincourt; le sieur chevalier de Boisdauphin, le sieur baron....., le sieur de Salasse, gentilhomme de son Éminence, le sieur de Bouchetière, le sieur de la Follaine, le sieur de Lonchamp, écuyer du duc de Richelieu, et plusieurs autres volontaires. Nous n'avons

eu dans ce combat que 120 hommes tant morts que blessés. Entre les morts se sont trouvés le sieur de Millang, enseigne au régiment de Provence, et le sieur Ricairville, volontaire sur le vaisseau de la Ferrière.

On a su de Naples que du côté des ennemis il y avait eu plus de 700 hommes de tués, sans un grand nombre de blessés; qu'outre le premier vaisseau coulé à fond à la vue de l'armée, il y en avait eu deux autres qui avaient coulé bas, l'un en se retirant vers Baja, et l'autre sous les châteaux, dont l'un ne voyait plus que le haut de ses mâts, et que le reste de leurs vaisseaux avaient été fort endommagés.

Sur le soir, le vent s'étant rafraîchi, les deux armées se séparèrent et se tinrent sur les bords dans le golfe jusqu'à la nuit que les ennemis qui n'étaient éloignés de leurs forteresses que d'une lieue, s'y retirèrent. La nôtre ne la pouvant suivre à cause de la nuit et du vent traversier de la côte, fut contrainte de sortir hors du golfe, parce qu'il était impossible de s'y tenir sur les bords pendant le mauvais tems, et que nous n'avions point de port ni de rade assurée pour y mouiller, toutes les forteresses tenant pour les ennemis.

Le 23.

L'Amiral se trouva au matin près de l'île d'Ischia, à l'embouchure du golfe de Naples, avec quatre navires seulement, les autres étaient éloignés par le mauvais tems qu'il avait fait la nuit. Il en alla joindre une partie, et se mit en panne pendant une bourasque de vent qui vint pour atteindre le reste là. Comme l'on vit que le mauvais tems continuait, l'on résolut de s'aller mettre à l'abri de l'île de Ponce; mais le vent s'étant changé

pendant la nuit, l'armée retourna vers le golfe de Naples.

Le 24.

L'on découvrit deux navires à la mer, qui fesaient la route de Naples, sur lesquels, en chemin fesant, l'on fit force de voiles jusques au soir.

Le 25.

Quatre vaisseaux ennemis parurent à la moitié du golfe, que les galères remorquaient sous les forteresses. L'on sut que c'était l'Amiral de Naples, de cinquante pièces de canon, et un autre de trente-six pièces, qui escortaient deux vaisseaux marchands, chargés de blé, qu'ils avaient amenés de la Pouille pour l'armée d'Espagne.

Sur quelques brouilleries fomentées par les ennemis dans la ville de Naples, un homme se disant député du peuple, vint trouver le duc de Richelieu pour savoir si c'était la volonté du Roi que M. de Guise fût chef de la République, et prît la qualité de Duc, avec le commandement absolu; que ce procédé était contraire au premier article du traité qui avait été fait avec M. de Fontenay; que ce n'était point l'intention du peuple, et qu'il n'en avait point d'autre que de se mettre en liberté, et de se la conserver.

Le duc de Richelieu répondit à ce député, que le Roi avait envoyé son armée navale au peuple et à la République de Naples, pour faire précisément ce qu'elle jugerait le plus à propos pour son établissement et sa conservation, sans autre intérêt que de la protéger et de la servir contre ses ennemis; que l'on ne reconnaîtrait

pour général que celui que la République aurait établi; que l'armée du Roi la maintiendrait contre tous ceux qui voudraient aller au contraire; et pour assurance de cette vérité, le duc de Richelieu lui donna la main de la part du Roi, qu'il serra deux fois fortement, et qu'il baisa deux fois en signe de satisfaction.

Le sergent-major d'un corps d'armée de 4000 hommes du peuple, commandé par le sieur de Cérisantes (1), vint à l'Amiral, et assura que le lendemain cette armée serait devant Castel-a-Mare pour la prendre. Il pria le duc de Richelieu de favoriser ce dessein, en fesant approcher l'armée navale de la ville, s'il se pouvait, et de lui fournir de la poudre, des mèches et des balles, ce qu'on lui promit.

L'on envoya le capitaine Jacques Lebeau à Naples, dans une felouque, pour reconnaître l'armée ennemie.

Sur le soir l'on vit deux vaisseaux à la mer, qui prenaient la route de Naples.

Le jeudi 26.

Ces deux navires parurent à la pointe du jour, à douze ou quinze milles de notre armée qui leur donna chasse incontinent. Quatre galères tâchèrent de passer aux deux côtés de notre armée pour les aller remorquer à cause du calme, et tirèrent de loin plusieurs coups de canon pour leur faire signal de fuir; mais soit que l'un de ces vaisseaux n'entendit pas les signaux, ou qu'il crut que notre armée fût celle d'Espagne, il ne se mit

(1) Marc Duncan de Cérisantes, né à Saumur, en 1600, d'un gentilhomme écossais, était à la fois officier dans les troupes napolitaines, et agent de France. Voyez l'article Cérisantes, dans la Biographie universelle. VII, 537.

point en état de fuir, et fut aussitôt investi par les nôtres qui le prirent. Le capitaine se trouva être Flamand, fut amené à l'Amiral, et confessa que son vaisseau était chargé pour les ennemis, et qu'il y avait dedans quatre mille charges de blé et quelques barils de salpêtre. L'on envoya un de nos capitaines dans ce navire avec d'autres matelots pour le faire suivre l'armée. Cependant l'on donna la chasse au deuxième navire qui apparut jusques au soleil couchant, qu'on le quitta de peur de s'éloigner trop du golfe, et qu'il ne vînt quelque mauvais tems qui empêchât l'armée d'y retourner.

Le 27.

L'armée se trouva au matin à la moitié du golfe, à la vue de celle des ennemis, qui était mouillée sous leurs forteresses; et tous ceux qui vinrent de Naples, rapportèrent que du dernier combat il y avait eu trois navires de guerre des ennemis coulés à fond : l'un à l'entrée du port, et l'autre vers le fort de Baja; que le mât de devant de l'Amiral d'Espagne avait été coupé d'un coup de canon; qu'on travaillait à en remettre un autre; qu'il y avait eu grand fracas dans leur armée, et quantité de monde tué; qu'ils en rembarquaient de nouveau par force tout ce qu'ils en avaient pu trouver à terre; et que l'on croyait qu'ils avaient envie de combattre encore une fois; que M. le duc de Guise avait été élu par le peuple généralissime et duc de la République, et qu'il devait attaquer les postes que les ennemis tenaient dans la ville, sitôt qu'il verrait que l'on ferait quelque diversion avec l'armée navale : et en effet il donna ordre au capitaine Jacques Lebeau, qui avait été envoyé à Naples, d'en prier le duc de Richelieu, afin que l'on tâchât d'attirer les ennemis à la mer, et qu'il

eût le tems et les moyens d'exécuter son dessein, et que l'on lui donnât des poudres, ce qu'on fit à l'instant à un des siens.

Le soir, arriva le sieur Peppe Palombo, l'un des principaux chefs du peuple, accompagné de plusieurs capitaines et d'un gentilhomme de M. de Guise, qui vint voir le duc de Richelieu et lui dire que la nuit avait empêché que les députés de la République ne fussent venus pour faire leurs complimens et traiter des affaires de la République.

Notre armée se tint sur les bords dans le golfe, pendant toute la nuit.

Le 28.

L'armée ennemie parut à la voile à la pointe du jour, fesant sa route le long de la terre pour se conserver l'avantage du vent sur notre armée qui, ne le pouvant gagner sur elle, tâcha de l'attirer à la mer, suivant la prière de M. de Guise. Cette armée se tint toujours au vent, sans vouloir arriver sur nous qui fûmes quelque tems en panne pour l'attendre, et ainsi nos vaisseaux coururent à la mer, jusques à dix heures du soir, qu'ils retournèrent tout court vers le golfe.

Le 29.

Nous nous trouvâmes à la pointe du jour près de l'île de Caprée (1), à l'entrée du golfe, d'où nous vîmes sous le vent vers le port de Nisida, l'armée ennemie à la voile, qui n'avait pu gagner les forteresses, sur laquelle nous allâmes vent en poupe jusques à deux

(1) Ou Capri, dans le golfe de Naples, vis-à-vis de Sorrente.

portées de canon. Mais nous vîmes les terres du golfe lui donnant un autre vent que celui que nous avions, qui nous portait droit sur elle, de sorte que lorsque nous croyions avoir pour la première fois le dessus du vent, et que cette armée ne s'en pourrait plus dédire, nous nous trouvâmes au-dessous. Neuf galères se joignirent à l'armée ennemie; et sur les dix heures du matin, notre Amiral voyant qu'il nous était impossible de gagner le vent à l'armée d'Espagne, se mit en panne et plia ses voiles avec toute notre armée pour l'attendre de pié ferme et l'obliger à combattre par cet avantage que nous lui donnions. Nous demeurâmes en cet état pendant sept heures que l'Amiral d'Espagne ayant tout-à-fait gagné le vent, tira un coup de canon pour signal à toute son armée de venir vent en poupe sur la nôtre, ce qu'ils firent; mais lorsqu'ils nous approchèrent à portée de canon, et qu'ils virent la résolution avec laquelle tous nos vaisseaux les attendaient sans branler, ils n'osèrent jamais attaquer notre armée; et après avoir tiré cinq ou six volées de canon, auxquelles les nôtres dédaignèrent de répondre, ils regagnèrent aussitôt le vent et s'éloignèrent de nous le plus qu'ils purent. Notre Amiral voyant que les ennemis n'avaient pas envie de combattre, et que le vent se renforçait, gagna la mer pour ne pas aborder les terres à la nuit, pendant laquelle il fit une tempête qui dura jusques au lendemain matin.

Le 30.

Le vent cessa au matin, et trois de nos navires se trouvèrent séparés du corps de notre armée. Sur les dix heures du matin, le sieur Duquesne, le cadet, fit signal qu'il voyait un vaisseau ennemi, auquel l'armée donna

chasse jusques au soleil couché, que le sieur Duquesne en étant le plus proche lui tira quatre volées de canon, puis retourna sur notre armée, qui fit toute la nuit la route du golfe de Naples.

Le dernier décembre.

Le duc de Richelieu ayant pris résolution de retourner encore une fois dans le golfe dont il ne voulait partir qu'il n'eût mis entièrement à bout l'armée d'Espagne, il se trouva avec l'Amiral à la tête de toute l'armée, ayant seulement neuf navires proches de lui, le reste, ou par la chasse du jour précédent, ou par le calme, et même beaucoup pour se raccommoder des incommodités de la bourasque passée, étant à 5, 6 et 7 lieues de l'Amiral: nonobstant quoi, ayant aperçu à la pointe du jour douze grands navires à demi-lieue de lui et trois autres à deux lieues, il reconnut le soir que c'était l'Amiral d'Espagne qui, battu de la bourasque précédente, était séparé du reste de son armée, et fesant force de voiles pour gagner les forteresses de Naples. Le vent était favorable à notre Amiral pour aller dessus, et une demi-heure durant, tant que les voiles purent porter, il chassa l'Amiral d'Espagne, bien que plus fort en nombre de navires, qui ne marchanda point de prendre la fuite, laquelle au lever du soleil, fut favorisée du changement de vent et puis d'un calme qui dura jusque sur les trois heures après midi: ensuite de quoi le vent s'étant remis bon pour donner à notre Amiral lieu de renouveler sa chasse, il la continua jusqu'à ce que voyant que le jour allait manquer et que nos navires éloignés de tant de lieues de nous, ne nous pourraient plus rejoindre, outre que la chasse que l'on donnait aux Espagnols était sans espérance de

pouvoir rien faire, puisqu'ils s'approchaient à vue d'œil de leurs forteresses, il retourna le bord à la mer, lequel fut pris si à propos, qu'après deux heures de nuit toute l'armée fut rejointe ; et aussitôt notre Amiral retourna sur le golfe de Naples.

Le 1^er^ janvier (1648).

Notre Amiral fit sa navigation si juste, que le matin les mêmes navires qu'il avait laissés le soir, se trouvèrent sous le vent, proche le golfe de Castel-a-Mare où le vent les avait jetés et refusé l'entrée du fort de Naples. Ce fut pour lors que notre Amiral crut qu'il enlèverait le pavillon d'Espagne, et chacun des vaisseaux ennemis fit ce qu'il put pour se sauver en son particulier.

L'Amiral d'Espagne, demeurant avec quatre de ses vaisseaux, et se voyant vers l'armée de France, le vent en poupe dessus, retrancha un peu de la rodomontade espagnole, et appela, par une quantité de coups de canon, ses galères à son secours : lesquelles allèrent en diligence toutes ensemble pour retirer l'Amiral et les quatre autres navires qui eurent la honte de se voir remorquer, en fuyant, à la vue de leurs forteresses, de toute leur armée navale, de la ville et du peuple de Naples.

Et nonobstant toutes leurs galères, ils auraient été pris ou brûlés, si la nuit survenant, le calme et la brièveté du jour ne leur eût donné lieu de se sauver ; laquelle brièveté l'a sauvé trois fois en ce voyage d'être pris par notre Amiral.

Deux des principaux du peuple étant demeurés à l'Amiral par les mauvais tems qu'il avait fait les jours précédens, s'en retournèrent à Naples, et furent chargés par le duc de Richelieu d'une lettre de créance à M. de

Guise pour lui remontrer le besoin que l'armée navale avait d'eau, et la nécessité d'en aller chercher si l'on n'en apportait le lendemain de Naples; comme aussi pour savoir s'il ne pourrait faire fournir à notre armée pour un mois de vivres en payant, en cas qu'il fallût qu'elle demeurât encore à Naples, attendu qu'elle n'en avait que pour jusques au dernier jour de janvier, et qu'il lui fallait 24 ou 25 jours de vivres pour sa retraite en Provence.

Le second jour de janvier.

Le matin étant venu, notre Amiral se trouva à une lieue de celui d'Espagne, lequel, bien que mouillé sous les châteaux, ne se trouva pas encore en sûreté, et se fit remorquer par quatre galères jusques à la portée du pistolet de la terre, et entre les deux forts.

Le sieur abbé de Basqui et le père Tomaso de Juliis retournèrent de Naples à l'Amiral, et rapportèrent qu'il y avait grande division entre M. de Guise et le seigneur Gennaro (Annésé); que leur mauvaise intelligence avait été cause que l'on n'avait rien entrepris dans la ville contre les ennemis pendant les six jours que nous les avions tenus à la mer ; que les Espagnols fomentaient cette discussion ; que, pour tâcher de se remettre avec le peuple, ils avaient fait couper la tête aux partisans des gabelles de Naples, et publiant partout qu'ils tenaient le Vice-Roi prisonnier, pour lui faire rendre compte des injustices qu'il aurait pu commettre contre le peuple. Le père Tomaso et le sieur abbé de Basqui dirent qu'ils étaient résolus de quitter Naples et de s'en aller à Rome pour chercher quelque remède à ce désordre.

L'on n'envoya de Naples que huit ou dix felouques,

chargées d'un tonneau d'eau chacune, pour en fournir toute l'armée, ce qui n'était pas capable d'en entretenir plus d'un vaisseau.

Sur le soir, attendu la nécessité d'eau que l'on avait, et quand même notre armée fût demeurée dans le golfe, elle ne pouvait incommoder les ennemis, qui y étaient toujours sous leurs forteresses. On résolut d'en aller chercher au lieu le plus près où l'on en pourrait faire; et l'armée, après avoir demeuré toute la journée à Pausilippe, à une lieue de Naples, pour tâcher d'obliger les ennemis à regagner leur honneur perdu, tentant la fortune d'un nouveau combat, voyant qu'au lieu de se préparer à une sortie, ils s'approchaient davantage de terre, notre Amiral, sur le coucher du soleil, mit le cap vers la bouche du golfe, tant pour aller chercher de l'eau, que pour aller reconnaître deux vaisseaux qui paraissaient sur l'île de Caprée. Le sieur Dumez, Vice-Amiral, fut envoyé pour les garder la nuit, avec ordre de faire les signaux nécessaires pour donner la route à toute notre armée, et empêcher l'entrée du port aux susdits deux navires.

Le sieur Luigi del Ferro, ambassadeur de France à Naples, s'embarqua sur l'Amiral pour aller à Naples faire ses plaintes de ce que M. de Guise avait fait emprisonner celui qui avait été envoyé au duc de Richelieu par le peuple et le seigneur Gennaro (Annésé), pour savoir l'intention du Roi touchant les qualités que ledit duc de Guise voulait prendre.

Le 3e janvier.

Il vint une felouque de Naples qui dit que le peuple avait pris sur les ennemis la tour de l'Annonciade, pour

se faciliter le chemin des vivres et la communication avec la ville de Salerne, qui tenait pour le peuple.

Il fit calme le matin pendant lequel l'armée ne put sortir hors du golfe; et, sur le soir, le vent s'étant augmenté, rompit le grand mât d'un de nos brûlots, à qui l'on envoya une barque longue pour sauver le monde et l'équipage qui était dedans, avec ordre de couler ce brûlot à fond, puisqu'il ne se pouvait sauver sans mât, et qu'il lui eût fallu donner à la côte parmi les ennemis qui n'étaient qu'à une portée de canon de nous; de sorte que pour empêcher qu'il ne tombât entre leurs mains, on le fit couler à fond à l'entrée de la nuit qui survint avec une furieuse tempête d'un vent qui portait notre armée à terre, et qui l'empêchait de sortir du golfe, ce qui fit prendre résolution à l'Amiral, ne sachant pas où aller, de mouiller l'ancre à Nisida; mais le vent s'étant un peu changé, empêcha notre Amiral de mouiller, pour tâcher de se dégager du golfe et de passer au-dessus de l'île de Caprée. Comme l'Amiral fut vis-à-vis de cette île, les vents devenus furieux lui emportèrent ses deux huniers, lui brisèrent tous ses cordages, et le jetèrent deux fois si près de terre et des rochers, que l'on n'attendait plus que l'heure qu'il touchât et qu'il périt. Néanmoins, avec les deux basses voiles qui lui restaient, il s'en tira heureusement pendant toute la nuit, que dura la bourasque.

Le 4e janvier.

L'Amiral se trouva le matin dans le golfe de Salerne, avec treize navires seulement, dont l'un, que l'on reconnut être celui du sieur Dalmerac, tira plusieurs coups de canon pour demander assistance. Sitôt que l'on en put approcher, on sut de lui que son vaisseau avait

perdu sa grande vergue et sa grande voile, et qu'il fesait eau de tous les côtés. Comme la mer était si haute qu'on ne lui pouvait donner de secours en façon quelconque, on lui cria de prendre ses sûretés le mieux qu'il lui serait possible, et que si l'eau le gagnait et qu'il ne pût sauver son navire, qu'il tâchât d'aller échouer en quelque terre, qui tînt pour le peuple, ou sur celles du Pape.

A quatre heures après midi, le vent est venu bon pour faire la route de Piombino ou de Porto-Longone. Le duc de Richelieu ordonna au sieur de Bassompierre de se retirer pendant la nuit avec son navire près de celui du sieur Dalmerac, pour lui donner secours en cas qu'il eût besoin de quelque chose; et toute l'armée, pour ne pas s'éloigner de lui, ferma ses voiles pour lui donner moyen de suivre.

Le 5 *de janvier.*

Le sieur Dalmerac tira encore un coup de canon au matin, et envoya son enseigne pour faire savoir à l'Amiral qu'il était impossible de sauver son navire; qu'il y avait déjà dix piés d'eau et qu'il coulait à fond : sur quoi l'on envoya en diligence toutes les chaloupes de l'armée pour sauver le monde que était dedans. Cela fait, on abandonna le navire, et l'on continua la route de Porto-Longone.

Le 6.

Le vent ayant fait déchoir l'armée, l'on découvrit à la pointe du jour l'île de Tolare (1) en Sardaigne, et

(1) Ou plutôt Tavolara, île sur la côte orientale de la Sardaigne, à l'embouchure du golfe de Terra-Nova, entre le cap de Sardo ou Ceraso au nord, et celui de Cavallo ou Cadacavallo au midi.

l'après dîné, huit navires de l'armée parurent à la mer, qui rejoignirent l'Amiral pendant la nuit.

Le 7.

L'armée se tint toujours bord sur bord, pour tâcher de gagner au vent, et de passer dans les bouches de Boniface (1) entre la Sardaigne et la Corse.

Le duc de Richelieu donna ordre au sieur de Vieu-Marchais de s'en aller avec sa frégate à Porto Longone et Piombino pour avertir tous les vaisseaux qui y pouvaient être en attendant l'armée, de s'en venir à Toulon le plus tôt qu'ils pourraient. Le sieur Luigi del Ferro, ambassadeur de France à Naples, passa dans ce navire pour aller prendre terre à Piombino, et de là aller à Rome, ainsi qu'il l'avait résolu.

Le 8.

L'armée fut tout le jour au travers de la Sardaigne par un petit vent contraire, et le sieur Basnault, qui était demeuré à Livourne pour faire remâter son vaisseau, vint rejoindre l'armée. Il dit qu'un coup de vent l'avait séparé vers Montaisi (2), d'avec le sieur de Moncrespin, capitaine de l'autre navire qui était demeuré aussi à Livourne, lorsqu'ils venaient chercher l'armée ensemble; que les vaisseaux portugais qui étaient aussi

(1) Bonifacio est une petite ville de l'île de Corse, en face de celle de Sardaigne. Elle donne son nom au détroit de Bonifacio, qui sépare les deux îles.

(2) Ou plutôt Monte-Christo, île de la mer de Toscane, entre celles de Giglio au levant, et de la Pianosa au couchant, à près de trente milles de la côte du Siennois au midi, et quarante milles de l'île d'Elbe : elle dépend du prince de Piombino, et fait partie de son État.

demeurés, s'en étaient retournés du côté de France, et qu'il n'était point arrivé de vivres à Piombino, ainsi qu'on avait donné ordre à Toulon.

Le 9.

Il fit calme presque tout le long du jour, et quelques-uns de nos navires rattrapèrent l'armée.

Le 10.

L'armée se trouva près de Monte-Christo, où les courans l'avaient portée; nous eûmes calme jusqu'au soir, qu'il fit un peu de vent, pendant lequel nous fîmes la route vers le cap de Corse.

Le 11.

Nous côtoyâmes la Corse jusqu'au cap que l'armée prit à l'entrée de la nuit. Nous y rencontrâmes un peu de vent et une mer haute, ce qui nous empêcha de faire beaucoup de chemin.

Le 12.

Nous découvrîmes les côtes de Gênes, où l'armée ne voulut pas mouiller, à cause des grands vents qui durèrent jusques au lendemain matin.

Ce qu'il y a de notable en cette affaire, c'est qu'une petite armée ait entrepris un voyage de cette importance en plein hiver, contre une armée beaucoup plus puissante, retirée dans un bon hâvre entre deux grands châteaux et une partie de la ville à sa dévotion, ayant 22 galères, 42 vaisseaux et plusieurs ports dans le golfe de Naples, pour s'y retirer selon les occasions; et nous, au contraire, n'ayant ni galères, ni retraites, ni port, ni même aucun terrain, ami ou ennemi, où l'on pût

mouiller ou faire de l'eau; de sorte que nous avons été contraints d'être toujours à la voile dans un golfe, l'un des plus dangereux de la mer Méditerranée, et où le moindre accident qui fût arrivé à nos vaisseaux les fesait perdre sans ressource. Cependant nonobstant toutes ces incommodités, notre armée y a demeuré dix-sept jours continuellement à la portée du canon de l'armée ennemie à laquelle elle a ôté neuf navires, savoir: cinq brûlés ou coulés à fond à Castel-a-Mare, trois de coulés à fond par suite du combat, et un pris chargé de blé. Elle a présenté deux fois la bataille aux ennemis, bien qu'avec le désavantage du vent, et qu'ils fûssent renforcés de toute leur soldatesque de terre, les a recognés sous leurs forteresses, et leur a fait dire clairement qu'ils n'en voulaient plus tâter. Ils auraient été entièrement perdus ou dissipés, si le peu d'intelligence qui s'est rencontré parmi les chefs du peuple, et l'ambition des particuliers, n'eût causé un engourdissement général en tous les Napolitains, et ne leur eût donné beaucoup plus de pensée de l'avancement des intérêts du particulier, que de ceux du public: ce qui a causé ce manquement d'eau de notre armée, et ôté la pensée à ce peuple de se saisir de quelque port pour donner retraite de sûreté à nos navires.

Fait à l'Amiral, ce 25e jour de janvier 1648.

Le Duc de Richelieu.

N° 21. *Ordonnance pour l'approvisionnement de Naples.*

7 février 1648.

Sa Majesté désirant témoigner au très-fidèle peuple de Naples l'affection qu'elle a pour ses intérêts, la

conservation de ses priviléges et l'établissement de sa liberté; sur l'avis qui lui a été donné, qu'il manquait de vivres, a bien voulu que ce peuple fût assisté de ce royaume, quoiqu'il n'y en ait pas une grande abondance; et, pour cet effet, a permis et permet à tous marchands de venir charger des blés sur plusieurs vaisseaux, les sortir de ses ports de Provence et d'ailleurs pour les transporter dans le royaume de Naples, à la charge de les livrer à ceux qui tiennent le parti du très-fidèle peuple; et afin que les marchands le puissent faire avec plus de sûreté, il leur est enjoint de prendre l'occasion du départ de notre armée navale pour en être escortés, sans que les susdits marchands puissent être troublés ni empêchés en ce trafic, sous prétexte des défenses de sortir des grains hors du royaume, portées par les déclarations de Sa Majesté et arrêts du Conseil, auxquels elle a dérogé; pour ce, priant la Reine régente, sa mère, possédant et exerçant la charge de grand-maître, chef et intendant-général de la navigation et commerce de France, de donner son attache à tenir la main à l'exécution des présentes.

Mandons et ordonnons aux gouverneurs des provinces, officiers de l'amirauté, capitaines de vaisseaux, et tous autres à qui il appartiendra, de laisser jouir de la présente permission tous les marchands napolitains et français qui se présenteront pour cet effet. Et à cette fin, ces présentes seront lues et publiées, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance.

Paris, ce 7 février 1648.

N° 22. *Lettre du roi de France, Louis XIV, à des chefs du peuple napolitain.*

Paris, 21 février 1648.

Envoyant à Naples le sieur Duplessis-Besançon, conseiller de mon Conseil-d'État, maréchal de mes camps et armées, et gouverneur de notre ville et château d'Auxonne (1), pour agir en mon nom aux circonstances qui pourraient se présenter pour le bien de ladite ville et du royaume, j'ai voulu prendre l'occasion de vous faire cette lettre, de l'avis de la Reine régente, Madame ma mère, pour vous témoigner le gré que je vous sais du bon service que vous avez rendu jusqu'ici dans la glorieuse entreprise de délivrer votre patrie des oppressions intolérables des Espagnols, et vous exhorter à continuer avec la même vigueur de courage, dans l'assurance de ma protection et bonne volonté, et que je n'épargnerai aucune dépense pour vous donner moyen de venir à bout des ennemis, sans avoir en cela autre visée ni intérêt particulier que la seule gloire de procurer votre liberté; et me remettant du surplus audit sieur Duplessis, je prie Dieu, etc.

N° 23. *Lettre du Roi au duc de Guise.*

21 février 1648.

Mon Cousin,

Comme j'étais sur le point de faire partir pour Naples le sieur Duplessis-Besançon pour l'objet qu'il vous dira, le sieur de Taillade est arrivé, et m'a rendu la lettre par laquelle vous me donnez part de l'élection qui a été

(1) Ville de Bourgogne, aujourd'hui département de la côte d'Or.

faite de votre personne pour duc de la république napolitaine. J'ai été bien aise d'apprendre cette nouvelle qui est une marque particulière de la satisfaction que le peuple a de vous, et de l'estime qu'il en fait avec raison. Il ne manque à mon contentement que de voir les avantages qui vous arrivent plus solidement établis, ce qui ne pouvant bien être que les Espagnols ne soient hors du royaume, ou au moins hors des postes qu'ils occupent dans la principale ville, vous devez être assûré que je ne laisserai rien en arrière de tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous donner moyen de les en chasser et de rehausser votre gloire et votre mérite auprès des Napolitains. La générosité avec laquelle vous avez exposé votre personne à travers tant de périls, et l'affection que je vous porte, sont deux motifs si puissans sur moi pour m'y convier fortement, que quand je n'aurais pas d'ailleurs l'intérêt que j'ai de voir un si bel état hors du pouvoir de mes ennemis, ils seraient seuls suffisans pour m'obliger à vous assister autant que vous me témoignez en avoir besoin; sur quoi me remettant et sur toutes les autres choses au sieur Duplessis-Besançon, que j'ai très-particulièrement informé de mes intentions, et après vous avoir assuré de ma bonne volonté, je prie, etc.

Nota. Cette minute porte en marge: Il ne faut point mettre à la subscription la qualité de duc de la république.

N° 24. *Lettre du Roi au duc Carlo Brancaccio.*

Même date.

Monsieur le duc Carlo Brancaccio,

Envoyant à Naples le sieur Duplessis-Besançon, conseiller, etc., pour l'objet qu'il vous communiquera, je

l'ai chargé de vous voir de ma part, et de vous rendre cette lettre que je vous écris, de l'avis de la Reine, etc., pour vous assurer de mon affection et de l'estime particulière que je fais de votre mérite et de toute votre maison. Elle n'a pas été traitée de sorte par les Espagnols, qu'ils nous aient obligé à avoir dans ces conjonctures d'autres sentimens que de ceux de voir votre patrie délivrée de leur oppression. Je sais combien vous pouvez, par le crédit que votre naissance et vos vertus vous ont acquis, et par vos bons conseils, coopérer à la perfection de ce grand œuvre; je vous y exhorte par votre gloire et par les assurances que je vous donne de ma bonne volonté et de ma reconnaissance; et me remettant du surplus au sieur Duplessis-Besançon, à qui vous donnerez confiance pour tout ce qu'il vous dira de ma part, je prie Dieu, etc.

N° 25. *Du Roi au sieur Annésé.*

Capitaine Gennaro Annésé,

Envoyant à Naples le sieur Duplessis-Besançon, etc., pour l'objet qu'il vous communiquera, j'ai voulu vous faire cette lettre de l'avis de la Reine, etc., pour vous assurer particulièrement de mon affection et du souvenir que je conserve de la façon que vous avez agi dans le généreux dessein de délivrer votre patrie de l'oppression intolérable des Espagnols. Il faut pousser jusqu'au bout, et avec vigueur, votre belle entreprise, qui rendra votre nom glorieux à toute la postérité, et vous devez être assuré, et tous ceux qui y sont engagés, que je contribuerai volontiers en tout ce qui sera de mon pouvoir, pour la faire réussir, sans autre but que de

procurer la liberté au royaume; et me remettant du surplus au sieur Duplessis-Besançon, etc.

N° 26. *Du Roi au cardinal Filomarino, à Naples.*

Paris, 24 février 1648.

Mon Cousin,

Je ne doute pas que comme bon pasteur vous n'ayez ressenti une douleur extrême de l'horrible carnage qui s'est fait à vos ieux de vos brebis, et qu'ayant tant de zèle et de chaleur pour le bien de votre troupeau et pour la conservation des peuples que Dieu a commis à votre conduite spirituelle, vous n'ayez beaucoup de joie d'apprendre que je leur ai accordé ma protection royale. Aussi, dans la résolution que j'ai prise de les assister de tout mon pouvoir, ils auront désormais bien peu à craindre la continuation des oppressions et des violences intolérables des Espagnols; et cependant j'ai bien voulu, dans cette occasion où vous avez tant d'intérêt, vous faire cette lettre, de l'avis de la Reine régente, Madame ma mère, pour vous assurer de mon affection, et vous dire que mon intention n'est pas qu'il soit en rien dérogé ni changé en la subjection et dépendance ancienne qu'a le royaume de Naples, du Saint-Siége; comme aussi que s'il y a quelque chose à faire qui dépende de moi, soit pour assurance de votre personne, ou de ce qui vous appartient, soit pour le maintien de la juridiction ecclésiastique, je m'emploierai avec grand plaisir à l'un et à l'autre, et vous témoignerai, en mon particulier, dans toutes les rencontres, combien je vous estime, et considère votre qualité et votre vertu. C'est de quoi vous aurez des assurances plus

précises par le sieur Duplessis de Besançon, conseiller, etc., lequel étant bien informé de mes bons sentimens pour votre personne, s'expliquera sur ce sujet, s'il vous plaît de lui donner votre confiance entière. et je prie Dieu, etc.

N° 27. *Du Roi au duc de Guise.*

27 février 1648.

Mon cousin, bien que j'aie chargé de mes ordres le sieur Duplessis de Besançon, maréchal de mes camps, etc., et qu'il doive partir bientôt, de même que le sieur de Taillade que vous m'avez dépêché, s'en retourne avec les réponses aux lettres que vous m'avez écrites, ayant jugé que le sieur Tilla, votre secrétaire, les pourrait devancer, j'ai été bien aise de vous témoigner par celle-ci que je vous écris de l'avis de la Reine régente, Madame ma mère, combien j'ai eu de satisfaction d'apprendre que vous ayez été élu duc de la république napolitaine, et que le peuple ait montré par-là l'estime qu'il fait de votre personne. J'aurais, etc.

Cette lettre est une répétition de celle que l'on a lue plus haut (n° 23).

N° 28. *Lettre du duc de Guise à la Reine Mère Régente* (1).

Madame,

J'avais toujours espéré de la bonté de Votre Majesté, qu'hazardant ma vie, lui conquérant des provinces, lui

(1) Cette lettre et la suivante sont imprimées dans les Mémoires de madame de Motteville. Amsterdam, 1750, II, 157 et suiv.

assujétissant des royaumes, et maintenant, par ma seule résolution, des peuples dans la fidélité, sans argent et sans pain, comme la guerre sans poudre et sans soldats, exposant ma personne dans les périls continuels où je me trouve tous les jours, et de trahison, et de poison; et ne prétendant pour récompense de mes services, que de pouvoir, après tant de travaux, passer heureusement le reste de mes jours avec mademoiselle de Pons (1); elle la conseillerait, pour me témoigner avoir quelque satisfaction des soins que je prends ici de lui rendre des services si périlleux (étant trahi et abandonné de tout le monde), que je puis dire être le seul qui eût osé penser d'entreprendre rien de pareil.

J'avoue, Madame, que j'ai appris avec un désespoir extrême la rigueur dont Votre Majesté a usé envers elle (2). Je la supplie très-humblement de vouloir, en considération de ce que j'ai fait et de ce que je prétends faire pour le service de la couronne, m'accorder pour récompense qu'elle soit traitée et considérée d'une autre façon, ce que j'espère de sa bonté, si elle veut conserver le repos et la vie de la personne du monde qui est plus véritablement et avec plus de respect,

Madame, etc.

Le duc DE GUISE.

Naples, 27 février 1648.

(1) De la maison d'Albret, fille de Henri de Miossans et d'Anne de Pardailhan. C'était la sixième de neuf enfans, peu riche, mais belle et d'un caractère passioné. Voyez le duc de Guise à Naples, chap. 4.

(2) Gabrielle de Pons était attachée au service de la Reine, qui la fit entrer au couvent des Filles de Sainte-Marie, à cause d'une imprudence que la mère du duc de Guise elle-même jugea mériter au moins cette punition. Voyez les Mémoires de madame de Motteville, et le duc de Guise à Naples, chap. 13.

N° 29. *Lettre du duc de Guise au cardinal Mazarin.*

Naples, 28 février 1648.

Monsieur,

Si la passion que j'ai toujours eue et que je conserve plus violente et plus fidèle que jamais pour mademoiselle de Pons (1), n'était assez connue de Votre Éminence, elle pourrait s'étonner que dans l'état où je me trouve, je me remisse sur ce qu'elle pourra apprendre de M. le marquis de Fontenay (2), des affaires d'ici, et je ne l'entretinsse que de mes malheurs. C'est en effet du désespoir où je suis, qui fait que je ne puis avoir sentiment pour quoi que ce puisse être, lui fesant une confession très-véritable que ni l'ambition ni le désir de m'immortaliser par des actions extraordinaires, ne m'a embarqué dans un dessein aussi périlleux que celui où je me trouve; mais la seule pensée, fesant quelque chose de glorieux, de mieux mériter les bonnes grâces de mademoiselle de Pons et d'obtenir, par l'importance de mes services, que la Reine considérant davantage et

(1) Cette passion n'était qu'une suite de la légèreté du duc de Guise en amour, et un outrage à la comtesse de Bossu. Voyez les Mémoires de madame de Motteville. Amsterdam, 1750, I, 202, 203 et 393.

(2) Fontenay-Mareuil, terre et seigneurie, avait été érigée en marquisat par lettres du mois de mai 1623, enregistrées au Parlement le 5 mai 1627, en faveur de François Duval. (Dictionnaire de la Noblesse, par La Chenaye-Desbois. Paris, 1773, VI, 509.)

elle et moi, je pusse après tant de périls et tant de peines, passer doucement avec elle le reste de mes jours. Mes espérances sont trompées, et je me plains avec raison de me voir abandonné de la protection de votre Éminence dans le tems où en ayant le plus de besoin, je m'en tenais le plus assuré. J'ai hazardé ma vie dans le passage sur la mer, j'ai réduit dans le parti quasi toutes les provinces de ce royaume; j'ai maintenu la guerre quatre mois sans poudre et sans argent, et réduit dans l'obéissance un peuple affamé, sans lui avoir pu donner en tout ce tems que deux jours de pain; j'ai cent fois évité la mort, et par le poison et par les révoltés : tout le monde m'a trahi; mes domestiques même ont été les premiers à tâcher de me détruire; l'armée n'a paru que pour m'ôter la créance parmi les peuples, et par conséquent le moyen de servir; et parmi tous ces embarras, ne subsistant que par mon courage et par ma résolution, au lieu de m'en savoir gré et de me donner courage de continuer ce que j'ai si heureusement commencé, et où je puis dire sans vanité que tout autre que moi aurait échoué : l'on me persécute en ce qui m'est le plus sensible; l'on tire avec violence une personne que j'aime, d'un couvent où je l'avais priée de se retirer (1); et durant le tems que je hazarde ma vie, l'on m'ôte la seule récompense que je prétendais de tous mes travaux, on la renferme (1), on la maltraite, et l'on me donne le plus grand et le plus sensible témoignage de haine que l'on me pût donner. Ah! Monsieur! s'il reste à votre Éminence quelques sentimens de l'amitié qu'elle m'a promise et du service que je lui ai voué, remédiez à ce déplaisir! faites-moi voir en ce point seul quelle est et son amitié et son estime pour moi! et en toute autre chose je lui ferai voir que jamais homme ne lui fut si véritablement acquis. Sans cela, ni fortune, ni grandeurs, ni même vie ne me sont pas considérables; je me donne tout à fait au désespoir, et si je vois qu'il ne me reste plus d'espérance d'être heureux un jour, renonçant à tous les sentimens, et d'honneur, et d'ambition, je n'aurai de pensée au monde que celle de périr et de ne pas survivre à une telle affliction qui me fait perdre et le repos et la raison. J'ose me promettre que ma conservation est assez chère à votre Éminence, pour ne pas voir la perte de la personne du monde qui, malgré les justes sujets qu'elle a de se plaindre, ne laisse pas d'être le plus véritablement, Monsieur, votre, etc.

Le Duc de Guise.

(1) C'était un couvent irrégulier, où elle était servie par les officiers du duc de Guise et défrayée à ses dépens, selon les Mémoires de madame de Motteville, II, 109. Ce ne pouvait donc être le couvent de la Visitation. Sur l'emplacement de ce couvent et l'établissement de cet ordre à Paris, voyez le Tableau historique et pittoresque de cette ville (par M. de Saint-Victor). Paris, 1809, II, 688. Un brevet du 12 juin 1643, donné par la Reine-Régente sous le nom de Louis XIV, donnait à ces religieuses trois places entre la porte Saint-Antoine, la Bastille et leur monastère, à la charge d'y faire bâtir des maisons de même décoration et simétrie. *Ibid.*, p. 690.

(1) On la fit entrer dans les Filles de Sainte-Marie, selon les Mémoires de madame de Motteville, II, 116 et 152, dans les premiers jours de janvier 1648. Ces Filles de Sainte-Marie étaient des religieuses de l'ordre de la Visitation.

(2) Abel Servien négociait alors le traité de Vestphalie, qui fut signé cette année, au nom de la France, mais plus tard, le 24 octobre.

N° 30. *M. Servien* (2) *à M. le duc de Guise.*

Monseigneur,

Le gentilhomme que vous avez dépêché en cette Cour,

est venu bien à propos pour faire évanouir les bruits qu'on a fait courir au désavantage de votre conduite. Vous pouvez juger qu'ayant l'honneur de vous connaître, je n'ai pas été facile à y donner créance, et que j'ai senti une joie très-grande d'avoir appris tout ce qui avait succédé par votre courage et par votre vigilance.

J'avais cru charger de ma réponse M. de Taillade, qui m'a rendu celle dont vous m'avez honoré ; mais un de vos serviteurs l'ayant voulu prendre, je profite de l'occasion pour vous donner plus tôt ce témoignage de mon respect, et vous assurer qu'en tout ce qui dépendra de moi, je servirai vos désirs avec d'autant plus de raison qu'ils se trouvent conformes à ceux de Leurs Majestés qui apporteront de leur part ce qu'elles ont de puissance, pour vous assister et favoriser l'établissement du repos et de la liberté de ce peuple très-fidèle, ainsi que vous le reconnaîtrez plus particulièrement par la lettre du Roi et par ce qui vous en sera dit de la bouche de ceux qui se rendront bientôt près de vous. Cependant j'espère que vous me ferez cette justice de croire toujours que je suis, etc.

Du 1^er^ mars 1648, à Paris.

N° 31. *Du cardinal Mazarin à M. le bailli de Valençai* (1).

Paris, 18 mars 1648.

Je reçois votre lettre du 10 avant le départ du chevalier de Garnier, et j'y répondrai succinctement et à la hâte pour ne pas le retarder davantage.

(1) La minute de cette lettre est d'une écriture indéchiffrable, de sorte qu'on ne peut répondre du sens qu'à peu près.

Il ne faut pas qu'il parte en tout plus de six vaisseaux pour Naples : il importe néanmoins extrêmement que vous en teniez en outre six de prêts pour être en état de faire voile au premier mandement que vous en aurez : mais ils ne doivent point partir avant que vous n'ayez reçu de mes lettres.

Avant que de recevoir votre lettre, j'avais déjà écrit en Languedoc, à M. de Breteuil, pour faire acheter dix mille septiers de blé, et en Bourgogne pour en faire acheter huit mille charges; de façon que vous en aurez bientôt au-delà de ce que vous demandiez. Mais je crois que vous vous abusez quand vous pensez qu'il faut trois septiers pour faire une charge, m'ayant été dit jusqu'à cette heure qu'il n'en faut pas deux, et il n'en peut être autrement, puisque le septier nous coûtant près de 7 livres en Languedoc, il serait plus cher que si on l'achetait en Provence; et néanmoins, il y a le tiers à gagner.

J'ai donné charge qu'on expédiât la commission pour le frère de Rose (1), puisque vous le jugez capable et fidèle, comme j'avais déjà cette opinion de lui, il faut que vous le chargiez d'avoir bien soin de l'argent, et de s'empêcher de n'être pas trompé. Il sera bien aussi que Garnier et lui, chargés de tenir un contrôle exact de la poudre, plomb et généralement de tout ce qui est donné pour Naples, dont le chevalier Garnier est bien informé : il faudra encore, pour les dépenses des vaisseaux, faire un mémoire bien exact, et m'en envoyer la copie.

J'ai toujours cru que le S.... avait de fort bonnes

(1) Toussaint Rose était le secrétaire particulier du cardinal. Voyez son éloge, par d'Alembert.

qualités; mais j'aurais souhaité qu'il n'eût pas eu la mauvaise conduite de prendre part à la hardiesse et au mauvais procédé de divers officiers : néanmoins, comme ils ont témoigné un grand sentiment de regret de leur faute, et déclaré qu'ils se soumettaient à tout ce qu'on voudrait leur ordonner pour la réparer; protestant de servir de telle manière qu'on voudrait, Sa Majesté leur a pardonné; et en conséquence, je n'aurai pas grande peine à assurer le S.... par votre moyen, que je l'aimerai comme je fesais auparavant.

On doit cette justice à..... de ne pas croire facilement et sur de légers indices; mais si, par les diligences que vous ferez, vous pouvez découvrir les peines qu'on a voulu vous faire, je vous prie que votre modération ne vous les fasse pas taire, et de me les mander nettement, et vous verrez par la suite si je vous aime et vous considère. De Lionne (1) m'a fait voir une lettre que vous lui avez écrite sur ce sujet, à laquelle il répondra quelque chose de plus particulier.

Tant s'en faut que j'oublie ceux qui sont de delà, que s'il y a lieu de leur procurer quelqu'avantage plus grand qu'aux autres, je le ferai volontiers pour les récompenser. M. le chevalier de Garnier vous dira ce qu'on a voulu; j'y ajouterai sur le sujet des Cass^{rs}. qui sont..... (2) qui font plus de bruit de leurs misères, que je ne comprends pas comment leurs plaintes s'accommodent avec leur manière de vivre; car il est certain qu'ils font des dépenses

(1) Hugues de Lionne, neveu et premier commis d'Abel Servien, s'attacha au cardinal Mazarin.

(2) Il a été impossible de deviner le complément de cette phrase.

bien au-delà de ce qu'on pourra, à leur retour, leur donner de gratification.

Quant aux dépenses du radoub de la frégate qui m'appartient, vous en ferez tenir un compte exact à part, et je vous le manderai en tems et lieu; car on devra en user.

J'ai approuvé la pensée que vous avez d'acheter des navires dans la Corse pour faire des brûlots, comme vous avez vu par mes précédentes.

N° 32. *Du Roi à M. le duc de Guise.*

29 mars 1648. Paris.

Mon cousin, ayant résolu d'envoyer dans Naples mon cousin le cardinal Grimaldi (1) pour les raisons que je remets à lui-même de vous faire connaître, je vous fais cette lettre de l'avis de la Reine, etc., seulement pour vous dire d'ajouter entière créance à ce que vous dira mondit cousin, tant du sujet de son voyage que de mes sentimens sur les affaires générales et sur les vôtres particulières, que vous reconnaîtrez ne m'être pas moins à cœur. Je n'ai pas eu seulement égard, dans le choix de mondit cousin, à l'estime que chacun en fait pour sa haute suffisance; mais j'ai considéré encore particulièrement la confiance que je sais que vous avez en lui, et la bonne intelligence que vous entretenez ensemble tous les jours par un mutuel commerce

(1) Jérôme Grimaldi, né à Gênes, en 1597, était neveu du cardinal Dominique Grimaldi, qui avait été archevêque et vice-légat d'Avignon, en 1585. Jérôme fut nommé cardinal, en 1643, par le pape Urbain VIII, et il était fort attaché à la famille Barberini. Biogr. univ., XVIII, 498.

de lettres confidentielles et affectueuses. Le sieur Duplessis-Besançon l'accompagne, qui est une personne très-capable, et que j'ai su être fort portée de longue main pour toute votre maison. Ils vous témoigneront l'un et l'autre en quelles dispositions je suis pour vos avantages, et avec quel plaisir je contribuerai de tout ce qui est en mon pouvoir pour les établir aussi solidement que les conjonctures donneront lieu de le faire; et me remettant du surplus à mondit cousin, je prie Dieu, etc.

N° 33. *Pouvoir à M. le cardinal Grimaldi, pour traiter avec la Noblesse.*

Le Roi désirant avec passion établir solidement le repos du royaume de Naples, et reconnaissant que pour parvenir à cette fin, rien n'est plus nécessaire qu'une bonne réunion entre la noblesse et le peuple, soit pour forcer les Espagnols d'abandonner les postes qu'ils y occupent, soit pour empêcher après cela les divisions intestines qui pourraient en troubler la tranquillité et donner même lieu avec le tems auxdits Espagnols de reprendre pié dans le royaume; Sa Majesté envoyant à Naples M. le cardinal Grimaldi, lui a, de l'avis de la Reine régente, sa mère, donné plein pouvoir et autorité de traiter de sa part cette réunion entre la noblesse et le peuple, négocier, arrêter et conclure avec les chefs de ladite noblesse, en général, ou chacun d'eux en particulier, les conditions de cet accommodement, leur donner promesse et assurance de la protection de cette couronne et de son assistance, et généralement traiter toutes sortes d'affaires qui pourront regarder ladite noblesse, pour l'engager contre les Espagnols, signer avec elle ou ses députés tels traités et articles dont il sera convenu pour le bien du royaume, tout de même que si Sa Majesté y était présente en personne; promettant Sadite Majesté en foi et parole de Roi, d'observer et d'exécuter ponctuellement tout ce qui aura été ainsi conclu, arrêté et signé entre ledit sieur cardinal Grimaldi et ceux qui seront choisis de la part de ladite noblesse en général, ou aucuns d'eux en particulier, confirmer et ratifier le tout dans le tems qui aura été promis; et pour marque de la volonté de Sadite Majesté, elle a signé la présente, de sa propre main, fait cacheter de son sceau secret et contresigner par moi, son conseiller secrétaire d'État de ses commandemens. Fait à Paris le 30 mars 1648.

N° 32. *Instructions données à Rome, par le marquis de Fontenay, au sieur Penautier.*

Le sieur Penautier, étant arrivé à Naples, ira descendre chez M. le duc de Guise, et lui présentera les lettres de Messeigneurs les cardinaux et ambassadeurs, l'assurance de la bonne volonté de Leurs Majestés, de la protection qu'ils lui veulent donner en toutes sortes de rencontre, et du désir qu'ils ont de faire tout ce qui sera nécessaire pour son bien et son avantage.

Il lui dira aussi le soin particulier que Monseigneur le cardinal Mazarin a pris de le servir auprès de Leurs dites Majestés, et qu'il doit attendre de Son Éminence tous les services et assistances qu'il saurait désirer, l'assurant qu'il peut recourir à lui confidemment en toutes les occasions où il en aura besoin.

Ensuite il lui dira comme tout ce qu'il y a ici de ministres du Roi, tant les cardinaux que les Ambas-

sadeurs, ne perdront jamais nulle occasion de le servir et de procurer ses avantages en tout ce qui leur sera possible.

Et pour preuve de cela, que son capitaine des Gardes leur ayant fait entendre que la principale chose dont on aurait besoin par delà, c'était du blé, et que même y en ayant à Foggia (1), il ne se trouvait aucun marchand qui le voulût acheter pour le faire porter à Naples : ils s'étaient tout aussitôt résolus nonobstant qu'il n'y eût point ici d'argent du Roi, ni d'ordre pour en avoir, d'envoyer le sieur Penautier avec tout ce qu'ils ont pu trouver d'argent sur leur crédit, pour acheter des blés, et les faire vendre au peuple, au même prix qu'il coûtera, le suppliant de tenir la main à ce qu'il en reçoive le paiement afin qu'on en puisse continuer le commerce ; et parce que ledit sieur Penautier n'ayant pas connaissance des choses de par-delà, ni des adresses qu'il faut tenir pour faire ladite provision et en recevoir après le paiement, il se pourrait trouver bien empêché, il suppliera ledit sieur Duc de vouloir commander au sieur Livio Peppe de l'assister de ses conseils et lui dire les moyens qu'il devra tenir afin que cela puisse réussir, il fera connaître audit sieur Duc qu'on désire plutôt se servir dudit sieur Peppe que d'aucun autre, tant parce qu'étant père de Monseigneur Peppe qui est ami de tous ceux qui servent ici Sa Majesté, on est assuré qu'il s'y portera fidèlement, que parce que les banquiers dont on se sert, sont en correspondance avec lui.

Il représentera encore à mondit sieur de Guise, que

(1) Ville du royaume de Naples, dans la Capitanate, à 5 lieues au sud-ouest de Manfrédonia.

Messeigneurs le cardinal Grimaldi et l'ambassadeur ayant fait trouver cet argent-là sur leur crédit, en attendant qu'il puisse être secouru des blés qu'on fait venir de Provence, pour le désir extrême qu'ils ont de contribuer à tout ce qui est de son avantage, il est bien raisonnable qu'il tienne la main à ce que cela soit si bien ménagé qu'ils aient le moyen de lui rendre une autre fois de semblables assistances quand il en aura besoin.

Ledit sieur Penautier ne fera rien pour l'achat desdits blés sans le conseil et direction dudit sieur Peppe, témoignant toutefois à mondit sieur de Guise que c'est ledit sieur Penautier qui fait tout suivant les ordres qu'il en a d'ici, afin que ledit sieur Duc ne puisse forcer ledit Peppe à faire contre ses ordres.

Il se gardera bien de découvrir à personne le fonds qu'il aura entre les mains, qui ne passera pas 12,000 écus; mais bien laissera-t-il penser qu'il est beaucoup plus grand, et que pourvu qu'il soit bien payé, rien ne lui manquera.

Pour quelque raison ou occasion que ce soit, il ne laissera divertir tout ni partie dudit argent, pour l'employer en autre chose qu'en l'achat desdits blés, desquels il procurera soigneusement d'être remboursé, ne le baillant qu'à des boulangers accrédités et solvables, afin qu'en recevant le remboursement, il puisse à l'heure même en racheter d'autres, et faire ainsi durer ce secours.

Or, combien que le motif principal de l'envoi du sieur Penautier soit l'achat des blés et la direction d'iceux, à quoi il s'appliquera entièrement, il ne laissera néanmoins de voir M. de Guise, afin de le confirmer dans les bonnes intentions qu'il témoigne d'a-

voir, et ne lui donner aucun soupçon ni jalousie, l'assurant toujours de la bonne volonté de Leurs Majestés, de Son Éminence et de tous ceux qui servent ici, observant adroitement tout ce qui se passera, pour en donner avis.

Il se conduira de telle sorte avec Gennaro (Annésé) et autres, que M. de Guise ne puisse prendre soupçon, ni croire qu'il soit allé là pour faire aucune cabale contre lui; afin que M. de Besançon trouve à son arrivée toutes choses en bon état.

Si toutefois il peut, sans donner d'ombrage audit sieur Duc, tenir Gennaro et ses amis avertis de la bonne volonté de Leurs Majestés, il ne manquera pas de le faire, afin qu'ils continuent à servir comme ils ont fait jusqu'ici.

Il essaiera de découvrir quelles gens ce sont qu'Augustin Mollo, Peppe Palombo et autres dont M. de Guise se sert principalement, et quelle confiance on y pourra prendre : car plusieurs disent qu'ils ont de grands attachemens avec les Espagnols; comme aussi s'informera-t-il de Carlo Carola, Amillo, Pastio, Avissano et de Matteo Scalisse, qui ont toujours montré beaucoup d'affection pour la France, et Carlo Carola principalement, mais que M. de Guise veut présentement faire croire s'entendre avec les Espagnols.

Aussitôt qu'il saura que M. de Besançon arrivera, il ira au-devant de lui pour lui donner information de toutes choses, et lui aider à prendre connaissance de ce qui se passera; et lui montrera le présent mémoire avec le double de celui que je lui ai envoyé à Piombino, en cas qu'il ne l'eût pas reçu.

Si ledit sieur de Besançon porte des blés avec lui, il en donnera promtement avis ici, afin qu'on prenne

la résolution qu'il faudra, soit de continuer ce qu'il aura commencé, ou bien de faire revenir l'argent qu'il aura porté, ne s'en dessaisissant jamais pour quelque raison que ce puisse être, ni par ordre de qui que ce soit.

Il ne manquera en aucune occasion d'écrire ici tout ce qui se passera, et de nous tenir bien informés l'état auquel seront les affaires.

N° 33.

Suit une copie du pouvoir donné à M. du Plessis-Besançon, dans les mêmes termes que celui du cardinal Grimaldi, à l'effet de réunir la noblesse et le peuple.

N° 34. *Du cardinal Mazarin à M. le duc de Guise.*

Paris, 30 mars 1648.

Monsieur,

La continuelle application que j'ai eue à vous donner les moyens de sortir heureusement et avec gloire et avantage de la généreuse entreprise où vous êtes engagé, m'a fait proposer à la Reine de ne se contenter pas de vous avoir envoyé M. du Plessis-Besançon, mais de prier même M. le cardinal Grimaldi de s'embarquer sur l'escadre de vaisseaux qui va présentement sur les côtes de Naples, pour vous donner ses bons conseils dans les circonstances difficiles, et vous assister même de la part de Sa Majesté et à son nom, où vous pourriez en avoir besoin, ce que sa dignité lui pourra donner lieu de faire avec plus de poids et d'autorité que n'aurait fait une personne inférieure.

Mais la principale considération qui m'a obligé de faire jeter les ieux sur lui plutôt que sur un autre, a été la connaissance que j'ai eue par plusieurs copies de lettres que vous lui avez écrites depuis que vous êtes à Naples, de la confiance que vous avez en lui, et de la bonne intelligence que vous entretenez ensemble; et j'ai regardé en outre à faire que pendant que vos emplois vous appellent incessamment aux actions de guerre, il y eût une personne affectionnée et capable qui pût prendre soin de vous soulager dans les affaires, ne pouvant m'imaginer que dans l'affluence de celles-ci et la nécessité des autres, vous puissiez, ni qui que ce soit au monde, y suffire long-tems, sans préjudicier à votre santé ou au service.

Je remets à M. le cardinal Grimaldi à vous en dire davantage, et ne doute point que vous n'ayez à me remercier bientôt du soin que j'ai eu de penser à cette mission pour les avantages que vous en tirerez indubitablement, ce que je demande, etc.

N° 35.

Suit le duplicata du pouvoir donné par le Roi à M. le cardinal Grimaldi, sous la date du 30 mars 1648, et qui avait été demandé par billet du sieur Ondédéi, avec l'inscription de la qualité de plénipotentiaire de Sa Majesté.

N° 36. *Du Roi au Peuple de Naples.*

Paris, 30 mars 1648.

Louis, etc.

Nos chers et grands amis, le désir extrême que nous

avons de voir au plutôt votre liberté et vos vies en pleine sûreté, nous fait continuellement méditer les moyens les plus propres pour vous procurer ce bien, et établir solidement votre repos. Dans la discussion que nous avons faite de ces moyens, nous avons estimé qu'il ne suffirait pas de vous assister puissamment des forces de notre armée navale qui suivra de bien près cette escadre de vaisseaux que nous vous envoyons, ni de faire embarquer sur ladite armée comme nous l'avons ordonné, bon nombre de soldatesque, afin que vous puissiez vous en servir à terre si vous le désirez, et de la sorte que vous jugiez en avoir besoin pour chasser les Espagnols. Mais nous avons vu que le promt succès de l'entreprise où vous êtes engagés, dépend principalement de la bonne conduite que vous tiendrez entre vous-mêmes et vos résolutions bien à propos, plutôt que des actions de guerre, en sorte que la prudence et le conseil ne sont pas moins nécessaires en cette circonstance que le courage et la valeur de ceux qui y sont employés. Ce fondement posé, comme il est indubitable, nous n'avons pu nous contenter de vous avoir envoyé le sieur du Plessis-Besançon, quoique d'ailleurs très-capable de conduire à bon port une négociation épineuse, et nous avons jugé qu'en une affaire de si grand poids dont l'issue doit décider de la fortune d'un royaume entier et de la condition de tant de milliers de peuple, nous ne saurions, ni trop multiplier le nombre de ceux qui doivent avoir part à la diriger, ni les choisir de qualité trop relevée pour mieux répondre à l'importance de la chose. Nous avons donc jeté les ieux pour cela sur notre cousin le cardinal Grimaldi, comme sur le sujet qui nous a semblé le plus propre dans cette circonstance, soit à cause de sa dignité, de sa suffisance

et de l'expérience consommée qu'il a acquise dans le maniement des grandes affaires, soit pour son zèle extraordinaire envers cette couronne et la passion qu'il a toujours fait paraître pour vos affaires, nous ayant constamment sollicité depuis son retour à Rome, de vous envoyer toutes les assistances qui sont de notre pouvoir, et enfin pour l'amitié particulière qu'il a depuis long-tems avec notre cousin le duc de Guise.

Le sieur du Plessis-Besançon, par qui nous vous avons écrit plus particulièrement, s'unira à notredit cousin le cardinal Grimaldi à l'effet de donner, selon les événemens, leurs bons conseils à notre cousin le duc de Guise, et à vous les moyens de rétablir promtement votre repos, ayant notre cousin le cardinal Grimaldi et le sieur du Plessis-Besançon en son absence, plein pouvoir de négocier et traiter à notre nom tout ce qui sera estimé plus à propos pour le bien commun de la ville de Naples et de son royaume. Nous vous prions donc d'ajouter entière créance à ce que vous dira ou vous fera dire de notre part, notredit cousin le cardinal Grimaldi, et d'être constamment assurés que nous n'avons et n'aurons jamais d'autre but, en la conduite de cette affaire, que vos avantages et votre satisfaction, de quelque façon qu'elle se rencontre, etc.

N° 37. *Du cardinal Mazarin au chevalier Garnier.*

Paris, 4 avril 1648.

Je souhaite de tout mon cœur que ce billet ne vous trouve plus en Provence, et encore plus que vous fassiez bon voyage. Je ne prends la plume que pour vous dire qu'il a été résolu qu'une escadre de dix galères suivrait

de bien près celle de vaisseaux que vous menez à Naples. Et quoique je ne voie pas qu'il puisse naître aucune contestation entre le chevalier de Châtelux et vous pour le commandement en cas que lesdites deux escadres se rencontrent avant l'arrivée de toute l'armée, puisque la chose est décidée depuis long-tems, outre que je sais que vous êtes fort bons amis, je l'ai jugée de telle importance que pour prévenir de semblables différends, je n'ai pu m'empêcher de vous faire ces lignes pour vous prier de faciliter tout de votre part, et de ne vous attacher qu'au solide et au service, sans permettre que ces bagatelles les mettent en péril; car je vous avoue que s'il en mésarrivait, et qu'une semblable contestation nous causât quelque dommage, je ne serais pas consolable et je n'admettrais aucune excuse. Je suis assuré que vous m'aimez trop, pour rien appréhender après ce que je viens de vous dire. Je ne manquerai pas de parler aussi aux mêmes termes au chevalier de Châtelux qui sans doute aura les mêmes dispositions que vous de bien vivre ensemble, et de ne contester qu'à qui fera mieux son devoir.

Je mande beaucoup de nouvelles à M. le bailli de Valençai et à M. du Plessis-Besançon, tant sur les ennemis, que sur le départ de l'armée navale. C'est pourquoi je n'ajouterai rien; ils s'en entretiendront sous peu de jours, à Naples, avec vous. Tâchez de profiter des avis que je leur donne. Vous ne manquerez pas d'occasion de les employer.

Celui qui vous rendra cette lettre est un gentilhomme qui a été mon page. Je vous l'envoie pour servir et s'instruire auprès de vous. Il a peu d'habitude du métier; mais je suis assuré qu'il l'apprendra parfaitement sous un aussi bon maître.

N° 38. *Du cardinal Mazarin à M. du Plessis-Besançon.*

Paris, 5 avril 1648.

Monsieur,

A mesure que je reçois des avis qui regardent les affaires de Naples de quelque façon que ce soit, je prends la plume pour vous instruire, ne voulant pas vous laisser manquer d'aucune des lumières que l'on pourra vous donner d'ici pour le bon succès de la négociation qui vous occupe; et ne laisse pas de souhaiter que cette lettre ne vous trouve plus en Provence.

Je commencerai par vous dire les nouvelles que j'ai de l'état des ennemis, de leurs forces à la mer, de leurs desseins pour ce qui regarde le royaume de Naples.

Don Juan d'Autriche doit à la fin être Vice-Roi, et on lui donne pour résider auprès de sa personne et pour conseil principal le comte d'Ognate, qui doit maintenant s'être rendu près de lui.

On fait en Espagne tous les efforts imaginables pour envoyer à Naples deux mille hommes de pié dont ils puissent se servir à terre.

Ils en ont embarqué 500 à Final, des troupes de l'État de Milan.

Ils font outre cela amasser autant qu'ils peuvent de soldatesque dans l'État ecclésiastique et dans celui des autres princes, par le moyen de leurs partisans.

Leur armée navale, commandée par Pimiento, s'est arrêtée à Port-Mahon sans passer à Cadix, afin de ne s'éloigner pas tant de l'Italie.

Elle fait toutes les diligences possibles pour se mettre en état de sortir au plutôt; et pour cet effet, on envoie audit Port-Mahon à grande hâte toutes les choses nécessaires pour les radouber.

Pimiento a ordre qu'à mesure que les vaisseaux iront se radouber, il les envoie à Naples sans attendre le reste.

On croit bien qu'ils pourront en peu de tems apprêter quelques vaisseaux; mais avant que tous soient en état, il leur faut au moins tout le mois de mai; de sorte que si l'armée peut mettre à la voile à la fin de celui-ci, personne ne met en doute que les avantages ne soient infaillibles pour cette couronne. Tous ceux qui s'occupent des affaires de Naples tombent unanimement d'accord que leur décision dépend de l'armée qui arrivera la première.

Sur quoi je vous dirai en passant que, pour cette raison-là, on a dépêché de nouveau extraordinairement pour hâter les levées des matelots, afin qu'ils soient tous en état pour le 20 de ce mois-ci, et qu'on n'attende pas après eux.

On a dépêché de même pour hâter les recrues et la marche des troupes qui doivent s'embarquer sur l'armée pour mettre pied à terre. On peut faire état certain que le nombre n'en sera pas moindre de 4000 hommes, infanterie et cavalerie, sans compter ce qu'on pourra tirer des vaisseaux et galères, pour servir à terre dans l'occasion.

Je vous dirai en outre que les Espagnols songent à renvoyer à Naples les cinq galères qui ont porté en Espagne le duc d'Arcos et sa famille, après les avoir raccommodées et remplies de chiourmes, dont elles manquent fort, et embarqué dessus une partie des

deux mille hommes que j'ai dit ci-dessus qu'ils ont destinés pour Naples.

On me donne avis aussi qu'ils ont mis depuis peu à la mer deux vaisseaux neufs de 800 tonneaux chacun.

Il n'est demeuré à Naples, comme je vous ai déjà marqué, que les six vaisseaux les plus petits, et on tâchera de les raccommoder, afin qu'ils se trouvent prêts au retour des autres.

Ils y ont aussi treize à quatorze galères, mais en si mauvais état, qu'on tient pour certain qu'il y en a plus de la moitié qui ne saurait tenir à la mer.

Toutes les lettres que nous recevons d'Italie portent qu'il n'y a rien de plus nécessaire présentement à Naples, que votre arrivée. Je vous prie de le dire à M. le cardinal Grimaldi, et de ne pas perdre un seul moment.

L'escadre des vaisseaux sera suivie de près d'une escadre de dix galères, commandée par le chevalier de Châtelux. Je ne pense pas que si elles se rencontrent, qu'il arrive contestation entre eux pour le commandement, qui me semble être décidé pour le plus ancien; et je sais d'ailleurs que les deux chevaliers sont bons amis de longue main. En tout cas, je prie M. le cardinal Grimaldi d'y interposer son autorité, en sorte que le service du Roi n'en puisse recevoir aucun préjudice jusqu'à l'arrivée de toute l'armée, que tous les différends cesseraient. J'écris un mot à toutes fins au chevalier Garnier, pour ne s'amuser point à se disputer, et à n'aller qu'au solide, et que s'il mésarrivait pour de pareilles bagatelles, je n'admettrais aucune excuse.

Quand on a pris la résolution d'envoyer dix galères, ç'a été dans la croyance qu'il n'y en avait pas un plus grand nombre à Naples en état de les combattre; c'est

pourquoi si vous croyez qu'elles puissent avoir quelque crainte (ce que je ne crois pas, particulièrement étant bien armées et ayant vos vaisseaux, à l'abri desquels elles pourront se mettre au besoin), il faudra leur mander ce qu'elles auront à faire, et quelles précautions elles doivent prendre pour leur sûreté.

On se remet à M. le cardinal Grimaldi et à vous, en son absence, de retenir les vaisseaux et les galères autant que vous le jugerez à propos, ou de les renvoyer joindre le corps de l'armée pour revenir ensemble, ainsi que vous estimerez pour le mieux. Les deux chevaliers ont ordre d'exécuter tout ce qui leur sera dit par M. le cardinal Grimaldi ou par vous.

Quand nous travaillons à faire perdre aux peuples de Naples les pensées qu'ils ont de république, ce n'est pas, comme vous savez, pour nous opposer à leur liberté, que nous souhaiterions passionément de voir établie chez eux, par quelque moyen que ce puisse être, mais seulement parce que nous ne voyons pas que ce dessein puisse réussir, et cependant l'application que l'on y a peut donner lieu aux ennemis de remettre leurs affaires. Néanmoins si vous reconnaissez que ces peuples soient absolument résolus à cela, et qu'il y ait péril de nous perdre nous-mêmes auprès d'eux en voulant les en détourner, il vaudra bien mieux seconder leur fantaisie que de la choquer directement, et il faudra, en ce cas, s'appliquer à faire le mieux qu'il se pourra dans cette méchante affaire, essayant de conserver au Roi quelque qualité supérieure et qui montre que la république est dans sa dépendance et sous sa protection.

Nous ne pouvons d'ici que vous donner les avis que nous recevons; c'est à vous de les examiner de nou-

veau, et de prendre sur les lieus les résolutions qui vous paraîtront les meilleures, la Cour étant trop éloignée pour la pouvoir consulter sans courir risque de perdre les affaires par l'attente, en perdant les occasions qui se présentent et ne reviennent plus.

S'il y a des choses dont l'exécution dépende de M. le bailli de Valençai, il faudra que M. le cardinal Grimaldi se donne la peine de lui en écrire; car sans perdre de tems à le mander ici, ledit bailli fera tout ce qui se trouvera être en son pouvoir, et présentement on lui en envoie l'ordre.

Vous communiquerez, s'il vous plaît, ce mémoire, et tous les autres, à M. le cardinal Grimaldi, à votre arrivée à Piombino, où je ne doute pas que Son Éminence ne soit arrivée avant vous, à moins de quelque indisposition, ou de quelque autre chose extraordinaire que je ne puis prévoir. Mais dans ce cas, il vous y aura sans doute dépêché quelqu'un pour vous donner de ses nouvelles; et s'il vous mande qu'il ne peut venir, vous passerez outre à Naples à exécuter vos ordres sans délai.

Je vous ajouterai aussi, pour ne laisser en arrière aucune particularité des avis que j'ai eus et que je crois qui pourront servir autant à ceux qui commanderont l'armée navale, qu'à ceux qui auront le maniement et la direction des affaires de Naples, que les ennemis, afin de mettre plutôt à la mer cette armée, sans qu'elle soit obligée à attendre le biscuit qui lui est nécessaire pour toute l'armée, en font faire une grande quantité en Sardaigne et à Messine, afin que ladite armée puisse être assistée sur les lieus et à point nommé.

On dit que les premières troupes, qui consistent en

mille hommes de pié, qu'ils envoient d'Espagne, doivent partir de Malaga sur des vaisseaux *très-frêles*; c'est pourquoi, si l'escadre de M. Garnier les peut rencontrer avant que d'aborder à Naples, ce serait un coup de conséquence de s'en saisir, ce qui serait fort aisé en ce cas, vu que les vaisseaux sur lesquels ils sont embarqués ne valent rien.

On me mande aussi que deux frégates de trente pièces de canon chacune, qui se sont détachées de l'armée pendant . . . . . qu'il envoyait don Juan d'Autriche, et étaient prêtes à partir de Carthagène pour s'en retourner à Naples et se joindre aux six vaisseaux qui y sont demeurés.

On ajoute que Deitto, qui est celui qui a défendu Lérida dans les deux derniers siéges (1), se devait embarquer sur l'une des cinq galères que je vous ai dit ci-dessus que l'on songeait à envoyer à Naples. Il serait très-important que l'escadre des galères qui sera commandée par le chevalier de Châtelux, comme aussi celle qui devra suivre après, n'oubliassent rien pour se rencontrer avec ces cinq galères; la perte desquelles ferait aux ennemis, dans les conjonctures présentes, un préjudice irréparable.

On ne doute nullement que lorsque le comte d'Ognate, lequel a naguères pris possession de la charge de vice-roi de Naples, sous les ordres immédiats du Roi, son maître, apprendra la révocation qu'on a faite de sa commission, pour en gratifier don Juan d'Autriche, avec ordre audit comte de l'assister, celui-ci n'en demeure très-mal satisfait, et qu'en suite il n'y ait lieu de pro-

(1) En 1646, par le comte d'Harcourt, et en 1647, par le prince de Condé. Tous deux avaient échoué.

fiter de son mécontentement, qui causera sans doute des divisions fort avantageuses au service du Roi et aux affaires du peuple et du royaume de Naples. C'est pourquoi M. le cardinal Grimaldi et vous, profiterez de ces avis en la manière que vous jugerez le plus à propos.

Comme les soldats que l'on a envoyés d'Espagne à Naples sont de nouvelle levée, et embarqués par force, il ne faut pas douter que quand ils seront une fois débarqués, s'ils voient jour et commodité à s'enfuir, ils ne le fassent tous promtement.

En envoyant en Flandre tous les ans au régiment, nous donnons un passeport et un écu; et avec cela, il en retourne toujours plus de la moitié. Il faudrait en faire de même à Naples, et y ajouter la promesse d'embarquement dans les barques ou vaisseaux qui s'en reviendront en France; et par ce moyen, on frustrera le roi d'Espagne de tous les avantages qu'il se figure tirer de l'envoi de ces troupes à Naples, parce que d'ailleurs, dans une si longue navigation, il en meurt toujours beaucoup de fatigue et de misère, et que le reste sont de nouveaux soldats qui ne sont pas fort à appréhender.

Afin que M. le cardinal Grimaldi et vous voyiez à quel point on s'applique aux affaires de Naples, je vous dirai que parmi les corps qu'on a résolu d'y envoyer et que l'on fait préparer en grande hâte pour se mettre au plutôt en bon état, il y a le vieux régiment de Sault et celui de Vervins, de 30 compagnies chacun, et le régiment colonel de douze, et qu'on n'a rien oublié pour que les autres corps qui les accompagnent soient forts et commandés par de bons officiers.

Quoique je vous mande de ne parler à qui que ce soit

de ce qu'on va aller faire à Piombino, vous pouvez cependant le communiquer à M. le Bailli de Valençai, et être assuré qu'il tiendra la chose secrète, et qu'il n'y aura qui que ce soit qui la pénètre. Je lui ai même adressé ce paquet avec ordre, si vous êtes parti, de l'ouvrir, pour prendre connaissance des choses qui regardent l'armement naval des ennemis et le départ de ses galères et vaisseaux, afin qu'il tâche d'en profiter dans la sortie que feront les nôtres. Après quoi je lui écris de refermer le paquet et de vous l'adresser, sans perdre un moment, par la voie la plus sûre, à Piombino, ou, s'il voit que l'escadre des galères soit en état de partir, il le consigne au commandeur de Châtelux pour vous le rendre.

N° 39. *Du cardinal (Mazarin) à M. le bailli de Valençai.*

5 avril 1648.

M. du Plessis-Besançon vous dira la résolution qui a été prise de faire faire le voyage de Naples à M. le Cardinal Grimaldi, les raisons qui ont obligé Sa Majesté, et l'avantage qu'on espère d'en tirer. J'y ajouterai seulement, à votre égard, que l'on a fait savoir audit sieur Grimaldi que si, dans les résolutions qu'il estimera devoir prendre pour le service du Roi, il y avait des choses dont l'exécution dépendît de vous, il n'aura qu'à vous en écrire directement sans recourir à la Cour, pour éviter les longueurs, puisque Sa Majesté vous a donné l'ordre de faire, sur vos lettres ou sur celles de M. du Plessis-Besançon, en son absence, tout ce qui sera en votre pouvoir; comme en effet Sa Majesté m'a commandé de vous écrire de sa part d'en user de cette

sorte. Cela s'entend pour les choses sur lesquelles vous n'aurez pas des ordres précis d'ici.

M. le comte de Brienne (1) vous manda dernièrement de ne permettre pas que M. de la Case et un autre gentilhomme s'embarquâssent pour passer à Naples; mais comme on prit cette résolution sur quelques avis qu'on avait donnés à la Reine, dont j'ai eu occasion depuis de détromper Sa Majesté, elle aura pour agréable que vous les laissiez aller maintenant, et que vous leur fassiez même toutes sortes de courtoisies. Ils pourront s'embarquer sur l'escadre des vaisseaux avec M. du Plessis-Besançon, si elle est encore à Toulon quand cette lettre vous sera rendue. Et si elle est partie, ils pourront prendre telle commodité de passage qu'ils aviseront pour le mieux et pour aller avec plus de diligence et plus sûrement.

J'estime superflu de tenir extrêmement secret le sujet du voyage de M. du Plessis-Besançon à Piombino, et les choses que contient la dépêche que je lui fais passer par ce courier, et que je lui écris de vous communiquer. J'ai même voulu vous adresser ce paquet que vous pouvez ouvrir en cas qu'il soit parti, pour prendre connaissance de ce qui regarde l'armement naval des ennemis et le départ de leurs galères et vaisseaux. Après quoi vous refermerez le paquet et l'adresserez par la voie la plus sûre à Piombino, sans perdre un moment; ou si vous croyez que l'escadre des galères soit en état de partir quatre ou cinq jours après, vous le consignerez au chevalier de Châtelux pour le rendre audit sieur du Plessis. Mais surtout je vous recommande de prendre bien vos mesures sur les avis qui sont dans mon

(1) On n'est pas certain de ce nom.

mémoire, en sorte que dans la sortie de vos vaisseaux et galères, vous puissiez en profiter pour leur faire remporter quelque avantage sur les ennemis.

N° 40. *Du cardinal (Mazarin) à M. le baron de Rochefort, premier capitaine au régiment de Sault.*

5 avril 1648.

Monsieur,

J'écris à M. Louis de Lesdiguières, pour le prier de faire au plus tôt mettre le régiment de Sault au meilleur état qu'il sera possible, Sa Majesté l'ayant destiné pour tenir la tête d'un corps de troupes considérable qu'elle veut envoyer à Naples. J'ai voulu y joindre encore ces lignes pour vous convier d'apporter tout ce qui dépendra de votre application et de votre crédit à fortifier ledit régiment du plus grand nombre d'hommes et avec le plus de diligence qu'il se pourra; je vous prie même d'en parler à tous les officiers de ma part, et de les assurer que j'aurai soin auprès de Sa Majesté de faire qu'elle reconnaisse ce service, qui ne peut être dans une rencontre plus importante. On voudrait bien que le régiment fût à l'embarquement le 20 ou 25 de ce mois. Les choses sont parfaitement disposées pour remporter de grands avantages, et acquérir beaucoup de gloire dans cette expédition. Il n'est question que d'arriver avant que les troupes qu'on y envoiera d'Espagne dans quelque tems, y puissent être; et avec cette diligence, tout se rendra facile, pourvu que chaque officier fasse effort en cette rencontre pour les recrues. Assurez-vous cependant de mon affection et de mon estime, et me croyez, etc.

NOTE DE L'ÉDITEUR. Pendant que le cardinal Mazarin se donnait tant de peine pour faire réussir les projets du duc de Guise, ce prince, qui n'avait plus que si peu de tems à attendre pour en éprouver l'heureux résultat, échoua pour ainsi dire au port, ainsi qu'on le verra dans les mémoires du comte de Modène. Le comte d'Ognate vint à bout de rétablir à Naples le gouvernement espagnol sans effusion de sang, le lundi saint, 6 avril de l'an 1648. Le duc de Guise fut obligé de prendre la fuite; mais on le poursuivit avec tant de diligence qu'il fut arrêté à Gaëte, et de là transporté en Espagne, où il resta prisonnier l'espace de quatre ans (1). C'est après qu'il eut ainsi perdu la liberté, que le cardinal Mazarin, qui ne pouvait encore en être instruit, lui écrivit ce qu'on va lire.

N° 41. *Du cardinal (Mazarin) à M. le duc de Guise.*

8 avril 1648.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre qu'il vous a plu m'écrire par le sieur Lambert, et appris avec une vive satisfaction les nouvelles de votre santé et les bonnes espérances que vous aviez de mettre tous les jours les affaires de delà en meilleur état, particulièrement depuis que vous n'avez plus sujet d'appréhender le parti de Gennaro Annésé, ainsi que ce gentilhomme nous a dit.

Comme on avait résolu par avance de vous assister de toutes choses, afin de rendre inutiles tous les efforts

(1) L'Art de vérifier les Dates. Paris, 1819, XVIII, 290.

que les Espagnols préparent pour remettre leurs affaires, je m'assure que vous en avez été bien aise lorsque les nouvelles vous en seront arrivées; et vous reconnaîtrez ensuite, par les effets, qu'on ne vous avait pas oublié, que je suis véritablement votre serviteur, et que Leurs Majestés songeaient d'autant plus à ce qui se passait à Naples, qu'elles y voyaient votre personne engagée.

Nous hâtons, autant qu'il nous est possible, la sortie de l'armée navale; en quoi je puis vous donner ma parole qu'on n'a pas perdu et qu'on ne perdra pas un seul moment, et on me mande de Toulon que le 5 du mois prochain elle sera toute à la mer infailliblement. Cependant on fait partir le chevalier Garnier avec huit ou dix vaisseaux, et le commandeur de Châtelux avec dix galères; et on embarque dessus tout ce qu'on a pu croire qui pourrait servir à vous soulager et à vous donner lieu d'acheminer les choses à contraindre les Espagnols, dans cette campagne, de quitter les postes qu'ils tiennent à Naples; après quoi on pourra plus aisément les chasser de ceux qu'ils posssèdent aux autres endroits du royaume.

Je n'entrerai point, Monsieur, dans le détail de tout ce qu'on a fait, des pensées que l'on a de contribuer autant qu'il pourra dépendre d'ici, à vos satisfactions et à vos avantages, des moyens qu'on a cru les plus propres pour parvenir aux fins que ce peuple-là souhaite, et des derniers efforts que l'on a faits pour vous donner une assistance proportionée au besoin, et qui répondît à la passion que Leurs Majestés ont d'établir dans ce royaume-là un repos sûr et rempli de toutes sortes de félicités. Je n'entrerai pas, dis-je, dans le détail de tout ceci, parce que les personnes à qui Sa Majesté a donné ordre de se rendre diligemment au

lieu où vous êtes, vous informeront de tout, et elles n'auront pas grande peine, à mon avis, à vous faire toucher au doigt qu'il ne dépend que de vous de vous rendre très-heureux et de vous mettre en un haut degré de réputation et de gloire. Pour le moins, je sais que l'intention de Leurs Majestés est telle, et qu'en mon particulier j'ai toujours agi sur ce fondement, et que je continuerai à m'y appliquer avec la même affection que si c'était pour mes intérêts propres.

Il y a plus de sujet de craindre les ruses et les artifices des Espagnols que leurs forces; et comme j'apprends de tous côtés que leur plus forte application est de les pratiquer tous pour vous perdre, il est de la dernière importance que vous soyiez toujours sur vos gardes, et que vous ne vous fiiez de personne qu'à bonnes enseignes : car vous ne devez pas douter qu'ils ne vous tendent toutes sortes de piéges, et qu'ils ne tâchent de corrompre même quelques-uns de ceux en qui ils verront que vous avez plus de confiance; et il est sans doute qu'ils y travailleront encore avec plus de soin maintenant que le parti de Gennaro Annésé étant dissipé, à ce que nous apprenons par le sieur Lambert, ils espèrent avec beaucoup de fondement que s'ils pouvaient mettre de la division dans le vôtre, ou refroidir l'affection que les peuples ont pour vous, ils viendraient aisément à bout de leurs desseins.

J'ai appris que vous souhaiteriez fort d'avoir de delà M. Lambert; et quoiqu'on n'ait pas sujet d'être fort satisfait de lui, à cause des difficultés qu'il apporta à quelque chose qu'on désira de lui dans l'occasion d'Orbitello, néanmoins m'ayant fait connaître depuis long-tems le déplaisir extrême qu'il avait d'avoir tenu le procédé qu'il tint, et sachant d'ailleurs que c'est un fort bon

officier, et très-capable de bien servir; voyant enfin que vous désiriez de l'avoir, je me suis employé près de Leurs Majestés pour faire qu'elles oubliassent le passé, et j'espère de pouvoir vous l'envoyer pour commander les troupes qui débarqueront à terre, sur le sujet desquelles je vous dirai en passant, que si elles ne peuvent pas être aussi nombreuses que je le souhaiterais, je puis vous assûrer au moins que la qualité suppléera ce défaut, et que je tâcherai surtout qu'elles soient composées d'officiers bien sages et qui aient la discipline et l'ordre en singulière recommandation, étant à mon avis ce à quoi on doit principalement viser pour bien servir au lieu où vous êtes. Je vous conjure seulement de faire tous vos efforts pour assûrer un port à notre armée navale, comme on me mande de Rome que vous leur en aviez répondu. La chose est de la dernière importance pour les raisons que vous jugerez bien, et vous y aurez le principal intérêt. Celle des ennemis se raccommode au port Mahon, et n'a pas repassé le détroit, comme elle avait accoutumé, afin de ne pas se tant éloigner du royaume de Naples, et y pouvoir être plus tôt de retour.

Je suis très-assûré, Monsieur, que vous ne négligerez rien pour vous faire remettre le duc de Tursi et les autres prisonniers, ainsi que je vous en ai déjà écrit, afin que si nous pouvions en faire un échange avec le prince de Portugal (1), qui est prisonnier à Milan, nous puissions tirer du Roi, son frère, une somme d'argent considérable, pour employer aux avantages même de la ville de Naples et du royaume.

M. le chevalier, votre frère, m'a communiqué ce que vous lui écrivez sur le voyage que vous souhaiteriez

(1) Edouard de Bragance, frère du roi Jean IV.

qu'il fît de delà; je l'ai exhorté autant qu'il m'a été possible, afin que vous eussiez près de vous une personne en qui vous puissiez prendre toute confiance. Il a envie de le faire, et nous sommes demeurés d'accord qu'il m'en dira demain sa dernière résolution, afin que je puisse en parler à Sa Majesté pour lui en faire accorder la permission et pour l'assister en tout ce qui pourra dépendre de moi.

Pour ce qui est, Monsieur, de mademoiselle de Pons, chacun sait que fesant profession d'être votre serviteur, je me fusse employé avec plaisir à vous en donner des marques dans une affaire qui vous touche si fort, et je m'assure que quand votre secrétaire vous aura entretenu, vous reconnaîtrez que je n'ai rien oublié pour servir ladite demoiselle; que si la Reine a fait quelque chose qui ne lui a pas plû entièrement, je ne doute point que vous n'en soyez bien aise, sous beaucoup de rapports, lorsque vous saurez comme quoi la chose s'est passée.

Pour conclusion, lorsque vous aurez entendu votre secrétaire et que vous m'aurez fait la faveur de me mander ce que vous souhaitez qui soit fait, j'emploierai volontiers ce que je puis avoir de crédit afin que tout soit exécuté en la forme que vous m'aurez témoigné désirer, et vous connaîtrez en cette occasion comme en toute autre, la passion que j'ai de vous donner de plus en plus des marques de mon service et de la véritable amitié que je vous ai promise.

La Reine avait donné ordre qu'on empêchât l'embarquement au frère de mademoiselle de Pons, et à un autre gentilhomme qui vous allaient trouver, étant partis d'ici sans demander congé, et sur quelques rapports qu'on avait faits à Sa Majesté qu'ils n'avaient pas les

intentions pour vous qu'il était à souhaiter; mais ayant su depuis que les choses étaient autrement, j'en ai parlé à Sa Majesté, qui, sur ma prière, a trouvé bon qu'on révoquât son premier ordre; et je n'ai pas seulement écrit à Toulon qu'on les laissât passer, mais qu'on leur donnât toute commodité pour l'embarquement.

Je profite de l'occasion de ce gentilhomme qui va vous trouver, pour vous dire tout ceci, et pour répondre à la lettre que le sieur Lambert m'a rendue de votre part, remettant à vous le renvoyer à la première occasion qui se présentera de vous faire savoir quelque chose d'important. Cependant je vous prie de me croire toujours. etc.

Le cardinal MAZARIN.

N° 42. *Du cardinal (Mazarin) à M. du Plessis-Besançon.*

11 avril 1648.

Je viens de recevoir votre lettre de Toulon du 20 passé, à laquelle je réponds au même instant, profitant de la commodité du départ de ce gentilhomme qui va trouver le duc de Guise. Je ne crois pas qu'il puisse vous demander, ni prendre de meilleure ni plus sûre commodité pour son passage, que celle que vous aurez pour le vôtre; c'est pourquoi il faudra le lui offrir, et lui laisser pourtant prendre sa résolution telle qu'il voudra, et en cas que vous fassiez le voyage ensemble, je ne doute pas que vous ne le gagniez facilement à vous, par les caresses et par les courtoisies que vous lui pourrez faire.

Je vous adresse la copie de la lettre que j'écris à M. de Guise par ledit gentilhomme, que vous ferez voir à

M. le cardinal Grimaldi, afin que Son Éminence lui parle, s'il lui plaît, et vous aussi, en la même conformité.

Je n'ai pas voulu vous nommer dans la lettre, ainsi que vous le remarquerez bien, et ai mis la chose en général, à cause du Cardinal qui pourrait prendre résolution de vous envoyer avant lui ou être arrêté pour quelque autre raison que je ne puis prévoir, quoique je ne le veuille pas croire.

Vous vous étudierez à faire connaître à M. de Guise les avantages qu'il peut tirer de l'envoi de M. le cardinal Grimaldi, qui est son serviteur de longue main, et a l'intelligence nécessaire pour lui suggérer les moyens les plus sûrs et les plus propres de bien établir les affaires générales et ses avantages particuliers. Vraiment, s'il prend bien la chose, il verra que la personne dudit seigneur Grimaldi lui fait besoin; car après les postes de Naples pris, ledit Cardinal y pourrait demeurer pour la politique, pendant que M. le duc de Guise sortirait en campagne pour aller, les armes à la main, achever ce qui resterait à faire pour chasser les Espagnols du reste du royaume.

Si l'escadre sur laquelle vous devez vous embarquer n'est pas toute prête à faire voile dans le même tems que vous recevrez cette lettre, prenez un vaisseau seul, puisqu'il est impossible qu'il n'y en ait pas au moins un d'équipé; et si le tems vous le permet, partez deux heures après pour vous rendre à Porto Longone, à Piombino, où sans doute, quelque vent favorable que vous ayiez, vous trouverez que M. le cardinal Grimaldi vous attendra déjà, et ce sera beaucoup de tems de gagné, car vous conférerez ensemble, et on pourra prendre toutes résolutions pour les exécuter

immédiatement après l'arrivée des autres vaisseaux à qui vous aurez donné rendez-vous à Piombino, leur recommandant bien, quand vous sortirez de Toulon, de ne pas perdre le moindre tems à vous joindre.

Il ne sera plus nécessaire que vous passiez à Rome, comme le cardinal Grimaldi vous le témoignait, puisque lui-même pourra vous dire maintenant de vive voix tout ce que vous auriez pu y apprendre.

Je vous prie de communiquer tout ceci à M. le bailli de Valençai, en qui j'ai la même confiance qu'en vous.

Je vous prie de faire que l'on envoie le plus de blé qu'il se pourra avec cette escadre à Naples; car cela vous servira pour être mieux reçu et réussir plus heureusement dans vos négociations; et en cas que toute la quantité que l'on essaie d'envoyer ne soit pas prête à partir avec M. de Valençai, qu'il vous envoie au plutôt ce qui en manquera.

N° 43. *Du cardinal (Mazarin) à M. le bailli de Valençai.*

Paris, 11 avril 1648.

Je profite de l'occasion du départ d'un gentilhomme de M. de Guise, pour vous recommander de nouveau, aussi instamment qu'il m'est possible, la diligence dans le départ des dix galères, fesant connaître de ma part à M. le prieur de Mourgues (1) et aux autres, qu'il n'y a rien aujourd'hui de plus important, et qu'ils ne sauraient rendre un service plus agréable, que de n'y pas perdre un moment.

---

(1) Cette qualification et ce nom sont incertains.

Je mande au sieur du Plessis-Besançon, de vous communiquer ce que je lui écris; c'est pourquoi je ne vous ferai pas grands discours.

Je vous prie seulement qu'en cas que l'escadre des vaisseaux sur laquelle il se doit embarquer ne fût pas toute prête quand cette dépêche arrivera, de faire donner un vaisseau audit sieur du Plessis, dans lequel il puisse partir deux heures après, si le vent est bon, pour se rendre à Piombino, où il attendra les autres, dont je vous recommande pourtant de hâter toujours le départ autant qu'il vous sera possible. Il vous dira la raison pour laquelle je lui envoie cet ordre de prendre le devant.

M. de Brienne vous écrivit dernièrement d'empêcher le passage de M. de la Case et d'un autre gentilhomme, qui voulaient aller à Naples. Mais Sa Majesté ayant pris depuis d'autres résolutions, elle trouve bon qu'on le leur permette, comme je vous l'ai déjà mandé; et je vous prie, en mon particulier, de leur offrir tout ce qui dépendra de vous pour la sûreté et commodité de leur passage.

Je vous prie de faire aussi la même offre à un gentilhomme qui va trouver M. de Guise, et qu'il puisse dire à son maître les civilités qu'il aura reçues à sa considération.

Je viens de recevoir une lettre du chevalier Garnier du dernier mars : il me marque qu'ayant rendu ma lettre à M. le comte d'Alais, par laquelle il lui demanda 500 hommes de son régiment, il lui a témoigné qu'il serait malaisé qu'il les donnât, à cause de la garde qu'il était obligé de faire faire auprès de sa personne à neuf compagnies dudit régiment. Je vous prie de l'en envoyer solliciter de nouveau de ma part, et lui faire savoir

combien je me sentirai obligé en mon particulier, qu'il facilite la chose dans une occasion si importante. Il le peut d'autant plus sûrement, qu'il pourra se servir pour cette garde des autres troupes qui demeureront temporairement dans la province.

J'ai reçu votre lettre du dernier mars, en réponse de laquelle je vous dirai qu'on a fort bien écrit à M. le Tellier, qu'il est bien plus à propos que M. de Serre se charge de la conduite des troupes jusqu'à Toulon; et pour les faire passer de là en Italie, il faudra que vous en preniez soin suivant que le départ des vaisseaux et galères aura lieu, bien entendu que la dépense de leur subsistance dans le passage, et de leur séjour à Toulon, se doit prendre sur les fonds envoyés à M. de Serre : et en cas que ces fonds-là manquâssent, il faudra bien, afin que le service du Roi n'en éprouvât aucun retard ni préjudice, trouver de quoi y suppléer pour le reprendre lorsque M. le Tellier aurait envoyé les diverses sommes d'argent nécessaires.

Je suis bien marri de voir que le départ du chevalier Garnier avec l'escadre qu'il doit commander, ait eu lieu plus tôt que je ne le croyais : et pour ce qui est du blé, au compte que nous avons fait ici, nous trouvons qu'il devra y en avoir la quantité que l'on nous écrit d'envoyer à Naples; car si après il faut attendre celui qui vous doit venir de Languedoc, et que la Régine soit de retour, ce ne sera jamais fini.

On ne juge pas à propos de renvoyer à Naples la Régine chargée de blé, parce que, comme elle était ainsi lorsqu'on l'a prise de delà, on aurait lieu de penser, en la renvoyant, que c'est le même blé, ce qui ferait assurément un mauvais effet.

Je vous prie donc de faire en sorte que tout le blé

que vous avez prêt pour envoyer à Naples, soit embarqué sur quelque flûte, ou s'il se peut dans quelque brûlot ou vaisseau de ladite escadre; et en tout cas, que cela ne retarde pas le départ dudit chevalier, puisque vous pourriez envoyer après lui le reste du blé que vous n'auriez pas pu charger, sur des flûtes.

Je me suis tellement expliqué à cet égard dans mes précédentes, que je crois superflu d'y rien ajouter à présent. Mais surtout je vous prie de nouveau de faire en sorte qu'aussitôt la présente reçue, M. du Plessis-Besançon s'embarque sur le vaisseau de ladite escadre qui sera le plus prêt pour aller où je lui mande, pressant après nuit et jour le départ des autres vaisseaux destinés pour ce voyage. Cela est de la dernière importance. C'est pourquoi je vous prie de ne pas apporter le moindre retard à l'exécution.

Je suis bien marri de ce que vous me marquez de la poudre, et je ne saurais m'imaginer qu'elle se trouve de la sorte que vous m'écrivez, parce que M. de la Thuillerye, qui a eu le soin de la faire faire, n'aurait pas souffert qu'on ne l'envoyât pas de la qualité qu'elle devait être. Je ne laisserai pas pourtant de lui envoyer le procès-verbal que j'ai reçu, et de lui écrire à ce sujet. Cependant je ne juge pas à propos que vous y touchiez et que vous la laissiez comme elle est : je vous prie seulement d'en faire faire une nouvelle épreuve, aussi bien que de celle que vous avez encore à recevoir bientôt, et à laquelle il faut d'autant plus prendre garde, qu'on en doit envoyer 150,000 livres en Catalogne, aussitôt qu'elle sera arrivée.

N° 44. *Du même à M. du Plessis-Besançon.*

13 avril 1648.

Il n'est pas besoin que je m'étende beaucoup pour vous informer du zèle que le sieur Luigi del Ferro a pour le service du Roi; vous savez assez de quelle façon il a agi dans les mouvemens qui ont eu lieu à Naples. Aussi ne l'accompagné-je de ces lignes que pour ne pas le laisser partir sans qu'il emportât ce nouveau témoignage de la satisfaction que Leurs Majestés en ont, et de celle qu'il m'a donnée en mon particulier. On se remet à vous de l'employer ainsi que vous le jugerez plus à propos pour les avantages de cette couronne. Il est plein de bonne volonté, et sera ravi de se prêter à tout ce que vous lui direz qu'il doit faire pour vous servir. Je vous le recommande, et vous prie d'être assûré toujours de la continuation de mon amitié.

N° 45.

Une autre lettre de recommandation, presque dans les mêmes termes, est adressée à M. le bailli de Valençai pour le même individu.

N° 46. *Du même à M. du Plessis-Besançon.*

Paris, 16 avril 1648.

Depuis votre lettre, du 6 du courant, vous aurez reçu, par le sieur de Lanas, capitaine des gardes de l'amirauté, les derniers ordres pour votre voyage à Naples. Il n'est pas besoin que je vous dise le déplaisir que font toutes les longueurs qui s'y rencontrent; vous

le pouvez assez juger. Je m'assûre que les blés seront préparés à Toulon. En tout cas si vous n'en trouvez pas toute la quantité qu'on avait résolu qui partirait avec vous, on fera suivre le reste de si près, que cela ne doive pas vous retarder. Pour les armes, je ne doute pas qu'elles ne soient aussi embarquées, et je crois qu'à peine vous serez parti, que toute l'armée sera à la mer. Je me hâte de terminer, et je vous assûre toujours de la continuation de mon amitié.

Note de l'Éditeur. Déjà seize jours s'étaient écoulés depuis que le duc de Guise était prisonnier, et le cardinal Mazarin l'ignorait encore. Ses préparatifs, tels que le prouvent les lettres précédentes, annoncent bien qu'il ne prévoyait pas la catastrophe qui avait eu lieu, et la lettre suivante prouvera qu'il n'était pas encore instruit le 22 avril.

N° 47. *Du même au même.*

Paris, 22 avril 1648.

L'escadre du chevalier Garnier tarde tant à partir, qu'elle ne saurait désormais arriver sitôt à Piombino, que les vingt galères qui doivent naviguer cette année n'y soient presqu'en même tems. Si, lorsqu'elles y seront arrivées, M. le cardinal Grimaldi, suivant les nouvelles qu'il aura de Naples, et après en avoir conféré avec vous, jugeait à propos de faire avancer lesdites galères seules, ou d'y joindre un ou deux vaisseaux, on s'en remet entièrement à ce qui sera avisé de delà; et le chevalier Garnier a ordre de faire ponctuellement

tout ce que le cardinal pourra désirer. Je n'ai autre chose à vous dire, etc.

P. S. J'ajoute que si la soldatesque n'a pu arriver à tems pour s'embarquer avec vous, les galères porteront sans faute le régiment de Sault qui sera le double des 500 hommes de celui de Provence, quoiqu'il y ait sujet de croire que les 500 hommes iront aussi, après les recharges qu'on a fait faire sur ce point à M. le comte d'Alais.

Note de l'Éditeur. Enfin au bout de vingt et un jours, le cardinal est instruit par une voie indirecte, et la scène change entièrement, ainsi que le prouveront les lettres suivantes.

N° 48. *Du même à M. le maréchal du Plessis-Praslin* (1).

27 avril 1648.

Monsieur,

Je vous ai écrit amplement il n'y a que deux jours; depuis cela, j'ai reçu votre lettre du 17. Il est vrai que c'est un grand malheur que les affaires de Naples aient changé de face au point que le font pressentir les nouvelles qu'un courier espagnol en avait données à Gand, si elles se trouvent véritables, dont nous ne savons

---

(1) César, duc de Choiseul, maréchal du Plessis-Praslin, né le 12 février 1598, commandait alors l'armée française en Lombardie, sous le duc de Modène. Voyez l'article Choiseul, dans la Biographie universelle, VIII, 426; et dans le Dictionnaire des Généraux français, par M. le chevalier de Courcelles, IV, 279.

encore autre chose que ce qu'en a dit ce courier. Mais c'est un malheur qui ne me surprend pas. Il y a long-tems que je crois qu'il fallait un perpétuel miracle pour les faire durer au même point, d'après la conduite que tenait M. le duc de Guise. On n'a rien oublié pour le redresser et pour lui faire connaître que lui-même se creusait un précipice infaillible, s'il ne prenait d'autres maximes que celles qui l'ont aveuglé. Peut-être l'eût-on remis dans le bon chemin, si notre armée eût eu le tems d'arriver. Avec cela je ne crois pas qu'il y ait lieu d'appréhender que les ennemis, de toute cette campagne, puissent tirer pour l'État de Milan aucune assistance du royaume de Naples, dans l'agitation où il est encore; et à prendre les choses au pire pour nous, il leur faudra toute une année entière avant que d'y rétablir le calme, ni se pouvoir bien assurer des peuples, attendu particulièrement les intelligences que nous y conservons toujours, et les efforts que l'on fera par mer. Il ne faut qu'une bluette pour exciter de nouveau l'embrasement plus fort que jamais. Le feu avait bien été une fois éteint et n'a pas laissé que de se rallumer. Tout cela néanmoins dépend de la fortune, et on n'y fait que le fondement qui se doit; mais j'en veux inférer que M. le duc de (Modène) (1) n'a rien à craindre pour cette considération, et ne peut être refroidi d'agir, comme il avait résolu, ni même empêché de faire des

(1) François I d'Este, duc de Modène depuis 1629, était né en 1610. Il avait accepté, en 1647, le commandement des armées françaises en Italie. Mais quoique revêtu du titre de généralissime, il dépendait en quelque sorte des généraux français. (L'Art de vérifier les Dates. Paris, 1819, XVII, 414.) Cependant le maréchal du Plessis-Praslin n'eut son pouvoir de commander l'armée de Lombardie que le 3 mai 1648. (Dict. des Généraux, IV, 279.)

progrès, notamment en commençant de bonne heure, ainsi que vous le jugez très-prudemment; et j'en conviens encore plus que vous. Je me remets au sieur de Clervillo de toutes ces affaires; il est si bien instruit de tous les sentimens de delà, que je croirais lui faire tort que de vous en entretenir.

Je pensais n'avoir plus à vous entretenir des vôtres particulières; mais votre dernière lettre m'en renouvelle l'occasion. Je vous prie d'être assûré qu'aucun autre de votre condition n'est avantagé par-dessus vous en aucune sorte de grâce ou de gratification de Sa Majesté. Ils pourront bien, sur les lieus où ils seront, réunir plus de moyens de subsistance; mais cela vient de la qualité des lieus, et non de Sa Majesté, ni qu'elle fasse aucune distinction, entre vous et eux, qui vous soit préjudiciable. Pour des établissemens solides, je souhaite plus que vous-même de vous en procurer; et vous devez croire que quand cela ne se fait pas, c'est qu'il est impossible, et par ce seulement, que les occasions me manquent.

J'ai grand regret aussi de ne pouvoir m'employer pour vous faire accorder la satisfaction que je vois que vous désirez de faire élever dans cette campagne votre fils au grade de maréchal-de-camp. Je sais qu'il mérite au-delà; mais il a été fait un réglement général que Sa Majesté n'accorderait cette grâce à aucun, à cause du nombre excessif des prétendans dont on ne saurait en contenter un que tous les autres ne fussent dégoûtés; et Sa Majesté a résolu de n'y pas toucher. Vous avez trop d'affection à son service et à toutes ses satisfactions, pour n'y accommoder pas les vôtres avec plaisir. Cependant je vous prie de me croire sincèrement, etc.

P. S. Depuis mes lettres écrites, le courier que nous

a dépêché le duc de Modène est arrivé; il me marque de vous avoir écrit, vous priant de vous hâter, et vous avoir donné avis du sujet qui l'y a obligé, qui n'est autre chose que des raisonnemens sur les affaires courantes, et pour nous presser de fortifier promtement son armée le plus qu'il se pourra. Je ne vous dirai rien, etc.

M. le prince Thomas (1) s'en va commander l'armée navale vers Naples. Je m'assure que vous serez bien aise que l'on fasse des efforts de ce côté-là, qui contribueront extrêmement à vos progrès aussi bien que la diversion que fera M. le marquis de Ville du côté du Piémont, qui agira dans l'absence de M. le prince Thomas, avec le corps qu'il aura, comme s'il était détaché de l'armée de M. le duc de Modène.

Outre que la ponctualité avec laquelle le marquis Ville exécutera les ordres qui lui seront donnés, l'envie qu'il aura d'acquérir de la gloire lui fera redoubler ses soins et ses efforts pour faire quelque chose qui le mette en vue, et lui fasse gagner l'approbation de M. le duc de Modène et la vôtre. Je vois donc qu'il y a lieu de bien espérer de cette campagne dans l'État de Milan; et afin qu'on puisse commencer à agir au plus tôt, je n'oublie rien pour presser l'embarquement des troupes qui doivent passer à Modène, et la marche de celles qui doivent aller en Piémont. Pour cet effet, M. le Tellier pourrait bien vous dire qu'afin de fournir l'argent nécessaire pour les besoins de tous les corps, cavalerie et infanterie, qui sont en Piémont, j'ai vendu la charge de surintendant des bâtimens que Sa Majesté m'avait donnée il y a deux ans. J'ai fait remettre l'argent audit sieur le Tellier afin qu'il pût s'en servir à cela, reconnaissant d'un côté de quelle importance était la chose, et de l'autre que je ne pouvais moins faire que d'employer les grâces que Sa Majesté me fait, que pour son service propre.

(1) Thomas François de Savoie, prince de Carignan, cinquième fils de Charles-Emmanuel Ier, duc de Savoie, était né en 1596. Ce fut lui qu'après la prise du duc de Guise, le cardinal Mazarin qui espérait un nouveau soulèvement à Naples, désigna pour commander une armée navale de 19 galères, 34 vaisseaux et 40 tartanes. (Hist. de la Maison de Savoie, par Guichenon. Lyon, 1660, p. 1040.)

N° 49. *Du même à M. du Plessis-Besançon.*

Paris, 5 mai 1648.

Monsieur,

J'écris au long à M. le cardinal Grimaldi sur les affaires courantes; sachant qu'il vous communiquera tout, je crois superflu de vous le répliquer.

Vous savez la résolution que Leurs Majestés ont prise d'envoyer M. le prince Thomas commander leur armée navale, et celle de terre quand il y aura lieu de débarquer les troupes. Outre qu'il est un sujet de grande condition et de l'expérience que vous savez, il a entretenu de longue main, quantité d'intelligences dans le royaume de Naples, qui pourront aujourd'hui vous être fort utiles. Je considère aussi extrêmement l'entière résignation qu'il aura à tout ce que les ministres de Sa Majesté lui feront connaître être de ses intentions ou du bien de son service.

Les événemens dans toutes les entreprises sont dans les mains de Dieu; mais à discourir selon les apparences, les personnes les plus sensées jugent que pourvu que

nous trouvions dans le royaume quelqu'un qui nous tende la main, les affaires sont en meilleur état pour nous, que quand M. de Guise en avait la direction avec les pensées chimériques dont il se repaissait et qu'il nous eût été impossible de lui ôter jamais. En tout cas la prudence ne permet pas qu'on omette cette tentative dont il peut résulter des avantages si notables; et si elle ne réussit pas, les efforts qu'on aura faits ne seront pas perdus, et pourront servir utilement en quelqu'autre endroit. Je vous prie sur toute chose de vous employer efficacement auprès de M. le cardinal Grimaldi pour qu'il ne refuse pas de se donner la peine de faire ce voyage, Sa Majesté se promettant beaucoup de sa personne et de ses conseils, pour le bon succès du dessein. Cependant je déclare pour la façon d'agir en cette circonstance, qu'elle sera selon ce qui sera jugé à propos sur les lieus par les personnes que le Roi a commises pour cela, ne m'étant réservé que le soin de faire partir l'armée et de préparer les troupes. Je ne laisserai pas pourtant de dire tous mes sentimens à M. le prince Thomas avant son départ, et de les mander à M. le cardinal Grimaldi.

Pour ce qui est de Portoisdéro (1) dont vous me parlez dans votre lettre, on a d'autres avant-postes, comme en Catalogne; il n'y faut songer qu'après que nous aurons perdu toute espérance de rien faire à Naples.

Après avoir écrit cette lettre, j'ai reçu la vôtre du 25 avril qui ne me donne pas lieu de rien ajouter, si ce n'est pour vous dire que vous ne vous mettiez point en peine touchant le sieur du Bosquet. Je prendrai mes

(1) Ce nom paraît mal écrit.

mesures, parce que je l'avais déjà dit à M. le Tellier, pour vous y faire avoir toute satisfaction. Ayez-en l'esprit en repos; et en tout cas, je songerai à faire que vous vous défassiez de vos..... avec avantage. On a quelque chose de meilleur.

N° 50. *Mémoire de M. le cardinal Mazarin, en réponse aux dépêches de M. le cardinal Grimaldi.*

6 et 11 juin 1648.

Pour répondre aux dépêches du 6 de la rade de Pausilippe, et du 11 de celles de Castel-à-Mare, je vous dirai premièrement que quand M. le prince Thomas aura joint les vaisseaux et les galères avec le reste de l'armée navale qui devait partir de Toulon vers la fin du mois passé, si l'on reconnaît qu'il n'y ait pas lieu d'espérer bientôt quelque chose de bon dans le royaume de Naples, et d'y faire un promt débarquement avec apparence de pouvoir engager ces peuples-là à nous assister, ou d'y former quelque parti qui nous prête la main, parce qu'outre que l'armée navale des ennemis venant sur la même côte rendrait notre descente bien plus difficile (à moins qu'il ne se donnât un combat général et que nous n'y remportassions l'avantage, auquel cas on devrait, ce me semble, se promettre de cette victoire de grandes suites dans ledit royaume). Il faut considérer encore qu'en nous arrêtant sans rien entreprendre, dans la seule attente du soulèvement des peuples, qui nous a déjà manqué nonobstant toutes les belles promesses qu'on nous fesait faire à Rome, les troupes embarquées consommeraient tous les vivres qu'on a portés pour elles, et ceux même qui sont pour

la provision de l'armée navale, laquelle, en ce cas, serait obligée de se retirer et de quitter la mer long-tems avant la fin du mois d'octobre, dont on recevrait grand préjudice. Ce qui serait plus fastidieux, c'est que cela serait arrivé sans qu'on eût tiré aucun service desdites troupes.

L'avantage considérable remporté depuis peu par M. le duc de Modène (1) sur les ennemis, dont je ne vous dis pas le détail parce que vous l'aurez su aussitôt que nous, met les affaires des Espagnols dans le Milanais en si mauvais état, qu'il sera comme impossible au marquis de Caracène de pourvoir comme il faut à la sûreté de Final. S'il y a lieu de fondre sur cette place à l'improviste, et de l'attaquer, il y a toute apparence qu'on la trouverait assez dégarnie, et on pourrait par avance y faire venir le marquis Ville avec son corps, dans le tems et aux lieus qu'on enverrait consulter avec lui.

En cas qu'on s'appliquât à ce dessein, et que le prince Thomas demeurât à ce siége, et que l'armée navale ne dût pas attendre, l'intention de Sa Majesté est que M. le duc de Richelieu, et le sieur de Montade sous lui, commanderaient ladite armée.

Sa Majesté a appris avec grande joie les prises de blé qu'on a faites sur les ennemis, dont, comme il a été sûrement mandé, nous tirons le double avantage d'ôter

(1) Il passa le Pô avec 1200 hommes de pié et 300 chevaux; traversa une lieue d'eau en présence de 24 barques espagnoles armées; marcha contre le marquis de Caracène, retranché devant Casal, d'où il assiégeait l'armée française, et l'obligea de se retirer. (Hist. des Généraux, IV, 279.) Tous ces avantages sont attribués au maréchal de Choiseul-Praslin, qui commandait sous le duc de Modène.

aux Espagnols le moyen d'en assister les peuples et de de nous en prévaloir.

Si on a reconnu qu'il n'y a pas d'apparence de débiter dans Naples lesdits blés, tant de prises que de ceux que l'armée avait apportés, pour en tirer le fruit que nous nous en promettons, c'est-à-dire de nous rendre le peuple favorable, et de le faire déclarer pour nous, je ne doute pas qu'on n'ait songé à les vendre avant la récolte; car autrement ils diminueront de prix de moitié; et il y aura une grande facilité à s'en défaire avantageusement dans le golfe, puisque le chevalier Garnier me mande que la disette y était telle, qu'il valait cinq pistoles la charge.

Il importe surtout de prendre un soin continuel qu'il ne soit rien dissipé de tous nos grains, et que l'argent qu'on en fera soit conservé fidèlement, à la réserve de ce qu'on a mandé qu'il en faudrait remettre à Rome au sieur Philippe Valente, pour le remboursement des sommes qu'il a avancées pour l'achat desdits grains.

L'intention de Sa Majesté est aussi qu'on restitue au Pape (1) le blé qui était sur les bâtimens qu'on avait chargés à Gênes pour le compte de la chambre apostolique, fesant affirmer que ledit blé appartient à ladite chambre ou à Sa Sainteté.

J'ai vu avec un grand sentiment dans ledit mémoire, que les galères commençaient à délibérer sur leur retour en Provence, sous prétexte du manquement de vivres. Il me semble qu'ayant fait tant de prises de grains, il ne serait pas mal aisé, ou de faire faire du pain en quelqu'endroit, ou d'échanger lesdits grains

(1) Le pape était alors Innocent X (Jean-Baptiste Pamphili), né en 1574.

à Livourne (1) contre du biscuit, et de faire plutôt le marché avec désavantage pour nous. En tout cas j'ai avis de Toulon qu'on fesait partir des vivres pour les galères, et que les vaisseaux en portaient pour eux, pour tout le mois d'octobre, avec intention d'en assister généreusement les autres : cependant qu'on préparera incessamment en Provence un nouveau secours de vivres qui puisse donner moyen à tous d'aller jusqu'à la fin dudit mois d'octobre.

Il semble qu'on doive moins appréhender les suites des maladies des soldats embarqués, qu'on ne ferait dans une autre armée, parce que la plupart n'ont autre mal que celui de la mer, qui est guéri dès le moment qu'ils mettent pied à terre.

Je ne saurais assez donner de louanges au zèle, au courage et à l'expérience dans la marine du chevalier Paul, à qui principalement est dû l'honneur de la dernière prise de blés que nous avons faite. Je ne me suis pas contenté d'en rendre compte à Sa Majesté; mais je lui ai demandé en même tems qu'il lui plût déclarer ledit chevalier chef d'escadre, ce qu'elle acceptait avec plaisir, et on lui en envoie les expéditions. J'ai demandé aussi quelque gratification pour lui sur lesdits blés, et Sa Majesté l'a accordé de fort bonne grâce. On acquittera la somme à son retour, ou quand nous apprendrons que la vente desdits blés aura été faite.

J'ai grande impatience d'apprendre si on se sera

(1) On a déjà nommé plusieurs fois cette ville, qui a l'un des ports les plus fameux de la Méditerranée, en Toscane. Dans ce mémoire et dans toutes ces lettres, son nom est écrit *Libourne*.

résolu de s'emparer du poste de Procida (1), qui nous serait de grande importance pour toutes raisons, mais surtout, à ce qu'il me semble, pour avoir un lieu commode à pouvoir faire du pain pour les galères. On attend l'arrivée du reste de l'armée.

On embarque deux cens chevaux en Provence, à ce qu'on me marque de là; et, cela étant, il sera mal aisé que, mettant pied à terre, on leur dispute rien. Cependant on pourrait songer à avoir sept ou huit cens chevaux.

N° 51. *Second mémoire du cardinal Mazarin, en réponse de la dépêche du cardinal Grimaldi, du 29 juin* 1648.

Les raisons qui ont obligé ledit sieur cardinal Grimaldi à revenir à Longay (2) avec les vaisseaux et les galères qui étaient allés sur la côte de Naples, ne peuvent être plus concluantes. On est bien marri qu'il n'y ait pas eu lieu d'y faire aucun progrès, où d'y causer quelques nouveaux mouvemens; mais il était de la prudence de faire cette tentative, en attendant que toute l'armée pût être prête, pour faire un grand et dernier effort; et la même prudence a voulu qu'on revint faire un tour à Porto-Longone pour les raisons qui sont marquées dans le mémoire du 29 du passé. Cependant ceux qui ont bonne volonté pour nous, ne la perdront pas, sachant que nous n'avons, comme on dit, *reculé que pour mieux sauter.*

(1) Le prince Thomas s'empara en effet de l'île de Procida, et demeura long-tems autour du cap de Misène. (Guichenon, Hist. de la Maison de Savoie, p. 1040.) Il nomme plusieurs fois le marquis Ville.

(2) Le nom de ce lieu sera écrit plus bas de la même manière.

On croit encore que les galères n'auront pas passé Livourne, et qu'elles y auront attendu les vivres qu'on leur envoie, qui étaient partis de Toulon, le 17 du courant, au matin. Ce serait un grand mal qu'elles fussent venues jusqu'en Provence, et on ne sait trop quelles bonnes excuses elles en pourraient alléguer, puisqu'il y avait du biscuit à Longay, et qu'elles ont pu s'adresser à Livourne et y trouver toutes sortes de commodités pour leur subsistance, moyennant l'argent qu'on aura pu tirer de la vente des blés, ou en fesant du pain, en attendant l'arrivée des vivres.

On a écrit si souvent et si au long sur tous cas qui pourraient arriver touchant les affaires de Naples, qu'il semble superflu d'y rien ajouter. Toute la question principale se réduirait aujourd'hui à savoir si après ce que nous avons éprouvé dans le dernier voyage, on doit retourner encore une fois avec toute l'armée sur ces côtes-là, tenter notre fortune.

Le mémoire dudit sieur cardinal discourt bien sur ce qui se pourrait faire de mieux en ces quartiers-là, mais ne met nullement en doute le retour avec toute l'armée; aussi ne paraît-il pas qu'il y ait lieu d'hésiter le moins du monde à cela, soit parce que la prudence ne permet pas qu'on omette de faire jusqu'au bout, tous les efforts possibles pour une entreprise qui est de si grande considération que le bon succès forcerait bientôt les ennemis à donner les mains à la paix, ou porterait un coup mortel à la monarchie d'Espagne; soit pour ce que jamais on n'a fait ici un fondement bien assûré que la seule vue de quelques escadrons de notre armée dût causer dabord de nouveaux mouvemens dans le royaume : aussi ne leur a-t-on fait devancer les restes de l'armée, qu'afin de porter des blés aux

peuples qui, selon les avis que nous avions, paraissaient être fort pressés de la faim, et pour leur faire aussi connaître que la France n'abandonnerait pas leur protection, comme les Espagnols essayaient de leur persuader; nous réservant cependant de faire notre véritable effort quand toute l'armée navale étant assemblée, et le corps de troupes destiné pour s'embarquer dessus étant prêt, on pourrait se faire voir sur ces côtes-là en état de battre l'armée des ennemis si elle vient; et, en attendant cela, mettre pied à terre avec des forces suffisantes pour nous emparer de quelques postes importans par le moyen desquels nous puissions prêter la main au parti qui voudrait se déclarer contre les Espagnols, fomenter nos intelligences dans le pays, et faire quelque entreprise considérable avec les assistances qu'on pourrait nous donner.

La résolution se prenant de la sorte, il faudrait seulement avoir égard à ne pas s'engager si fort dans ce dessein, qu'on ne pût s'en retirer au moins vers la fin du mois d'août prochain, si on reconnaissait qu'on ne pût pas s'en promettre des suites fort avantageuses, et qu'on courût fortune d'employer là infructueusement les restes de la campagne, les troupes consommant les vivres de soi-même sans rien faire, pendant qu'il y aurait lieu d'agir ailleurs plus utilement.

Dans l'intervalle de tems qui s'écoulera entre cette époque et la fin du mois d'août, on verra plus clair à ce que deviendront les affaires dans le Milanais et dans la Catalogne, où Tortose est assiégée, et peut-être Crémone dans le premier (1). Selon les apparences qu'il y

(1) Le maréchal de Choiseul-Praslin poursuivit le marquis de Caracène après l'avoir forcé de se retirer de devant Casal; il le

aura de faire des progrès de côté ou d'autre, dont on sera bientôt éclairci, on enverra d'ici les ordres de ce que l'armée navale devra faire pour y concourir, et à quoi aussi on pourra employer les troupes qui auront été embarquées dessus.

Ce n'est pas qu'on ne préfère toujours à toute autre chose les affaires de Naples, s'il y a apparence d'y faire quelque chose de bon, et tous les renforts qui se préparent présentement en Languedoc, en Dauphiné et en Guienne, y seront infailliblement envoyés, si on voit qu'ayant mis pied à terre, il y ait lieu de se promettre d'y agir avec succès. Sinon, on prendra la résolution d'employer lesdits renforts et l'armée même, ou en Catalogne pour l'attaque de Tarragone, ou ailleurs pour agir selon que le tems ou les conjonctures nous le conseilleront.

J'ai eu grand déplaisir de la perte que nous avons faite de la polacre chargée de blé et d'autres choses, qui est allée se rendre à Naples. Il me semble qu'il n'eût pas été difficile d'en donner le soin à une personne bien affidée avec des matelots de connaissance. Mais à une chose faite, il n'y a point de remède; nous devons seulement en faire notre profit, et prendre plus de précautions à l'avenir.

---

combattit près de Crémone, força ses retranchemens, franchit trois fossés pleins d'eau, et fit 3000 prisonniers; cette action eut lieu le 30 juin. Un des fils du maréchal, âgé de vingt ans, combattit vaillamment à cette affaire, et y fut tué. L'armée française fit ensuite le siége de Crémone; mais elle était trop faible pour l'investir régulièrement, et les Espagnols en rafraîchissaient la garnison, ce qui força le maréchal à lever le siége le 6 octobre. (Dict. des Généraux, IV, 279 et 280.)

N° 52. *Addition au second mémoire à M. le cardinal Grimaldi.*

15 juillet 1648.

Depuis ce mémoire achevé, on a eu le déchiffrement de celui du 2 juillet, signé par M. le cardinal de Grimaldi, et par M. du Plessis-Besançon, par lequel ils ont donné leur avis touchant la résolution que Sa Majesté pourra prendre d'employer son armée navale et les troupes qui sont embarquées dessus, plutôt en un endroit qu'en un autre; et Sadite Majesté a été très-aise que leur sentiment se soit trouvé entièrement conforme à ce qu'elle avait déjà résolu, qui est de préférer les affaires de Naples et le dessein d'y aller, à tout autre. Il est parlé dans le mémoire dudit sieur cardinal, de la nécessité qu'il y aurait d'avoir 6000 hommes; on en aura présentement plus de 4500 effectifs, cavalerie et infanterie, des meilleures troupes de France, y compris les 500 du régiment de Provence. On pourra peut-être prendre encore quelque chose à Piombino et à Porto-Longone, et l'on envoie les ordres au sieur de Saint-Aignan de Noailles, de n'y faire point de difficulté. On lève en outre en France plus de 3000 hommes, qu'on pourra y envoyer si on a commencé d'y agir avec succès.

Si on fait quelques progrès dans le royaume de Naples, l'intention de Sa Majesté est de tenir à la mer durant tout le tems, une escadre de douze vaisseaux, afin d'entretenir continuellement la communication avec ledit royaume.

N° 53. *Du cardinal Mazarin à M. du Plessis-Besançon.*

16 juillet 1648.

Monsieur,

Puisque les mémoires que j'ai dressés en réponse des dernières dépêches que nous avons reçues de M. le cardinal Grimaldi et de vous des 6, 11 et 29 du mois passé, sont très-amples, et que je sais qu'ils vous seront communiqués, il serait superflu que je vous écrivisse sur les mêmes matières. Je vous témoignerai seulement la satisfaction que j'ai reçue de voir dans votre lettre du 1er juillet, le sentiment que vous avez que les affaires de Naples sont encore en telle disposition, qu'il y aura toujours beaucoup à faire, pourvu qu'on y aille avec plus de forces qu'on en a eu lorsqu'on s'y est présenté en dernier lieu. C'est une tentative que la prudence conseille encore une fois, quand ce ne serait, comme vous dites fort bien, que pour éviter le blâme et le reproche universel d'avoir omis quelque chose de l'affaire de la plus grande importance qui se puisse presque concevoir. Ce qui me fait beaucoup de peine en cette conjoncture, c'est l'altération de votre santé que j'apprends par votre même lettre. Mais comme je ne crois pas que ce soit un plus grand mal qu'un rhume, je veux espérer que vous en aurez été bientôt délivré, et que quand M. le prince Thomas sera arrivé de delà, vous vous serez trouvé en état de faire encore cette petite course. Je vous en convie de tout mon cœur, et de vaincre pour l'amour de moi, la répugnance que vous pourriez avoir en vous-même. Ce ne sera ou qu'un

voyage de peu de jours, ou on y fera quelque chose de grand, et, en ce cas, Sa Majesté y souhaite, en toutes façons, votre présence. C'est tout ce que je vous dirai pour cette fois, me remettant aux mémoires, etc.

N° 54. *Du Cardinal à M. le duc de Richelieu, au sujet de son retour à Naples.*

Paris, 16 juillet 1648.

Monsieur,

Votre retour à Porto-Longoné vous aura donné la facilité de recueillir les vivres qui vous ont été envoyés de Marseille, et de vous joindre aux vaisseaux pour retourner avec plus de forces à Naples, et y prendre les avantages que les bonnes dispositions des peuples vous peuvent donner. On dépêche un courier à M. le prince Thomas, qui lui porte ses ordres, lesquels il vous participera, et Sa Majesté s'assure que vous contribuerez de tout votre courage et de votre affection à faire quelque bon effort pour la réputation de nos armes.

On a pourvu de cent forçats et cinquante rames, envoyés de Marseille à Monaco, la quatrième galère; et M. le prince de Monaco ayant joint quatre-vingt et quelques forçats aux soldats qui lui sont renvoyés des îles, il ne manquera rien à cette galère pour sortir du port et aller joindre votre corps.

Si nos affaires succèdent en Italie comme elles font en Allemagne où les armées ont chassé les Impériaux et les Bavarois de toute la Bavière, nos ennemis auront de quoi se repentir de n'avoir pas profité de l'occasion de faire la paix à Munster, d'où le Pigniranda étant sorti,

laisse un chacun persuadé que les Espagnols veulent continuer la guerre ; et j'espère que le sujet qui les y porte présentement, qui est l'espérance que ceux du parlement causent une division dans le royaume, cessera dans peu de jours, et de telle sorte qu'il en réussira un plus grand affermissement de l'autorité royale, et un meilleur ordre dans les finances, Sa Majesté ayant commis l'administration à M. le maréchal de la Meilleraie (1), qui a pour adjoints MM. d'Aligre et de Mosangis, qui travaillent conjointement à établir un fonds certain pour les dépenses nécessaires, afin qu'elles soient faites à tems, et rendues utiles au service de leurs Majestés. Je suis, etc.

N° 55. *Du Cardinal à M. du Plessis-Besançon.*

Monsieur,

Le mémoire que j'ai dressé en réponse de ceux que j'ai reçus de votre part, des 16 et 23 du mois passé, est si ample, que je ne saurais y ajouter que des redites superflues. C'est pourquoi je me contenterai, pour cette fois, de vous assurer de la continuation de mon affection qui est toujours au point d'estime et de tendresse que je vous ai dit souvent. Cependant je comprends par les lettres de M. le cardinal Grimaldi, que vous n'êtes pas bien satisfait de la pos-

(1) Le maréchal duc de la Meilleraie fut surintendant en 1648, pendant l'exil d'Emeri, qui l'était depuis quelques mois. On avait déjà vu des guerriers dans cette place. Il avait la probité du duc de Sulli, mais non pas ses ressources. Il vint dans le tems le plus difficile, et le duc de Sulli n'avait eu la surintendance qu'après la guerre civile. Il taxa tous les financiers et tous les traitans. La plupart firent banqueroute, et l'on ne trouva plus d'argent.

ture où vous êtes, et que Son Éminence me témoigne en passant, à dessein seulement de vous servir. A la vérité, j'avoue que j'aurais attendu toute autre chose, après la confiance que vous savez que j'ai mise en vous et que vous m'avez dit plusieurs fois vous-même être ce qui pouvait vous obliger le plus sensiblement. S'il y a rien de plus important au monde, de plus utile, ni de plus grand à faire que ce à quoi vous êtes employé présentement, je me reconnais coupable. En tout cas, je puis bien vous avertir avec franchise que les inquiétudes ne sont bonnes qu'à tourmenter ceux qui les prennent, sans que leurs affaires en avancent beaucoup. Peut-être il vous doit suffire que je vous aime et vous estime, et que je vous distinguerai toujours comme je le dois. Chaque chose viendra en son tems, et vous reconnaîtrez en toutes rencontres qu'on ne peut être plus cordialement que je suis, etc.

N° 56. *Extrait d'une lettre écrite par le Gouverneur de Procida à M. le marquis de Fontenay.*

13 août 1648.

Depuis la prise de Procida, M. le prince Thomas et M. le cardinal Grimaldi sont allés à Salerne (1), qu'ils attaquent vigoureusement par terre et par mer, et l'ont bloquée en façon qu'elle ne saurait avoir de secours de Naples, nos gens ayant forcé les Espagnols qui étaient dans Vétri, qui coupe entièrement le chemin de Naples. J'ai eu avis ce matin de cette ville, que les Espagnols

(1) Capitale de la principauté citérieure, avec un château et un port.

se sont retirés dans les châteaux, et qu'ils ont abandonné tous les autres postes, même le torrion des Carmes, pour en laisser la garde à ceux de la ville : on m'a dit encore que les bandits avaient coupé l'eau qui fesait moudre leurs moulins, et qu'on attend dans tout le royaume la prise de Salerne avec impatience, pour reprendre les premières résolutions. Cependant si Votre Excellence nous pouvait faire venir ici quantité de blé, au cas que nous nous réunissions en ce pays, c'est le seul moyen de nous acquérir ces peuples dans la nécessité où ils sont d'avoir du pain.

N° 57. *Mémoire du cardinal Mazarin à MM. le prince Thomas et du Plessis-Besançon.*

15 août 1648.

J'ai lu à la Reine le mémoire du 23 juillet, dressé par M. du Plessis-Besançon, par ordre de M. le cardinal Grimaldi et de M. le prince Thomas, pour faire savoir à Sa Majesté la résolution qu'ils avaient jugé à propos de prendre d'aller encore une fois sur les côtes de Naples avec toute l'armée navale, ce qui ne s'était pu jusqu'ici qu'avec des escadres ou sans les galères.

Si les avis qu'on a reçus en même tems de Rome se trouvent véritables, on aura vu jour de faire quelque chose de plus important que de prendre Procida; car nous voyons unanimement que jamais la conjoncture n'a été plus favorable pour causer une révolution dans ce royaume, pourvu que l'on nous y voie en état de l'appuyer, les principaux de la noblesse étant dans la dernière méfiance des Espagnols, et ayant refusé à don Juan d'Autriche de se rendre près de lui, et les peuples ayant ajouté à la haine implacable qu'ils avaient

déjà contre cette nation, dont ils ont donné de bonnes marques depuis un an, le désespoir et la rage de s'être laissé tromper, et de voir ostensiblement que les Espagnols leur préparent des chaînes et un joug bien plus dur et plus insupportable qu'il n'a encore souffert, afin de s'assûrer à l'avenir, par la terreur et par l'oppression, d'une obéissance qu'ils savent bien ne devoir pas espérer volontaire; et que pour réparer aussi dans ces troubles ce qu'ils ont perdu par des exactions au double de ce qu'ils avaient accoutumé d'en tirer.

En tout cas la prise de Procida et de l'île sera une expédition bien défavorable aux Espagnols, en ce que, nous donnant des abris et des mouillages assûrés pour les vaisseaux et galères du Roi, elle peut nous donner jour peut-être dès à cette heure, sinon avec un peu de tems, à faire d'autres progrès en terre ferme, par le moyen de quelque parti qui se pourra déclarer en notre faveur, nous voyant un pié dans le royaume, et par les renforts que l'on enverra d'ici et de là.

Sa Majesté pourra même, l'entreprise réussissant, tenir une escadre de vaisseaux tout l'hiver en ces quartiers-là, pour inquiéter les ennemis, et ce sera toujours beaucoup, supposé qu'on ne puisse faire autre chose, de leur donner telle jalousie en un endroit si sensible, qu'ils ne puissent en rien tirer pour assister le Milanais, ni l'Espagne.

Si le bon succès du dessein de Procida ne dépendait que d'avoir quatre ou cinq jours de tems pour faire la descente des troupes et mettre dans l'île, en magasin, les vivres et munitions nécessaires pour le siége, avant que l'armée ennemie pût arriver, il semble qu'on s'en peut promettre avec certitude un heureux événement, puisque les derniers avis que nous avons de Catalogne

portent que les vaisseaux ennemis qui étaient arrivés en grande diligence vers Tortose, au premier bruit de l'attaque de la place, demeuraient encore sur cette côte-là, même après la prise de cette ville, et attendraient vraisemblablement des ordres de Madrid, avant qu'oser prendre la résolution de s'en éloigner, de crainte d'être nécessaires là, si le roi d'Espagne se trouvait en état de réassiéger la place, ce qui n'est pas sans vraisemblance.

Ils étaient au nombre de 22 vaisseaux et quatre galères, et on croit que parmi celles-ci, il y aurait même des brûlots, quoiqu'il ne fût rien demeuré à Mahon. On mande aussi qu'ils ne sont guère bien armés, mais qu'ils attendent quatre vaisseaux de Cadix avec des troupes pour renforcer l'armement.

Le dessein de Procida réussissant, il faudra donner tous les meilleurs ordres possibles pour la conservation de la place, soit en la munissant, pour le plus long tems qu'il se pourra, des choses nécessaires pour sa défense, soit en s'y fortifiant continuellement.

On met même en considération s'il ne serait point à propos d'y laisser bonne partie de notre cavalerie, si elle a facilité d'y subsister; elle servirait beaucoup à empêcher le débarquement des ennemis en cas qu'ils voulussent nous y attaquer; et outre cela, les vaisseaux se trouveraient par ce moyen déchargés de l'incommodité que donnent les chevaux embarqués.

Sa Majesté a trouvé très-fondées les résolutions qui ont été prises de ne pas s'engager avec les seules troupes qui sont sur les vaisseaux, de hazarder de rien entreprendre au-delà de Naples ni en terre ferme, sans être certain de ce que deviendra l'armée navale des ennemis, de quelque soulèvement considérable, ou d'un parti formé qui nous tende la main. Peut-être,

comme j'ai dit ci-dessus, qu'à leur arrivée ils auront trouvé des conjonctures plus favorables qu'ils n'avaient osé se le promettre. En tous cas, après avoir pris Procida, ou l'avoir manquée, ce qu'on ne peut croire, si rien ne branle dans le royaume, ou qu'on ne nous appelle en aucun endroit, il semble que le premier but qu'on doit avoir alors, c'est d'aller droit aux ennemis, qui probablement paraîtront en ce tems-là sur ces côtes, et les obliger au combat, s'il est possible, avant que ce qui était demeuré à Naples, ait joint ce qui vient d'Espagne. Mais quand tout serait joint, nous avons toujours lieu d'espérer d'en remporter l'avantage par le nombre et la qualité de nos vaisseaux et de nos galères, surtout renforcés, comme ils le seront, par la soldatesque extraordinaire qui est embarquée dessus.

Sa Majesté s'est un peu arrêtée sur un endroit du mémoire où il est dit que combattant l'armée ennemie, quoiqu'on gagnât la bataille, il pourrait arriver que l'on demeurât si affaibli de troupes et de munitions, qu'on ne serait plus en état d'agir; et a jugé que si ce cas-là arrivait en effet sur les côtes d'Italie, il ne faudrait point laisser pour cela d'aller, aussitôt la bataille gagnée, droit à Naples, avec une confiance de victorieux, comme si nous étions bien en état de tout entreprendre; car outre que nous n'aurions plus de forces à craindre à la mer, on pourrait y débarquer non seulement nos troupes extraordinaires, mais celles de l'armement des vaisseaux. Il est indubitable que dans la première chaleur de l'émotion que causerait la nouvelle de la défaite des ennemis, sans qu'on sût nos besoins et nos pertes secrètes, nous avancerions plus en un quart d'heure par cette apparence, qu'en tout autre tems avec des forces bien effectives, c'est-à-dire pour

faire soulever les peuples qui déjà y ont tant de disposition, et n'en sont retenus que par la crainte qu'on leur donne continuellement de la puissance de l'armée navale d'Espagne, sur laquelle on doit amener beaucoup de troupes, laquelle crainte serait alors passée. Sa Majesté remet pourtant la décision de la chose à ce qui serait estimé pour lors plus à propos par son éminence, son altesse et le sieur du Plessis-Besançon; de sorte que si pour des raisons qu'on ne peut prévoir de si loin, après avoir gagné un combat sur les côtes d'Italie, on ne jugeait pas devoir retourner à Naples, il est remis à eux de faire ce qu'ils croiront pour le mieux, et en cas qu'il fût jugé à propos d'y aller pour profiter de la conjoncture, ils pourront dépêcher à Toulon quelques vaisseaux et des flûtes pour porter à l'armée, en toute diligence, de la poudre pour remplacer celle qui se serait consommée, et les renforts de troupes que l'on prépare incessamment de ce côté-là, et qui ont ordre de se rendre à Toulon, pour aller de là où elles seront jugées plus utiles.

Pour conclusion, on doit toujours avoir cette maxime, que tant qu'il y aura quelque chose de bon et de solide à faire dans le royaume de Naples, ils doivent la préférer à tout ce qu'ils pourraient aller tenter ailleurs. La raison en est bien évidente, puisqu'en cela il s'agit d'un royaume entier, et d'un royaume dont la perte donnerait le coup mortel à la monarchie d'Espagne; au lieu qu'en tout autre endroit, il ne serait question que d'une place au plus, supposé que tout y allât selon nos projets.

Néanmoins ces grandes espérances ne doivent point nous tenir si attachés, qu'à moins de voir jour d'y réussir bientôt, nous ne sachions nous en déprendre

assez à tems pour avoir le loisir de tenter quelque chose ailleurs, afin de ne courir pas risque de consommer inutilement nos forces et tant de préparatifs que nous avons faits. Et c'est ce que non seulement on ne saurait bien prescrire d'ici, et sur quoi la prudence de M. le cardinal Grimaldi et de M. le prince Thomas, assistés des bons avis de M. du Plessis-Besançon, aura beau champ d'éclater en jugeant justement le point auquel on devra se résoudre de laisser les affaires de Naples pour aller tenter d'autres desseins, et alors seulement on ouvrira un paquet qui contient les intentions de Sa Majesté en ce cas, et dont on a chargé le sieur de Launay, pour le remettre quand il sera résolu de ne plus s'arrêter auxdites affaires de Naples.

Le mémoire auquel celui-ci répond, porte que les galères n'avaient de vivres que jusqu'au 25 du courant; mais cette difficulté sera maintenant levée, puisque nous avons avis qu'il est parti quatre barques de Provence, chargées de victuailles pour lesdites galères, et on y a envoyé depuis trois jours un *nouveau fonds* pour faire transporter le surplus desdites victuailles. Pour la subsistance des vaisseaux, on y a pourvu jusqu'à la fin d'octobre.

On tient pour certain que les 500 hommes du régiment de Provence, qui ont ordre d'aller joindre l'armée navale, sont à présent embarqués.

On a levé en Languedoc 600 hommes de recrue pour le régiment qui porte le nom de cette province, qui sont à présent en marche vers Toulon, d'où on les enverra aussi joindre sans délai l'armée navale; et Sa Majesté estime que pour les mieux conserver, il les faudra distribuer dans les trois régimens de Sault, Péraut et Montpezat.

L'armée aura été à présent renforcée de la quatrième galère et de deux vaisseaux de guerre qu'on aura fait partir de Toulon.

Il en vient un autre de Hollande qui a été autrefois amiral, qui est de 800 tonneaux, qui a pour dix mois de vivres, est armé de 52 pièces de canon et à proportion de tout le reste. Il peut être à présent à la voile vers les côtes de Normandie et de Bretagne, et va toucher à Toulon pour voir s'il n'y aura rien à porter à l'armée qu'il a ordre de joindre en la plus grande diligence qu'il pourra.

Il semble ici touchant les desseins du golfe de Policastro (1) et de Salerne, que ce dernier est le meilleur. Cependant si on a quelque parti formé considérable ailleurs, Sa Majesté se remet à ce qui sera jugé plus à propos sur les lieus.

C'est un grand malheur qu'en une affaire où tous les momens peuvent nous être si précieux, on ait perdu tant de tems à Longay. Il faut essayer de réparer cette perte. Cependant je ne puis assez m'étonner du nombre des troupes qui sont sur l'armée navale, selon qu'il est porté dans le mémoire du 19 du passé, pouvant assûrer que ce qui s'est embarqué dans les trois régimens d'infanterie et celui de cavalerie, et les troupes de M. le prince Thomas, sans compter les officiers, doivent faire, selon les relations que j'ai de Provence, trois mille neuf çent et tant d'hommes.

Si on a une fois débarqué les troupes à Procida ou ailleurs dans le royaume, on pourrait, ce semble, envoyer l'armée navale chercher et combattre celle des

(1) Ville située à 22 lieues au sud-est de Naples, dans la principauté citérieure.

ennemis, parce qu'il est à considérer que si on remportait avantage sur elle, cela contribuerait beaucoup à en avoir d'autres. Au reste, sur cela comme sur tout ce qui peut arriver, on s'en remet à ce qui sera estimé par delà le plus expédient pour le bien du service.

N° 58. *Réponse du cardinal Mazarin au mémoire de M. du Plessis-Besançon, du 16 août, sous Procida.*

4 septembre 1648.

Le mémoire de M. du Plessis-Besançon ne contient que la relation de ce qui s'est passé à la descente que quelques troupes de l'armée du Roi ont faite à Salerne, de leur retraite et des raisons qui ont obligé M. le cardinal Grimaldi et M. le prince Thomas à résoudre de revenir de delà, à abandonner le poste de Procida, et sans le démolir.

Sur le premier point, il eût été à souhaiter qu'on n'eût pas fait un débarquement à Salerne, non pas simplement à en juger par le succès qu'il a eu, car ce n'est pas de l'événement que la raison veut qu'on juge si une résolution était bonne ou mauvaise, mais par ce prémice qu'on n'avait point vu encore de parti formé, qui nous appelât, ou qui nous reçût et nous vint assister, qui était néanmoins ce qu'on avait diverses fois mandé précisément être nécessaire avant que d'engager à mettre pied à terre dans le royaume; et qu'en second lieu, il n'y avait pas d'apparence que nous pussions faire aucun progrès considérable avec les forces seules que nous avions.

D'ailleurs, la réputation des armes de cette couronne ne souffrait aucune diminution si on se fût retiré après la prise de Pocida, ou après avoir reconnu que l'arrivée de notre armée navale ne causait aucune nouvelle émotion dans le royaume, ni dans la ville de Naples, puisque chacun aurait vu que notre dessein n'était pas de faire des progrès avec nos forces seules, mais seulement d'accomplir la promesse que nous avons faite à ces peuples de les assister en cas qu'ils fussent disposés à se mettre en liberté, et que nous leur avions tenu parole : au lieu que par ce débarquement nous avons donné occasion aux Espagnols de publier et faire grande ostentation de notre retraite, qu'ils appelleront fuite ou déroute, avec perte de gens et de canons. On a souvent fait remarquer en diverses dépêches, qu'il est beaucoup plus utile et plus honorable de ne rien entreprendre, que de le faire sans en venir à bout, et principalement quand on est dans un pays comme l'Italie, où chacun se conduit et se gouverne quasi par réputation, et où elle contribue plus que toute autre chose à se faire estimer et craindre.

Je passe plus outre encore, et crois que la prise de Salerne nous aurait été désavantageuse, d'autant que n'étant pas assez considérable pour causer une révolution générale du royaume, ou de partie d'icelui, elle nous engageait à continuer la guerre en un lieu éloigné pour y faire des progrès pied à pied, qui est ce que l'on a toujours voulu éviter.

Il a semblé aussi qu'on ne devait pas permettre à M. de Montade de mettre pied à terre avec tant de capitaines de vaisseau et de galère, puisque sans grande apparence d'en tirer une utilité considérable, en hazardant la vie des officiers qui commandent l'armée navale, c'était la mettre en état d'être moins capable de combattre l'ennemi.

Pour ce qui est du retour de delà, on aura vu par les dépêches que le sieur de Launay a portées, qu'on ne pouvait prendre une résolution qui fût plus conforme aux sentimens de Leurs Majestés, puisque l'on mandait par lui positivement, que passé le mois d'août, si l'on reconnaissait qu'il n'y eût pas lieu de se permettre quelque chose de grand du côté de Naples, on ne désirait pas que l'armée s'y amusât plus long-tems sur des espérances incertaines, mais qu'elle allât chercher l'ennemi, et après l'avoir combattu ou vu qu'elle ne pouvait l'attirer au combat, on se rendît avec le plus de diligence possible aux côtes de Catalogne et y prendre son poste devant Tarragone, en donnant avis en même-tems à M. le maréchal de Schomberg, afin qu'il pût bien prendre ses mesures pour l'attaque de ladite place, suivant ce qui lui a été mandé d'ici, de se tenir prêt pour faire cette entreprise, en cas que l'armée navale ayant reconnu qu'il n'y a rien à espérer dans le royaume de Naples, revînt sur les côtes de Catalogne.

Sa Majesté a jugé très-prudente la résolution de quitter Procida, et les raisons qu'on a eues pour cela, incomparablement plus fortes que celles qui étaient pour la conservation de ce poste. Elle a aussi fort approuvé qu'on eût plutôt laissé ledit poste dans l'état où on l'a trouvé, que de le démolir, et qu'on ait bien traité les habitans dē l'île; et il eût été à désirer qu'on en eût fait autant à Vétri.

OBSERVATION DE L'ÉDITEUR.

Conclusion.

Ainsi se termina l'expédition du prince Thomas de Savoie, presque aussi mal que celle du duc de Guise : ce ne fut que long-tems après, en 1734, qu'un prince français, né en Espagne, un arrière-petit-fils de Louis XIV, fit la conquête du royaume de Naples, à l'âge de dix-huit ans, et transmit son autorité à ses descendans, qui la possèdent encore aujourd'hui. C'est donc en quelque sorte une histoire nationale que nous allons étudier dans l'ouvrage du comte de Modène.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA PREMIÈRE PARTIE.

	Pages
Introduction.	1
Mémoire de ce qui s'est passé au voyage de Salmatori en Savoie, en mars 1618.	64
Sur le comte de Modène.	72
Ouvrages sur la révolution de Masaniello.	74
N° 1. Lettre au duc de Guise.	103
N° 2. Continuation de relation avec instruction à la lettre de M. de Fontenay, du 3 août 1647.	104
N° 3. Lettre du duc de Guise au cardinal Mazarin.	111
N° 4. Lettre du cardinal Mazarin au duc de Guise.	112
N° 5. Articles proposés par les députés de la ville de Naples, à don Juan d'Autriche.	114
N° 6. Lettre du marquis de Fontenay à Gennaro Annésé.	115
N° 7. M. de Fontenay à la république de Naples.	116
N° 8. Lettre du Roi au duc de Richelieu.	117
N° 9. Lettre de M. de Brienne au duc de Richelieu.	118
N° 10. Lettre du cardinal de Mazarin au duc de Richelieu.	119
N° 11. Lettre de M. de Brienne à M. le bailli de Valençai.	121
N° 12. Lettre du Roi à M. le grand-prieur d'Auvergne.	122
N° 13. Pareille lettre au bailli de Valençai.	*id.*
N° 14. Lettre du cardinal Mazarin au grand-prieur.	*id.*
N° 15. Lettre du duc de Guise au cardinal Mazarin.	123
N° 16. Le cardinal Mazarin au duc de Guise.	124

Pages

N° 17. Lettre du Roi de France au peuple de Naples. 125
N° 18. Le Roi au peuple de Naples. 127
N° 19. Lettre du marquis de Fontenay au cardinal Mazarin. 131
N° 20. Pouvoirs donnés par le Roi. *id.*
N° 20. (*bis*). Suite de la relation du duc de Richelieu. 133
N° 21. Ordonnance pour l'approvisionnement de Naples. 161
N° 22. Lettre du roi de France. 163
N° 23. Lettre du roi de France au duc de Guise. *id.*
N° 24. — au duc Carlo Brancacio. 164
N° 25. — au sieur Annésé. 165
N° 26. — au cardinal Filomarino. 166
N° 27. — au duc de Guise. 167
N° 28. Lettre du duc de Guise à la Reine-mère. *id.*
N° 29. — au cardinal Mazarin. 169
N° 30. M. Servien au duc de Guise. 171
N° 31. Du cardinal Mazarin au bailli de Valençai. 172
N° 32. Du Roi au duc de Guise. 175
N° 33. Pouvoir au cardinal Grimaldi. 176
N° 32 (*bis*). Instructions au sieur Penautier. 771
N° 33. (*bis*). Pouvoir à M. du Plessis-Besançon. 181
N° 34. Du cardinal Mazarin au duc de Guise. *id.*
N° 35. Pouvoir au cardinal Grimaldi. 182
N° 36. Du Roi au peuple de Naples. *id.*
N° 37. Du cardinal Mazarin au chevalier Garnier. 184
N° 38. — à M. du Plessis-Besançon. 186
N° 39. — au bailli de Valençai. 193
N° 40. — au baron de Rochefort. 195
N° 41. — au duc de Guise. 196
N° 42. — à M. du Plessis-Besançon. 201
N° 43. — au bailli de Valençai. 203
N° 44. — à M. du Plessis-Besançon. 207
N° 45. — au bailli de Valençai. *id.*

pages

N° 46. — à M. du Plessis-Besançon. 207
N° 47. — au même. 208
N° 48. — au maréchal du Plessis-Praslin. 209
N° 49. — à M. du Plessis-Besançon. 213
N° 50. — au cardinal Grimaldi. 215
N° 51. — au même. 219
N° 52. — au même. 223
N° 53. — à M. du Plessis-Besançon. 224
N° 54. — au duc de Richelieu. 225
N° 55. — à M. du Plessis-Besançon. 226
N° 56. Lettre du gouverneur de Procida. 227
N° 57. Mémoire du cardinal Mazarin. 228
N° 58. Réponse du cardinal Mazarin à M. du Plessis-Besançon. 235
Conclusion. 238

FIN DE LA TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE.

AU LECTEUR.

Je donne au public un Ouvrage où toutes sortes de personnes trouveront de quoi satisfaire la diversité de leur goût. Ceux dont la curiosité ne recherche pas seulement l'effet, mais encore la cause des affaires, y découvriront tous les motifs les plus secrets d'une soudaine et grande Révolution dont tout le monde ouït le bruit, sans que personne en put deviner le sujet. Ceux qui aiment la politique y discerneront des lumières capables de les éclairer dans cette ténébreuse route, où l'on voit tant de mauvais pas, et où souvent les moindres chutes causent la perte d'un État. Ils y verront aussi les manquemens que tous les ministres d'Espagne, la noblesse napolitaine et le peuple firent, au point que la fortune, en secondant une sédition, sembla offrir l'un des plus beaux royaumes du monde au premier occupant. Ceux qui n'aiment que les romans, et qui ne se plaisent qu'à voir des aventures inouies et des mutations de scène aussi rares que surprenantes, verront, dans cette première partie, marcher à la tête d'une multitude d'enfans demi-nus et armés de cannes, un Masanielle, qui, passant pour un idiot, et n'étant qu'un misérable poissonnier, foule outrageusement aux pieds l'orgueil des ministres d'Espagne, et se rend,

en moins de trois jours, tellement absolu dans Naples, que ses moindres ordres y sont plus promptement exécutés que ceux des princes ottomans ne le sont dans Constantinople, puisqu'avec un signe de main et d'un clin d'œil, il fait mouvoir dans un instant plus de cent mille hommes. Ils y verront un duc d'Arcos, dont la prudence consommée est confondue par une naissante fureur, et qui, au même jour qu'il est adoré de tout un Royaume en qualité de Vice-Roi, se voit saisi par les moustaches par une troupe de révoltés. Ils verront toute la noblesse napolitaine, dont le cœur est si brave et l'âme si fière, à la merci de l'insolence d'une ondoyante populace, qui dispose comme il lui plaît et de ses biens et de sa vie. Ils verront un don Juan d'Autriche de qui les ordres, secondés des bras de quatre ou cinq mille hommes, des canons de trois forteresses, de ceux d'une armée navale et de l'étonnement que cause la surprise dans les esprits d'un peuple trahi de son chef et de plusieurs de ses complices, ne lui produisent qu'un regret d'avoir perdu, dans cet assaut, la fleur de toute la noblesse qui le suivait, et par laquelle il croyait regagner Naples, et punir les Napolitains. Ils verront un prince de Massa esclave et chef tout à la fois de ce peuple, qui, malgré lui, le veut élever sur un trône, au lieu duquel, incontinent après, il trouve un funeste échaffaud. Ceux qui n'estiment que l'Histoire, et qui sont ravis de la voir dépouillée des passions qui, bien souvent, sous le prétexte de l'embellir, la défigurent et causent, en ceux qui la voyent, plus d'aversion que d'amour, y verront cette vérité que la seule nudité rend agréable et considérable, et qu'on ne voit point de la sorte dans les livres qui ont paru sur ce sujet. En effet, si l'on prend la peine de les examiner, on remarquera que les uns ne contiennent que des éloges en faveur du peuple de Naples ou de l'Espagne, et que les autres ne sont que des pasquinades faites contre les Espagnols ou contre les Napolitains. Les uns figurent Masanielle comme un homme envoyé de Dieu afin de châtier l'orgueil et l'avarice des ministres du roi d'Espagne; et les autres le représentent sous la forme d'un scélérat, qui n'a pour but que le carnage, le pillage et l'embrasement. Il semble que tous leurs auteurs se ressentent de la chaleur de tant de grands feux dont ils traitent, et la haine ou la flatterie paraît si bien dans leurs Ouvrages, qu'il est facile de juger qu'ils ont écrit pour leur parti et non pas pour la vérité, et qu'on les peut faire passer pour partisans ou des Espagnols ou du peuple, mais non pas pour historiens. S'il s'en rencontre quelques-uns plus modestes et moins flatteurs, ils ont si peu connu les causes et même les événemens de cette Révolution, que leur ignorance n'est pas moins pernicieuse à l'histoire, que les emportemens des autres. Enfin, je puis vous assurer que personne, jusqu'à ce jour, n'a parlé de cette matière, ni avec tant de connaissance, ni avec tant de pureté que j'en fais

voir en cet Ouvrage ; les personnages différens que j'ai faits dans les derniers actes de cette grande Tragédie où, tantôt en faisant celui de mestre-de-camp général des armes du peuple, on m'a vu prendre Averse, bloquer Capoue, écarter d'alentour de Naples toute la noblesse assemblée contre moi, et ravitailler cette ville dans sa famine; et tantôt en faisant celui d'un infortuné prisonnier, on m'a vu, dans la Vicarie et dans le Château-Neuf, pendant vingt-six mois moins quatre jours. Ces rôles, dis-je, m'ont donné et le moyen et le loisir de m'informer non-seulement des véritables et secrètes causes de ce soulèvement; mais encore de ses plus grands et plus particuliers progrès. J'ai eu le temps d'examiner toutes les choses qu'on m'a dites de l'un et de l'autre parti, et n'ayant voulu écouter que ces esprits qui m'ont paru les plus doux et les plus sincères, et qui, dans les fureurs publiques, se sont laissé entraîner plutôt par les efforts de ces torrens que par ceux de leurs passions, j'ai mis au jour, sur leur rapport, cet Ouvrage, que je souhaite être lu de toute l'Europe avec des yeux sans passion. Comme la sincérité m'est naturelle, et que le mensonge est l'un des péchés que j'évite et que je déteste le plus, la vérité est mon seul but, et l'affection et l'estime qu'eut pour moi le peuple de Naples, dans le temps que je le servis, ni tous les mauvais traitemens que me fit le comte d'Ognatte, Vice-Roi, pendant ma prison, et dans laquelle en me traitant en tout comme un simple soldat,

il ne témoigna de me prendre pour officier de qualité qu'alors qu'il me fit demander trente mille écus de rançon, ne me sauraient jamais contraindre de flatter l'un, ni de blâmer l'autre sans en avoir un juste sujet, ni de satisfaire à mes dettes aux dépens de la vérité. Croyez-le, si vous me voulez faire justice, et regardez avec quelque peu d'indulgence les fautes de l'impression, et celles qui choquent l'usage et la pureté du langage; celles-là ne sont procédées que du défaut des correcteurs, et du peu de temps que j'ai eu pour en repasser les épreuves, et celles-ci partent d'un homme qui a séjourné et vécu quinze ans à Naples, ou à Rome, ou dans le comtat d'Avignon.

La duchesse de Chevreuse, à qui est adressée la Dédicace suivante, est Marie de Rohan, née en 1600 d'Hercule de Rohan, duc de Montbazon, et de Madelène de Lénoncourt. Elle avait épousé en 1617, Charles d'Albert, duc de Luines, connétable de France, parent très-proche du comte de Modène. Après la mort du connétable, elle avait contracté un second mariage avec Claude de Lorraine, duc de Chevreuse. Aussi célèbre par son esprit que par sa beauté, elle fut intimement liée avec la reine Anne d'Autriche, épouse de Louis XIII. Elle dût donc nécessairement haïr le cardinal de Richelieu, persécuteur de cette princesse. Cette haine, dont le ministre vindicatif fut instruit, ainsi que des sobriquets outrageans que lui donnait la duchesse en particulier, le déterminèrent à la faire exiler. Accusée d'avoir cabalé contre lui, près d'être arrêtée, poursuivie par les gardes du cardinal, elle

n'échappa qu'avec peine, et passa en Angleterre. C'est dans cette fuite précipitée qu'elle traversa, dit-on, la Somme à la nage pour gagner Calais. Partout elle portait le feu de la guerre contre la France, et fesait naître l'amour dans le cœur de tous les princes auprès desquels elle allait chercher un asile. Elle revint à la Cour en 1642, après la mort du cardinal de Richelieu, et y revint avec le même esprit qui l'en avait si souvent fait éloigner. Aussi Louis XIII, lorsqu'il rappela les exilés, étant au lit de la mort, ne lui fit pas grâce comme aux autres; il la désigna même, dans sa déclaration de la régence, comme une personne dangereuse, de laquelle on ne devait jamais permettre le retour. En effet, son caractère intrigant se déploya plus que jamais sous la régence, dans les troubles de la Fronde, et lui attira la haine du cardinal Mazarin, qui la fit exiler plusieurs fois. Mais en 1665, tems auquel le comte de Modène lui parle ici *, elle s'était renfermée dans les soins de l'éducation de ses nombreux petits-enfans, à l'aîné desquels, n'ayant pas eu de postérité du second lit, elle transmit le duché de Chevreuse. Sa carrière se prolongea jusqu'à l'âge de soixante et dix-neuf ans. Elle était veuve de son second mari depuis le 24 janvier 1657, et mourut le 13 août 1679.

---

* La première Édition du premier volume a fini d'être imprimée le 6 novembre 1665.

ÉPITRE

A MADAME LA DUCHESSE DE CHEVREUSE.

MADAME,

Les bontés que Votre Altesse témoigna à feu mon père, pendant la vie de M. le connétable de Luynes, et la vénération que j'ai toujours eue pour tant de merveilleuses qualités que l'Europe admire en la grandeur de votre âme, m'obligent de vous supplier très-humblement d'agréer que votre nom éclate à l'entrée de cet Ouvrage; la matière en a éclaté par tout le monde, sans être encore bien connue, et j'espère, en la faisant paraître, de faire connaître combien me doit être précieuse la mémoire d'un connétable à qui ma maison est si redevable. Cependant, je veux le témoigner au digne objet de son amour, et en lui dédiant cette Histoire, apprendre à toute la terre les grands services que cet illustre favori rendit en peu de temps à la France. Quelques louanges que l'on ait données aux ministres qui l'ont suivi, et que le feu Roi prit après lui pour la conduite des affaires de son État, on peut dire,

sans flatterie, que ce fut M. le duc de Luynes qui aplanit et qui ouvrit la voie glorieuse par laquelle, en marchant sur ses pas, ils trouvèrent heureusement tant de matières de victoires, et tant de sujets de conquêtes. En effet, chacun sait que lorsque ce digne favori fut appelé dans les affaires par son adorable maître, la France n'était pas en état de former aucune entreprise avantageuse hors de chez elle, ni d'oser s'éloigner de ses frontières; elle avait dans ses entrailles un ennemi aussi puissant et aussi redoutable, qu'il était artificieux et caché; et qui, par conséquent, obligeait le ministre à veiller et à demeurer incessamment sur ses gardes. Chacun sait en quelle assiette était alors cette grande et formidable faction, qui, sous couleur de réformer l'Église, avait divisé l'État, et qui, feignant dès sa naissance de ne se vouloir établir que sur les débris des autels, fit voir au sortir du berceau qu'elle ne fondait son repos que sur les ruines du trône. En effet, elle n'a jamais voulu annoncer, ni faire entendre son Évangile que par la bouche des canons, et a plutôt songé à ramasser ses ouailles au son du tambour, qu'à celui des cloches, et à combattre qu'à prêcher. Elle l'a bien fait paraître par ces longues et funestes guerres civiles, qui ont affligé ce royaume, pendant lesquelles ce parti, après avoir en cent rencontres osé mesurer son épée avec celle de ses souverains, les contraignit, non-seulement de lui pardonner ses révoltes, et de lui accorder la paix; mais encore de lui donner,

pour sa plus grande sûreté, beaucoup de villes importantes, que l'on nomma places d'otages. Mais quoique cette faction semblât, depuis quelques années, ensevelie sous ce tombeau où tant de grâces et d'édits accordés par nos Rois la devaient avoir réduite, elle vivait toutefois encore, et son feu, de qui la flamme paraissait éteinte, conservait secrètement son ardeur sous la cendre. Il y a beaucoup d'apparence que cette turbulente faction, qui ne couvait dans son repos que des troubles, eût infailliblement enfanté quelque révolte générale, si ce judicieux connétable n'eût prévenu, par sa prudence, le coup dont elle menaçait l'autorité royale et la tranquillité publique; bien qu'il eut beaucoup de choses à craindre en cette hardie et glorieuse entreprise, où il avait sujet d'appréhender, non-seulement un grand parti, qui eut autrefois la témérité d'aller attaquer ses monarques jusqu'aux portes de leur ville capitale; mais encore une infinité de mal-contens qui le pouvaient favoriser ouvertement, ou sous main, aussi bien que les étrangers, qui n'étaient pas moins à craindre, par l'intérêt qu'ils avaient de maintenir les divisions de cet État. Il forma néanmoins ce digne projet avec tant de sagesse, et l'exécuta avec tant de résolution et de diligence, qu'en faisant connaître aux esprits pacifiques qu'il n'en voulait qu'à la rebellion et non à la religion, il divisa prudemment ce grand parti par cette voie, et détruisit la faction avant qu'elle eut eu le moyen et le loisir de se défendre. Il fit voir,

dans ces conjonctures, que celle qui dès la sortie du berceau avait eu la force et l'audace d'aller donner une bataille à son maître, aux portes de Paris, n'avait osé, ou, pour mieux dire, n'avait pu mettre un corps d'armée en campagne, pendant sa plus forte vigueur, et dans le plus beau de son âge. C'est une merveille que l'on ne saurait assez exagérer ni assez admirer, et qui, rétablissant nos Rois dans leur première autorité, rétablit la religion catholique en plusieurs provinces et en plusieurs villes, d'où son exercice était banni depuis long-temps. C'est, MADAME, à ce grand connétable à qui la France est redevable d'un si avantageux bienfait. Ce fut lui dont la piété, secondant celle de son maître, vengea l'Église, cette mère dont nos Rois sont les fils aînés; ce fut lui le premier qui, faisant marcher son souverain par tous les lieux où sa présence était nécessaire, fit voir combien le visage d'un prince est formidable aux séditieux, et que bien souvent sa personne toute seule fait plus d'effet qu'une grande et puissante armée. Enfin ce fut lui qui ayant détruit ce redoutable corps, en tranchant cette quantité de bras qu'il avait dans le Béarn, dans l'Anjou, dans le Poitou, dans la Guyenne et dans tout le reste du royaume, donna le moyen à ce grand cardinal qui vint après lui, non-seulement de prendre la Rochelle, mais encore d'employer avantageusement toutes les forces d'un État puissant, réuni et soumis aux volontés de son Roi, dans les pays étrangers, pour l'exécution de tant de glorieux des-

seins, qui ont fait révérer la France jusqu'au bout de l'univers. Certes tous les bons Français ont sujet de se louer de ce digne favori, et de bénir à jamais son admirable et innocente conduite; je l'appelle admirable, d'autant que, sans beaucoup de bruit ni de dépense, elle rendit nos Rois maîtres de leur État; et innocente, parce que n'ayant ni d'amour ni de haine, que suivant les intérêts de son maître, il ne se servit jamais de son crédit pour satisfaire ses passions. Mais, MADAME, s'il est véritable qu'il ait mérité des éloges et des louanges immortelles, il est certain que Votre Altesse en mérite autant, et peut-être encore plus, puisqu'on peut dire que la piété, la valeur et le bonheur de son Roi contribuèrent beaucoup à sa gloire; mais que celle que votre rare et intrépide vertu s'est acquise en luttant sans cesse contre l'envie et contre la fortune, est toute à vous, sans que personne y puisse prétendre aucune part. En effet, il est aisé de faire du chemin, et d'arriver bientôt au port quand on conduit un bon vaisseau, que l'on a le vent en poupe, et qu'en louant la prudence du pilote, l'on peut aussi louer la bonté du navire, l'adresse de ses matelots, la grande amplitude des voiles, et la faveur des vents propices; mais il est bien difficile, et presque impossible, de soutenir une bourrasque, et de marcher, malgré les vents et la marée, dans un temps où le nocher n'a que son art et sa vertu pour lui. Aussi, MADAME, cette gloire que votre invincible génie obtint sur ces

deux ennemies de l'innocence et du mérite, est sans égale ; et tous les siècles passés ne sauraient former un exemple tel que celui que vous avez fait voir au nôtre. Je m'arrêterais volontiers sur cette matière, si l'Europe n'avait connu vos glorieuses infortunes, au fort desquelles le Ciel, après avoir fait cesser les vents impétueux qui vous ont tant menacée du naufrage, vous fit enfin revenir au port désiré. Daignez donc agréer, MADAME, cet Ouvrage que je me donne l'honneur de vous présenter : je serais ravi de pouvoir, par des marques plus efficaces, vous faire paraître mon zèle ; mais la fortune qui me lie depuis tant d'années les bras, ne me laisse rien que l'usage d'un cœur dont toutes les pensées et tous les vœux auront toujours pour but la passion de faire voir à tout le monde que je suis, et veux être toute ma vie,

MADAME,

De Votre Altesse,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

Le comte De Modène.

HISTOIRE

DU SOULÈVEMENT DE LA VILLE

ET DU

ROYAUME DE NAPLES.

CHAPITRE PREMIER.

Heureuse et agréable assiette du Royaume de Naples. — Ses confins. — Sa longueur. — Sa largeur. — Son circuit. — Avantages de sa situation. — Ses richesses — Ses archevêchés et ses évêchés. — Grandeur, beauté et magnificence de sa ville capitale. — Excellens hommes qu'il a produits dans les siècles passés. — Différence de ses vieux habitans aux modernes.

Si, dans toute la terre connue, on cherche un royaume, qui, dans une médiocre enceinte, contienne tous les avantages et toutes les commodités nécessaires pour la gloire du souverain, et pour l'utilité des peuples, il semble que l'on doive s'arrêter à celui de Naples, puisque si l'on considère son assiette au respect du Ciel, on trouvera qu'il est assis dans le climat le plus heureux, le plus agréable et le plus tempéré du monde.

Les saisons, qui partout ailleurs sont incommodes par l'excès des froidures ou des chaleurs, sont là si favorables, que les douceurs de l'une y réparent toujours les rigueurs de l'autre. Quand ses plaines et ses vallées sont chargées de fleurs ou de fruits, la plupart de ses montagnes sont couvertes de neiges. Au plus fort de l'été, il y règne des vents de ponant pour le rafraîchissement de ceux que l'ardeur de cette saison persécute; dans l'hiver, le soleil y brille avec tant de vigueur, qu'il conserve une infinité de fruits aussi beaux et aussi bons que rares. Sa chaleur, malgré les injures de l'air, fait paraître leur verdure au milieu des glaces; et, par une merveille aussi naturelle que surprenante, on y voit des montagnes qui, dans un même instant, vomissent des feux et des flammes, et portent des fruits et des neiges. Les Romains trouvèrent tant de charmes en ce beau pays, qu'ils donnèrent le nom de Campagne Heureuse à celle de ses provinces qui porte aujourd'hui celui de Terre de Labour, et ils témoignèrent assez par les somptueux édifices, et par les magnifiques jardins qu'ils y firent pendant qu'ils en furent les maîtres, qu'ils le considéraient comme l'aimable raccourci de tous les délices du monde. Le Grand Scipion préféra l'une de ses solitudes à toutes les grandeurs de Rome; et le voluptueux Tibère trouva plus d'appas sous l'abri de ses rochers les plus affreux, que sur les rivages du Tibre. Si l'on regarde sa situation à l'égard de la terre, on verra qu'étant renfermé

de toutes parts de fossés et de murailles naturelles, il est borné par les mers de Tyrrene, Ionique et Adriatique; et par plusieurs grandes et hautes montagnes qui s'étendent d'une mer à l'autre, et qui le séparent de l'État Ecclésiastique et du reste de l'Italie. Enfin cette situation est si avantageuse, qu'elle semble maîtriser toute la mer Méditerranée, et menacer l'Afrique et l'Orient. Si l'on mesure son étendue et son circuit, on trouvera que sa longueur est de quatre cent cinquante milles, sa plus grande largeur de cent quarante, et son tour de quatorze cent soixante-huit. L'abord en est très-difficile et très-périlleux; car du côté des mers, ses plages, ses caps et ses golfes sont si sujets à de soudaines et funestes bourrasques, qu'ils sont toujours redoutables aux pilotes les plus experts; et, du côté de la terre, pourvu que les hommes en défendent seulement quelques avenues, la nature seule garde le reste. Si l'on observe ses richesses, on trouvera non-seulement qu'il n'a pas besoin de ses voisins; mais même qu'il peut fournir largement aux étrangers les denrées dont il abonde, comme de beaux blés, d'excellens vins, de douces huiles, des légumes de toutes sortes, du riz, du sucre et du miel, et généralement de toutes les choses nécessaires pour le maintien et la douceur de la vie, jusqu'à la manne que le ciel fait pleuvoir dans la Calabre pour la conservation de la santé, mais encore de plusieurs minières d'or, d'argent, de cuivre, d'acier, de fer, de plomb, de marcassites,

de cristal, de verre, d'albâtre, de vif-argent, de sel, de souffre, d'alun et de nitre; aussi bien que d'une grande quantité de soies, de cotons, de cires, de poix et de thérébentine. Si l'on considère les douze provinces qu'il contient, on y remarquera vingt et un archevêchés, cent vingt-sept évêchés, et un grand nombre de villes, de bourgs et de villages, dont une partie est encore du domaine royal; et l'autre a été concédée en fiefs à divers princes, ducs, marquis, comtes et barons, que le mérite dans les vieux siècles, et la vénalité en celui-ci, ont établis dans ce royaume. Dans cette quantité de villes, il s'en rencontre plusieurs aussi grandes et aussi belles qu'on en puisse trouver dans tous les pays circonvoisins. Mais sa capitale surpasse toutes les autres en grandeur aussi bien qu'en beauté. Elle a peu de semblables, non-seulement dans l'Europe, mais encore dans tout le reste du monde, soit pour l'étendue de son circuit, soit pour la bonté de ses forteresses, soit pour la beauté de ses édifices, dont la plupart témoignent, par leur admirable structure, la magnificence ou la piété de la glorieuse maison d'Anjou. Elle contient en vingt-neuf ottines ou quartiers, par qui elle est divisée, cent deux monastères de l'un et de l'autre sexe; vingt-deux séminaires, ou conservations de petits enfans, de filles, de vieillards ou de veuves; douze hôpitaux très-riches, dont celui de l'Annonciade possède plus de trois cent mille ducats de rente; cinq siéges ou places de noblesse, ou sont enrôlées ces vieilles et illustres familles qui brillent depuis tant de siècles; trois châteaux bien fortifiés, entre lesquels celui de Saint-Elme paraît au plus haut du Mont Pausilippe, où ses souverains l'ont placé pour servir de bride à ce cheval dont ils appréhendaient la fougue. Pour le nombre de ses maisons et de ses habitans, on vérifia par le dénombrement qui en fut fait en l'année 1614, qu'il y avait 40,478 maisons et 267,973 âmes; mais depuis ce temps-là le nombre en est augmenté de beaucoup. Les arts les plus utiles et les sciences les plus nobles y ont fleuri depuis plusieurs siècles. C'est dans ce royaume que l'on a inventé cette boussole qui fait aller les hommes aussi assurément dans les parties les plus inconnues de l'Océan que sur la terre. La poésie lui doit Ennius, Lucile, Pacuvius, Horace, Ovide, Stace, Juvénal, Tansille, Torquato Tasso, et Jean-Baptiste Marini; la rhétorique, Saluste et Cicéron; la philosophie, Architas, Alcmeon, Philolaus, Zenon, Leucippe, Parmenide, Hippase et Timée; la médecine, l'école de Salerne, si connue par tout le monde, et dont les précieux fragmens sont encore en vénération; et la théologie, ce grand S. Thomas. La valeur de ses peuples est connue il y a long-temps : ce fut par eux que la vieille Rome reçut aux Fourches Caudines le plus sanglant affront qu'elle ait souffert en tous ses âges, et l'on sait qu'elle eut plus de peine à les domter que tout le reste de l'Italie, ou pour mieux dire de l'Europe; mais cette fierté si austère

et si sauvage, qui, en leur donnant tant d'amour pour leur liberté, leur causait tant d'aversion pour le joug étranger, s'est tout-à-fait apprivoisée sous la longue domination de tant de nations diverses qui sont entrées dans ce royaume, et qui l'ont possédé les unes après les autres. Toutefois ce cheval superbe, en souffrant avec autant de patience que de douceur qu'on lui ait mis et qu'on lui ait changé si souvent de selle et de mors, n'a pas perdu ni cette fougue ni ce courage qui ont fait éclater sa gloire, en tant de nobles actions, pour le service de ses maîtres. La plupart de ses peuples sont naturellement téméraires, hardis, et aussi capables de discipline qu'aucuns autres de l'Europe; mais surtout sa noblesse est brave et fière, et dans les dangers elle fait voir une valeur qui ressemble fort à celle de la nôtre. Elle en a donné mille témoignages de siècle en siècle, sous les règnes de tous les monarques. Et sans fouiller dans l'antiquité pour en déterrer des marques qui peut-être auraient autant de cendres que de splendeur, il suffira de dire que c'est par ses bras que l'Espagne a recueilli une partie des lauriers dont elle s'est couronnée.

CHAPITRE II.

Causes de tant de changemens survenus en cet État. — Nations diverses qui l'ont possédé. — Ruses et perfidies par lesquelles les Aragonais s'y sont introduits. — Politique dont se servit l'empereur Charles-Quint pour se le conserver.

Mais si ce noble et délicieux pays a tant de sujets de se louer de la nature, qui lui a fait toutes les grâces que le Ciel et les élémens peuvent départir ici bas, il n'en a pas moins de se plaindre de la fortune, qui, n'ayant presque jamais permis à ses peuples de se régir eux-mêmes, et d'avoir des monarques de leur nation, a semblé prendre plaisir à faire voir sa puissance par les surprenantes vicissitudes qui l'ont soumis à cent nations étrangères; soit que, par une fatale enchaînure, il faille qu'une abondance de biens cause une affluence de maux, et que les avantages que ce royaume possède, ayant toujours servi de but à l'avarice ou à l'ambition de plusieurs conquérans, et particulièrement de ceux qui ont eu pour objet la monarchie universelle, dont ce pays est le premier et le plus commode échelon; soit que les divisions continuelles et les feux intestins qui ont toujours brûlé parmi ces peuples, et principalement entre les

plus illustres familles de l'État, ayant souvent contraint le parti le plus faible d'appeler les étrangers pour se défendre du plus fort; soit que l'inconstante humeur de cette nation ait préféré le joug nouveau à un ancien, toutes les fois que la fortune lui en a donné les moyens; soit que les étoiles verticales de ce climat soient malignes, turbulentes et de la nature de celles qui causent des inondations sur la terre, et des naufrages sur la mer; soit que le peu de places fortes qui se rencontrent en son étendue en rendent la conquête aisée à ceux qui s'y sont une fois rendus maîtres de la campagne, et qu'ainsi le gain ou la perte de cette couronne dépende du sort d'une bataille, tout de même qu'en Angleterre, où, pendant les divisions des maisons de Lancastre et d'Yorck, on vit souvent, dans un seul jour, un Roi descendre du trône auquel un autre s'élevait; il est certain qu'il n'y a point de pays au monde qui ait été conquis par tant de différens peuples. Les Romains, les Carthaginois, les Grecs, les Gots, les Vandales, les Lombards, les Sarrasins, les Normands, les Suèves, les Français et les Espagnols y ont régné; mais ce n'a pas été toujours par le grand nombre de leurs troupes qu'ils s'y sont faits considérer. Robert Guiscard, accompagné d'une poignée de Normands, s'y établit si bien, que ses enfans s'y firent reconnaître pour Rois. Gautier, comte de Brienne, n'ayant d'autre droit que les prétentions d'une femme déshéritée et fugitive de l'État, ni d'autres forces qu'une

centaine de soldats ou valets, et vingt mille livres parisis que lui prêta le roi Philippe, entra dans ce royaume, où d'abord il prit Capoue, et une partie de la Terre de Labour; et, gagnant ensuite la Pouille, il eût peut-être un peu après emporté la couronne, s'il n'eût pas été fait prisonnier. Louis III, René et Jean d'Anjou, avec un petit nombre de vaisseaux ou de galères, débarquèrent, en divers temps et en divers lieux, dans ce pays, où, par l'appui des mal-contens, ils s'approchèrent si près du trône, qu'il sembla qu'il ne tînt qu'à eux de s'y asseoir entièrement. Les actions des uns et des autres sont si connues de tout le monde, qu'il est superflu de les rapporter, et il semblerait que je songerais plutôt à grossir ce livre qu'à instruire ceux qui le liront, si je m'étendais trop particulièrement sur cette matière. Il me suffira donc de dire, qu'après beaucoup de changemens survenus en ce royaume par les inondations surprenantes de tant de différentes nations, la conduite désordonnée de deux de ses Reines, semblables de noms et de mœurs, y ayant causé mille troubles, et servi de titre aux Français et aux Aragonais pour y mettre le pied, ces deux nations ayant paru pendant quelque temps sur la lice, enfin, l'adresse du renard triompha de la force du lion; et, par un manquement de foi, plutôt que par l'effort des armes, le roi Ferdinand-le-Catholique demeura possesseur de ce tout, dont il ne pouvait prétendre que la moitié. Ce Gonsalve, à qui l'histoire devait donner plutôt

le nom de fin que de grand capitaine, le lui acquit par plus de ruses que de combats, et l'assura, à lui et à ses successeurs, par deux notables perfidies : l'une en rompant soudainement, et sans nul sujet ni prétexte, la confédération et le traité d'accord passé entre son maître et le roi Louis XII, le dix-septième jour de novembre, en l'année 1500, pour le partage de cette couronne, par lequel Naples, la Terre de Labour et l'Abruzze devaient demeurer aux Français, et la Calabre et la Pouille aux Aragonais; l'autre, en envoyant prisonnier en Espagne Ferdinand, duc de Calabre, après avoir promis et juré le contraire sur la sainte hostie. La fortune qui semble souvent approuver les violences, les excès et les injustices, favorisa de telle sorte cette étrange usurpation, que ce beau sceptre, ainsi usurpé par Ferdinand-le-Catholique, passa, après lui, entre les mains de ce grand et glorieux Charles, qui, recueillant tout à la fois cette couronne et une infinité d'autres, accrut encore leur splendeur par l'éclat de celle de l'Empire, dont l'Allemagne l'honora. Ce monarque, ayant tant de trônes, et ne pouvant en occuper ni remplir qu'un seul à la fois, choisit, pour le siége ordinaire et principal de sa monarchie, celui de Castille, et, laissant tous les autres vides, commença à faire sentir aux Napolitains les malheurs que souffrent les peuples qui ne voient leurs Rois qu'en peinture, et qui, au lieu de ces images du Dieu vivant, n'en ont chez eux que ces

variables copies qui les représentent si mal, et qui, exigeant des sujets les mêmes adorations et tout autant d'encens qu'ils en doivent au Souverain, n'ont point d'oreilles ni d'yeux que pour l'intérêt. Quoique Ferdinand-le-Catholique y eut en quelque sorte accoutumé les peuples, ce fut cette manière de gouvernement qui, par ses désordres, causa les troubles de l'année 1547, et dont les excès en eussent changé la face, si Charles-Quint n'y eût apporté le seul et véritable remède, en révoquant ce qui avait produit et fomenté ces accidens. Ce prince, aussi prudent que brave, prévoyant les maux que la perpétuelle éclipse du Soleil de l'État peut produire, dans un pays où l'absence de ses rayons semble entretenir les ténèbres, et ne laisser d'autres clartés que celles que produit l'aspect de mille étoiles nébuleuses, voulut tâcher, par sa conduite, d'en prévenir, ou pour le moins d'en soulager les dangereux effets, non-seulement en confirmant les vieux et grands priviléges accordés, par tant de bons Rois, à tous les membres du Royaume; mais encore en employant, dans ses plus nobles entreprises, les peuples de ce pays, principalement la noblesse, de qui la valeur lui acquit la plus grande partie des palmes qu'il cueillit en tant de lieux, pendant le cours de son glorieux règne.

CHAPITRE III.

Désordres procédés de l'éloignement de ses Rois. — Manquemens du Conseil d'Espagne. — L'avarice des Vice-Rois et des autres ministres cause les désordres de ce Royaume. — Divisions des maisons d'Anjou et d'Aragon subsistant encore. — Avantage que les Espagnols en ont su tirer. — Artifices qu'ils ont employés pour ce sujet. — Cinq siéges de la noblesse de Naples, et conduite des Vice-Rois pour se les acquérir, aussi bien que la place du peuple.

Mais toute la sagesse de Charles-Quint, ni celle du prudent Philippe et de ses successeurs, n'ont pu prévenir ni pourvoir aux désordres que l'absence et l'éloignement du prince produisent parmi des sujets accoutumés à voir leur maître, et à goûter les brillans effets de ses visibles influences. Naples est trop loin de Madrid pour y pouvoir faire connaître ses mérites, ou pour y faire écouter ses plaintes; cet éloignement fut cause que cette couronne n'étant plus vue de ses princes que sous la forme que lui donnaient ses Vice-Rois, elle se vit peu à peu éloignée de la mémoire et du cœur de ses monarques, aussi bien que de leurs yeux. C'est de cet éloignement qu'ont procédé tant d'abus qui se sont glissés

dans ce royaume, et d'où sont provenues tant d'horribles confusions qui y ont régné depuis; et c'est par cet éloignement que les ministres, à qui l'Espagne en a commis la conduite, ont espéré l'impunité de leurs violences et de leurs concussions, et qu'ils ont lâché la bride à toutes leurs passions, sans craindre le châtiment que les plaintes des peuples devaient attirer sur eux. Je ne veux pas faire le passionné contre les Espagnols, ni entreprendre une satire au lieu d'une histoire; je sais que toutes les nations ont des défauts, et que tous les successeurs d'Adam portent des marques de l'infirmité de leur premier père. Je ne prétends pas non plus censurer la conduite de leurs monarques; je connais trop le respect et la vénération que l'on doit à ces sacrés oints du Seigneur, qui représentent son image. Il est impossible que de Madrid ou de l'Escurial, ils puissent voir ou entendre tout ce qui se fait ou se dit dans toute la vaste étendue de leur domination. Il est mal aisé qu'en régissant ce grand nombre d'Etats qu'ils possèdent, ils en puissent bien tenir toutes les rênes à la fois; et je tiens ces soleils terrestres aussi excusables que le céleste, qui, en faisant tous les jours le circuit du monde, ne peut empêcher que les ombres, malgré tous ses rayons, ne règnent pendant six mois sous chaque pôle. Mais je dirai avec sincérité, que le conseil d'Espagne observe deux maximes en sa conduite, dont les suites lui sont très-préjudiciables : l'une de ne commettre le gouverne-

ment et de ne conférer ses plus hautes dignités et ses plus importantes grâces qu'à des Espagnols naturels, renfermant ainsi tous les solides témoignages de son amour et de son estime dans l'enceinte des Pyrénées; l'autre, d'être trop lent, ou pour mieux parler, trop indulgent au châtiment des ministres de sa nation. La première est pernicieuse et très-contraire à ce grand dessein, qu'on dit que depuis l'empereur Charles-Quint, l'Espagne témoigne avoir pour la monarchie universelle, d'autant qu'en réduisant dans son circuit toute sa confiance et ses bienfaits, elle n'oblige à concourir à sa grandeur aucune de tant de nations diverses, qui composent le vaste corps de sa monarchie, en excluant des grands emplois et du suprême ministère tous ses sujets, hors les Espagnols; cette différence de traitemens fait naître en eux une diversité d'affection, et si ceux-ci la regardent avec une amour filiale, ceux-là ne la considèrent et ne la servent que par une amour craintive, contrainte et servile; d'ailleurs, comme elle a beaucoup plus de places à remplir, qu'elle n'a d'hommes qui en soient capables, elle est souvent contrainte de se servir de personnes qui, tout à coup élevées dans une assiette où leur mérite ne pouvait jamais les faire arriver, font des fautes dont l'État souffre le dommage. Ce n'est pas de la sorte qu'en usait la vieille Rome, en embrassant la conquête de tout le monde, puisque bien loin de renfermer sa bonne fortune et sa gloire dans l'enclos de ses murailles, elle

les communiquait même aux peuples que ses armes lui soumettaient, en leur accordant gratuitement et généreusement les priviléges et les droits de sa bourgeoisie, et faisant d'autant de vaincus, autant de citoyens Romains. En conférant de cette manière ses honneurs et ses dignités aux nations assujetties, elle les obligeait à veiller pour le bien et pour le salut d'une mère chez qui les enfans adoptifs tenaient le rang des naturels. L'Espagne, en suivant une route toute contraire, s'éloigne du chemin où semblent tendre ses projets; et sa maxime étant fort bonne pour un État qui n'est formé que d'une seule nation, et dont l'ambition est réduite dans l'enceinte de ses limites, est très-mauvaise pour une monarchie telle que la sienne, dont le corps paraît monstrueux, puisqu'en réduisant toute sa substance en un seul de ses membres, les autres restent sans vigueur et sans nourriture. La seconde maxime n'est pas moins dommageable, puisque l'indulgence qu'elle a pour ses ministres, les porte à tous les excès qu'ils commettent dans ses États: l'orgueil et la cruauté de ce duc d'Albe, qui fut plutôt grand capitaine que bon politique, lui fit perdre les Pays-Bas; et l'avarice insatiable de ses Vice-Rois lui a pensé causer la perte de tout le royaume de Naples. On aura de la peine à croire les vérités que je vais rapporter, et il sera difficile de se persuader qu'un État tel que celui-là ait pû, dans son peu d'étendue, fournir tant d'immenses richesses que les ministres espagnols en

ont tirées depuis un siècle. Avant que de le faire voir, il est nécessaire de remarquer que, par les constitutions et par les anciens priviléges de ce royaume, on n'y peut imposer aucunes gabelles ni donatifs, que par la délibération et par le consentement de six voix, composées des cinq siéges de la noblesse, de la cité de Naples, de la place du peuple, et du baronage du royaume, joint à ses communautés. Comme les revenus annuels du domaine royal et ceux des charges ordinaires suffisaient, non pas seulement pour le soutien de la grandeur et de la majesté royale, mais encore pour la conservation et pour la défense de l'État, ces vieux rois, de qui la mémoire est encore en vénération dans le cœur des peuples, s'étaient voulu lier les bras eux-mêmes, afin que leurs sujets ne pussent à l'avenir être obligés à leur ouvrir jamais leurs bourses que de leur propre volonté. Tant que la noblesse et le peuple furent de concert ensemble, et qu'ils marchèrent d'un même pas en la conduite des affaires publiques, l'État goûta toutes les douceurs que le repos et l'abondance sont capables de procurer dans un délicieux climat. Ses Rois, quoique éloignés, s'y virent aimés et servis aussi bien que si leurs sacrées personnes y eussent toujours été visibles; et il est constant que ce calme, non moins glorieux au Monarque qu'avantageux à ses sujets, eût toujours duré, si la soif insatiable des richesses n'eût fomenté insensiblement les désordres qui sont survenus depuis. L'avarice des ministres, pour parvenir à

ses desseins, crut qu'il fallait diviser les voix de la noblesse et du peuple. Comme celle-là en a cinq de six, qui ont la faculté et la puissance d'établir des gabelles et des impôts dans l'État, et de régler les donatifs que l'on fait aux Rois dans les nécessités urgentes, les Vice-Rois, pour s'en rendre les maîtres, commencèrent à fomenter secrètement les mortelles divisions que les intérêts des maisons d'Anjou et d'Aragon ont causées dans les plus illustres familles du royaume, dont les plaies, quoique fort vieilles, sont encore toutes sanglantes. Il ne leur fallut pas donner beaucoup de soins pour rallumer des feux qui couvaient sous la cendre, et dont l'ardeur n'est que trop vive dans un climat où la haine et la vengeance sont héréditaires, et passent du père aux enfans, comme les biens substitués. Ayant suscité ce brasier, ils l'entretinrent depuis par la même main dont souvent ils feignaient de l'éteindre; par les caresses et les faveurs qu'ils faisaient secrètement à chaque parti, ils s'emparèrent si bien de ces esprits fiers et bouillans, qu'en témoignant avec adresse d'être partisans de chacun, ils devinrent maîtres de tous; mais s'ils s'acquirent par cette voie un grand nombre de créatures, ils n'en captivèrent guère moins par celle des bienfaits et des grâces. Ils n'eurent pas beaucoup de peine d'en corrompre par ce moyen, autant et plus qu'ils n'en avaient acquis par l'autre, d'autant que si la noblesse napolitaine est d'une humeur vindicative, et qui conserve dans

son cœur le ressouvenir d'une injure aussi chèrement qu'un trésor, elle est extrêmement ambitieuse, hautaine, vaine, et surtout elle recherche, par l'éclat du luxe et de la pompe, à maintenir cet antique et glorieux lustre que ses prédécesseurs lui ont laissé bien souvent pour tout héritage. En effet, s'il y a beaucoup de familles riches, et qui, par la possession de plusieurs principautés, duchés, marquisats, comtés et baronies, conservent encore les marques de la gloire ou de la fortune de leurs aïeuls, il y en a une infinité d'incommodées ou ruinées, dont les maisons semblent être des palais en leurs frontispices, et sont des hôpitaux au-dedans, et de qui tout l'éclat ne paraît qu'en quelques parchemins antiques, qui, par des traits presque effacés laissent encore quelques témoignages de celui de leurs ancêtres. Les emplois, les charges, les dons, les pensions acquirent aux Vice-Rois beaucoup de partisans parmi les plus fiers, et la pauvreté des autres leur donna moyen d'en gagner autant qu'ils voulurent en attacher à leur avare ministère. Mais quoique par ces divers moyens ils se soient entièrement accrédités parmi la noblesse, leur art n'a pas toujours réussi, et ils ont quelquefois rencontré des obstacles considérables, qui souvent ont fait avorter leurs plus pernicieux desseins. On a vu mille témoignages dans les siéges de Capoüane et de Nido, qui, composés des plus grandes et des plus riches amilles de la ville et de l'État, ont presque tou-

jours fait gloire de s'opposer vigoureusement aux propositions ruineuses, et même aux indifférentes, et il est croyable que si ceux de Montagne, de Porto et de Porta-Nova eussent imité leur exemple, les désolations et les misères de l'État ne seraient jamais arrivées au comble où chacun les a vues. Mais soit que ces trois siéges, qui contiennent beaucoup moins de familles que les autres, soient par ce moyen plus faciles à régir, ou qu'il y ait plus de nécessiteux que parmi ceux-là, il est certain que les ministres espagnols ont eu souvent les voix de ces trois siéges en leur faveur, et que, venant à s'acquérir par les mêmes intrigues celle de la place du peuple, qui est composée de son Élu, des vingt-neuf capitaines des ottines ou quartiers de la ville, et de ses douze consulteurs, ils ont tiré par cette voie tous les deniers qu'il leur a plu imposer, tant sur cette ville que sur le reste de l'État.

CHAPITRE IV.

Grandes richesses que les ministres espagnols ont exigées et emportées de ce Royaume. — Étranges misères où leurs concussions ont réduit les peuples. — Soulèvement causé par Thomas Aniello d'Amalfi, dit vulgairement Masanielle.

C'est par ces moyens illicites que l'avarice des Espagnols a produit et fomenté tant de ravages que l'on a vus dans ce royaume ; c'est elle qui a ruiné tant de maisons, et déserté tant de pays. C'est cette avarice qui, par la rigueur des impôts, a contraint plus de trente mille personnes d'abandonner leur séjour natal, et d'aller demeurer dans les États du Grand-Seigneur, d'où ils ont publié, à la honte des Espagnols, qu'il y faisait meilleur vivre que chez eux, puisqu'en y professant librement le christianisme, ils reconnaissaient que celui qui à peine pour dix pistoles pouvait satisfaire aux gabelles du royaume de Naples, satisfaisait avec dix carlins à toutes les *daces* du Turc. Aussi l'on peut dire, sans passion et sans hyperbole, que toutes les Indes ne valurent jamais tant aux Espagnols que Naples, et qu'ils pourraient justement lui donner le nom de Potosi de l'Europe.

Sans faire mention de tout ce qu'ils en ont tiré depuis le règne de Charles-Quint, on pourra, par une partie, faire le jugement du tout. Le comte de Monterey, qui y passa en l'année 1631, imposa, pendant les six années qu'il y fut Vice-Roi, quarante-quatre millions d'or de gabelles extraordinaires, dont il employa une partie en la levée de cinquante-quatre mille hommes de pied, et de huit mille chevaux, que pendant ce temps il tira et envoya hors de cet État pour le service de son maître. Le duc de Médina de las Torrès, qui lui succédant en l'an 1637, gouverna six autres années, y établit encore durant son administration, pour quarante-sept millions d'or de nouveaux impôts. L'amiral de Castille, qui y vint après, y mit encore un carlin sur chaque tomolo de farine, ce qui faisait onze cent mille ducats. Il est certain que suivant ses ordres secrets, il aurait surchargé le peuple de plusieurs autres subsides, si, en considérant que le royaume payait annuellement plus de onze millions d'or pour le seul intérêt des gabelles imposées de temps en temps, et dont le fonds avait été aliéné et vendu à des particuliers intéressés, au nombre de quatre-vingt-dix mille personnes, la compassion de tant de misères n'eût touché le cœur de ce Vice-Roi, qui dit et protesta hautement qu'il aimait mieux se retirer, que de contribuer davantage à la ruine d'un État dont la chute était apparente. Mais bien que les sommes provenues de tant d'exactions soient prodigieuses, elles ne sont rien au prix de celles qui sont pro-

cédées des vols et des concussions privées, que ces Vice-Rois et les ministres subalternes ont faites dans ce pays, qu'ils ont toujours considéré comme l'asile et la ressource des larrons, des banqueroutiers et de tous les hôpitaux d'Espagne. Il serait malaisé de nombrer les trésors que le comte de Monterey, et le duc de Médina de las Torrès emportèrent en Espagne; non plus que ceux que le dernier employa en l'acquit des dettes d'Anne Carraffe, princesse de Stiliane, sa femme, dont il liquida la maison. Il ne serait pas moins difficile de compter ceux qu'ont volé les ministres inférieurs, dont plusieurs étant arrivés à Naples presque nuds et sans équipage, sont retournés dans peu chez eux avec des vaisseaux chargés d'une infinité de richesses, et en état de réparer les ruines d'une vieille maison, ou d'en élever plusieurs nouvelles. Aussi cette insatiable avarice avait enfin tellement détruit ce royaume, qu'il semblait qu'à l'exemple du Colisée de Rome, sa grandeur ne fût plus remarquable que par celle de ses ruines, comme s'ils eussent tenu pour une prophétie l'opinion du comte de Monterey, qui disait ordinairement qu'il prévoyait que Naples retournerait un jour entre les mains des Français, et que pour ne leur rien laisser, il fallait en tirer de bonne heure tout ce qu'il y avait à prendre. Chacun y courait comme en un pays de conquête que l'on veut tâcher de détruire, quand on ne le peut conserver. Dans la pitoyable décadence de ce royaume, on voyait agir une infinité de mains,

non pour empêcher la chute, mais pour avoir part aux débris. Le palais des Vice-Rois et les tribunaux de la justice étaient des boutiques publiques, où l'on trafiquait, et dans lesquelles on faisait argent ouvertement de toutes choses. Les dignités, les commissions, les priviléges, les décrets et les grâces s'y vendaient à deniers comptans : le mérite ni l'innocence n'y avaient aucun crédit, le cabinet des ministres n'était ouvert qu'aux donneurs d'avis, et à ceux qui concouraient le plus ardemment à la destruction des peuples : le clergé voyait de moment en moment ses priviléges violés; la noblesse était méprisée, et n'avait part aux bonnes grâces des ministres, qu'autant qu'elle favorisait leur avarice ou leurs plaisirs; le peuple était tellement chargé de subsides, que tout le travail de ses mains ne pouvant suffire à payer sa taille annuelle : il était contraint de vendre tous ses ustensiles, et jusques à son propre lit pour y satisfaire, étant même réduit au point que plusieurs pauvres malheureux, pour la payer ou pour obtenir quelque peu de répit, étaient contraints de prostituer leurs femmes ou leurs filles, tantôt aux exacteurs des gabelles, et tantôt à d'autres ministres. Enfin, le corps de l'État souffrait en tous ses membres, et son mal semblait être hors d'espérance de remède, quand cette divine Providence, qui voulut confondre la superbe des Pharaons par un nombre de sauterelles produites dans la boue d'Égypte, permit que l'avarice de ces ministres fut confondue et châtiée par un homme de la lie du peuple,

revendeur de poisson, nommé Thomas Anielle, ou vulgairement Masanielle d'Amalfi, lieu de sa naissance : sa demeure était dans le marché de Naples; il était âgé de vingt-quatre ans, d'un esprit vif, prompt et hardi, et d'un aspect assez agréable. Il eut pour but apparent la liberté de sa patrie; et pour moyen d'y arriver, il prit le prétexte de l'exaction de la gabelle imposée par D. Roderic Ponze de Léon, duc d'Arcos, et successeur de l'amiral de Castille en la vice-royauté de Naples, sur toutes sortes de fruits pour la somme d'un million d'or de fonds, et de soixante-dix mille ducats de rente annuelle. Comme les nochers ont souvent le moyen de prévoir les plus grandes tempêtes par des signes qui les précèdent, le Vice-Roi eut assez lieu de prévoir l'horrible bourrasque qui survint, ensuite de plusieurs menaces, qui parurent non-seulement par des billets affichés ou jetés la nuit dans les rues de Naples; mais encore par le murmure et par les cris de toute la populace, qui ne se nourrissant que de fruits et d'herbages la plus grande partie de l'année, ne pouvait souffrir que les Espagnols lui enchérissent si extraordinairement les choses que sa pauvreté destinait à sa subsistance. Ce Vice-Roi allant faire ses dévotions à Notre-Dame des Carmes, un mercredi du mois de janvier en l'année 1647, se vit tout-à-coup environné d'une si grande foule d'hommes, de femmes et de petits enfans, demandant tous à haute voix qu'il les déchargeât de la gabelle des fruits, qu'il fut contraint, pour les

appaiser, de faire arrêter son carrosse, et de leur promettre que dans peu de jours il leur donnerait contentement. Le père dom Stéfano Pèpé (l'un des plus célèbres prédicateurs de l'ordre des Théatins, et qui, par le moyen de plusieurs congrégations dont il était directeur, avait beaucoup de crédit dans la ville), l'avertit secrètement quelque temps après, que, par la voie des confessions, il s'apercevait que le peuple était entièrement aigri; qu'encore qu'il fût chargé d'une infinité de gabelles plus pesantes que celle des fruits, il n'y en avait point qui fût plus capable de l'émouvoir, d'autant que le fardeau des autres imposées sur les marchandises était partagé et porté par tous les membres de l'État, et que celle-là ne semblait peser qu'à cette populace; qu'il était à craindre qu'après le murmure et la plainte, cette multitude d'éclairs ne fût suivie de la foudre; qu'il le priait instamment de révoquer cette gabelle, et de donner cette satisfaction au peuple, qui, tel qu'un enfant est capable de faire tout ce que l'on veut, pourvu qu'on lui donne une pomme, un raisin, ou quelque autre fruit pour manger ou pour l'amuser. Mais parmi tant d'avis salutaires, le duc d'Arcos écoutait et regardait tout sans agir et sans pourvoir à rien; il pensait qu'en temporisant, le flegme espagnol l'emporterait sur la bile napolitaine; cependant le peuple animé par l'exemple de celui de Palerme (qui avait forcé récemment le marquis de Losvelez, son Vice-Roi, d'abolir les gabelles imposées sur les vivres, et de

lui accorder le pardon de sa rebellion) commença à faire éclater son mécontentement par l'incendie de la loge érigée dans le marché, pour l'exaction de la gabelle des fruits, ce qui arriva le 30 du mois de mai, vers les cinq heures de nuit, sans qu'on pût découvrir les auteurs de cet embrasement. Le Vice-Roi, au lieu de courir pour l'éteindre, s'arrêta pour le contempler; et comme la pire de toutes les résolutions est de n'en avoir point, il délibéra plusieurs fois d'abolir cette gabelle, suivant la parole qu'il en avait enfin donnée au père dom Stéfano Pèpé, qui, par son ordre, avait prêché et assuré publiquement le peuple qu'il en serait entièrement déchargé à la fin du mois de juin: Mais don Jean Chacon Ponzé de Léon, visiteur général du royaume (persuadé par un régal de quinze mille ducats fait à sa femme par don Carto-Spinello et les autres intéressés dans ce parti), l'obligea, par ses remontrances, de remettre l'extinction de la gabelle jusques au mois d'août suivant. Il lui représenta qu'il ne fallaît pas avoir peur de ce nombre de gueux, qui, sans force et sans appui faisaient du bruit dans le marché; que si dans le point que ce peuple criait, on révoquait cette gabelle, il semblerait que ce tonnerre lui aurait fait peur en grondant, et qu'il aurait pris cette voie afin d'en éviter le coup: que cette vile populace, encouragée par ce succès, ferait tous les jours de nouvelles et extravagantes demandes, s'imaginant que son audace serait capable de lui faire obtenir tout ce qu'elle voudrait; que les

suites n'en pourraient être que mauvaises et ruineuses; qu'il fallait donc, par un mépris de tant de cris et de menaces, lui témoigner que ce n'est pas en grondant et en menaçant que les sujets doivent prétendre des grâces de leur souverain, et qu'en remettant au mois d'août l'extinction de la gabelle, la populace n'aurait pas tant de lieu de s'imaginer que la crainte de sa fureur en aurait été le sujet. Mais malgré tous ces raisonnemens, le Vice-Roi devait considérer que les soulèvemens des États sont comme ces torrens qui semblent être aussi méprisables en leurs sources, qu'ils sont redoutables en leurs cours: on peut facilement les arrêter en leur origine avec la main, mais on ne le peut faire dans leur progrès avec le bras de vingt ni de trente mille hommes; aussi le prince qui les voit naître chez lui, ne doit pas tant appréhender cette multitude qui crie, que cette petite poignée de gens qui ne dit mot. En effet, les émotions des peuples sont des machines mouvantes, dont on doit plus considérer les ressorts secrets que ceux qui paraissent. Si les enfans, les femmes, les gueux et les fols en commencènt les premiers efforts, les hommes faits, les riches et les plus sages en font bien souvent les derniers; ces monstres ne peuvent être étouffés qu'au berceau, et bien qu'en accordant à une populace émue ce qu'elle demande en grondant, il semble que ce soit lui céder et l'encourager à pis faire, il est encore plus périlleux de l'inciter par un refus à sortir des bornes du respect, qui, semblable à la

pudeur virginale, ne se recouvre plus quand elle est une fois perdue. Le duc d'Arcos ne fit aucune réflexion sur toutes ces choses, et parmi tant de matières combustibles qui s'assemblaient à sa vue, il n'eut pas le jugement de prévoir qu'il ne leur manquait qu'une main pour les allumer, et pour produire en un instant un incendie ; mais l'accident qui survint quelques jours après, lui donna un ample sujet de reconnaître son erreur.

CHAPITRE V.

Origine de la première sédition des Napolitains. — Singulière dévotion du peuple à Notre-Dame-des-Carmes. — Raisons qui semblaient obliger les Espagnols à prévoir ce grand orage. — Assemblée des petits enfans appelés depuis Lazares. — Soulèvement causé par la gabelle imposée sur les fruits. — Consternation et irrésolution du Vice-Roi dans les commencemens de l'émeute. — Tragiques effets qu'elle produit.

La dévotion que les Napolitains ont pour Notre-Dame des Carmes, est si ardente et si générale, qu'ils la témoignent non seulement tous les ans, le seizième jour du mois de juillet, par la solennité de sa fête, où concourent universellement tous les habitans de cette ville, mais encore par plusieurs réjouissances publiques; et entr'autres par la représentation d'un assaut général que l'on donne à un château de bois, construit au milieu du marché, et qui, défendu par un nombre de jeunes enfans, vêtus à la turque, est attaqué par plusieurs jeunes garçons, qui, en caleçons, pieds nuds, et armés seulement de cannes, forment une compagnie qui porte le le titre d'Alarbes. Celle-ci avait cette année pour

capitaine Scipion Gannattasio, dit vulgairement Pione, jeune garçon d'environ dix-huit ans, et qui pouvant à peine parler, ne laissait pas de témoigner d'être résolu et entreprenant; mais Masanielle, couvert d'une méchante chemise sale, d'un caleçon tout rapetassé, et d'un bonnet à la matelote, ainsi que ce ridicule chef, lui servait alors d'adjudant, et comme cette compagnie se formait quelques jours avant la fête, et faisait plusieurs revues et plusieurs montres par la ville; à la seconde elle alla passer devant le palais du Vice-Roi, où plusieurs personnes de marque se mettant aux fenêtres au bruit que faisaient ces enfans, virent qu'en mettant tout-à-coup les caleçons à bas, ils leur montrèrent le derrière, avec tant de cris et de huées, qu'ils les obligèrent de s'en retirer : on peut dire que cette insolence (quoique peu considérée alors) fut l'avant-courière de celles qui parurent huit jours après. Ce jour (qui fut le dimanche 7 du mois de juillet) une multitude de peuple se trouvant dans le marché, tant pour la solennité de la journée, que pour la curiosité de voir la troisième montre de ces jeunes garçons; il survint un différend dès le grand matin, entre les jardiniers de Pouzolles et les revendeurs du marché. Le sujet de la dispute fut à qui payerait la gabelle imposée sur les fruits. Ceux-là disant qu'il y avait plus de perte que de gain pour eux à vendre leurs fruits, et payer cette gabelle, et que leur évêque les avait assurés que l'intention

du Vice-Roi était que cette imposition finît avec le mois de juin; et ceux-ci qu'ils n'en voulaient point acheter que francs et quittes de l'impôt. Il était déjà seize heures sonnées, et la populace impatiente de voir finir ce différend pour pouvoir se souler des fruits, commençait à murmurer et à maudire hautement la gabelle, et ceux qui l'avaient imposée, quand André Anadério, élu du peuple, parut dans le marché, par le commandement du Vice-Roi, qui, ayant appris ce désordre, l'y envoya pour tâcher de le terminer; mais sa présence ne servit qu'à augmenter la confusion : car ayant traité rudement les jardiniers de Pouzolles, et menacé quelques-uns d'eux de les envoyer aux galères, un beau-frère de Masanielle, qui était de leur nombre, et plusieurs autres à son exemple, renversèrent tout d'un temps par terre toutes les corbeilles et les paniers de fruits qu'ils avaient apportés au marché, conviant chacun d'en prendre, et disant qu'ils aimaient mieux que le pauvre peuple en eût le profit, que ces chiens qui ne s'engraissaient que de leur propre sang. Ces paroles, dites par dépit ou à dessein, attirèrent plusieurs personnes, et entre autres plusieurs enfans de la compagnie des Alarbes qui devaient faire montre ce matin, et dans ce moment Masanielle se servant de la conjoncture, se mit tout d'un coup à crier qu'il ne fallait plus de gabelle, et au lieu de s'amuser à manger des fruits, il commença à en jeter à la tête de l'élu du peuple et des exacteurs; ce qui incita non

seulement les jeunes enfans de sa compagnie, mais encore plusieurs hommes faits, de l'imiter et de faire succéder à une pluie de fruits, une grêle de cailloux, qui, venant à fondre de tous côtés sur l'élu, le contraignit de s'enfuir vers la marine de la conciarie, où il s'embarqua à la hâte pour aller rendre compte au duc d'Arcos du mauvais traitement qu'il avait reçu. Masanielle et le Pione, chefs de cette compagnie d'enfans, encouragés par un si heureux commencement, firent brûler ensuite toutes les écritures et tous les bancs, siéges et tables qui étaient dans la boutique où s'exigeait cette gabelle, et, ramassant à l'entour d'eux une multitude d'enfans et de jeunes hommes de leur étoffe, ils se mirent à la tête de cette ridicule milice, armée de cannes et de bâtons, et s'acheminèrent avec plus de bruit que d'ordre vers le palais du Vice-Roi, en criant vive l'Espagne, et meure le mauvais gouvernement. Le bruit de cette émotion étant arrivé aux oreilles de Don Tiberio Caraffa, frère du cardinal Caraffa, prince de Bisignano, et mestre de camp du bataillon de Naples, ce seigneur fort chéri du peuple, monta aussitôt à cheval, et venant à la rencontre de cette troupe qui grossissait à mesure qu'elle s'avançait, il tâcha par cette douceur qui lui était si naturelle, d'en calmer la fureur; mais ses persuasions ne servant de rien, il fut contraint de céder à la violence, et d'aller jusqu'au palais, où, étant entré pour représenter au duc d'Arcos les dangereuses con-

séquences de cette mutinerie, le Vice-Roi le pria d'appaiser le peuple, et de lui promettre, en son nom, l'extinction de la gabelle qui en avait été la cause. Le prince sortit du palais, assura hautement les soulevés qu'il leur apportait toute sorte de contentement, et les ramena au marché et à l'église des Carmes, où, en haranguant cette populace, et lui remontrant son devoir, il l'assura que le Vice-Roi la déchargerait de la gabelle des fruits. Les mutinés, à ces paroles, s'écrièrent tous d'une commune voix, qu'ils voulaient encore être exempts de celle de la farine; sur quoi ce prince alléguant que son pouvoir n'allait pas si avant, et qu'il en fallait parler de nouveau à son excellence, la populace, sans vouloir l'écouter davantage, sort en foule de l'église, et retourne vers le palais, où voyant à son abord le Vice-Roi paraître aux fenêtres, elle lui crie qu'elle veut qu'il annulle toutes les gabelles imposées généralement sur les vivres. Le duc d'Arcos croyant l'appaiser, répond qu'il les peut modérer, et non les ôter tout à fait; mais si au lieu de faire des dialogues, il eut fait faire une sortie de ses gardes sur cette multitude de pieds nuds, qui n'avaient point d'autres armes pour leur défense, que des cannes et des bâtons; et qu'au même instant, montant à cheval avec toute la noblesse et les officiers qu'il avait près de lui, il eût fait une cavalcade par tous les quartiers de la ville, il y a quelqu'apparence que cette bourrasque se fût dissipée. Mais le peuple (qui, à l'imitation des

chiens, fuient devant ceux qui les poursuivent, et aboient ou sautent aux jambes de ceux qui les fuient), ayant connu que l'on redoutait son audace, s'avança en foule vers les portes du palais, où les soldats de la garde espagnole et ceux de la garde Tudesque, renversés les uns sur les autres, soit par crainte, soit pour n'avoir reçu aucun ordre de ce qu'ils avaient à faire, cédèrent au premier effort de cette vile populace, qui n'avait alors en main que les armes de la fureur. Tous ceux qui connaissent la prudence et la valeur des Espagnols, auront bien de la peine à croire qu'ils aient semblé sommeiller dans un temps, et parmi ce bruit, qui, par de si puissantes raisons, les obligeaient d'être éveillés. Les ministres qui gouvernaient ce royaume, ne pouvaient ignorer que tout le clergé, la noblesse et le peuple étaient tellement mal satisfaits de leur conduite, et irrités contre leur insatiable avarice, qu'il y avait sujet de craindre quelque changement dans l'État : que cette révolution, qui, sans effusion de sang, avait dans un moment, et dans une légère occasion détaché le Portugal d'avec l'Espagne, pouvait servir d'instruction et d'exemple aux Napolitains; que non seulement le murmure du peuple devait leur en faire appréhender les conséquences, mais encore cette secrète intelligence que beaucoup de grands de ce pays avaient avec les princes étrangers, comme on le pouvait juger par les fréquentes conjurations qu'à toute heure ils découvraient de toutes parts; que cette guerre

qui durait depuis douze ans entre la France et l'Espagne, les obligeait de craindre que les fleurs de lys qui florissaient secrètement parmi tant de nobles familles qui ont encore beaucoup d'ardeur pour la faction Angevine, ne produisissent quelques fruits à l'avantage des Français; qu'ils ne pouvaient prévenir ces accidens qu'en allégeant le fardeau dont les peuples étaient chargés, ou en se tenant sur leurs gardes, tant à la faveur des châteaux qui tiennent en bride cette cité, que par celle de quelques troupes qu'ils pouvaient avoir dans la ville ou à l'entour, pour s'en servir dans une urgente nécessité. Cependant, par l'effet d'une prodigieuse léthargie, ils reposaient aussi tranquillement au fort de tant d'agitations, que s'ils eussent été dans un profond calme; et ne veillant que pour leur bourse, ils sommeillaient pour leur salut. Toutes les places les plus fortes de l'État n'étaient pas seulement dépourvues d'hommes et de munitions, mais encore si ruinées, qu'elles étaient hors de défense. Les châteaux de Naples n'avaient pas de quoi tenir huit jours, manque de vivres et de plusieurs autres munitions nécessaires. La milice du pays n'était point sur pied, et les troupes disciplinées et maintenues pour la garde de l'État et de la ville, ne faisaient pas trois mille hommes, dispersés en plusieurs endroits; il ne faut donc pas s'étonner si ce petit nombre de séditieux, en abordant le palais du Vice-Roi, y trouva si peu de défense. Après y être entrés de cette

sorte, ils cherchèrent le duc d'Arcos de tous côtés, et, ne le rencontrant point, ils déchargèrent leur rage sur les plus précieux meubles qu'ils trouvèrent dans ses appartemens, jetant les uns par les fenêtres, et brisant ou déchirant les autres, sans rien respecter que le dais sous lequel était le portrait du Roi. Cependant le Vice-Roi s'étant imaginé que la fuite était son plus certain remède en un tel péril, tente de passer dans le château neuf, où, quelques heures auparavant, sa femme et ses enfans s'étaient retirés; mais trouvant le pont levé, ils se résout d'aller à Saint-Elme, et, descendant par une montée dérobée, il se jette dans un carrosse qu'il rencontra fortuitement. Cette fuite ne put être si secrète, que la populace, restée aux environs du palais, ne s'en aperçût; de sorte que le duc d'Arcos fut à peine entré en carrosse, qu'il se vit environné et arrêté par un grand nombre de soulevés, qui, le tirant dehors, lui dirent qu'il ne fallait pas fuir, mais annuller les subsides imposés sur le pauvre peuple. Ils joignirent les outrages à ces paroles; il fut tiré par les cheveux et par les moustaches, et sa vie était en grand danger, sans l'avidité de quelques jeunes garçons, qui, se baissant pour ramasser une poignée de sequins d'or qu'il leur jeta, lui firent quelque peu de place, et donnèrent lieu à quelques cavaliers qui étaient avec lui, et particulièrement à un jeune homme, parent de Jules Genuino, de le relever de terre où il était tombé, et de l'em-

porter à la hâte dans Saint-Louis, couvent des pères Minimes. A peine y fut-il entré, que tous les mutinés l'assiégèrent, et ils avaient déjà brisé les premières portes du monastère, quand le cardinal Ascanio Filomarino, archevêque de Naples, passant fortuitement alors dans la rue de Tolède, se rendit en ce lieu où l'attira le bruit de la sédition. La révérence et l'affection que ce peuple a pour son pasteur, suspendirent en ce moment la furie des mutinés, qui faisant place au cardinal, le laissèrent entrer dans le couvent, ensuite de la promesse qu'il leur fit de tâcher d'obtenir du Vice-Roi tout ce qu'ils pouvaient souhaiter. En même temps, les princes de Bisignano, de Montémiléto, de Montésarchio et de Satriano, arrivèrent à cheval vers ce couvent : le duc d'Arcos les apercevant par une fenêtre, leur cria qu'il les conjurait d'adoucir ce peuple, à qui il voulait sur-le-champ accorder toutes ses demandes; en effet, un peu après le cardinal sortit avec un billet en main, qu'il remit entre celles du prince de Bisignano, lui disant tout haut qu'il était écrit et signé du Vice-Roi, et qu'il portait l'extinction de toutes les gabelles. Ce prince, et les trois autres qui l'accompagnaient, ayant fait entendre à la populace qu'ils avaient en main tout ce qu'elle désirait, l'écartèrent adroitement du couvent, pour donner lieu au Vice-Roi de passer vers le soir au château Saint-Elme. Cependant le cardinal s'étant retiré, ces quatre princes conduisirent vers le marché cette troupe furieuse,

qui, en chemin faisant, désarma quelques soldats espagnols au poste de la Guardiole de dom Francisco, rompit les prisons de Saint-Jacques des Espagnols, et en tira tous les prisonniers qui servirent à la grossir. Etant arrivés au marché, les princes firent publier à son de trompe l'annullation des gabelles, et alors chacun témoigna, par des acclamations et des réjouissances, la satisfaction qu'il en avait; les soulevés résolurent d'aller saccager toutes les maisons où s'exigeaient tous les impôts, et brûler tout ce qu'ils trouveraient dedans, pour en abolir la mémoire; ils se divisèrent pour ce dessein en quatre troupes, afin de pouvoir, en même temps, exercer les vengeances publiques en divers quartiers de la ville, où ils allèrent commencer ces horribles embrasemens qui ont paru par tout le monde.

CHAPITRE VI.

Débordemens de la fureur populaire, qui commence par le brûlement des palais de ceux qui avaient part dans les gabelles. — Dispositions à une révolte générale, si la noblesse de la ville de Naples se fût jointe avec le peuple. — Motifs qui empêchèrent cette union. — Conseil tenu entre les ministres d'Espagne touchant cette Révolution, et les remèdes choisis pour ce sujet.

Il y a tant de livres qui ont rapporté les particularités des horribles incendies et des prodigieux désordres survenus ensuite, qu'il n'est pas nécessaire que je les remarque; il suffit de dire que les incendies, tant de ce jour que du reste de la semaine, furent accompagnés de trois circonstances notables, qui à peine seront crues de la postérité. La première, que cette populace, en saccageant les maisons des receveurs et des autres intéressés en l'exaction des gabelles, ne brûlait pas seulement leurs plus précieux meubles, dont la perte monta à plusieurs millions, mais jetait encore dans le feu l'argenterie, les pierreries et les sacs tout pleins de monnaie qu'elle y rencontrait; n'épargnant que les tableaux de dévotion, qu'elle mettait à part pour les distribuer par les

couvens de la ville, et les portraits de Charles-Quint ou de Philippe quatrième, qu'elle plaçait avec respect aux coins des rues et sous de riches dais. La seconde, que par une vertu assez rare à des gens de cette sorte, de cette multitude d'hommes qui concouraient à ces ravages, il n'y en eut pas un qui prît pour lui la moindre chose, à la réserve d'un jeune garçon, qui pour avoir pris une tasse d'argent de peu de valeur, fut châtié cruellement par Masanielle, les soulevés criant tout d'une voix qu'il fallait que toutes ces richesses qui procédaient du sang des pauvres, fussent sacrifiées aux flammes. La troisième, que bien que ce peuple semblât n'avoir d'autres guides que l'insolence et la fureur, ses excès néanmoins ne firent tort qu'à ces sangsues publiques, qui, en suçant de toutes parts le corps de l'Etat, l'avaient réduit dans la langueur où tout le monde le voyait. Mais si ces circonstances sont remarquables, le peu de soin que la noblesse eut en une conjoncture si favorable de se prévaloir de l'occasion que lui présentait la fortune, semble ne l'être guère moins; il est certain qu'elle n'avait jamais eu un plus favorable moyen pour se venger de tant d'outrages que les ministres lui avaient faits, et pour redonner au royaume son ancienne félicité. Le peuple lui tendait les bras, et l'on vit qu'en marchant à l'entour des princes de Bisignano, Montésarchio, Montémiléto et Satriano, il s'écriait à tous momens : « Voilà nos princes, voilà » nos maîtres, voilà nos protecteurs. » Si cette

valeureuse noblesse se fût mise alors à la tête de ce peuple ému, et qui, tout nud et désarmé, lui frayait, avec quelques cannes, le sentier qu'elle devait suivre, il y a beaucoup d'apparence qu'elle n'aurait pas seulement évité les disgrâces qui lui arrivèrent bientôt après, mais qu'elle aurait encore eu la gloire de redonner la liberté et le repos à son pays. Il serait mal aisé de juger d'où procéda le manquement qu'elle fit, en ne se servant pas d'une si favorable conjoncture. De l'attribuer à sa volonté, les procès du père Paulucio, Théatin, et les rigoureux traitemens que, depuis les révolutions, elle a reçu du comte d'Ognatte, montrent bien que les Espagnols, ne la croyant pas innocente, s'imaginaient qu'en ces rencontres elle voulut, et n'osa pas. De l'attribuer aussi à son impuissance, chacun sait que les Espagnols étaient en ce moment si faibles et si dépourvus de toutes les choses nécessaires pour leur défense, que si elle eût seulement témoigné de vouloir marcher de concert avec le peuple, la révolution de Naples eût été semblable à celle de Portugal, d'où les Espagnols furent chassés avec si peu de peine. De sorte que tout ce que l'on en peut dire, est que la mauvaise intelligence qui dure depuis tant de siècles entre les plus grandes maisons de Naples et de son royaume, les désunit si puissamment, que si l'une suit une route, l'autre la fuit; que si la haine qu'elles ont l'une pour l'autre les oblige d'avoir des objets différens, en faisant que tout ce que l'une embrasse est abhorré par l'autre,

l'ambition et la fierté qui les dominent ne sauraient souffrir qu'elles puissent choisir un chef dans le corps qu'elles forment, et dont les moindres membres pensent être dignes de cet honneur; que ne pouvant jamais demeurer d'accord pour le gouvernement, ni céder les uns aux autres, elles aiment mieux endurer un joug étranger et pesant, qu'un national et léger, et que suivant ce raisonnement, la noblesse ne voulut pas se détacher de l'intérêt des Espagnols en ce moment, pour suivre les mouvemens du peuple. Quoi qu'il en soit, pendant qu'une partie des soulevés purgeait, à la faveur des flammes, le palais de la gabelle de la farine et de plusieurs autres maisons d'exacteurs, de tout ce qu'elle y rencontrait d'odieux, l'autre alla briser et ouvrir toutes les prisons, à la réserve de celles de la Nonciature, de l'Archevêché, et de la vicairie; ce qui, ajoutant à leur nombre une quantité de prisonniers délivrés, rendit le corps de ces séditieux beaucoup plus grand et plus formidable. La nuit enfin les ayant contraints de se retirer au marché, donna moyen au duc d'Arcos de descendre du château Saint-Elme, au Château Neuf, où il fut suivi de plusieurs seigneurs et officiers espagnols et napolitains. Il est impossible de se figurer les travaux d'esprit que ce Vice-Roi souffrait en cette conjoncture. Si les sanglans affronts qu'il avait reçus troublaient sa mémoire, les dangers presque inévitables qu'il prévoyait dans les suites, confondaient son jugement. Pour mieux voir ce qu'il

avait à faire parmi tant d'évidens périls, qu'il découvrait de toutes parts, il assembla son conseil secret, composé du visiteur général, son parent, du régent Zuffia, homme fier autant que cruel, et de quelques autres, tous Espagnols naturels, où il exposa avec beaucoup de chaleur, qu'ayant tous vu les grands désordres qui s'étaient exercés ce jour là dans Naples, il lui serait superflu de leur en faire le récit : que quoiqu'ils eussent été horribles et sanglans, il craignait avec apparence, que ceux que l'on ne voyait pas encore, ne fussent cent fois plus étranges et plus funestes : qu'il avait à faire à une hydre considérable, par le nombre infini de ses têtes, redoutable par sa fureur, et fière par l'heureux succès de ses premières entreprises : que bien qu'elle semblât se détourner de son premier cours, et qu'au lieu de s'attacher aux châteaux, les soulevés témoignassent n'en vouloir qu'aux maisons des intéressés aux gabelles, il y avait lieu de craindre qu'après les avoir renversées, ils ne tournassent toutes leurs forces contre celles des Espagnols : qu'il craignait que la noblesse, qui, par mille raisons, lui devait être suspecte, ne se joignît à ce peuple soulevé, et ne cherchât dans cette conjoncture l'occasion de se venger d'eux; qu'avec tant de sujets de craindre, il en avait peu d'espérer : que pour repousser tant d'efforts dont il se voyait menacé, il n'avait qu'une poignée de soldats, et trois forteresses de peu de défense, et sans vivres : qu'il ne se pouvait confier ni se fonder sur le secours qu'il pouvait

tirer de l'Etat, puisque tous ses membres étaient également suspects : qu'il ne pouvait s'assurer sur celui d'Espagne, puisque la guerre qu'elle avait contre la France l'avait si fort épuissée d'hommes et d'argent, que l'assistance qu'il pouvait en espérer, serait ou faible, ou trop tardive, et n'arriverait peut-être qu'après la perte de cette couronne : qu'il en fallait encore moins attendre de leur voisinage, puisque les princes d'Italie étant jaloux de la grandeur de la monarchie Espagnole, seraient plus aises de sa chute que de son élévation : que bien que le Pape semblât être aujourd'hui dans ses intérêts, et que le cardinal Panzirolle, et le prince de Piombin eussent les mêmes sentimens, il ne s'y fallait pas fier, puisque la coutume de Rome était d'être pour le plus fort, et qu'on la voit toujours pencher du côté des victorieux, ainsi qu'elle l'a toujours fait paraître dans toutes les vicissitudes survenues dans ce royaume : que les Vénitiens pourraient fomenter ces troubles naissans, puisqu'ils eurent toujours pour but de soutenir le parti faible contre le plus fort, et qu'ils seraient toujours plus aises de voir Naples réduite en corps de République, ou sous la domination d'un prince étranger qui n'aurait que ce seul pied en Italie, que sous celle du Roi d'Espagne qui y possédait tant d'États, et qui, par ce moyen, donnait de l'ombrage à tous ses voisins : que la Toscane connaissant qu'Orbitello, Porto-Ercole et Piombino, la serraient un peu de trop près, et semblaient la menacer d'autant de chaînes,

concourraient à ces changemens, aussi bien que Modène et Parme qui avaient les mêmes soupçons : que la Savoye était unie avec la France, et toujours prête de lui ouvrir tous les passages nécessaires pour l'introduire par terre à Naples, si ses armes prétendaient d'en favoriser et d'en maintenir la révolte : qu'outre cette voie, elle avait celle que lui offrait la mer, et qui lui était d'autant plus commode, que Portolongone n'était pas loin de cet État ; que tant de commodités, jointes à ces vieilles prétentions qu'elle avait sur cette couronne, qu'elle croyait avoir perdue par la fraude, et non par le droit, pourraient l'obliger de reprendre une route qu'elle avait si souvent tenue : que quand bien les troubles présens ne lui ouvriraient point de portes, le vieux parti de la Maison d'Anjou n'aplanirait que trop les routes qu'elle voudrait suivre : qu'il ne fallait pas toutefois relâcher ni perdre courage parmi tant d'étranges bourrasques, et que, pour n'être pas surpris comme il l'avait été au point de la sédition naissante, il les priait de lui donner leur avis sur tant de matières qui inquiétaient son repos. Cette exposition ayant été faite à peu près de cette sorte, chacun dit son opinion, et après qu'elles eurent été examinées et balancées, le Conseil enfin résolut, qu'il fallait donner au plus tôt avis en Espagne des troubles qui venaient de naître, et de ceux que leur suite pouvait produire, afin que, par un prompt secours, on pût tout à la fois punir les uns, et prévenir les autres : que pour tâcher

d'assoupir ce mal, et le diviser, pour en amoindrir l'effort, il fallait accorder à ce peuple tout ce qu'il demanderait, en feignant de donner à ses prières ce qu'on ne pouvait sans péril refuser à ses violences; qu'en donnant tout en cette rencontre, on aurait tout avec le temps : qu'il fallait empêcher que cette fureur ne troublât aussi la noblesse; que le meilleur expédient que l'on pouvait choisir, était de la rendre suspecte au peuple, en lui faisant remarquer les injurieux traitemens qu'il recevait tous les jours d'elle, dans la ville et dans la campagne, et faisant reconnaître aux chefs du tumulte, que s'ils souffraient qu'elle s'unît avec le peuple, ils ne seraient que les esclaves, eux qui pourraient être les maîtres de leur parti : que par cette voie, on empêcherait cette union si redoutable, et l'on engagerait adroitement ces deux partis à s'entre-déchirer l'un l'autre; qu'il les faudrait entretenir et les amuser de la sorte, jusqu'à ce qu'on fût en état de punir les horribles excès de l'un et les mauvais desseins de l'autre; que, pour arriver à ce but, il fallait employer un homme accrédité parmi le peuple, et ennemi de la noblesse; qu'on ne pouvait mieux s'adresser qu'au cardinal Filomarino, dont l'esprit accort et subtil était capable des plus grands et des plus difficiles emplois; que la vigilance et le zèle que ce pasteur avait toujours eus pour le peuple, lui avait acquis sa vénération; que s'il en était aimé, il était autant haï de la noblesse, qui n'ayant pas eu beaucoup de considération pour lui dans la

bassesse de sa fortune, tant à cause de sa pauvreté, que parce que sa mère était d'une famille beaucoup moins noble que celle de son père, fut par lui traitée assez mal, alors qu'il se vit cardinal et archevêque, n'ayant voulu donner aucun titre à personne; que par sa superbe conduite, se l'étant rendue ennemie, chacun savait qu'ils étaient irréconciliables, par l'horrible et sanglant affront que lui fit dom Pèpé Carrafa, frère du duc de Matalone, qui lui donna un coup de pied en faisant la procession des Reliques de St. Gennaro; qu'ainsi l'on ne pouvait avoir d'instrument plus prompt ni plus propre pour ce projet, que cet esprit autant vindicatif qu'altier; que bien qu'il parût dégoûté des Espagnols et des ministres, à cause des immunités et des priviléges de l'Église, pour qui il avait tous les jours mille différends avec eux qui l'avaient souvent obligé de les interdire et de les excommunier, ces débats n'étaient pas capables de l'empêcher de les servir, tant par les appâts de la gloire qu'il recevait par cet emploi, que par l'éclat d'une thiare qu'on lui pourrait faire espérer, en lui promettant que l'Espagne, pour récompense de ses soins, agirait, au premier conclave, puissamment pour ses intérêts; que, pour l'animer davantage, il fallait aussi se servir de dom Diomède Carrafa, duc de Matalone, et ennemi du cardinal, qui le voyant négocier avec le peuple, n'épargnerait rien pour le rendre suspect, ainsi que tout le reste de la noblesse aux soulevés. Ensuite de ces conclusions,

le duc d'Arcos ordonna que le taux des vivres fût modéré et réduit à un juste prix; que le pain, qui ne pesait que vingt-deux onces, fût remis à quarante; qu'André Matalone, Raimon de Bello, Onostrio de Palma et plusieurs autres personnes aimées et accréditées parmi la populace, allassent par tous les quartiers, pour savoir les intentions du peuple, et pour tâcher de l'appaiser; que cependant, pour se garantir des événemens sinistres, tous les gens de guerre qui étaient en quartier aux environs de Naples, retournassent dans la ville : que les avenues du palais fussent barricadées et gardées par l'infanterie espagnole et allemande, qui étaient alors près de lui, et que le régiment de Tuttaville fût logé dans Pizza-Falcone, pour la conservation de ce poste si important.

CHAPITRE VII.

Conférence secrète du duc d'Arcos avec le duc de Matalone, prisonnier dans le Château Neuf. — Adresse dont il se servit pour l'engager dans une négociation, laquelle fut le salut des Espagnols. — Qualités du duc de Matalone, et tragique succès de ses conférences avec les soulevés.

Le Vice-Roi ayant employé une partie de la nuit en l'expédition de ces ordres, qui furent exécutés ponctuellement, le lendemain il passa l'autre en diverses et secrètes conférences, particulièrement en celle qu'il eut avec le duc de Matalone. Ce seigneur était alors prisonnier dans le Château Neuf. Comme il était trouvé factieux, superbe, hardi, libéral, et non moins ardent et fidèle protecteur de ceux qui recouraient à lui, que cruel ennemi de ceux qui s'opposaient à ses désirs, il s'était acquis l'amitié de la populace, et la jalousie des Espagnols, qui l'avaient fait arrêter sous prétexte des excès qu'il avait commis; mais en effet, pour le soupçon qu'on avait, qu'il eut fait brûler, par l'entremise de l'abbé Nicolas Amitrano, le vaisseau amiral de Naples, qui, le vingt-sixième du mois de mai précédent, environ deux heures

de nuit, fut brûlé sur le point qu'il devait partir pour l'Espagne, chargé des deniers que l'on envoyait pour le Roi, et d'une quantité de précieux meubles du visiteur-général, qui périrent tous avec ce vaisseau, à l'aspect de toute la ville, sans qu'on y pût apporter aucun remède. Le duc d'Arcos l'ayant donc fait amener dans sa chambre, lui dit, avec un visage riant, qu'ayant connu que les soupçons qu'on avait eus de sa conduite étaient faux, ou peu importans, il lui donnait la liberté d'autant plus volontairement, qu'il croyait qu'il l'employerait généreusement pour le service de son Roi, et pour le bien de son pays; qu'encore qu'il eût pu choisir parmi le corps de la noblesse plusieurs personnes pour l'emploi qu'il souhaitait lui donner, il n'avait regardé que lui dans ces rencontres, afin qu'il eût seul la gloire d'avoir rétabli le repos et le calme dans la ville; qu'il le priait d'employer toute son adresse pour ramener la populace, et la réduire à son devoir, et que, sans mettre à prix un tel service, il l'assurait d'une importante et glorieuse récompense. Le duc de Matalone goûtant à longs traits les douceurs de ces flatteries, sans reconnaître le serpent qui était caché sous ces fleurs, lui répondit qu'il lui rendait un million de grâces de la liberté qu'il lui donnait, et qu'il serait ravi d'employer et son bien et sa vie pour le service de son maître, sans autre but que de lui faire connaître son zèle et sa foi. Ensuite de toutes ces assurances, ils s'entretinrent long-temps ensemble de divers moyens dont on

se pouvait servir pour pacifier le tumulte; et ce duc ayant donné le bonsoir au Vice-Roi, se retira si satisfait de ce glorieux emploi, qu'oubliant en ce moment tous les déplaisirs et toutes les injures que les Espagnols lui avaient faites, il se résolut de les servir de tout son possible. Le lendemain, sur les onze heures, étant accompagné seulement de dom Louis Poderico, il s'achemina au marché, pour savoir particulièrement les prétentions du peuple, qui, en nombre presque infini, était assemblé dans ce lieu : la réponse de cette multitude fut, qu'elle désirait l'extinction générale de toute sorte d'impôts, et d'avoir en main l'original du privilége qui lui fut autrefois concédé par l'Empereur Charles-Quint, par lequel, en confirmant tous ceux accordés par les rois Ferdinand et Frédéric, il promet et s'oblige, par un serment solennel, tant pour lui que pour ses successeurs, de n'imposer jamais aucunes gabelles dans ce royaume sans la permission du Saint Siége, et permet autrement au peuple de repousser toutes sortes d'impôts, et de prendre même les armes, sans encourir aucune tache ni peine de rebellion. Cependant le duc d'Arcos ayant fait appeler secrètement le prince de la Rocca, de la Maison de Filomarino, et proche parent du cardinal, s'ouvrit à lui sur le dessein qu'il avait fait d'employer cette éminence en cette occasion, afin d'empêcher l'union du peuple avec la noblesse, le priant de négocier cette affaire secrètement avec le cardinal; et lui ayant représenté que dans

ce moment il pouvait s'acquérir une extrême gloire, se venger de ses ennemis, servir utilement son Roi, et s'ouvrir peut-être la voie d'un souverain pontificat, il n'eut pas beaucoup de peine à le disposer d'accepter l'emploi que les Espagnols lui présentaient, et qu'il reçut avec d'autant plus de satisfaction, qu'il apprit que le duc de Matalone négociait avec le peuple, espérant que par le moyen des créatures qu'il avait parmi cette populace, il la pouvait mettre en ombrage des négociations du duc. Ayant donc prié le prince de la Rocca d'aller assurer le Vice-Roi de sa part qu'il était prêt de le servir, et d'employer tout son crédit pour empêcher la jonction qu'il appréhendait, il commença, à la faveur de plusieurs dépendans qu'il avait dans le parti des soulevés, à travailler pour ce dessein, en leur donnant commission de faire courir un bruit sourd partout, que si la noblesse agissait en apparence pour l'accord, c'était en effet pour mener tout ce peuple à la boucherie, et le réduire à la merci des vengeances des Espagnols. A peine le prince de la Rocca eut rendu compte au Vice-Roi de l'effet de sa négociation, que le duc de Matalone ayant appris les intentions du peuple, retourna chez lui afin de les lui faire savoir : et les lui ayant rapportées, le duc d'Arcos, feignant de n'avoir autre objet que de contenter le peuple, s'enquit du lieu où pouvait être l'original de ce privilége, afin de l'envoyer au marché; mais ne trouvant alors aucun ministre qui lui en pût

donner des nouvelles, il fit expédier en parchemin un décret donné en collatéral au conseil d'État, et signé de sa propre main, par lequel il annullait toutes les gabelles, hors celles qui furent imposées pendant le règne de Charles-Quint, dont il confirmait et ratifiait de nouveau tous et chacuns les priviléges, s'imaginant que ce décret suffirait au lieu de l'acte que le peuple souhaitait, et que l'on ne pouvait trouver.

Pendant ces négociations, la sédition ne laissait pas de continuer ses ravages, échauffée par la chaleur des embrasemens commencés dans la journée précédente, et accrue par un grand nombre de bandits et de réfugiés dans les églises. Elle se fit entendre dès la pointe du jour dans tous les quartiers de la ville, par la publication d'un ordre qui portait que, sous peine de la vie, chacun eût à prendre les armes pour le repos de la patrie. Cet ordre, quoique publié par un nombre de jeunes garçons (qui n'étaient armés que de crocs, et qui, pour être à demi-nuds, s'acquirent le nom de Lazares), fut ponctuellement observé, et ce fut dès ce jour que Naples, par une faiblesse et une consternation sans exemple, passa de la servitude des Espagnols sous celle de ces Lazares, qui, n'étant du commencement que les boute-feux des embrasemens des meubles et des maisons des partisans des gabelles, furent enfin maîtres de Naples, et se rendirent si redoutables, qu'un seul d'eux, avec son croc, faisait peur à cent braves gens. Suivant l'ordre publié,

une infinité de gens accoururent dans le marché, où Masanielle et Dominique Perrone (qui pour s'être montrés les plus ardens persécuteurs des gabelleurs, étaient les plus accrédités de tout le parti populaire) avaient publié une liste de cent maisons intéressées dans les gabelles, et qui devaient être les victimes de la vengeance publique; celles de Geronimo Deletitsa, de Félicé Basilé, des conseillers Francesco Antonio de Angelis, d'Antonio Miraballo et d'Andréa Anaderio, élu du peuple, furent les principales qui, dans cette journée, sentirent les violens effets de la sédition, qui, faisant marcher à sa tête un grand nombre de Lazares, et de femmes chargées de pailles et de fascines poissées, portaient le feu dans un instant par tous les quartiers de la ville.

Sur les vingt heures, le duc de Matalone se fit revoir au marché avec le décret que le Vice-Roi avait fait expédier pour la satisfaction du peuple; mais à peine eut-on commencé à le lire que toute la foule s'écria en murmurant, que ce n'était pas le privilége qu'elle demandait, et que celui de Charles-Quint était écrit en lettres d'or, et dans un parchemin plus ample et plus vieux que celui qu'on lui envoyait. Le duc répondit à cela que le privilége original de cet Empereur ne se trouvait point, et que ce décret suffisait pour le contentement du peuple, puisqu'il comprenait l'extinction de toutes sortes de gabelles imposées depuis le règne de Charles-Quint, avec la confirmation des grâces et immunités qu'il avait accordées à la

ville et au royaume : mais le bruit de ceux qui criaient était si grand, qu'il ne put jamais se faire entendre; de sorte qu'il se vit contraint de retourner vers le Vice-Roi, pour lui dire que le peuple voulait absolument l'original du privilége de cet Empereur, et qu'à moins que de le lui porter, il ne fallait pas s'attendre à aucun accommodement. Le Vice-Roi resta confus à ce rapport. Toutefois, après avoir bien rêvé à ce que cette ignorante populace avait allégué au duc de Matalone, quand il lui avait présenté son décret, il s'imagina que la fortune lui offrait un moyen de calmer bientôt le peuple, ou de perdre entièrement le duc de Matalone, et empêcher par cette voie l'union de la noblesse avec le peuple, qu'il craignait par tant de raisons. A ce sujet il fit écrire en lettres d'or, et sur un parchemin à demi usé, le même décret, par qui, en annullant et révoquant toutes les gabelles, il confirmait tout de nouveau, et en tant que besoin, les priviléges concédés par Charles-Quint, et se résolut de le faire sous cette forme, et présenter à la populace par le duc de Matalone, espérant que si dans cette rencontre le peuple était assez simple pour croire, par ces apparences, que ce parchemin était tel qu'il souhaitait, il demeurerait satisfait; et que s'il était assez adroit pour en discerner la fausseté, la rage qu'il aurait de se voir trompé éclaterait en cet instant sur la personne du duc de Matalone. Dans l'intervalle que ce duc était allé au marché, le cardinal Filomarino, irrité par la jalousie que

lui causait cette négociation, qui, se faisant en plein marché, était sue de toute la ville, fut visiter le duc d'Arcos, et après l'avoir assuré qu'il agirait de toute sa puissance pour la réussite du projet qu'il lui avait fait communiquer par le prince de la Rocca, il lui offrit encore de nouveau de s'employer auprès du peuple pour l'accommodement général, et pour la bonace publique. Le Vice-Roi (qui pour gagner temps, était bien aise d'embrouiller les négociations, et d'en commencer plusieurs à la fois, pour n'en finir jamais aucune) loua infiniment son zèle, et ayant accepté son offre, l'assura qu'il était tout prêt de signer tout ce que le peuple désirerait pour son repos, et que ne sachant bonnement ce que cette confuse populace voulait, il serait bien aise qu'une fois pour toutes, elle mît ses prétentions par écrit. Le cardinal ne manqua pas d'envoyer aussitôt au marché le Père Francesco Maria Filomarino, son frère, et religieux capucin, qui, avec un zèle convenable à sa piété, harangua et persuada si vivement cette foule tumultuante, qu'elle ordonna en ce même instant qu'on irait au son du tambour par toutes les ottines, ou quartiers, publier que chacun eût à dire ses sentimens sur ce qu'il jugeait à propos pour le bien du pays; et que dom Onoffrio Jacutio, prêtre de grande probité, serait député pour écrire et recevoir tous ces avis. Ces diligences ayant été faites, les pensées de toute cette multitude furent réduites à deux points : l'un en l'observation des grâces et

immunités concédées par Charles-Quint : l'autre en la consignation actuelle de l'acte original de ses priviléges à la place du peuple. Le capucin et ce prêtre les ayant fait savoir au cardinal, environ les quatre heures de nuit, ils eurent ordre de lui de se trouver le lendemain chez le duc d'Arcos, pour lui rendre compte de cette négociation, ce qu'ils exécutèrent ponctuellement dès le matin. Le Vice-Roi les ayant ouïs, témoigna à l'accoutumée un désir ardent pour la paix, et que tout ce qui lui déplaisait était de n'avoir pas en main cet acte original que le peuple demandait avec tant d'obstination; sur quoi dom Onoffrio Jacutio lui répondant qu'on l'avait assuré qu'il était aux Archives du Siége de Nido, il commanda à dom Francesco Toraldo, prince de Massa, et conseiller d'État, de l'y aller chercher en toute diligence; mais soit que cet acte eût été brûlé par les Espagnols, ou qu'il se fût égaré ou perdu par la négligence de ceux qui l'avaient eu en garde, on ne le put jamais trouver. Pendant ces perquisitions, le duc de Matalone, obligé par les prières et par les caresses du duc d'Arcos, reprend le chemin du marché, ayant en main le parchemin qui lui avait été remis. Si le premier voyage qu'il y fit témoigna son zèle, le second montra son imprudence, et ce dernier son aveuglement. Il fit bien d'y aller une fois pour s'informer des intentions de la populace; mais après les avoir apprises, il fit mal d'y retourner sans avoir l'acte original qu'elle lui avait demandé. Étant donc arrivé au

marché, il présenta cet acte au peuple, qui, sans lui donner le loisir d'ouvrir presqne la bouche, se mit à crier trahison ; et en ce moment Masanielle lui reprochant qu'au lieu d'apporter le privilége de Charles-Quint, il avait voulu tromper le peuple, en lui apportant un acte faux, le saisit sur son cheval, et l'ayant renversé par terre l'exposa aux indignités d'une populace irritée, qui, après l'avoir foulé aux pieds, et chargé de coups et d'injures, le lia comme un criminel, et le consigna prisonnier entre les mains de Doménico Perrone, l'un de ses principaux chefs. Cet accident si inopiné fut interprêté diversement, et entre plusieurs opinions publiées sur ce sujet, on en remarque trois principales. La première, qu'encore que la sédition populaire ne semblât être guidée que par une aveugle fureur, il y avait plusieurs personnes clairvoyantes et avisées qui, sous main, avertissaient le peuple des choses qu'il avait à faire, entre lesquelles était Jules Gennuino, vieillard d'environ quatre-vingts ans, qui, ayant été fait élu du peuple en 1620, par le duc d'Ossone, pour concourir avec lui en la conspiration faite contre la noblesse, fut ensuite de la disgrâce de ce Vice-Roi, conduit prisonnier en Espagne, et de-là porté à Oran, où il fut durant dix-neuf années : que cet esprit turbulent, vindicatif, adroit et instruit de tous les intérêts de la ville, ayant conservé depuis ce temps-là dans son cœur l'aversion qu'il avait pour la noblesse, crut la pouvoir mettre au jour en toute sûreté, par le

moyen de la sédition excitée par Masanielle ; qu'à cet effet il s'approcha de lui dès la naissance du tumulte, et lui donna une infinité de leçons sur le sujet de sa conduite ; que s'étant, par son adresse, insinué dans l'esprit de ce jeune homme, aussi soupçonneux qu'ignorant, il lui donna des ombrages de la noblesse, et il lui fit entendre que si elle venait à s'unir avec le peuple, elle aurait la direction de toutes choses, et que lui ni les autres chefs populaires ne seraient plus considérés ; que pour empêcher cette union par le moyen d'une rupture, qui, séparant ces deux partis, les rendit irréconciliables, il fit croire à Masanielle que le duc de Matalone, sous prétexte de s'entremettre de l'accommodement, ne tendait qu'à trahir le peuple, en lui présentant un faux privilége, au lieu de l'original de celui de Charles-Quint, dont on lui avait fait tant d'instances, et que ce bruit semé parmi une populace aussi légère que défiante, fut cause du mauvais traitement que le duc reçut au marché : la seconde, que le cardinal Filomarino, ensuite des propositions que le prince de la Rocca, son parent, lui avait faites de la part du duc d'Arcos, avait fomenté ces soupçons à la faveur des créatures qu'il avait dans ce parti, et que Masanielle, étant imbu tout à la fois des impressions que lui donnait le Gennuino, et de celles que lui causait le cardinal par d'autres voies, crut certainement que le duc de Matalone trahissait le peuple en cette occasion, et qu'il fallait le traiter en traître :

la troisième, que le duc d'Arcos appréhenda, dès le premier jour du tumulte, que la noblesse, mécontente et dégoûtée avec raison des Espagnols, ne s'unît avec le peuple, ainsi qu'elle fit hautement, et par un acte publié au mois de mai de l'année 1547, dans le tumulte survenu à Naples, à cause de l'inquisition que le Vice-Roi D. Pedro de Tolède avait dessein d'y établir ; qu'il ne conçut pas moins d'ombrages des acclamations populaires que les princes de Bisignano, de Montésarchio, de Montémiléto et de Satriano, avaient eues en cette journée, qu'il ressentit de déplaisir de l'avis qu'il eut que dom Pèpé Caraffa (qui étant prisonnier dans le Château Neuf, s'était sauvé, et retiré, quelques jours auparavant, à Rome) était alors revenu à Naples, inconnu, et dans le dessein de fomenter la sédition, et de se faire chef du peuple, que jugeant que le plus grand service qu'il pourrait rendre au Roi, son maître, était d'empêcher que tous les membres de l'État, étant également aigris, ne se réunissent ensemble, il ne songea depuis cet instant qu'aux moyens de pouvoir désunir la noblesse d'avec le peuple ; que quoiqu'il eût pour cet effet négocié avec le cardinal Filomarino, il ne s'assurait pas entièrement d'un homme qui, bien qu'il fût ennemi de la noblesse, était toujours Napolitain, et de plus, ami et créature des cardinaux Barberins, qui pour lors étaient attachés tous deux aux intérêts de la France ; que ne sachant à qui se fier, il avait hasardé et mis toutes choses en

œuvre, et fait comme ceux qui bâtissent dans la mer, où, pour établir le fondement de leur fabrique, ils jettent une infinité de grosses pierres à l'aventure, espérant que le nombre plutôt que l'ordre fera réussir leur travail; qu'ayant donné la liberté au duc de Matalone, de crainte que les soulevés ne la lui procurassent par force, il le choisit en apparence pour entremetteur de l'accord, mais en effet pour instrument de la mauvaise intelligence qu'il tramait entre les deux partis; que dans le même temps qu'il l'envoyait au marché pour parler de l'accommodement, il faisait sous main entendre au peuple que ce duc le voulait tromper, et qu'entre plusieurs artifices dont il se servit à ce dessein, il fit que quatre officiers réformés, sous prétexte du bien public, et de l'amour de la patrie, avertirent les chefs de la populace, que le dernier acte que le duc de Matalone leur devait porter était faux. Quoi qu'il en soit, il est certain que ces trois opinions concourent ensemble, et que l'imprudence du duc de Matalone fit la bonne fortune des Espagnols, et que, soit que cet accident procédât de leur politique, ou simplement d'un cas fortuit, ils ont lieu de lui attribuer la conservation d'un royaume qu'ils étaient sur le point de perdre.

Le Vice-Roi, averti de cette disgrâce, feignit d'en avoir du regret, et donnant une autre copie du même décret à Grégoire Caraffa, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, et prieur de la Rochelle, qui, par son affabilité et sa bonté

naturelle, était chéri de tout le monde; ce duc le pria instamment de courir au marché, tant pour remontrer au peuple le peu de raison qu'il avait de murmurer, que pour tâcher de retirer le duc de Matalone de l'évident péril où il était. Ce seigneur, qui parmi tant de parties qui le rendent si estimable, n'eut pas celle de savoir connaître l'adresse du duc d'Arcos, s'achemina vers ce lieu en toute diligence, et comme il était très-aimé dans Naples, il s'y vit d'abord fort accueilli par toute la foule du peuple; mais quand il voulut montrer le décret du Vice-Roi, chacun s'écria que c'était une fausseté, et que le prieur venait encore pour tromper le peuple, ce qui souleva tellement cette multitude irritée, que s'il ne se fût sauvé à toute bride, il eût infailliblement couru la fortune de son parent. Il est impossible de raconter les injures et les exécrations que cette tourbe furieuse prononça dans ce moment contre toute la noblesse, croyant qu'au lieu de concourir au salut de l'État, elle trahissait son pays, et fomentait la servitude. Il serait difficile d'exprimer la secrète joie que le Vice-Roi et tout son conseil eurent en voyant si bien réussir leurs desseins; ils crurent qu'ils n'auraient plus tant de sujet de redouter la fureur de cette sédition, puisqu'ayant trouvé le moyen d'occuper et nourrir sa rage en persécutant la noblesse, ils avaient rencontré celui de se parer de ses efforts. On assure que dans la crainte que les ministres eurent que la noblesse offensée cruellement ne prît les armes

pour se joindre à la populace, le duc d'Arcos en cette rencontre fit sous main, et par des voies indirectes, distribuer douze mille mousquets parmi le peuple, afin de lui donner de quoi se défendre, au cas qu'il se vît attaqué par cette ennemie secrète du gouvernement.

L'accident survenu en la personne du duc de Matalone n'empêcha pas que les mutins ne poursuivissent dans le reste de la journée les embrasemens commencés, en brûlant et consumant inconsidérément une infinité de richesses, dans les maisons d'Alphonse Valenzana, credancier de la gabelle de la farine, du duc de Caïvano, secrétaire du royaume, qui y perdit pour plus de cent mille ducats de meubles, avec toutes les écritures de la chancellerie, qui, étant en dépôt chez lui, furent mises dans le feu; de Barthélemi d'Aquino, homme qui, de faiseur d'aiguillettes, était devenu le premier et le plus riche partisan de Naples; de Jean Zavaglia, duc d'Ostuni, et de plusieurs autres intéressés dans les subsides du royaume. Pendant que ces séditieux exhalaient de cette sorte une partie de leur fureur, ils ne laissaient pas de songer à se munir de tout ce qui leur faisait besoin pour la défense de leurs personnes, ou pour celle de leurs quartiers. Ils se saisirent de toute la poudre qui était dans la maison où se fait celle qui est nécessaire pour la provision des châteaux. Outre les armes que le Vice-Roi leur faisait fournir secrètement, ils s'armèrent d'une quantité de mousquets et d'arquebuses trouvés

chez divers armuriers, et dans les maisons de plusieurs nobles, qui les leur laissaient prendre sans résistance; et ayant rencontré casuellement quatre canons de fer en la boutique d'un marchand, et six de fonte en celle d'un autre, ils les placèrent aux principales avenues des postes les plus importans.

CHAPITRE VIII.

Suites de la sédition et des secrètes négociations que le Vice-Roi fait avec la populace soulevée, par l'entremise de la noblesse et du cardinal Filomarino.— Tragique mort du prince dom Pèpé Caraffa.

Le peuple se voyant alors non seulement en état de se défendre, mais même d'attaquer, se résolut d'occuper le couvent de San-Lorenzo, poste considérable, où sont depuis plusieurs années les archives de la ville, et l'arsenal de ses armes. Il avait déjà tenté cette entreprise dès le dimanche, et avait été repoussé par une troupe de bandits retirés dans le clocher; mais se trouvant dans cette autre attaque plus fort que dans la précédente, il emporta ce lieu en peu d'heures, et y entra en suite de la capitulation accordée à Blaise de Fusco cavalier Napolitain, et sergent-major de l'infanterie Espagnole, qui, s'y étant jeté par ordre du Vice-Roi, en sortit avec quelques cavaliers et soixante soldats Espagnols, sans autre avantage que la vie sauve. La joie que le peuple conçut de cette prise est inexprimable, il la témoigna en plusieurs façons, et particulièrement par le son de la grosse cloche, qui est celle du tocsin de la ville,

et dont le bruit à ce moment ne causa pas moins d'effroi à la noblesse, que d'allégresse aux soulevés. Le peuple entré dans ce couvent, arbora dans le clocher l'étendard d'Espagne et celui de la ville conjointement, et distribua les dix-huit pièces de canons et une grande quantité d'armes qu'il y trouva, suivant les postes et les personnes qui en avaient le plus de besoin. Cela fait, ayant eu avis qu'il venait un secours aux Espagnols de quatre cents hommes du côté de la tour du Grec, et six cents Allemands du côté de Pouzolles, Masanielle, à la tête d'une foule de gens, marcha contre ceux-là, pendant qu'une autre troupe populaire s'achemina vers ces derniers. Le succès des uns et des autres fut égal, et presque dans un même temps ce secours fut abordé, combattu et défait par la populace, qui se contentant d'avoir désarmé ces soldats, les ramena ensuite dans Naples, où elle les traita si bien, que les Allemands étant ivres, allaient criant : vive le peuple, par tous les quartiers de la ville. Ces diverses occupations ayant éloigné du marché la plus grande partie du peuple, donnèrent lieu au duc de Matalone de négocier librement avec Domenico Perrone, qui l'avait en sa garde. Cet homme, qui de capitaine des sbires était devenu bandit, de peur d'être puni de plusieurs excès qu'il avait faits, se trouva réfugié dans les Carmes au point du soulèvement, et se servant de la conjoncture, il se jeta parmi la foule, où sa conduite et son courage le firent bientôt compagnon de Masanielle, principal auteur du tumulte.

La compassion de la disgrâce du duc de Matalone, ou l'espoir d'une grande récompense l'avait obligé de le tirer des mains du peuple, dans le temps que Masanielle le renversant par terre, chacun le foulait aux pieds; et représentant à cette populace enragée qu'il valait mieux se venger dans les formes de la justice, que de cette outrageuse façon, il l'avait conduit prisonnier dans les Carmes, en se chargeant de le garder. Ce service en produisit un autre, et quelques heures après Perrone, persuadé par une promesse de douze mille ducats, plutôt que par l'éloquence de son prisonnier, le fit échapper en le faisant passer par la conciarie à l'aide de Pèpé Palombo, qui en était alors le chef, et de là dans une felouque qui le porta en lieu de sûreté.

Cependant le duc d'Arcos, goûtant avec joie le plaisir de voir que les négociations commencées pour empêcher la réunion du peuple avec la noblesse avaient eu l'effet qu'il désirait, en la rendant suspecte au peuple, crut qu'il lui fallait poursuivre celle qu'il ménageait par le moyen du cardinal Filomarino, afin que les soulevés ne crussent pas qu'il fuyait l'accommodement, ou que peut-être, encouragés par le bonheur de tant de favorables événemens, il ne voulussent secouer tout à fait le joug de la royauté. Il conjura donc ce cardinal de vouloir achever l'ouvrage qu'il avait commencé pour le service de son Roi, et le repos de sa patrie, et l'ayant informé des diligences que le prince de Massa avait faites par son ordre pour

trouver aux archives du siége de Nido l'original du privilége de Charles Quint, il le pria de nouveau d'obliger le peuple à dresser des articles sur tout ce qu'il pouvait s'imaginer pour son entière satisfaction, promettant d'accorder et de signer tout, et de plus d'en faire venir les ratifications d'Espagne. Le cardinal s'étant acheminé au marché, fit entendre à la populace que quelques soins qu'on eût pu prendre pour recouvrer le privilége qu'elle demandait, on ne l'avait pu retrouver; qu'à ce défaut le duc d'Arcos, la voulant traiter en père, désirait qu'on mît par écrit, non seulement tout ce qu'elle pouvait prétendre en vertu de ce privilége, mais encore tout ce qu'elle souhaitait de nouveau, et qu'il était prêt d'accorder toutes ses propositions. Comme ce peuple imitait dans sa liberté naissante un enfant, qui, au sortir du berceau, n'ose s'assurer sur ses pieds, et craint même de s'appuyer sur ceux qui lui tendent les bras, il y eut quelques personnes qui entrèrent en défiance du cardinal, disant qu'il était du corps de la noblesse qui les avait voulu tromper; mais Masanielle (qui dans cette rencontre aussi bien qu'en plusieurs autres, lui témoigna toujours des respects et des déférences incroyables) dit qu'il était sa caution, et qu'il savait que son pasteur n'avait autre but que le bien et le repos de son bercail. Les soupçons, les impertinences et les difficultés que l'adresse et la patience du cardinal eurent à combattre et à vaincre en cette conjoncture, ne peuvent-être conçus que par ceux qui

connaissent de quelle sorte se régit cette hydre à cent têtes, qui conçoit tout à la fois cent diverses opinions, et les exprime tout à la fois par un pareil nombre de langues. Chacun témoignait en général de vouloir l'accommodement; mais quand on venait au détail, et à ébaucher les articles, chacun y voulait mettre la main, et les former à sa façon; toutesfois après plusieurs disputes, il fut arrêté que Jules Génuino (consulteur du peuple, et à qui Masanielle et les autres chefs déféraient entièrement) prendrait le soin de dresser des capitulations de la paix, qui seraient lues le lendemain à dix-huit heures du matin, dans la Place du Peuple en pleine assemblée, avant qu'on les portât au Vice-Roi. On tient qu'il y eut plusieurs personnes du parti populaire qui proposèrent de demander que le château de Saint-Elme fût remis entre les mains du peuple, et que Masanielle semblait incliner à cette proposition; quand Génuino (dont la voix était déjà radoucie par les secrètes promesses du duc d'Arcos) dit et protesta hautement que, comme le peuple pouvait sans crime, et les armes à la main, maintenir et défendre ses immunités et ses priviléges, ainsi qu'il fut décidé par l'avis de Gianagnello, Pisanello et d'autres célèbres docteurs, en l'an 1547, sur le sujet du tumulte survenu dans Naples, pour raison de l'inquisition, il ne pouvait prétendre ni demander le château de Saint-Elme, sans encourir la peine de rebellion. A cette parole de rebellion, Masanielle (qui dans tout le temps de sa monstrueuse

fortune, témoigna que son but était de secouer le joug des gabelles, et non celui du Roi d'Espagne), s'arrêta, et déclara formellement qu'il n'en fallait donc plus parler, et qu'il aimerait beaucoup mieux mourir que de consentir à une demande qui le fît passer pour rebelle. Si le Génuino fit paraître son crédit en faisant rayer un article non moins préjudiciable aux Espagnols, qu'avantageux aux Napolitains, il le fit bien connaître encore en faisant nommer élu du peuple Ciccio d'Arpaja son ancien et intime ami, qui, pour avoir été de son parti dans la conspiration faite contre la noblesse sous le duc d'Ossone, fut mené prisonnier en Espagne avec lui, et de là condamné aux galères, où il fut durant quelques années. Cette élection fut proposée par Masanielle, et approuvée universellement de toute la populace, qui, voyant avec quelle ardeur ce revendeur de poisson agissait pour le bien public, lui laissait emporter cette autorité suprême, au comble de laquelle il arriva peu après. Le cardinal ayant été dans le couvent des Carmes tout le reste de la journée, et jusques à deux heures de nuit, se retira à l'Archevêché, après avoir vu que toutes choses concouraient à l'accommodement, et que même, à sa prière, Masanielle avait suspendu la résolution qu'il avait prise de faire brûler cette nuit trente-six maisons de personnes de considération, entre autres celles du duc de Matalone, du Prieur de la Rochelle, de dom Ferrante Caracciolo, de don Carlo Spinello, de Carlo Brancaccio, du visiteur-

général, du prince de Cellamare et de Cornelio Spinola.

Le lendemain dès le matin la revue générale du peuple se fit par tous les quartiers de Naples, où l'on trouva cent quatorze mille hommes sous les armes, sans compter un grand nombre de citoyens qui ne s'étaient point enrôlés. Dans ce même temps le cardinal Filomarino alla parler au duc d'Arcos; et après une longue et secrète conversation, où il lui rendit compte de tout ce qu'il avait négocié le jour précédent dans le couvent des Carmes, il reprit ce même chemin, afin de se trouver à la lecture des capitulations qui se devaient faire dans l'assemblée de la Place du Peuple. Il est certain que les tempêtes qui avaient troublé cette grande ville depuis le dimanche dernier, allaient finir dans ce moment, et que la populace, contente des vengeances qu'elle avait faites, ou flattée de tant de grâces que le Vice-Roi lui accordait, ne respirait plus que la paix, si un accident autant imprévu que funeste n'eût réveillé cette discorde qui semblait alors s'assoupir. Environ les vingt et une heures, et au point que le marché, l'église et le couvent des Carmes étaient pleins d'une innombrable foule de gens que la curiosité de savoir ce que délibérerait la Place du Peuple, y avait attirés, une grande troupe de bandits bien armés, et en assez bon équipage, arriva dans le marché où le peuple les vit, et les reçut sans aucun soupçon, ensuite de ce que Domenico Perrone l'assura qu'ils étaient venus pour la défense de sa cause : une partie

d'eux s'étant glissée dans les Carmes, et l'autre étant demeurée à la porte, dans le temps que Masanielle était dans le cloître, où il attendait quelques capitaines d'ottines pour commencer l'assemblée de la Place du Peuple, on ouït une arquebusade tirée hors du couvent. Masanielle, à ce bruit, dit que c'était le signal de quelque trahison, et à peine eut-il fini ces paroles, qu'il vit le feu de cinq arquebusades tirées tout sur lui par les bandits qui se rencontraient dans la presse qui l'environnait : quoique cette décharge lui fut faite d'assez près, il n'en fut aucunement blessé, et dans cet instant le peuple, en s'écriant hautement que Dieu et Notre-Dame des Carmes avaient sauvé Masanielle de la main de ses assassins, et qu'il fallait faire main basse sur tous les bandits, se jeta avec une furie impitoyable sur tous ceux qu'il rencontra, et après en avoir égorgé les uns sur-le-champ, il poursuivit et massacra les autres en divers endroits du couvent où ils s'étaient réfugiés. La rage de la populace ayant changé tout à coup l'enclos de ce lieu sacré en une sanglante boucherie, on y vit en un moment plusieurs spectacles d'horreur et de cruauté. On y entendit les cris des blessés, qui, demandant des confesseurs, recevaient le coup de la mort. On y vit une quantité de corps, qui à peine étendus sur la terre, furent séparés de leurs têtes. Domenico et Gregorio Perrone y perdirent chacun la leur, le premier pour avoir été cru complice de la conjuration des bandits qu'il avait reçus au marché, et le dernier pour être

frère de ce malheureux. Le capitaine Antonio Grosso perdit ensuite la vie; mais il déclara, à ce qu'on dit, avant que de mourir, que les bandits étaient venus, par ordre du duc de Matalone, et de dom Pèpé Caraffa, son frère, pour assassiner Masanielle; que Domenico Perrone était de leur intelligence, et qu'il en devait arriver plusieurs autres vers le soir, qui, à la faveur de la nuit et de la confusion que la mort de Masanielle (qu'ils croyaient infaillible) eût causée dans le marché, devaient surprendre et tailler en pièces la plus grande partie du peuple.

Il y a quelques auteurs, de ceux qui ont traité des révolutions de Naples, qui ont affirmé que Domenico Perrone, Antonio Grosso et plusieurs bandits déposèrent, avant leur mort, que la conjuration était contre toute la populace; que tout le marché et le couvent des Carmes avaient été minés, et qu'il y avait quinze milliers de poudre dans les mines; que vers les trois heures de nuit, qui était le temps que ces lieux étaient le plus remplis de gens, le feu devait être donné tout-à-coup à toutes ces mines, pour faire sauter en un même instant plus de cent cinquante mille personnes, et que le reste de la populace que le feu épargnerait, devait être mis au fil de l'épée, tant par les bandits déjà entrés dans la ville, que par plusieurs compagnies de cavalerie, qui, par l'ordre du duc de Matalone et de dom Pèpé Caraffa, son frère, auteurs de la conspiration, devaient arriver vers le soir. Mais si l'on examine profondément

ces choses, on ne trouvera pas seulement qu'elles choquent la vérité, mais encore le sens commun : il est certain que Domenico Perrone eut si peu de moyen de faire ces dépositions, que ceux qui le trouvèrent caché dans la cellule d'un religieux, où il s'était retiré dès qu'il eut vu faillir le coup des assassins qui avaient tiré sur Masanielle, le massacrèrent dès l'abord, et lui coupèrent la tête sans lui donner le loisir de parler, et pour ce grand nombre de mines, qui, avec tant de milliers de poudre, devaient faire sauter le marché et le couvent des carmes, il n'est point d'homme raisonnable qui puisse s'imaginer qu'en l'espace de vingt-quatre heures, et parmi tant d'ombrages qui obligeaient la populace d'être incessamment sur ses gardes, le duc de Matalone eût eu le moyen de faire creuser tant de mines, et les remplir de tant de poudre. Toutesfois ces mensonges, quoique ridicules et dans l'impossibilité, ne laissèrent pas d'être crus d'une ignorante populace qui croit tout ce qu'elle appréhende, et qui, suivant aveuglément en ces rencontres ceux qui, à la faveur de ces illusions, prétendaient de la désunir pour tout jamais de la noblesse, se confirma entièrement dans la haine qu'elle avait déjà conçue pour le duc de Matalone, et dont elle donna peu après tant de barbares témoignages. Quant aux motifs de cette conspiration, on en remarque deux, qui, bien que différens, ne laissent pas d'avoir leurs raisons et leur vraisemblance. Le premier, que le duc de Matalone ayant reconnu, quoiqu'un

peu tard, les artifices dont le duc d'Arcos s'était servi pour le décréditer parmi le peuple, avait eu dessein de s'en venger et de quitter le parti d'Espagne; que la peur des confiscations l'empêchant de se déclarer dans le point d'une révolte naissante, et dans l'incertitude de l'événement, il s'était résolu de risquer et de faire sonder le gué par dom Pèpé Caraffa, son frère, qui, n'ayant pas beaucoup à perdre, se pouvait mettre en cet instant à la tête des soulevés; que, durant le temps qu'il fut prisonnier dans les Carmes, il s'ouvrit à Domenico Perrone, à Pèpé Palombo, et à quelques autres chefs populaires, qui, jaloux du crédit et de l'autorité que Masanielle acquérait de moment en moment, avaient résolu de se défaire de lui, et de nommer pour chef du peuple dom Pèpé Caraffa, et qu'ensuite de ce traité, le duc de Matalone avait envoyé les bandits pour assassiner Masanielle et tous ceux de sa cabale, où même se trouvait compris le cardinal Filomarino. Le second, que le duc de Matalone conjura la mort de Masanielle avec Domenico Perrone, et autres chefs populaires, pour se venger de l'affront qu'il avait reçu; qu'ayant communiqué cette entreprise au duc d'Arcos dès l'instant qu'il se fut sauvé du couvent des Carmes, le Vice-Roi, reconnaissant que, soit que la conjuration manquât, ou qu'elle vînt à réussir, l'effet serait toujours utile à l'Espagne, loua hautement son dessein, et lui promit de l'assister de toutes

ses forces, et qu'ensuite du traité fait avec ce Perrone et ses partisans, les bandits vinrent au marché pour faire cet assassinat.

Le peuple ayant en peu d'heures égorgé cent cinquante bandits, et traîné leurs cadavres par toutes les rues, porta leurs têtes au marché, où Masanielle, qui par la mort de Domenico Perrone, et la fuite de Pèpé Palombo, qui demeura caché quelques jours, était seul chef du parti populaire, ordonna qu'avec celles de Domenico Perrone et de son frère, elles fussent toutes placées sur des pieux au milieu de cette grande place. Cet ordre fut ponctuellement exécuté, et quoique le sang de tant de misérables fût capable d'adoucir la même inhumanité, Masanielle crut que la sienne ne pouvait être entièrement satisfaite que par la perte des deux frères qui avaient conjuré sa mort : sollicité dans cette occasion d'un pressant désir de vengeance, et encore plus des discours du Génuino et des autres secrets correspondans du duc d'Arcos, il commanda qu'on cherchât partout le duc de Matalone et dom Pèpé Caraffa, et que l'on les prît vifs ou morts. Cette populace, qui, à l'imitation de la mer, n'a aucun mouvement naturel, et ne s'agite que par accident et par le souffle impétueux des vents divers qui la dominent, obéit, ou plutôt vola, avec autant de fureur que de diligence, vers les couvens où l'on disait que ces deux frères s'étaient cachés ; mais ayant appris en chemin que le duc de Matalone était

sorti de celui des capucins, et que, sous un habit de religieux, il était parti de la ville, elle courut principalement à Sainte-Marie de la Nove, où s'étaient retirés dom Pèpé Caraffa et le prieur de la Rochelle. Celui-ci, plus avisé ou plus heureux que l'autre, était à peine sorti de ce couvent, que l'on y vit arriver cette foule de soulevés, qui ayant surpris un frère lay avec un billet que dom Pèpé écrivait au Vice-Roi, pour le prier de faire tirer quelques coups de canon sans boulets sur cette populace, pour l'effrayer et l'écarter de ce couvent, enfoncèrent les portes, et fouillant sans respect ce lieu saint, la fureur qui aveugle ordinairement ceux qu'elle conduit, leur fit manquer ce malheureux, qui passant sans être reconnu, s'échappa, et s'alla jeter dans une petite maison voisine de ce monastère. Mais cette fuite ne servit à prolonger sa vie que de quelques intervalles, et soit qu'on l'eût vu entrer en ce lieu, ou qu'une femme qui y logeait l'eût été révéler au peuple, il y fut incontinent pris par la tourbe qui le cherchait, et qui le traîna insolemment dans la rue, où Michel de Sanctis, fils d'un boucher, lui coupa aussitôt la tête. Ce coup hardi fut exalté par les cris de cette canaille furieuse, qui, plantant la tête de ce prince au bout d'une pique, et traînant le corps par les pieds, s'achemina vers le marché. Masanielle qui se rencontra à cet horrible spectacle, commanda qu'on lui apportât cette tête, et la frappant d'une baguette qu'il avait en

main, il s'adressa et parla à elle, comme si elle eût été vivante, en lui reprochant la superbe insolence et la cruauté que dom Pèpé Caraffa avait témoignée en tant d'occasions, et envers tant de misérables. Cette correction hors de saison étant achevée, il ordonna que cette tête et le pied dont cet infortuné avait frappé le cardinal Filomarino en la procession de saint Gennare, fussent attachés conjointement au bout d'un pieu, et mis au milieu du marché avec cet écriteau au dessous : « Dom Pèpé Caraffa rebelle de la patrie, et traître au très-fidèle peuple. »

CHAPITRE IX.

Réflexion du duc d'Arcos sur la mort de dom Pèpé Caraffa. — Ordres de Masanielle pour la sûreté de sa personne, et pour contraindre les ministres espagnols à faire la paix. — Capitulations accordées entre le Vice-Roi et les chefs du peuple. — Masanielle va conférer avec le duc d'Arcos sur ce sujet.

Cette effroyable aventure fit des impressions diverses dans l'esprit de ceux qui la virent. Le peuple la contempla avec une indicible allégresse, et la noblesse avec autant d'appréhension que d'horreur. Le duc d'Arcos crut que le peuple avait pris le change, et qu'ainsi que dans le commencement du tumulte, il avait, au lieu de poursuivre les Espagnols, donné la chasse aux partisans des gabelles, il abandonnerait désormais la piste des gabelleurs pour courir après la noblesse; que tandis que son aveugle fureur rencontrerait de quoi s'amuser, elle ne s'attaquerait point à l'autorité royale; qu'à la faveur de la rupture que cette mort allait causer entre la noblesse et le peuple, l'Espagne, qui par le passé était l'objet de la haine de l'un et de l'autre parti, en serait

désormais l'arbitre. Que par cette voie le royaume ne lui pourrait plus échapper, puisqu'alors que l'un des deux partis se déclarerait contre elle, l'autre serait en sa faveur, et qu'ainsi jamais la fortune ne lui pourrait ravir un tout dont elle ne pouvait manquer d'avoir toujours la moitié.

Pendant que le Vice-Roi faisait ces réflexions, Masanielle, en se faisant voir sur un échaffaud dans le marché, et parmi tant de têtes coupées, et de cadavres exposés à la faim des chiens, fulminait contre la noblesse, et non content de la mort de dom Pèpé Caraffa, faisait déclarer ennemi du peuple le duc de Matalone, et mettait une taille de trente mille écus sur sa tête, avec la rémission de cent cinquante bandits. Comme la conjuration faite contre sa personne l'avait fait devenir aussi soupçonneux que farouche, il commença à craindre tout; et jugeant qu'il avait autant à se garder des Espagnols que de la noblesse, il se résolut de se garantir de tout son possible des vengeances de celle-ci, et de contraindre promptement ceux-là à signer l'accord proposé, et dont déjà le Génuino avait dressé tous les articles. Il publia plusieurs bans, et diverses ordonnances, par lesquels il commanda, sous peine de la vie ou de l'embrasement, que tous les nobles qui étaient dans la ville eussent à consigner toutes leurs armes entre les mains du peuple; qu'on n'en laissât sortir aucun de la ville ni des faubourgs; qu'on fît toutes sortes de diligences pour avoir en main les bandits qui se trouvaient cachés dans Naples;

que les portes de la ville fussent bien gardées, et qu'on observât curieusement tous les allans et les venans. Qu'afin qu'aucun bandit ne pût entrer ni fréquenter dans la cité, travesti ou avec ses armes, toutes sortes de personnes, de quelle qualité ou profession qu'elles fussent, ne pussent porter des manteaux ni des zimarres, ou casaques, en se promenant par les rues, et que les gens de robe longue et les femmes portassent leurs soutanes et leurs jupes assez troussées pour faire voir au-dessous qu'il n'y avait aucunes armes cachées; que pour prévenir les trahisons que les bandits pourraient mettre au jour, à la faveur des ténèbres, chacun eût à placer pendant la nuit des lumières aux fenêtres de sa maison, et que par tous les carrefours ou places publiques on fit brûler des fascines ou des vieux tonneaux pour éclairer tous les quartiers; que pour ce même sujet, tout le peuple fût continuellement sous les armes, et que tous les bourgs d'alentour de Naples eussent à fournir promptement les meilleurs soldats qu'ils eussent pour la garde de la ville; que chacun eût à mettre sur la porte de sa maison les armes du roi d'Espagne et du peuple; qu'enfin, pour réduire le duc d'Arcos à la raison, on ne laissât entrer aucuns vivres ni rafraîchissemens dans le Château Neuf, où il s'était retiré avec tout le collatéral et une partie de la noblesse, et qu'on taillât le canal de la fontaine de ce château, pour réduire ce Vice-Roi à la soif aussi bien qu'à la faim.

Le sang de dom Pèpé Caraffa avait si bien cimenté l'autorité de Masanielle, que ses commandemens et leur effet n'étaient plus qu'une même chose; le peuple lui obéissait par amour, et la noblesse par terreur; de sorte que l'on vit ses ordres exécutés avec autant de ponctualité et de diligence, que le sont dans Constantinople ceux des Empereurs ottomans; mais il n'y en eut aucun dont l'exacte observation fit mieux reconnaître la crainte que l'on avait de lui désobéir, que celui de marcher par les rues sans casaques et sans manteaux, puisqu'on vit tout à coup aller par la ville en cette façon toutes sortes de personnes, tant ecclésiastiques que séculières, et jusque même aux cardinaux Filomarino et Trivultio, dont la pourpre, en ces rencontres, fut contrainte de subir les lois de ce revendeur de poissons.

Le duc d'Arcos voyant que Masanielle l'exhortait l'épée à la main à s'accommoder, craignit que ce tonnerre qui éclatait en tant d'endroits ne tombât enfin sur sa tête, et s'imaginant que le souverain ne saurait rien accorder à ses sujets en ces sortes d'occasions qui lui soit préjudiciable, ou qui choque son autorité, et qu'il ne doit garder sa foi qu'autant que son utilité et son impuissance l'obligent ou le forcent de l'observer, il se résolut de finir le traité de paix, espérant que ses artifices ou ses forces lui fourniraient avec le temps assez de moyens pour le rompre. Il écrivit un billet au

cardinal Filomarino, par lequel il lui fit connaître que les nouveaux soupçons que la populace témoignait avoir ensuite de l'accident causé par le duc de Matalone lui déplaisaient infiniment; qu'il serait marri qu'elle s'imaginât que, de pensée ni d'effet, il eût eu part à l'entreprise des bandits; que, pour montrer sa sincérité, il était prêt d'en livrer autant qu'il s'en pourrait trouver dans ses quartiers, et qu'il conjurait Son Éminence de conclure au plus tôt l'accord. Ce billet, que le cardinal fit voir incontinent à Masanielle, rassura aucunement cet esprit ombrageux, et tempéra cette fureur populaire, qui, par de continuels soupçons, s'effarouchait d'heure en heure; mais le Vice-Roi ne se contentant pas d'avoir témoigné par ce billet la sincérité de ses intentions, en voulut encore donner une preuve authentique au peuple, par la publication d'un ban, par lequel il ordonnait que tous les bandits qui se trouveraient dans Naples ou dans les faubourgs, eussent à en sortir incontinent, sous peine de la vie, condamnant à la même peine et à la confiscation de leurs biens tous ceux qui les recevraient et les recèleraient en leurs maisons. Ainsi ce traité, qui par tant de divers et tragiques accidens avait été interrompu, commença à se renouer par les soins de ce cardinal, ou plutôt par les dispositions et les facilités que procura l'adroit Génuino. Ce vieillard, qui, bien qu'ennemi juré du gouvernement, était encore plus capable d'ambition que de haine, chancela dès le premier pas

qu'il fit dans la carrière de la sédition; et soit qu'il n'y fût entré que pour établir sa fortune privée aux dépens de la république, ainsi que font ordinairement la plupart des chefs de semblables partis, soit qu'il ne jugeât pas qu'il y eût de sûreté de se fonder sur l'amour des peuples, il se fut à peine approché de Masanielle, qu'il ouvrit l'oreille aux espérances que le duc d'Arcos lui donnait d'une charge de président. Étant donc gagné par le Vice-Roi, il le servit avec d'autant plus d'efficace, qu'il témoigna toujours en apparence d'être ennemi des Espagnols; et après avoir, pour leur avantage autant que pour sa satisfaction, fomenté la mauvaise intelligence de la noblesse et du peuple, il ménagea encore en leur faveur l'accommodement désiré. Au point que le cardinal Filomarino et lui travaillaient à le renouer avec le plus de diligence, les galères de Naples parurent à la pointe de Posilippo, ce qui mettant le peuple en défiance, le cardinal donna avis au Vice-Roi qu'il n'y avait rien qui pût tant nuire au traité de paix que l'arrivée de ces galères, dont le peuple avait des ombrages, et qu'il le priait de les faire entretenir en mer, et d'empêcher qu'elles n'entrassent dans le port avant que l'accord fût arrêté. Le Vice-Roi, approuvant cette pensée, lui envoya aussitôt un billet pour Gianetino Doria, général de ces galères, par où il lui enjoignait expressément de ne passer pas outre, et de faire tout ce que Masanielle lui ordonnerait. Gianetino Doria ayant reçu ce billet par une personne qui

lui fut expédiée en toute diligence, envoya ensuite un des siens pour faire ses complimens à Masanielle, et pour recevoir ses commandemens; sur quoi il fut répondu que le peuple agréait ses bonnes volontés, et qu'il eût à s'entretenir à un mille du port, sans laisser débarquer personne. Cette défense du Vice-Roi ayant extrêmement plu au peuple, dissipa tous les soupçons que la venue des galères causait parmi ces ames défiantes, qui, sachant que l'heure la plus périlleuse de la guerre est celle des capitulations, ne s'alarmait pas sans raison. Cependant le traité de paix s'avançant de moment en moment, n'empêcha pas la populace de continuer ses vengeances en brûlant encore plusieurs maisons, et entre autres celle de Fabrizio Cenamo, président de la chambre. Ces embrasemens furent faits avec un peu plus de conduite et de jugement que les autres, et Masanielle, reconnaissant que de condamner aux flammes une infinité de richesses et de meubles précieux qui étaient dans les maisons des partisans, c'était l'effet d'une fureur détruisante qui privait le public de l'utilité qu'il en pouvait retirer, ordonna, par un sentiment plus mûr et plus raisonnable, que tout ce qui se trouverait à l'avenir dans les maisons des partisans et autres ennemis du peuple fût inventorié et mis à part, pour être employé pour le bien et pour le service de la patrie.

Mais enfin, les articles de l'accommodement ayant été mis au net par le Génuino, et approuvés par Masanielle, et par tout le reste de la popu-

lace, le cardinal Filomarino, qui ne bougeait presque plus du couvent des Carmes, où se faisaient les assemblées et les consultations du peuple, et où le duc d'Arcos à toute heure le sollicitait, par des billets réitérés, de conclure au plus tôt la paix, envoya le Père Francesco Maria Filomarino, son frère, au Vice-Roi, avec les capitulations pour les lui faire signer, et lui donner avis que tout le peuple désirait que les articles de la paix fussent signés, non-seulement de Son Excellence, mais encore de tous les ministres et de tous les officiers du collatéral et du conseil d'État, et qu'ils fussent lus et publiés solennellement dans l'église cathédrale, en présence de tous les ordres et tribunaux de la cité. Le duc d'Arcos vit et considéra mûrement ces capitulations, qui, en substance, contenaient que le peuple jouirait à l'avenir de toutes les grâces, immunités et priviléges concédés par les Rois don Ferdinand et don Féderic d'Aragon, dont l'instrument original lui serait remis entre les mains par le Vice-Roi, au cas qu'il se trouvât dans Naples, ou que le Vice-Roi le ferait venir au plus tôt d'Espagne; que tous les excès commis depuis le 7 juillet, jour que commença le soulèvement, jusqu'à celui de l'accommodement, seraient pardonnés par un indult général; que l'élu du peuple aussi bien que les capitaines des quartiers, et les consulteurs et députés dudit peuple seraient faits de six mois en six mois à Saint-Augustin par le même peuple, sans besoin de confirmation; que ledit élu aurait

autant de voix que toute la noblesse ensemble, ainsi qu'il se faisait avant que le peuple fût dépouillé de ce privilége par le Roi don Fédéric, et duquel privilége le Roi don Ferdinand-le-Catholique avait promis le rétablissement à l'élu Alberico Terracina, en l'an 1505. Que le cas avenant que le susdit privilége ne se trouvât pas, le peuple jouirait de l'exemption de toutes sortes de gabelles, suivant le susdit privilége; que le Vice-Roi ferait venir d'Espagne, dans trois mois, les ratifications des capitulations accordées, et que leur contenu serait gravé en une table de marbre élevée dans le milieu du marché; que le peuple ne quitterait point les armes qu'après la confirmation desdits priviléges; que si l'on ne pouvait obtenir la confirmation et exécution desdits priviléges, le peuple pourrait prendre les armes impunément, et sans encourir aucune tache de rebellion. Quoique le Vice-Roi connût bien que ces articles ruinaient quatre-vingt-dix mille personnes intéressées dans les gabelles, et que de plus les ministres ne pourraient à l'avenir imposer aucuns subsides, ni commettre de brigandages dans ce royaume, il ne laissa pas de les signer avec un visage riant, et de les faire signer ensuite à tout le collatéral et au conseil d'État, et les rendant à ce capucin, il le chargea encore d'un billet pour le cardinal, par lequel il lui témoignait qu'avec autant d'ardeur et de zèle qu'il avait recherché la paix, il désirait d'en voir l'entier accomplissement, par la publication solennelle

que le peuple souhaitait; qu'il priait Son Éminence de mettre la dernière main à l'œuvre qu'elle avait ébauchée et mise en si bon état; que le retardement de cette importante cérémonie ne pourrait causer que des ruines et des malheurs dans une ville qui, par la continuelle agitation des bourrasques qui la troublaient, courrait fortune à toute heure, non-seulement de voir violer la franchise de ses temples, le respect de son Souverain, le repos de ses citoyens, et l'honneur de ses familles; mais encore de donner moyen aux ennemis de la couronne d'employer tous leurs artifices pour ébranler la foi de ce très-fidèle peuple; et qu'ayant de son côté accompli tout ce que le peuple avait désiré pour son bien, il était tout prêt de lui donner tous les contentemens qu'il pouvait encore prétendre.

Le père Francesco Maria Filomarino ayant remis entre les mains du cardinal, son frère, les capitulations signées par le Vice-Roi, avec le billet qu'il lui écrivait, l'assura de sa part qu'il désirait passionnément de voir Masanielle, et qu'il suppliait Son Eminence de procurer cette entrevue. Le cardinal, pour satisfaire à cette prière, employa toute son adresse, et quoique du commencement il rencontrât beaucoup de répugnance dans l'esprit de Masanielle et de tous les chefs populaires, il aplanit toutes les difficultés qui lui furent opposées, de sorte qu'il fut à la fin conclu qu'environ les vingt heures de ce jour (qui était le jeudi, onzième jour du mois de

juillet), les capitulations seraient lues dans l'église des Carmes, en présence de tout le peuple; et qu'ensuite Masanielle, en la compagnie du cardinal, irait visiter le Vice-Roi, qui, dès l'instant, fut averti de cette résolution. Les nouvelles de la conclusion de la paix et de la visite que Masanielle devait faire au palais, furent à peine publiées par la ville, qu'on vit tout-à-coup le marché et les Carmes remplis d'une foule du peuple, qui, suivant cette humeur ondoyante qui le rend si susceptible de toutes sortes de nouveautés, approuvait alors par ses acclamations cette paix, que par ses huées elle détestait quelques heures auparavant. Les capitulations furent lues par un notaire à haute voix, dans l'église des Carmes, et en présence du cardinal, de Masanielle, de Ciccio d'Arpaja, élu du peuple, de Jules Génuino, consulteur, et d'une infinité de gens qui, par mille cris d'allégresse, en témoignèrent l'approbation. Cette lecture étant suivie d'un *Te Deum* chanté solennellement par deux chœurs de musique, le cardinal et les principaux officiers du peuple s'acheminèrent incontinent après vers le palais du Vice-Roi, suivis de cent soixante compagnies, tant de cavalerie que d'infanterie, et d'une multitude désarmée, qui faisait plus de cinquante mille personnes. Masanielle ayant quitté, par l'avis et à l'instance du cardinal, ses caleçons et sa camisole de toile, et son bonnet de marinier, parut avec un habit de toile d'argent, et un chapeau couvert de plumes en cette

étrange cavalcade, où, monté sur un beau cheval, et tenant une épée nue à la main, il marchait devant le carrosse du cardinal. Il serait mal aisé de raconter les louanges et les bénédictions qu'il reçut en passant par les rues, d'une foule de personnes de l'un et de l'autre sexe, qui, le contemplant comme le libérateur du pays, élevaient leur voix vers le Ciel pour lui rendre une infinité de grâces des bienfaits qu'il leur procurait. Parmi tant d'applaudissemens, il arriva devant le Château Neuf, où le capitaine des gardes du Vice-Roi le vint recevoir au nom de son maître, et l'assurer de la joie qu'il aurait de cette visite. Etant dans cette grande place, il s'arrêta et monta tout-à-coup sur la selle de son cheval, pour dire à l'innumérable populace qui le suivait, qu'elle avait sujet désormais d'être contente, puisque, par le moyen des capitulations qu'il portait dans son sein, et d'où il les tira en les lui montrant, elle n'aurait plus de gabelles, et serait dans le même état où elle était sous Charles-Quint. Que pour lui il ne désirait aucune récompense de ses travaux, puisque n'ayant eu d'autre objet que la félicité publique, il s'en trouvait alors payé; que le cardinal avait sondé assez avant son cœur pour discerner cette vérité, jusques-là, que lui ayant offert dès le premier jour de la révolution deux cents écus de pension par mois, pour tout le temps de sa vie, pourvu qu'il calmât le tumulte, il avait pu juger par son refus quelle était son intégrité; que s'il avait quitté son habit de toile

commune pour en prendre un de toile d'argent, c'était par l'ordre de Son Eminence, qui, pour la bienséance et l'honneur de la charge qu'il exerçait l'avait obligé de le prendre, sous peine d'excommunication; qu'aussitôt qu'il aurait repêché et retrouvé la liberté publique dans cette mer orageuse, où elle semblait être noyée depuis si long-temps, il reprendrait, avec ses premiers haillons, sa première condition, désirant vivre à l'avenir comme il avait fait par le passé, et que toute la reconnaissance qu'il souhaitait de tout le peuple était un *Ave Maria* de chacun à l'heure de son trépas. Sur cela ayant demandé à tous les écoutans s'ils ne lui feraient pas cette grâce, et tous lui ayant répondu qu'ils l'accordaient de fort bon cœur, pourvu que ce fût dans cent ans, il poursuivit son discours en leur disant que pour les remercier de cette faveur, il leur voulait donner un bon avis, qui était de ne point quitter les armes que la confirmation des priviléges accordés par le duc d'Arcos ne fût venue d'Espagne; qu'ils ne devaient aucunement se fier à la noblesse, leur vieille ennemie; qu'il allait négocier avec le Vice-Roi, et que, s'il n'était bientôt de retour, le peuple pourrait, le lendemain, mettre le feu dans le palais. Sur quoi chacun l'ayant assuré qu'on le ferait en ce cas là, il acheva sa rustique, mais judicieuse harangue, par une ardente exagération des avantages que le Roi d'Espagne recevrait de l'extinction des gabelles, qui, n'étant préjudiciables qu'à ce nombre de partisans qui,

comme des loups affamés, s'étaient soûlés du sang humain, donnerait lieu à ce Monarque de jouir entièrement de ses revenus ordinaires. Ayant, ensuite de ce discours énergique, prié le cardinal de donner sa bénédiction au peuple, ce qui fut fait incontinent, il imposa silence aux écoutans avec un seul signe de la main, et commandant au même instant qu'aucun d'eux n'eût à passer outre, sous peine de rebellion, il arrêta ainsi tout-à-coup cette foule qui le suivait, et arriva dans le palais avec le cardinal, le Génuino, l'Arpaja, et Aniello d'Amalfi, son frère. Le Vice-Roi étant venu sur l'escalier au-devant du cardinal, Masanielle se jeta à ses pieds, et les lui baisant au nom du peuple, et en actions de grâces des capitulations accordées, il lui dit qu'il était venu là pour recevoir le châtiment qu'ordonnerait Son Excellence; à quoi le duc d'Arcos répondit, en le faisant relever et en l'embrassant, qu'il était le très-bien venu, qu'il ne le tenait point coupable, et qu'il lui témoignerait sans cesse combien il faisait cas de lui. Masanielle répliquant, l'assura qu'il n'avait point eu d'autre objet que le service du Roi et le sien, et qu'il en prenait Dieu à témoin; puis ensuite de ces paroles, le cardinal, le Vice-Roi et Masanielle montèrent en haut et se retirèrent tous trois en un appartement secret, afin de conférer ensemble sur les affaires publiques. Pendant cette conférence il arriva un incident qui fit reconnaître aux Espagnols jusqu'à quel point s'étendait le crédit de

Masanielle : une grande quantité de peuple, qui, arrivée nouvellement de divers endroits, s'était avancée jusqu'au palais, commença à murmurer sur l'appréhension qu'il ne fût arrivé quelque sinistre accident à son chef, et que le duc d'Arcos ne lui eût manqué de parole, et l'eût fait assassiner. Le soupçon fit un tel effet, que le bruit en vint jusqu'aux oreilles du Vice-Roi, qui, se montrant tout-à-coup avec sa compagnie aux fenêtres, tira tout ce peuple de doute; et alors Masanielle ayant assuré cette multitude qu'il était en vie et en liberté, dit au Vice-Roi qu'il lui voulait faire voir combien le peuple de Naples était obéissant. Ensuite de quoi, en portant un doigt sur sa bouche, il imposa silence à tous; puis, en disant que chacun eût à se retirer sous peine de rebellion, il n'eut pas fini ces paroles que tout ce monde disparut, ne restant pas seulement un homme dans toute la grande place. Cette merveille ayant grandement étonné le duc d'Arcos, la conférence s'acheva par la détermination qui fut faite, que les capitulations arrêtées et signées par le Vice-Roi, et par tous les officiers du collatéral et du conseil d'État, seraient incontinent imprimées, et que le samedi suivant elles seraient lues et approuvées publiquement dans l'église cathédrale, tant par le Vice-Roi que par tous lesdits tribunaux, avec promesse et serment solennel de les observer perpétuellement, et d'en procurer au plus tôt la confirmation de Sa Majesté Catholique. Cela étant ainsi conclu, le

duc d'Arcos assura encore de nouveau Masanielle qu'il lui savait fort bon gré de ce que, par ses rigoureuses justices, il avait purgé la ville d'un grand nombre de bandits, et d'autres pareils scélérats, et qu'en approuvant sa conduite, il lui laissait la disposition de toutes choses. Soit que ce discours fût dit à bon escient, ou par manière de compliment, Masanielle le prit tellement à son avantage, qu'on peut dire que depuis ce moment jusqu'au dernier de sa vie, il agit et gouverna comme s'il eût été Roi de Naples, faisant et réglant toutes les matières, tant de justice que de guerre de son propre et seul mouvement. Mais ce ne fut pas seulement par ces belles paroles que le Vice-Roi voulut témoigner son affection à Masanielle, puisqu'en prenant congé de lui, il lui fit présent d'une chaîne d'or, qui ne fut acceptée qu'après plusieurs refus, et seulement en vertu de l'ordre et prière du cardinal, qui ordonna à Masanielle de la prendre. Quelques-uns ont dit que le Vice-Roi le nomma alors duc de Saint-George : quoiqu'il en soit, cette entrevue se termina par de grandes caresses, et par des protestations d'affection, qui n'avaient autre fin que d'endormir Masanielle, qui, ayant pris congé du Vice-Roi en lui baisant le genou, accompagna le cardinal jusqu'à l'archevêché, et delà se retira chez lui dans le carrosse du cardinal.

Le jour d'après, Masanielle fit publier dès le matin que la charge de chef et capitaine général, où le peuple l'avait appelé, lui avait été confirmée par le Vice-Roi, et faisant dresser ensuite un grand échaffaud dans la rue de Tolède, avec tous les effroyables appareils des derniers supplices, il recommença avec la même ardeur et avec plus d'autorité qu'auparavant, à travailler à la destruction des bandits, et à la punition des crimes, châtiant les moindres excès et les plus légers manquemens par une peine capitale, entre autres d'un boulanger, qui par son ordre fut brûlé vif dans un four, pour avoir fait le pain trop léger de quelques onces. A mesure qu'il purgeait la ville de Naples d'autant de méchans qu'il lui en tombait entre les mains, il fit et renouvela plusieurs bans sur le sujet de la police, et en fit encore de nouveaux, pour prévenir les trahisons et les entreprises des bandits. Ensuite ayant su par un esclave du duc de Matalone, que les plus précieux meubles de son maître étaient cachés en divers monastères, il commanda aussitôt que sous peine de l'incendie, le tout lui fût remis entre les mains, ce qui fut fait au même instant, de sorte qu'avec une diligence incroyable, toutes ces superbes hardes, qu'on disait valoir plus de cinq cent mille écus, furent portées par son ordre dans une maison du marché, sans qu'ancun osât seulement en prendre la valeur d'un denier. Non content d'avoir privé le duc de Matalone de tant de richesses, il fit brûler ce beau palais qu'il avait à Chiaja, et ne pouvant se venger sur sa personne, il se vengea sur son portrait qu'il fit percer de mille coups de hallebardes et d'épées, et qu'après

il pendit lui même au poteau où était le cadavre de dom Pèpé Caraffa son frère, avec cet écriteau au dessous : « C'est le duc de Matalone, rebelle » à sa Majesté, et traître au très-fidèle peuple. » Tout ce qu'il y eut de plus remarquable en cette dernière action, fut que le poteau qui soutenait le corps de dom Pépé et la peinture du duc, était planté au même endroit où fut décapité le malheureux prince de Sanza, par ordre du duc de Médina de Las Torrès, Vice-Roi de Naples, et à la suscitation de ces deux frères, ce qui témoignait en quelque façon les justes jugemens de Dieu.

Pendant que Masanielle évaporait ainsi sa fureur, non seulement contre le duc de Matalone, mais encore contre plusieurs autres personnes, dont il avait fait brûler ou saccager les palais, il voulut faire paraître sa courtoisie aux Espagnols, envoyant au Vice-Roi cinquante hommes chargés de vivres et de rafraîchissemens, ensuite de la prière qui lui en avait été faite de sa part, dans le besoin où il était dans le Château Neuf: il envoya encore plusieurs régals au général des galères de Naples, qui n'avait pu obtenir de lui la permission de débarquer, quelques instances qu'il en eût faites.

CHAPITRE X.

Cavalcade de Masanielle. — Solennités et réjouissances publiques pour la paix. — Extravagances de Masanielle qui devint fol incontinent après l'accord fait, et furieux un peu après. — Conspiration contre sa vie. — Mort tragique de ce chef souverain de Naples. — Inconstance de la populace.

Cependant on vit arriver ce jour tant désiré de tout le peuple, auquel chacun espérait de voir établir la tranquillité publique par cette action solennelle qui se devait faire dans l'église cathédrale, pour l'approbation des capitulations accordées. Masanielle ayant employé toute la matinée à donner une infinité d'ordres, tant sur le fait de la police, que de la justice et de la guerre, le Vice-Roi lui envoya incontinent après dîner deux chevaux de grand prix, l'un pour lui et l'autre pour son frère, afin qu'ils servissent dans la cavalcade.

Toutes choses étant donc prêtes, Masanielle et son frère partirent du marché, tous deux vêtus de toile d'argent, le premier portant une épée nue en main, et le second les capitulations accordées, étant suivis de Ciccio d'Arpaja élu du peuple, de Génuino, et d'une foule innombrable de gens qui

augmentait de rue en rue. Ils arrivèrent au palais, où Masanielle fut très-courtoisement reçu par le Vice-Roi, qui un peu après en partit avec tous les officiers des tribunaux de Naples, et plusieurs autres personnes de marque, s'acheminant vers l'archevêché en cavalcade, escorté de toute la populace, qui, par mille acclamations, témoignait son contentement. Le cardinal Filomarino à la tête de son chapitre, ayant reçu le duc d'Arcos à l'entrée de l'église, et chacun ayant pris sa place selon son rang, les capitulations qui avaient déjà été signées du Vice-Roi, de tous les officiers du collatéral et du conseil d'Etat, furent lues à haute voix par le conseiller Donato Coppola, secrétaire du royaume, et puis de nouveau confirmées par le serment du Vice-Roi, qui promit et jura sur les évangiles de les garder et observer inviolablement, et d'en faire venir au plus tôt la confirmation d'Espagne. Pendant cette action, Masanielle, qui était debout l'épée à la main, parlait de temps en temps sur le sujet des articles accordés, expliquant au peuple les uns, et lui exagérant les autres : mais aussitôt qu'après leur lecture et le serment prêté, le *Te Deum* eut été solennellement chanté par une excellente musique, il commença à haranguer publiquement, s'adressant tantôt au Vice-Roi, et tantôt à la populace, confondant plusieurs bonnes choses avec beaucoup d'impertinences, que la gloire d'avoir fini une action de cette importance, lui faisait dire avec beaucoup de hardiesse : Le tout se termina par l'envie qui lui prit de quitter

l'habit qu'il portait, le déchirant de sa main propre, et priant le cardinal et le Vice-Roi de l'aider à se dépouiller, disant que puisqu'il n'avait pris un habit de toile d'argent que pour l'honneur et la bienséance de cette cérémonie, il ne le devait plus porter lorsqu'elle était achevée, et qu'il avait fait de son côté tout ce qu'il avait à faire. Il semble que ce procédé fut le premier accès de la frénésie qui le saisit un peu après. Quoi qu'il en soit, ayant été persuadé qu'il ne lui serait pas bien séant de se dépouiller dans l'église et à l'aspect de tant de monde, on sortit, et le Vice-Roi marchant encore en cavalcade par les principaux quartiers de la ville, fut salué de toute l'artillerie des châteaux. Étant arrivé au palais, Masanielle prit congé de lui pour s'en retourner au marché avec des acclamations telles que pouvait mériter celui qui passait avec raison pour le libérateur de sa patrie.

Voilà comment se termina cette heureuse journée, qui combla Naples d'allégresse; et ce même jour on vit avec étonnement que Masanielle, qui depuis dimanche, septième de juillet, jusqu'à l'autre suivant, avait avec tant de conduite agi comme un monarque, tout à coup commença d'agir en fol : soit que l'autorité souveraine fasse tourner la tête à ceux qui sans y être accoutumés dès leur jeunesse ont pris peu à peu l'usage, soit que le revendeur de poisson, en considérant qu'il avait traité de pair à pair avec son Roi, fût ébloui par la splendeur de cette gloire qui procède des actions illustres, et qui fit même qu'Alexandre

oublia qu'il était mortel; soit que des occupations trop violentes, et le peu de temps qu'il prenait pour manger et pour dormir eût desséché son cerveau, et affaibli ses fonctions par un continuel exercice; soit que les Espagnols ayant jugé qu'à moins que de le rendre inhabile au gouvernement et odieux à la populace, ils ne pourraient jamais reprendre l'autorité suprême qu'il leur avait ravie, eussent (comme on dit) obligé Onoffrio Caffrieto de venir au devant de lui, alors qu'il s'alla promener au Posilippe, et de lui présenter des fruits et de l'eau rafraîchie à la neige, et envenimée pour faire tourner le sens, afin que ces extravagances obligeassent le peuple de l'abandonner ou de le perdre, il est certain qu'aussitôt que, par le moyen de l'accord qu'il avait procuré, la ville de Naples cessa d'être troublée, son jugement parut troublé, et que le mouvement de cet esprit fut détraqué dans un moment. Comme s'il eût été nécessaire que Masanielle n'eût été sage qu'autant de temps qu'il en fallait pour remettre Naples en son bon sens, il commença à varier dès que la paix fut jurée, et si les étranges saillies qu'il eut en cette solennelle action, furent les premières fumées de l'ardente fureur qui bouillait déjà dans sa tête, il parut fol le lendemain, et forcené le jour d'après, ou, pour mieux dire, jusqu'au point qu'il finit sa rage avec sa vie. Sans m'étendre particulièrement sur le récit de ses folies, je remarquerai seulement que le dimanche qui suivit le jour de l'accord, il se mit tout-à-

coup à courir à cheval, et à bride abattue par toutes les rues de Naples, en choquant, estropiant et tuant, de sa propre main, non-seulement beaucoup de personnes, mais encore en faisant emprisonner plusieurs officiers pour des choses assez légères, et ordonnant qu'on les fît mourir. Environ les vingt-deux heures, il s'en alla au palais avec un habit déchiré, un pied nu et l'autre chaussé, sans collet, chapeau ni épée; et, se faisant voir en cet équipage au duc d'Arcos, il lui dit qu'il mourait de faim, et qu'il eût bien voulu manger: sur quoi le Vice-Roi ayant incontinent commandé qu'on lui apportât quelque chose, il repartit qu'il désirait qu'ils allassent, tous deux ensemble, faire collation à Posilippe, et qu'il avait fait porter les provisions nécessaires, comme en effet il était véritable, faisant entrer en même temps plusieurs mariniers chargés d'une grande quantité de fruits et de régals de mer; mais le Vice-Roi, qui n'avait pas envie de boire avec Masanielle, s'excusa sur une migraine qu'il dit avoir en ce moment, et lui faisant donner sa gondolle pour le porter à Posilippe, il s'en défit ainsi le mieux qu'il put. Cette agréable promenade sembla achever d'éteindre le peu de clartés qui restaient en l'esprit de cet extravagant, puisque, pendant la bonne chère qu'il fit en allant et en venant, on dit qu'il but plus de douze caraffes de vin de Lagrima, ce qui lui altéra tellement le cerveau, qu'on ne le vit plus depuis ni en sang-froid, ni raisonnable. Pendant ses divertissemens, sa femme, vêtue de toile d'ar-

gent, et de quelques joyaux dont la duchesse d'Arcos l'avait envoyé régaler, alla visiter cette Vice-Reine, dans un carrosse du duc de Matalone, du prix de huit mille ducats, et après avoir reçu de cette dame une infinité d'honneurs, avec un riche présent, elle s'en retourna au marché très-contente de sa visite. La nuit ayant obligé Masanielle de se retirer chez lui, le lendemain on le vit encore paraître à cheval, et l'épée nue, courant ainsi qu'un enragé, et renversant et blessant plusieurs hommes qu'il rencontrait ; sa frénésie ne parut pas moins en ce moment par sa bouche que par ses mains : en parlant du duc d'Arcos, il disait tantôt qu'il lui voulait remettre le commandement souverain, comme en effet il lui en avait fait porter la parole par le théologal du cardinal le jour précédent, suivant même ce qui était porté par les capitulations, et tantôt qu'il lui voulait couper la tête. Il envoya un ordre à dom Ferrante et à dom Carlo Carracciolo, que, sous peine de la vie et du feu, ils eussent à venir au marché, et lui baiser publiquement les pieds, pour punition de la faute qu'ils avaient faite de n'être pas sortis de leurs carrosses pour le saluer et lui rendre leurs respects, en le rencontrant ce jour-là casuellement par les rues. Le duc d'Arcos étant particulièrement informé de ces horribles extravagances, et craignant que ce frénétique, épaulé et suivi de tant d'esprits aussi étourdis que mutins, ne lui fît sentir quelque trait de sa forcenerie, se retira de nouveau dans le Château

Neuf, et recevant dans le palais et dans les postes d'alentour autant de soldats qu'il en pût recouvrer, il jugea que, pour se parer des furies de Masanielle, il en fallait venir absolument aux extrêmes remèdes. Pendant qu'il songeait en soi-même par quels moyens il s'en pourrait défaire sans péril, dom Ferrante et dom Carlo Carracciolo se présentèrent devant lui, en exagérant la misère de cette généreuse noblesse napolitaine, qui, tombée tout à coup du faîte de son antique gloire, se voyait insolemment foulée aux pieds par un homme de la lie de la plus basse populace. Un peu après, le Génuino et l'Arpaja arrivèrent dans le château, criant aussi contre Masanielle, qui venait fraîchement de donner des coups de baguette à l'un, et un soufflet à l'autre. Ces procédés, aussi déraisonnables que surprenans, touchèrent si puissamment la plus saine partie du peuple, que plusieurs capitaines des quartiers ayant délibéré, par le conseil du Génuino et de l'Arpaja, de témoigner au duc d'Arcos qu'ils ne voulaient plus obéir à ce furieux, et qu'ils retournaient volontiers sous l'obéissance de Son Excellence, pourvu qu'elle les assurât que les capitulations accordées seraient maintenues, le Vice-Roi incontinent les reconfirma de nouveau par un ban public, ce qui les obligea tous à se résoudre de s'assembler dans St-Augustin, pour conclure, d'une commune voix, que Masanielle serait dépossédé de la charge de chef et capitaine-général du peuple, et enchaîné et confiné dans

un château pour le reste de sa vie; aucun ne se pouvant résoudre de donner la mort à celui dont la main avait redonné la liberté à sa patrie. Mais toutes ces résolutions ne pouvant rassurer le duc d'Arcos, quoiqu'il se figurât de voir Masanielle lié et garotté, il ne pouvait le regarder en cet état sans trembler, et il se résolut d'écouter la proposition que Michel Angelo Ardizonne lui fit faire, par le conseiller de Angelis, de tuer ce fol, au risque et péril de sa vie. Le Vice-Roi ne manqua pas d'échauffer cette hardie résolution par de belles espérances, et, entre autres choses, d'une promesse de dix mille écus de régal. Cependant Masanielle étant retourné encore le même jour à l'agréable promenade de Posilippe, dans la gondole du Vice-Roi, fit cent nouvelles extravagances à son retour, et se jeta enfin tout vêtu dans la mer, d'où sortant, l'épée à la main, il se mit à courir, comme un enragé, parmi la foule qui l'environnait, ce qui contraignit quelques capitaines du peuple, qui étaient présens, de se saisir de sa personne, et de le conduire chez lui les fers aux pieds, et sous une bonne et sûre garde.

Le lendemain, Marco Vitale, jeune homme d'esprit, vif et altier, premier secrétaire de Masanielle, étant sorti dès le grand matin du Chateau Neuf, où étant allé le soir auparavant, il avait été adroitement amusé et retenu pendant la nuit, de crainte qu'il ne pénétrât et ne rapportât à son maître les appareils secrets qu'il avait pu découvrir sur le

sujet de sa perte, il arriva qu'en s'acheminant à la porte de Chiaja, il rencontra plusieurs compagnies de soldats en armes, ce qui l'obligeant d'en demander la cause, il y eut un capitaine qui lui dit que c'était par l'ordre du Vice-Roi; sur quoi le Vitale répondant impertinemment: «C'est assez, je » m'en vais tout à l'heure au marché, et ta tête le » payera.» Ce capitaine ne repartit à cette menace qu'avec son épée, qu'il mit dans le corps de cet inconsidéré, qui, par ce coup et par une arquebusade qui lui fut aussitôt tirée par un soldat, fut étendu sur les carreaux. Cet accident convia le Vice-Roi de presser les conspirateurs de la mort de Masanielle de se hâter, de peur que, venant à savoir la mort de son secrétaire, cette nouvelle ne l'obligeât à se mettre en sûreté, et à se tenir sur ses gardes. Cependant, ce pauvre fol s'étant fortuitement échappé des fers, entra dans l'église de Notre-Dame-des-Carmes, dont on solennisait en ce jour la fête, et, voyant arriver le cardinal Filomarino, qui venait pour y célébrer la messe et tenir chapelle, ainsi qu'il s'y fait tous les ans, il alla au devant de lui, disant qu'il voyait bien que le peuple l'abandonnait, et qu'il le voulait trahir; que, puisqu'il avait à mourir, il souhaitait qu'il se fît une cavalcade générale du Vice-Roi et de tous les tribunaux de Naples à cette église, et qu'après il mourrait content; qu'il le priait d'envoyer au duc d'Arcos une lettre qu'il lui écrivait, et qu'il lui mit à l'instant en main. Le cardinal l'ayant embrassé et consolé par plusieurs bonnes paroles,

prit sa lettre, qu'il envoya incontinent au Vice-Roi par un de ses gentils-hommes; puis, s'avançant vers l'église, qui était pleine d'une foule innombrable de peuple, il s'approcha du grand-autel pour faire sa prière et se mettre en état de commencer la messe. Masanielle en même temps monta dans la tribune, où, prenant un crucifix à la main, il se mit à parler au peuple, le priant de ne l'abandonner pas, et le faisant souvenir des biens qu'avec tant de travaux, de traverses et de périls, il venait de lui procurer. Ces paroles, dites d'un sens assez rassis, furent suivies de plusieurs autres si extravagantes, que le cardinal fut contraint d'employer quelques religieux de ce couvent pour le faire sortir de la tribune, d'où il passa aussitôt vers l'autel, pour se jeter aux pieds du cardinal, et le prier d'envoyer son théologal au palais, pour assurer le Vice-Roi qu'il lui voulait remettre entièrement le commandement entre les mains; ce que le cardinal lui promit de faire, et commanda aux religieux de le conduire à leur dortoir, afin de lui donner moyen de se rafraîchir et de prendre un peu de repos. A peine cet ordre eut été exécuté, et le cardinal sorti de l'église pour se retirer à l'archevêché, que les conspirateurs de la mort de Masanielle arrivèrent dans cette église, et passèrent de là dans le cloître, criant: « Vive le Roi » d'Espagne, et que personne n'aye plus à obéir à » Masanielle sous peine de la vie! » Quoiqu'ils fussent en petit nombre, le peuple ne s'emut jamais, et

chacun leur faisant place, ils montèrent dans le couvent, où, au bruit qu'ils faisaient en demandant où était Masanielle, cet infortuné se présenta devant eux, en leur disant : « Est-ce moi que » vous cherchez, mon peuple? me voici. » Sur quoi il n'eut d'autre réponse que quatre arquebusades, qui furent à l'instant tirées par Salvatore Cataneo, Carlo Cataneo, Angelo Ardizzone, et Andrea Rama, qui le renversèrent par terre, sans lui donner autre loisir que de dire : « Ah! traîtres, » ingrats! » En même temps, Salvatore Cataneo lui coupa la tête, et la portant par les cheveux, il prit le chemin du palais avec ses compagnons, où le Vice-Roi l'y reçut avec une joie indicible. Cette action si surprenante effraya tellement cette populace, qui, au nombre de sept à huit mille personnes, se trouvait alors dans l'église ou dans le marché, que, loin de venger la mort de son capitaine-général par celle de ses assassins, elle resta sans mouvement, et fit voir en ces rencontres, que l'amitié populaire est aussi faible qu'un roseau, sur lequel on ne peut s'appuyer sans tomber. En effet, ce même peuple, qui avait chéri, ou, s'il se peut dire, adoré Masanielle, depuis le premier moment du tumulte, contempla sans émotion, et souffrit sans aucun murmure que sa tête fût ainsi coupée, et jetée ensuite, par ces homicides, vers les fossés des grains, et, qu'à la suscitation de ses ennemis, son cadavre fût traîné par les rues par un grand nombre d'enfans, qui, après s'être lassés de le promener de cette sorte,

l'allèrent jeter dans les fossés de la ville, au dehors de Porta-Nolana.

Il serait difficile d'exprimer les satisfactions que le duc d'Arcos et toute la noblesse eurent en cette rencontre ; leur allégresse fut si grande et si générale, que le Vice-Roi la voulut témoigner par une cavalcade, où il parut, accompagné du cardinal, de tous les principaux officiers du royaume, et d'une quantité de cavaliers qui faisaient tous, sur leur visage, paraître leur contentement. Etant allé de cette sorte rendre ses actions de grâces dans l'église cathédrale, il passa au marché, où il fit publier, à son de trompe, la confirmation des articles publiés le samedi précédent en faveur du peuple, et, après avoir fait ses dévotions à Notre-Dame-des-Carmes, il s'en retourna au palais, avec des acclamations universelles de cette même populace qui, quelques jours auparavant, l'avait saisi par les moustaches, et traité si outrageusement.

CHAPITRE XI.

Réflexions sur le soulèvement causé par Masanielle, et différens jugemens qu'on peut faire sur ce sujet. — Nouvelles séditions survenues après sa mort, qui, bien loin d'appaiser les troubles, semble en produire de plus grands. — Soupçons continuels du peuple de la mauvaise foi des ministres d'Espagne. — Nouvelle confirmation des articles de la paix, et explication de ceux qui pouvaient être mal interprétés.

Ainsi s'éleva, ainsi tomba ce Masanielle d'Amalfi, qui fut l'effroi des Espagnols, le persécuteur des superbes, le vengeur des oppressions publiques, et l'unique libérateur de sa désolée patrie. L'antiquité ne nous saurait fournir un exemple semblable au sien, et la postérité aura peine à s'imaginer jusqu'à quel degré de puissance monta ce ridicule souverain, qui, foulant un trône à pieds nus, et ne portant pour tout diadême qu'un bonnet de marinier, se rendit maître, dans un moment, d'une ville peuplée de plus de six cent mille habitans, et mit tout à coup sous les armes plus de cent-cinquante mille hommes ; comme si la fortune eût pris plaisir de faire valoir ce revendeur de poisson, autant ou plus qu'un grand monarque. Cet extravagant soumit en un instant,

sous son obéissance, non-seulement cette innombrable populace, mais encore cette noblesse de qui le sang et le courage brillent par toute la terre. On peut affirmer, sans hyperbole, que les tyrans les plus redoutables, ni les princes les plus aimables ne furent jamais, dans leurs siècles, si craints ni si tôt obéis que Masanielle le fut pendant les huit journées de son étrange et formidable règne; ses ordres étaient sans réplique, et ses sentences sans appel; d'un seul geste ou signe de main, il faisait tomber une tête, et soulevait ou calmait à son gré cette inconstante populace, dont il réglait les mouvemens. Ceux qui ont observé le plus curieusement cette grande et soudaine mutation dont il fut l'auteur, sont bien empêchés de juger par quels principes et par quels moyens il ébaucha et accomplit un si admirable dessein.

Les uns tiennent que cette révolution fut un pur et simple effet des jugemens de Dieu, qui, pour châtier l'avarice, la superbe, et l'inhumanité des ministres espagnols et de la noblesse napolitaine, qui étaient arrivées à leur comble, choisit le bras de ce pauvre poissonnier pour exécuteur de son ire : ils allèguent que les actions de cet homme ont paru toutes merveilleuses; que sa mère a dit à plusieurs personnes, que deux capucins passant en sa maison, au temps qu'il était au berceau, l'un d'eux, l'ayant envisagé se tourna ensuite vers elle, et lui dit que cet enfant serait un jour maître de Naples; mais que sa domination serait de fort peu de durée; qu'ayant

parmi tous ceux de sa connaissance, passé pour un homme idiot, simple et ignorant, depuis sa plus grande jeunesse jusqu'au temps de la sédition, on le vit tout à coup parler et agir comme une personne élevée dans les affaires; qu'à considérer avec combien de jugement et de courage il renouvela et maintint, au fort du tumulte, les ordres et les réglemens les plus utiles que les plus sages législateurs et les plus grands capitaines ayent pu jamais inventer, et à voir avec combien d'adresse et de conduite il s'insinuait dans les cœurs de tant de milliers d'hommes qui l'environnaient, rassurant les faibles, confirmant les zélés, menaçant les timides, exaltant les courageux, et figurant aux yeux de tous, les horribles oppressions de leur affligée patrie, les misères de leurs familles, l'orgueil et l'insolence des gentils-hommes, les concussions des ministres, l'avarice des gabelleurs, les avantages d'une prompte liberté et d'une future abondance, les facilités d'y arriver, la faiblesse et la consternation de leurs persécuteurs, les satisfactions de la vengeance et les douceurs de la victoire; on peut croire avec apparence que quelque cause supérieure le mouvait dans ces conjonctures : que le cardinal Filomarino a confessé hautement que, dans les secrètes conférences qu'il avait eues avec lui sur le sujet du traité de paix, il avait été souvent surpris de la solidité de ses réponses, et de la subtilité de ses expédiens; que cette hardie entre-

prise, qu'il projeta et exécuta en faveur de son pays, cette entière application qu'il eut pour les affaires publiques, et qui, lui dérobant les heures du manger et du dormir, le faisait paraître incessamment dans le marché, ou à la fenêtre de sa chambre, où donnant audience à tous venans et à toutes heures, et occupant sept secrétaires, on lui voyait tout à la fois répondre des mémoriaux, prononcer des sentences, et donner une infinité d'ordres pour la police ou pour la guerre; ces lumières si pénétrantes, qui faisaient qu'en envisageant un homme, il semblait lire dans son âme, et reconnaître très-clairement s'il était innocent ou coupable; cette équitable sévérité, qui, l'incitant à faire sauter tant de têtes, n'en fit tomber aucune qui n'eût commis assez de crimes pour mériter ce châtiment; et enfin, ce détachement qu'il eût pour ses intérêts particuliers, et qui, tenant ses mains si nettes, le fit paraître si pauvre parmi tant de monceaux d'or et d'argent qu'il voyait à l'entour de lui, témoignaient assez que cet homme n'avait autres qualités que celles qui étaient nécessaires pour l'exécution des vengeances célestes; qu'il prévit le jour de sa mort, et qu'en haranguant le peuple en plein marché, le mardi neuvième de juillet, qui fut le troisième de la révolution, il dit hautement devant tous, qu'encore que tout ce qu'il faisait ne fût que pour le repos et pour l'avantage du royaume, il savait qu'alors qu'il aurait pacifié ce grand tumulte,

il ne passerait pas trois jours qu'il ne fût assassiné et traîné par toutes les rues; ce qui advint précisément.

Les autres affirment que les misères et les mécontentemens des peuples les ayant disposés peu à peu à un soulevement général, Masanielle le commença par un désir de vengeance, et le continua par les conseils de Génuino et de plusieurs autres personnes d'expérience et de jugement, qui le faisaient agir comme ils le jugeaient à propos. Ils rapportent que sur le commencement de l'année 1647, la femme de Masanielle ayant été fortuitement surprise emportant quelque peu de farine de contrebande, fut mise et retenue en prison par les exacteurs de la gabelle de la farine, qui, sans faire cas de ses larmes, ni des importunes sollicitations et prières de son mari, ne la voulurent jamais délivrer que moyennant cent ducats, que ce pauvre malheureux fit de la vente de tous ses meubles, pour la retirer de leurs mains; que cette cruelle injustice perça si sensiblement le cœur de ce jeune homme, qui était naturellement colère et vindicatif, qu'il jura dèslors hautement qu'il se vengerait tôt ou tard de la barbarie des gabelleurs; que se trouvant casuellement officier de la compagnie de ces jeunes garçons qui, sous le nom d'Alarbes, devaient attaquer cette année le château de bois fait dans le milieu du marché le seizième jour de juillet, pour la réjouissance de la fête de Notre-Dame-des-Carmes, il crut que par ce moyen il

pourrait faire ses vengeances; qu'ayant communiqué son dessein à huit autres jeunes hommes de sa condition, et non moins résolus que lui, ils arrêtèrent, en une assemblée qu'ils firent dans les marais nommés l'Acqua-della-Buffala, qu'il fallait s'acquérir l'amitié de cette compagnie de jeunes garçons, pour s'en servir aux premières rencontres pour la perte des gabelleurs; qu'à cet effet, ayant formé et grossi cette compagnie d'une quantité d'enfans du marché et du Lavinaro, il les arma tous de cannes qu'il acheta, de vingt carlins que frère Savino Saccordo, cuisinier du couvent des carmes et son intime ami, lui prêta pour ce dessein; qu'en faisant faire plusieurs montres à cette petite et ridicule milice en attendant le jour de la fête, il apprenait à cette jeunesse à dire : « Vive Dieu! vive Notre-Dame-» des-Carmes! vive le roi d'Espagne et l'abondance, » et meure le mauvais gouvernement. » Qu'ainsi se servant de la conjoncture de la rumeur qui survint le septième jour de juillet, entre les jardiniers de Pouzolles et les fruitiers du marché de Naples, touchant la gabelle des fruits, il poussa ces jeunes garçons à commencer ce grand tumulte; que voyant que les Espagnols, au lieu de s'opposer vigoureusement à ce torrent dès sa naissance, le laissaient librement courir et passer au-delà des bornes qu'ils lui pouvaient alors prescrire, il s'anima par leur faiblesse ou par leur irrésolution, et se résolut de travailler non-seulement à la destruction des gabelleurs, mais

encore à celle de toutes les gabelles; qu'en ces rencontres, tous ceux qui haïssaient secrètement le gouvernement, et qui désiraient de voir des nouveautés dans le royaume, s'approchèrent de sa personne, afin de se servir du crédit que cette première action lui avait donné parmi la populace pour arriver à leurs desseins; qu'entre ceux-là fut Jules Génuino, qui, par ses conseils violens, n'eut pas grand peine à s'insinuer dans cet esprit ardent, colère et sanguinaire, qu'il s'acquit si bien peu à peu, qu'il en fut à la fin le maître, et que ce fut par les instructions et par les préceptes de ce vieillard que Masanielle agit ensuite; qu'enfin, l'on peut dire en peu de paroles, que les oppressions du peuple ayant servi de matière à la sédition, la vengeance de Masanielle lui donna la forme, et l'adresse de Génuino la vigueur et la subsistance.

Voilà les remarques que l'on fait sur les motifs de cette révolution; et quant au jugement qu'on peut faire pour décider si le duc d'Arcos fit bien ou mal de faire mourir Masanielle, il semble que l'on peut alléguer que quoique la sédition dont il fut le premier instigateur, ait semblé vouloir détruire l'autorité souveraine, sa pensée ne fut jamais de démembrer ce royaume de la monarchie d'Espagne; qu'il le témoigna manifestement par ses paroles et par ses actions; qu'au plus fort du tumulte il fit toujours crier : « vive l'Es-» pagne », et étaler publiquement, avec beaucoup de vénération, les portraits du Roi Philippe IV,

qui vivait alors, dont il parla sans cesse avec un extrême respect, même au plus fort de sa folie; que pouvant avoir en main le château Saint-Elme, pour sûreté du traité, il ne voulut jamais qu'on en parlât dans les propositions de la paix; que plusieurs personnes l'ayant voulu sonder sur la mutation de maître, il leur imposa silence dès le premier mot, et particulièrement au docteur Pierre Javarone, qui, lui proposant de recourir à la France et l'appeler à son secours, n'eut autre réponse de lui qu'une menace qu'il lui fit de lui faire couper la tête s'il lui parlait plus de cette sorte; que l'émotion qu'il produisit fut en quelque façon avantageuse aux Espagnols, puisqu'elle causa la mort d'une infinité de scélérats; et les vengea de la noblesse, par les traits sanglans de la haine que la populace lui fit sentir; que l'extinction des gabelles n'étant préjudiciable qu'aux particuliers, en faveur de qui elles avaient été aliénées, fut utile au Roi d'Espagne, qui, retirant à peine un million d'or par an de son domaine ou des autres revenus ordinaires, était sur le point de recevoir tout à coup cinq millions d'or, par le moyen d'un donatif que Masanielle proposait de lui faire, ayant déjà à ce sujet fait une taxe générale, dont il serait infailliblement venu à bout, si la mort ne l'eût prévenu; qu'ainsi il fit paraître que son intention ne tendait qu'à la réformation de l'État, et non pas à changer de souverain, et qu'enfin le temps a fait connaître que la fin de la vie de Masanielle ne fut point celle des troubles

de Naples. Le coup qui abattit sa tête éleva et raffermit tellement celle de la rebellion, que ce peuple, qui jusqu'au jour de sa mort n'avait qu'ébranlé le joug des Espagnols, sembla ne songer depuis qu'à s'en affranchir tout à fait.

Mais il n'est pas juste que ces réflexions nous obligent de laisser trop long-temps la tête et le corps de Masanielle séparés l'un de l'autre, et exposés à la voirie par l'ordre de ses ennemis, ou plutôt par l'abandonnement et l'ingratitude d'un peuple qui lui était si obligé. Il semble qu'il est raisonnable qu'après avoir remarqué la faute que cette populace fit de le laisser traiter de la sorte, nous remarquions le repentir et le regret qu'elle en témoigna par les pompeuses funérailles qu'elle lui fit. Car le lendemain, quelques enfans, incités par des personnes qui leur dirent qu'il n'était pas séant que le corps de celui qui avait délivré sa patrie de tant d'horribles oppressions, fût ainsi exposé aux chiens, allèrent prendre ce cadavre, et après l'avoir bien lavé, le portèrent sur une bière dans Notre-Dame des Carmes. Geronimo Donnarumma, jeune homme, habitant au marché, s'achemina incontinent avec une troupe de gens bien armés vers les fosses des Grains, où ayant pris la tête de Masanielle, il l'apporta dans les Carmes, afin de la rejoindre à son corps. Cela fait, le peuple ayant conclu que Masanielle méritait de recevoir les derniers honneurs qui lui étaient dûs comme à celui qui avait été chef et capitaine-général de la ville de Naples, son corps,

précédé de plus de cinq cents prêtres, et suivi de plus de quarante mille hommes sous les armes, et de presqu'autant de femmes, ayant en main leurs chapelets, fut porté par plusieurs quartiers de la ville avec toutes les cérémonies qu'on observe à l'enterrement d'un général d'armée; et ayant passé devant le palais du Vice-Roi (qui, surpris de cette nouveauté, et s'accommodant au temps, le fit accompagner de huit pages portant des torches, et commanda aux Espagnols qui étaient en garde de baisser toutes leurs enseignes, et le saluer en passant), il fut enfin conduit et enterré dans l'église de Notre-Dame des Carmes, au bruit de toutes les cloches de la ville, et parmi les cris et les pleurs d'une infinité de pauvres femmes qui témoignèrent à ce corps tant de révérence et de vénération, qu'on peut dire que par l'effet d'une inconstance populaire qui n'a point d'exemple, Masanielle, en moins de trois jours, fut obéi comme un monarque, massacré comme un scélérat, et puis révéré comme un saint.

Pendant ces bizarres effets de l'inconstance populaire, les Espagnols et la noblesse napolitaine goûtaient les douceurs que goûtent les matelots après une grande tempête. Comme ils avaient gagné le cœur de Ciccio d'Arpaja, élu du peuple, et de Jules Génuino, son consulteur, ils croyaient que, par leur conduite, ils tiendraient toute la populace en bride, ou que du moins, en pénétrant par toutes les résolutions qu'elle pourrait prendre, ils auraient moyen de les prévoir et d'y pourvoir;

mais leur pensée et leur politique furent vaines, car les grâces un peu trop publiques que le Vice-Roi fit à l'Arpaja et au Génuino, qui fut honoré de la charge de président, donnèrent lieu à leurs envieux de faire entendre au peuple que ces deux hommes, échappés l'un d'Oran et l'autre des galères, semblaient n'être venus dans Naples qu'afin de faire leur fortune aux dépens du bien du pays; et que les Espagnols, dont le but n'était que de gagner le temps, et d'amuser la populace jusqu'à ce qu'ils eussent des forces suffisantes pour la pouvoir châtier rigoureusement, les avaient gagnés l'un et l'autre par des présens et par des honneurs qui témoignaient plutôt leur trahison que leur mérite. Ces discours, semés adroitement dans les quartiers du marché, de la Conciarie, et du Lavinaro, qui étaient les premiers mobiles de la révolution, ne firent pas peu d'effet sur des esprits qui n'étaient que trop susceptibles de toutes sortes d'impressions, et principalement de celles qui concernaient la sûreté de cette liberté naissante, dont ils se montraient si jaloux. Cependant le Vice-Roi n'oubliait rien pour obliger le peuple à croire ses paroles et prendre confiance en lui; et sur ce qui lui fut rapporté, que la plupart de ceux dont les maisons avaient été brûlées pendant le tumulte, et par ordre de Masanielle, recherchaient sourdement de se venger des incendiaires, il ordonna, par un ban publié à son de trompe par toute la ville et dans tous les lieux circonvoisins, qu'aucun, à peine de la vie, ne parlât des

choses passées; mais toutes ces démonstrations d'amour pour le repos public n'empêchèrent pas que le peuple, en se soulevant sur l'avis qu'il eut que le pain qu'on faisait au four de Salvatore Cataneo, l'un des assassins de Masanielle, était léger de douze onces moins que le taux, n'en fît justice lui-même, en brûlant sa maison avec tous ses meubles, et deux mille sequins qu'il y trouva, et en envoyant aux galères un de ses parens rencontré casuellement dans ce lieu. Cette émotion de peu de durée faillit d'être bientôt après suivie d'une autre plus périlleuse. Quatre jours après la mort de Masanielle, l'élu du peuple revenant du palais du Vice-Roi au couvent des Carmes, où il faisait sa demeure, fut abordé par le capitaine Gennaro Annésé, et par Vanno Panariello, qui, le tirant à l'écart, lui dirent qu'ils avaient pris garde que le peuple avait été trompé et trahi dans les capitulations accordées le samedi précédent, d'autant que par le quatorzième article il était expressément porté que toutes les impositions et gabelles seraient généralement abolies et révoquées, sauf et réservé celles qui se payaient sous le règne de Charles-Quint, et toutes celles qui avaient été aliénées à des particuliers. Or, comme il n'y en avait point en tout le royaume qui ne fussent aliénées, cette réserve maintenait tous les impôts et toutes les gabelles en leur premier état. Quoique l'élu fût informé de cette fourbe, et qu'il sût que le Génuino, qui avait dressé les capitulations, avait concerté cet article avec le conseil du Vice-

Roi, il fit l'étonné, et dit qu'il ne le croyait pas, et que si cela paraissait de la sorte dans les copies imprimées, il fallait nécessairement que le défaut vînt de l'imprimeur. Gennaro Annésé soutenait le contraire, et ce maître arquebusier (qui commençait d'avoir déjà des desseins pour le commandement absolu, qu'il obtint depuis) protesta opiniâtrement qu'il avertirait tout le peuple de cette supercherie, si l'on ne réformait l'article de la façon qu'on le devait pour le commun bien du pays. Pour sortir donc tout à fait de doute, on envoya chez l'imprimeur des capitulations, qui fit voir que ses copies étaient conformes à l'original. Sur ce point, dom Onoffrio Jacutio, prêtre accrédité parmi la populace, survint, et, se mêlant dans leur conversation, leur dit que dès la première fois qu'il avait lu ces capitulations, il avait pris garde à cette fourberie, et qu'il y fallait remédier auparavant que tout le peuple en fût clairement informé, puisque n'étant que trop persuadé que les Espagnols ne songeaient qu'à le tromper et à le punir, ce manquement lui servirait d'excuse et de prétexte pour le soulever de nouveau. L'élu du peuple, en leur témoignant à tous trois qu'il louait extrêmement leur zèle, et qu'il approuvait leur avis, les assura qu'il en avertirait le Vice-Roi et son conseil, afin d'y apporter le remède tel que le peuple pouvait désirer. Leur conversation finie, Gennaro s'en alla, laissant Vanno Panariello avec l'élu du peuple, et auquel il dit que cette tromperie n'étant connue alors

que de Gennaro Annésé et de lui, il se promettait de faire en sorte qu'il ne s'en parlerait pas davantage, si le Vice-Roi leur voulait donner deux mille sequins; sur quoi l'élu, lui ayant donné de belles paroles, se retira, jugeant toutefois qu'il serait difficile d'étouffer ce bruit, et qu'il y avait beaucoup d'apparence que dom Onoffrio Jacutio ne manquerait pas, dans l'affection qu'il avait pour le bien du peuple, de le faire savoir partout, si l'on n'y remédiait promptement. Aussi ne se trompa-t-il pas; car au sortir de cette conférence, ce prêtre zélé s'en alla en toute diligence chez le théologal du cardinal Filomarino pour l'avertir de cette affaire, et pour le conjurer instamment de faire que son maître allât parler au Vice-Roi, pour y remédier avant que le monde en eût connaissance.

Mais quelques soins que l'on en pût prendre, cela n'empêcha pas que, le 22 du mois de juillet, environ les dix-neuf heures, une multitude de peuple, instruite de cette fourberie, ne s'assemblât dans le marché, criant qu'il n'y avait point d'assurance aux promesses des Espagnols, puisqu'ils ne songeaient qu'à le trahir, et qu'il fallait s'assurer, par la voie des armes, puisque, par celle des traités, on ne pouvait rien espérer d'avantageux pour le pays. Ces paroles, dont la suite ne pouvait être que très-funeste, furent incontinent rapportées au Vice-Roi, qui, bien que déjà averti du sujet de ces murmures, ne s'en était pas beaucoup ému; les promesses de l'Arpaja et

de Jules Génuino l'endormaient, lui figurant qu'ils lui répondaient de ce peuple, et que s'ils n'avaient pas de quoi lui lier la langue, ils avaient assez de crédit et d'adresse pour lui arrêter les bras, sans qu'il s'en pût apercevoir. Toutefois, le bruit du nouveau tumulte qui se levait dans le marché l'éveilla, et l'obligea d'y envoyer promptement le prince de la Rocca, pour donner à ces soulevés la satisfaction qu'ils désiraient. Ce prince qui étaient confident du Vice-Roi, et qui pour le mieux servir était demeuré parmi le peuple, et avait été élu Grassière de la ville par la faveur du cardinal Filomarino, son parent, étant arrivé dans le marché, fut tout-à-coup environné d'une foule innombrable de gens de tout âge et de tout sexe, qui, en criant plutôt qu'en parlant, lui firent à peu près comprendre le motif de l'émotion. Ayant, par des signes de main, obligé cette populace à se taire pour l'écouter, il lui dit, en peu de paroles, que le duc d'Arcos l'envoyait expressément pour l'assurer de ses bonnes intentions; que s'il y avait quelque erreur dans les capitulations, c'était plutôt par la méprise de ceux qui les avaient écrites, que par aucune pensée qu'il eût de tromper par une équivoque ceux qui s'étaient fiés en lui, et qu'il priait le peuple de vouloir nommer quelqu'un avec qui, sur-le-champ, il pût conférer sur cette matière, afin de réparer la faute prétendue sans nul délai. Le peuple criant qu'il voulait que l'on lui maintînt les promesses qu'on lui avait faites et jurées

solennellement sur le précieux sang de Saint-Gennaro, nomma dom Onoffrio Jacutio pour conférer avec le Prince sur ce sujet, de sorte qu'étant ensuite entrés tous deux dans le couvent des Carmes, ils travaillèrent conjointement à la réforme de l'erreur commise dans le quatorzième article des capitulations, en expliquant cette équivoque, et mettant que toutes les impositions établies depuis l'empereur Charles-Quint, spécialement toutes celles qui avaient été aliénées en faveur des particuliers, seraient entièrement éteintes, révoquées et annullées. Cet article étant rajusté, dom Onoffrio sortit du couvent pour en donner part à ce peuple qui l'attendait dans le Marché avec une extrême impatience, et de plus pour savoir de lui s'il désirait quelque autre chose pour son entière satisfaction; sur quoi, ayant reçu plusieurs mémoires contenant de nouvelles demandes, que la défiance qu'il avait de la foi des ministres, lui faisait faire, ce prêtre retourna dans le couvent, d'où, après les avoir communiquées au prince de la Rocca, ils sortirent un peu après l'un et l'autre pour assurer le peuple qu'il aurait toute sorte de contentement. Cette procédure ayant un peu calmé l'émotion, le Prince, accompagné de dom Onoffrio et de Grégoire Accietto, marchand de soie, député sur l'heure par le peuple, pour aller prier le duc d'Arcos de faire imprimer de nouveau les capitulations, avec les explications et les annotations que l'on y venait de faire, se rendit

au palais, pour informer le Vice-Roi de tout ce qui s'était passé en sa négociation. Quoique le duc d'Arcos fût piqué de ce qu'en rayant l'article des gabelles, on avait d'un seul coup de plume détruit plus de cinquante mille maisons intéressées dans les impôts, il ne laissa pas de recevoir dom Onoffrio Jacutio et Grégoire Accietto avec un visage benin, et leur ayant, de bonne grâce, accordé tout ce qu'ils demandaient de nouveau de la part du peuple, il commanda, en leur présence, que les capitulations réformées fussent imprimées incontinent avec les vingt-six articles que l'on venait d'y ajouter. Cet ordre donné et exécuté, un peu après, les deux députés du peuple prirent congé de lui, après qu'il les eut priés tendrement de vouloir assurer le peuple qu'il ne songeait qu'à son repos, et qu'il lui donnerait des marques d'une affection paternelle, dans toutes les occasions où il s'agirait de son bien, ne désirant rien tant au monde que de voir la ville tranquille, et tout son peuple satisfait. Ces assurances, confirmées par l'impression des capitulations accordées nouvellement, donnèrent quelque joie au peuple, qui toutefois ne laissa pas de faire du bruit durant toutes ces négociations, sur le sujet de dom Lucio San-Felice, fils de dom Jean Sergio San-Felice, qui, pour avoir maltraité de paroles quelques populaires à la porte Capoüana, fut cause d'un nouveau tumulte, où il eût infailliblement laissé la vie, si, par une soudaine fuite, il n'eût évité ce danger. Comme les malheurs s'en-

tresuivent, celui-ci en attira un autre deux jours après, à l'occasion de quelques paysans de Melliro, village assez voisin de Naples, qui s'étant plaints dans le marché, que nonobstant l'abolition des gabelles, le conseiller François-Antoine Muscetola, leur seigneur, ne laissait pas de les exiger, obligèrent une multitude de gens de courir promptement aux armes, et d'aller droit en sa maison, qu'ils brûlèrent avec une bibliothèque qu'il y avait des plus curieuses et des plus grandes du royaume, l'obligeant lui-même au bruit de la rumeur, de s'enfuir tout en chemise, afin d'éviter un semblable traitement. Le Vice-Roi, pour éviter la suite de ces deux tumultes, ordonna, par un ban publié, que si don Lucio San-Felice ne se rendait prisonnier dans le Château Neuf dans vingt-quatre heures, il donnerait quatre mille ducats à qui le lui présenterait vif ou mort, mettant une pareille taille sur tous ceux qui à l'avenir, troubleraient le repos de l'État, et, pour empêcher que l'aspect des meurtriers de Masanielle ne causât encore quelque nouvelle sédition parmi un peuple qui avait son nom et sa mémoire en vénération, il envoya secrètement à Rome Michel Angelo Ardizzone, André Rama, Salvatore Cataneo et ses autres assassins, leur donnant la récompense qu'il leur avait fait espérer

CHAPITRE XII.

Exécution de dom André Paoluccio, théatin.— Nouveaux troubles procédés du président Génuino et de l'élu Arpaja. — Election du prince de Massa, pour capitaine général du peuple.— Difficultés que fait ce prince d'accepter cette charge, et la manière dont il agit.

Ces soins, qui semblaient témoigner la passion que le duc d'Arcos avait pour la tranquillité publique, plurent assez à la populace, et Naples durant quelques jours, jouit d'un calme qui semblait devoir durer plus qu'il ne fit. Sa douceur permettant au Vice-Roi de s'appliquer à d'autres choses, il fit vider le procès de dom André Paoluccio, religieux théatin, qui, accusé d'avoir fait plusieurs voyages dans les pays étrangers, pour cabaler contre l'État, fut enfin condamné à mort, et ensuite décapité le dix-neuvième jour du mois d'août, à la vue d'une infinité de gens, dont les uns plaignaient son malheur, et les autres, en détestant les crimes dont on le chargeait, le jugeaient digne de la mort que lui procurait son péché. A peine le sang de ce misérable eut ensanglanté l'échafaud, que, comme s'il eût été le présage et l'avant-coureur de celui qui, peu après, fut répandu par toute la ville, aussi bien que par tout le royaume, il arriva que le lendemain, environ les deux heures de nuit,

Grazullo de Rosis, capitaine de la sellerie, rencontra casuellement Marco d'Apreja, marchand de toile d'or, et Joseph Vulturano, greffier ou maître d'actes de la Cour de la Vicarie, ayant en main un certificat signé du président Génuino, de l'élu Arpaja, et de plus de cent autres personnes, faisant foi que les meubles que le président Fabritio Cenamo avait perdus dans les incendies, avaient été brûlés à la suscitation de ses ennemis, et non par l'ordre de Masanielle ni du peuple. Le capitaine Grazullo s'étant saisi de cet écrit, le porta incontinent à la Conciarie, où, faisant une assemblée de quelques populaires qui étaient aussi bien que lui jaloux des bienfaits que le Génuino et l'Arpaja avaient reçus du duc d'Arcos, il leur mit en main ce papier, qui, par sa lecture, fut jugé de tous d'une conséquence pernicieuse, et tout-à-fait contraire à l'abolition accordée pour tous les crimes et les violences commises pendant la révolution, et que ce certificat faisait ample foi de la perfidie de Génuino et de l'Arpaja, qui, par cet acte, témoignaient comme ils étaient d'intelligence avec les ennemis du peuple. Ces choses ayant été exagérées avec autant de chaleur que de raison, les assemblées ayant conclu qu'il en fallait avertir le peuple, et remédier promptement à un mal de cet importance, et qui était d'autant plus périlleux que ceux qui pouvaient l'avoir empêché, le fomentaient par leur noire infidélité, ils se séparèrent pour faire savoir, chacun de leur côté, de quelle

sorte ce président et cet élu agissaient pour la destruction d'un peuple de qui venait tout leur bonheur. Ce bruit semé adroitement parmi toute la populace, le président et l'élu en ayant eu quelque vent, crurent qu'ils n'en pourraient pas empêcher les effets sinistres, et se retirant à la hâte dans le Château Neuf, ils témoignèrent par leur fuite que ce n'était pas sans raison que l'on les jugeait criminels.

Le lendemain, dès le matin, le peuple s'étant assemblé de toutes parts dans le marché, après avoir, par mille cris, détesté la trahison du Génuino et de l'Arpaja, résolut de se venger, non-seulement de ces perfides et des autres qui avaient signé le certificat; mais encore de tous ceux qui, sous-main et sans se montrer, appuyaient et fomentaient ces monopoles. Dès ce moment cette foule innombrable de personnes courut au palais du Vice-Roi, tant pour se plaindre de cette malice, que pour demander la liberté du frère de Masanielle, qui était alors détenu prisonnier dans le Château Neuf. Si, dans les émotions précédentes, le Vice-Roi avait paru interdit et irrésolu, il témoigna beaucoup d'assurance en celle-ci, soit que l'espérance d'un prompt et puissant secours le flattât et lui donnât lieu de mépriser ce qu'il avait tant redouté, soit que le regret d'avoir signé des capitulations aussi désavantageuses que celles qu'il avait accordées au peuple, lui fît souhaiter un prétexte de pouvoir rompre par force ce qu'il avait fait par nécessité; soit qu'en considérant

que la populace n'ayant point de chef, il crût qu'avant qu'elle se fût résolue d'en former un, il aurait le temps de l'adoucir, et de la ramener adroitement dans son devoir; il est certain qu'en cet instant, sans vouloir écouter les plaintes du peuple, et encore moins ses demandes, non-seulement il lui refusa la satisfaction prétendue, mais encore il fit tout-à-coup faire une décharge de mousquetade sur toute cette populace, par les Espagnols et par les Allemands de sa garde, qui ne tuèrent que deux hommes. Le bruit de cette funeste salve ne fit pas moins d'effet que celui du tocsin, et, à ce signal, toute la ville s'étant soulevée, et chacun courant aux armes, le peuple recommença la rupture de l'accord par celle des prisons de Saint-Jacques, d'où il délivra tous les prisonniers, s'alla saisir de tous les postes avantageux, et principalement de Pizza-Falcone, d'où avec plus de fureur que de conduite, il chassa le régiment de dom Prospero Tuttaville, qui le gardait, et ayant encore désarmé, avec la même facilité, quelques compagnies du prince d'Ascoli, mestre de camp général des Espagnols, il réduisit presque dans un moment, et sans aucune peine, tous les Espagnols dans le palais et dans le Château Neuf, où s'était retiré à la hâte le Vice-Roi et toute la noblesse qui était lors auprès de lui, non sans beaucoup d'étonnement de voir qu'un peuple sans discipline, sans ordre et sans chef, eût pu faire tant de progrès en si peu de temps. Ce fut en ce jour que l'inhumanité des Napolitains, qui, dans les tumultes passés, n'avait paru que parmi les embrasemens, commença à se faire voir dans le carnage, et que leurs mains, qui jusqu'alors avaient eu tant de déférence et de respect pour les Espagnols, montrèrent, en se souillant dans leur sang, qu'elles ne faisaient plus de différence d'eux à leurs autres ennemis. En effet, la secrète haine que le peuple semblait couver dans son cœur, contre une nation dont les ministres l'avaient traité si rudement, commença en cette journée à éclater par le massacre de beaucoup d'Espagnols, à qui le peuple ôtant la vie, coupait incontinent les têtes, qu'après, sur le bout d'une pique, il exposait dans le marché, ainsi que les sanglans trophées de sa victoire, ou plutôt de sa cruauté.

Le cardinal Filomarino ayant appris ce nouveau tumulte, et les préparatifs que, de toutes parts, le peuple faisait pour investir le palais et le Château Neuf, alla trouver le Vice-Roi pour lui témoigner le regret qu'il avait de cet accident, et lui offrir son entremise pour tâcher d'y remédier. Le duc d'Arcos, que la furie du peuple avait fort ébranlé, après lui avoir fait paraître combien il lui était redevable de tant de soins qu'il avait pris, et qu'il voulait encore prendre pour le service du Roi, son maître, et pour le repos de l'État, lui dit, avec un déplaisir sensible, qu'il s'étonnait extrêmement de ce qu'après avoir signé aveuglément toutes les choses que le peuple avait souhaitées, il recommençait de nouveau à faire éclater

sa fureur; qu'il reconnaissait en ce jour que souvent le trop d'indulgence du Prince, cause des effets aussi sanglans et déplorables, que le trop de sévérité; que le peuple ayant reconnu l'excès de sa bonté, croyait qu'elle lui donnait lieu de faire et de commettre impunément tout ce que son aveugle rage était en état de produire; qu'il voyait bien que cette sédition ne tendait pas tant à la simple réformation des abus qu'on disait être dans l'Etat, qu'à l'entière destruction de l'autorité souveraine, que quoiqu'il ne connût que trop les mauvaises intentions de ce peuple, qui, sans sujet ni prétexte, avait de nouveau pris les armes et fait des excès non moins surprenans que barbares, il ne se pouvait lasser de lui donner des témoignages de son zèle et de son amour; qu'à cet effet il le priait de savoir ce que désirait encore cette populace, qu'aux dépens de l'autorité de son Roi et de son honneur, il souhaitait de satisfaire. Quoique le cardinal prévît bien qu'il lui serait bien difficile de calmer cette émotion, il ne laissa pas d'assurer le Vice-Roi qu'il agirait en cette rencontre avec la chaleur nécessaire, et qu'il ferait tout son possible pour renouer l'accord rompu : et ensuite de ces assurances, il se retira à son archevêché. Pendant cette visite, le peuple ne s'était point endormi; mais poursuivant toujours ses progrès, et la résolution qu'il avait prise d'attaquer le palais et le Château Neuf, il avait traîné un canon devant la porte de Sainte-Marie des Anges à Pizza-Falcone, afin de battre le palais,

et trois autres à Sainte-Lucie del Monte, poste d'une extrême considération, d'où, sans être vu de Saint-Elme, l'on peut battre facilement tout le Château Neuf en ruines. La nuit l'ayant surpris dans ses travaux, il remit le reste au lendemain, et cependant plaça, par tous les carrefours et les avenues suspectes, des corps-de-garde renforcés, et ordonna que l'on mît des lumières aux fenêtres, afin d'éviter les surprises qu'on lui pouvait faire à la faveur des ténèbres.

Le jour parut à peine, que tout le monde reprit les armes; une bonne partie des soulevés courut à la douane, où elle prit quatre mille pièces d'armes à feu de toutes façons, et deux grandes caisses de lames d'épées, qui furent distribuées à ceux qui n'en avaient point. Le cardinal Filomarino, sollicité à tous momens de la part du Vice-Roi de mettre la main au projet qu'il avait entrepris, fit savoir aux principaux officiers des quartiers qu'il avait à parler au peuple, pour des affaires d'une haute et particulière importance; sur quoi le peuple s'assembla dans le couvent de Saint-Augustin, où le cardinal, arrivé, donna part à toute l'assemblée des sincères intentions du duc d'Arcos, et la pria de vouloir mettre sur le papier toutes les choses qu'elle souhaitait de nouveau. L'assemblée, après avoir fait plusieurs exagérations des justes ombrages que le peuple avait de la sincérité des ministres, chargea le cardinal de plusieurs demandes, particulièrement que le peuple voulait avoir le président Génuino entre

ses mains, afin de lui donner la mort que méritait sa perfidie, disant que si le Vice-Roi n'avait point eu de part dans son crime, il ne le pouvait faire mieux paraître qu'en le lui livrant sans délai. Le cardinal ayant promis de s'employer de tout son possible pour le rétablissement du calme, retourna vers le duc d'Arcos, qui, à son abord, pour donner un témoignage visible de la passion qu'il avait pour l'accord, avait fait arborer sur le Château Neuf l'étendard de paix; ayant reçu le cardinal avec des caresses extraordinaires, il l'écouta paisiblement et sans l'interrompre sur toutes les propositions qu'il avait à lui faire de la part du peuple, jusqu'à celle du président Génuino; sur laquelle il répondit qu'il n'était plus en sa puissance de le remettre entre les mains du peuple, d'autant qu'il était hors des siennes depuis un jour, qu'il était parti pour l'Espagne. Dans le temps de cette conférence, une foule de populaires, persuadée, par l'aspect de l'étendard de paix arboré, que le cardinal avait eu une entière satisfaction, s'avança inconsidérément, et un peu trop vers les postes des Espagnols, pour se conjouir avec eux de l'accord qu'ils croyaient être fait; mais ces soldats qui n'avaient point d'ordre de les laisser approcher, s'imaginant qu'on les voulait surprendre, sous ce feint prétexte, ne répondirent à ces caresses que par une salve de mousquetades, qui, achevant de faire croire à tout le peuple que l'on ne pensait qu'à sa perte, fit que des deux côtés on ne sou-

gea plus à se faire entendre que par la bouche des canons. Cet inopiné tumulte ayant obligé le cardinal et le Vice-Roi à se séparer, celui-ci croyant remettre la populace à son devoir, fit publier un indult général pour toutes les choses passées; mais le peuple, sans en vouloir ouïr parler, répond qu'il ne veut point d'indult d'un traître, et sur les vingt heures du jour, il occupe St-Martin, couvent des Pères charteux, et commence à miner le château St-Elme, place la plus considérable de toutes les forteresses de Naples. Pendant tous ces préparatifs, la plus saine partie du peuple considérant qu'il lui serait bien malaisé de pouvoir bien agir sans chef dans la suite de ces tumultes, et que leur corps avait besoin d'une tête, de qui la langue et les yeux sussent régir et conduire à propos cette multitude de mains et de pieds dont il était composé, jugea qu'il fallait jeter la vue sur quelque personne dont la naissance, la valeur et la probité étant également connues, fussent capables d'établir le respect dans le cœur des peuples, la discipline dans les armes, l'assurance dans les combats, l'ordre dans les entreprises, et la confusion et la crainte dans les esprits des Espagnols. Toutes ces dignes qualités paraissaient hautement en celle de dom Francesco Toralto, venu de la maison d'Aragon, qui, après avoir donné mille marques de son courage et de sa prudence, en divers temps et en divers lieux, au service des Espagnols, avait été fait par eux mestre de camp général en Catalogne, et

prince de Massa, dans le royaume de Naples, pour avoir défendu Tarragone contre les armes de France, commandées par le maréchal de la Motte Houdancourt. Ce seigneur était retiré pour lors dans Naples, où les gouttes le retenaient souvent chez lui. Sa sagesse et sa courtoisie ne lui avaient pas acquis moins de vénération que d'amour parmi toute la populace; et, quoique les ministres d'Espagne fussent obligés de priser beaucoup ses services, et de se confier extrêmement en lui, ils n'en faisaient pas tout le cas que ses labeurs et ses mérites semblaient exiger de leurs soins. N'étant point sorti de chez lui pendant ces révolutions, la plupart des chefs des quartiers soulevés songèrent en lui, dans le besoin qu'ils avaient d'un général de cette sorte pour le soutien de leur parti. Après avoir communiqué ce sentiment à leurs ottines, le peuple s'assembla, l'élut d'une commune voix pour principal chef de ses armes, et, au sortir de l'assemblée, s'achemina en sa maison, le supplia d'accepter cette dignité, et de vouloir ouvrir les bras à sa désolée patrie, qui avait recours à lui, et le suppliait de prendre sa défense contre leurs communs ennemis. Ce Prince fut extrêmement surpris de cette proposition, et ne voyant que des périls de quelque côté qu'il tournât les yeux, soit en refusant le commandement que le peuple lui offrait, puisque ce refus l'exposait à son ressentiment; soit en l'acceptant, puisque c'était lever le bras contre son maître, l'un des plus grands Rois du monde, sans aucune

raison ni justice, et sans autre appui que celui d'une inconstante populace, c'est-à-dire, de faibles et chancelans roseaux.

Ces diverses réflexions l'obligèrent de répondre au peuple, que l'amour et la confiance que lui témoignait sa patrie, touchaient sensiblement son cœur, et l'obligeaient extrêmement, qu'il accepterait volontiers l'honneur qu'elle lui présentait, si sa santé ne le forçait de le refuser; qu'on savait bien que la goutte qui le retenait si souvent au lit, le travaillait cruellement, et semblait le rendre inutile pour toutes sortes d'actions, et principalement pour celles de la guerre, où il faut agir avec tant d'assiduité; qu'il les priait de l'excuser s'il n'acceptait pas une charge dont il était incapable de s'acquitter. Le peuple, sans considérer le poids de ses raisons, lui répliqua enmurmurant, qu'il fallait nécessairement qu'il acceptât la dignité que son pays lui conférait avec tant d'applaudissement, qu'on avait besoin de sa tête, non de ses mains, ni de ses pieds, et qu'ainsi n'ayant point d'excuse légitime pour se défendre, il devait croire qu'un refus lui causerait l'aversion de sa ville, et que peut-être il lui en pourrait coûter la vie. Ce discours fut suivi de mille menaces qui contraignirent enfin le Prince de dire à cette troupe mutinée, qu'il voulait bien servir le peuple; mais qu'il ne voulait point passer ni pour traître, ni pour rébelle, et qu'auparavant que d'accepter la charge qu'on voulait qu'il prît, il souhaitait de savoir pourquoi l'on désirait

faire la guerre, et à qui on la voulait faire. A cela le peuple, sans hésiter, répondit d'une commune voix, que le but de la guerre était le service du roi d'Espagne, et la conservation des priviléges et des franchises de l'État. Le Prince demanda qu'on lui en fît une déclaration authentique et pardevant notaires : ce qui, ayant été aussitôt fait, il accepta, quoiqu'avec beaucoup de regret, la charge de capitaine général du peuple, qui montra par son allégresse le plaisir qu'il en reçut.

Le Prince ayant donc accepté de cette sorte l'emploi de général des armes du peuple, passa le reste de la journée en diverses conférences avec les principaux officiers des quartiers; et, vers l'entrée de la nuit, informa le Vice-Roi des circonstances de son infortunée élection, le faisant assurer, par un de ses confidens, que le seul péril de sa vie l'avait obligé de prendre ce funeste emploi; qu'en la première occasion où il pourrait s'en décharger et quitter les quartiers du peuple pour se retirer au château, il le ferait de tout son cœur, aimant mieux n'être que soldat dans le service de son Roi, que capitaine général dans celui de ces révoltés, et que tant que son mauvais sort le ferait marcher à leur tête, il n'agirait que pour réduire ce corps rebelle sous le joug de son légitime seigneur. Le Vice-Roi et son conseil furent un peu surpris de cette élection; toutefois encore qu'ils craignissent que les appas du commandement souverain ne lui fissent mettre en oubli la foi qu'il devait à son maître : quoiqu'ils eussent peur

que la fortune, qui, souvent par son bon visage a rendu audacieux les plus timides, ne le forçât par ses caresses à tenter jusqu'à ses dernières faveurs, et qu'ils jugeassent que, si sa rebellion pouvait faire, sous sa conduite, quelques favorables progrès, ce même peuple, qui l'avait mis à la tête malgré lui, pourrait, de son gré, le placer et le mettre sur le trône. Ils ne témoignèrent point leurs défiances, au contraire, le duc d'Arcos lui fit dire qu'il était très-aise du choix que le peuple avait fait de lui, puisqu'il était très-assuré qu'il ferait plus dans cet emploi pour les intérêts de son maître, qu'il n'eût pû faire en sa maison; qu'il le priait de ne prendre aujourd'hui les armes, qu'afin de pouvoir obliger la populace à les quitter, et qu'il pouvait avoir la gloire d'avoir raffermi sur la tête du roi d'Espagne une couronne chancelante et sur le point de tomber. Ces complimens consolèrent en quelque sorte le prince de Massa, et le confirmèrent dans le dessein qu'il avait de tâcher, par tant de fatigues qui accompagnent la guerre, de lasser le peuple, et de le porter à chercher lui-même la paix, et de retarder l'effet de ses entreprises plutôt que de les avancer. Afin donc de s'accréditer parmi cette populace, qui juge des choses par les apparences, il expédia cette même nuit, et le jour d'après, plusieurs commissions, et donna une infinité d'ordres, tant pour la levée des troupes nécessaires, que pour la fortification des postes gagnés par le peuple, et surtout pour l'avancement de la mine

commencée pour faire écouler et sécher la citerne du château Saint-Elme, afin de contraindre le gouverneur à se rendre, puisqu'il n'y a point d'eau dans cette place que celle de cette citerne. Comme ce château domine tout Naples à la faveur de son assiette, qui forme le sommet du Mont Posilippe; la mine, en le donnant au peuple, le pouvait rendre en peu de jours maître des deux autres châteaux et du reste de la ville, ce qui obligeait les plus zélés d'en solliciter le travail avec une incroyable ardeur; plusieurs desquels jugeant que l'ingénieur Jean Pellino, qui l'avait entreprise, n'y agissait pas avec toute la diligence nécessaire, André Polito, qui avait fait et dressé la batterie de Santa Lucia del-Monte, se présenta au prince de Massa, et s'offrit d'avancer la mine, et de la conduire dans peu sous la citerne du château. Cet homme, étant d'une très-vile extraction, avait en travaillant aux fours de chaux, qui était son premier métier, acquis beaucoup de biens, et ayant été fait capitaine de son quartier dès les premiers mouvemens, il avait toujours depuis paru à sa tête dans toutes les occasions où le peuple avait pris les armes. Par une longue fréquentation qu'il avait eue dans le château St-Elme, il y avait remarqué quelques caves antiques, répondant vers le côté de Saint-Martin, couvent des pères chartreux, qui est au pied de ce château, et d'où on pouvait assez aisément arriver à ces caves, et delà sous cette citerne, dont la perte pouvait causer celle de la place.

L'offre du Polito ayant été reçue agréablement, il mit aussitôt la main à l'œuvre, et cet esprit ardent et subtil fit espérer à tout le monde, par sa diligence et par son assiduité, que Saint-Elme serait contraint de se rendre dans peu de jours, et que, par ce moyen, Naples serait bientôt en toute liberté.

Au même temps que l'on creusait cette mine, on travaillait avec chaleur à un grand retranchement à l'épreuve du canon, près de l'église de Visita Povéri, qui regardait en face la porte du Château Neuf; on y mit trois pièces de canon pour le battre de ce côté, outres quelques autres batteries placées en des postes avantageux, qui incommodaient non-seulement ce château, mais encore tout le palais. Le soin de toutes ces batteries fut commis à Ottavio Marchésé, gentilhomme napolitain, qui, ayant aussi généreusement que fidèlement servi les Espagnols à Milan, en Catalogne et en Flandres, en diverses occasions et en divers temps, s'était retiré chez lui avec le chagrin de voir ses travaux et ses services plus estimés que reconnus. Le prince de Massa, qui connaissait son mérite, fut bien aise de l'employer, afin d'avoir un confident de cette sorte dans les plus importans emplois, et l'ayant fait général de l'artillerie, il le fit agréer au peuple, qui était très-satisfait de voir des personnes d'expérience dans les charges, quoiqu'il appréhendât aussi que des officiers qui avaient servi l'Espagne si longtemps, n'eussent toujours quelque respect pour

ceux qui durant tant d'années leur avaient appris leur métier. Cette cruelle aversion qu'il avait conçue pour la noblesse, aussi bien que pour les Espagnols, pensa coûter le même jour la vie au prieur de la Rochelle, à Titta Carracciolo, chevalier de Malte, et au duc de San-Pietre, qui, sortis du Château Neuf, où était le duc d'Arcos, pour se retirer chez eux, tombèrent malheureusement entre les mains d'une troupe de populaires qui, sans nul égard, leur allait abattre à tous la tête, si le prince de Massa ne fût survenu dans ce moment. Sa présence arrêta le coup, et obligea ces esprits barbares à les remettre entre ses mains, sous la promesse qu'il leur fit qu'il les retiendrait dans son palais jusques à ce qu'il eût su s'ils étaient coupables, et qu'en ce cas, il les ferait indubitablement mourir.

Les ayant ainsi retirés de ce péril, il les fit conduire chez lui, d'où, après les avoir régalés et caressés de tout son possible, plaignant avec eux le déplorable état où la noblesse se voyait réduite, il les fit ensuite sortir secrètement hors de la ville, publiant qu'ils s'étaient sauvés par une fenêtre. Don Jean Sergio San-Felice ayant eu une pareille rencontre n'eut pas un semblable bonheur. Ce maître portalano de la ville, craignant la fureur populaire, à cause de l'accident survenu à son fils, s'était caché dans le couvent de Giésu Maria, où il avait toujours demeuré depuis jusqu'au jour que le prieur de la Rochelle et ses compagnons furent arrêtés et pris par le peuple, qui, à peine

les eût relâchés, que cet infortuné cavalier tomba malheureusement entre ses mains sortant de ce couvent, qui lui avait servi jusques-là de séjour et d'asile. Le prince de Massa, en ayant eu l'avis, courut en toute diligence pour tâcher de le retirer de ce danger; mais tous ses soins ni ses prières ne purent jamais empêcher que cette populace inhumaine ne coupât malgré lui la tête à cet infortuné, et qu'elle ne traînât ensuite son cadavre par toutes les rues. Quoiqu'il semblât que la fureur qui dominait ces esprits acharnés au meurtre les occupât entièrement, elle n'empêcha pas que le peuple ne songeât toujours à la poursuite de ses travaux commencés, et du dessein qu'il avait d'emporter les châteaux de Naples, et d'empêcher qu'aucun secours ne leur pût arriver par mer. Le même jour il fit placer un canon sur le torrion du couvent des Carmes, poste important, et d'où l'on peut battre facilement tout le port; et ayant beaucoup avancé les barricades dressées proche du palais et du Château Neuf, la nuit suivante, François Puca, soldat de grande expérience, et qui, rebuté du service des Espagnols, avait été fait mestre-de-camp par le prince de Massa, fit avec une extrême diligence, à la faveur des ténèbres, un grand retranchement à l'épreuve du canon, tout proche l'Hospitaletto, vis-à-vis du torrion angulaire du Château Neuf.

Si le peuple en cette journée avait exercé sa fureur, il fit juger le lendemain, en la personne de Fabritio Cennamo, qu'elle n'était point encore

lassée ; car au sortir de la paroisse de Santa-Maria della Catena, où il avait été quelques jours, il fut décapité par le peuple, qui, ayant porté sa tête au marché, plantée au bout d'une pique, fit traîner son corps aux Lazares par toutes les rues de Naples.

Tant de meurtres et tant d'attaques étonnèrent le Vice-Roi, qui, se voyant loin de tout secours, sans forces, sans vivres, et à la veille de perdre Saint-Elme par la mine, et le Château Neuf par les batteries qui le canonnaient de tant de côtés, fut obligé de recourir au cardinal Filomarino et à ses autres secrets dépendans qu'il avait dans le parti populaire, pour tâcher, par leur industrie, de négocier quelque accord. Comme il avait reconnu depuis peu, par quelques expériences avantageuses, que l'or est plus fort que le fer, et qu'il avait ouï dire qu'il n'est point de place si forte qu'on ne puisse prendre, pourvu qu'un âne chargé de ducats puisse arriver jusqu'à sa porte, il tâcha par ceux que ses présens ou ses promesses avaient déjà corrompus, d'en corrompre encore de nouveaux, et entre plusieurs créatures qu'il s'acquit par cette voie, l'un des plus considérables fut Pèpé Palombo, au quartier de la Conciarie. Cet homme, dont l'esprit n'était pas moins accort, subtil, sombre et couvert, qu'entreprenant, malin et double, était fils d'un riche marchand de cuirs qui lui laissa beaucoup de biens, dont il consomma la plus grande partie en divers armemens sur mer, sans en tirer autre profit que celui de

plusieurs amis qu'il s'acquit par cette voie. Dans la révolution de Masanielle, le crédit qu'il avait dans la Conciarie (quartier très-considerable, tant à cause du voisinage de la mer, que de celui du marché et du couvent des Carmes, asile et fort des populaires) l'engagea dans cette révolte. Il leva et entretint à ses dépens une compagnie d'hommes choisis, et se fit considérer non-seulement dans son quartier, mais encore dans tous les autres. De sorte qu'après la mort de Masanielle il ne tint qu'à lui d'être chef de tout le parti ; mais il aima mieux demeurer capitaine de la Conciarie, que de se faire général de tout le reste de la ville, craignant l'inconstance du peuple, et ne fondant sa confiance que sur celui de son quartier. Comme son principal but était de rétablir ses affaires, sous prétexte du bien public, le duc d'Arcos n'eut pas grande peine à le gagner, et à l'obliger d'agir pour ses intérêts dans les occasions urgentes, ce qu'il fit avec tant d'adresse, qu'en faisant croire aux Espagnols qu'il était tout à fait à eux, il ne se rendit jamais suspect au peuple, hors à quelques-uns, qui, bien qu'ils murmurassent contre sa conduite et ses actions, ne purent jamais faire perdre la tendresse et la confiance que son quartier avait pour lui.

Le Vice-Roi ayant ainsi en sa faveur plusieurs personnes accréditées parmi les soulevés, obligea le cardinal Filomarino d'obtenir quelque trève des populaires, afin d'avoir plus de moyens de traiter un accord ; ensuite, dans l'assemblée du peuple,

tenue dans le couvent de Saint-Augustin, il fit faire plusieurs propositions qui eûssent contenté le peuple, si celle de la reddition de Saint-Elme eût été du nombre; mais le peuple reconnaissant par l'absolu refus que les Espagnols faisaient de le rendre, qu'il ne l'aurait jamais que par force, commença à tumultuer en criant tout d'une voix qu'il voulait Saint-Elme ou la guerre. Ce qui le faisait opiniâtrer en cette demande, était l'assurance qu'André Polito lui donnait de l'emporter, et de l'avoir dans peu par le moyen de sa mine, qui le lendemain devait être par trois endroits sous le château. Le duc d'Arcos, voyant le tort que les paroles de cet entrepreneur faisait à sa négociation, se résolut de travailler à gagner cet esprit plus ambitieux que prudent, qui se laissant persuader par une infinitéde promesses, et principalement par celles de l'évêché de Pouzolles, pour son fils religieux dominicain, promit de n'aller plus si vite en la poursuite de sa mine. Il feignit d'avoir rencontré la nuit suivante quelques veines de roche vive qui pourraient retarder son travail; mais tout cela n'empêcha pas que le peuple le lendemain ne s'émût de nouveau encore, et ne criât qu'il entendait non-seulement d'avoir la garde de Saint-Elme, mais de plus celle du palais. Parmi tant d'agitations, le prince de Massa était bien embarrassé, et, ne pouvant pas contenter tout-à-la-fois les Espagnols et le peuple, il ne savait à quoi se résoudre; les soulevés voulaient Saint-Elme, et les Espagnols ne pouvaient le leur donner qu'en

perdant Naples. Toutefois, après que le Prince eût reconnu que le Vice-Roi s'était, par ses intelligences, acquis beaucoup de partisans, et que quelques-uns de ceux qui criaient le plus fort, commençaient à s'appaiser, il se résolut de haranguer et de parler publiquement à tout le peuple devant la porte de l'église cathédrale. Il lui représenta donc, et pria toute l'assemblée de se ressouvenir qu'alors qu'elle lui daigna confier le commandement de ses armes, elle lui dit et l'assura, par une déclaration authentique, que son dessein n'était pas de faire la guerre au Roi son souverain seigneur; mais seulement aux abus qui s'étaient glissés dans l'État; que n'ayant accepté la charge de Capitaine Général que sous cette condition, il avait cru que son honneur et sa conscience pouvaient suivre, sans blâme et sans remords, cette route, tandis que le peuple la tiendrait; que le Ciel, qui bénit les causes justes, témoignait apparemment qu'il avait pris la protection de la sienne, en favorisant ses projets, et obligeant les ministres à lui donner toutes les choses qu'il pouvait légitimement leur demander; que puisque son but n'était que la réformation seule des abus, il ne devait pas entreprendre au delà, ni se prévaloir des caresses que la fortune lui semblait faire depuis quatre ou cinq jours; que, pour remettre par ces troubles le royaume dans son repos, il ne fallait pas qu'il réglât ses demandes par le pouvoir où il était de tout prétendre, mais seulement par la justice; que la garde des places fortes n'appar-

tenant qu'au souverain, le peuple ne pouvait sans crime prétendre à celle de Saint-Elme; qu'il lui suffirait donc d'avoir toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer; qu'en s'accommodant aujourd'hui, il pourrait goûter à son aise toutes les douceurs de la paix; que, par la révocation des impôts, et par la ruine des sang-sues qui l'avaient mis en un si pitoyable état, on verrait que toutle royaume aurait dans peu son premier lustre, et reprendrait son embonpoint; que chacun retournant chez soi, pourrait jouir dans sa famille des fruits de l'accommodement; que, par ce moyen, il verrait la différence qu'il y a entre la tempête et le calme, entre les écueils et le port, et entre la guerre et la paix; que si celle-là ne fait voir que des montagnes de cadavres entassés les uns sur les autres, des ruisseaux et des torrens de sang, des monastères désertés, des églises profanées, sans prêtres et sans sacrifices, des maisons brûlées, des villes, des bourgs, des villages ou démolis ou dépeuplés, de belles campagnes en friche, des familles les plus aisées confinées dans l'hôpital, des pauvres vieillards mendians, des jeunes vierges violées, des petits enfans au berceau sans mères, et pitoyablement exposés à la merci des chiens et des bêtes sauvages, des désolations, des excès, des embrasemens, des pilleries, des ravages et des ruines : n'y entendre que des blasphêmes, des cris, des sanglots et des plaintes; l'autre en tirant de ce chaos toutes choses pour les remettre dans leur assiette, rétablit la royauté dessus le trône,

la justice en ses tribunaux, la police dans les cités, l'office divin dans les temples, la noblesse dans ses châteaux, la bourgeoisie dans les villes, les paysans dans les villages, les artisans en leurs boutiques, les laboureurs dans leurs guérets, et l'abondance, le repos, les délices et l'innocence en tous les lieux d'où le démon de la guerre les a bannis. Dans le tems que ce prince parlait ainsi, ou à peu près, à cette multitude qui l'écoutait, Pèpé Palombo parut tout-à-coup à la tête de sa compagnie et de plusieurs autres de sa cabale, qui criaient tous qu'ils voulaient la paix, et cette clameur obligeant dom Carlo Pedata hebdomadier de la cathédrale, à dire à quelques-uns d'eux qu'il ne suffisait pas de dire qu'on voulait avoir la paix, mais qu'il fallait savoir encore de quelle manière on l'aurait, toute cette troupe se jeta soudainement sur lui, et lui fit courir fortune de la vie, qu'il eût apparemment perdue, s'il ne se fût retiré à l'archevêché à la faveur de quelques-uns de ses amis qui, en le couvrant, lui donnèrent moyen de fuir. Cette bourasque étant passée, l'assemblée voyant que ceux qui avaient accoutumé de crier le plus n'y étaient pas, ou ne parlaient plus, résolut l'accommodement, ce qui obligea le cardinal et le prince de Massa de faire une cavalcade par la ville, accompagnés de leurs créatures et de plusieurs personnes apostées, qui, par des acclamations continuelles témoignaient l'aise que causait à chacun cette délibération. La cavalcade finie, l'élu du peuple, suivi de plusieurs autres officiers, s'achemina vers le palais pour

complimenter le duc d'Arcos, et pour résoudre avec lui tous les articles de la paix. Comme celui de la reddition du château Saint-Elme aux populaires, était le principal obstacle de l'accord, sur la nouvelle instance qui en avait été faite, le Vice-Roi avait répondu que sachant la fidélité que le peuple avait pour son Roi, il eût consigné volontiers et sans défiance Saint-Elme entre ses mains et sa garde; mais que ce château n'était pas en son pouvoir, puisque chacun savait bien que le commandant de cette place ne dépend et ne reconnaît que le Roi, et que tout ce qu'il pouvait faire était d'en écrire en Espagne, afin de tâcher d'obtenir cette grâce en faveur du peuple. Cette réponse ayant paru raisonnable aux plus doux du parti populaire, et principalement à tous ceux que le duc d'Arcos avait gagnés, le prince de Massa fit ensuite publier un ban, par lequel il défendit à son de trompe, qu'aucun ne fût plus si hardi que d'attaquer, ni de surprendre le château. Cependant l'élu du peuple ayant fait compliment de sa part au duc d'Arcos, fut très-bénignement reçu, et après avoir témoigné que le peuple était bien marri de toutes les choses passées, qu'il le suppliait instamment de lui pardonner une erreur qu'il avait commise par force, et non pas par sa volonté; que ce qu'il avait fait était l'effet des gabelles qui le chargeaient et qui l'avaient fait succomber. Le Vice-Roi lui répondit qu'il acceptait de très-bon cœur ses complimens et ses excuses, qu'il reconnaissait que le peuple

parmi tant de divers excès, n'était jamais sorti des bornes du devoir, ni du respect dû à son souverain; qu'en considérant le passé, il ne se voulait souvenir que des actions, par qui Naples lui avait témoigné son zèle; qu'il était prêt de l'embrasser, et de lui donner sans réserve les plus signalés témoignages de sa paternelle bonté. Cette agréable réponse, accompagnée d'un visage aussi favorable que serein, satisfit beaucoup les députés, qui ensuite firent leurs propositions sur le sujet de l'accommodement, qui furent toutes acceptées par le Vice-Roi, qui ayant fait rayer celle qui concernait le château Saint-Elme, ne se souciait pas beaucoup d'accorder ni de signer les autres. L'élu et ses compagnons, étant ainsi très-satisfaits de leurs négociations, prirent congé de lui, en lui offrant toutes les choses qui pouvaient l'assurer de leurs complaisances. Il les pria de trouver bon qu'il pût faire entrer au château quelques provisions pour sa personne et pour sa famille, en attendant que les articles de la paix fussent au net et publiés. L'élu lui promit qu'il le ferait savoir et agréer au peuple; et étant retourné dans le marché, où une grande quantité de gens l'attendait avec une extrême impatience, il fit publier des défenses, que nul, à peine de la vie, n'eût à contrarier la paix qui se traitait pour le repos général de tout le royaume, ni à murmurer ni crier sur les provisions qui entreraient dans le château, signant et ratifiant ces défenses par le sang d'un sbirre qui, pour avoir parlé un peu trop librement,

fut sur-le-champ arquebusé devant la porte de la Vicarie.

Cette inconstance populaire, qui se fait voir en tant de rencontres, et qui embrassera demain ce qu'elle veut étouffer aujourd'hui, parut bien en cette journée. En effet, comme si le peuple n'eût jamais pris le duc d'Arcos par les moustaches, et qu'il n'eût jamais canoné les châteaux, on lui vit rendre tout-à-coup mille respects et mille complaisances à ce duc, qu'il eût égorgé une heure auparavant, s'il l'eût eu en son pouvoir, sans rien dire des victuailles qui entrèrent dans le Château Neuf, non plus que de la poudre qu'André Polito y envoya sur la prière que le Vice-Roi lui en fit faire. Nonobstant ce qui avait été arrêté par la capitulation nouvelle, Giannettino Doria, général des galères de Naples, fut maintenu dans cette charge, à la prière aussi du Vice-Roi, et même celle qu'il lui fit faire ensuite de mettre à bas les barricades; ce que chacun fit volontiers, quoique le duc refusât d'en faire autant de son côté, prenant pour prétexte qu'il avait depuis peu avis que l'armée navale de France allait en mer, ce qui l'obligeait de veiller et de se tenir sur ses gardes. Si ce peuple eût été capable de défiance en ce moment, cette action lui en eût beaucoup donné, aussi bien que quelques autres que le duc d'Arcos fit ensuite, cherchant et alléguant des délais et des excuses pour différer la publication de la paix, et disant qu'il ne la voulait signer que dans la chapelle de Sainte-Barbe, dans

le Château Neuf, à cause de quelques avis qu'on lui avait donnés d'une conspiration contre sa personne, faite par des Savoyards déguisés, que l'on disait être dans Naples. Ces retardemens, toutefois, eussent causé quelque effet, et le peuple, qui passe sans beaucoup de peine d'une extrémité à l'autre, commençait secrètement à murmurer, quand la conclusion du traité finit toutes ses défiances, et termina tous ses ombrages. Le samedi, septième jour du mois de septembre, les articles furent signés et jurés solennellement par le Vice-Roi et par tout le collatéral, et ensuite publiés à la faveur d'une pompeuse cavalcade, qui se fit par les principales rues de la ville, toutes pleines de réjouissances pour cette nouvelle paix, dont les cinquante-huit articles contenaient en substance, que tous les officiers et tous les autres dont les maisons avaient été brûlées par le peuple, depuis le sept du mois de juillet dernier (excepté la famille de Jean-Baptiste Buzzacarino), seraient bannis à tout jamais du royaume, sans qu'eux ni aucuns de leurs descendans mâles y pussent jamais posséder aucuns offices; que don Jules Génuino, président de la Chambre de la Sommaria, le juge Vincenzo di San-Vincenzo, et Fra Luca Génuino, capitaine d'une compagnie de cavalerie, seraient privés de leurs charges, et bannis à perpétuité de tout l'État, eux et leur postérité masculine à l'infini. Que toutes les révolutions, mouvemens, attaques, entreprises, meurtres, et autres actes commis jusqu'au jour de cette paix, tant dans la ville que dans le reste du royaume, seraient abolis

et pardonnés. Qu'à la seule réserve des familles des Siéges de Nido et de Capuana, nuls nobles ne pourraient à l'avenir exercer aucuns offices dépendant de la ville ou de son ressort. Qu'il ne serait admis aux commandemens des galères que les Napolitains naturels. Que tous les juges, tant civils que criminels, de la suprême Cour et Tribunal de la Vicarie, seraient aussi originaires et natifs de Naples. Que généralement tous les officiers, tant de justice que de police, seraient de trois ans en trois ans sujets au syndicat. Que tous les greffiers de la Vicarie seraient aussi Napolitains, et nés de légitime mariage. Que les meurtriers de Masanielle seraient à tout jamais bannis de l'État, ainsi que tous leurs descendans. Que don Francesco Toralte, prince de Massa, et capitaine-général des armées du peuple, et Octavio Marchese, général de l'artillerie, seraient maintenus dans leurs charges. Que la Place du Peuple, ayant été rétablie et réintégrée dans ses cinq voix ou vœux, jouirait de toutes les grâces, prérogatives et honneurs qui lui pouvaient appartenir, tant aux processions générales et entrées des archevêques, qu'aux assemblées, députations et autres semblables actions, où elle concourrait toujours pour l'égalité des voix avec le corps de la noblesse. Que les provisions des grains se feraient par l'élu du peuple. Qu'aucuns casals ou villages du territoire de la ville ne pourraient être à l'avenir ni engagés ni aliénés à son préjudice, et qu'ils seraient toujours et à perpétuité de son domaine, conformément aux anciens priviléges accordés par le roi

Ferdinand-le-Catholique, et par l'empereur Charles-Quint.

La publication de ces articles ayant rétabli le calme dans Naples et dans plusieurs autres villes du royaume, où, par son exemple, le peuple s'était soulevé, chacun commença d'en goûter les douceurs, et principalement ceux qui, lassés de tant de fatigues et de travaux que causent les troubles, ne souhaitaient que le repos. Le duc d'Arcos, très-satisfait en apparence de recevoir le peuple en son premier devoir, faisait caresse à tout le monde, particulièrement à ceux qui avaient le plus travaillé en sa faveur dans cette occasion; mais surtout à André Polito, qui lui avait conservé Saint-Elme, en faisant cesser le travail de la mine, depuis le 27 du mois d'août, et dans le point que le travail de six heures seulement l'achevait et la conduisait sous la citerne du château. Ce service si remarquable, suivi de celui de la poudre qu'il envoya un peu après dans le Château Neuf, le fit extrêmement considérer de ce duc, qui, pour marque de faveur, lui accorda l'entrée de sa chambre à toutes les heures que s'y présenterait cet ambitieux, qui attendait avec impatience l'évêché qu'on avait promis à son fils le religieux. La poudre qu'il lui avait envoyée pensa pourtant coûter la vie à Gennaro-Annésé, capitaine de son quartier, d'autant que l'élu Arpaja (qui trahissant son parti, ne songeait qu'à dégarnir le peuple de toutes les forces par qui il se pouvait parer des attaques qu'on préparait secrètement pour sa

punition) commanda à Gennaro Annésé de lui remettre entre les mains toute la poudre qu'il avait dans le poste du torrion des Carmes, pour la prêter au Vice-Roi, feignant qu'il en avait besoin pour quelques feux d'artifice qu'il préparait pour des réjouissances publiques, sur quoi Gennaro lui ayant répondu qu'elle était nécessaire pour la défense du torrion, et que celle qu'André Polito avait envoyée au Château Neuf suffisait pour sa provision, cette répartie piqua si fort cet élu, qu'il ordonna qu'on le saisît et qu'on lui coupât la tête, ce qui l'obligea de fuir à la hâte, et de s'aller cacher dans San-Lorenzo, d'où tout le peuple du marché et du Lavinaro, averti de cet accident, le vint, un peu après, retirer, le ramenant dans le torrion, avec des applaudissemens et des honneurs extraordinaires, le tout aux dépens de l'élu, qui courut fortune de la vie, qu'il conserva à son tour en s'enfuyant.

Si le procédé de cet élu donna sujet au peuple de crier contre lui, les avis secrets qu'il reçut en même tems de plusieurs endroits, ne lui donnèrent pas moins de lieu de se défier des Espagnols, et de croire qu'ils ne songeaient à rien moins qu'à l'observation de la paix. On disait hautement à Rome que l'Espagne avait préparé une grande armée navale pour punir les Napolitains, et que tous les traités d'accord que le duc d'Arcos avait faits, n'étaient que des amusemens pour assoupir la fureur populaire, jusques à ce qu'il fût en état de la châtier à son gré. Deux religieux capucins étant venus trouver quelques populaires au marché, les avertirent que le Vice-Roi ne songeait qu'à leur perte, et qu'il préparait secrètement tout ce qui lui faisait besoin pour les surprendre, et pour les attaquer quand ils y penseraient le moins. Cet avis fut connu de tant de personnes, qu'enfin le duc d'Arcos le sut; et ayant fait incontinent saisir ces deux religieux, il les fit conduire dans le Château Neuf, d'où le lendemain il en sortit un, sans qu'on ait jamais pu savoir ce que devint l'autre. En même tems le Vice-Roi fit faire quelques travaux à l'entour de la maison de la Panneteria, à Santa-Lucia à Mare, qui donna lieu au peuple du voisinage de murmurer et de s'élever. L'élu Arpaja l'appaisa, en l'assurant que ce travail ne se faisait que pour sa défense, et qu'il voulait demeurer en cette maison, comme il fit durant quelques jours. Ce petit tumulte calmé, il en survint peu après un autre à l'occasion de Pione, capitaine de ces enfans qui, armés de bâtons et de cannes, avaient commencé le premier soulèvement, et qui depuis, sous le nom de Lazares, firent dans Naples tant d'excès et tant d'extravagances. Le duc d'Arcos n'avait pu oublier les sanglans affronts qu'ils lui avaient faits, et croyait que c'était celui-ci qui l'avait pris par les moustaches, quand il était sorti du palais pour se retirer dans Saint-Elme. Ayant trouvé l'occasion de le pouvoir faire arrêter, il le fit mener dans le Château Neuf, où, après lui avoir lui-même arraché une partie de ses cheveux, et lui avoir donné une

infinité de coups de pied, pour l'obliger à lui dire qui l'avait porté à cette première sédition, il lui fit donner cent bastonades, et le fit mettre ensuite en un cachot le plus horrible du château. Le peuple du marché, averti de l'emprisonnement de ce malheureux, se souleva tout à coup par le bruit et la suscitation des Lazares, qui, ayant perdu leur capitaine, criaient et menaçaient d'aller recommencer les brûlemens. Les créatures du duc d'Arcos lui donnèrent secrètement avis de ce tumulte, afin qu'il y remédiât, et qu'il fît sortir le Pione en toute diligence; ce qui fut aussitôt exécuté; de sorte qu'en le renvoyant au peuple, il s'excusa, l'assurant qu'il n'avait rien su de sa prise, quoique le Pione témoignât de vive voix, aussi bien que par ses meurtrissures, qu'on l'avait traité, dans ce peu de tems, avec beaucoup de barbarie.

Parmi tant de motifs de dégoûts, de soupçons et de plaintes, le peuple ne laissa pas de déférer beaucoup au Vice-Roi, et de lui faire voir le désir qu'il avait de le contenter; cela parut en plusieurs choses, et particulièrement trois jours après l'accident du capitaine des Lazares. Les régnicoles se plaignaient d'avoir été exclus de toutes les charges, honneurs et grâces de la ville, par le septième article du dernier accord: le Vice-Roi, ayant fait paraître au peuple qu'il serait bien aise de leur donner contentement, la Place du Peuple consentit d'une voix que cet article fût réformé.

CHAPITRE XIII.

Arrivée de l'armée navale d'Espagne, commandée par don Juan d'Autriche.— Extrême joie que tout le peuple en témoigna. — Moyens que ce jeune prince avait de s'acquérir le cœur des Napolitains. — Artifices dont les ministres espagnols se servirent pour le rendre suspect et enfin odieux au peuple.

Le reste du mois de septembre s'étant écoulé dans ces diverses agitations, le premier jour du mois suivant, l'armée navale d'Espagne, composée de quarante-cinq vaisseaux et de douze galères, commandée par don Juan d'Autriche, fils naturel du roi d'Espagne, parut à la vue de Naples. Son aspect causa d'abord une allégresse générale, quoique par des motifs différens. Le duc d'Arcos s'en réjouit, espérant que le bras de ce jeune prince serait le vengeur des affronts que le peuple lui avait faits; les incendiés s'en réjouirent, s'imaginant que sa justice pourrait relever leurs maisons et les rétablir dans les biens qu'ils avaient perdus par l'annulation des gabelles; et le peuple s'en réjouit, croyant que sa bonté maintiendrait la bonace dans le royaume. Mais il n'y en eut point qui en témoignât une joie plus apparente

que le corps de la populace, laquelle se persuadant de voir, en la personne de ce prince, la vive image de son Roi, fit tant de démonstrations de la singulière allégresse qu'elle avait de son arrivée, que le Vice-Roi en conçut une secrète jalousie et un particulier soupçon, qui l'obligèrent de s'en ouvrir au régent Zuffia, lequel, en le confirmant dans ses ombrages, lui dit que s'il avait beaucoup de satisfaction de l'arrivée de ce prince, il craignait qu'elle ne fût, en cette conjoncture, préjudiciable à l'Espagne : que cette noblesse et ce peuple, qui n'avaient jamais vu leurs Rois chez eux, seraient peut-être bien aises de se procurer ce bonheur en la personne de ce prince : que ces réjouissances publiques que faisaient les Napolitains, marquaient le but de leurs désirs : que don Juan d'Autriche, flatté et persuadé par les offres que ce peuple lui viendrait faire, pourrait bien se laisser séduire à tant de belles apparences : qu'encore qu'il fût fort bien intentionné, et qu'il ne le crût pas capable d'un manquement de cette sorte, la raison d'État nous oblige de songer à prévenir non-seulement les accidens les plus apparens, mais encore ceux qui semblent être impossibles ou les plus éloignés : que l'exemple d'un autre prince de ce nom, comme de ce rang, à qui les acclamations d'un peuple firent naître une envie, dont sa mort empêcha l'effet, obligeait le Conseil d'Espagne d'empêcher que le bon accueil des Napolitains ne donnât quelque pensée à celui-ci, non moins funeste pour l'Espagne que douce et heureuse pour lui : que pour prévenir les effets d'une tentation capable de toucher les plus zélés, il fallait tâcher d'empêcher la confiance que ce prince et le peuple pourraient avoir réciproquement l'un pour l'autre, et qu'il fallait adroitement rendre le prince suspect et odieux au peuple, en faisant toutes les vengeances des affronts et des maux passés en son nom et avec son bras. Ces sentimens furent approuvés par le duc d'Arcos, et ensuite il fut résolu entre eux que, puisque l'armée navale était arrivée à bon port, il fallait songer et agir pour la punition des crimes que ce peuple, avec tant d'ardeur, de licence et de cruauté, avait faits, au mépris des lois divines et humaines : que bien que les forces d'Espagne fussent assez considérables, toutefois il le fallait prendre et l'attaquer à l'improviste, et quand il s'en douterait le moins; que par la conduite du cardinal Filomarino, du prince de Massa et des autres créatures des Espagnols, principalement de l'élu Arpaja et d'André Polito, il fallait obliger le peuple à quitter les armes; que pour expier les affronts qu'il avait faits au ministère, ou plutôt au Roi, il fallait en détruire et exterminer tout à coup la plus grande partie; qu'il valait mieux que Naples fût un désert plein de ruines, qu'un séjour de mutins, de meurtriers et d'incendiaires; et qu'encore que l'on fît périr en cette occasion cent mille hommes, le roi d'Espagne n'y perdrait pas un seul vassal, puisque l'on ne ferait mourir que des rebelles, dont la mort le

déchargerait d'autant d'ennemis, de qui les mains ne tendaient qu'à détruire la plus belle de ses couronnes.

Pendant ces funestes conférences, le peuple, qui, ne considérant jamais ni le passé ni l'avenir, ne regarde que le présent, montrait, par des excès de joie, la satisfaction qu'il avait de l'arrivée du fils de son Roi, en attendant que, par son entrée dans la ville, il pût satisfaire l'envie et la curiosité qu'il avait de le voir. Dès que le vaisseau amiral fut à l'ancre, la Place du Peuple s'étant assemblée, députa ses plus notables officiers vers ce prince pour l'assurer de son obéissance, et pour le régaler de plusieurs riches présens et d'une quantité de rafraîchissemens non moins rares que délicieux.

Ces députés furent reçus très-agréablement, et, après avoir salué don Juan à son bord, ils lui dirent avec beaucoup de zèle, que dès que le peuple avait su son arrivée, il les avait choisis et députés vers lui pour l'assurer que tous les cœurs de la ville lui seraient ouverts comme ses portes : qu'en voyant le fils de son maître, ou plutôt un autre lui-même, il croyait que l'aspect d'un astre aussi éclatant que benin, dissiperait par ses rayons toutes les vapeurs qui pourraient noircir encore l'horizon, et renouveler les bourasques qui avaient causé tant de maux, et que sa présence ferait fuir ces sang-sues et ces harpies qui se nourrissaient de son sang, et infectaient la ville et tout le royaume : que comme

ces monstres étaient cause de tous les malheurs de l'État, il y avait lieu d'espérer que leur fuite et leur châtiment le remettraient dans le calme, et lui rendraient les bonnes grâces de son souverain, puisqu'en tous ces désordres le peuple ne s'était jamais voulu soustraire de son obéissance, et qu'il ne s'était point écarté du respect qu'il doit et qu'il veut toujours rendre à son Roi; que Son Altesse connaîtrait, par son débarquement, la foi, le zèle et l'amour qu'il avait pour Sa Majesté Catholique, et qu'en attendant son entrée, il le priait d'agréer ces régals qu'il lui offrait avec son cœur. Don Juan d'Autriche ayant témoigné d'agréer leurs présens, leur répondit avec beaucoup de bénignité, qu'il était très-aise d'avoir su par leur bouche que le peuple avait toujours pour le Roi l'affection qu'il eut autrefois, et qu'il lui donnerait volontiers des témoignages de la sienne.

A peine ces députés, après avoir pris congé de don Juan, furent sortis de l'Amiral, que le duc d'Arcos, suivi de tout le collatéral et d'une grande quantité de noblesse, y arriva, et y fut reçu de ce Prince avec beaucoup de courtoisie; lui ayant présenté la plupart de ceux qui l'avaient accompagné, il lui fit ensuite un succinct récit des révolutions passées, et piqué de ce qu'il avait appris la favorable réception qu'avaient eue les députés du peuple, il lui représenta en présence du régent Zuffia, que par tant d'éxécrables marques que les Napolitains avaient données de leur

félonie, il n'y avait pas lieu de croire que ce tigre fier et sauvage se pût jamais apprivoiser ; que quelque soin que l'on pût prendre pour l'adoucir, sa cruauté pourrait s'assoupir, non s'éteindre ; que sous cette feinte allégresse qu'il témoignait de l'arrivée du fils de son Roi, il couvait une pernicieuse envie de témoigner, en la personne du fils, l'horreur et la rage qu'il avait pour celle du père ; qu'il savait de très-bonne part que ce peuple avait juré sa mort, au cas que Son Altesse débarquât et qu'elle se mît à la merci de son infidèle fureur ; que le plus sûr expédient que l'on pouvait prendre pour mettre à couvert sa personne, était de désarmer ce cruel monstre, et de lui ôter pour toujours la puissance de faire mal, puisque l'on ne pouvait jamais lui en ôter la volonté ; que Son Altesse devait témoigner constamment qu'elle ne voulait pas entrer dans une ville dont le peuple était encore sous les armes, puisqu'il était plus raisonnable et plus séant que le peuple se réduisît à la merci d'un prince, de qui la clémence était connue à chacun, qu'il n'était juste que ce prince se mît à la discrétion d'un peuple de qui la fureur éclatait par toute la terre.

Le Vice-Roi ayant ainsi commencé le sanglant projet qui, peu après, réussit moins à son avantage qu'à sa honte, il entretint ce jeune Prince des moyens dont il prétendait se servir pour venir à bout de son dessein, et lui en figura l'issue si favorable et si aisée, qu'il l'obligea facilement à condescendre à ses conseils. L'ayant laissé dans

ces noirs ombrages, qu'il lui avait donnés de la foi du peuple, il lui envoya, vers l'entrée de la nuit, André Polito, qui, dans une audience secrète qu'il eut de lui sur l'Amiral, l'assura que si le peuple ne voulait quitter les armes, il savait un expédient infaillible pour le contraindre dans six heures à se soumettre à tout ce qu'il voudrait. Cet homme ne fut pas le seul qui visita don Juan d'Autriche, et qui lui fit de semblables propositions pour se mettre en ses bonnes grâces : l'élu Arpaja fut du nombre, et après quelques secrètes conférences qu'il avait eues sur le sujet des incendies, tant avec lui qu'avec ses ministres, qui, pour l'attacher à leurs intérêts, lui avaient fait espérer une chaîne de cent mille ducats, il fit convoquer, trois jours après l'arrivée de l'armée navale, la Place du Peuple, au couvent de Saint-Augustin, pour lui proposer la modération et la restriction des cinquante-huit articles du dernier traité de paix à trois seulement, qui seraient l'exemption des gabelles, l'égalité des voix dans les assemblées de tous les membres de l'État, et l'indult général de toutes les choses passées. Il eut à peine ouvert la bouche sur cette matière, que tout le peuple, en se soulevant, se mit en état de le tuer, et en effet il était impossible qu'il pût échapper de sa fureur, si un officier de ses amis, sous prétexte de le constituer prisonnier pour le châtier dans les formes ordinaires de la justice, ne l'eût retiré de ses mains pour le

conduire chez le prince de Massa, d'où, puis après sur l'entrée de la nuit, il se retira au palais.

Cependant le duc d'Arcos ne perdait point de tems, et travaillait avec autant de secret que de diligence pour l'exécution de son funeste projet. Mais voulant, avant que de faire l'attaque qu'il avait résolue, tâcher de désarmer le peuple, il obligea don Juan d'Autriche d'envoyer quérir le prince de Massa, pour lui dire résolument qu'il n'entrerait point dans la ville, que le peuple n'eût quitté les armes. Le prince de Massa, prévoyant les défiances que la simple ouverture de cette proposition pourrait causer, lui répondit que le peuple, à son arrivée, avait fait paraître sa joie par mille sortes de démonstrations, aussi tendres que publiques; que dans cette extrême allégresse il considérerait Son Altesse comme vivante peinture d'un Roi, dont il avait sans cesse adoré les moindres portraits dans le plus fort de sa fureur; que la pensée qu'il avait que Son Altesse était venue pour confirmer ses priviléges, et les derniers traités de paix l'éloignant tellement de celle de la guerre, qu'encore qu'il eût les armes à la main, il les employerait plutôt à montrer sa réjouissance que sa mauvaise volonté; que Son Altesse, en débarquant seulement avec la noblesse qui était venue d'Espagne, serait indubitablement reçue avec autant d'amour que dans Tolède ou dans Madrid, que son visage ferait cent fois plus de progrès dans Naples que tous les bras de ses

soldats et les canons de ses vaisseaux; que puisque la bonace était rétablie dans le royaume, il croyait qu'il valait bien mieux la conserver que la détruire; que, comme le moyen le plus sûr de la maintenir consistait à faire en sorte que le peuple prît confiance en Son Altesse, et ne pût concevoir de soupçons ni d'ombrages de sa conduite, il n'y avait rien qui le pût faire entrer plus tôt dans la défiance, que la proposition de rendre les armes; que cela ferait deux effets pernicieux: l'un en portant le peuple à croire qu'on ne le voulait désarmer qu'afin d'avoir plus de moyen de le punir à la faveur de tant de vaisseaux et de galères; l'autre en nécessitant le Prince, en cas de refus, d'en venir aux dernières extrémités; que la qualité de vassal et de sujet du Roi son père, l'obligeait de le supplier de ne point mettre en compromis cette autorité souveraine, que l'amour plutôt que la force maintient dans les esprits des peuples; que celui-ci qui avait commencé de l'ébranler, pourrait la détruire entièrement, si on le poussait à toute rigueur; que l'exemple des Hollandais devait faire craindre un succès pareil; que pour ne pas se rencontrer dans les troubles que cet ordre pourrait causer, il priait Son Altesse de trouver bon qu'il ne retournât plus dans Naples, et qu'il demeurât sur les vaisseaux, puisqu'il prévoyait que le peuple ne le laisserait plus sortir de ses quartiers, et voudrait se servir de lui dans ces occasions; et qu'ainsi, étant nécessaire qu'il trahît le Roi ou le

Peuple, son retour chez lui ne pouvait être que très-infortuné, puisque ne pouvant trahir son Prince sans perdre son honneur, il ne pouvait non plus trahir le Peuple sans perdre la vie, laquelle toutefois il s'estimerait glorieux de perdre pour sauver son honneur ou pour servir son Roi. Don Juan d'Autriche, préoccupé des impressions que le Vice-Roi et ses créatures lui avaient données, témoigna que ces réflexions ne le touchaient pas beaucoup, et répondit au prince de Massa, que bien que ses intentions fussent pures et innocentes, il ne voulait pas que le peuple allât de pair avec lui, qu'il désirait être obéi sans réplique et sans contredit; qu'il entendait que de ce pas il retournât dans la ville pour obliger le peuple à mettre bas les armes, et qu'il croyait que s'il y faisait son possible, il en viendrait sans doute à bout. Il serait bien difficile d'exprimer l'affliction que ces paroles causèrent au prince de Massa, qui, n'osant plus rien répartir, sortit de l'Amiral avec un esprit mille fois plus agité que la mer qu'il allait passer. A peine fut-il revenu chez lui, que, s'enfermant dans son cabinet, il détesta mille fois le funeste emploi que le peuple l'avait contraint de prendre, jugeant bien qu'il ne pouvait manquer d'échouer parmi tant d'écueils qu'il voyait dans la route qu'il allait suivre malgré lui. Il connaissait bien que les Espagnols souhaitaient que le peuple quittât les armes, afin de le punir sûrement, puisque dans ces rencontres ils couraient le

hasard de voir la valeur succomber sous la multitude; il jugeait que si le nombre et la fureur populaire venaient à bout de la discipline espagnole, il n'y avait point d'apparence qu'après une telle rupture, on pût faire un renouement : enfin il ne savait quel parti lui serait le meilleur; car ayant autant de sujet de se défier de la foi du duc d'Arcos et des ministres, que de l'inconstance du peuple, il ne voyait rien d'assuré pour lui que sa mort. Si, d'un côté, ce malheureux Prince prévoyait ainsi sa tragique fin, d'autre part, le Vice-Roi faisait de continuelles conférences avec ses créatures, pour faire éclore l'entreprise qu'il tramait contre le peuple. Ayant ordonné à toute la noblesse mal contente, et à tous les autres maltraités de la populace, de venir prendre part à leur commune vengeance, un grand nombre de seigneurs, de simples gentilshommes, et plusieurs autres personnes se rendirent secrètement dans le Château Neuf, aussi bien qu'une quantité d'officiers réformés, et de soldats qu'on y appelait, sous prétexte de l'entrée que l'on devait faire à don Juan. Ayant, à la faveur de ces préparatifs, mis toute chose en état de pouvoir agir tout à coup pour produire un plus grand effet, il crut que, pour la réussite d'un projet qu'il tenait très-juste, il ne lui manquait plus que l'aide du Ciel; il envoya le chapelain major au cardinal Filomarino, pour lui dire qu'il croyait que son entreprise réussirait heureusement, au cas que la justice humaine

fût secondée par le justice divine; qu'il le priait d'implorer le secours du Ciel, et de faire que son clergé tînt, à l'exemple de Moïse, les bras élevés, dans le temps que ceux des Espagnols feraient la punition des rebelles. Le cardinal, louant sa piété, lui fit réponse par le même chapelain major, qu'il ferait faire des prières pour le succès de ce dessein, et qu'il espérait que celui de qui les Rois sont les images, approuverait le châtiment de ceux qui les veulent détruire.

Cependant, le prince de Massa, pour satisfaire au commandement absolu que lui avait fait don Juan d'Autriche, alla par tous les quartiers de la ville, principalement par ceux du marché et du Lavinaro, afin de représenter au peuple qu'il n'était ni séant ni juste qu'il fût armé, lorsque le fils de son Roi ferait son entrée dans sa très-fidèle cité; que ces armes ne serviraient qu'à donner à ce jeune prince des défiances de sa foi; qu'il fallait tâcher de se rendre agréable, et non pas redoutable à celui qui venait répandre dans l'État mille bienfaits et mille grâces; qu'il n'avait point lieu d'en craindre le débarquement ni l'entrée, puisqu'il y avait apparence que si le Roi eût envoyé cette armée pour la ruine de Naples, il n'eût pas souffert que son fils marchât à la tête, étant très-apparent qu'un père ne donne jamais à un fils des commissions qui le pourraient rendre odieux à ses sujets, et qu'il exhortait et priait chacun de quitter les armes, pour ne se rendre pas suspect à un prince qui ne voulait que la gloire

d'avoir fini, par sa présence, les bourasques qui avaient troublé la ville. Par telles ou semblables paroles, le prince de Massa conjura le peuple à mettre bas les armes; mais ses prières ni ses commandemens n'eurent aucun effet. Le peuple voyait que de toutes parts on faisait mille secrets préparatifs pour quelque importante entreprise, que le Château Neuf était plein d'une infinité de noblesse, de réformés et de soldats; que l'on y retirait des femmes et des meubles de tous côtés; que l'armée navale étant à l'ancre, il n'en sortait personne, encore que ces vaisseaux et ces galères fussent pleins d'un grand nombre de cavaliers; que les incendiés étaient toujours au bord de l'Amiral; que ce prince, qui d'abord avait fait un si bon accueil aux députés de la ville, ne faisait plus si bon visage à ceux qui tenaient son parti; qu'au contraire l'Arpaja, le Polito et les autres fourbes qui avaient trahi leur patrie, étaient les seuls qu'on caressait et que l'on voyait volontiers; tant d'allées et de venues qu'ils faisaient chez le Vice-Roi, ne lui présageaient rien de bon; enfin le peuple dit tout haut, qu'il ne se voulait pas laisser surprendre dans un état de ne se pouvoir pas défendre, et qu'au moins, s'il fallait mourir, ils mourraient l'épée à la main, et n'auraient pas la honte et le regret de périr pour s'être trop confiés à des ministres infidèles, aussi bien qu'à des ennemis depuis peu réconciliés. Le prince de Massa, voyant que tous ses soins ni ses remontrances n'avançaient à rien, et que le peuple était absolument résolu

à ne jamais quitter les armes, se retira, bien affligé, dans son palais, d'où incontinent après il envoya avertir don Juan d'Autriche du mauvais succès de ses peines. Le duc d'Arcos, qui se trouva dans cette rencontre sur le vaisseau, témoigna avec un visage riant, que Son Altesse devait être très-aise de ce que le peuple ne voulait point laisser les armes, puisque ce refus servirait de juste et légitime excuse au châtiment prémédité. Que l'Europe n'aurait pas lieu de blâmer l'Espagne d'avoir failli contre la foi donnée dans une solennelle paix jurée sur les évangiles et sur les reliques des saints, qu'il y allait de l'honneur ainsi que de la sûreté d'un fils de Roi, de ne paraître pas parmi un peuple qui était en état de donner la loi, plutôt que de la recevoir, et qui, ne voulant point quitter les instrumens de sa révolte, témoignait qu'il était encore dans le dessein de s'en servir; que pour mieux aggraver les crimes du peuple, et le mettre en son tort, il le fallait rendre coupable du violement de la paix, en l'obligeant adroitement de la rompre le premier. Don Juan d'Autriche et tout son conseil approuvèrent cette opinion, et pour la faire réussir, plusieurs personnes confidentes du Vice-Roi, qui, en se promenant par la ville, firent entendre sourdement au peuple, qu'il courait un bruit au palais sur l'armée, que l'Espagne avait résolu la ruine et la destruction de Naples; que les conjectures publiques et les secrètes donnaient également lieu de croire que le Vice-Roi, secondé de don Juan, était en dessein

de surprendre le peuple, qui semblait dormir en assurance et en repos à l'ombre du dernier accord: que loin de sommeiller ou d'attendre que l'on le vînt attaquer à une heure indue, et quand il y penserait le moins, il fallait tous prendre les armes; qu'on sait que celui qui attaque, a souvent plus d'avantage que celui qui est attaqué, puisque l'on voit que la surprise semble ravir une partie des forces, surtout quand l'étonnement ébranle et semble refroidir le cœur au lieu de l'échauffer.

Soit que le peuple, lassé de tant de travaux et de disgrâces que les troubles lui avaient causés, eût de la peine à se résoudre à s'engouffrer de nouveau dans cette mer orageuse; soit qu'à l'aspect de tant de forces ramassées en faveur du Vice-Roi, il redoutât l'événement de ce qu'il pourrait entreprendre; soit que pour ne donner pas sujet non seulement à l'Espagne mais encore à tout le reste de la terre de l'accuser d'avoir rompu la paix sans aucune cause légitime, bien qu'il reconnût que les Espagnols avaient dessein de l'attaquer, et qu'il lui serait plus utile de les prévenir que de les attendre, il ne se voulut point mouvoir, et ne se laissa point toucher aux raisons qui l'invitaient à le faire.

CHAPITRE XIV.

Résolution du Vice-Roi et des autres ministres de surprendre le peuple, et de se venger des affronts passés. — Attaque générale faite au même temps par les Espagnols, tant par mer que par terre. — Merveilleuse défense du peuple, qui, dans sa surprise, ne laissa pas de repousser les Espagnols, et de se retrancher contre eux.

Le duc d'Arcos voyant que tous ses artifices ne servaient de rien, se résolut de commencer et d'exécuter l'entreprise concertée avec ses ministres, pour la vengeance des affronts que le peuple leur avait faits. Le conseil d'État et de guerre s'étant assemblé sur l'Amiral, le quatrième jour du mois d'octobre, environ l'entrée de la nuit, après plusieurs propositions faites en la présence de don Juan d'Autriche, du Vice-Roi, et des autres ministres du royaume, il fut conclu qu'il fallait, sans plus différer, donner un assaut général, et attaquer, en un même instant de tous côtés le peuple, afin de le mettre en état de ne savoir où faire tête; que, quoique les forces d'Espagne ne pussent pas égaler les siennes en nombre, elles les pourraient surmonter par la valeur et par la conduite, qui ordinairement décident de toutes les choses de la guerre; qu'avant que

cette populace, plus effroyable par sa multitude que redoutable par ses forces, eût le loisir de les ramasser et de les unir ensemble, on pourrait, en les surprenant, gagner tout à coup les quartiers et les postes avantageux, où l'on se pourrait arrêter et se fortifier, au cas que l'on trouvât plus de résistance que l'on ne croyait; que, pour cette exécution, il fallait que quatre mille hommes, tirés de l'armée navale, et de toutes les autres troupes du duc d'Arcos, donnassent l'assaut général, précédés, non pas seulement de la noblesse espagnole qui accompagnait son Altesse, et qui montrait tant de chaleur pour le service de son Roi; mais encore de ce grand nombre d'officiers réformés, si pleins d'expérience et de courage, qu'on diviserait les attaques suivant le nombre des quartiers qu'il serait besoin d'occuper; que, dans ce combat, il fallait faire main-basse, sans merci, et châtier avec l'épée ceux que l'on ne pourrait punir par la potence : que pour causer plus de terreur, d'étonnement et de surprise, il fallait, en même instant que les trois châteaux, tous les vaisseaux et toutes les galères de l'armée canonassent tout à la fois, et sans relâche, la ville, principalement les endroits et les avenues, par où le peuple se pourrait unir et se mettre en état de repousser l'assaut; qu'encore que la noblesse montrât d'avoir non-seulement beaucoup de zèle pour l'Espagne, mais encore beaucoup de haine pour cette vile populace qui l'avait traitée si mal, il ne fallait pas s'y

fier, d'autant que si le sort des armes penchait en cette occasion tant soit peu du côté du peuple, la noblesse, qui n'avait pas oublié l'antique haine qu'elle avait pour les Esagnols, pourrait bien la préférer à la nouvelle qu'elle avait pour le peuple, et se joindre à lui contre leurs communs ennemis. Qu'enfin s'il fallait regarder cette insolente populace ainsi qu'une ennemie ouverte, il fallait regarder encore la noblesse napolitaine comme une secrète ennemie, qui était d'autant plus à craindre, qu'elle se trouvait toujours avec les Espagnols, qui, ne se donnant point de garde de ses mauvaises volontés, étaient sans cesse à sa merci. Ensuite de ces résolutions, le Vice-Roi s'en retourna dans le Château Neuf, et tout le reste de la nuit fut employé au débarquement des troupes qui étaient sur l'armée navale, et à donner les ordres nécessaires pour les attaquer.

Le lendemain, cinquième jour d'octobre, environ les dix-huit heures, ou, pour parler selon notre manière, vers le midi, deux cavaliers, sur une querelle feinte, mirent l'épée à la main devant le palais. A ce signal, qui avait été pris pour celui de l'assaut général, un grand nombre d'officiers et de soldats accoururent, et s'assemblèrent de toutes parts, sous prétexte de les séparer, et cette foule étant accrue jusques à quatre mille hommes, Espagnols, Italiens, ou Bourguignons, ce corps se divisa en autant de parties qu'il en fallait pour le nombre des attaques déterminées,

et tout à coup l'assaut général fut donné de tous les côtés, non-seulement par ces troupes qui, marchant tête baissée en criant Vivent le Roi et les gabelles! s'avancèrent courageusement vers les quartiers de la ville occupés par la populace; mais encore par toute l'artillerie des trois châteaux, des vaisseaux et des galères, qui, par une décharge de plus de dix mille canonades, battirent sans cesse en ruine cette pauvre ville, pendant tout le temps que dura cette grande attaque. Il n'est pas nécessaire d'exagérer ici la surprise et l'étonnement qu'une action de cette sorte causa parmi un peuple peu aguerri, et encore moins accoutumé à de semblables choses. Jamais Naples n'avait rien vu de si effroyable ni de si mortel; si elle avait été autrefois assiégée, son péril n'était qu'au dehors, et les canons des châteaux ne se faisaient ouïr que pour sa défense; les vaisseaux ni les galères de ses ennemis n'avaient guère de moyen de l'offenser, puisqu'à la faveur du Château Neuf et du Château de l'Œuf, elle rendait leur artillerie inutile ou peu dommageable; mais dans cette funeste occasion, tout travaillait à sa perte; ses ennemis n'étaient pas aux environs de ses murailles, mais dans ses rues, dans ses places, dans ses châteaux et dans son port; elle entendait de toutes parts l'affreuse voix des assaillans, l'horrible bruit des canonades, la dolente voix des blessés, et celles des vieillards, des petits enfans et des femmes, dont la peur causait mille fois plus d'étonnement que le mal; elle voyait de tous

côtés, malgré l'épaisse et sombre fumée qui la couvrait, les corps de plusieurs victimes que les Espagnols immolaient à leur vengeance. Son peuple, quoique sous les armes et dans le soupçon de cette malheureuse attaque, se rencontrait dans une assiette où jamais il ne s'était vu. Son imagination lui faisait appréhender de voir ses maisons saccagées, ses femmes violées, et sa vie à la merci du soldat ou du bourreau. Parmi tant de sujets de crainte, la juste défiance qu'il avait de ses chefs n'était pas le moindre. Il n'avait pas lieu de douter seulement du prince de Massa, mais encore d'une infinité d'autres officiers ou personnes privées : il ne savait en ce moment à qui recourir ni que faire, et il serait assurément succombé sous tant de diverses attaques, si le désespoir, qui souvent a donné des armes à ceux que la fortune avait désarmés, n'eût fait voir en cette rencontre que la même nécessité, qui nous oblige à craindre tout, nous empêche de craindre rien; que la peur engendre l'audace, et que quelquefois le danger qui, en nous empêchant la fuite, nous ravit l'usage des pieds, nous donne moyen d'en sortir en nous rendant celui des bras. En effet, quoique d'abord les Espagnols eussent, sans beaucoup de peine chassé le peuple de plusieurs postes, et qu'ils crussent d'être dans peu maîtres absolus de la ville; cette populace, surprise, étonnée, et dépourvue de conseil, de conduite et d'assistance, leur fit voir ce que peuvent des gens qui n'espèrent ni ne craignent rien. Une troupe de réformés, aussi braves que bien

disciplinés, ayant attaqué le poste de San-Giuseppe, défendu par le lieutenant général François Puca, en chassa fort facilement cet officier, qui, abandonné, dès l'abord, de tous ses gens, se vit contraint de se sauver avec son fils, à Santa Maria della Nova, d'où ensuite, se retirant, il ramassa plusieurs populaires, qui, fuyant faute de chef, se rallièrent à l'entour de lui. Le Puca les ayant réunis ensemble, leur fit entendre, en peu de mots, qu'il s'agissait, en cette occasion, non pas seulement de leurs vies, mais encore de la ruine de tous leurs biens, et de l'honneur de leurs femmes et de leurs filles; qu'on ne pouvait empêcher la lubricité du soldat, ni sa fureur, qu'en lui faisant tête; que les Espagnols n'avaient qu'une poignée d'hommes; que, pour grossir leurs pelotons, ils avaient fait mettre pied à terre aux matelots de leurs vaisseaux, qu'ils avaient armés, ou plutôt chargés d'un fardeau plus pesant qu'utile, et dont ils ne pouvaient se servir. Qu'enfin il valait beaucoup mieux périr par le fil de l'épée, que par la corde du bourreau. A peine cette courte harangue fut finie, que les Espagnols poursuivant leur prétendue victoire, arrivèrent et chargèrent le Puca; mais étant assisté d'une multitude de peuple, plus résolue et plus grande que celle qui l'avait abandonné dans le poste où il commandait, il soutint si courageusement cette attaque, qu'il arrêta les ennemis, qui, ayant perdu une quantité de cavaliers et d'officiers réformés tués sur la place, furent contraints de

lâcher le pied, et lui donnèrent ainsi le loisir de se barricader, et de fortifier plusieurs avenues par où ils eussent pu pénétrer plus avant dans la ville. Le Puca ayant, par cette action signalée, rétabli en quelque façon les affaires des populaires, en alla rendre compte au prince de Massa, qui, à la clameur d'une foule innombrable de peuple, était sorti de son palais pour tâcher de remédier aux maux qui menaçaient Naples d'une prompte et presque inévitable perte. Tous les sentimens de ce Prince étaient tellement suspendus ou partagés en ce moment, qu'il ne savait ni ce qu'il devait faire, ni ce qu'il devait souhaiter. De quelque part que la victoire dût pencher, il avait sujet de la craindre : si les Espagnols l'emportaient, il ne redoutait pas moins l'aversion qu'ils avaient pour la noblesse napolitaine, que la politique qui semblait les obliger d'envelopper dans la ruine d'un corps entièrement coupable, un chef tout à fait innocent; et, si le peuple la gagnait, il craignait sa légèreté, sa fureur et son insolence. Dans cette assiette si flottante, il ne savait s'il lui fallait avancer ou reculer; mais les cris de tant de personnes qui s'assemblaient de toutes parts devant son palais, le forcèrent à se résoudre, et à faire voir qu'il était l'esclave plutôt que le chef de la populace de Naples. Ayant donc su que les Espagnols avaient commencé leurs attaques, et qu'ils s'avançaient de tous côtés, il divisa le mieux qu'il lui fut possible le peuple qui l'environnait en plusieurs troupes, commandées par les officiers

les plus experts, à qui il ordonna d'aller s'opposer aux ennemis, et de tâcher à se barricader aux endroits les plus nécessaires et les plus propres pour arrêter cette première impétuosité. Tout le peuple, faisant paraître une chaleur inconcevable au fort de tant de périls, marcha en résolution de les repousser ou de mourir. Il s'avança courageusement, plutôt en volant qu'en marchant, vers les quartiers où les attaques des Espagnols l'obligeaient de leur faire tête. La première victime qu'il immola à sa fureur fut le sergent-major Tonno Vecchione, qui, allant par les rues de Naples en criant que chacun eût à poser les armes, et à obéir aveuglément au Vice-Roi, fut rencontré malheureusement par une troupe de populaires vers l'église de Ste-Marie Majeure, où, sans lui donner le loisir de parler, on lui fit sauter la tête. Il est impossible de remarquer en détail tout ce que la valeur, la rage et le désespoir firent faire dans le reste de cette journée à ce peuple dont les Espagnols croyaient triompher si facilement : quoique dans cette occasion il se vît tout à coup attaqué par tant de bras et de canons, et que ses chefs lui fussent extrêmement suspects; malgré tout son étonnement, sa surprise, ses défiances et l'effort de ses ennemis, il témoigna tant de vigueur et tant d'opiniâtreté pour son salut, qu'il empêcha les Espagnols, non-seulement de se rendre, comme ils le pensaient, maîtres absolus de la ville, mais il les chassa même de plusieurs postes qu'ils avaient occupés dès l'abord.

Comme si en cette journée la fortune eût voulu faire voir que la dispensation des palmes lui appartient aussi bien que celle des couronnes, et qu'elle peut, quand il lui plaît, confondre la prudence humaine et triompher de la valeur, on vit la confusion, la crainte et le désespoir surmonter la discipline et la bravoure, et il sembla qu'elle prît plaisir à seconder un peuple surpris, étonné, désuni, sans ordre, sans aide, sans chef, trahi par la plupart de ceux pour qui il témoignait d'avoir le plus de confiance; afin d'abattre l'orgueil et la fierté des Espagnols, et de rendre vains tous les efforts de leur conduite et de leur prudence. Cela parut non-seulement dans le mauvais succès de ce grand nombre d'attaques, qu'ils firent avec plus de honte que d'avantage, à plusieurs quartiers de la ville; mais encore en plusieurs entreprises secrètes, que leurs partisans avaient faites contre le peuple, dont l'une des principales fut celle de Vanno Pannarella, qui leur avait promis de leur livrer le torrion des Carmes, pendant que l'assaut général occuperait la populace à la défense de ses quartiers; mais cet infortuné ayant été surpris dans le tems qu'il enclouait un canon sur ce torrion, afin de faciliter l'accès d'une galère qui s'approchait, ses compagnons, touchés d'une si noire perfidie, le massacrèrent sur-le-champ, et mirent sa tête au bout d'une pique, pour marque de sa trahison. Celle du capitaine Marcone réussit un peu mieux, quoiqu'avec plus de perte que de profit, d'autant

qu'ayant livré, dans le tems de l'attaque, la porte Médina aux Espagnols, cette porte ne leur servit que pour leur donner le moyen de courir jusqu'à l'église de Gésu Maria, d'où le peuple les repoussa avec autant de confusion que de perte. Le dessein qu'ils avaient eu d'occuper le quartier de la Pietra del Pesce, à la faveur de la mer, ne leur fut pas plus favorable, puisque dans le tems qu'ils s'en approchaient, avec sept barques chargées de soldats, Onofrio Pagano, s'en apercevant, les empêcha de l'aborder, par le moyen de deux petits canons de fer, et de quelque peu de gens qui l'assistaient en cette rencontre, et qui lui donnèrent lieu de se fortifier si bien dans ce poste, qu'il mit les ennemis en état de ne les en pouvoir plus chasser. Enfin, la nuit qui termina un jour si remarquable, survint à propos pour couvrir, sous les ténèbres, la honte des assaillans, laquelle leur servant d'aiguillon, les incita encore à faire plusieurs tentatives à la faveur de l'obscurité, qui ne leur fut pas plus favorable que la lumière. Il serait superflu d'exagérer l'étonnement et la confusion où le Vice-Roi et les autres ministres parurent après tant de tristes succès. Comme ils s'étaient persuadés que le peuple ne pourrait se défendre de tant d'attaques, et que rien ne leur pourrait disputer la victoire, ni les empêcher de verser autant de sang qu'ils voudraient pour satisfaire à leurs haines, et les venger de tous les affronts qu'ils avaient reçus; un événement si contraire à leur attente les surprit si fort, qu'il les mit un

assez long espace de tems en état de ne plus savoir ni que dire, ni que faire. Ils n'avaient aucun sujet de se plaindre des officiers ni des soldats qui avaient été employés en cette attaque générale, puisque chacun y avait fait son devoir. Ils en avaient encore moins de murmurer contre le corps de la noblesse napolitaine, dont les défiances qu'ils avaient d'elle les empêchèrent de se servir en cette occasion ; mais si dans le point qu'ils avaient assailli la partie haute de la ville, la noblesse et la bourgeoisie eussent attaqué la basse, il est indubitable que la populace, se trouvant renfermée de toutes parts, eût toute été taillée en pièces. Toutefois il y a quelque apparence que si les Espagnols les y eussent employés, l'une et l'autre eussent peut-être eu bien de la peine à s'y résoudre, à cause de tant de matières de dégoût et de plaintes qu'ils leur avaient données, et qu'ils leur donnaient tous les jours. Aussi l'on tient pour tout assuré que, le jour précédent, il s'était fait une secrète assemblée de plusieurs personnes de qualité et de considération de Naples, sur le bruit qui courait que les Espagnols étaient résolus de donner un assaut général, où, ensuite de la proposition qui y fut faite, s'il fallait aider les Espagnols ou non, toutes les opinions furent réduites en deux : la première, qu'il fallait se ressouvenir des affronts et des injures que le peuple leur avait faits, dont les plaies étaient encore toutes récentes. Que la fortune leur offrait un beau moyen de se venger dans cette attaque! Que tout à la

fois ils pourraient témoigner leur ressentiment au peuple, et faire paraître leur foi et leur amour aux Espagnols, et que, par une même main, ils châtieraient l'un, et pourraient obliger les autres, par un si important service, à n'avoir plus de défiances de leur conduite à l'avenir. La seconde, au contraire, fut, que la politique espagnole ne remet jamais une injure qu'elle a reçue, ou qu'elle croit qu'on lui a faite; que les Espagnols, se voyant en cette rencontre secondés de la noblesse, penseraient que le désir de la vengeance, ou la peur de l'événement, lui aurait fait prendre les armes, plutôt que sa fidélité; que quand sa seule valeur leur procurerait la victoire, ils étaient tellement jaloux de la gloire, que pour montrer que la noblesse n'y avait point eu de part, ils employeraient tous leurs soins à diminuer ce service plutôt qu'à le faire valoir; qu'après avoir puni le peuple des affronts qu'il leur avait faits, ils songeraient à châtier la noblesse des maux qu'elle leur avait voulu faire, et qu'il valait mieux se reposer pendant qu'ils videraient leurs querelles avec le peuple, puisque, par cette voie, la noblesse serait toujours en état de prendre ses avantages, selon qu'il lui serait le plus utile. Les deux opinions ayant été opiniâtrement débattues, enfin on s'arrêta à la dernière, qui fut le salut de la populace. Le Vice-Roi et son conseil, étant donc extrêmement mortifiés d'un si sinistre événement, et n'osant pas même paraître devant don Juan d'Autriche (qui dans la perte qu'il avait faite de la noblesse

qui l'avait suivi, leur faisait mille reproches de ce qu'ils lui avaient figuré cette entreprise aussi facile et glorieuse que peu funeste); ils résolurent, après avoir consulté les officiers de guerre et les partisans qu'ils avaient dans la ville, qu'encore que dans ces attaques la fortune leur eût été contraire, il ne se fallait pas étonner ni se rebuter. Que l'on avait vu plusieurs fois un funeste commencement avoir une heureuse issue; que connaissant tous l'inconstance de la fortune, on aurait lieu de se persuader, qu'après leur avoir été si contraire en ce jour, elle leur serait favorable le lendemain; qu'il fallait, en recommençant leurs attaques dès le matin, occuper et lasser un peuple, qui, poussé par les saillies du désespoir et de la rage, plutôt que par le mouvement d'une valeur disciplinée, se rebuterait aisément. Que le plus prompt expédient qu'on pourrait prendre pour lui faire perdre tout-à-fait la vigueur, était de lui ôter le pain, et qu'il fallait attaquer les fossés des grains, que l'on pourrait facilement emporter, par l'intelligence que l'on avait avec celui qui y commandait, et qui, en leur donnant ainsi le moyen de mettre le peuple en état de mourir de faim, leur ouvrirait la plus certaine et la plus courte voie qu'on pût choisir pour le contraindre de se rendre à leur merci.

Si d'un côté les Espagnols songeaient à effacer la honte qu'ils avaient reçue, d'autre part les populaires, en considérant le précipice où leur trop de confiance les avait pensé faire tomber,

songeaient à s'en garantir pour toujours. Plus ils regardaient le péril que le Ciel, plutôt que leur conduite, leur avait fait éviter en cette journée, plus il leur semblait effroyable; et n'ayant pas eu le loisir de le considérer quand ils y étaient engagés, ils en avaient plus d'étonnement en le contemplant à loisir, après en être sortis. Afin donc de n'y plus retomber, ils pensaient à tous les moyens que la liberté du pays leur pouvait alors suggérer, et reconnaissant qu'ils travailleraient inutilement, si leurs chefs n'agissaient de concert avec eux, ils témoignèrent hautement au prince de Massa, qu'après l'horrible perfidie qu'au mépris de tant de sermens et de promesses solennelles que les Espagnols leur avaient faits, on ne pouvait plus jamais prendre aucune confiance en eux, d'autant que la foi violée est irréparable : qu'il fallait désormais que Naples mît toute son espérance en la guerre, puisqu'elle ne pouvait trouver son assurance en la paix : que le Ciel, qui est ennemi des parjures, avait fait voir en ce jour qu'il prenait la cause des innocens persécutés : qu'ils avaient sujet d'espérer qu'il en protégerait les suites comme il avait fait les commencemens : qu'ils étaient tous entièrement résolus de perdre la vie, ou de recouvrer leur liberté : que tout le peuple l'ayant pris pour son guide dans cette route épineuse, mais glorieuse, ils le conjuraient par l'amour qu'il était obligé d'avoir pour sa désolée patrie, d'agir pour leur commun repos : qu'elle l'appelait à son aide, par les sanglots et par les plaintes de

tant de vieillards imbéciles, et de tant de veuves affligées, de tant de pauvres orphelins, et par les supplications de tout un peuple sous les armes, qui ne prétendait s'en servir que pour le salut du pays : qu'il ne devait plus regarder à l'avenir les Espagnols qu'avec l'épée à la main, puisque la haine qu'ils avaient pour ceux de son rang, jointe à celle qu'avait produit son emploi, lui devait ôter l'espérance d'obtenir jamais de pardon : qu'il devait chercher dans les armes le repos et la sûreté qu'il ne pouvait plus rencontrer dans la foi de ses ennemis. Qu'enfin, dans cette occasion, la fortune lui présentait une couronne, s'il allait et marchait droit; et un abîme, s'il biaisait et s'écartait du chemin qu'il devait tenir. Quoique ce prince ne fît pas grand fondement sur les bons sentimens qu'ils lui témoignaient, il fit ce qu'il put pour ne les pas irriter, et pour les obliger à croire que dans cette route il n'avait autre but que de les servir. Il avait déjà envoyé un ordre exprès à tous les bourgs et villages du voisinage, de venir au secours de Naples; il avait paru en divers endroits pendant le fort de l'assaut général, pour y apporter les remèdes les plus propres et les plus prompts dans un malheur si surprenant, et il passa le reste de la nuit à visiter les barricades et les retranchemens que le peuple y faisait en divers quartiers, pour se mettre à couvert des insultes des Espagnols.

Le peuple, quoique fatigué et lassé d'avoir soutenu tant d'efforts en si peu de tems, sembla tirer de ses

fureurs de nouvelles forces, et fit connaître que quand il s'agit de la défense du foyer et de la vie, chacun y travaille comme n'ayant rien de plus cher ni de plus précieux. En effet, au lieu de goûter ce repos où la lassitude de ses ennemis et les ténèbres de la nuit le conviaient pour quelques heures, il ne se servit de ce relâche que pour avancer les travaux, qu'avec des soins inexprimables, il fit à la faveur des ombres; il fut secondé, dans ses peines, de tout ce qu'il y avait de plus imbécile dans ses quartiers, puisque cette infinité de personnes à qui l'âge et le sexe défendent l'usage des armes, ne laissait pas de s'y montrer, et qu'on y voyait une multitude de vieillards, de jeunes enfans et de femmes, qui en portant, ou en chariant du bois, de la terre et des fascines, témoignait de ne vouloir pas être inutile dans le point qu'on travaillait pour le salut et la liberté du pays.

Dès que l'aube du jour d'après commença à paraître sur l'horizon, le capitaine Onofrio Amarena (à qui le peuple avait confié les postes des fossés des grains) fit signe aux Espagnols de s'avancer, en haussant un mouchoir en l'air; à ce signal, un bataillon de gens choisis et commandés par de braves officiers, parut tout-à-coup, et chargea si courageusement le peuple, que, se trouvant en ce moment dépourvu de chef (car le sien, l'abandonnant, se retira vers ses ennemis), il se vit contraint de céder à la force des assaillans, après leur avoir résisté quelque peu de tems. Le peuple ayant été ainsi forcé d'abandonner un poste si

considérable, ne put s'empêcher de faire éclater le ressentiment qu'il avait de la trahison de celui qui le commandait; et ne pouvant pas se venger sur sa personne, il le fit sur sa maison, que sa fureur livra à la merci des flammes, avec tout ce qui était dedans. Mais la perte d'une maison et de quelques meubles, n'était pas capable de réparer celle de ces greniers pleins de grains que la ville y conservait pour la subsistance du peuple. Les Espagnols, à la faveur de ce poste, pouvaient plutôt réduire Naples à la raison que par leurs trois châteaux; aussi les principaux chefs de la populace, s'étant, au bruit de cette perte, assemblés promptement chez le prince de Massa, l'un d'eux ayant représenté que c'était envain qu'on songerait à faire des retranchemens et à fortifier des postes, pour empêcher que l'ennemi n'emportât la ville d'assaut; puis qu'il avait en main de quoi la réduire aux abois dans peu de jours et sans nul hazard : que, par la prise des greniers, il mettrait la famine dans la ville, où la plus grande partie du peuple ne subsistait que par leur voie : que cette foule innombrable de tant de sortes d'artisans et d'autres gens, qui, ne vivant que de leur travail journalier, n'avaient pas le moyen de faire des provisions pour sa vie, ne subsistait que par l'achat du pain qu'on vendait journellement, et qui se faisait des grains que les Espagnols avaient pris, qu'il n'y avait aucun moyen d'en pouvoir recouvrer d'ailleurs, d'autant que l'ennemi étant maître de la campagne, leur en fermait toutes les

voies : qu'il n'y avait point de remède en ce malheur, que de tâcher de regagner, en diligence et dès l'heure même ce poste, afin que l'ennemi n'eût pas le loisir d'en ôter les grains et de les porter au château : il fut conclu d'une commune voix, que sans tarder, il fallait attaquer les fossés des grains, et les emporter ou périr. Comme le prince de Massa avait envoyé, dès le jour précédent au point de l'assaut général, un ordre à tous les bourgs et villages des environs de Naples, de prendre les armes, et de venir, en toute diligence, secourir le peuple, les gens de Marano, de l'Arenella et de San-Antimo, commandés par dom Piétro Javarone (curé et chef de son peuple), arrivèrent dans cette ville, au nombre d'environ deux mille hommes, dont la plupart avaient des armes, et les autres des instrumens pour travailler aux retranchemens nécessaires pour l'assurance des quartiers. Ils parurent devant le palais du prince de Massa, au point qu'ensuite de la conclusion du conseil de guerre, il sortait de chez lui pour le faire mettre en exécution : il témoigna beaucoup de joie en les voyant tous en bon ordre, et dans la résolution qu'ils avaient de faire paraître le zèle qu'ils avaient pour la ville, qu'ils révéraient comme leur mère. Ayant loué, en général, l'amour qu'ils avaient tous pour le salut de leur pays, et embrassé particulièrement leurs chefs, il leur dit que, pour ne pas laisser oisive leur valeur, il désirait, à l'heure même, la faire éclater à la honte des Espagnols, et à l'avantage du peuple; qu'il

voulait que leur troupe, jointe à cinq cens Napolitains, fît l'attaque des fossés des grains, pour ôter à leurs ennemis le moyen de mettre la faim dans la ville. Ces manans ayant témoigné par des cris d'allégresse, plutôt que par des voix articulées, qu'ils acceptaient avec plaisir un si considérable emploi, le prince ordonna qu'ils marchassent avec cinq cents hommes du peuple, commandés par le lieutenant-général Puca, et Ciommo Donarumma, homme hardi et parent de Masanielle, qui, sans marchander, attaquèrent avec une extrême vigueur le poste des fossés des Grains : s'il fut courageusement assailli, il fut valeureusement défendu, et quoique ceux qui le gardaient fussent en petit nombre et qu'ils n'eussent pas eu le loisir de se fortifier, ils mirent, durant quelque tems, le sort en doute de ce qu'il avait à faire, et de quel côté il devait pencher : mais ce qui l'obligea de se déclarer, fut que Puca, ayant reconnu que la maison du conseiller Scipion Théodore, assise auprès des greniers, y commandait entièrement, et qu'à sa faveur il pouvait battre et forcer les ennemis de les abandonner; il y fit entrer un nombre de fusiliers et de mousquetaires, qui, tirant sans relâche sur les Espagnols exposés à leur merci, les forcèrent, après la perte de la plupart de leurs meilleurs hommes, de se retirer et de laisser ce poste au peuple, qui fit si bien en cette attaque, de même qu'il avait fait dans l'assaut du jour précédent, qu'il fit juger que si ce corps eût eu un chef qui eût su, ou plutôt voulu faire valoir sa première ardeur,

les Espagnols eussent été non pas seulement repoussés des quartiers attaqués par eux au dernier assaut général, mais encore forcés d'abandonner toute la ville, et s'enfermer dans les châteaux. Cette opinion est si générale, que tous ceux qui furent témoins de cette action, sont tous d'accord qu'à l'heure que les Espagnols croyaient d'avoir Naples, ils furent sur le point de ne l'avoir plus, et que le prince de Massa, ayant reconnu que les Espagnols lâchaient le pied dans cet assaut, et que la chaleur populaire s'augmentait dans le point que celle des ennemis s'amoindrissait, craignit que le peuple ne se servît de son avantage, et ne devînt maître de la ville : en effet ce prince, au lieu de soutenir cette ardeur, l'arrêta en leur disant qu'il ne fallait pas s'engager témérairement dans les quartiers près des châteaux, à cause de l'artillerie, et de crainte que la noblesse ne lui donnât en queue, lorsqu'elle le verrait engagé si avant dans la ville haute ; que lui étant plus utile de conserver ce qu'il avait, que de hasarder de le perdre en cherchant ce qu'il n'avait pas, il ne devait avoir pour but que de fortifier ses postes, en attendant que le secours des lieux voisins fût arrivé, pour pouvoir alors, par son aide, chasser les Espagnols de Naples : que pour mieux amuser le peuple, il fit construire une machine de bois, pour y mettre à couvert un bon nombre de mousquetaires et quelques canons, qui, tirant et endommageant l'ennemi, sans pouvoir être découverts, produiraient un notable effet; et ainsi, par ces artifices et ces délais,

il fut cause que le peuple ne recouvra pas tous les quartiers de la ville. Quoi qu'il en soit, le peuple ayant emporté courageusement les fossés des grains, Ciommo Donarumma (qui s'était entre tous les autres, signalé dans cette action) fut, ensuite de la prière de toute la populace, nommé et déclaré chef général du peuple par le prince de Massa, ce qui toucha si vivement le cœur de ce jeune homme, que sans vouloir reprendre haleine, il conjura ses compagnons à poursuivre leur bonne fortune, et à attaquer sur l'heure la douane de la farine, qui fut emportée d'emblée; mais qui ne se put conserver, tant à cause du voisinage du Château Neuf, que par ce que les Espagnols considérant les conséquences de cette perte, y retournèrent un peu après, et l'attaquèrent avec tant de force et d'opiniâtreté, qu'ils contraignirent la populace de la quitter, non pas sans y perdre un nombre de fort bons soldats.

Les avantages que le peuple avait eus pendant ces deux jours, lui donnèrent tant de courage, qu'il parut même en sa plus vile et plus méprisable partie. En effet ces jeunes garçons, qui, sous le nom de Lazares et sous le commandement de Pione, s'étaient rendus si redoutables dans les premières révolutions, quoique armés seulement de cannes, voulurent faire voir que la liberté du pays est un bien qui plaît à chacun, et qu'il n'est point d'âge qui puisse servir d'excuse, quand il faut travailler pour se l'acquérir. Ce même jour, ils entreprirent d'attaquer les Etudes, défendus

par les Allemands, et ne se trouvant secondés que de quelque peu de soldats, ils témoignèrent tant d'audace et de chaleur en cette occasion, qu'après avoir forcé ce poste, et massacré inhumainement une partie de ceux qui le gardaient, ils contraignirent le reste de le quitter et de fuir; cette journée ayant fait voir, aussi bien que la précédente, que les Espagnols étaient bien loin de leur compte, et que la fortune ne leur était pas favorable. Ces commencemens si malheureux les affligèrent au dernier point, et le duc d'Arcos ne pouvant venir à bout de toutes les vengeances qu'il avait préméditées, voulut faire en ce moment celles qui dépendaient de son pouvoir. Comme il n'avait pas oublié l'entreprise qu'André Polito avait faite en minant Saint-Elme, et qu'il s'imaginait que ce crime n'avait pu être effacé par le repentir qu'il en avait eu, ni par tant de signalés services qu'il lui avait rendus depuis; au point de l'assaut général, il avait commandé à Onofrio de Scio d'aller en sa maison, et de le prendre prisonnier, avec son frère et son fils le dominicain, à qui ce Vice-Roi avait promis l'évêché de Pouzzoles; ayant été tous trois pris et menés dans le Château Neuf, le sac de leur maison donné aux soldats espagnols, quelques jours après, André Polito et son frère, ensuite d'une cruelle gêne réitérée plusieurs fois, furent étranglés l'un et l'autre dans les prisons de ce château, et le cadavre d'André pendu par un pied à l'entrée de la mine qu'il avait faite. Cette fin tragique fut la ven-

geance de la trahison qu'il fit aux Espagnols en commençant la mine du château Saint-Elme, et de celle qu'il fit au peuple, en faisant surseoir ce travail au point qu'il allait réussir.

Cependant le cœur de la populace, enflé de tant d'heureux succès, et particulièrement de celui des fossés des grains, commençait à se persuader que les Espagnols n'étaient plus en état de lui résister, ni d'oser assaillir ses postes. Comme les esprits du vulgaire tombent aisément dans l'excès des différentes passions qui les meuvent l'une après l'autre, et qu'on les voit passer tout-à-coup de la confiance au soupçon, et de la peur à l'assurance, sans aucun fondement, les Napolitains, qui avaient emporté le matin les fossés des grains, crurent qu'ils les pourraient conserver seuls, et sans l'aide des troupes de leur voisinage qui les avaient assistés en cette attaque. Ayant donc témoigné au prince de Massa qu'ils étaient plus que suffisans pour la défense de ce poste, ce prince en retira les manans des bourgs circonvoisins, et le laissa sous leur seule garde, ce qui leur donna tant de vanité, que, s'imaginant que la terreur que les ennemis avaient d'eux leur aurait engourdi les bras, ils se laissèrent aller à cette nonchalance qui suit la présomption, et qui est toujours suivie du repentir. Les Espagnols, ayant su, par quelques-uns des espions qu'ils avaient dans les quartiers du peuple, le peu de soin que les populaires, qui gardaient ce poste, prenaient de le conserver, et qu'au lieu d'être sur leurs

gardes, la plupart étaient assoupis, ou par l'excès de la débauche, ou par celui de tant de fatigues passées, ils se résolurent de l'attaquer de nouveau, afin d'en enlever tous les grains, et de les transporter aux châteaux; ce qu'ils exécutèrent la nuit suivante, dans le tems que la plupart de ceux qui le gardaient dormaient avec autant d'assurance que s'ils eussent été dans leur lit, et dans une profonde paix. Cet assaut ne leur coûta pas beaucoup de peine ni de sang, puisque l'extrême nonchalance de leurs ennemis leur en facilita le succès, qui fut tel, qu'ils y entrèrent d'abord; et pour réparer, en cette seconde prise, la faute qu'ils avaient faite en la première, ils songèrent aussitôt à faire ôter les blés qu'ils y avaient trouvés. Ils y firent venir toutes les charrettes, toutes les bêtes de charge, les carrosses même, jusqu'à ceux du Vice-Roi, qu'ils chargèrent tous de grains pour les porter en leurs quartiers, ce qui se fit avec tant de confusion et de hâte, que l'on dit qu'à faute de sacs pour les mettre, ils en perdirent et en laissèrent répandre plus de la moitié par les rues. Ce malheur ayant donné l'alarme à toute la populace, il fut arrêté dans le conseil de guerre, que l'on attaquerait de nouveau ce poste, et dès le lendemain, le Puca et Donnarumma, à la tête d'une quantité de populaires et des manans des casals voisins, marchèrent environ la pointe du jour, en faisant courir devant eux des buffles chassés par des chiens, qui surprirent et mirent tellement en déroute les Espagnols qui défen-

daient ce poste, que le peuple, tant à la faveur de ce stratagême, que d'une ouverture qu'il fit par derrière, s'en rendit maître par la mort de plusieurs braves réformés, qui y demeurèrent sur la place. Ce poste coûta plus de deux cents hommes aux Espagnols, et les populaires l'ayant ainsi conquis une seconde fois, en firent aussitôt transporter les blés qui s'y trouvèrent encore en assez grande quantité, à la Vicarie; mais quelque ordre qu'on y pût mettre, on ne put jamais empêcher qu'il n'en fût soustrait beaucoup par ceux mêmes qui les portaient, et qui souvent, sous le prétexte de les charrier à la Vicarie, les charriaient en leurs maisons.

Le Puca ayant été loué publiquement par le prince de Massa de la prudence et de la valeur qu'il avait témoignée en plusieurs actions, et particulièrement en cette dernière, fut nommé par ce même prince pour commander au poste de Saint-Dominique, défendu par les gens de Giuliano, casal important et près de Naples, qui étaient venus au secours du peuple, aussi bien que ceux de plusieurs autres bourgs et villages voisins, que le prince de Massa avait départis dans les autres postes, suivant le besoin que chacun en pouvait avoir.

Le Vice-Roi, piqué de l'affront reçu par la perte qu'il avait faite des fossés des grains, en voulut avoir sa revanche, de sorte que quatre cents hommes, commandés par de bons officiers, la plupart Espagnols naturels, attaquèrent, la nuit

suivante, les barricades que le peuple avait auprès de l'église de San-Aspreno, premier évêque, et l'un des patrons de la ville; ils y mirent aisément le feu, n'y trouvant pour toute défense que deux vieillards et deux jeunes enfans, qui, avec de l'eau et des pierres, leur en disputèrent l'entrée pendant l'espace de deux heures : mais le peuple se ramassant à la clarté du feu, qui brûlait ces barricades, vint, un peu après, au secours, et repoussa les Espagnols avec quelque perte des leurs. Si le sort des armes parut peu favorable au duc d'Arcos sur la terre, il ne lui fut pas moins contraire sur la mer. Deux vaisseaux et deux galères de l'armée navale, s'étant un peu trop approchés du torrion des Carmes, furent si maltraités par ses canons, qu'il ne s'en fallut guères qu'ils ne coulassent à fond. Ces désastres irritèrent l'esprit du Vice-Roi, et lui firent craindre que les officiers populaires, qui avaient quitté leur parti pour se retirer près de lui, et le peuple des quartiers qu'il occupait, incités par la bonne fortune des autres, ne se rejoignissent à leurs compatriotes. Cette crainte le porta à les désarmer tout à coup, et à témoigner à ces officiers que le Roi n'avait pas besoin de leurs épées en ces rencontres. Ce procédé ayant obligé ceux du quartier Sangue de Christo de se retrancher, en prenant pour prétexte qu'ils le faisaient pour l'assurance de la porte, et pour empêcher les insultes de la populace soulevée, les Espagnols ne voulurent pas recevoir cette excuse, et le duc d'Arcos leur ayant

envoyé ordre de démolir leurs retranchemens, leur refus l'obligea de les faire attaquer ; mais cela ne servit qu'à croître sa honte ainsi que son dépit, puisqu'encore que l'attaque fût faite par les meilleurs hommes qu'il eût, les Espagnols furent forcés, après un long combat, de se retirer, avec non moins de confusion qu'ils en avaient eue par la perte du poste de San-Sebastiano, que les gens de San-Antimo (sous la conduite de Dominico Pascale, l'un de leurs chefs) venaient courageusement de prendre, malgré l'effort des ennemis.

Le peuple ayant appris que Fra Titta Caracciolo, au préjudice des obligations de la vie qu'il lui avait donnée, s'était opposé au passage de deux mille hommes de Nocera de Pagani et de San Severino, qui venaient à son secours, ensuite des ordres envoyés par le prince de Massa par tout le reste du royaume, et que le duc d'Arcos avait désarmé et fort maltraité le peuple qui était dans les quartiers qui le reconnaissaient, parut tellement irrité, que, dans une assemblée générale, il fut arrêté qu'aucun, à peine de la vie, n'eût à parler jamais de trève ni de paix avec l'ennemi, et que l'on ne crierait plus Vive Espagne ; mais seulement vive Dieu, Saint Pierre et le peuple. Cette conclusion ayant été publiée à son de trompe par la ville, le prince de Massa voulant tâcher de se rajuster avec le peuple, qui soupçonnait si fort sa conduite, fit imprimer le même ban, et l'attacher à la porte de son palais, avec un autre, qui

portait que toutes sortes de personnes, de quelque grade ou condition qu'elles fussent, eussent à se tenir près de leurs chefs, et qu'on ne fît aucunes assemblées ni conventicules dans la ville, sous les mêmes peines de la vie.

Dans le point que le peuple tâchait d'immortaliser la guerre, et de fermer toutes les voies par où la paix pouvait rentrer dans Naples, les Espagnols, reconnaissant, quoique trop tard, que l'une ne leur pouvait être que ruineuse, commençaient à songer aux moyens d'acquérir l'autre. Don Juan d'Autriche se plaignait de ce que, dans cet assaut général, où l'on lui avait proposé des triomphes, non pas des combats, on avait hazardé la gloire d'un fils d'Espagne contre une vile populace, qui avait eu la hardiesse de l'attendre, et de faire tête aux plus grandes forces d'Espagne : il se fâchait de voir la terre abreuvée, en plusieurs quartiers, du sang de cette jeune et brave noblesse qu'il avait amenée, et dont la plus grande partie était venue plutôt dans le dessein de se divertir que de se battre, et il s'ennuyait de se voir réduit, ou dans son Amiral, ou dans un palais menacé à toute heure d'être attaqué et forcé par les populaires. Ses officiers et ses ministres grondaient aussi de leur côté, voyant que ce jeune prince semblait être venu à Naples pour conduire à la boucherie tant de valeureux chevaliers, qui, sous les dignes croix des ordres de Saint Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, avaient montré tant de valeur. Le duc d'Arcos écoutait

tout, et voyait tout, et se rencontrait le but des malédictions des Espagnols, comme celui de l'horreur des Napolitains. Tous ses soins et toutes ses ruses ne lui avaient servi de rien, et il n'en avait eu pour tout fruit qu'une éternelle honte; il ne savait qui consulter, il ne savait à quoi se résoudre; les commencemens de la guerre lui en faisaient, avec raison, appréhender les événemens, et il avait tellement abusé de la paix, qu'il ne savait par quels moyens il la pourrait obtenir. Toutefois, après avoir bien considéré toutes choses, il résolut de tenter, par toutes les voies imaginables, quelque accommodement, jugeant que plus il tarderait, et plus il y trouverait d'obstacles. D'abord il fit proposer une trève à la populace, par un trompette qui partit exprès du palais; mais le peuple ne voulut point l'écouter, et le contraignit, par plusieurs mousquetades, de se retirer promptement, en faisant, pour toute réponse, arborer sur le torrion des Carmes un grand étendard rouge et noir.

Quoique ce funeste aspect causât une extrême terreur dans l'esprit du Vice-Roi, il ne se rebuta pas, s'imaginant que le cœur des peuples ressemble à la mer, qui, n'ayant aucun mouvement propre et naturel, s'appaise aussi facilement qu'elle se courrouce et s'élève. Cette pensée le convia de faire une nouvelle tentative. Il écrivit un billet au prince de Massa, qui contenait en substance, qu'il accorderait un pardon général à la populace, si elle voulait quitter les armes, allant tous, cinq à

cinq, les remettre dans le château. Ce billet ayant été présenté à ce prince dans le point qu'il entendait la messe à San-Pietro-Martire, il ne le voulut pas ouvrir que dans l'assemblée du peuple, qui n'en souffrit qu'à peine la lecture, et s'écria, d'une commune voix, qu'il choisirait plutôt la mort, que de laisser jamais les armes sur la parole d'un parjure; que, puisqu'il les avait en main, il désirait s'en servir pour recouvrer sa liberté, non pour retourner sous la chaîne; qu'il suppliait Son Excellence de concourir à son dessein, en lui réitérant, dans cette occasion, ce qu'il lui avait dit en plusieurs autres, qui était que si ce prince le servait fidèlement, il se verrait une couronne sur la tête, et que s'il en usait au contraire, on verrait sa tête à ses pieds. Cette résolution et ces menaces étonnèrent le prince de Massa, qui n'avait pu croire que la fureur du peuple fût capable de se maintenir toujours dans une même assiette, puisque plus les débordemens d'un torrent paraissent grands, et moins ils durent. Cette imagination l'avait obligé de temporiser, de gauchir et de biaiser souvent, afin que le temps fît ce qu'il ne pouvait pas faire; mais voyant que ce même temps qu'il croyait être peu à peu son complice et son second, lui était tous les jours contraire, et que, bien loin de voir le peuple se radoucir et se calmer, il le voyait de plus en plus s'opiniâtrer et s'affermir dans le dessein de se tirer de la servitude espagnole, il se résolut de faire

tout son possible pour quitter ce peuple obstiné, et se retirer vers les Espagnols, à l'exemple d'Ottavio Marchese, général de l'artillerie, qui, sous prétexte d'aller visiter une batterie, s'était allé jeter à bride abattue parmi eux, quittant ainsi le parti populaire. Mais toutes ces résolutions furent vaines, d'autant que le peuple, qui redoutait toujours sa fuite, le veilla de si près, qu'il lui ferma toutes les voies de le pouvoir abandonner. Le prince de Massa, voyant bien que le soupçon que le peuple avait de sa conduite, le conviait à l'observer ainsi, tâcha de dissiper ces facheux ombrages, en lui faisant paraître une dernière confiance : il mit sa femme dans le couvent de la Croix-de-Luques, en disant qu'il ne pouvait pas donner au peuple un plus cher gage de son zèle, que celui qu'il consignait dans ce couvent; et pour confirmer encore la bonne opinion qu'il désirait donner de sa conduite, il créa plusieurs mestres-de-camp, sergens-majors et autres officiers de guerre, qu'il établit par les quartiers les plus périlleux, et, revisitant souvent ces postes, il ordonna plusieurs barricades et retranchemens nouveaux dans les lieux les plus importans, ne laissant pas toutefois et sous-main de faire entendre aux habitans des villes, et des casals du voisinage de la ville, qu'il n'avait pas tant de besoin de leurs forces, et qu'on était sur le point d'un accommodement. Cependant toute sa lenteur et sa froideur n'empêchaient pas que le peuple ne travaillât avec une ardeur inexprimable à se fortifier de tous côtés par plusieurs retranchemens, dont les principaux étaient celui de la place de Porto, que les Espagnols attaquèrent si souvent et si vainement, et celui que le Puca fit devant le palais du prince de la Rochelle, de l'épaisseur de vingt-quatre palmes, qui mettait à couvert le peuple des canonades de la place du Gésu, et des mousquetades du clocher de Santa-Chiara, vers qui cet officier s'avançait d'heure en heure par le moyen de plusieurs autres retranchemens, et perçant beaucoup de palais et d'autres maisons, afin de s'en approcher sans péril, et en déloger les Espagnols, qui avertis en même temps par les Zoccolanti de Santa-Maria-de-la-Nova, que, si le peuple occupait leur couvent, il leur pourait faire beaucoup de dommage, y envoyèrent incontinent des forces, se fortifièrent dans ce poste, que le peuple attaqua fort souvent sans y pouvoir rien avancer, quoique fort souhaité de la plupart des religieux, qui y avaient appelé les Espagnols, non pour l'amitié qu'ils eussent pour eux, mais seulement pour la crainte que si le peuple l'eût occupé, les Espagnols n'eussent ruiné leur église par des canonades du Château Neuf.

Si le peuple ne se lassait point parmi tant de travaux qu'il faisait pour sa défense, le duc d'Arcos ne se lassait pas non plus de rechercher tous les moyens de l'obliger de venir à un bon accord; n'ayant eu aucune réponse du billet qu'il

avait écrit au prince de Massa, il fit arborer un étendard blanc sur le château; mais le peuple lui répondit en même langue et en même tems, en faisant paraître un étendard noir sur le torrion des Carmes, d'où, en cet instant, il battit et canona si vigoureusement l'armée navale d'Espagne, qu'il la força de relâcher, et de se retirer à Bayes pour quelque tems.

CHAPITRE XV.

Suite des progrès des armes populaires, tant dans la ville, que dans son voisinage. — Artifices des Espagnols pour tâcher à renouer un accommodement. — Résolution du peuple à n'en vouloir plus entendre parler. — Conduite du prince de Massa. — Soupçons qu'il donne à tout le peuple de l'intelligence qu'il a avec les Espagnols. — Ses ordres pour tâcher de dissiper tous ces ombrages.

Si l'obstination du peuple embarrassait le duc d'Arcos, le mauvais succès de ses entreprises ne le troublait guères moins. La perte du poste de San-Sébastiano l'ayant obligé de tâcher de le recouvrer, il le fit attaquer avec tant de vigueur, que les Espagnols, à la faveur des mousquetades et des grenades, aussi bien que par leur propre valeur, le reprirent en moins d'une heure; mais ils n'en jouirent pas long-tems; d'autant qu'incontinent après, le peuple les en chassa avec tant de violence, que si Dominico Pascale, qui commandait les gens de San-Antimo, eût été suivi, le peuple eût encore emporté la place du Gésu, ayant poussé les ennemis jusqu'au clocher de Santa Chiara. Comme les malheurs s'entresuivent, celui-ci fut accompagné d'un autre : une galère

de Naples, appelée Sainte-Thérèse, étant allée à la tour de la Nonciade quérir des farines pour la subsistance de l'armée navale, les forçats, à son retour, se soulevèrent, et mettant tous leurs officiers sous couverte, sans leur faire autre mal, ils débarquèrent à la tour del Greco, qui tenait pour le peuple, où ayant brûlé la galère, la farine et l'artillerie qui y étaient furent transportées à Naples, et les forçats enrôlés parmi les troupes du peuple, qui les reçut avec beaucoup de joie, et qui fit mettre au torrion des Carmes le canon du coursier de cette galère.

Les Espagnols ayant perdu beaucoup de gens, en tant d'attaques faites en si peu de tems, et particulièrement une grande quantité de noblesse et d'officiers réformés, le Vice-Roi, ne sachant comment réparer tant de forces qu'il avait perdues, et dont il avait besoin pour la défense des postes qu'il tenait dans la ville, fit publier que, désirant soulager la misère de ceux à qui le pain pouvait manquer, il offrait de leur faire donner, à très-bon marché, une quantité de farine qu'il avait dans le Château Neuf; ce qui conviant beaucoup de gens d'y courir en toute diligence, ils trouvèrent qu'au lieu de leur vendre de la farine, on les contraignit de s'enrôler, et de marcher vers les postes où les officiers espagnols les distribuèrent, suivant le besoin qu'ils en avaient. Un peu avant cela, il avait fait faire commandement à tout le peuple des quartiers qui le reconnaissaient, de porter, à peine de la vie, tous les grains

dans le château; on lui avait obéi, mais avec beaucoup de douleur de tout le peuple, à qui il ne voulut jamais donner un denier de leur blé, disant que ce qu'il en faisait était pour le bien de l'État, et pour leur commune défense. Cependant, quoique la pensée de fournir ses postes et ses forteresses de tout ce qui leur était nécessaire l'occupât beaucoup, celle de l'accommodement l'embarrassait davantage : prévoyant bien que les suites de tous ces troubles ne pourraient être que funestes et honteuses à sa nation, il voulut tenter de nouveau le signal de la bannière blanche, qu'il fit arborer sur la Tour de l'Étendard. Et quoique en même temps le torrion des Carmes lui en fit paraître une noire couverte de bandes rouges, il ne laissa pas, un peu après, de faire présenter un billet au prince de Massa, par où don Juan d'Autriche et lui feignaient d'avoir été recherchés par trois personnes de la part du peuple, sur le sujet de la paix, et qu'ils étaient prêts d'y entendre pour l'amour du repos public; mais ce billet fit aussi peu d'effet que les bannières, d'autant que le prince le lisant au peuple, chacun, d'une commune voix, s'écria qu'il voulait la guerre, en haussant en même tems en l'air la chemise sanglante d'un Espagnol qui venait d'être tué. Ce prince, dans ce même instant, pour faire voir qu'il voulait faire la guerre de la belle façon, non pas en barbare, fit publier et imprimer deux bans : l'un que tous les prisonniers de guerre auraient quartier, quoique Espa-

gnols; l'autre, que nul n'eût à sortir de Naples, excepté les enfans, les femmes et les vieillards de soixante ans.

Comme il était bien difficile aux Espagnols de venir à bout de cette innombrable populace, par la force ouverte, leur principal but ne tendait qu'à tâcher de la surprendre, et de faire que le renard leur acquît ce que ne leur pouvait donner le lion, par le moyen des créatures qu'ils avaient dans le parti populaire. Ils avaient gagné dom Felice Giordano, prêtre, Ciccio, son frère, et l'Abbate Gennaro, quì avait soin de l'artillerie du torrion des Carmes (qui était le plus important de tous les postes que tenait le peuple). Ces trois hommes ayant promis au Vice-Roi de lui livrer le torrion, moyennant une grande somme de deniers, crurent qu'il était mal aisé de faire réussir leur dessein, sans le consentement et l'aveu de Gennaro Annésé, capitaine de ce lieu; et jugeant que cette avarice, qui le dominait naturellement, pourrait être leur médiatrice, plutôt que toutes les autres considérations qu'ils pourraient lui mettre en avant, ils lui dirent tous trois ensemble, qu'ayant été de ses amis depuis longtems, ils lui voulaient procurer un avantage qui le pourrait, dans un instant, combler de gloire et de richesses; que don Juan leur avait fait dire qu'il désirait son amitié, et que s'il lui voulait remettre cette place, il lui donnerait très-volontiers cent mille écus. Gennaro Annésé, sans permettre qu'ils lui parlassent davantage, se jeta sur eux tout à coup, et les faisant lier et

garotter par les soldats qui l'accompagnaient presque toujours, il les fit mener au marché, où ayant révélé au peuple la conspiration qu'ils avaient tramée contre lui, ces misérables, sans pouvoir être ouïs, furent à l'instant arquebusés dans le marché. Cette action de Gennaro Annésé l'accrédita tellement dans le parti populaire, qu'elle lui servit de degré pour passer peu de tems après dans ce commandement suprême où la ville et le royaume virent ce maître fuzelier. Cette conspiration ayant été ainsi découverte, le peuple conçut tant d'ombrage des secrets moyens dont les Espagnols se servaient pour le surprendre, que les soupçons les plus légers suffisaient pour faire punir sévèrement ceux sur lesquels ils tombaient, comme s'ils eussent été convaincus des plus grands crimes: de sorte que sur un faux bruit qui courut que les pères jésuites avaient quelque secrète intelligence avec les Espagnols, le peuple fut sur le point d'aller saccager leur église, ensuite des menaces publiques qu'il en faisait; ce qui aurait eu son effet, si le prince de Massa ne l'eût détourné par un ban publié de sa part, par lequel il défendait expressément le pillage et l'incendie des églises, et aussi à tous religieux et religieuses de retirer dans leurs couvens aucuns ennemis du peuple.

Dans le même instant que ce prince tâchait d'empêcher par cette voie les sacriléges, les soldats espagnols en commirent un bien étrange, et qui augmenta de beaucoup l'horreur que toute la

populace avait conçue pour eux. Ce fut dans le conservatorio de Visita Poveri, où, dans le tems que le saint sacrement y était exposé, à l'occasion des quarante heures, les Espagnols y mirent le feu, et y commirent cent excès, ce qui contraignit cette quantité de pauvres filles qui étaient nourries et élevées en ce lieu, d'aller chercher un logement parmi le peuple, qui les reçut avec beaucoup de charité, les logea dans le palais des Mormilles, au siége de Porto, et leur assigna quelques sommes de deniers pour leur subsistance. Cette action le piqua si fort, qu'il se résolut d'en tirer revanche; le mestre de camp, qui commandait ce poste, ayant fait charger un canon de balles de mousquet, le canonier couvrit la lumière d'une petite pièce de bois, sur laquelle il avait répandu un peu de poudre fine, puis y mit le feu tout à coup, comme s'il eût voulu tirer cette pièce, ce qui ayant obligé les populaires qui gardaient ce poste à s'écrier hautement qu'ils étaient trahis, et que le canon n'ayant pas pris feu, était indubitablement encloué, les Espagnols, croyant, par ces cris et par une feinte que le peuple fit de fuir, que la chose était véritable, s'avançèrent, vers le canon, au nombre de deux cens hommes, tant pour emporter cette pièce que pour forcer la barricade qui défendait le poste; mais, dans le tems qu'ils croyaient en être les maîtres, le canonier mit le feu si à propos à ce canon, que les Espagnols perdirent soixante hommes sur la place, d'où ils se retirèrent avec plusieurs de blessés. Pendant que les

Espagnols et le peuple semblaient ainsi jouer aux barres dans la ville de Naples, et que, parmi tant de vicissitudes, la fortune, ne se voulant pas déclarer ouvertement, favorisait tantôt les uns et tantôt les autres; la noblesse, pour faire voir l'amour qu'elle avait pour son Roi, et la haine qu'elle avait pour le peuple, songeait à se mettre en campagne: en suite de la résolution prise en une assemblée secrète des principaux membres de son corps, en laquelle le duc de Matalone ayant proposé de quelle manière il fallait qu'elle servît en cette occasion, il fut dit, qu'étant obligée à servir les Espagnols, de peur que son oisiveté ne les fît douter de sa foi, il les fallait aller servir dans la ville ou dans la campagne: qu'en les servant dans la ville, tous ses exploits ne serviraient qu'à faire valoir ceux des Espagnols, qui, jaloux de la gloire, ne la veulent partager avec personne: qu'ainsi, ayant part au péril, on n'en aurait point au triomphe: qu'il valait mieux se mettre tous en campagne à l'entour de Naples, et faire un petit camp volant ou un corps de cavalerie, qui, commandé par la noblesse, dépendît entièrement d'elle: qu'à sa faveur elle pourrait empêcher les divers secours qui pourraient venir au peuple, non seulement des casals du voisinage, mais encore de plusieurs villes importantes, qui, suivant l'exemple de Naples, avaient, comme elle, pris les armes pour la commune liberté: que par ce moyen la valeur de la noblesse éclaterait, et se rendrait considérable, et qu'étant ainsi réunie, elle serait mieux

en état de faire son parti avec celui qui demeurerait maître de Naples. Chacun ayant approuvé ces sentimens, tous se mirent en état de les mettre en exécution, et ils commencèrent à faire des levées de tous côtés, se saisissant de tous les chevaux qui pouvaient tomber entre leurs mains, n'épargnant pas même ceux des carrosses. Les premiers qui se mirent en campagne dans le voisinage de la ville, furent le duc de Matalone et don Ferrante Molina, suivis peu après du comte de Conversano, et du duc delle Noci, son fils, du marquis del Vasto, et du prince d'Isernia son frère, du marquis de Torrecusa, du prince de Monte-Serchio, de don Ferrante Carracciolo, et de fra-Tita, son frère; du duc de Sciano, du prince d'Ottaiano, du comte de Celano, du prince della Rocca Romana, du duc de Sora, et de plusieurs autres princes, ducs, marquis, comtes, barons et seigneurs de qualité, assemblés, de toutes les parties du royaume, pour ce sujet.

Le peuple ayant su les levées que la noblesse faisait ainsi en divers endroits, et particulièrement à l'entour de Capoue, où était le rendez-vous général, leva aussi, de son côté, quelques compagnies de cavalerie, dont Ciccio Ferlinghieri, cavalier napolitain, fut fait général; et pour ne pas donner tems à la noblesse de s'assembler entièrement pour venir en corps au secours des Espagnols, qui, par ce moyen, eussent pu aisément regagner les postes qu'il leur disputait, il se résolut de donner un assaut général à ceux qu'ils tenaient.

Pour cet effet, dans une assemblée de toute la populace, le prince de Massa fut prié de s'y résoudre, et de donner les ordres nécessaires pour le faire bien réussir; mais ce prince, qui voyait bien que cette action allait détruire entièrement les affaires des Espagnols, lui représenta avec ses paroles et ses artifices ordinaires, qu'il ne fallait pas hazarder tout-à-coup sa bonne fortune: que si les troupes espagnoles n'étaient pas fort considérables ni redoutables par leur nombre, elles l'étaient par leur valeur, comme par leur expérience, étant formées de soldats très-braves et bien aguerris; qu'il savait des secrets moyens pour en venir à bout, sans courir le risque que l'on proposait, et que si on le laissait faire, il chasserait dans peu les Espagnols de toute la ville. Tout ce beau discours ne satisfit pas le peuple, qui rompit cette assemblée, en grondant et en menaçant le prince, puis déchargea sa mauvaise humeur sur un cavalier de la maison des Afflicti, à qui il coupa la tête, l'ayant trouvé dans une rue par où passait ce malheureux; mais son sang ne contentant pas entièrement la populace, ceux de Zavatteria et della Pietra del Pesce, exagérant avec plus de dépit que les autres, l'obstination et la froideur du prince de Massa, se résolurent de le tuer, et et allant chez lui, en grand nombre, ils le contraignirent de venir dans leurs quartiers, où étant arrivés avec une grande foule de populaires, qui disaient tous qu'il lui fallait couper la tête, ils le firent mettre pied à terre à Santa-Maria-della

Gratia, tous résolus de le faire mourir. Il se fit voir dans ce péril avec un visage aussi froid que s'il en eût été bien éloigné, et faisant signe à toute cette tourbe soulevée qu'il désirait lui parler, la compassion que les plus accrédités eurent de lui, les obligea de le faire entrer dans une maison proche de l'église, et laquelle ils lui avaient préparée pour le loger et pour l'empêcher de s'enfuir dans les quartiers des Espagnols. Étant dans cette maison, il fut aussitôt environné de la plus grande partie de ceux qui l'y avaient conduit, ce qui l'obligea de leur dire avec un visage serein, qu'après avoir envisagé la mort dans tant de batailles, de siéges et d'autres occasions où il s'était vu si souvent, ses menaces ni son image ne lui pouvaient pas faire peur : que sachant bien qu'il faut mourir, il ne se mettait pas en peine du genre de sa mort, pourvu que le sang qu'il verserait ne fît point rougir sa famille, et ne souillât pas son honneur : que tout le regret qu'il aurait, serait de recevoir la mort par les mêmes mains de ce peuple dont, par ses travaux et ses veilles, il tâchait d'épargner la vie : que le repos de son pays ayant toujours été son but, ses remises et ses lenteurs que l'on faisait passer pour des crimes, étaient les innocens effets de l'amour qu'il avait pour lui : que la vie d'un citoyen lui étant plus considérable que la mort de cent ennemis, il avait tâché de donner la liberté à sa patrie, sans qu'il lui en coûtât de sang, et plutôt par l'adresse que par la force : que si on lui voulait permettre d'agir suivant l'expérience qu'il

avait acquise, en faisant la guerre en tant de lieux divers, il se faisait fort de finir tous les troubles qui désolaient le royaume, dans peu de tems : qu'afin que la sincerité de sa conduite fût connue de tout le peuple, il désirait qu'on choisît quatre consulteurs, pour surveiller à ses actions, et examiner tous les ordres qu'il donnerait pour le service du pays. Ayant parlé de cette façon, l'assurance de son visage et la douceur de ses paroles attendrirent tellement le cœur des écoutans, que, témoignant un sensible repentir de l'avoir traité si indignement, ils l'assurèrent tous d'une même voix, que s'il faisait ce qu'il disait, il ne devait rien craindre d'eux, ensuite de quoi ils lui donnèrent pour consulteurs, Philippe Contieri, marchand de cuirs, et trois autres de ce quartier.

A peine ce malheureux prince se vit hors de cette bourasque, où il avait fait connaître sa généreuse intrépidité, qu'il fut abordé par François-Antoine Scacciavento, l'un des consulteurs du peuple, et l'un des plus accrédités avocats de cette ville, qui lui présenta dom Onofrio, curé de Santa Maria della Catina, porteur d'un billet de don Juan d'Autriche, que les Espagnols lui avaient donné pour le porter au prince de Massa. Ce curé n'ayant osé le lui rendre lui-même, s'était adressé au Scacciavento, son ancien ami, qui, l'ayant encouragé et obligé de le suivre, l'avait conduit et présenté au prince, en lui disant que ce bon prêtre ayant reçu ce billet de don Juan d'Autriche, avait été prié par lui

de le lui rendre en assurance. Le prince ne voulant recevoir ni lire ce billet, qu'avec la participation des principaux officiers du peuple, fit appeler tous les capitaines des ottines, et les consulteurs de la Place du Peuple, en la présence de qui l'on lut le billet, qui, en substance, contenait que don Juan d'Autriche ayant appris, par le curé porteur du billet, l'acte d'amour et de foi que le très-fidèle peuple de Naples avait fait depuis peu de jours, en faisant trancher la tête à trois traîtres qui lui avaient proposé d'appeler la France à son secours, l'obligation que son Altesse lui avait de cette action, jointe à l'extrême douleur qu'elle ressentait, en voyant que des vassaux, qui procédaient avec tant d'ardeur et de zèle, souffraient tant de calamités que les troubles leur procurait, l'avaient poussée à lui écrire ce billet, afin que, par son entremise la fidélité de ce peuple pût rencontrer en sa personne tout le bon accueil et toutes les grâces qu'il pourrait espérer, ensuite des propositions qui lui pourraient être faites pour la pacification des troubles qui affligeaient l'État; souhaitant qu'à cet effet il nommât des personnes propres pour traiter un accord capable de faire cesser tous ces actes d'hostilité, qu'avec tant de compassion son Altesse voyait souffrir à sa très-fidèle ville. Ce billet était daté du dimanche treizième jour d'octobre mil six cent quarante-sept, écrit à la capitane.

La lecture de ce billet ayant été faite dans cette

petite assemblée, on en fit incontinent plusieurs copies pour les porter dans chaque ottine, où il fit presque autant de divers effets qu'il y avait de différentes sortes d'esprits. Les uns disaient que bien qu'on eût sujet de se défier de la parole des Espagnols, il n'y aurait point de mal de les écouter, puisque l'on avait commencé la guerre pour avoir la paix, et que les Espagnols ayant reconnu que toutes leurs forces, aussi bien que toutes leurs finesses ne leur pourraient jamais donner l'avantage qu'ils avaient espéré, s'étaient peut-être résolus d'accepter la paix tout de bon, et à quelque prix que ce fût : les autres criaient qu'il fallait poursuivre incessamment la guerre, ou du moins jusqu'à ce qu'on eût remis Naples et le royaume dans une entière liberté, disant tout haut qu'après avoir été si lâchement trahis par les Espagnols, ce serait une folie inexcusable de se confier jamais en eux. Ceux-ci se virent confirmés dans ce sentiment par le discours de Philippe Prignano, commissaire général de la cavalerie, qui, montant en ce moment dans la chaire de l'église des Carmes, dit hautement à une multitude de populaires, dont cette église était remplie, que les soins que les Espagnols prenaient pour convier le peuple d'entendre à la paix, n'étaient que des filets tendus pour le faire tomber dans leurs piéges : que comme ils n'étaient pas capables d'oublier les affronts reçus, on les verrait encore moins capables de les pardonner : que ne pouvant fonder la paix que sur une foi

violée et rompue si honteusement, ce serait bâtir sans fondement et sur le sable; qu'ayant reconnu que la paix leur donnerait plus de moyen de soumettre le peuple que la guerre, ils la chercheraient, non pour le calme de l'État, mais pour son dernier naufrage; que la sûreté, la fortune, et l'honneur du peuple ne consistaient plus qu'en ses armes, et qu'il ne fallait pas songer à les quitter, que l'on n'eût chassé tout à fait les Espagnols du royaume. Ces exagérations échauffèrent tellement tous les auditeurs, que, sortant en foule de l'église, ils se mirent tous à crier qu'ils ne voulaient que la guerre, et point de paix, et cela avec tant d'animosité que les portraits de l'empereur Charles-Quint, et du roi Philippe, aujourd'hui régnant, que, jusqu'à ce jour, on avait conservé avec grand respect en plusieurs endroits de la ville, en furent ôtés aussitôt avec un extrême mépris. Tout ce bruit ni ces actions n'empêchèrent pas que les consulteurs du peuple, et la plus grande partie de ses principaux officiers ne se résolussent d'entendre à un accord, pourvu qu'il fût tel que l'on le pourrait désirer pour l'assurance et pour le repos de l'État. Le Scacciavento, reconnaissant les avantages que le peuple en pourrait recevoir, leur avait donné ce sentiment, en leur faisant considérer, qu'il n'y avait que deux moyens pour obtenir la tranquillité publique: l'un de secouer le joug des Espagnols, et l'autre de l'adoucir, et l'alléger d'une façon qu'à l'avenir le royaume

le pût porter sans travail et sans peine; que le premier, qui dépendait d'une longue et mortelle guerre, était mal aisé, ou plutôt impossible, puisque l'Espagne souffrirait plus patiemment la destruction et la perte de la moitié de ses couronnes, que de celle de cet État; que si les forces qu'elle avait mises sur l'armée navale n'étaient pas suffisantes pour la faire considérer, et pour forcer la populace de se soumettre à sa merci, il était aisé de juger qu'elle n'en avait pas envoyé de plus grandes, croyant que le feu que Masanielle avait allumé pourrait facilement être éteint par des gens de mer, sans y employer des gens de guerre; mais que si l'embrasement durait, et que passant de la ville dans tout le reste du royaume, il se rendait considérable, et l'obligeait d'en redouter la ruine, il était certain qu'on lui verrait incontinent abandonner le Portugal, la Catalogne et le Milanais, pour venir s'opposer à cet incendie avec ses principales forces; qu'on savait, par expérience, que si autrefois le royaume de Naples parut facile à perdre, il fut aussi aisé à regagner: qu'ainsi l'Espagne, n'épargnant ni ses trésors, ni ses soldats pour conserver ou pour ravoir un royaume si important, et qui la fait considérer plus que pas un de tous les autres, il arriverait que la guerre serait perpétuelle, ou qu'elle ne se terminerait qu'au désavantage du peuple, qui, en succombant sous le poids de cette grande monarchie, demeurerait accablé et ruiné pour jamais; que le second moyen était

plus facile que le premier, puisque la paix, en allégeant un joug qu'on ne pouvait pas rompre, pourrait finir ce que la guerre ne saurait jamais terminer : que bien qu'on eût de grands sujets de se défier de la foi des Espagnols, il les fallait écouter gracieusement, pour voir si l'on pourrait trouver lieu d'établir quelque chose de solide avec eux : que, puisque leur foi avait été prostituée si souvent, il ne fallait plus s'y attacher aucunement; mais seulement fonder la paix sur de nouvelles assurances, par qui les Espagnols ne pussent détruire le peuple, quand même ils en auraient la volonté : qu'il les fallait non pas seulement obliger de remettre au peuple Saint-Elme, mais encore de lui permettre de faire d'autres citadelles dans la ville, pour sa défense et pour sa conservation ; et qu'ainsi, leur ôtant les moyens de surprendre le peuple à l'avenir, on leur en ôterait l'envie. Ces considérations firent tant d'effet, que ce même peuple qui, quelques heures auparavant, ne demandait autre chose que la guerre, changea tout à coup de pensée, et se résolut à la paix. Pour y parvenir, il fit prier le cardinal Filomarino d'en vouloir être le médiateur, et de s'aboucher avec don Juan et ses ministres pour en arrêter le traité. Mais ce cardinal se ressouvenant que quelques jours auparavant le peuple l'avait accusé de l'avoir trahi par deux fois, n'en voulut point ouïr parler. Cependant le prince de Massa, répondant au billet qu'il avait reçu de don Juan d'Autriche, par l'avis des consulteurs,

qui l'environnaient toujours, manda à ce prince qu'il l'avait remis entre les mains des consulteurs et des capitaines du peuple, afin qu'ils pussent prendre ensemble les conclusions nécessaires pour le bien public : qu'on l'avait lu dans chaque ottine, et que cet œuvre semblait prendre un assez bon commencement : que le peuple ne voulait pas qu'en cette occasion il se mêlât aucunement de cette affaire : qu'il espérait qu'à la faveur des grâces que Son Altesse ferait au très-fidèle peuple, elle reconnaîtrait le zèle et le respect qu'il eut toujours pour Sa Majesté catholique. Le curé de Santa-Maria-della-Catena, qui avait porté le billet de don Juan, lui rapporta cette réponse, et un peu après les manans du bourg de Polleno, s'étant saisis de la personne de don Carlo de Tassis, neveu du Capelan, major du Vice-Roi, le menèrent dans Naples, où, l'accusant d'avoir tramé et fait plusieurs conspirations contre le service du peuple, ce cavalier, sans autre forme ni figure de procès, fut décapité dans le marché par le commandement du peuple, quoiqu'il offrît dix mille ducats pour racheter sa vie.

Dans le même tems que la fureur des populaires s'évaporait de cette sorte, la Place du Peuple, composée des consulteurs et des capitaines d'ottines, ayant délibéré d'envoyer des députés vers don Juan pour la négociation de la paix, nomma pour cet effet le père maître Barini, religieux de l'ordre des Carmes, et les docteurs François

Antoine Scacciavento, Matteo Scaleze et Camille Zambré; ensuite de quoi le curé de Santa-Maria-della-Catena présenta à ces quatre députés un passe-port, qui, n'étant signé que du secrétaire de don Juan, fut refusé par le Scacciavento, disant qu'il ne partirait jamais qu'il n'en eût un signé de Son Altesse, et scellé du sceau royal; ce qui ayant été trouvé raisonnable et juste de tous, le curé en rapporta un peu après un autre tel qu'il l'avait demandé, daté du quinzième du mois. Le Scacciavento l'ayant en main, demanda à la consulte du peuple assemblée dans l'église de Santa-Maria-della-Gratia, quelles propositions ils avaient à faire à don Juan et à son Conseil; sur quoi, après plusieurs opinions agitées sur ce sujet, il eut ordre de demander et de faire instance, que, pour la plus grande assurance du peuple, le château Saint-Elme lui fût remis entre les mains : que le duc d'Arcos fût chassé du royaume pour tout jamais : que Son Altesse daignât prendre le gouvernement de l'État, jusqu'à l'arrivée d'un autre Vice-Roi : que les incendiés sortissent et fussent bannis du pays : que l'on accordât un indult général de tout le passé : que l'on confirmât les traités signés et jurés par deux fois, par le duc d'Arcos aussi bien que par le collatéral. Ces propositions ayant été mises par écrit, et consignées au docteur Zambré, les quatre députés s'acheminèrent vers don Juan, et, étant arrivés à la galère capitane, et assez agréablement reçus par le prélat Rudolphi, don Melchior de Borgia, le comte

d'Arielle et quelques autres seigneurs, ils furent présentés à ce jeune prince, à qui le Scacciavento représenta, par une harangue non moins diserte que succincte, que c'était avec autant de honte que de déplaisir que la très-fidèle ville, de qui il portait la parole, venait se prosterner devant Son Altesse, non avec ce charmant visage et cet agréable embonpoint qui lui acquirent autrefois l'amour de ses monarques, mais avec ce teint tout livide et tout couvert de meurtrissures et de blessures que la rage et la cruauté des ministres qui la régissaient lui avaient fait ressentir de tems en tems : non avec ces beaux ornemens qu'elle portait dans ses triomphes, mais avec ses chétifs haillons qui témoignaient sa servitude aussi bien que l'insatiable avarice des Vice-Rois, qui, après l'avoir dépouillée de ce qu'elle avait de plus beau, de plus riche et de plus brillant, lui avaient à peine laissé de quoi couvrir sa nudité : non avec des cris d'allégresse et des cantiques pleins de joie, et tels que sa bouche faisait résonner au fort de son calme et pendant sa bonne fortune, mais avec ces gémissemens, ces pleurs, ces soupirs et ces plaintes que son déplorable naufrage exigeait d'elle en ses malheurs : que parmi tant de tristesses, de souffrances et de ruines, elle n'avait de consolation que de savoir que son digne Roi n'avait point de part en ses maux, et qu'ils étaient les effets de la rage et de l'avarice de ses infidèles ministres : que c'était d'eux que procédaient tant d'impositions, d'excès, de vols et de

concussions, qui, consommant toute sa substance, l'avaient mise au rang des squelettes : que c'était encore par eux que son corps se voyait couvert de tant d'ulcères causés par l'étreinte des fers et par la pesanteur des chaînes dont ces barbares l'ont chargée : que c'était aussi seulement contre eux qu'elle avait pris les armes, dans un point où leur tyrannie ne leur laissait que ce remède pour la guérison de ses maux : qu'ainsi, ayant été les causes de tant de désolations, de meurtres et d'embrasemens que, depuis quelques mois, on avait vus en cette ville, ils en étaient seuls coupables : que, comme tels, ils devaient être châtiés rigoureusement, et qu'afin de mieux empêcher que ceux qui leur succéderaient ne marchassent sur leurs traces et ne suivissent leurs exemples, Son Altesse était très-humblement suppliée de vouloir prévenir ces maux et d'en faire tarir la source, en tempérant cette suprême autorité qui leur donnait tant de licence de mal faire : que son plus certain contre-poids serait les bienfaits et les grâces que le peuple lui demandait, non pour avoir plus de moyen de secouer le joug du Roi, son souverain seigneur, mais bien pour avoir plus de voies pour réprimer la rage et les excès de ses ministres. Le Scacciavento ayant fini sa harangue, le Zambré présenta à don Juan, dans une feuille de papier, les propositions du peuple; sur quoi ce prince, en leur disant qu'il les verrait, se retira et laissa ces députés, qui, après s'être un peu entretenus avec don Melchior de

Borgia, furent licenciés, et s'en retournèrent dans la felouque-réale, où ils coururent fortune d'être tués de quelques arquebusades qu'on leur tira avant qu'on les eût reconnus.

Ce même jour le peuple ayant remarqué l'obstination du prince de Massa, et le peu d'envie qu'il avait de travailler avec chaleur pour la défense de sa cause, se résolut de faire un mestre de camp général, pour suppléer à son défaut. Il choisit pour cet emploi Marc Antoine Brancaccio, cavalier napolitain, du siége de Nido, qui, ayant passé les plus vigoureuses de ses années au service des Vénitiens, où il avait acquis beaucoup plus de gloire que de bien, s'était enfin retiré chez lui, ayant eu toute sa vie une sourde et mortelle haine pour les ministres d'Espagne. Il était âgé d'environ soixante et quinze ans, quand le peuple lui conféra la charge de mestre de camp général, qu'il refusa d'abord, témoignant à toute l'assemblée que s'il refusait d'accepter ce grand emploi, ce n'était pas qu'il n'en prisât beaucoup l'éclat, et qu'il n'eût un désir extrême de sacrifier, au service de sa désolée patrie, tous ses soins et ce peu de sang qui restait dans ses veines; mais que son refus ne venait, que de la crainte qu'il avait, que le peuple, en faisant la paix dans peu de jours, ne le laissât à la merci des Espagols, qui, ne l'aimant guère, seraient ravis de trouver un prétexte de lui faire sentir la haine qu'ils avaient dès longtems pour lui. Mais tout le peuple, à ce discours, lui protesta d'une commune voix, qu'il mourrait

plutôt mille fois, que de se confier aux Espagnols, ni de retourner sous leur domination, et que, quelque accord qui se fît, il désirait être le maître. Cette assurance conviant le Brancaccio de se laisser vaincre aux bonnes volontés de ses citoyens, il accepta la charge de mestre de camp général du peuple, à condition qu'il ne se ferait rien à l'avenir, sans la participation de la consulte, qui, dans le même instant, fut formée de deux hommes de chaque ottine.

Cette nomination toucha vivement le prince de Massa, dans la pensée qu'il eut que cette charge, étant possédée par un homme brave, entreprenant, et dont le cœur n'avait pas moins d'amour pour sa patrie, que de haine pour les Espagnols, ce contre-poids l'empêcherait de ramener le peuple sous leur joug, aussi aisément qu'il eût pu faire si son autorité n'eût point été partagée, et sa mauvaise volonté rendue impuissante par ce moyen. Mais le peuple ne se souciait pas beaucoup de sa peine, et voulant témoigner qu'encore qu'il traitât avec les Espagnols, il ne laissait pas de songer à la guerre, il obligea le prince de Massa à publier deux déclarations : la première du même jour, quinzième octobre, contenant un ordre général à tout le royaume, de ne payer aucune imposition ni gabelle, conformément aux exemptions, franchises, immunités et priviléges dont il jouissait alors. La seconde du jour d'après, par laquelle il était porté qu'aucunes personnes, de quelque grade et condition qu'elles fussent, n'eussent à prendre les armes contre le peuple, ni à faire des levées pour ce sujet, à peine d'être tuées impunément, et de la confiscation de tous leurs biens, applicables le quart au meurtrier, et le reste au peuple : que celui qui tuerait le duc de Matalone aurait la quatrième partie de ses biens, dix mille ducats, et une abolition, tant pour lui et ses complices, que pour vingt autres personnes coupables des plus énormes crimes : que qui tuerait aussi don Joseph Mastrillo, don Lucio San-Felice, le duc de Siano et les enfans de François-Antoine Muscettola, aurait mille ducats pour chacun d'eux, exceptant toutefois dudit indult, les duc de Matalone, comte de Conversano, et marquis del Vasto. Que tous les incendiés et autres bannis, en vertu des dernières capitulations, étant trouvés passé deux jours dans Naples, ou dans son ressort, ou quatre jours après dans le reste du royaume, pourraient être tués impunément, et leurs biens confisqués, le quart en faveur de l'homicide, et le restant en faveur du peuple; qu'aucun baron, officier, ni autre personne de quelque qualité ou condition qu'elle fût, dans l'étendue de l'État, ne pût faire commerce de blés, farines, orges, vins, ni autres choses comestibles, en les achetant pour les revendre, à peine de la vie, et de la confiscation de ses biens, applicables, le quart à l'assassin ou dénonciateur, et le restant au peuple; que toutes personnes qui auraient des

grains ou des farines, outre et par-dessus leur besoin domestique, réglé à un *tomolo* par mois pour chacun, seraient obligées de les vendre publiquement et au prix courant, sous peine corporelle, et à l'arbitrage du peuple; et finalement, que nulle personne ne fût si osée de vouloir empêcher le passage des troupes et des victuailles qui viendraient à Naples pour le service du peuple, sous toutes les susdites peines.

CHAPITRE XVI.

Vaines tentatives des Espagnols. — Sentimens de Marc Antoine Brancaccio, nouveau mestre-de-camp général du peuple, touchant le soulèvement des Napolitains. — Le peuple publie un manifeste pour la justification de ses armes et l'envoye par toute la Chrétienté. — Nouvelles propositions des Espagnols pour la paix. — Leur peu d'effet, procédant du peu de sincérité des Espagnols.

Les Espagnols, piqués de toutes ces choses, et croyant que le lendemain, à l'occasion d'une prodigieuse pluie et d'une furieuse bourasque qui survinrent inopinément, le peuple se serait retiré chacun dans sa maison, donnèrent un assaut général à tous les postes qu'il défendait, et d'où ils furent repoussés avec une si grande perte de leurs meilleurs hommes, qu'ils virent que les surprises leur étaient aussi peu avantageuses que toutes les autres attaques. Le nouveau mestre de camp général Brancaccio ayant témoigné sa vigilance en cette occasion, voulut faire connaître sa prévoyance à ce peuple, qui témoignait d'être très-satisfait des peines qu'il avait prises en cette rencontre pour son salut; et feignant d'avoir ouï crier vive Espagne à quelques populaires, il dit en l'assemblée du peuple

qu'il croyait qu'il n'était pas juste de crier vive Espagne, au point qu'on tirait sur les Espagnols; que s'il voulait parler ainsi, il devait, avec une corde au col, s'aller jeter aux pieds du Vice-Roi, pour l'obliger à lui faire miséricorde; que s'il voulait faire la guerre, il fallait, au lieu de crier vive Espagne, prendre le soin de chercher quelque nouveau maître. Le peuple témoignant d'agréer sa proposition, il la poursuivit, en disant que parmi les divers chemins qu'il pouvait prendre, et que ses armes lui devaient frayer désormais pour arriver à ce dessein, il n'en considérait que trois: l'un de se donner au Saint-Siége; l'autre à la France; et le dernier de faire un corps de république, à l'exemple des Hollandais, et qu'il était tems d'en choisir un des trois pour pouvoir ensuite diriger toutes ses pensées et tous ses travaux vers ce but. Sur quoi le peuple criant qu'il voulait la liberté et la république, il répliqua, avec la même chaleur et la même franchise, qu'il approuvait la république, puisque, dans ce genre de gouvernement, l'autorité suprême étant départie entre un bon nombre des plus sages de l'État, les obligeait tous de le maintenir: qu'il reconnaissait toutes fois que sa naissante liberté ne pourrait jamais d'elle-même, et sans un appui étranger, arriver au but qu'elle souhaitait: que les Hollandais, quoique unis et placés dans une contrée étroite et facile à garder, n'eussent pu jamais se soustraire de la domination espagnole, si les Français et les Anglais ne leur eussent prêté

les mains pour les aider à délier, ou plutôt à trancher le nœud gordien de leur servitude, et qu'il ne pouvait espérer d'autre secours que de la France, qui, ayant les armes en main, serait bien aise en cette occasion d'en employer une partie pour son assistance, et pour faire une diversion capable d'écarter, sans beaucoup de peine, les Espagnols de ses frontières. Cette conclusion fut si universellement approuvée, que tout le monde s'écria qu'il fallait recourir à l'aide générale de tous les princes et républiques chrétiennes, surtout à celle de la France. Ensuite de quoi on ordonna qu'on fît ce manifeste, qui, en date du dix-septième jour du mois d'octobre, fut publié par tout le monde de la part des Napolitains, lesquels, rendant raison des motifs qui les avaient nécessités malgré eux à prendre les armes, imploraient l'aide et la faveur, par cette voie, de tous les États de la chrétienté.

L'impression et la publication de ce manifeste n'empêchèrent pas que le lendemain, à la faveur d'un nouveau passe-port, envoyé par don Juan d'Autriche, les quatre députés ne retournassent vers lui pour avoir la réponse des articles qu'ils lui avaient présentés deux jours auparavant; et, ayant été présentés à ce Prince, le Scacciavento le supplia très-instamment, au nom du peuple, de lui vouloir donner cette satisfaction. Don Juan lui demandant alors s'il n'avait point d'autres mémoires ou nouvelles demandes à lui faire sur ce sujet, il lui répondit que non. Le Prince

répliqua qu'il verrait avec son conseil ce qu'il avait à lui répondre, puis se retira; et, après une longue conversation qu'il eut avec ses ministres, il envoya aux députés un billet par son secrétaire, qui, en substance, contenait, que les propositions faites à Son Altesse de la part du peuple de Naples, n'étaient aucunement conformes aux espérances qu'elle avait conçues, et que toutes les fois qu'il parlerait de la façon qu'un vassal doit parler à son souverain, il trouverait une entière correspondance en Son Altesse pour son bien et pour son repos. Les députés retournés à Naples et dans le torrion des Carmes, rendirent compte à la consulte de leur négociation; et le billet qu'ils portaient ayant été considéré mûrement, il fut résolu, d'un commun avis, que les premières propositions seraient réformées et réduites à celles-ci.

Que toutes les grâces, priviléges et capitulations accordées et jurées, par deux fois, par le duc d'Arcos, le collatéral et le conseil d'État, au nom de S. M. C., seraient ponctuellement observées, approuvées et confirmées; que le duc d'Arcos et le visitador-général se retireraient du royaume, et qu'en attendant la nomination et venue d'un autre Vice-Roi, il plairait à S. A. de prendre le soin de l'État; qu'il serait permis au peuple d'édifier, construire et munir deux forteresses et un arsenal, en la part où bon lui semblerait, le tout pour sa plus grande assurance, aussi bien que pour la défense de la ville et

du royaume, contre les communs ennemis de Sa Majesté Catholique; que toutes les troupes espagnoles, italiennes, allemandes, et autres, qui étaient dans les postes de Naples, ou aux lieux circonvoisins, pour faire la guerre au peuple, se retireraient dans le Château Neuf, laissant la ville et le pays libres, comme ils l'étaient par le passé; qu'au cas qu'il en arrivât d'autres dans l'État, ou par mer ou par terre, il plairait à Son Altesse de les renvoyer incontinent au lieu d'où elles seraient parties; qu'elle serait très-humblement suppliée de vouloir ordonner, que non-seulement tous les incendiés et leurs enfans mâles seraient bannis du royaume, mais encore, que toutes les autres personnes qui avaient conspiré et pris les armes contre le peuple, seraient obligées de sortir de la ville dans vingt-quatre heures, et dans quatre jours du royaume, à peine de rebellion et de la vie; que Son Altesse, en lui faisant la grâce de ratifier les indults généraux, concédés par le duc d'Arcos, et par son collatéral, et par le conseil d'État, au nom de Sa Majesté Catholique, tant en faveur des Napolitains, que de tout le reste du royaume, lui ferait encore celle de lui en accorder un nouveau, pour tout ce qui avait été fait et commis jusqu'au jour de l'accord, pour le service du peuple et du royaume, même au fait du crime de Lèze-Majesté, au premier chef, bien que le peuple n'ait pas cru d'y tomber, n'ayant pris les armes que par les loix de cette nécessité qui ne connaît point de loi, se réservant,

le même peuple, alors que Son Altesse lui aura daigné concéder les susdites grâces, de lui en demander des nouvelles nécessaires et convenables, tant pour le service de Sa Majesté Catholique, que pour la satisfaction et le repos de tout l'État.

Les députés étant retournés vers don Juan, chargés de ces propositions, eurent une longue et particulière conférence avec don Melchior de Borgia, et les autres ministres de ce Prince, sur le sujet de ces demandes, qui, étant vues sur-le-champ par eux, furent trouvées et jugées par tout le conseil déraisonnables et injustes, disant tous d'une même voix, que, pour sauver l'honneur du Roi, il fallait, avant toutes choses, que le peuple mît bas les armes, et les portât dans le château. A cela les députés répondirent, que le peuple les ayant eues et tenues chacun chez soi, de tout tems, il ne fallait pas songer de les lui faire rendre, dans une conjoncture si pleine de soupçons, et qu'étant alors question d'accorder de nouvelles grâces, il n'y avait point d'apparence de le vouloir priver des vieilles. Sur l'exil des incendiés, ces ministres mirent en avant que c'était une chose dure et bien étrange, de vouloir bannir pour toujours du pays des personnes, après avoir brûlé leurs maisons et leurs meubles. A quoi les députés répondirent qu'il n'était point d'incendié qui n'eût mérité beaucoup plus de mal qu'il n'en avait souffert, et que leur séjour dans l'État ne pouvait causer que des troubles et des accidens très-fâcheux, d'autant que la plupart

d'eux, étant ministres de l'État, employeraient apparemment le crédit de leur ministère, pour venger, sous prétexte du bien public, un mal privé, courant ainsi fortune de rallumer un feu éteint, ou du moins couvert sous les cendres, et que les Espagnols, donnant ces satisfactions au peuple, le tems le pourrait adoucir, à la faveur de la présence de Son Altesse, dont l'adresse le pourrait insensiblement ramener à consentir à leur retour. Sur l'éloignement du Vice-Roi, ces mêmes ministres en trouvèrent la proposition étrange, en soutenant formellement qu'il s'y agissait de l'honneur et du Roi et de sa couronne; que s'il fallait que les sujets eussent ainsi la liberté de pouvoir, à leur fantaisie, destituer les officiers établis sur eux par le Prince, on soumettrait à leur caprice son autorité souveraine, que l'on ne saurait entamer sans la détruire entièrement. Mais les députés répliquèrent que c'était là le seul moyen de pouvoir appaiser le peuple, qui, voyant que le Vice-Roi lui avait manqué par deux fois de parole, ne pouvait plus avoir de confiance en lui. Sur le sujet des deux forteresses que le peuple voulait construire, le conseil témoigna, avec beaucoup d'émotion, que de faire cette demande, c'était tout autant que de dire que le peuple, ne voulant plus reconnaître le roi d'Espagne, à l'avenir, pour son seigneur, voulait marcher à son côté, et traiter du pair avec lui; qu'il serait plus avantageux, aussi bien qu'honorable au Roi, de n'avoir point de forteresses dans

la ville, que de souffrir que ses vassaux en eussent deux ; que Sa Majesté Catholique consentirait volontiers à la destruction de toutes, si elles n'étaient nécessaires pour la garde de la ville, et pour la défendre des attaques ou surprises des étrangers ; que c'était une chose vaine de les demander, et que n'appartenant qu'au Prince de s'expliquer par la bouche du canon, le vassal ne le pouvait faire, à moins que de prétendre le plus grand droit du Souverain. A quoi les députés répartirent avec non moins d'aigreur que de liberté, que les vassaux ne pouvaient prétendre du Prince autre assurance que sa foi, tant qu'elle leur paraissait pure et sincère autant que constante ; mais qu'alors qu'en la violant elle avait perdu la pureté qui ne se peut plus recouvrer, et sur qui seule on peut faire un fondement certain, il était loisible aux vassaux de rechercher leur sûreté sur d'autres pilotis capables de répondre à leurs espérances, et de maintenir leur repos ; que tant de paroles manquées, et tant de sermens violés, ne pouvaient plus être garans ni cautions de cette paix si solennellement signée, et si perfidement rompue ; et qu'enfin si les Espagnols tenaient ce qu'ils promettaient, les forteresses demandées ne seraient que pour le service de Sa Majesté Catholique. Sur la confirmation des articles accordés par le duc d'Arcos, ces ministres faisant encore plusieurs objections, les députés leur répondirent qu'il ne fallait plus en parler, que c'étaient des choses faites et jurées

si dignement ; sur quoi don Melchior de Borgia, alléguant que c'était une chose étrange et monstrueuse qu'un sujet capitulât avec son Roi, et que lorsque le Vice-Roi les avait signées, c'était au point que, ne pouvant plus reculer, il avait été obligé de le faire ; les députés lui répliquèrent qu'il n'y avait point d'apparence qu'il les eût signées par force, puisqu'il était bien mal aisé de contraindre l'esprit d'un homme couvert de tant de forteresses, et gardé de tant de soldats, et que dans cette occasion, le peuple n'avait pas voulu capituler avec son Roi, mais bien lui montrer les misères qu'il souffrait, en le suppliant de les vouloir faire cesser. Enfin, sur le fait des délégations, ayant été avancé par ces ministres, qu'elles étaient entièrement justes, et qu'il ne fallait plus parler de les révoquer ; les députés dirent que c'était l'entière ruine du royaume, et que les Rois les ayant souvent révoquées par divers ordres répliqués, l'avaient assez bien témoigné.

Cette conférence ayant duré environ huit heures, les ministres d'Espagne entrèrent où était don Juan, d'où quelque tems après son secrétaire sortit pour rendre au Scacciavento les propositions qu'il avait présentées, avec un billet de ce Prince, qui contenait sommairement, que Son Altesse, informée de la conférence faite entre ses ministres et les députés du peuple de Naples, sur le sujet des propositions présentées, et qui n'étaient pas admissibles, d'autant que la substance en était semblable à celle des précédentes, répondait, qu'à

la considération du zèle et du désir que le peuple témoignait avoir de vouloir demeurer toujours attaché et constant dans son ordinaire et antique fidélité, elle lui accordait l'abolition générale et le soulagement des gabelles della Grascia, qui fut l'origine des troubles, et que pour le restant des points traitables, elle offrait de présenter à Sa Majesté Catholique ce qui serait le plus convenable à son royal service et au bien de ses fidèles vassaux, qu'elle promettait de nouveau de conserver et maintenir avec toute la protection nécessaire pour leur repos.

Quoique le Scacciavento jugeât que ce billet ne serait guères bien reçu du peuple, il n'osa pas le contredire, de peur d'être maltraité, et demandant un passe-port sans aucune limitation de tems, pour pouvoir aller et venir au cas qu'il en eût besoin, il lui fut aussitôt accordé. Il s'en retourna ensuite avec ses compagnons à la ville, où dès-qu'il fut arrivé, la Place du Peuple se tint sur le sujet du billet qu'il portait, dont la lecture obligea, incontinent, chacun à crier que, sans plus aller vers don Juan, il fallait poursuivre la guerre, et qu'il était très-nécessaire de faire lire ce billet par tous les quartiers de la ville, afin que chacun reconnût clairement l'obstination et la mauvaise volonté de don Juan et de ses ministres, dont les députés avaient eu de si évidens témoignages, tant par les discours de ce Prince, que par les diverses pointilles proposées par son conseil.

Ensuite de quoi le Scacciavento, reconnaissant que ce serait perdre le tems, que de vouloir continuer cette négociation, s'excusa par un billet qu'il écrivit à don Melchior de Borgia, en lui mandant expressément que le peuple était rebuté entièrement de cette négociation, et qu'il n'en fallait plus parler.

CHAPITRE XVII.

Le manifeste du peuple est envoyé de tous côtés. — Nouveaux progrès des armes populaires. — Entreprise de la mine faite par le peuple. — Mauvais effet qu'elle produit, et qui cause la mort tragique du prince de Massa. — Réflexion sur la conduite de cet infortuné prince.

Ce dernier procédé ayant fait juger à tous les Napolitains que les ministres espagnols étaient mal intentionnés, et que toutes ces négociations ne tendaient qu'à gagner le tems, et à leur donner le moyen de reprendre haleine et recevoir de nouvelles forces, le peuple envoya de tous côtés le manifeste qu'il avait fait pour implorer l'aide et la protection des Princes et Républiques de la chrétienté; et, se tenant toujours sur ses gardes, il battit les Espagnols en plusieurs attaques qu'ils firent ensuite au poste del sangue di Christo, auprès de la porte Medina, et à Antignano, où, dans une embuscade faite par les populaires, il en demeura cent cinquante sur la place. Ces heureux succès donnant beaucoup de cœur au peuple, le convièrent, le vingtième du même mois, de s'avancer vers le milieu de la

montagne de Saint-Martin, où les Espagnols étant venus, il se passa une furieuse escarmouche entre eux, en laquelle, après une grande tuerie de leurs gens, le capitaine Onofrio Pisacano les forçant de lâcher le pied, les repoussa si vertement dans leur retraite, qu'il occupa le retranchement qu'ils avaient fait au pied du château Saint-Elme, ce qui sans doute eût causé la prise de cette forteresse dans un jour ou deux, si le Pisacano n'eût été contraint de se retirer et d'abandonner ce poste, à faute d'être soutenu par le capitaine Canela, qui, au lieu de le seconder, fit sonner la retraite, disant que la poudre lui manquait, ce qui lui coûta la prison.

Pendant ces succès, le prince de Massa, qui, tel qu'une machine, ne se mouvait que par des ressorts qui le faisaient agir par force, était continuellement pressé, par les principaux officiers du peuple, de travailler pour le bien du pays, comme il l'avait fait espérer : il disait toujours qu'il le voulait faire; mais si l'on lui proposait cent desseins sur cette matière, il trouvait pour tous des obstacles, et figurait des précipices dans les sentiers les plus pleins. Une des choses que le peuple souhaitait le plus passionément, était de s'ouvrir le passage des postes occupés des ennemis, par le moyen de quelques mines qui ne sont pas fort mal aisées à faire dans une ville qui semble tout en l'air, à la faveur d'une infinité de canaux souterrains, par qui l'on peut commodément aller partout sous la ville, ainsi

que le fit voir Bélisaire, qui, l'ayant assiégée, la surprit par cette voie. Le peuple en voulait faire une sous les jésuites; mais le prince s'y opposa, disant que ce serait un dommage irréparable de ruiner une église qui passait pour l'un des plus rares et des plus pompeux édifices qui fût en toute l'Italie. Le mestre de camp général Brancaccio, voyant son obstination, dit au peuple qu'on en pouvait faire une au dessous de Sainte-Claire, pour entrer dans la basse-cour, qui ne serait pas moins utile que celle que l'on avait proposée : ce qui obligeant le peuple à témoigner hautement au prince qu'il voulait absolument faire celle-ci, il se vit contraint d'y consentir, et d'ordonner, le vingt et unième du mois, qu'elle serait commencée et poursuivie sans intervalle; ensuite de quoi le Brancaccio fit publier un ban qui portait, que toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles fussent, eussent, à peine de la vie, à se trouver et à se rendre chacun, avec ses armes, auprès des capitaines de leurs ottines, pour y exécuter tout ce qui leur serait commandé : qu'aucun, sous la même peine, n'eût commerce ni intelligence avec les Espagnols, soit par signes, lettres, conférences ou autrement : que tous les mineurs ou autres ouvriers qui ne portaient point les armes, eussent, sous une semblable peine, à se trouver sur les dix-neuf heures hors la porte de saint Gennaro, pour faire ce qu'il leur serait ordonné.

Le Brancaccio ayant donné ces ordres, et disposé toutes choses pour donner un assaut général ensuite de l'effet de la mine, il arriva que vers les vingt-trois heures, le feu, par ordre de ce mestre de camp général, fut donné à cette mine; mais ce fut avec si peu d'effet, que chacun se prit à crier que le pays était trahi, ce qui obligea les officiers les plus proches à se saisir du maître mineur qui l'avait faite, et qui déclara sur-le-champ que si l'on lui voulait donner la vie, il dirait d'où cette faute procédait : ensuite de quoi il déposa qu'entre tant de barils qu'on avait mis dans la mine pour la faire sauter, la plupart étaient pleins de sable, n'ayant qu'un peu de poudre au dessus : que c'étaient ceux-là à qui l'on avait mis le feu, et que pour les autres qui étaient remplis de poudre, il avait eu ordre de n'y mettre le feu que lorsque le peuple se serait avancé, afin de le faire sauter en l'air, déclarant expressément que le tout avait été fait par ordre du prince de Massa. Il y a deux opinions touchant l'effet de cette mine : les uns tiennent que le prince était innocent, et alléguent qu'il n'était pas assez méchant pour entreprendre une si lâche trahison : qu'il n'y avait pas d'apparence qu'un homme dont la conduite était si suspecte à ce peuple, et qui n'eût osé faire un pas sans l'avis de cent surveillans qui observaient toutes ses actions, eût été assez imprudent pour confier à un mineur, dont à peine il savait le nom, un secret de cette importance, où il s'agissait de sa vie : qu'il ne s'était voulu mêler

aucunement de cette mine, en ayant remis tout le soin au mestre de camp général : que le peu d'effet qu'elle fit procède de deux choses : l'une de ce que le maître mineur en ayant laissé l'ouverture trop large, lui avait donné trop d'air, ce qui avait été cause qu'elle s'était éventée : l'autre, que celui qui avait eu ordre de fournir la poudre, n'avait baillé que la moitié de ce qu'il en fallait, ayant pris et partagé l'autre avec le maître mineur qui s'entendait avec lui : que les premiers, qui se saisirent de cet entrepreneur, étaient des officiers du peuple, ennemis secrets de ce prince, qui lui dirent que s'il voulait avoir quelque grâce, il fallait qu'il chargeât le prince de Massa, et qu'autrement il était mort : que le mineur, par ce moyen croyant d'avoir la vie sauve, avait déposé de la sorte que nous venons de dire, et que, pour ne lui pas donner le tems de se pouvoir dédire, on le fit pendre incontinent. Les autres le tiennent coupable, et mettent en fait, pour soutenir leur opinion, que ce prince, depuis le jour que le peuple l'avait élu pour général de son parti, avait toujours conservé une secrète intelligence avec les ministres d'Espagne : qu'ayant leur rétablissement dans la ville, pour son objet, il avait travaillé sans cesse pour leur repos et pour leur gloire : que non seulement il leur avait toujours donné avis des projets que faisait le peuple pour leur dommage, mais encore les moyens d'en prévenir les événemens, et les affaiblir ou les détruire : que, bien loin de faire les

choses nécessaires pour l'avantage et pour le repos de son parti, il avait toujours laissé celles qui lui pouvaient nuire : que parmi les heureux succès qu'avaient eus les armes du peuple, depuis cet assaut général qu'avaient donné les Espagnols à tous les postes de la ville, il avait fait perdre plusieurs occasions au peuple, par lesquelles il pouvait regagner sur eux ce qu'il avait perdu dans ce malheureux accident : que ne songeant qu'à amuser le peuple, pour lui faire perdre cette première ardeur qui est l'âme de ses projets, et qui le rend si redoutable, il ne l'avait jamais conduit que par des chemins écartés et bien éloignés de son but : que voyant enfin que le peuple s'était tout-à-fait résolu à franchir le saut, et à rompre le joug de sa captivité, il s'était aussi résolu à le quitter, et à tâcher de passer de l'autre côté, au point de l'effet de la mine : ce qu'on reconnut par des signes qu'il fit alors aux Espagnols, et qu'il ne put éxécuter à cause de tant de personnes qui l'observaient en ce moment : que ce que le maître mineur avait dit était véritable, et que, pour dernier témoignage de sa noire infidélité, on remarqua, après sa mort, que le duc d'Arcos, qui n'avait jamais pris le soin de paraître ni de revisiter les postes des Espagnols, ne manqua pas un jour d'y aller depuis, montrant, par cette diligence, qu'il n'avait pas eu lieu de craindre tant que ce prince avait vécu. Quoi qu'il en soit, le peuple, irrité du mauvais effet de la mine, et de la déposition de l'entre-

preneur, qui paya sur une potence la faute qu'il avait commise, se jeta sur le prince de Massa, qu'il traîna, avec une rage inexprimable, jusqu'à la *Pietra del Pesce*, dans la maison d'un orfévre, où, après avoir reçu une infinité de coups qui ne l'avaient point blessé à cause qu'il était armé sous sa casaque, il s'agenouilla devant un crucifix pour faire sa dernière prière, quoiquil crût qu'il ne mourrait pas, sur la promesse que Ciommo Donnarumma lui avait faite de lui sauver la vie, s'il le pouvait conduire jusqu'au marché, disant tout haut, que si l'on lui donnait la vie, il promettait le jour suivant de remettre au pouvoir du peuple et Sainte-Claire et le Gésu; mais comme on lui eût demandé quelle assurance il en avait, il répondit qu'il y ferait tout son possible, ce qui ne satisfaisant pas beaucoup ceux qui l'environnaient, il survint tout-à-coup une foule de gens de la rue Porto, qui le tirant de cette maison et le traînant auprès de la fontaine, lui tranchèrent la tête, sans lui donner autre loisir que de dire que s'il mourait, c'était pour le Roi son seigneur. Sa tête étant mise sur une pique, son corps fut pendu par un pied à une potence au milieu du marché, en en ayant ôté premièrement le cœur, que, par une inhumanité plus que barbare, une partie du peuple alla présenter dans un bassin à la princesse, sa femme, au couvent où elle s'était retirée depuis quelques jours.

Voilà comment finit la vie de l'infortuné prince de Massa, en faisant voir, par sa conduite, que

la sagesse des hommes s'égare souvent dans la route où elle pense aller droit, et s'éblouit ou perd la vue par l'excès, non par le défaut de ses trop brillantes lumières. Ceux qui ont été témoins de cette mort en ont fait divers jugemens : les uns se sont persuadés que, quoique le prince de Massa ne fut pas fort satisfait des Espagnols pour n'avoir pas estimé sa haute vertu selon son prix et ses services, il n'avait point voulu faillir, par exemple, en répondant à leur extrême ingratitude par un trop sensible dépit, ou par un manquement de foi : qu'en les servant plus par honneur et par devoir que par amour, il avait, depuis son retour de Catalogne, préféré sa conscience à son plaisir, et leur service à son intérêt; que comme il n'avait accepté le commandement général des armes du peuple de Naples que pour leur plaire et pour les servir, il avait toujours persisté dans ce sentiment, sans vouloir profiter des conjonctures favorables, que la fortune lui offrait pour le faire monter au trône d'où le Roi d'Espagne semblait descendre insensiblement : qu'en effet, s'il eût voulu suivre le sentier qu'avec tant d'amour, de chaleur et de diligence la populace lui traçait, il se pouvait faire sans peine et dans peu de tems Roi de Naples, puisqu'ayant le peuple pour lui, il eût pu avoir la noblesse, qui eût été ravie de voir la couronne sur l'un des membres de son corps : qu'encore que ces apparences dussent l'obliger à risquer tout, et à suivre sans marchander cette fortune qui semblait vouloir,

même en dépit de lui, poser un sceptre entre ses mains; cette splendeur ne fut jamais capable ni de l'éblouir, ni de lui faire suivre un autre chemin que celui qu'il s'était proposé, et que l'espoir d'une couronne, ni les menaces d'une mort qui semblait presque inévitable, ne lui purent faire quitter : qu'ainsi, ayant toujours servi l'Espagne glorieusement, sa mort répondit à sa vie, puisqu'il mourut pour le service d'un Roi qu'il regardait sans cesse, et pour qui il avait vécu. Les autres ont cru, au contraire, qu'il voulut, mais qu'il n'osa pas; qu'ayant, une âme pleine de beaux talens, et que la gloire et l'ambition régissaient, il était capable de suivre tous les sentiers que ses mérites lui pourraient justement frayer : qu'il craignait, mais qu'il n'aimait pas les Espagnols ni leurs ministres; que c'était par ce seul principe qu'il avait toujours conservé la secrète correspondance que depuis le commencement de son emploi jusqu'à sa mort, il montra avoir avec eux; que s'il avait semblé pencher de leur côté pendant le tems qu'il servait le parti contraire, c'était par l'appréhension que le peuple ne vînt à tomber, plutôt que par la passion qu'il eût d'en procurer la chute : que parmi tant d'heureux succès qu'avaient eus les armes du peuple, et parmi tant de témoignages qu'il avait reçus de son zèle, de son estime et de sa foi, il s'était toujours défié du bonheur de la populace autant que de son inconstance, qu'il n'a pu s'imaginer qu'un parti qui n'avait pour corps qu'une tourbe

désordonnée de gens libertins et barbares, et pour armes que la fureur, pût subsister et se défendre contre les bras d'un Roi d'Espagne, qui les porte jusqu'au bout des Deux Mondes; que reconnaissant qu'il était très-difficile que le peuple se pût maintenir de soi-même, et qu'un corps se pût conserver et vivre sans parties nobles, puisqu'il aurait pour éternelle ennemie cette noblesse, qu'il avait traitée si mal, il croyait que cette fortune, qui semblait lui prêter la main pour le préserver du naufrage, n'avait pas de quoi l'en tirer sans la protection et sans l'aide des étrangers, qui, dans ce point, feraient peut-être reconnaître que l'avantage que l'État en aurait, serait de changer de vieux fers contre de nouveaux : qu'il n'avait pas eu moins de sujet de craindre la légèreté et la mutation du peuple, que de douter de sa fortune; que l'histoire de ce royaume étant toute pleine d'exemples, et de tant de révolutions survenues par l'inconstance et par l'agitation des peuples, il avait lieu d'en redouter les subits et mortels effets; qu'on dit que Philippe Prignano, l'un de ses plus chers confidens, lui disant un jour, que le peuple avait beaucoup d'amour pour lui, et que s'il savait s'en servir, il se pourrait voir quelque jour une couronne sur la tête, il répondit en soupirant, qu'il n'y avait pas grand sujet de se fier en l'amitié d'une inconstante populace, qui, en tuant les Espagnols, criait hautement vive Espagne, et qui, dès lors que les ministres voudraient se relâ-

cher, serait toute prête de se soumettre à eux; que ces paroles montraient bien que s'il ne tâchait pas de monter sur le trône, ce n'était point la considération des Espagnols qui le retenait, mais le peu de certitude qu'il voyait en l'amitié du peuple, et qu'ainsi, ayant eu un cœur assez grand pour avoir l'envie d'être maître de son pays, il ne l'eut pas assez crédule, ni assez hasardeux pour se servir des moyens par qui il pouvait s'acquérir ce glorieux titre.

Voilà quels sont les jugemens qu'on fit de ce prince, ensuite de quoi l'on peut dire, en laissant, à celui qui lit, le choix de ces deux sentimens, que le plus funeste défaut du prince de Massa fut l'irrésolution qu'il fit voir pendant le tems de son infortuné emploi, et lorsque de ces deux chemins qui se présentaient devant lui, il ne put jamais se déterminer d'en prendre l'un et laisser tout-à-fait l'autre, et qu'il ne mourut que pour n'en avoir su faire le choix; qu'en effet, s'il ne voulait pas quitter le service d'Espagne, il ne devait pas accepter ni embrasser celui du peuple, puisque, ne pouvant sans souillure abandonner les Espagnols, il ne pouvait non plus sans tache faillir contre la confiance que tout le peuple avait en lui; qu'il lui eût été beaucoup plus honnête de ne prendre pas ce suprême commandement, ou de le quitter dans le tems que don Juan d'Autriche arriva, que de demeurer dans un parti, dans le dessein de le trahir; qu'encore que les Espagnols voulussent qu'il y demeurât

pour leur service, il ne devait jamais le faire, connaissant qu'il s'agissait en cet emploi, de son honneur et de sa vie; que si, au contraire, il avait dessein d'agir pour sa fortune et pour sa gloire, il devait vigoureusement s'attacher au parti d'un Peuple qui ne travaillait que pour lui, et qui, avec cent mille bras, ou peut-être plus, lui ouvrait le chemin de la royauté; que, quoique les événemens des entreprises glorieuses, et de ce genre, soient douteux, une couronne valait bien qu'il donnât quelque chose à la fortune, et qu'il hasardât, pour un si grand bien, la même vie qu'il perdit pour n'avoir pas su se résoudre de la risquer pour ce sujet.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA PREMIÈRE PARTIE.

pages

Au Lecteur. x

Épître à madame la duchesse de Chevreuse. 7

I. Heureuse et agréable assiette du Royaume de Naples. — Ses confins. — Sa longueur. — Sa largeur. — Son circuit. — Avantages de sa situation. — Ses richesses. — Ses archevêchés et ses évêchés. — Grandeur, beauté et magnificence de sa ville capitale. — Excellens hommes qu'il a produits dans les siècles passés. — Différence de ses vieux habitans aux modernes. 13

II. Causes de tant de changemens survenus en cet État. — Nations diverses qui l'ont possédé. — Ruses et perfidies par lesquelles les Aragonais s'y sont introduits. — Politique dont se servit l'empereur Charles-Quint pour se le conserver. 19

III. Désordres procédés de l'éloignement de ses Rois. — Manquemens du Conseil d'Espagne. — L'avarice des Vice-Rois et des autres ministres cause les désordres de ce Royaume. — Divisions des maisons

pages

d'Anjou et d'Aragon subsistant encore. — Avantage que les Espagnols en ont su tirer. — Artifices qu'ils ont employés pour ce sujet. — Cinq siéges de la noblesse de Naples, et conduite des Vice-Rois pour se les acquérir, aussi bien que la Place du Peuple. 24

IV. Grandes richesses que les ministres espagnols ont exigées et emportées de ce Royaume. — Étranges misères où leurs concussions ont réduit les Peuples. — Soulèvement causé par Thomas Aniello d'Amalfi, dit vulgairement Masanielle. 32

V. Origine de la première sédition des Napolitains. — Singulière dévotion du Peuple à Notre-Dame-des-Carmes. — Raisons qui semblaient obliger les Espagnols à prévoir ce grand orage. — Assemblée des petits enfans appelés depuis Lazares. — Soulèvement causé par la gabelle imposée sur les fruits. — Consternation et irrésolution du Vice-Roi dans les commencemens de l'émeute. — Tragiques effets qu'elle produit. 41

VI. Débordemens de la fureur populaire, qui commence par le brûlement des palais de ceux qui avaient part dans les gabelles. — Dispositions à une révolte générale, si la noblesse de la ville de Naples se fût jointe avec le Peuple. — Motifs qui empêchèrent cette union. — Conseil tenu entre les ministres d'Espagne touchant cette Révolution, et les remèdes choisis pour ce sujet. 51

VII. Conférence secrète du duc d'Arcos avec le duc de Matalone, prisonnier dans le Château Neuf. — Adresse dont il se servit pour l'engager dans une négociation, laquelle fut le salut des Espagnols. — Qualités du duc de Matalone, et tragique succès de ses conférences avec les soulevés. 61

VIII. Suites de la sédition et des secrètes négociations que le Vice-Roi fait avec la populace soulevée, par

pages

l'entremise de la noblesse et du cardinal Filomarino. — Tragique mort du prince don Pèpé Caraffa. 77

IX. Réflexion du duc d'Arcos sur la mort de don Pèpé Caraffa. — Ordres de Masanielle pour la sûreté de sa personne, et pour contraindre les ministres espagnols à faire la paix. — Capitulations accordées entre le Vice-Roi et les chefs du Peuple. — Masanielle va conférer avec le duc d'Arcos sur ce sujet. 91

X. Cavalcade de Masanielle. — Solennités et réjouissances publiques pour la paix. — Extravagances de Masanielle, qui devint fol incontinent après l'accord fait, et furieux un peu après. — Conspiration contre sa vie. — Mort tragique de ce chef souverain de Naples. — Inconstance de la populace. 109

XI. Réflexions sur le soulèvement causé par Masanielle, et différens jugemens qu'on peut faire sur ce sujet. — Nouvelles séditions survenues après sa mort, qui, bien loin d'appaiser les troubles, semble en produire de plus grands. — Soupçons continuels du peuple de la mauvaise foi des ministres d'Espagne. — Nouvelle confirmation des articles de la paix, et explication de ceux qui pouvaient être mal interprétés. 121

XII. Exécution de dom André Paoluccio, théatin. — Nouveaux troubles procédés du président Génuino et de l'élu Arpaja. — Election du prince de Massa, pour capitaine-général du Peuple. — Difficultés que fait ce Prince d'accepter cette charge, et la manière dont il agit. 137

XIII. Arrivée de l'armée navale d'Espagne, commandée par don Juan d'Autriche. — Extrême joie que tout le Peuple en témoigna. — Moyens que ce jeune prince avait de s'acquérir le cœur des Napolitains. — Artifices dont les ministres espagnols se ser-

pages

virent pour le rendre suspect et enfin odieux au Peuple. 171

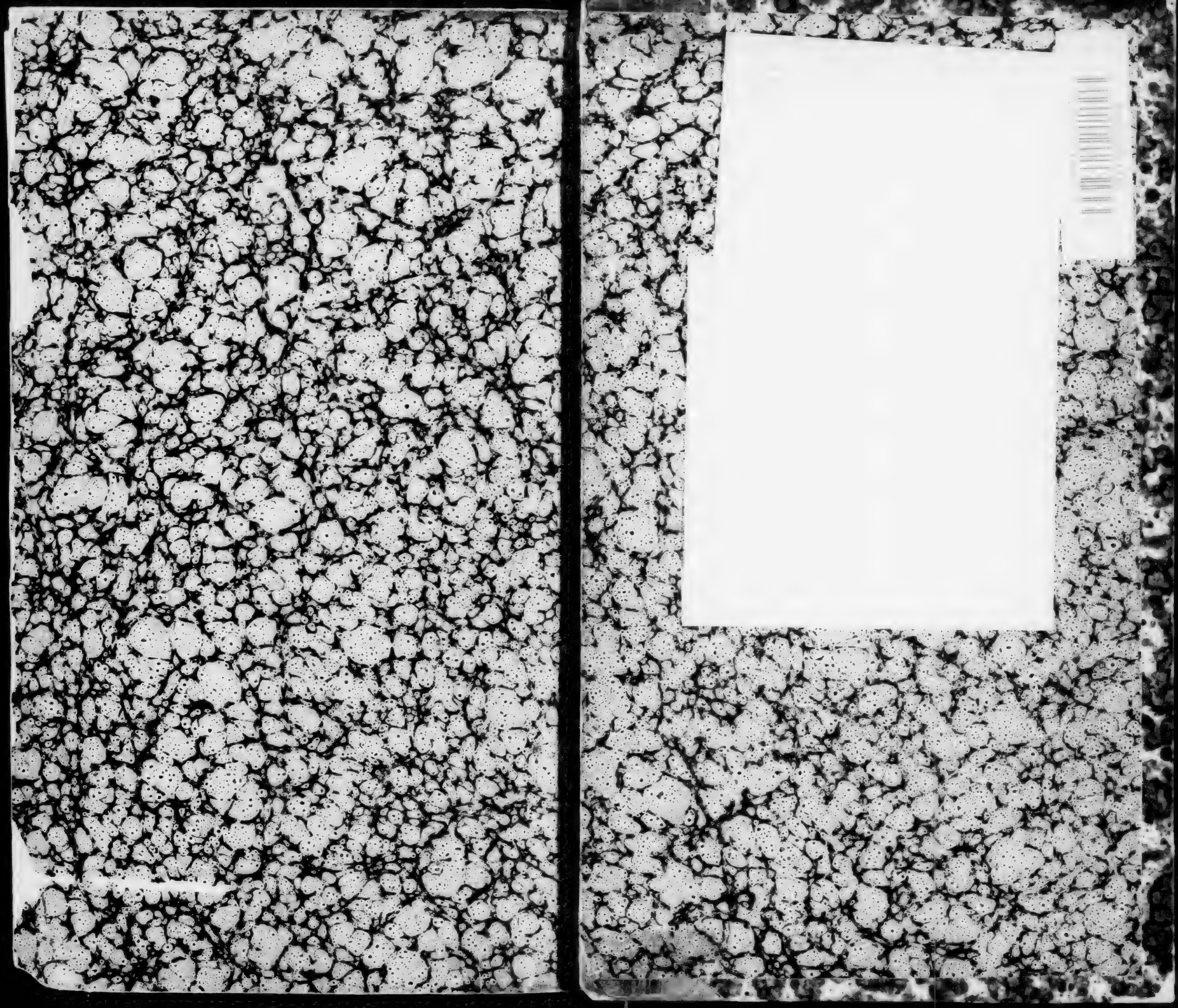
XIV. Résolution du Vice-Roi et des autres ministres de surprendre le peuple, et de se venger des affronts passés.—Attaque générale faite au même temps par les Espagnols, tant par mer que par terre. — Merveilleuse défense du Peuple, qui, dans sa surprise, ne laissa pas de repousser les Espagnols, et de se retrancher contre eux. 186

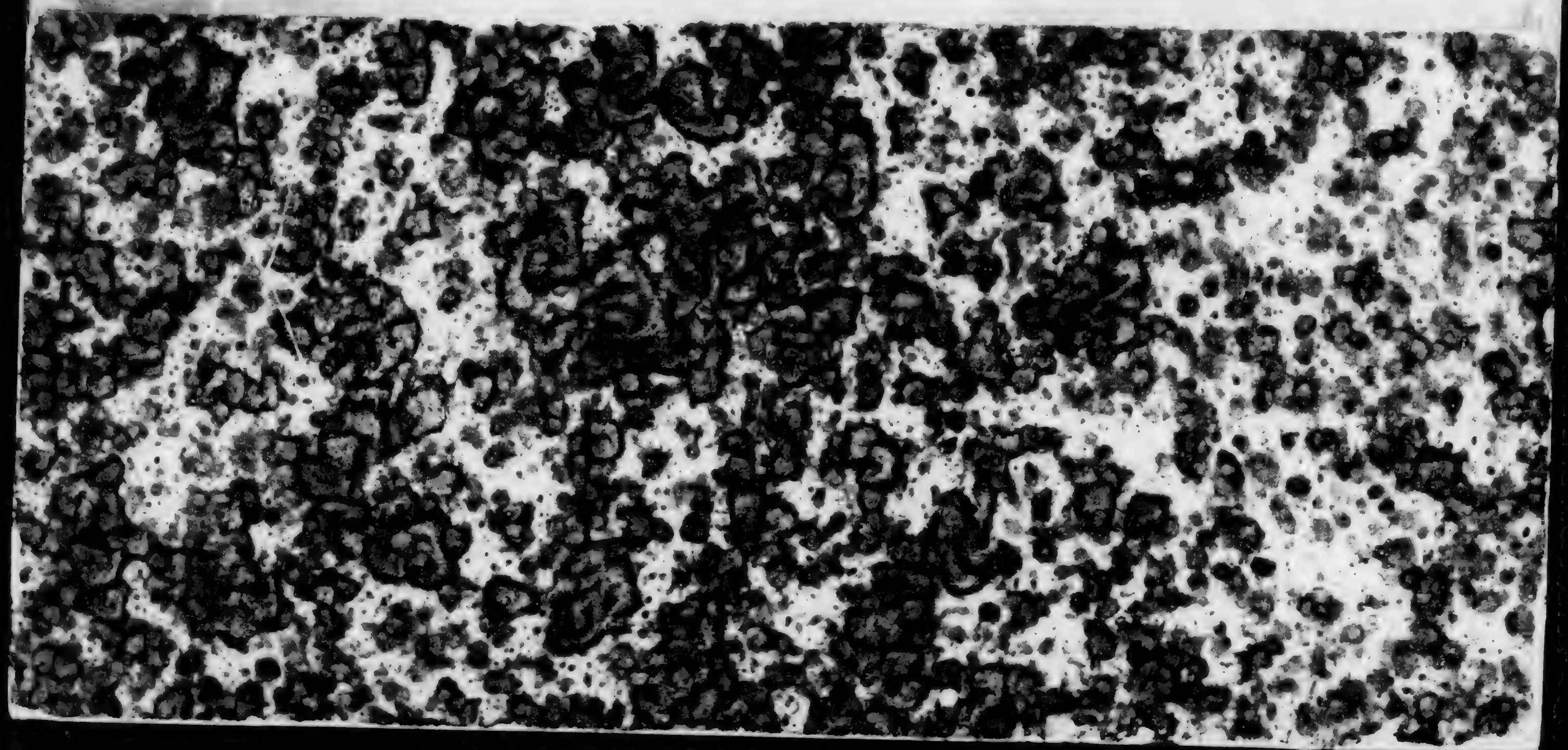
XV. Suite des progrès des armes populaires, tant dans la ville, que dans son voisinage. — Artifices des Espagnols pour tâcher à renouer un accommodement. — Résolution du Peuple à n'en vouloir plus entendre parler. — Conduite du prince de Massa.— Soupçons qu'il donne à tout le peuple de l'intelligence qu'il a avec les Espagnols. — Ses ordres pour tâcher de dissiper tous ces ombrages. 219

XVI. Vaines tentatives des Espagnols.— Sentimens de Marc Antoine Brancaccio, nouveau mestre-de-camp général du Peuple, touchant le soulèvement des Napolitains. — Le Peuple publie un manifeste pour la justification de ses armes, et l'envoie par toute la Chrétienté. — Nouvelles propositions des Espagnols pour la paix. —Leur peu d'effet, procédant du peu de sincérité des Espagnols. 243

XVII. Le manifeste du Peuple est envoyé de tous côtés. — Nouveaux progrès des armes populaires. — Entreprise de la mine faite par le peuple.— Mauvais effet qu'elle produit, et qui cause la mort tragique du prince de Massa. — Réflexion sur la conduite de cet infortuné Prince. 254

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.





VOLUME 2

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY

MEMOIRES

DU COMTE

DE MODÈNE.

TOME II.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N° 14.

MÉMOIRES

DU COMTE

DE MODÈNE,

SUR LA RÉVOLUTION DE NAPLES DE 1647.

Troisième Edition,

PUBLIÉE

PAR J.-B. MIELLE.

TOME II.

A PARIS,
CHEZ PELICIER ET CHATEL,
LIBRAIRES, PLACE DU PALAIS-ROYAL.

M DCCC XXVII.

SECONDE PARTIE

DE

L'HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS DE LA VILLE

ET

ROYAUME DE NAPLES.

CHAPITRE PREMIER.

QUOIQUE le soulèvement de la cité de Naples fût accompagné ou suivi de fort près de celui de la plus grande partie du royaume, je n'en ai pas voulu parler dans la première partie de cette histoire, pour n'interrompre pas le cours de ce torrent, dont les étranges et prodigieux ravages étaient capables de l'occuper entièrement; cette seconde fera voir en son commencement la suite de ses troubles, et les effets qu'ils causèrent dans les provinces; mais avant que de m'embarquer sur tant de flots soulevés contre l'Espagne, et qui menaçaient du naufrage la plus belle de ses couronnes, je crois qu'il ne sera pas mal à propos

272366

de remarquer succinctement les noms, l'assiette et la nature de toutes ces mers orageuses qui tout à la fois concoururent à tant d'effroyables bourasques. A ce sujet, je remarquerai que ce royaume est divisé en douze provinces, qui sont: la Terre de Labour, dans laquelle est comprise Naples, la principauté de deçà, la principauté de delà, dont Salerne est la capitale, la Basilicate, la Calabre de deçà, la Calabre de delà, la Terre d'Otrante, la Terre de Bari, l'Abbruzze de deçà, l'Abbruzze de delà, le Comté de Molise, et la Capitanate.

La Terre de Labour, du côté du septentrion, est séparée des deux Abbruzzes par les monts Apennins, qui s'étendent à son Orient entre le comté de Molise; elle y touche aussi à la principauté ultérieure : du midi à la citérieure par le Sarne et à la mer Tyrrhène, et cette mer, avec la Campagne de Rome, la ferment à son couchant. Elle a été nommée autrefois campagne heureuse, à cause de la douceur de son climat, de la pureté de son air, de la prodigieuse abondance de ses plaines et de ses collines, et du grand nombre de poissons de sa mer et de ses rivières; ce qui obligea les Romains à dire que Cérès et Bacchus semblaient travailler à l'envi à qui lui ferait plus de grâces; elle fut depuis appelée Terre de Labour, à cause des champs Leborins si renommés dans ces vieux siècles. Elle abonde en grains de toutes sortes, en vins délicieux, témoins ceux du mont Falerne, et le Lagrima d'aujourd'hui;

en pâturages merveilleux, où, entre une infinité d'animaux de plusieurs espèces, on voit ces beaux et grands coursiers si renommés par tout le monde; en minières d'or et d'argent, d'alun et soufre; en bains, où des maux qui paraissent incurables à la médecine, sont guéris en bien peu de tems. Elle contient plusieurs villes considérables, et quantité de terres ou casals, ou bourgs qui font en tout environ cinquante-huit mille cent cinquante-deux feux, ou environ; sa côte est périlleuse et n'a aucun port considérable hors celui de Naples, qui même n'est pas assuré dans les bourasques du Siroc; elle a trente-deux tours au long de sa côte, qui, par des fumées ou des feux, avertissent en peu de tems, tout le pays, de l'arrivée des galères ou des vaisseaux qu'elles découvrent: ses principales forteresses sont les châteaux de Gayette, de Capoue, de Bayes et d'Ischia; ses îles sont Ponza, Palmarola, Ventotiène, Ischia, Procita, Nisita et Capri, que Tibère fit tant connaître: ses peuples généralement sont d'une taille moyenne, d'un teint beaucoup plus blanc que brun, d'un corps vigoureux et agile, très-propres à toutes sortes d'exercices, d'un esprit vif, industrieux, porté aux arts et aux sciences; mais ombrageux, dissimulés, volages, aimant les nouveautés, et d'un cœur vindicatif (vice originel du climat), entreprenans et tellement enclins aux armes, que le premier poids dont ils chargent l'épaule de leurs enfans, au sortir du berceau, est celui d'un fusil ou d'une

arquebuse, dont ils se servent si adroitement, qu'on peut dire qu'en tout le monde il n'y a point de plus grands chasseurs, ni de meilleurs tireurs de volée.

La principauté de deçà, aussi bien que l'autre, fut anciennement habitée des peuples picentins, si connus dans l'histoire romaine; elle est bornée au Septentrion par la Terre de Labour et la principauté Ultérieure; à l'Orient par la Basilicate; au Midi et au Couchant par le golfe de Policastre et par la mer Tyrrhène; elle n'est guère moins fertile que la Terre de Labour et la surpasse en la beauté et en la grandeur de cette quantité de fruits d'orangers et de citronniers qui bordent la côte d'Amalphi, et de qui l'agréable odeur parfume tout son rivage : elle est pleine d'une multitude de cités considérables, et de plusieurs autres lieux, qui font près de quarante-sept mille cinq cent soixante-deux feux : les tours de sa côte sont au nombre de soixante-neuf : ses peuples sont presque du même tempérament que ceux de la Terre de Labour, hors qu'ils sont plus portés au trafic, et plus propres pour les arts et pour les sciences, témoins l'école de Salerne, si renommée dans la médecine, et l'invention de la boussole trouvée par un Amalphitain.

La principauté de delà touche vers le Nord au comté de Molise, et la Capitanate qui la borne avec la Basilicate à son Levant; au Midi elle joint la principauté de deçà, et au Couchant la Terre de Labour : elle contient dans son enceinte le

duché de Bénévent, que les Papes possèdent depuis le onzième siècle par le don qu'en fit l'empereur Henri au pape Benoit VII. C'est dans cette province où l'on voit ces Fourches Caudines, la honte de l'ancienne Rome : elle contient trente mille cinq cent trente-cinq feux, et ses peuples communément sont d'une bonne et saine complexion, plus portés aux armes qu'à l'agriculture, ni au commerce : altiers, prompts et vains; mais assez faciles à gouverner.

La Basilicate, pays des antiques Lucains, confine la principauté Ultérieure, la Capitanate et la terre de Bari, du côté du Nord; à son Levant, elle a encore la terre de Bari, celle d'Otrante et le golfe de Tarente, au Midi la Calabre de deçà et le golfe de Policastre; au Couchant la principauté Citérieure. Elle est merveilleusement fertile en tout ce que l'on peut désirer pour la vie ou pour la pompe; ses arbres fleurissent deux fois l'année; elle a sept tours au long de ses côtes, et trente-huit mille sept cent quarante-sept feux : ses habitans sont grands, très-robustes, ont les cheveux noirs et le teint brun, et le peuple de la campagne y est rustique, peu civil, adonné à l'agriculture et à la chasse dès sa jeunesse, beaucoup plus qu'à l'étude des sciences.

La Calabre de deçà, nommée autrefois Ausonie, Hespérie, Enotrie, Italie, Morgetie et grande Grèce, est bornée au Septentrion par la Basilicate, au Levant par la mer Ionique : elle touche à l'autre Calabre du côté du Midi, et du Couchant

à la mer Tyrrhène; elle porte le titre de Duché, dont les premiers enfans des Rois portaient ordinairement le nom; elle est très-abondante en grains, vins, fruits, huiles, fromage, miel, sucre, saffran, coton, poix térébentine, storax-liquide, mines d'or et d'argent, de fer, de sel, de marbre, d'albâtre, de cristal, aussi bien que de marcasite, minium et bol, plâtre de trois sortes, alun, soufre, calamite de la cinquième espèce et qui n'attire point le fer, en chanvre, lin, et soie, plus que tout le reste de l'Italie, en cette manne médicinale qui purge les corps avec tant de douceur : enfin, en toute sorte d'animaux sauvages et domestiques, et particulièrement en loups-cerviers, si remarquables par la moucheture de leur peau, et par le défaut de leur mémoire, dont ils sont si dépourvus, que, s'il leur arrive, en mangeant quelque chose, de détourner la vue d'un autre côté, ils ne s'en ressouviennent plus, et s'en vont quoique bien affamés : sa côte a vingt-cinq tours, et cette province est peuplée de cinquante mille huit cent soixante-dix-huit feux, formés de quantité de villes et de casals, n'ayant de places fortes que Cosense et l'Amantea. Ses habitans sont d'une assez petite taille, fermes en leurs opinions, subtils, braves, et non moins capables de bonnes lettres que des armes.

La Calabre de delà, antique pays des Brutiens, touche à l'autre Calabre du côté du Septentrion; au Levant, au Midi et au Couchant, elle est environnée des mers Ionique, Sicilienne et Tyrrhène:

elle a des plaines et des montagnes qui sont également fertiles; ses principales forteresses sont Cortone, Tropea et Reggio, qui est sur le phare de Messine : elle a quarante-sept tours au long de sa côte, et cinquante-cinq mille quatre cent cinquante-sept feux.

La terre d'Otrante, appelée anciennement Salentine, a pour confins, au Nord, la Terre de Bari et la mer Adriatique; au Levant un des côtés de l'embouchure du golfe de Venise, la mer Ionienne à son midi, et le golfe de Tarente avec la Basilicate à son Couchant; elle n'est pas moins fertile en grains que ses voisines : mais elle les surpasse en l'abondance de ses huiles, dont elle fournit tant de pays. La ville dont elle porte le nom n'est éloignée de la Grèce que de cinquante milles : ses places fortes sont Otrante, Leccie, les trois châteaux de Brindisi, Gallipoli, Sanso, Cataldo, et Tarente, connue de tout l'univers, et dont le port serait le plus beau et le meilleur du monde, s'il n'avait point été comblé; celui de Brindisi, qui fut si fameux du tems des Romains, est encore assez commode; sa côte a soixante tours, et cinquante mille huit cent cinquante-quatre feux : ses peuples semblent plus simples et plus sincères que leurs voisins, et sont fort adonnés aux armes et aux lettres.

La Terre de Bari est limitée au Septentrion par la mer Adriatique, et cette mer s'étend jusqu'à son Levant; la Terre d'Otrante se trouve à son Midi avec la Basilicate, qui la borne aussi

presque entièrement au Couchant, où elle touche à partie de la Capitanate; elle est riche en grains, vins et huiles; sa côte n'a que seize tours; ses forteresses sont : Bari, où est le corps de Saint-Nicolas, dont, par un continuel miracle, il sort incessamment une précieuse liqueur qui guérit plusieurs infirmités; les autres sont : Barlette, Trani, Monopoli : elle n'a que seize tours en sa côte, et environ trente-neuf mille cent quarante et un feux; ses habitans sont la plupart de couleur olivâtre, d'une taille assez grande : patiens dans le travail, hardis et prompts; mais qui se rebutent facilement dans les combats opiniâtrés, et dans les longues disgrâces.

L'Abbruzze de deçà joint, au Septentrion, l'autre Abbruzze et la mer Adriatique; à l'Orient, la même mer et le comté de Molise, qui lui sert de borne au midi avec la Terre de Labour; à l'Occident, l'autre Abbruzze. Ce pays est le plus froid de tout le royaume; il est abondant en bestial de toutes sortes; sa côte a sept tours, et il contient vingt-sept mille quarante-six feux; ses habitans sont grands, robustes, assez sincères dans le négoce, et affables aux étrangers, portés aux arts et à la chasse, et particulièrement aux armes, comme leurs aïeux les Samnites.

L'Abbruzze de delà, habité autrefois par les peuples Marrucini, Beliqui, Ferentani, et Samnites, est borné du côté du Nord par la Marche d'Ancône et la mer Adriatique, touche à son Levant à la même mer, et à l'autre Abbruzze,

qui s'étend jusqu'à son Midi, où il joint la Terre de Labour et l'État de l'Eglise qui le ferme entièrement du côté du Couchant. Il est aussi abondant en bestiaux : c'était le pays des anciens Marses; sa côte n'a que six tours, et il contient quarante-huit mille quatre-vingt-neuf feux : ses places fortes sont Civitella del Tronto, et le château de l'Aquila : ses peuples sont du tempérament des autres; mais d'un naturel plus cruel.

Le comté de Molise faisait anciennement partie des Samnites : ce comté joint l'Abbruzze de deçà au septentrion. Il est borné au Levant par la Capitanate, dont une petite partie s'étend vers son midi, où la principauté ultérieure se trouve aussi avec la Terre de Labour, qui fait tout son couchant : l'air y est assez tempéré, il est abondant en grains, vins, saffran, coton, lin et soie; il a quinze mille six cens quatre-vingt-treize feux : ses habitans sont courageux, opiniâtres, et rusés dans le trafic avec les étrangers.

La Capitanate, nommée dans les premiers siècles la Pigie, Daunie, Mesapie et Pouille, est bornée au septentrion par la mer Adriatique; cette mer la ferme aussi à son Levant, où elle porte le nom de mer de la Pouille. A son Midi, elle touche à la terre de Bari, à la Basilicate et à la principauté de delà; au Couchant, elle joint le comté de Molise : elle est très-fertile en grains, et abondante en pâturages : l'air y est assez bon; mais fort chaud et insupportable en été, même aux habitans de la province; c'est en ce pays où est

le mont Gargan, si fameux par l'apparition de l'archange Saint-Michel, que la mer Adriatique environne par l'espace de deux cens milles, et qui n'est séparée de la terre-ferme que d'un isthme de deux milles : sa côte a vingt-deux tours, et elle contient vingt mille huit-cent quatre feux, entre lesquels est Foggia, si célèbre par sa douane qui rend un si grand revenu au trésor du Roi, par le passage des bêtes à cornes et à laine : ses habitans sont grands, vigoureux et hardis, doux et sincères en leur conduite : elle n'a point de places fortes que Viette et Manfredonia : enfin on peut dire que l'étendue des douze provinces de ce royaume contient quatre cent quatre-vingt-trois mille quatre cent soixante-huit feux, sans y comprendre la cité de Naples, et que généralement ses peuples sont d'une complexion saine et vigoureuse, courageux et enclins aux armes, fort patiens dans le travail, aisés à régir, très-capables de la discipline militaire, ingénieux, dissimulés, flatteurs, ombrageux, prompts, colères, et dont la haine ne s'éteint que par la vengeance : pieux, du moins en apparence, abandonnés à leurs plaisirs et naturellement volages.

CHAPITRE II.

Prédictions remarquables des révolutions de ce royaume; soulèvemens survenus dans ses provinces au même tems, ou incontinent après celui de la ville de Naples.

Après la succincte description des provinces de ce royaume, il est nécessaire de faire voir les horribles soulèvemens qu'on y vit arriver tout à la fois, tant dans le voisinage de Naples, que dans les lieux les plus éloignés de cette ville capitale. Ceux qui parurent dans sa campagne et dans les pays circonvoisins, ne me semblent pas fort étranges : comme cette grande cité est la première d'un État qu'elle rend si considérable, et qui même porte son nom, son exemple a donné la loi non seulement à ses voisines, mais encore aux plus écartées, en plusieurs révolutions, et toutes, en la regardant ainsi que leur commune mère, ont semblé, en ces conjonctures, se tenir aux pans de sa robe pour ne la pas abandonner : en effet, on a remarqué que dans les divers mouvemens survenus de tems-en-tems dans ce royaume ceux qui ont pris leur origine dans cette cité, ont produit des feux de plus longue durée que ceux qui avaient commencé dans ses pro-

vinces : aussi, entre tous les princes qui en ont entrepris la conquête, les plus prudens ont toujours pris le chemin le plus droit de Naples, reconnaissant que sa prise leur acquerrait toutes les autres; son histoire est presque remplie d'exemples de cette vérité. A peine le roi Charles VIII y eut fait son entrée, que tout le reste du royaume le reconnut volontairement : aussitôt qu'il en fut parti, pour s'en retourner en France, Ferdinand d'Aragon passa de Sicile en Calabre, pour tâcher de recouvrer cette couronne, que les Français lui avaient ôtée, et quoiqu'il eût de grandes forces, et qu'il fût secondé du secours de l'Espagne, commandé par ce Gonsalve Ernandez d'Aquilar, si renommé dans les histoires, il ne trouva jamais que Reggio qui lui voulut ouvrir ses portes, et fut contraint un peu après de se retirer en Sicile, ensuite du combat de Seminara, ville maritime de la Calabre, où il fut battu et défait par le sieur d'Aubigny, général de l'armée française : mais lorsque, par un meilleur conseil, il vint faire une descente près de Naples, et qu'il en eut chassé le duc de Montpensier, qui en était Vice-Roi, il se rendit maître de tout le reste du royaume, en aussi peu de tems et avec autant de facilité qu'il l'avait auparavant perdu. Les Espagnols ont reconnu cette vérité dans ces dernières révolutions, puisque, lorsqu'ils ont été à la veille de perdre Naples, ils ont été sur le point de perdre tout l'État, et que dès le moment qu'ils l'ont recouvrée, ils ont recouvré tout le reste.

Il ne faut donc pas s'étonner des mouvemens que ceux de Naples causèrent dans son voisinage : mais ce qui paraît surprenant, est que presque dans le même tems que cette cité se souleva, ses provinces les plus éloignées se soulevèrent, sans concert, sans intelligence, et sans dessein prémédité des unes avec les autres. Le changement du Portugal et la révolte de la Catalogne furent les effets éclatans d'une entreprise ménagée dès long-tems fort secrètement : mais cette révolution n'eut qu'un cas fortuit pour principe apparent, et qui fit juger qu'il fallait nécessairement qu'il procédât de quelque cause extraordinaire et inconnue, qui, soulevant tout à la fois l'esprit aussi bien que la bile de tant de peuples différens, produisît ces grandes bourasques.

Quoique l'astrologie judiciaire se trompe dans ses jugemens, surtout en ceux qui entreprennent de pénétrer ces épaisses ténèbres dont la divine Providence a enveloppé l'avenir, particulièrement les causes de la chute de tant de trônes, qui le plus souvent ne procèdent que des péchés des peuples ou des souverains, il est pourtant bien assuré que les troubles du royaume de Naples furent prédits par cette voie dans le point de son plus grand calme. André Argoli, fameux astronome et astrologue, remarqua, dans un traité qu'il fit des étoiles verticales, que la constellation du chef de Méduse, si connue dans tous les siècles par ses funestes influences, devait produire peu après de prodigieux changemens dans

Naples et dans son État. Ce livre ayant été donné au baron de Modène, dans le tems qu'il était à Rome, auprès du duc de Guise, il le fit voir à ce prince et au marquis de Fontenay-Mareuil, ambassadeur extraordinaire de France en cette Cour, qui le pria de le lui donner pour l'envoyer au cardinal Mazarin, quelques mois avant que Masanielle eût commencé sa révolte. Rutilio Benincasa, autre astrologue, qui mourut quelque tems avant ces tumultes, assura, dans un almanach qui fut imprimé sous son nom, qu'en l'année 1647 on verrait arriver à Naples un grand soulèvement de la populace, causé par les impôts publics, qui produiraient d'horribles désordres; et Philippe Finelli prédit que le 8 du mois de juillet de la même année, un grand seigneur serait assassiné à Naples, dans une émeute populaire, ce qui parut par le meurtre de don Pèpé Caraffa; et que le seize du même mois la sédition changerait de face, ce qui se vit précisément.

Quoiqu'il en soit, il est certain que dès le point que Masanielle, à la tête de la populace de Naples, se fut emparé de l'autorité souveraine, et qu'il eut fait publier par tous les lieux circonvoisins, que chacun eût à prendre les armes pour la commune liberté, et pour le secours de la ville, qui leur en montrait le chemin, on vit que non seulement tous les casals de la campagne se soulevèrent tout à coup, mais encore un grand nombre de cités, terres et casals, ou bourgs de la Terre de Labour et de la principauté de Salerne.

Il est tout à fait impossible de figurer les horribles confusions et les étranges violences que les peuples de ces provinces firent voir, en faisant éclore la secrette et mortelle haine que fomentaient dans leurs esprits l'avarice des Espagnols, et les excès de beaucoup de seigneurs du royaume dans leurs terres, où ils traitaient leurs vassaux comme des esclaves. Ce fut en ces lieux où la révolte, se montrant plus effroyable, plus aveuglée, et plus déchaînée, que dans les cités dépendantes du domaine royal, rompit dans un instant tous les nœuds de la société civile, et changea le corps politique en un horrible et cruel monstre, dont la tête était sous les pieds, de qui la bouche vomissait plus de flammes que le Vésuve, et qui, pour maintenir son être, dévorait ses parties nobles. En effet, les peuples sujets à des seigneurs, eurent à peine su ce qui se passait à Naples, que se soulevant tout à la fois, ils s'assemblèrent en chaque lieu au son du tocsin, et, prenant les premières armes que la fureur leur mit entre les mains, on vit que les uns assiégèrent leurs seigneurs dans leurs châteaux, à l'exemple de Caserte, cité illustrée d'un évêché, dont la populace assiégea dans sa maison don Francesco Caëtano, duc de Sermonette, et prince de cette cité; et les autres, ne pouvant avoir leurs seigneurs en leur puissance, brisèrent leurs armes de tous côtés, brûlèrent leurs châteaux et leurs métairies, et saccagèrent tous leurs biens. Pour garder quelque ordre apparent

parmi tant d'horribles désordres, ils élurent en chaque lieu plusieurs officiers, qu'ils soumirent à un suprême commandant, appelé Capo Popolo, qui, en plusieurs casals, était le curé de la paroisse, ainsi que l'on vit à Juliano et à San-Antimo; et aux autres, le paysan qui avait fait le plus de bruit, et qui témoignait le plus d'aversion pour l'Espagne et pour la noblesse : mais cette contagieuse fureur ne s'empara pas seulement des casals et des petites villes; les plus grandes s'en resentirent : Sessa, cité fort antique, et qui tirant son origine d'Hercule, est l'une des plus riches et des plus considérables de la Terre de Labour, se révolta et se soumit à Domenico Colesi, nommé vulgairement Pappone, fameux bandit, qui, ramassant trois ou quatre mille hommes ensemble, se rendit maître non seulement de cette importante cité, mais encore de plusieurs autres. Il prit du commencement Fundi, frontière de l'Etat du Pape, et qui est sur la voie Appia, qui va de Rome en ce royaume : Itri, autre petite ville, et Sperlongue, assise au bord de la mer, et qui est la première qu'on trouve allant de Terracine à Naples. La prospérité du Pappone fut si grande, qu'en ravageant à son plaisir toutes les plus belles campagnes de la Terre de Labour jusqu'au Vulturne, il renferma les Espagnols dans Gayette, l'une des clefs de l'État, d'où peut-être il les eût chassés, s'il eût su se servir du tems, et les pousser sans leur donner le loisir de reprendre haleine; mais ce

bandit, quoique prudent, fit la même faute des autres chefs des peuples soulevés, qui, au lieu de s'unir ensemble, pour tâcher, d'un commun concert, de chasser de tout le royaume leur ennemi commun, n'avaient pour but que le pillage, le carnage et l'embrasement, songeant à pêcher en eau trouble, et à se cantonner chacun dans leurs cités, dont ils pensaient se rendre maîtres absolus, ainsi que fit voir le Pappone, quand il crut que le duché de Sessa lui demeurerait en partage : entre tant de séditieux qui s'élevèrent tout à la fois, il n'y en eut point qui incommodât plus les ministres d'Espagne que celui-ci, d'autant qu'en fermant les passages de Rome à Naples, du côté de la terre, il ne leur laissa que ceux de la mer, qui, étant ordinairement fort orageuse en cette côte, leur fit perdre dans ces rencontres des occasions importantes par le retardement des avis et des nouvelles, dont le fruit procède de la diligence, et d'un certain point dont dépendent le bien et le mal d'un État.

Pendant que cette partie de la Terre de Labour se soulevait de cette sorte, l'autre semblait de tous côtés le renchérir à l'envi. Le même feu parut à Lauro, Marquisat, à Matalone, Duché, à Arienzo, à Caiazzo, ville assez forte, à Piedimonte d'Alife, renommée par sa montagne abondante en tant de rares simples, et à la plupart des casals de Capoue, d'Averse, de Formicola, de Marigliano, de Somma, célèbre par le mont Vésuve, qui porte son nom aujourd'hui, mais

surtout à Nole : cette cité tient son origine des Iapiges et des Tyriens, et fut autrefois si grande, qu'on assure quelle avait plus de deux milles de circuit; c'est chez elle que l'invention des cloches fut trouvée par saint Paulin, l'un de ses évêques; mais jamais elle ne s'en était servie avec tant de déréglement, que dans cette conjoncture, en laquelle se soulevant au son du tocsin contre les Espagnols et contre la noblesse, sa populace commit une infinité d'actes d'hostilité pour évaporer sa fureur. Quelques soins que prissent les Espagnols pour la réduire à leur obéissance, l'artifice y fit aussi peu que la force, et les soulevés eurent l'avantage en plusieurs rencontres, principalement dans un combat opiniâtré de part et d'autre assez long-tems, où don Ferrante Caracciolo, duc de Castel di Sangro, demeura sur la place.

Le torrent de cette révolte se débordant de tous côtés, ne parut pas moins furieux dans la principauté de Salerne, que dans la Terre de Labour; cette grande et fameuse cité croit avoir été fondée par Sem, fils de Noé; elle est assise auprès du fleuve Silare, qui lui a donné son nom, et au pied des monts Appennins, ayant à son front une belle et fertile campagne, aux épaules, et au côté gauche, une grande et verdoyante montagne, et au côté droit la mer Tyrrhène, qui bat le pied de ses murailles, et qui ferme le golfe qui porte son nom, aussi connu que redouté des galères et des vaisseaux, à cause de ses soudaines

et prodigieuses bourasques; les Romains y établirent une colonie pour s'opposer aux Picentins, aux Lucaniens et aux Brutiens. L'empereur Charlemagne y fonda cette école de médecine si connue dans l'univers : elle est ornée du tribunal d'une audience royale, et d'un archevêché, dont la cathédrale possède depuis plusieurs siècles le corps de saint Mathieu, apôtre et évangéliste. Sa noblesse est distinguée de la bourgeoisie et de la populace par trois siéges, qui sont : Porta-Nova, Porta-Retese, et lo Campo; mais comme elle est fort fière et impérieuse, et que depuis long-tems elle traitait mal le peuple, l'exemple de Naples trouva une matière toute prête à produire d'aussi funestes effets que la révolte en produisait dans cette cité : on peut dire que la fureur s'y montra plus envenimée et plus emportée qu'à Naples, puisque, dans son aveuglement, on vit piller et détruire beaucoup de maisons, massacrer plusieurs gentilshommes, et l'on assure même qu'elle s'étendit jusques au violement de quelques femmes de qualité, tombées malheureusement entre les mains de cette populace effrénée. Le principal chef de ce soulèvement fut Hippolito Pastina, dit vulgairement Polito Pastina, homme hardi, entreprenant, et qui, après s'être rendu maître de cette grande cité, et avoir contraint le comte Carlo Francesco Serbellone, Milanais, président de cette province, de s'enfuir à Naples, avec tous les officiers de l'audience royale, commença à courir et à ravager la campagne voisine,

conviant par son exemple le reste de la principauté à l'imiter, et à se servir d'une occasion si favorable pour se venger de leurs communs ennemis. La Cava, cité fort antique, et dont le peuple est extrêmement courageux, San-Severino, qui donna son nom à l'illustre famille qui le porta, et qui le fit éclater si fort dans l'histoire, et Avellino, érigée en principauté, n'eurent pas beaucoup de peine à suivre ses traces; dans un moment cet incendie embrasa les plus belles villes, et les plus puissans casals de toute cette belle province. Polito Pastina ayant le cœur enflé de l'heureux succès de ses armes, marcha à la tête de plusieurs bandits ramassés, et de quantité de populaires, courut et saccagea jusqu'à la Terre de Labour, ayant même pris Scafati, poste important pour le passage de la rivière de Sarno, et pour la communication de Naples avec Salerne.

CHAPITRE III.

Suite et progrès de la révolte des provinces. — Étrange consternation de tout le corps de la noblesse, laquelle enfin se résout de s'armer et de se mettre en campagne. — Premiers progrès du comte de Conversano et du marquis del Vasto. — Assemblée générale de toutes les troupes dans la cité d'Averse.

Dans le même tems que les provinces les plus proches de la cité de Naples faisaient paraître de cette sorte la haine qu'elles avaient pour l'Espagne et pour la noblesse, celles qui en sont les plus éloignées ne témoignaient pas moins d'ardeur pour cette commune vengeance. La Calabre ne fit qu'un feu des deux parties qui la forment, outre une infinité de casals, de terres, et de petites villes qui se soulevèrent. Cosence, cité importante, et capitale de la Calabre, que l'on nomme de çà du Phare, secoua tout à coup le joug des Espagnols et du grand duc de Toscane, qui en possède le domaine, et en chassa les officiers. Catanzaro, qui n'est pas moins fameuse que l'autre, et qui est la première de l'autre Calabre, brûla les maisons des partisans des gabelles, avec plus d'inhumanité que Naples n'avait fait. La plus grande

partie de la Basilicate suivit leur exemple, aussi bien que la terre de Bari, où la populace poussa la noblesse de tous côtés. L'Abbruzze, malgré tous les soins que don Michele Pignatelli, président et gouverneur des armes, prit pour prévenir ces tumultes, ne fit pas moins de violences, et ne commit pas moins d'excès. Enfin, de tant de provinces et de tant de cités, de villes, de terres et de casals, que contient le royaume de Naples, il ne resta aux Espagnols que quelques places et châteaux sans vivres, sans munitions, et presque sans défense, n'étant gardés que par un petit nombre d'hommes, dont la plus grande partie n'était composée que de vieux soldats inutiles et morte-payes. Mais si les ministres d'Espagne se trouvaient bien embarrassés dans le fort de cette révolte, qui, sans donner un coup d'épée, leur ravissait le plus beau sceptre que possédât leur monarchie, la noblesse de ce royaume ne parut guère moins surprise, quand elle se vit tout à coup foulée aux pieds par ses vassaux, forcée à quitter ses maisons, et attaquée et poursuivie de tous côtés par cette même populace, que, peu de jours auparavant, elle traitait comme un esclave : les gentilshommes qui habitaient dans les cités soulevées étaient contraints de déserter, et de s'enfuir à la hâte, laissant leurs maisons et leurs biens à la merci de la fureur d'un impitoyable ennemi. Les princes, les ducs, les marquis, les comtes et les barons principaux de ce royaume, abandonnant leurs châteaux pour mettre en sûreté leurs vies, se

voyaient forcés d'aller chercher des asiles de tous côtés, pour être à couvert de la rage de tant de vassaux révoltés. Don Andrea d'Avalos, prince de Montesarchio, s'étant, avec beaucoup de péril, sauvé de l'île d'Ischia, où le peuple l'avait assiégé, se retira à Naples, auprès du Vice-Roi. Don Tiberio Caraffa, prince de Bisignano, don Diomède, son neveu, et Ignatio Piccolomini, comte de Celano, se réfugièrent à Rome, chez le cardinal Caraffa, leur parent, et le duc de Matalone, chassé de Naples et de toutes ses terres, se sauva avec bien de la peine dans la forteresse del Vasto, appartenante à don Francesco d'Avalos, marquis de Pescara et del Vasto, son beau frère.

Dans le point de tant de soulèvemens survenus parmi les provinces, et des persécutions de la noblesse, don Giovan Girolamo d'Aquaviva, comte de Conversano, se trouvait à Naples, où il s'était rendu, aussi bien que plusieurs autres personnes de sa condition, pour assurer les ministres d'Espagne de son zèle, et pour leur offrir son service dans ces rencontres ; ce comte était considérable, non-seulement par la grandeur de ses richesses et de sa maison (l'une des plus illustres du royaume), mais encore par son crédit et par son courage, son humeur fière et violente, et les excès qu'il avait commis dans ses terres, et dans les provinces (où il semblait en plusieurs rencontres, user des droits de souverain) lui avaient causé beaucoup de démêlés avec les Espagnols, qui, de plus, le considéraient comme

le chef d'une maison de la faction Angevine : mais le péril où ils étaient les obligeant de regarder les services qu'ils en pouvaient tirer pour lors, plutôt que les fautes passées, et sachant le pouvoir qu'il avait dans les provinces de Bari et d'Otranto, où il possédait plusieurs grandes et belles terres, et où l'asile qu'il donnait aux bandits en attachait une infinité à ses intérêts, ils lui témoignèrent qu'ils seraient bien aises qu'il fît un voyage dans ce pays, pour tâcher d'amortir les troubles qui faisaient soulever les peuples contre leur souverain et contre la noblesse. Animé par leurs caresses, mais plus encore par les nouvelles de la révolte de Nardo, ville de considération dans la terre d'Otranto, dont il était duc, il se résolut d'y aller en toute diligence, et partit avec plusieurs autres personnes de qualité, sur une galère que le Vice-Roi lui fit donner pour ce sujet, d'autant que les passages du côté de la terre lui étaient presque tous fermés par les révoltes journalières qui survenaient dans ces provinces. Dès qu'il fut arrivé dans son pays, et dans les lieux qui ne s'étaient point soulevés, il travailla de tout son possible à lever des troupes, et fit, en peu de jours, quinze cens fantassins et trois cens chevaux, avec lesquels il se mit en campagne, et alla assiéger Nardo, faisant rouler pour cet effet six fauconneaux, plus capables d'effrayer le peuple, que de faire beaucoup de mal. A peine ce petit camp volant commença-t-il à marcher, qu'il s'augmenta de jour en jour par une infinité de

bandits, qui, attirés par l'espérance du pillage, et de la grâce que le comte leur faisait espérer des Espagnols, se rendaient près de lui de toutes parts. En même tems don Francesco d'Avalos, marquis del Vasto et de Pescara, se mit aussi en campagne avec un bon nombre de troupes levées à ses dépens, et agissant de son côté avec autant de chaleur et de diligence que le comte de Conversano faisait du sien ; les premiers progrès de leurs armes ramenèrent dans le devoir quelques lieux qui s'en étaient écartés, et retinrent dans l'obéissance plusieurs qui commençaient à s'ébranler. Le bruit de ces heureux succès s'étendit bientôt jusqu'à Naples, où il fit divers effets ; les Napolitains soulevés en eurent beaucoup de déplaisir, craignant que si les peuples des provinces révoltées venaient à être soumis par cette voie, la noblesse ne réunît leurs forces aux siennes, et ne vînt fondre tout à coup sur eux ; les seigneurs et les gentilshommes en témoignèrent une extrême joie, pensant que, par ce moyen, ils pourraient tout en même tems se venger de la populace, et se rendre considérables aux Espagnols : mais le duc d'Arcos les regarda avec une satisfaction mêlée d'une grande crainte : il les contempla avec plaisir, voyant châtier ces peuples, qui avaient secoué le joug ; mais il les considéra avec appréhension, remarquant dans ces rencontres, que si une fois la noblesse avait les armes à la main, dans les provinces, il serait assez difficile aux ministres de la gouverner à leur gré ; que le

comte de Conversano était d'une maison qui fut de la faction Angevine, que cette passion, qui passe de père en fils dans ce royaume, étant jointe au ressouvenir de la prison et de tant d'autres mauvais traitemens qu'il avait soufferts des ministres espagnols, le pourrait peut-être obliger à se déclarer pour la France, au cas que l'armée navale, qu'elle préparait à Toulon, allât débarquer vers ses côtes; que si cela n'arrivait pas, on aurait lieu d'appréhender que cette noblesse, irritée si justement contre les peuples, ne gardât aucune mesure dans ses vengeances dans la guerre qu'elle leur faisait d'elle-même, et qui, leur ôtant tout espoir de réconciliation, les pourrait forcer d'appeler les étrangers à leur secours, et qu'ainsi la fidélité, ou l'infidélité du comte, et du reste de la noblesse armée dans les provinces, étaient également à craindre.

Quelques jours après, le comte de Conversano, et le marquis del Vasto envoyèrent chacun un gentilhomme au Vice-Roi, pour lui donner avis du progrès de leurs armes, et pour l'assurer qu'ils ne s'étaient mis en campagne que pour réduire leurs sujets dans leur ancienne obéissance, que bien que leur juste colère les conviât à ne donner aucun quartier à ces rebelles, ils ne voulaient point abuser des avantages qu'ils avaient dans ces heureux commencemens, et qu'ils n'employeraient l'épée que quand la douceur serait tout à fait inutile; que néanmoins si leurs personnes et leurs armes pouvaient servir plus utilement vers

Naples, ils étaient tout prêts de partir et de s'y rendre en diligence. Le Vice-Roi les assura, par leurs envoyés, qu'il était très-satisfait de leur zèle et de leurs progrès, qu'il ferait valoir leurs services de la bonne sorte en Espagne, qu'il approuvait extrêmement la réduction de leurs terres et des autres places rebelles; mais que le salut de l'État dépendait de celui de Naples, que les seules forces d'Espagne, qu'il avait en main, ne pourraient réduire dans l'obéissance, et qu'il les priait (comme il faisait à tous les grands seigneurs qui pouvaient armer) de venir au plus tôt à Naples.

Un peu après le retour de ces envoyés, le marquis del Vasto se retira chez lui, afin de préparer toutes choses pour le secours que demandait le duc d'Arcos : mais le comte de Conversano, étant furieusement piqué contre ses sujets de Nardo, ne laissa pas d'en continuer le siége, et de faire tout son possible pour la prendre avant son départ.

Comme il ne faut souvent qu'une action pour faire changer la face des affaires dans un État, et que les hommes sont des animaux de compagnie, que l'exemple et l'émulation font marcher plus vigoureusement que la justice de la cause qui les oblige à se mouvoir, plusieurs autres princes, ducs, marquis et comtes du royaume, réveillés et encouragés par les bons succès des armes du comte de Conversano et du marquis del Vasto, se rendirent dans les lieux ou ils pouvaient en assurance faire des levées de troupes,

et ensuite prirent la route de la Terre de Labour pour y faire leur place d'armes; le duc de Matalone, marchant à la tête de quatre cens hommes de pied, et de trois cens chevaux, s'y rendit après avoir passé et surmonté tous les obstacles qui s'opposèrent à sa route. Dès son arrivée il fut introduit dans la cité d'Averse, par le crédit de l'évêque, son parent, par la noblesse et bourgeoisie de la ville, que ce prélat gouvernait, qui, ayant reçu avec joie ce duc, lui donnèrent moyen de désarmer la populace qui suivait le parti de celle de Naples. Cette cité fut fondée par Averso, capitaine normand, et depuis augmentée et embellie par Robert Guiscard, duc de Calabre et de la Pouille; elle est des plus grandes et des plus peuplées de toute la Terre de Labour, assise dans une campagne très-fertile, environnée de trente-deux casals, tous riches et fort peuplés, qui dépendent d'elle, et à sept milles de Naples, sur le grand chemin de cette cité à Rome. Les Napolitains apprirent, avec un regret très-sensible, la nouvelle de la perte de cette ville, où, dès le même instant, la noblesse établit la place d'armes de ses troupes, et les magasins des vivres et des munitions nécessaires pour leur subsistance.

Quelques jours après, le prieur de la Rochelle dépêcha une felouque des côtes de Calabre au Vice-Roi, pour lui donner avis qu'il marchait en toute diligence vers Naples; avec les gens qu'il avait levés et ramassés dans les terres du prince son père, que s'étant casuellement rencontré

près de Paula, dans le tems que la populace soulevée avait assiégé le château de Fuscaldo, où était la femme de Giovan Baptista Spinelli, marquis de Fuscaldo, l'un des plus grands seigneurs du royaume, il avait forcé les assiégeans de se retirer, chassé ensuite Paolo Spinelli de ce château et de la terre de Latanico, et qu'il ménageait un traité secret avec le chef de la populace de Cosence, afin d'avoir, par son moyen, des munitions et des vivres pour les troupes royalistes. Le Vice-Roi, très-content de ces nouvelles, lui renvoya sa felouque en toute diligence, lui donnant ordre de conclure au plus tôt cette négociation, et de passer incontinent après à la terre del Pizzo pour s'y joindre avec les gens du duc de Nocera, lui promettant que don Juan d'Autriche lui enverrait des vaisseaux pour porter les uns et les autres à Naples.

Cependant l'armée de la noblesse grossissait de jour en jour dans Averse et dans son voisinage, où, peu après le duc de Matalone, arrivèrent le comte de Conversano avec trois de ses enfans, à la tête de huit cens chevaux; Carlo Caraffa, chef de cette illustre famille, et duc d'Andria, et de Gelsi, avec huit cent cinquante conduits par don Ettore Caraffa, son frère. Ferrante Caracciolo, duc di Castel di Sangro, avec ceux qui avaient été levés par l'évêque d'Averse, dans ses terres, commandés par don Francesco Caraffa, aussi son frère, Antonio de Guevara, duc de Bovino, Baldassare di Capoua, prince di Rocca

Romana, Andrea d'Avalos, prince de Montesarchio, Giuseppe Caracciolo, prince della Torella, Diego d'Avalos, prince d'Isernia, Girolamo Caracciolo, marquis de Torrecusa, le marquis del Vasto, le marquis de Fuscaldo, Giuseppe Caracciolo, prince d'Avellino, Fabrizio Pignatelli, duc de Monteleone, Girolamo Caracciolo, duc de Girifalco, Daniele Ravaschieri, prince de Belmonte, Gio Angelo Barrile, duc de Caïvano, Francesco de Vargas, duc de Cognano, Ignatio Piccolomini, comte de Celano, Cesare Boncompagni, duc de Sora, le duc de Martina, le prince de Montemiletto, et plusieurs autres feudataires du royaume, avec les troupes qu'ils avaient levées en divers endroits, et qui faisaient environ quatre mille chevaux, et quelque peu de fantassins.

Mais l'arrivée de tant de personnes de qualité et d'un secours si glorieux, réveilla dans l'esprit du Vice-Roi la crainte et les soupçons que les premiers progrès de leurs armes y avaient fait naître. Il se figurait à toute heure voir dans le golfe de Naples l'armée navale de France, il savait qu'il n'y avait guère de grands seigneurs dans le royaume qui ne fussent bien aises d'y voir arriver quelque changement qui les pût venger des mépris ou des injures que les Espagnols leur avaient faites en cent rencontres; et de plus il n'ignorait pas les secrètes intelligences que les ministres de France, en Cour de Rome, avaient dans l'État; il ne faisait que de sortir de la peur où il s'était vu que le comte de Conversano ne

les écoutât dans le tems qu'il était en la terre d'Otranto et de Bari, où il eût pu recevoir l'armée navale de France, et lui donner moyen de se loger aux plus commodes et meilleurs postes du royaume, ce qu'il n'avait plus craint depuis qu'il avait su le bon accueil que le marquis de Fontenay-Mareuil, ambassadeur de France à Rome, avait fait au marquis de l'Achia, non seulement en le logeant chez lui, mais encore en négociant, par son moyen, des entreprises dans l'État; ce marquis avait été fort maltraité par le comte de Conversano dans son pays, où ce comte avait plus de biens et d'amis que lui, ce qui l'avait obligé d'en sortir ne pouvant pas se défendre d'un ennemi aussi vindicatif que puissant, et ce malheur (joint à la mort de don Ferrante delli Monti, son parent, à qui les Espagnols avaient fait couper la tête à Naples, dans l'opinion d'une secrète intelligence qu'ils croyaient qu'il eut avec le prince Thomas de Savoie) l'obligea de se retirer à Rome, où le marquis de Fontenay le considéra comme un homme fort accrédité dans le royaume, le reçut et lui confia une partie des projets qu'il y ménageait, sans songer que la confiance qu'il lui témoignait si ouvertement, lui ôtait les moyens d'acquérir le comte de Conversano, qui se pouvait dire maître de deux provinces, et lequel en effet parut depuis plus zélé pour l'Espagne qu'il n'avait fait auparavant.

CHAPITRE IV.

Diverses propositions faites touchant l'élection du chef des armes de la noblesse, laquelle enfin honore de cette dignité don Vincenzo de Tuttavilla. — Attaques des postes de Marano et d'Antignano, où les Espagnols sont battus. — Arrivée de onze galères espagnoles ou génoises, et le peu de secours qu'elles apportent au Vice-Roi.

Dès le moment que ce grand nombre de seigneurs parut dans Averse, on songea à élire un chef capable de régir le corps le plus illustre de l'État. Si l'on n'eut pas beaucoup de peine à juger qu'il en fallait un, puisqu'un corps sans tête n'est pas plus monstrueux et inutile qu'une armée sans général, on fut assez embarrassé à faire ce choix : de le prendre hors de leur corps, ils ne voyaient guères de gens dans le pays qui fût digne d'un si haut et si noble emploi, ni même à qui ils le pussent confier avec assurance : de le choisir dans leur corps, il était assez difficile, d'autant que si l'intérêt de l'État et le désir de la vengeance les unissaient en ce moment, les anciennes divisions qui étaient entre leurs familles, soit à cause des factions des maisons d'Anjou et d'Aragon, soit pour raison des pré-

séances, et de tant de vieilles querelles qui les troublent depuis tant de siècles, les divisaient aussi bien que cette fierté naturelle qui, sans aucun égard de biens, de dignités et de mérite, semble les rendre tous égaux; toutefois l'âge, la vertu et la réputation de don Carlo della Gatta, si renommé depuis le siége d'Orbitelle, furent assez puissantes, après plusieurs contestations, pour obliger cette noblesse à jeter les yeux sur lui, et à souhaiter qu'il marchât à leur tête dans ces rencontres, où ils avaient besoin non d'un prince, d'un duc, d'un marquis, ni d'un comte, mais bien d'un brave et sage soldat. Il eût accepté cette glorieuse marque de l'estime que l'on faisait de lui; mais la populace de Naples ayant pénétré cette négociation, courut incontinent en la maison de sa femme, située dans les quartiers soulevés, d'où la tirant avec violence, elle fut conduite en une autre, où le peuple lui donna des gardes, faisant dire ensuite à don Carlo della Gatta, qu'on la ferait mourir s'il acceptait ce commandement.

Ces menaces l'obligèrent de s'excuser, et de refuser cet emploi. On proposa le cardinal Trivulzio, Milanais, qui, avant que d'être cardinal, avait long-tems porté les armes en Allemagne, et qui, ayant été destiné pour Vice-Roi de Sicile, se trouvait en ce tems à Naples. Ce cardinal, quoique très-capable de remplir dignement la place que la noblesse lui offrait, la refusa sous prétexte, qu'étant cardinal et Vice-Roi de Sicile,

il ne pouvait accepter un emploi qui l'obligerait de dépendre et de recevoir les ordres du Vice-Roi de Naples : mais le secret motif de ce refus ne fut autre que la crainte qu'il eut de se mettre à la tête d'une noblesse superbe, divisée et peu disciplinée, quoique fort brave, croyant qu'il aurait plus de peine à régir ses amis, qu'à surmonter ses ennemis.

Sur ce refus, on proposa au duc d'Arcos de sortir de Naples, et de se mettre à la tête de cet illustre corps; mais il eut peur de se rendre plus odieux que jamais, s'il devenait chef d'un parti si haï de la populace, avec laquelle il espérait toujours que le tems l'accommoderait : il crut aussi qu'il ne devait pas abandonner la ville, et s'excusa sur ses indispositions, qui ne lui permettaient pas d'être toujours à cheval.

On proposa ensuite don Vincenzo de Tuttavilla, Napolitain, et lieutenant-général de la cavalerie du royaume; et pendant que l'on travaillait à surmonter les obstacles qui se rencontraient en cette proposition, à cause de la répugnance que ces seigneurs avaient de se soumettre à un égal, ou à celui que peut-être ils estimeraient au-dessous d'eux, l'aversion qu'ils avaient tous pour la populace, fit que chacun déféra la conduite de toutes les choses qui les concernaient, au duc de Matalone, comme à celui qui devait être son formidable ennemi, et son plus cruel persécuteur : mais les affaires de l'État, aussi bien que leur particulier intérêt, ne leur permettant pas

de tant raisonner sur le choix d'un chef, sans lequel ils ne pouvaient agir, la nécessité commune fit la loi à la fierté napolitaine, et chacun ayant reconnu que si, dans la paix, la naissance, le bien et la grandeur précèdent l'expérience militaire, celle-ci les doit précéder sans doute à son tour durant la guerre; don Vincenzo de Tuttavilla, l'un des plus sages et des meilleurs officiers de tout le royaume, fut nommé et reçu d'un consentement commun pour général de la noblesse, avec l'approbation du Vice-Roi, le dix-huitième jour du mois d'octobre. Outre les bonnes qualités qui obligèrent ses égaux à lui céder ce suprême rang, sa naissance n'était pas moins considérable que celle des autres; sa maison, qui est du siége de Porto, est venue de France, par Guillaume d'Estoutteville, qui, étant allé à Rome avec le cardinal de Bourbon (dont il avait l'honneur d'être parent), s'y maria avec une dame romaine, de laquelle il eut deux enfans, appelés Jérôme et Augustin, et, après la mort de sa femme, sa piété et sa bonne fortune lui faisant embrasser la profession ecclésiastique, il fut fait archevêque de Rouen, et cardinal en l'an 1439, par le pape Eugène IV; et s'étant ensuite retiré à Rome avec ses enfans, il leur laissa beaucoup de biens à Frascati et à Genzano, avec douze mille écus de rente sur la douane du patrimoine, dont Jérôme, l'aîné, ayant eu la meilleure partie, il arriva que dans les guerres des Français et des Aragonais dans le royaume de Naples, ce gentilhomme

s'alla offrir à don Ferrante II d'Aragon, à la tête d'une compagnie de cavalerie, levée à ses dépens, et le servit si dignement, que ce prince, après s'être rendu maître paisible du royaume, l'obligea à s'y retirer, et lui donna le comté de Sarno, outre plusieurs autres bienfaits qui ont rendu cette famille considérable dans l'État.

Dans le tems que le duc d'Arcos témoignait à toute cette noblesse la satisfaction qu'il avait du choix qu'elle avait fait de la personne de don Vincenzo de Tuttavilla, ce Vice-Roi, étant du nombre de ces esprits qui ne jugent du prix des choses que par leur perte, reconnut le manquement qu'il avait fait au commencement des tumultes, en laissant occuper aux soulevés la grotte où passe le chemin qui va de Naples à Pouzzoles, dont la communication mutuelle lui était entièrement nécessaire pour l'abondance des vivres et des rafraîchissemens qu'il tirait journellement de cette agréable ville si chérie des vieux romains. Cette grotte est un ouvrage de la magnificence romaine, attribué, par quelques auteurs, à Coccéius; par d'autres à Bassus et par plusieurs à Lucullus : elle est taillée dans la roche vive, sous la colline de Posilippe, de la largeur de trois chariots de front, et d'un mille de longueur, ayant près de son embouchure qui regarde Naples, la sépulture de Virgile. La populace s'en était judicieusement saisie, et avait fortifié son entrée du côté de Pouzzoles avec un bon retranchement. Le duc d'Arcos, jugeant combien il lui importait

de r'avoir ce passage, en commit le soin à don Vincenzo de Tuttavilla, qui, suivi du colonel Goëlans, avec soixante hommes de son régiment de cavalerie Bourguignonne, de trois cens fantassins espagnols ou italiens, et de deux cens napolitains de leur parti, passa par mer vers les quartiers d'autour de Pouzzoles, afin de grossir ses troupes de celles de la noblesse logée dans le voisinage, alla ensuite attaquer Marano, casal tenu par la populace, laquelle, après quelques escarmouches, fut, par une attaque assez vive, contrainte de l'abandonner.

Ce succès lui donnant le moyen de poursuivre son entreprise, il partit le 24 d'octobre de Marano, avec toutes les troupes et trois canons, et prit le chemin de Pouzzoles : mais cette route étant fort raboteuse, étroite en divers endroits, et bordée de précipices, où la cavalerie est inutile, il fut à peine dans les lieux les plus malaisés de ce chemin, que les populaires, qui en savaient les avantages, le chargèrent si vigoureusement, qu'ayant dès l'abord mis en fuite les Napolitains et les troupes de la noblesse qui marchaient, rien ne leur résista que le baron de Goëlans avec ses Bourguignons et cent Espagnols, lesquels, après avoir combattu pendant cinq heures, furent enfin contraints de se retirer avec la perte de don Ferrante di Molina, commissaire-général de la cavalerie du royaume, de trois canons et de tous leurs bagages, qui demeura au pouvoir de la populace.

Le duc d'Arcos', outre le dessein d'ouvrir le chemin de Naples à Pouzzoles, résolut aussi de se rendre maître de celui de cette cité à Averse, tant pour la communication des troupes, que pour l'abondance des grains, et d'autres sortes de victuailles qui se trouvaient en cette ville. Comme il avait commis l'entreprise de celui de Pouzzoles à don Vincenzo de Tuttavilla, il confia celle-ci au baron de Batteville (qui faisait la charge de mestre-de-camp-général dans Naples), lui ordonnant d'attaquer le poste d'Antignano, occupé par la populace soulevée. Ce casal est situé parmi des sentiers et des détours entrelassés, qui, par la voie de la montagne, et d'un circuit assez long et rude, vont du grand chemin d'Averse, aboutir à un mille près du château Saint-Elme. Quoique le baron de Batteville eût de la répugnance pour ce dessein, et qu'il eût représenté au Vice-Roi qu'il devait ménager ce peu de forces qu'il avait, que ce poste étant gardé par un grand nombre de populaires fortifiés, coûterait beaucoup à prendre, et que, quand même il serait pris, on aurait peine à le conserver, à moins que de vouloir dégarnir les postes de la cité plus considérables que celui-là, il fut obligé d'obéir à l'ordre exprès du duc d'Arcos, et marcha pour l'exécution de cet ordre avec trois cens Espagnols, Napolitains et Calabrois, que lui avait envoyés le duc de Monteleone, et une vingtaine de Bourguignons du régiment de Goëlans. Etant arrivé à la maison de don Giovan Osorio, gardée par des populaires, il divisa ses attaques en deux : l'une pour cette maison, et l'autre pour les passages d'Antignano, de Vomero et de l'Arenella. Le baron de Batteville ayant emporté cette maison après avoir essuyé une décharge de plusieurs mousquetades, y logea quarante Napolitains, et ensuite se rendit maître de ce petit village, que les habitans abandonnèrent après une légère défense; mais comme il se voulut retirer, les populaires se servant de l'avantage des chemins couverts, et bordés de buissons, aussi bien que du désordre de ses troupes, qui, dès qu'elles furent entrées dans ces lieux, se débandèrent, et ne songèrent plus qu'à saccager les maisons, il fut contraint de rappeler les quarante Napolitains qu'il avait laissés dans la maison de don Giovan Osorio, pour favoriser sa retraite, qu'il fit en combattant toujours avec les populaires, qui le poussèrent jusques au poste de Saint-Martin, défendu du château Saint-Elme.

Les succès des attaques de Marano et d'Antignano, arrivés en un même jour, enflèrent tellement le cœur de la populace de Naples, que dans les postes de la cité, où les royalistes et les soulevés étaient incessamment en vue les uns des autres, on n'entendait parmi ceux-ci que cris de joie, que risées et moqueries des Espagnols et de la noblesse, dont l'affliction fut un peu tempérée le lendemain par l'arrivée des galères d'Espagne, et de l'escadre de celles de Gênes,

au nombre de onze, avec le duc de Tursi, Génois, de la maison Doria, lieutenant-général de don Juan d'Autriche, et don Denis de Guzman, mestre-de-camp-général de l'armée royale; mais le peu de soldats qui en débarquèrent, augmentant plutôt l'espérance que les forces des Espagnols, donna sujet aux populaires de continuer leurs railleries, disant qu'il ne fallait pas tant de galères pour porter un si petit nombre de gens. Le Vice-Roi fit un fort bon accueil à don Denis de Guzman; et le baron de Batteville, qui faisait sa charge, se retira incontinent au palais : mais les indispositions de don Denis, et l'estime que don Juan d'Autriche et le duc d'Arcos faisaient du baron de Batteville, les obligèrent à lui commander de continuer à faire cette charge, comme il avait fait par le passé.

CHAPITRE V.

Divers effets que les nouvelles du soulèvement de la ville et du royaume de Naples produisent dans la Cour de Rome. — Sentimens des partisans de France et de ceux d'Espagne. — Réflexions du comte d'Ognatte, ambassadeur du Roi Catholique et du marquis de Fontenay-Mareuil, ambassadeur de France. — Motifs du voyage et du séjour du duc de Guise en cette Cour.

Le bruit que fit le soulèvement de Naples, fut trop grand pour n'aller pas jusques à Rome. A peine Masanielle eut commencé cette révolte, qu'on en sut les premiers emportemens au bord du Tibre, par l'arrivée des felouques de Procida et de Pouzzoles, qui journellement y abordent chargées de ces beaux et délicieux fruits dont la nature est si prodigue dans ces deux agréables lieux. La première nouvelle qu'on en eut par ce moyen, passa pour impossible et pour ridicule; mais la confirmation et ses suites passèrent pour inouies et pour merveilleuses. La cour de Rome, où l'on peut dire que la politique spéculative est dans son exaltation, l'envisagea d'autant de côtés qu'il y a d'intérêts divers qui la meuvent; comme on sait que Rome, qui fut la maîtresse

de l'univers, est la mère de tout le monde, qu'elle embrasse indifféremment toutes sortes de nations, que ses enfans originaires méprisant la neutralité naturelle de l'Italie, s'imaginent que le penchant de la balance leur est plus avantageux que l'équilibre, et épousent les factions des Princes auxquels ils s'attachent, et dont ils sont pensionnaires; que les intérêts de la France et de l'Espagne, dans ce siècle, sont les deux principaux pivots qui meuvent toute cette cour; il est certain qu'elle se vit partagée dans ce moment, par la part que chacun prit en cette étrange et soudaine révolution; chacun en fit des jugemens suivant le degré de sa bile ou de son flegme, et pour mieux dire, suivant l'intérêt de son attachement. Les partisans de France publiaient ces nouvelles avec une joie qui éclatait sur leurs visages, et assuraient hautement que c'était à ce coup que Naples et tout son royaume, suivant l'exemple de la Catalogne et du Portugal, allaient rompre les chaînes de leur servitude avec la même promptitude et la même facilité que ces deux États avaient fait voir, dans leur dernier soulèvement, qu'il y avait grande apparence que Milan en ferait autant; et qu'ainsi l'Espagne peu à peu perdrait sans peine, et par la faute et les excès de ses ministres, ce grand nombre de couronnes qu'elle avait peu à peu gagnées ou usurpées sans raison. Au contraire, les partisans de cette monarchie cachaient leur étonnement et leur déplaisir sous la feinte d'un mépris de cette révolte, et témoignaient publiquement que ce n'était qu'un

feu de paille, qu'on verrait s'éteindre aussi vite qu'on l'avait vu s'allumer, qu'on n'avait pas sujet de craindre une populace effrénée, que la seule fureur guidait, et qui, par la même inconstance qui lui faisait quitter la voie qu'elle suivait auparavant, y pourrait bientôt revenir, que les parties les plus nobles et les plus saines de l'État n'étaient point infectées de sa noire contagion, que l'Espagne aurait le moyen de châtier les soulevés, et les remettre sous le joug, en demeurant les bras croisés, et laissant faire la noblesse, qui, irritée des affronts reçus en cette occasion, la vengerait en se vengeant, et que, pendant que les seigneurs de ce royaume videraient, leurs querelles avec le peuple, à leurs dépens, les Espagnols auraient le tems de ramasser toutes les forces nécessaires pour pouvoir regagner l'État : mais don Inigo Velez de Guevara, comte d'Ognatte et ambassadeur du Roi Catholique à Rome, ne regarda pas cette révolution de cette manière : cet esprit aussi éclairé et pénétrant qu'ambitieux et avide de cette gloire qui couronne les grands desseins et les fameuses entreprises, considéra dans ce moment que le soulèvement de Naples était extrêmement à craindre : que l'histoire de son royaume faisait voir que son trône était aussi sujet à des secousses, que ses plaines et ses montagnes le sont aux tremblemens de terre : que l'inconstance de ses peuples, qui abhorre le tems présent, et ne recherche que l'avenir, y reçut tantôt les Français, et tantôt les Aragonais, estimant toujours

beaucoup plus l'objet éloigné que le proche : que quand on n'aurait pas sujet de craindre leur humeur volage, on aurait lieu d'appréhender le désespoir où l'avarice et la rigueur des Espagnols les avaient peu à peu réduits; qu'il n'est rien de si redoutable qu'un peuple qui, dans sa misère, s'imagine qu'il aura plus d'avantage à mourir qu'à vivre; que la noblesse, quoique armée pour l'Espagne, contre le peuple, n'était pas si mal avec lui que leur accord ne se pût faire, comme se fit celui des chiens de la fable, lesquels aboyant et se mordant les uns les autres, mirent en oubli leurs querelles pour se ruer tous sur le loup, leur plus naturel ennemi : que si cela n'arrivait pas, le parti qui succomberait sous l'autre, pourrait appeler les étrangers à son secours, et leur donner par cette voie une entrée dans le royaume, comme il s'est vu aux siècles passés : qu'il y avait grande apparence que la France ne perdrait pas une si belle occasion d'éloigner la guerre de ses frontières, en la portant dans un pays trop important à la monarchie d'Espagne, et qu'elle emploierait toutes ses forces pour tâcher de l'y entretenir : que l'état présent des affaires d'Espagne ne permettait pas qu'elle fît tête à tant de bras qui l'attaquaient de tous côtés : que si la France se savait servir de cette conjoncture, elle pourrait faire durer long-tems la guerre à peu de frais, et avoir, quand elle voudrait, une paix très-avantageuse : que son maître ne pouvant pas conserver Naples par ses forces, il fallait que sa politique suppléât

à son impuissance : que la prudence ferait plus que la valeur en ces rencontres : que les talens qu'il possédait, lui pourraient donner le moyen de servir le Roi Catholique dans une affaire où il pourrait sauver le plus beau de ses sceptres, et qu'il lui fallait, à ce sujet, travailler de tout son possible, afin d'être envoyé à Naples, à la place du duc d'Arcos.

Ces réflexions furent suivies de plusieurs assemblées du conseil d'Espagne à Rome, composé des cardinaux, de l'ambassadeur, des prélats et des principaux seigneurs de cette faction.

Comme Madrid est trop loin de Rome pour pouvoir agir dans les affaires qui ne dépendent que d'un certain point et de cette occasion, qui, prise aux cheveux, en rend l'issue aussi favorable que funeste quand on la perd, les rois d'Espagne ont prudemment établi ce conseil dans Rome, en lui donnant un plein pouvoir d'agir dans les nécessités urgentes où la remise et le délai pourraient être préjudiciables. C'est là que les Vice-Rois de Naples, et les gouverneurs de Milan rendent compte de ce qui se passe dans ces États, et c'est là, que sur les avis du duc d'Arcos, on cherchait les remèdes des maux qu'il y faisait savoir. Dans la première nouvelle qu'il donna du soulèvement de la populace, il fut extrêmement blâmé, et tous les assemblés jugèrent qu'il avait manqué de conduite, pour ne pas dire de courage, en ne prévenant pas l'effort d'un peuple qui ne déchaîna contre lui les Lazares, qu'afin de lui

tâter le pouls : qu'il ne fallait pas s'étonner si tout le gros avait suivi cette ridicule avant-garde, qui s'était rendue maîtresse de son palais, sans autres armes que des cannes et des bâtons, et qu'il avait laissé dormir sa prudence, durant le tems qu'on l'avertissait des murmures des Napolitains, qui devaient le convier à se parer de ces tonnerres, qui pourraient éclater et tomber sur lui, après avoir grondé long-tems. Le comte d'Ognatte, qui désirait le détruire sans témoigner de le vouloir, tâcha d'excuser sa conduite, mais ce fut par de si faibles raisons, qu'il le laissait tomber en feignant de le soutenir. Toutes choses examinées, il fut conclu dans cette assemblée, que l'on informerait en diligence le conseil d'Espagne à Madrid, des périls que courait le Roi Catholique de perdre Naples; qu'encore que la négligence du Vice-Roi parût fort grande, on chercherait les remèdes les plus propres et que la saison permettrait d'y employer, en attendant que par des forces considérables, on se vît en état de réduire la populace à son devoir. Ensuite de ces délibérations, le comte d'Ognatte dépêcha plusieurs courriers en Espagne, à Milan, et particulièrement à Naples, donnant avis au Vice-Roi de quelle manière les ministres de Rome jugeaient qu'il se devait conduire : mais le duc d'Arcos témoigna par ses réponses qu'il n'avait pas tant besoin de conseils et de remontrances, que de soldats et d'argent, et que toute la politique serait bien empêchée dans l'assiette où il se trouvait, où toutes ses forces

étaient réduites à un petit nombre d'Espagnols et de Bourguignons; où il avait autant à craindre ses amis que ses ennemis; où l'Espagne était sans argent, les forteresses sans défense, sans munitions et sans vivres; les peuples soulevés, sans crainte, et, ceux qui demeuraient dans le devoir, sans pain.

Pendant que le comte d'Ognatte et les partisans de sa nation travaillaient de tout leur possible pour le service de leur maître, le marquis de Fontenay Mareuil, ambassadeur de France en cette cour, songeait de quelle manière il pourrait profiter, en faveur du sien, de l'avantage le plus grand que la France pouvait jamais avoir sur l'Espagne. Ce ministre, sage, zélé, et qui avait donné à cette cour des marques de sa vigueur dans plusieurs rencontres, où il s'agissait de l'honneur ou de l'intérêt de la France, apprit avec beaucoup de joie les premières nouvelles du soulèvement de Naples, qu'il ne sut pourtant que par la voix publique; car soit qu'il n'ajoutât que peu de foi aux avis qui se débitent à Rome, non seulement de tout ce qui s'y passe, mais encore dans tout le reste de l'Europe, et que l'on peut néanmoins avoir aisément et journellement par le moyen de plusieurs partisans ou domestiques des ministres des princes et des républiques qui résident dans cette cité, et dont la plupart mettent à l'enchère le secret de leur parti et de leurs maîtres; soit qu'il craignît la dépense sur ce sujet, où l'on doit donner l'argent à poignées, et non par compte, et

où souvent il faut semer cent terres ingrates, avant que d'en trouver une fertile; il est certain qu'il n'était pas informé fort fidèlement, ni fort promptement des affaires dont les lumières aboutissent en cette cour, comme des lignes à leur centre : mais sans qu'il lui en coutât rien, il sut, bientôt après, l'état de cette révolution par la bouche de plusieurs Napolitains, qui le recherchant d'eux-mêmes, ou envoyés expressément par des chefs de la populace, ou par des seigneurs du pays, lui apprirent secrètement que Naples et tout son royaume étaient résolus de chasser entièrement les Espagnols, et de se mettre en liberté.

Quoique ces nouvelles touchassent sensiblement l'ambassadeur, il n'y eut personne qui les écoutât avec tant de plaisir, ou qui d'abord y prit tant de part, que le duc de Guise. Je crois qu'il n'est pas nécessaire que je fasse ici la peinture de ce grand prince, que la France a chéri, et que l'Italie a estimé et révéré; chacun sait bien qu'il possédait la plupart de ces glorieux et beaux talens dont la nature se sert pour faire les grands hommes, et que s'il en eût cultivé les fruits aussi bien que les fleurs, et qu'il eût agi pour son bien avec autant d'attachement qu'il faisait pour ses plaisirs, il eût surpassé tous ses pères dans leurs plus grandes actions. Il se trouvait pour lors à Rome, où l'avait conduit le dessein de faire rompre le mariage qu'il avait contracté en Flandre, avec la veuve du feu comte

de Bossu. Il y avait déjà long-tems que le procès en avait été commencé au tribunal de la Rote, par son ordre, et poursuivi par des agens envoyés en cette Cour pour ce sujet; mais une passion nouvelle l'obligeant d'en presser la dernière décision, et voyant que les soins de ses procureurs ne répondaient pas à ses désirs ni à ses impatiences, son amour lui persuada que sa présence ferait plus en peu de jours, que tous ses agens en plusieurs années, et que Rome, qui avait tant d'estime pour son nom, n'en ayant pas moins pour sa personne quand elle le verrait de près, aurait peine à lui refuser tout ce qu'il souhaiterait d'elle. Il fut suivi en ce voyage par le baron de Modène, qui s'était attaché à lui plutôt par une mutuelle et fatale inclination, que par cet intérêt qui meut aujourd'hui la plupart des hommes; comme il avait demeuré quelque tems à Rome, et qu'il savait avec combien de flegme la Rote, aussi bien que la Cour, agit en toutes les affaires, il s'employa de tout son possible pour tâcher de détourner ce prince de ce voyage, et lui représenta plusieurs fois qu'il appréhendait qu'il n'eût pas toutes les satisfactions que son désir lui faisait concevoir : qu'il ne doutait pas que le Pape ne lui fît un très-bon accueil, et ne le traitât de la sorte qu'une personne de son rang, de son nom et de son mérite pouvait justement espérer; mais qu'il craignait que Sa Sainteté, informée qu'il voulait rompre un nœud pour en refaire un autre, que ses parens et ses amis

ne voudraient jamais approuver, et sollicitée d'ailleurs par les Espagnols, protecteurs de la comtesse de Bossu, et très-puissans dans cette Cour, ne concourût secrètement à la durée du procès, et ne favorisât les longueurs et les remises de la Rote, pour le lasser et le contraindre honnêtement à quitter tout, et à s'en retourner en France : qu'il y avait grande apparence que la comtesse de Bossu ne se défendrait qu'en fuyant; qu'ainsi toutes choses tendraient à faire durer une affaire dont l'issue était incertaine, la poursuite longue, épineuse et d'une très-grande dépense, et qui peut-être, par un long éloignement de la Cour, lui ferait perdre des occasions glorieuses de servir le Roi, et se rendre assez considérable à Rome pour convier Sa Sainteté à l'obliger, sans qu'il l'en sollicitât lui-même.

Mais ce prince, qui ne consultait personne dans ses passions, et qui n'ouvrait son cœur à ses plus chers confidens que pour leur faire approuver ses avis, et non pas pour les examiner, méprisa ces réflexions, et partit de Paris pour Rome vers la fin de l'année 1646, suivi du baron de Modène, qui reconnut, bientôt après son arrivée, la vérité de ses raisonnemens : car quoiqu'il fût fort bien reçu du Pape, de dona Olimpia et de tout le reste de la maison de Sa Sainteté, qui prit un soin particulier de s'informer de l'état de son procès, et que dès l'abord on donnât ordre à ses juges de le servir et d'expédier cette cause le plus tôt qu'il leur serait possible, toutes ces

belles apparences ne servirent qu'à lui donner lieu de se moquer souvent du baron de Modène, et l'appeler faux prophète : mais le tems lui apprit que ce fidèle confident ne s'était pas beaucoup trompé. Quoique son affaire eût été consultée par les plus fameux casuistes et jurisconsultes de Rome, et qu'elle fût sollicitée par tous les parens du Pape, et par plusieurs cardinaux et prélats de considération, le procès, au bout de six mois, se trouva dans le même état où il était à son arrivée : cela l'étonna d'autant plus qu'il ne s'était pas proposé des obstacles dans sa poursuite, et qu'il s'était imaginé qu'aussitôt qu'il serait à Rome, il aurait tout ce qu'il voudrait. Ce qui le fâcha le plus dans ce retardement, furent les lettres pressantes et fulminantes de la demoiselle de Pons, qui ayant été le motif de ce voyage, dans l'espérance qu'elle avait que ce prince l'épouserait aussitôt qu'il le pourrait faire, lui écrivait incessamment qu'elle ne savait plus que dire ni que croire sur la longueur du séjour qu'il faisait à Rome, que ces délais et ces remises étaient des effets de la haine que le baron de Modène avait pour elle, et pour ses intérêts, qu'elle le priait de finir l'affaire, ou de s'en retourner pour y prendre d'autres mesures, et voir ce qu'on ferait en France, au cas qu'il ne fît rien à Rome, surtout qu'il ne ramenât point le baron, et lui protestait qu'elle ne le verrait jamais, s'il le gardait auprès de lui.

Il serait assez difficile de figurer les peines et les déplaisirs que le baron de Modène souffrait en cette occasion; il voyait que ce prince était dégoûté de la Cour de Rome, quoiqu'il ne le témoignât pas; il craignait que sa passion rebutée de ce côté, ne fît d'un autre des ravages qui seraient préjudiciables à sa gloire et à sa maison; enfin il ne savait que conseiller sur le penchant de tant d'abîmes : de lui parler de s'arrêter à Rome, il jugeait bien qu'un plus long séjour lui serait inutile pour son procès, autant que désavantageux pour ses plus nobles intérêts qui le rappelaient à la Cour, et qu'il n'y avait aucun art capable de calmer les étranges inquiétudes et les chagrins continuels qui le conviaient à partir : de lui parler de son retour, il prévoyait qu'au lieu de suivre la carrière où la Cour le voudrait engager, il suivrait celle où son amour l'embarquerait pour le conduire dans un horrible précipice. Toutefois, sachant que le tems fait naître souvent des remèdes pour des maux qui semblent les plus déplorables, il se résolut de choisir de ces deux avis le moins dommageable pour le bien et pour la réputation de ce prince, et il se servit, à ce dessein, de tous les artifices qu'il crut capables de le retenir encore quelques mois à Rome; tantôt il lui représenta que ses avocats espéraient de voir dans peu la fin de son procès, tantôt qu'il trouvait ses juges assez bien disposés à le satisfaire, et tantôt qu'on lui avait parlé

d'accord, en donnant quelque somme considérable à la comtesse de Bossu.

Soit que le duc de Guise ajoutât foi à ces avis, soit qu'il feignît de les croire, pendant les réflexions qu'il faisait quelquefois sur les motifs de son retour, dont durant quelques intervalles que lui laissait sa passion, il appréhendait les effets, il est certain qu'il s'arrêta un peu plus qu'il n'eût fait à Rome, s'il eût cru ses impatiences, ou plutôt s'il eût suivi les sentimens de la personne qui avait tant de pouvoir sur lui; mais une lettre qu'elle lui écrivit vers le mois de juillet de l'année 1647, par laquelle elle lui mandait qu'il fallait qu'il s'en retournât sans aucune remise, à moins que de vouloir rompre avec elle, le fit résoudre tout à coup à quitter Rome dans trois jours. N'ayant consulté que soi-même sur ce prompt départ, il fit appeler le baron de Modène, et lui dit en peu de mots, avec un visage fort triste, qu'il était contraint de partir en poste pour Paris, à cause d'une affaire qui ne souffrait point de délai, qu'il le priait de s'arrêter à Rome avec ses domestiques pour avoir soin de son procès, jusques à ce qu'il pût envoyer un agent pour y demeurer, et de l'argent pour en retirer tous ses gens. Le baron, jugeant qu'il ne fallait pas lui témoigner qu'il connaissait le secret motif de ce départ, puisque ce prince le lui voulait cacher, et que tous ses raisonnemens seraient superflus en cette occasion, ou peut-être ne serviraient qu'à aigrir un esprit qui ne souffrait point de

contestations dans les choses qu'il avait résolues, lui répondit assez froidement, qu'il ne voulait pas s'informer des raisons d'un si prompt voyage, croyant, comme il le disait, qu'elles devaient être très-pressantes, mais qu'il le priait de l'excuser s'il ne pouvait demeurer à Rome, et d'agréer qu'il le suivît, ou qu'il se retirât chez lui.

L'archevêque de Ravenne, neveu du cardinal Capponi, et ami particulier du duc, arriva dans ce moment, ce qui interrompit la suite de cette conversation, et donna moyen au baron d'en sortir, et de monter en son carrosse pour s'aller promener, ou plutôt pour s'entretenir en particulier des malheurs qui l'accompagnaient. Cette Providence divine, qui règle ici bas toutes choses, et qui, par des sentiers inconnus, nous conduit insensiblement dans ces diverses aventures qu'on attribue à la fortune, obligea ce gentilhomme affligé d'aller vers Ripa-Grandé, au long du Tibre, où il crut qu'il pourrait soupirer à son aise sans être interrompu de personne. A peine fut-il en carrosse, qu'il se mit à considérer l'étrange assiette de son sort en cette rencontre, où toute la maison du duc lui voulait mal, dans la pensée que c'était lui qui le maintenait dans son aveugle passion; que, dans le même tems, l'objet de cet amour le haïssait, croyant qu'il entretenait ce prince à Rome, et faisait durer son procès pour s'opposer à ses desseins; que la Cour et toute la France semblaient le rendre responsable de tout ce que faisait le duc, qui

avait véritablement de grandes tendresses pour lui, mais qui pourtant, ne voulant jamais être contredit ni choqué dans tout ce qu'il entreprenait, ne lui parlait de ses affaires qu'après les avoir résolues, et lui faisait souvent un secret de ce qu'il avait dit et confié à plusieurs autres; qu'ainsi il passait pour coupable de cent choses dont il n'était que l'adhérant involontaire, pour le confident d'une personne qui se confiait à tout le monde, et pour le conseiller d'un esprit qui n'agissait que par lui-même; que peut-être il serait encore si malheureux, que tout le monde croirait qu'il serait l'auteur de ce prompt départ, et des suites fâcheuses qu'il pourrait avoir; qu'afin d'en éviter le blâme, il fallait qu'il se retirât le plus tôt qu'il pourrait chez lui. Il n'est point d'affliction plus grande que celle que lui causèrent ces considérations, et surtout la résolution de s'éloigner de la personne d'un prince qu'il aimait mille fois plus que soi-même : mais dans ce moment l'arrivée d'une barque qui aborda le rivage du Tibre, sur lequel il se promenait, interrompit ses rêveries, pour l'obliger à regarder ce qu'elle portait.

Si je me suis un peu trop étendu sur une matière éloignée du sujet de cette histoire, je crois que cela ne sera pas entièrement inutile, puisqu'il servira à faire voir les motifs de l'attachement qu'eut le duc de Guise pour les affaires de Naples. En effet, le baron de Modène étant curieux de savoir d'où venait cette barque, chargée d'une

quantité de beaux fruits, le fit demander aux mariniers qui la conduisaient, et qui répondirent qu'ils étaient de l'île de Procida, d'où ils venaient pour les vendre dans Rome. Le baron, mettant pied à terre, entra dans la barque, où, après avoir admiré la beauté de leurs fruits, il leur demanda s'il n'y avait rien de nouveau à Naples, sur quoi ils lui apprirent assez particulièrement les premiers succès du soulèvement qu'avait causé Masanielle. Ce récit sembla dès l'abord dissiper une partie de la tristesse qui accablait son esprit; et jugeant que cette aventure lui pourrait servir en ces rencontres, il dit à ces mariniers, que s'ils voulaient porter eux-mêmes quelques hottées de leurs fruits au lieu où un estafier les conduirait vers le soir, il les leur payerait largement. Ils l'assurèrent qu'ils le feraient volontiers; mais lorsqu'il leur dit que c'était chez le duc de Guise, prince français, qui se trouvait pour lors à Rome, et qui était de la race des Rois de Naples, venus de la maison d'Anjou, ils s'écrièrent avec empressement qu'ils le priaient de leur faire voir ce prince, et qu'ils seraient ravis de joie de lui baiser les pieds, et de lui présenter leurs cœurs conjointement avec leurs fruits. Le baron les assura qu'il le ferait, et accompagna ces discours de quelque argent, pour les engager davantage; et leur laissant un estafier pour les conduire au palais du cardinal Antoine, où il logeait, il remonta en carrosse pour s'en retourner, considérant pendant le chemin qu'il semblait qu'un sort

assez heureux l'avait conduit en cet instant au bord du Tibre, puisqu'il y avait grande apparence que le soulèvement de Naples serait un feu qui s'étendrait dans tout le reste du royaume, et qui durerait fort long-tems : que le Ciel, en cette rencontre, lui offrait un moyen pour détourner le duc de Guise du précipice où il s'allait jeter si aveuglément; que si l'amour pouvait beaucoup sur cet esprit, l'ambition n'y avait pas peu de crédit, et qu'il fallait tâcher de mettre ces deux passions en conflit, afin de l'arrêter à Rome. Dans ces pensées il arriva au palais, et en l'appartement du duc, qu'il trouva seul, et dans l'embarras de son départ, remis pour tout délai à trois jours après.

Ce prince lui demanda d'où il venait, et s'il n'avait rien appris de nouveau; il lui répondit (avec un visage aussi froid que quand il était sorti) qu'il était allé se promener à Ripa-Grandé, au long du Tibre, et qu'il y avait appris fortuitement la nouvelle de la plus étrange et soudaine révolution que l'on eût vue depuis long-tems dans l'Europe : il lui raconta ensuite toutes les particularités du soulèvement de Naples, sans oublier d'exagérer adroitement les cris de joie qu'avaient faits les mariniers de Procida, quand il leur avait parlé de lui. Le duc écouta toute cette narration sans l'interrompre, et paraissant tout à coup comme un homme qui, tombé dans une rivière, et sur le point de se noyer, rencontre heureuseusement une barque dont les bate-

liers lui tendent les mains pour le sauver de ce danger, il lui demanda si ces mariniers viendraient assurément au palais; sur quoi le baron l'ayant assuré qu'il n'en doutait pas, et qu'il croyait qu'ils ne pouvaient guère tarder, le duc le prit par la main, le mena à la ruelle de son lit, et lui demanda fort impatiemment quelle était son opinion sur les suites de cette révolution. Le baron lui répondit, que sachant de quelle manière les Espagnols avaient traité et traitaient encore les peuples de Naples et de son royaume, il ne doutait pas que le cours de ce prodigieux torrent ne répondît bien à sa source; qu'il s'imaginait que le reste de l'État suivrait cet exemple; que les Espagnols, se trouvant dénués d'argent et de forces, n'auraient pas de quoi l'empêcher; qu'il savait qu'il n'y avait point de pays en toute l'Europe si sujet à des changemens, et si prompt à changer de maîtres; que les Romains, les Sarrasins, les Grecs, les Normands, les Suèves, les Français et les Espagnols l'avaient fait voir en divers siècles; que le comte Gauthier de Brienne étant entré dans ce royaume à la tête de cent chevaux, y avait fait tant de progrès, secondé des divisions ordinaires dans cet État, qu'il l'eût conquis s'il eût été aussi sage que courageux.

Le duc ne perdit pas un mot de tout ce discours, auquel il allait repartir, quand l'estaffier que le baron avait laissé avec les mariniers de Procida arriva, et dit qu'ils étaient dans la grande salle du palais, avec les fruits qu'ils désiraient lui

présenter. On les fit venir tout-à-l'heure, et la présence de ce prince, dont l'aspect et les paroles étaient si charmans, les toucha tellement, que se jetant tous à ses pieds, ils les lui baisèrent plusieurs fois, s'écriant par plusieurs reprises avec une joie mêlée de larmes, que leurs maux étaient soulagés en voyant en lui la figure des Rois de la maison d'Anjou, que les peuples avaient tant aimés; qu'il semblait que Dieu l'avait fait venir à Rome pour le bien et le salut de leur patrie, et qu'étant de retour à Naples, ils le feraient savoir au peuple, lequel en recevrait sans doute un contentement sans pareil. Le duc, en les faisant relever, et les embrassant l'un après l'autre, les remercia, avec sa grâce accoutumée, des sentimens obligeans qu'ils avaient pour lui, aussi bien que des beaux fruits qu'ils lui présentèrent, et voulut ensuite savoir de leur bouche tous les effets de ce premier soulèvement, dont ils lui rendirent compte exactement, exagérant la hardiesse, ou plutôt l'intrépidité de Masanielle et des Lazares, et la consternation des Espagnols en cette occasion, disant, sur la fin, que si le peuple avait un prince comme lui à sa tête, le duc d'Arcos se verrait bientôt chassé de la cité. A cela le duc leur répondit que quelque péril qu'il y eût à courir en cette rencontre, il serait ravi d'exposer son bien, ses amis et sa vie pour aider à rompre les fers de leur horrible servitude, qu'ils pourraient de sa part assurer le peuple de ce sentiment; et les ayant congédiés, ses caresses furent

suivies d'une collation fort ample, et d'une somme fort au-dessus de la valeur de leurs fruits, ce qui acheva de les lui acquérir si puissamment, que l'on peut dire avec vérité que ces mariniers furent les premiers instrumens du passage du duc à Naples.

CHAPITRE VI.

Secrètes négociations du duc de Guise, touchant les affaires de Naples; ensuite la résolution qu'il prend de s'arrêter à Rome. — Funestes succès des voyages de ceux qu'il envoie à Naples pour traiter avec les chefs du peuple. — Conférence qu'il a avec le cardinal de Sainte Cécile, pour cette entreprise.

Aussitôt que les mariniers de la barque de Procida furent partis du palais du cardinal Antoine, le duc de Guise, avec un visage beaucoup plus serein que celui qu'il avait avant leur arrivée, se retira dans son cabinet, où appelant le baron de Modène, il lui dit qu'il avait appris la nouvelle de ce qui se passait à Naples avec une joie incroyable, qu'il ne doutait plus que la haine que les Napolitains avaient justement pour les Espagnols ne leur fît mettre à bas le joug qu'ils commençaient à secouer, et qu'il serait ravi de trouver un moyen d'obliger ce peuple à l'appeler à son secours. Le baron, écoutant ces paroles avec une satisfaction inexprimable, sans toutefois la témoigner, lui répondit que son départ pour Paris ne lui permettait pas d'avoir des pensées de cette sorte, et que ce chemin était

bien éloigné de celui de Naples. Le duc (qui d'une opinion passait en un moment dans une autre toute contraire, sans en balancer le poids, pourvu qu'il y rencontrât quelque chose qui pût flatter son désir), repartit avec beaucoup de chaleur, que s'il pouvait passer à Naples, il espérait d'y faire plus qu'il ne pourrait faire à Paris; et ensuite lui ouvrant son cœur, il lui confessa ingénuement que la demoiselle de Pons ne pouvant souffrir les longueurs de son procès, l'avait pressé de s'en retourner à Paris, pour prendre quelque expédient avec elle pour terminer cette affaire plus promptement, étant résolue de rompre avec lui, s'il fallait attendre la décision de la Rote. Il s'arrêta à ces paroles, ce qui donna lieu au baron (qui remarquait dans ce silence l'abîme qu'il ne lui avait pas voulu entièrement découvrir) de lui dire, avec une liberté respectueuse, que l'affection et le zèle qu'il avait depuis long-tems pour sa personne et pour sa gloire le contraignaient à lui parler franchement sur cette matière, puisqu'il daignait s'ouvrir à lui : que connaissant la déférence qu'il avait pour cette personne, il craignait qu'étant à Paris, sa présence ne lui fît faire quelque mariage secret, pour répondre à sa passion; que si ce malheur arrivait, et qu'il vînt à se découvrir, il aurait Rome sur les bras, qui fulminerait contre lui, et prendrait sans doute le parti de la comtesse de Bossu; qu'il ne pouvait exprimer ce qu'il prévoyait des suites de cette action, que par des soupirs et des larmes; que n'osant

choquer son amour, dans l'impuissance où il était de le combattre et de vaincre, il le conjurait seulement de ne se précipiter pas dans le gouffre où il le guidait; qu'il ne pouvait se marier valablement que dans les formes, et après que Rome aurait déclaré son mariage nul; qu'outre son bon droit, il fallait qu'il se rendît considérable dans cette Cour, où la révolte de Naples pourrait servir, s'il trouvait moyen de s'y faire considérer; qu'il jugeait que cet incendie ne s'éteindrait pas de long-tems, principalement si la France le fomentait avec son argent et ses forces, comme elle y serait obligée par toutes sortes de raisons; qu'en cette rencontre, il devait chercher promptement à faire connaître son nom et sa personne à Naples, et tâcher d'avoir ordre ou permission du Roi d'y passer, si la populace soulevée le désirait; que pour le premier, il fallait s'informer s'il n'y avait point quelque Napolitain à Rome qui fût ou parent ou ami des chefs de ce soulèvement, afin d'avoir, par cette voie, quelque liaison avec eux; que pour le second, il croyait qu'il n'aurait pas beaucoup de peine d'obtenir tout ce qu'il voudrait de la Cour, pourvu qu'il voulût marcher de concert avec elle; qu'il avait sujet d'espérer que l'affection et l'estime qu'avait pour lui le cardinal de Sainte-Cécile, agiraient avec d'autant plus de chaleur, que ce cardinal lui était obligé par les bons offices qu'il lui avait rendus chez le Pape, et chez la dona Olimpia, au point de sa promotion, et que cet esprit vif et ardent, qui semblait marcher aussi vîte

que le cardinal Mazarin, son frère, marchait lentement, serait ravi de le servir, et d'employer tout le crédit qu'il avait près de ce ministre dans une affaire de ce genre, et dans laquelle il s'agissait de l'avantage de l'État, de la gloire du ministère, et du bonheur de sa famille, puisque, dans cette occasion son frère y pourrait rencontrer, avec le tems, le chemin du pontificat, et qu'il jugeait même que si, dans cette conjoncture, il se rendait maître de son amour, il pourrait dans peu élever sa fortune au plus haut degré, en s'attachant au cardinal par un mariage avec quelqu'une de ses nièces. Le duc, qui l'avait toujours écouté attentivement l'interrompit à ces paroles, et lui repartit avec beaucoup de chaleur et d'empressement, qu'il lui était très-obligé des bons avis qu'il lui donnait, et qui répondaient aux pensées qu'il avait sur cette matière; qu'il espérait qu'après avoir si heureusement commencé cette affaire par la rencontre des mariniers de Procida, la suite en serait fortunée; qu'à cet effet il le priait de voir s'il y aurait moyen d'avoir quelque correspondance à Naples, et de n'épargner quoique ce fût pour ce dessein; qu'il ne partirait point de Rome pour Paris, hors que ce projet ne vînt à échouer; qu'il répondait du cardinal de Sainte-Cécile, et qu'il lui voulait proposer le duc de Joyeuse, son frère, pour s'unir par son alliance plus étroitement avec lui.

Voilà les premières causes de la résolution que le duc de Guise prit de s'arrêter à Rome, et il est certain que si la suite eût répondu au commencement, et que ce Prince ne se fût point écarté de la voie qu'il avait choisie en ce moment, son entreprise eût réussi avec autant de bonheur que de gloire. Le baron de Modène, le laissant dans les bons sentimens qu'il lui avait témoignés, se retira dans sa chambre, où, goûtant un peu plus de repos qu'il n'avait fait auparavant, il employa une partie de la nuit à repasser dans son esprit les choses qu'il avait à faire, afin de maintenir le duc dans sa bonne résolution; il crut avoir assez gagné en l'obligeant de temporiser, et quelques obstacles qu'il se figurât, dans le dessein du voyage de Naples, il résolut de s'y appliquer, jugeant que quand l'affaire ne réussirait pas, il aurait toujours beaucoup fait de suspendre le départ du duc, dont peut-être, durant ces négociations, l'amour se pourrait refroidir, et que, si elles réussissaient, ce Prince aurait de quoi se rendre le plus fortuné et le plus glorieux de toute sa maison. Le baron s'étant donc ainsi résolu de travailler de toute son industrie à ce grand projet, un cas fortuit lui en donna le moyen deux jours après; un de ses estaffiers, qu'il n'avait point vu de toute l'après-dinée, et qu'il avait fait chercher, ayant répondu naïvement qu'un ami qui l'avait débauché l'avait mené dans un cabaret, où il avait été boire avec trois Italiens de sa connaissance, entre lesquels était un Napolitain, frère cadet de ce Doménico Perroné, l'un des principaux chefs du soulèvement de Naples. Le baron jugeant que l'ivrognerie de son estaffier lui pourrait être utile,

s'enquit de lui s'il savait où logeait ce Perroné, et s'il pourrait le faire venir au palais par la porte secrète pour parler à lui, et satisfaire la curiosité qu'il avait de savoir de sa bouche les choses qui se passaient à Naples; l'estaffier lui repartit qu'il l'avait laissé avec son ami dans un jeu public, avec d'autres Italiens; et ayant reçu ordre de son maître de l'aller chercher, il revint une demi-heure après, lui dire qu'il l'avait trouvé jouant encore, et qu'il lui avait promis que le lendemain matin il se rendrait dans la petite église qui est proche du palais du cardinal Antoine, où il l'attendrait pour le conduire secrètement dans le cabinet du baron. Le Perroné fut ponctuel à l'assignation, et étant arrivé au palais, le baron, après l'avoir reçu fort civilement, lui dit que la curiosité, si naturelle à tous les hommes, l'avait obligé de souhaiter de le connaître, mais encore plus la passion de le servir, sachant qu'il était frère de l'un des chefs du soulèvement de Naples, dans lequel tous les Français prenaient beaucoup de part, et qu'il le priait de lui en dire des nouvelles, et de se servir de lui, s'il avait besoin d'un ami aussi fidèle que secret. Le Perroné lui rendit compte de tout ce qui s'y était passé dans les premiers jours, l'ayant appris par des mariniers de Procida et de Pouzzoles, qui arrivaient à toute heure à Rome, où il était réfugié depuis quelques mois; et, le remerciant de ses civilités et de ses offres, il l'assura qu'il était dans le dessein d'aller joindre son frère (ne sachant pas encore la

prompte et funeste fin de son emploi et de sa vie), et que si, dans cette occasion, il pouvait rendre quelque service à la France, il le ferait très-volontiers. Le baron lui dit qu'il lui était fort obligé de ses bonnes intentions; que les siennes avaient pour but le repos des Napolitains; qu'il croyait que jamais le peuple ne pourrait l'obtenir sans l'appui d'un bras étranger et puissant; que son recours ne pourrait être qu'au Roi Très-Chrétien, qui, sans doute, concourrait à sa liberté, sans autre intérêt que la gloire de la lui avoir procurée; que s'il voulait pressentir son frère sur ce sujet, il pourrait servir sa patrie utilement, en l'obligeant à chercher la protection de la France, avant que l'Espagne la pût remettre sous le joug qu'elle tâchait de secouer; que, s'il était dans le dessein de partir, pour négocier avec Doménico Perroné, son frère, il le présenterait au duc de Guise, qui serait ravi d'employer le crédit qu'il avait dans la Cour de France, pour le service de ce peuple, avec d'autant plus de ferveur qu'il avait sujet de l'aimer, étant descendu d'une fille de René d'Anjou, roi de Naples, dont il savait que la mémoire régnait encore en ce pays. Le Perroné lui ayant témoigné qu'il serait bien aise de voir ce Prince, et de recevoir ses commandemens et ses ordres avant son départ, le baron le pria d'attendre un moment, et passa dans l'appartement du duc, qu'il informa, en peu de mots, de toute cette aventure, ajoutant à sa narration, qu'il fallait, en cette rencontre, caresser

cet homme, et lui faire quelque présent pour l'obliger d'aller à Naples; car il avait la mine d'un homme entreprenant, et son équipage faisait juger qu'il n'était pas accommodé; qu'il avait appris de son père (qui avait été l'un des premiers ministres du royaume, dans la faveur du connétable de Luynes), qu'il fallait nécessairement fonder les grandes entreprises dessus des pilotis d'argent, qu'imitant ceux qui bâtissent dans la mer, où ils font jeter beaucoup de pieux à l'aventure, sans les compter, et jusques à ce qu'ils en aient affermi le fond, il fallait, dans les grands desseins, répandre l'argent au hazard et à pleines mains; que, si l'on court fortune d'en perdre beaucoup, pour être trop facile à prêter l'oreille aux avis de plusieurs fourbes, qui souvent nous font payer au plus haut prix ce qu'ils ne peuvent nous livrer, on peut aussi trouver, après ces tromperies, des gens dont les avis et les entreprises avantageuses sont capables de réparer les pertes que les autres auront causées. Le Duc, en l'embrassant, lui répondit, qu'il approuvait ces sentimens, et qu'il le priait de lui amener promptement le Perroné, lequel fut reçu de lui avec des caresses et des promesses assez grandes pour l'attacher à ses intérêts.

La conclusion de cette conférence fut que le Perroné partirait de Rome en toute diligence, et le plus secrètement qu'il lui serait possible : qu'étant arrivé à Naples il verrait son frère, et saurait de lui si le Peuple feignait de secouer le joug,

pour obliger le Vice-Roi à l'alléger par la révocation des gabelles, ou s'il était résolu de le mettre tout à fait à bas; qu'au cas que cette populace prît ce dernier chemin, il lui fallait représenter que si, dans le mauvais état des affaires des Espagnols, qui n'avaient ni argent, ni hommes, ses forces étaient suffisantes pour lui donner la liberté, elles ne seraient pas capables de la lui conserver sans un défenseur et un protecteur, quand ils auraient repris cœur, et qu'ils viendraient fondre sur elle avec une puissante armée : qu'elle ne devait attendre aucun secours de ses voisins : qu'il n'en fallait pas espérer du Pape, de qui la maison était de cette faction : que Venise était occupée par la guerre des Ottomans : qu'Orbitello et Porto-Ercole tenaient en bride le duc de Toscane, qui n'oserait se déclarer contre l'Espagne : que le reste de l'Italie se trouvait dans la même assiette : que Naples ne pouvait choisir un bras plus fort et plus capable de maintenir sa liberté, que celui du Roi Très-Chrétien : que le duc de Guise l'avait prié de lui offrir ses soins, son entremise et son crédit dans cette rencontre, étant prêt d'employer son bien et sa vie pour le service de son peuple, en cas qu'il pût lui être utile. Le Perroné partit, deux jours après, chargé des libéralités de ce duc, et de plusieurs instructions sur le sujet de sa conduite, et sur les moyens dont il se pourrait servir pour lier et pour maintenir une mutuelle correspondance entre ce Prince et son frère; mais l'argent que ce Prince lui fit

donner fut la cause de sa perte; car l'ayant fait voir, par une sotte vanité, à un autre Napolitain, qui était espion du comte d'Ognatte, sur son avis cet ambassadeur, se doutant que ce malheureux allait à Naples pour négocier avec le Peuple pour les intérêts de la France, en avertit le duc d'Arcos, qui le fit si bien épier, qu'il fut pris en abordant Naples, et conduit dans le Château Neuf, où les Espagnols, qui n'avaient rien pu tirer de sa bouche, le laissèrent en prison pendant un fort long tems : mais ils le firent étrangler après la prise du duc de Guise, ayant trouvé dans ses papiers une lettre que cet infortuné lui avait écrite, par laquelle il l'assurait que les menaces de la mort, ni tout l'appareil des tortures ne lui feraient rien confesser.

Si la négociation du Perroné fut malheureuse pour lui et inutile pour le duc de Guise, celle de deux autres Napolitains, qui d'eux-mêmes se vinrent offrir d'aller à Naples pour traiter avec les chefs du Peuple, ne le fut pas moins; car en arrivant à Pouzzoles, ils furent pris avec leurs mémoires, et trois jours après étranglés par ordre du Vice-Roi. Le duc de Guise, ne recevant point de nouvelles du Perroné, ni de ceux-ci, dit au baron de Modène qu'il fallait nécessairement trouver quelqu'un pour envoyer en toute diligence à Naples, afin d'apprendre le sujet de leur silence, et pour parler aux chefs du Peuple; mais il ne jugeait pas qu'il fût facile de rencontrer un homme assez zélé pour aller ainsi s'exposer à la mort, ou

qui eût assez de capacité pour des choses de cette sorte. Il se souvint pourtant que le sieur des Isnards, son parent, avait un valet-de-chambre, nommé Laurens Sarret, qui possédait des qualités assez propres pour cet emploi : c'était un garçon agissant, secret, fidèle, et qui savait la langue italienne parfaitement. Le baron, croyant que s'il était assez hardi pour entreprendre ce voyage, il serait capable de le faire réussir, le fit venir et le lui proposa, en lui figurant, d'un côté, le péril qu'il pourrait courir, et d'un autre, la récompense qu'il en pourrait recevoir. Cet homme ne parut point étonné de cette proposition, et l'assura qu'il était tout prêt de sacrifier sa vie pour le service du duc de Guise, sans autre intérêt que l'honneur de mourir pour lui. Le baron ayant fait savoir ses bonnes intentions à ce Prince, il fut dépêché le lendemain, et partit de Rome fort secrètement, mais avec tant de malheur, que la barque qui le portait étant abordée à Gayette, il y fut arrêté sur un simple soupçon, et quoiqu'il se dît Bourguignon, et qu'il assurât qu'il allait à Naples pour tâcher d'entrer au service de quelque officier de son pays, il fut, par ordre du gouverneur de cette place, incontinent appliqué à la question, qu'il souffrit durant trois heures avec une merveilleuse constance, et il est à croire qu'il y serait mort, sans la princesse de Butera, laquelle passant fortuitement près du lieu où l'on tourmentait ce malheureux, fut si touchée de compassion, qu'ayant su que l'on ne

l'avait trouvé chargé d'aucun papier, et qu'il ne confessait rien, elle demanda sa grâce à ce gouverneur, qui le fit ôter aussitôt de la torture, et conduire dans une barque qui s'en allait partir pour Rome, où ce pauvre garçon arriva le lendemain en chemise, les bras disloqués, et dans un état pitoyable.

Ces funestes succès eussent étonné, et peut-être entièrement rebuté un autre esprit que celui du duc de Guise, qui, embrassant de plus en plus cette entreprise, n'en considérait les obstacles que pour les surmonter. Dès qu'il sut les premières nouvelles de la révolution de Naples, il les apprit au marquis de Fontenay et aux autres ministres de France à Rome, et leur exagéra les suites et les avantages que la couronne en recevrait, si elle s'en voulait prévaloir; mais surtout il en parla confidemment au cardinal de Sainte-Cécile, auquel il représenta particulièrement que le cardinal Mazarin, son frère, ne pouvait jamais rencontrer dans son ministère une plus belle occasion, pour éterniser sa mémoire et pour établir sa fortune et sa grandeur, que celle de cette révolte; que s'il la voulait ménager, et fomenter ce changement, en donnant moyen au peuple de conserver la liberté qu'il était sur le point de s'acquérir, il pourrait, sans beaucoup de peine, réduire la maison d'Autriche au même état où elle était auparavant que l'union de tant de sceptres l'eût rendue formidable à toute l'Europe; que la Sicile attendait les progrès des feux qu'avait

allumés Naples, afin d'en commencer autant; que si le cardinal, son frère, avait assez d'ambition pour songer à cette couronne, il y avait grande apparence que cette île le recevrait avec joie, et serait bien aise d'avoir un Roi originaire; que la Sardaigne aussi serait bientôt au premier occupant; qu'il croyait que la politique de la France, en ces occasions, était de diminuer la puissance et la grandeur d'une maison qui lui faisait ombrage, et d'imiter, sur ce sujet, ceux qui divisent un torrent en plusieurs branches, pour en rendre la furie moins dommageable : qu'elle aurait tout en donnant tout, et en témoignant que son but était de mettre en liberté les peuples que les Espagnols traitaient si inhumainement, sans vouloir profiter de leurs dépouilles : qu'en agissant de cette sorte, tous les souverains d'Italie, et tout le reste de l'Europe, n'auraient aucune jalousie de ses armes, et concourraient à tout ce qui la pourrait rendre arbitre de tout l'univers : qu'il le conjurait d'inspirer ces beaux sentimens à son frère, en lui apprenant ces nouvelles, et de lui témoigner que si la révolution de Naples était de durée, comme il y avait apparence, il serait ravi d'y passer et d'y servir la France et ce peuple, aux dépens même de tout son bien et de sa vie. Qu'il prétendait de s'attacher aux intérêts de sa maison, par le mariage du duc de Joyeuse, son frère, avec quelqu'une de ses nièces : qu'enfin, dans cette conjoncture, il voulait tenir de la main

du cardinal, tout le bonheur qu'il pourrait jamais espérer.

Le cardinal de Sainte-Cécile, qui n'était pas moins ardent et susceptible de grands desseins que le duc de Guise, écouta ces propositions avec une extrême joie; et, après l'avoir embrassé et remercié plusieurs fois des liaisons qu'il voulait prendre avec sa maison, il lui témoigna qu'il approuvait ses sentimens, et qu'il ferait tout son possible pour les faire valoir et pour obliger le cardinal Mazarin à les seconder; qu'il espérait d'y réussir et de lui donner une marque signalée de l'amitié qu'il avait conçue pour lui depuis son arrivée à Rome. Les conclusions de cette conférence ne satisfirent pas moins le cardinal de Sainte-Cécile que le duc de Guise : le rapport qu'il y avait entre leurs génies leur figurait des avantages aussi grands que ce glorieux champ leur paraissait vaste; ils formaient, dans cette entreprise, des établissemens d'une gloire et d'une fortune sans pareilles pour leurs personnes et pour leurs maisons; et ce qui en rendit les propositions encore plus agréables à ce cardinal, fut que, par cette négociation, il pourrait devenir fort considérable à la Cour de France, et qu'elle l'obligerait de s'arrêter à celle de Rome, dont le séjour lui plaisait plus que celui de Barcelone, où il devait aller en qualité de Vice-Roi.

Mais soit que la présence de ce cardinal ne plût pas aux ministres français, fâchés peut-être de

se voir réduits dans une aveugle dépendance pour tous les sentimens d'un frère du premier ministre de cette couronne, et qui avait beaucoup de pouvoir sur son esprit, soit que son humeur brusque et ardente ne convînt pas avec leur flegme, soit qu'ils sussent que le cardinal Mazarin ne désirait pas qu'il séjournât long-tems à Rome, il parut, en plusieurs rencontres, qu'ils n'étaient pas fort satisfaits de la mutuelle correspondance qui était entre lui et le duc de Guise, qui, s'en étant même aperçu, le fit remarquer à ce cardinal, en des conjonctures qui l'obligèrent à le croire, et qui servirent à restreindre de plus en plus les liens de leur amitié.

Mais c'est trop laisser en repos cette cité, dont les tumultes sont les objets de mon histoire; je n'en ai point encore parlé dans cette seconde partie, jugeant que pour l'intelligence des choses qui survinrent après la mort du prince de Massa, il en fallait suspendre le récit, que je vais reprendre.

CHAPITRE VII.

État de la cité de Naples après la mort du prince de Massa. —Élection violente et tumultueuse de Gennaro Annésé, artisan et maître fuzelier, qui prend la place de ce Prince. — Divers partis parmi le peuple. — Noms et qualités de leurs chefs.

La tragique et déplorable mort de don Francesco Toralte d'Aragon, prince de Massa, et chef malheureux, et contre son gré, des Napolitains soulevés, causa une si grande consternation dans la cité, qu'elle parut sur le visage de tout le peuple, à la réserve de ses meurtriers et de leurs adhérens. Une action de cette nature était capable de refroidir la plus ardente ambition de ceux qui pouvaient aspirer à cette place, qui paraissait toute rouge du sang de ce Prince. Aussi entre tant de chefs populaires qui dominaient dans les quartiers soulevés, il n'y eut que Gennaro Annésé, qui, profitant de l'étonnement et de la crainte de tous les autres, osa porter sa main sur un gouvernail si périlleux à tenir parmi tant d'orages : cet homme était d'un tempérament vigoureux et sain, quoiqu'il fût d'un âge assez avancé ; et comme il avait acquis du bien et de la réputation

dans le métier de maître arquebusier, ou fuzelier, dans lequel il avait surpassé tous les autres artisans de cette profession, ces avantages lui avaient acquis beaucoup d'amis dans la basse populace, et particulièrement dans le quartier du marché, qui était le premier mobile de toutes les mutations qui survenaient dans la cité; avec cette humeur atrabilaire qui le rendait brutal, rustique, opiniâtre, et non moins avare et cruel, que défiant et orgueilleux, il avait un esprit hardi, entreprenant et surtout plein d'une ambition qui, ayant couvé long-tems sous la bassesse de son emploi, éclata dès le commencement de ces tumultes avec d'autant plus d'effet, qu'elle se trouva fomentée par le crédit qu'il avait parmi les artisans de son voisinage, dont plusieurs lui représentèrent que, puisqu'il n'avait point d'enfans à qui il pût laisser les grands biens qu'il avait amassés, il devait adopter sa patrie, et les employer pour sa liberté. Persuadé donc, par son inclination et par leurs conseils, il avait fait une compagnie d'infanterie à ses dépens, ce qui l'avait rendu très-considérable dans le reste de la populace; il se trouvait alors maître du Torrion des Carmes, qui était la citadelle du marché, dont il s'était emparé depuis la mort de ceux qui y commandaient avec lui, ce qui lui donna moyen aussitôt après la tragique fin du prince de Massa, de se faire élire et mettre en sa place par le peuple de son quartier, assemblé tumultuairement dans le marché, où les Lazares qu'il avait gagnés par le moyen de Fra-

Savino Saccardo, cuisinier du couvent des Carmes, furent les premiers à le proclamer, et publier ensuite cette élection par tous les autres quartiers populaires, avec commandement de le reconnaître et de lui obéir à peine de la vie.

On ne peut exprimer assez vivement le malheureux état où se rencontrait cette cité, qui souffrait à peine autrefois la domination des plus grands Princes de la terre, et qui tremblait dans ces occasions à la seule voix de trois ou quatre cens jeunes garçons, armés de bâtons et de cannes, et secouait insolemment le joug d'un puissant monarque, pour se soumettre volontairement à celui d'un vil armurier. Tous ceux qui vivront après nous, et qui entendront cette étrange histoire, auront de la peine à se persuader que Naples, où les Espagnols avaient trois bonnes forteresses, une grande armée navale, des soldats aguerris et braves, encore qu'en fort petit nombre, où la noblesse et la bourgeoisie étaient toutes à leur dévotion, et où était un fils d'Espagne, fût possédée et gouvernée par ce petit nombre d'enfans joints à quatre ou cinq mille hommes populaires, qui étaient sous les armes, et qui formaient le corps apparent de la rebellion. Mais, afin de reconnaître encore mieux cette vérité surprenante, il est nécessaire de remarquer que les quartiers tenus par le Peuple contenaient deux sortes d'habitans : l'une, appelée cappes noires, composée de quelques gentils-hommes et de beaucoup d'officiers et gens de justice ou de police, bourgeois, marchands et artisans, qui n'avaient pu, ou plutôt qui n'avaient osé quitter leurs maisons engagées dans ces quartiers, de crainte que leur retraite n'excitât la fureur du Peuple, et ne l'obligeât à les brûler; l'autre sorte était composée de toute cette populace qui donnait le nom au parti, et qui en effet avait commencé le soulèvement avec tant de fureur et de violence, et qui le maintenait avec tant de chaleur et d'obstination.

Les cappes noires étaient divisées en trois partis : le premier était formé d'une quantité de personnes qui, abhorrant secrètement les excès et les violences des Espagnols, n'en haïssaient pas entièrement la domination; ils désiraient bien la réforme de l'État, mais non pas le changement, et ils souhaitaient que les armes du Peuple fissent cet effet sans passer outre, et sans qu'ils lui eussent prêté la main; ils ne sortaient guères de leurs maisons, et ne se mêlaient d'autre chose que d'obéir, malgré eux, aux ordres que les chefs du Peuple ou de leurs ottines leur donnaient touchant la garde de leurs quartiers. Ceux-ci étaient en fort grand nombre; mais comme ils étaient partisans secrets des Espagnols, les justes soupçons qu'en avait le Peuple, qui sans cesse les surveillait, les faisait vivre dans une si grande crainte, qu'ils n'osaient pas même s'entre-visiter les uns les autres, pour ne pas s'exposer aux funestes suites que causaient les moindres ombrages. Dans cette mortelle appréhension, ils n'avaient ni chef ni cabale, et les Espagnols ne

pouvaient rien espérer d'un corps de qui les membres tout glacés de peur, et détachés les uns des autres par de continuels surveillans, ne pouvaient ni se réunir, ni agir en aucune sorte, non plus que des squelettes sans chaleur et sans mouvement.

Le second parti, qui était moindre en nombre, mais qui pourtant contenait des gens plus hardis et moins scrupuleux que les autres, formait un corps de qui le but était de se prévaloir de toutes les grâces du tems; à ce sujet, en abhorrant le passé, il tâchait de jouir du présent, attendant que l'avenir mît au jour ce que la divine Providence avait délibéré touchant le succès de ces troubles, afin de demeurer debout dans quelque différente assiette où l'Etat se pût trouver: il prit emploi et s'attacha, apparemment, aux intérêts de la populace, faisant cependant entendre sous-main aux Espagnols, que les plus sages de ce corps avaient pris le parti du peuple, croyant qu'ils les serviraient mieux par cette voie, qu'en se tenant les bras croisés dans leurs maisons; qu'ayant feint dès l'abord de suivre volontairement un torrent dont le cours rapide les emportait contre leur gré, ils avaient acquis peu à peu l'amitié et la confiance des chefs de cette populace; que, par ce moyen, ils pourraient rendre continuellement deux services aux Espagnols: l'un en les informant sans cesse de tout ce qui se passerait de plus secret dans leur conseil, et l'autre en désunissant ces chefs par les défiances et les

ombrages qu'ils avaient incessamment les uns des autres. Les plus remarquables de ce parti étaient Agostino Mollo, et Aniello Portio, docteurs et avocats, mais dont le premier surpassait l'autre en toutes choses; car outre que c'était l'un des plus habiles et des plus subtils jurisconsultes de tout le royaume, il avait un esprit vif, agréable, complaisant, et qui servait ses parties avec autant d'application que de hardiesse; il l'avait témoigné par ce qu'il avait fait pour le comte de Conversano, alors qu'étant emprisonné, et ne trouvant personne qui le voulût servir, à cause que le Vice-Roi avait déclaré qu'il ferait périr tous ceux qui prendraient sa défense, Agostino Mollo s'était moqué de toutes ses menaces, et, malgré lui, avait passé secrètement et en diligence en Espagne, où il avait agi si vigoureusement près du Roi et de son Conseil, qu'il avait obtenu la liberté du comte avec beaucoup de gloire, et était retourné dans sa patrie avec l'estime et l'amitié non-seulement du prisonnier, mais encore de toute la noblesse. Aniello Portio, moins savant de beaucoup, était d'une humeur austère, revèche, et qui, ne sachant pas l'art de se faire aimer comme l'autre, était haï et méprisé par sa vie scandaleuse; car, ayant quitté sa femme, il entretenait publiquement sa cousine-germaine, après l'avoir ôtée à son mari.

Le troisième parti des cappes noires était le plus petit de tous; ceux-ci, unis avec le Peuple pour leur commune liberté, ne craignaient pas

moins de la voir soumise à un Prince étranger, que retournée avec le tems à la merci du roi d'Espagne; l'aversion que les souffrances publiques leur avaient causées pour cette monarchie, leur faisait également craindre et abhorrer la royauté; ainsi leur pensée tendait plutôt au changement qu'à la réformation du gouvernement, et s'imaginant que la république était la plus avantageuse et la plus assurée forme qu'ils pussent obtenir par leur soulèvement, ils tendaient à ce but avec l'approbation et la joie de la plus grande partie de la populace, laquelle espérant que sa liberté aurait toute son étendue dans cette nature d'Etat, et que tous les membres du corps politique auraient chacun leur part en la puissance souveraine, embrassait ce dessein comme le plus utile de tous ceux qu'on pouvait suivre : le principal ou le plus adroit de ce parti, était Vincenzo d'Andrea, dont l'esprit doux, affable et populaire s'était acquis beaucoup d'amis et de partisans, non-seulement parmi les cappes noires, mais encore entre la populace, dont il témoignait prendre beaucoup de soin dans toutes les choses où il s'agissait de sa conservation, et de l'abondance des vivres dans la cité, et c'est une espèce de chaîne par laquelle on lie les cœurs des peuples plus étroitement qu'on ne saurait faire par aucun autre genre de liens.

L'autre sorte d'habitans des quartiers soulevés était composée de la populace qui les occupait, et dont la plus tumultueuse était celle du Marché,

de la Conciarie et du Lavinare, qui sont les quartiers les plus capables de faire et de maintenir une grande sédition, par l'assiette de leurs rues étroites et tortues, qui semblent être autant de citadelles, et par la quantité de leurs maisons, qui, toutes pleines d'artisans et de petit peuple, semblent être autant de fourmilières d'hommes que l'on peut appeler hardis, n'ayant rien, ou fort peu de chose à perdre : toute cette nombreuse populace avait une infinité de chefs, ou de gens qui, sans en avoir le caractère, avaient assez de crédit près d'elle pour pouvoir posséder ce titre. Les principaux étaient Pépé Palombo, Onofrio Pisacano, avec son ami Carlo Longobardo, Mattéo d'Amoré, Grazullo de Rosis, don Luigi del Ferro, et Pionné, capitaine des Lazares.

Gioseppé, ou Pépé Palombo, se pouvait dire justement chef absolu de la Conciarie, par l'attachement et la déférence que tout ce quartier avait pour lui; c'était l'esprit le plus adroit et le plus couvert de tous les chefs populaires, et il n'avait point de semblable en l'art de ménager le tems, et profiter des conjonctures favorables. Ayant recueilli un bien assez considérable, par la succession de son père, il en avait dissipé la meilleure partie en des armemens sur mer, où il avait acquis plus de réputation que de fortune, et plus d'amis que de profit. Dès le commencement des tumultes, tout son voisinage jeta les ieux sur lui, et ce qui le fit considérer davantage, fut une compagnie d'infanterie qu'il leva à

ses dépens, pour le service et pour la défense de son quartier, qu'il gouverna depuis, sans aucun obstacle, et de la sorte qu'il voulut. Il y a beaucoup d'apparence que si son ambition eût eu plus d'étendue, il eût pu se rendre chef de tout le parti populaire, après la mort du prince de Massa; mais considérant les hazards qu'il fallait courir dans ce poste, et prévoyant que le soulèvement n'aurait pas de suite, et que l'orage, après avoir éclaté durant quelque tems, se dissiperait de lui-même, par les ombrages et les jalousies qui régnaient entre tous les chefs, il crut qu'il lui serait plus avantageux de ne pas s'écarter d'un poste où il était chèrement aimé, et de s'y tenir à couvert, pendant l'effort de la bourasque; et pour s'affermir contre toutes sortes d'événemens, il conserva une secrète correspondance avec les Espagnols, moins par l'amitié qu'il eut pour eux, que par la crainte du succès du soulèvement populaire.

Onofrio Pisacano s'était acquis beaucoup de crédit dans son quartier, par le moyen d'un nombre infini d'ouvriers qu'il employait dans les manufactures de soie, où il avait gagné du bien : il avait aussi levé une compagnie d'infanterie à ses dépens, et ce qui le maintenait encore davantage était la douceur de son visage, de son discours et de ses mœurs, aussi bien que l'adresse de Carlo Longobardo, son camarade et confident, homme qui n'avait pas de bien, mais dont l'esprit complaisant et populaire ne servait

pas peu à soutenir et à faire valoir Pisacano dans son quartier.

Mattéo d'Amoré, qui, de capitaine des sbirres, s'était fait capitaine d'une autre compagnie de fort bons hommes, était extrêmement chéri et estimé du Peuple, non-seulement par son courage, mais aussi par sa prudente conduite; ce n'était pas un esprit fort éclairé ni fort subtil, mais l'on pourrait dire certainement de lui, que la fortune lui avait fait tort quand elle l'avait fait chef des sbirres, d'autant qu'il avait de trop bonnes qualités pour une profession si abjecte, ayant de l'honnêteté, de la sincérité et de l'honneur au delà de sa naissance; surtout il était ennemi capital des Espagnols, et, si tous les autres chefs du Peuple eussent marché aussi droit que lui, l'intérêt public eût été plus considéré qu'il ne l'était dans ces troubles, où chacun songeait plutôt à faire ses affaires que celles de son parti.

Grazullo de Rosis, capitaine d'une autre compagnie d'infanterie, s'était beaucoup accrédité par la ferveur et par les soins qu'il avait pris pour le service du Peuple, depuis les commencemens de cette révolution; et, ce qui le fit considérer le plus, dans les suites de ces tumultes, fut le poste de la Vicarie, dont il eut le commandement, et qui lui donna moyen de s'enrichir, aux dépens d'un nombre de prisonniers qu'on y conduisait tous les jours.

Don Luigi del Ferro, quoique natif de l'Abruzze, et maître d'école ou écrivain de sa profession, eut

un tel crédit parmi la basse populace (laquelle le retira des prisons où les Espagnols le tenaient au commencement des tumultes), que s'il eût eu autant de conduite que de bonheur, il eût pu monter au poste de Masanielle; mais son esprit, plus visionnaire que solide, et plus propre à produire un feu qu'à l'entretenir, ne lui permit pas de jouir long-tems de cette fortune que le hazard peut donner, mais que la seule prudence peut conserver.

Pour Pionné, chef des Lazares, j'en ai parlé assez amplement dans la première partie de cette histoire, pour le faire connaître.

Voilà les principaux ressorts d'une machine aussi merveilleuse au dehors, que ridicule au dedans, et voilà les dieux tutélaires d'un État naissant, et qui n'avait point d'autre forme que celle qu'un libertinage sans objet et une fureur inconstante lui donnaient de jour en jour. Cependant, quoique ces chefs, à la réserve de celui des Lazares, n'eussent point eu de part à l'élection de Gennaro Annésé, et que chacun d'eux, en particulier, ne l'approuvât point, ce téméraire usurpateur du commandement souverain ne laissa pas de s'établir dans cette place, comme s'il y eût été mis à la pluralité des voix de tous les quartiers soulevés, qui, cédant tous à l'insolence des Lazares, reconnurent aussitôt ce ridicule général, le traitèrent d'Excellence, et déférèrent à ses ordres avec autant de respect qu'ils faisaient à ceux du Vice-Roi avant ces tumultes.

CHAPITRE VIII.

Gennaro Annésé ayant été reconnu dans la cité de Naples pour chef général du Peuple, publie son élection partout le royaume. — Misères que souffrent les Napolitains du parti de la populace, et de celui des Espagnols. — Assemblée de la Consulte du Peuple sur le sujet des nécessités publiques, et de la forme du gouvernement.

A peine Gennaro Annésé eut été proclamé et reçu de toutes les ottines et de la Consulte du Peuple, pour chef et capitaine-général de la cité de Naples, qu'il envoya des gens de sa cabale, non-seulement par tout le voisinage, mais encore par toutes les provinces du royaume, publier son élection dans les lieux qui s'étaient déclarés pour le Peuple, et fit faire de très-expresses défenses à toutes personnes de quelque qualité qu'elles pûssent être, de reconnaître autre chef ou d'obéir à autre qu'à lui, à peine de confiscation de tous leurs biens et de la vie, ainsi qu'il était contenu plus amplement par les lettres-patentes et déclarations qu'il fit publier, marquées de sa stampille ou cachet, auquel son nom était gravé (à cause qu'il ne savait ni lire ni écrire) et scellées du sceau de sa nouvelle nomination, qui était un P. (signifiant le Peuple) avec une couronne royale.

On ne saurait s'imaginer les effets que ces déclarations firent dans toutes les provinces, où la disposition que les peuples avaient pour la révolte leur faisait approuver et embrasser toutes les choses qui la pouvaient maintenir, sans les considérer ni examiner. Quoiqu'ils sussent la condition et l'incapacité de Gennaro Annésé, et qu'ils remarquassent assez bien la différence qu'il y avait entre ce chef et le prince de Massa, son prédécesseur, ils ne laissaient pas d'avoir autant de respect pour sa personne et de déférence pour ses ordres, que si sa naissance et son mérite l'eussent élevé dans ce rang. Dès que son élection fut publiée, on vit venir de tous les lieux circonvoisins de Naples, et de toutes les autres provinces soulevées, des députés pour le reconnaître, et des officiers pour avoir de lui l'agrément et la confirmation des charges que les Peuples de leurs cités, villes et cazals, leur avaient données, soit pour la police, soit pour la milice; sa secrétairerie en était toujours toute pleine, et comme son secrétaire n'était pas fort habile dans cette sorte d'affaires, il y avait tant de confusion dans les expéditions qu'il faisait en faveur de ceux qui en demandaient pour commander et pour agir pour le service du Peuple dans les provinces, que bien souvent trois ou quatre personnes se trouvaient pourvues d'un même office, ce qui causa des désordres en plusieurs lieux, où chacun, voulant faire sa charge, en était empêché par un porteur d'une patente semblable à la sienne; de sorte que dans une ville

du parti du Peuple, cette mauvaise conduite en causait quelquefois autant qu'il y avait de prétendans au commandement qu'un seul y devait posséder. Si cette confusion retarda beaucoup le progrès des armes populaires, l'avarice de Gennaro Annésé et de son secrétaire, qui le gouvernait entièrement, ne fut pas moins ruineuse : car souvent après avoir expédié un officier avec tous les ordres nécessaires pour sa fonction dans une province, un autre obtenait pour de l'argent une commission pareille, avec révocation de la précédente; ainsi des gens, qui se trouvaient moqués, employaient ensuite, pour la ruine du parti, tous les soins qu'ils eussent employés en sa faveur, sans cet étrange traitement.

Mais ces malheurs n'étaient pas si visibles, ni si pernicieux, que les misères que les Napolitains, de l'un et l'autre parti, souffraient pendant ces conjonctures : il y en avait de communes, et il y en avait de particulières; les communes, qui affligeaient également l'un et l'autre, étaient la cessation de toute sorte de commerce, lequel fait les plus grandes richesses de cette cité, dont tout le peuple ne subsiste que par le trafic et les manufactures qui la rendent considérable par tous les climats de l'Europe; l'abandonnement de l'agriculture, dont ces tumultes suspendaient entièrement le travail, et le manquement des vivres, dont les soulevés et les royalistes fermaient réciproquement les passages, sans que celui qui en privait son ennemi, en profitât en son particulier.

Les misères des populaires étaient une division secrète entre tous les chefs, qui faisait que ce qui était approuvé de l'un était condamné de l'autre, et qui les empêchait d'agir de concert, dans ces affaires où la concorde et l'union causent le principal avantage; mais la plus pressante de toutes, était le manquement d'argent, d'armes et des munitions nécessaires pour continuer la guerre; en effet, cet intérêt public, qui semblait être le principe de tant d'étranges mouvemens, y avait si peu de part, que de tant de deniers, et de riches meubles provenus du pillage de tant de palais que les populaires avaient saccagés dans la ville, le public ne s'en prévalut pas de la centième partie; et encore que Gennaro Annésé eût quantité de vaisselle d'argent, de tableaux et d'autres meubles précieux ramassés dans divers endroits, et portés dans le Torrion des Carmes, dont il faisait sa citadelle, cet esprit avare prenant plus de plaisir à les tenir sous la clef, qu'à les employer utilement pour le service de son parti, sembla ne les conserver que pour les Espagnols, à qui il les livra tous en leur livrant le Torrion le jour qu'ils reprirent la ville.

Mais comme les choses dont on se peut le moins priver sont celles qui pressent le plus, et que l'on se peut passer de combattre, et non pas de manger tous les jours, les vivres venant à manquer d'heure en heure dans la cité, par les courses continuelles de la noblesse, qui, plus forte en cavalerie que le peuple, était maîtresse

de la campagne, la populace nécessiteuse (qui n'ayant pas de quoi faire des provisions, ne subsistait que du pain que les boulangers vendaient journellement dans leurs boutiques ou dans les marchés) murmurait en secret dans le commencement, et publiquement un peu après, à mesure que le pain diminuait de poids et de quantité, disant, ou plutôt criant hautement, qu'alors qu'elle avait pris les armes, c'était pour se parer des attaques des Espagnols, et non pas de celles de la faim; que la liberté lui serait plus funeste qu'avantageuse, s'il la lui fallait acquérir par les continuels travaux d'une famine générale; que tous les chefs qui l'exhortaient à la souffrir patiemment, haranguaient bien à leur aise après s'être remplis des viandes dont leurs pilleries faisaient regorger leurs maisons; qu'ils veillaient plutôt pour leur intérêt que pour le bien public; que la mort du prince de Massa n'avait profité qu'à celui qui s'était saisi de son poste; que l'on ne songeait qu'à brûler ou à saccager des maisons, et non pas à ouvrir les passages des grains dont toutes les provinces circonvoisines abondaient; que si le parti n'était pas assez fort pour le pouvoir faire lui seul, il fallait, sans différer davantage, avoir recours à quelque puissance étrangère capable de le défendre contre les forces des Espagnols, et l'empêcher de périr par la faim; que si l'on ne pouvait trouver un prompt remède pour ces maux, il valait mieux s'accommoder avec les ministres d'Espagne, que de se voir contraints

à mourir de faim, et que, pour toute conclusion, il fallait du pain ou la paix.

Ces murmures, autorisés secrètement par la plupart des capitaines des ottines et des autres chefs populaires qui haïssaient Gennaro Annésé, l'inquiétaient extrêmement, dans la crainte qu'il avait qu'ils ne causassent quelque soulèvement de la populace à son préjudice. Comme cet esprit brutal, en aspirant à la dignité qu'il possédait, avait plutôt songé aux moyens d'y arriver qu'à ceux de s'y maintenir, et qu'en considérant l'éminence de ce poste, il n'avait pas regardé la profondeur des précipices qui l'environnaient, il est certain que cette hauteur disproportionnée à sa naissance et à sa capacité, lui fit souvent tourner la tête au moment qu'il en avait le plus de besoin. En effet, au lieu d'agir fortement pour réunir tous les divers partis qui divisaient le général, et de travailler à ouvrir les passages des vivres, il se tenait perpétuellement enfermé dans son Torrion des Carmes, où tous ses soins tendaient plutôt à le mettre à couvert des insultes de ses ennemis que des attaques des Espagnols : toutefois, les murmures du Peuple, accompagnés de plusieurs menaces, le contraignirent enfin de songer un peu au public, et d'appeler la Consulte, laquelle avec lui composait le corps entier de la souveraineté. Cette assemblée, convoquée au Torrion des Carmes, et chacun des appelés s'y étant rendu ponctuellement, Gennaro Annésé dit en peu de mots, et avec assez de confusion, qu'il s'estimait

bien malheureux de ce que le Peuple criait généralement contre lui, et l'accusait des manquemens que le tems ou ceux qui faisaient sa charge avant lui avaient causés; qu'il ne tenait pas à ses soins que les choses n'allassent mieux; qu'on ne pouvait avoir des vivres pour le besoin de la cité qu'en tâchant d'ouvrir les passages des provinces circonvoisines occupées par les ennemis; qu'il n'avait pas assez de forces pour un dessein de cette sorte, puisque les soldats qu'il avait suffisaient à peine à défendre tous les postes de la ville; qu'il voyait bien qu'il fallait faire des levées pour ce sujet, mais qu'il n'avait point d'argent ni de moyens d'en recouvrer. A ces paroles il fut interrompu par quelques-uns des assemblés qui, n'ayant point eu de part aux pillages des palais qui avaient été saccagés, dirent avec beaucoup de chaleur, qu'ils étaient surpris de l'entendre parler ainsi, sachant fort bien que tant de meubles précieux, et tant d'argent qu'on avait pris dans les maisons des gabeleurs, devaient être encore en nature, qu'il les fallait tous ramasser et les retirer de chez ceux qui secrètement ou par force les avaient soustraits au public, à qui seul ils appartenaient, puisqu'ils procédaient de son bien; que les deniers qui proviendraient de ces choses seraient capables de lever et d'entretenir pour quelque tems de bonnes troupes qui pourraient être employées dans la ville et dans la campagne, suivant le besoin que l'on en aurait.

Ce discours ne causa pas peu de confusion dans une assemblée de gens dont la plupart étaient coupables du crime qu'on leur reprochaît. Au lieu de délibérer et de conclure quelque chose sur cette matière, on en vint jusqu'aux reproches; chacun découvrant sur-le-champ ce que cachait son compagnon, et peut-être que cette contestation eût passé plus avant, et eût produit des effets violens et fâcheux, si Vincenzo d'Andréa n'eût ramené tous ces esprits, en leur représentant qu'il serait dangereux pour tous, que le Peuple, qui n'attendait son repos que de leur prudence, s'aperçût de leurs dissentions, qu'il n'était pas tems de penser à des redditions de comptes, non plus qu'à des ventes de meubles, dont on aurait peine à trouver des acheteurs dans ces rencontres, où ceux qui avaient de l'argent n'avaient garde de le montrer; qu'il fallait songer au soulagement de la populace, qui voulait la paix ou du pain; que pour lui, qui n'avait pour but que le repos de sa patrie, il croyait bien que le plus prompt et le plus assuré moyen de l'établir serait la paix, si son principal fondement n'était cette foi si souvent violée par les Espagnols; que, puisque toutes les assurances et les cautions que le Prince peut donner à ses peuples ne consistent qu'en sa parole, qui doit être aussi bien gardée et sacrée que sa personne, il ne voyait plus de liaison à prendre avec des infidèles, qui, pour confirmer leurs promesses, n'emploieraient que

ces sermens qu'ils avaient enfreins tant de fois; que quelques suites que la guerre peut avoir, ses événemens les plus sinistres ne sauraient jamais causer tant de disgrâces ni de ruines, qu'une paix qui ne servirait que d'amorce pour surprendre et pour conduire un nombre infini d'innocens à la boucherie; qu'il fallait donc chercher du pain plutôt que rechercher la paix; que pour en trouver, il croyait que l'on devait faire deux choses : l'une, la perquisition de tous les grains dont les monastères de Naples, et toutes les maisons bourgeoises avaient fait leurs provisions dès le commencement des troubles, dont il faudrait prendre une partie pour les nécessités publiques qu'on doit toujours préférer aux particulières; et l'autre, l'union des forces de tous les Peuples soulevés dans l'étendue du royaume, surtout aux provinces voisines, en les conviant toutes d'agir pour l'ouverture des passages des grains dont elles abondaient, et qu'elles pourraient fournir à cette importante cité qui était leur mère commune; qu'afin d'obliger tous les Peuples de l'État à s'unir ensemble, et marcher d'un commun accord, il fallait donner une forme à leur nouveau gouvernement, et qu'il fallait songer aussi bien de quelle manière les peuples useraient de leur liberté, qu'aux moyens de la recouvrer; qu'étant rebutés avec raison du gouvernement monarchique, il jugeait avec apparence que celui de la république leur serait plus avantageux; qu'en

donnant ce nom au soulèvement de l'État, tout le monde le maintiendrait avec d'autant plus de vigueur, que chacun pourrait espérer d'avoir part au gouvernement, et qu'à ce sujet, en attendant que l'on formât cette république, il en fallait prendre le titre.

A ces paroles toute l'assemblée s'écria d'une commune voix, que tous ses avis étaient justes, et que certainement le Peuple les approuverait avec joie. Alors le docteur Francesco de Patti voyant que Vincenzo d'Andréa ne disait plus rien, commença à parler et représenta à l'assemblée : qu'on ne pouvait rien ajouter à des avis si raisonnables, si ce n'est qu'il fallait prévoir que les Peuples ne pourraient de long-tems réunir leurs forces pour se mettre à couvert de celles de leurs ennemis ; que si les cités qui s'étaient déclarées pour le parti étaient près les unes des autres, ou en état de se donner la main à toute heure, sans qu'on pût les en empêcher, elles pourraient mettre sur pied des troupes qui seraient capables d'ouvrir les passages des vivres, et de secourir la cité dans ces nécessités pressantes; mais que les villes populaires étant environnées de toutes parts des royalistes, on ne pouvait pas espérer qu'elles se pussent réunir ni facilement ni si tôt à l'aspect de leurs ennemis qui les contraignaient de songer au dedans plutôt qu'au dehors ; qu'il jugeait que la république serait avantageuse au Peuple, mais qu'il ne pensait pas qu'on pût former ce

corps de tant de membres si éloignés les uns des autres, sans le secours et l'appui d'un Prince étranger, qui prenant la protection de la république naissante, lui fournît des forces capables de subvenir à sa faiblesse, et la soutînt jusqu'à ce qu'elle pût agir toute seule; qu'il ne voyait que deux puissances à qui l'on pût recourir, l'une prochaine, et l'autre éloignée, le Pape et le Roi Très-Chrétien; que le secours de Sa Sainteté semblerait le plus convenable, le plus utile et le plus juste, tant à cause du voisinage et du rapport qu'il y a du gouvernement temporel de l'État ecclésiastique avec celui de la république, qu'à cause du droit que les Papes ont sur le royaume de Naples, dont ils sont seigneurs primitifs, et qui pourrait leur donner lieu d'en changer le gouvernement, et de l'ôter au roi d'Espagne, qui, ne l'ayant qu'en qualité de feudataire du Saint-Siége, est obligé, suivant ce titre, d'augmenter et d'améliorer ce fief, au lieu de le détruire par l'insatiable avarice de ses sanguinaires ministres; mais qu'il y avait des raisons qui lui faisaient appréhender que le Pape ne voulût pas accorder sa protection à un changement incertain qui attirerait sur ses bras l'aversion et la puissance de toute la maison d'Autriche; que le dessein de Paul IV, et la mort de ses deux neveux, en lui montrant le précipice où ces infortunés tombèrent, l'obligerait à fuir les occasions de rompre avec une couronne de qui le poids, avec le tems,

pourrait accabler sa maison; que de plus, chacun savait bien que son âge et son naturel étaient ennemis des tumultes, et ne cherchaient que le repos; que presque tous ses parens étaient Espagnols, et surtout le prince Ludovisio, qui semblait l'être encore plus que s'il était né dans Madrid, et qu'ainsi il ne jugeait pas qu'il voulût s'embarquer dans ce dessein; que quant à la protection du Roi Très-Chrétien, il croyait qu'on l'obtiendrait facilement, mais qu'il fallait considérer que son bras, quoique très-puissant, était fort éloigné de Naples; que tout le secours qu'on pouvait attendre de cette couronne ne pouvait venir que par mer, où les Espagnols avaient plus de bâtimens qu'elle; que bien qu'elle les égalât ou les surpassât même en forces navales, ce secours arriverait souvent bien tard, ou périrait le long des côtes par la violence des vents, et par les soudaines bourasques qui y règnent depuis la Plage Romaine jusques en Sicile; que, quand cela ne serait pas, il fallait craindre que la France ne vît de trop près un royaume sur lequel elle avait un si grand droit, et où les peuples avaient tant d'amour pour la maison d'Anjou; qu'il remettait à l'assemblée le jugement des accidens que l'incompatibilité des mœurs de cette nation avec les leurs pourrait produire : et qu'enfin sans vouloir conclure sur ce sujet, il la priait d'examiner ses raisons, pour se résoudre ensuite sur les choses qui concernaient l'état présent des affaires de sa patrie.

L'assemblée, après avoir écouté fort paisiblement Vincenzo d'Andréa et le docteur Francesco dé Patti, fut long-tems à se déterminer sur les matières proposées. Parmi tant de têtes qui la composaient, chacun avait son opinion : toutefois, après avoir examiné toutes choses, il fut arrêté et conclu que l'on ne parlerait jamais de paix avec les Espagnols; qu'il valait beaucoup mieux périr par l'épée de leurs soldats que par celle de leurs bourreaux : que pour empêcher que le peuple ne criât touchant la disette des vivres, on visiterait tous les greniers particuliers tant des couvens que des bourgeois, et qu'on prendrait une partie des grains qu'on y rencontrerait pour le soulagement du Peuple : que la province de Salerne en ayant eu une abondance considérable cette année, Polito Pastina serait prié de se mettre en campagne pour ouvrir quelques passages, et rendre libre le commerce de Naples avec son pays : que tout le parti populaire prendrait le nom de république en attendant l'occasion et les moyens de lui donner la forme que l'on jugerait la plus avantageuse de toutes celles qu'on voit en ce genre d'État; qu'on enverrait des députés à tous les Princes de l'Europe, pour les informer des motifs de son juste soulèvement, et pour implorer leur faveur et leur aide contre l'effort d'une puissante monarchie qui devait faire ombrage à tous : qu'il faudrait négocier secrètement avec le Pape, pour voir le penchant de

son cœur, et si l'intérêt du Saint-Siége ou de sa maison, le pourrait convier à prendre parti : qu'enfin si l'on ne pouvait rien obtenir de Sa Sainteté, on traiterait à Rome avec les ministres de France, pour ménager l'assistance de cette couronne, et pour obtenir un secours qui fût capable de défendre, et non pas d'envahir l'État.

CHAPITRE IX.

Effets des résolutions prises par Gennaro Annésé et la Consulte. — Soins que prennent les ministres d'Espagne pour obliger le pape Innocent X à ramener le Peuple en son devoir. — Négociations faites ensuite, et leur peu d'effet.

La Consulte s'étant séparée, cette multitude de peuple qui en attendait les conclusions avec impatience dans le Marché, fut informée sommairement de celles qui concernaient les remèdes des souffrances communes, et qui tendaient à former une république, ce qui fut si bien reçu de tous, que la joie que chacun en eut, lui fit oublier pour quelques jours les misères et les travaux que l'on souffrait dans un État de qui tous les membres pâtissaient, et principalement les inférieurs, et qui, ne subsistant qu'à la faveur des arts et du commerce, cessaient de gagner à mesure que toutes ces choses cessaient. En effet, cette république, dont on flatta adroitement la populace, lui persuadant qu'elle la maintiendrait dans le libertinage où elle vivait, fit reconnaître, en cette conjoncture, qu'encore que le ventre n'ait point d'oreilles, l'espérance lui en fait naître quelquefois, et que c'est une nourriture qui

supplée au défaut du pain; que, dans un changement d'État, ceux qui peuvent tout espérer, sont capables de tout souffrir, et que l'idée d'un bien futur peut soulager un mal présent.

Le bruit de la nouvelle république courant de quartier en quartier, obligea toute la populace à témoigner la satisfaction qu'elle avait de la conduite de ses chefs, confirmée de plus en plus par les soins continuels que prit Vincenzo d'Andréa, suivant l'ordre de la Consulte, pour la recherche de tous les grains qui se trouvaient dans la cité, et particulièrement dans les monastères, qui s'en étaient largement pourvus. Cet homme était extrêmement agissant et laborieux, et si cet emploi lui attira beaucoup d'ennemis, il lui acquit encore plus d'amis, d'autant que ceux qui avaient besoin de blé surpassaient en nombre ceux qui en avaient fait provision, et quoique le soulagement que le Peuple reçut par cette voie ne fut pas considérable, il lui ferma pourtant la bouche pour quelque tems, et fit cesser ces grands murmures qui semblaient menacer le parti de quelque sinistre changement.

Pendant que les chefs populaires faisaient tout ce qu'ils pouvaient à Naples, pour contenir la populace dans leurs intérêts, le comte d'Ognatte et les autres ministres du roi d'Espagne à Rome, n'oubliaient rien de leur côté pour tâcher de réduire ce Peuple, ou par la force ou par l'adresse. L'appui des princes Ludovisio et Giustiniani, neveux du Pape, leur donnant le moyen

de faire des levées dans Rome, ils envoyaient de tems en tems au duc d'Arcos tous les soldats qu'ils pouvaient trouver; et voyant que ce Vice-Roi, à faute d'argent, était à la veille d'une révolte ou d'un débandement général de ses troupes, le comte d'Ognatte vendit toute sa vaisselle d'argent, et obligea les cardinaux, prélats et seigneurs de sa faction à se cotiser pour le secourir dans cette étrange nécessité.

Mais la chose à quoi cet adroit ministre travailla le plus, fut à gagner le Pape, pour l'obliger de s'entremettre de l'accord du Peuple avec le Roi, son maître; ce pontife avait des talens extrêmement considérables : il était grand jurisconsulte, grand politique, et possédait un esprit subtil, éclairé et hardi, surtout en ce qui concernait la manutention des priviléges et des intérêts du Saint-Siége; et quoi qu'on l'ait soupçonné d'être plus Espagnol que Français, il s'est passé beaucoup de choses pendant son règne, qui ont pu faire juger à ceux qui les ont su examiner, que cette opinion procéda de l'attachement que ses neveux avaient avec l'Espagne, et de la mauvaise intelligence qui était entre le cardinal Panzirole et le cardinal Mazarin, laquelle étant née avant leur fortune, se nourrit dans leur ministère, et parut en plusieurs rencontres, où l'intérêt public servit de prétexte au particulier.

Le comte d'Ognatte étant donc favorisé et secondé des parens du Pape et de son confident, lui représenta plusieurs fois que la rebellion de

Naples était un si mauvais exemple, et choquait tellement les droits du gouvernement monarchique, que tous les souverains devaient s'intéresser en cette cause, et concourir au châtiment d'un mal qui les offensait tous; que Sa Sainteté y était plus étroitement obligée que les autres, par l'intérêt qu'a le Saint-Siége en ce royaume, dont il est seigneur primitif, qu'il la priait de vouloir joindre son bras à celui de son Roi, et même d'employer l'effort de tous les foudres de l'Eglise pour le réduire en son devoir; qu'il la suppliait de songer aux suites d'un embrasement qui mettrait dans peu l'Italie tout en feu, si l'on ne tâchait de l'éteindre avant que la France fût en état de l'entretenir avec son argent et les forces de cette armée navale qu'elle préparait à Toulon; que cette couronne serait bien aise d'éloigner la guerre de sa frontière à peu de frais, pour la porter dans un royaume, et dans un champ propre à la soutenir fort long-tems, et au préjudice de cette paix si souhaitée de toute la chrétienté, et dont on serait éloigné plus que jamais, si les Français mettaient le pied dans ce pays; que l'État Ecclésiastique, comme le plus proche, était celui qui souffrirait le plus parmi les malheurs que la guerre cause aux lieux dont elle s'approche, aussi bien qu'en ceux où elle est; qu'on savait que le voisinage des Français n'est pas moins à craindre que celui d'un vaste torrent, dont le cours muable et rapide change de lit à tous momens, et ronge peu à peu le bord qui

semble lui servir de terme; et qu'enfin cette nation fière, volage et turbulente, ne pourrait conserver, avec ses voisins, le repos qu'elle a peine à garder chez elle.

Le Pape l'ayant écouté fort paisiblement, lui répondit : qu'il avait un regret extrême de la rebellion de Naples, laquelle il ne voulait pas excuser, encore qu'il reconnût qu'elle n'était que l'effet du désespoir où les ministres d'Espagne avaient réduit le Peuple; qu'il n'épargnerait aucun soin pour tâcher de le ramener dans son ancienne obéissance; qu'il ne voulait pas employer, dans cette occasion, les foudres de l'Eglise, puisqu'il jugeait que les effets en pourraient être plus nuisibles que profitables; qu'il avait lieu d'appréhender qu'une populace effrénée, qui ne suivait que sa fureur, ne s'effarouchât davantage par ces grands éclats, et qu'au lieu de revenir dans le bercail, elle ne s'égarât tout-à-fait, et se jetât entre les bras des Turcs, qui n'avaient qu'un trajet de cinquante milles; qu'il ne se servirait pas non plus de ses autres armes, pour ne se point attirer la France sur les bras, puisqu'il y avait grande apparence qu'elle protégerait les soulevés; que l'office de bon pasteur l'obligeait, par plusieurs raisons, à garder la neutralité, et à être plutôt arbitre que partisan des souverains, dont il devait tâcher d'accorder les différends et les querelles, au lieu de les entretenir; qu'il ne redoutait point les suites de cette guerre pour les maux que ses États pourraient souffrir, étant

persuadé du zèle et du respect que les Français ont toujours eus pour le Saint-Siége; et qu'enfin il ordonnerait à son nonce à Naples, d'agir et de faire tout son possible pour y rétablir le repos.

Quoique cette réponse ne satisfît pas beaucoup le comte d'Ognatte, il sollicita ensuite si puissamment l'effet de la promesse que le Pape lui avait faite, que peu de jours après, Sa Sainteté envoya à monsignore Altieri, son nonce en la cité de Naples, un bref, lequel contenait en substance, qu'elle ne pouvait exprimer la douleur qu'elle ressentait des excès et des violences commises par le Peuple, non-seulement contre son Prince légitime, mais encore contre l'Eglise, dont il violait le respect par mille horribles sacriléges : qu'encore bien qu'elle eût sujet d'être extrêmement indignée de tant d'emportemens étranges, et de tant d'inhumanités horribles, et plus convenables à des Maures qu'à des Chrétiens., la compassion qu'elle avait d'un peuple dont la piété lui fut autrefois si connue, l'obligeait à lui donner ordre de faire entendre aux soulevés que l'affliction qu'elle avait de tant de malheurs cesserait, si elle en pouvait voir la fin par un accord qui rétablît la royauté dans sa puissance et dans sa grandeur légitime, et le Peuple dans le repos et dans l'entière jouissance des immunités qu'il avait autrefois possédées : qu'à ce sujet il prît le soin d'ouvrir un traité avec eux, et de leur offrir, de sa part, son entremise paternelle pour obtenir du Roi d'Espagne

tout ce qui serait nécessaire pour les sûretés de la paix.

Le nonce ayant reçu cet ordre, le communiqua aussitôt à don Juan d'Autriche et au duc d'Arcos; on tint conseil pour délibérer de quelle manière il devait faire l'ouverture de cette négociation; les uns proposèrent que, dès le jour même, le nonce en fît les premiers pas : que lui-même apprît au Peuple les soins paternels que le Pape prenait pour le mettre en repos, et qu'il passât dans ses quartiers sans l'avertir et sans autre passe-port que son nom : ils croyaient que cette surprise causerait deux effets assez importans : l'un que sa présence ferait bien plus d'impression sur ces esprits, que ni ses lettres ni les discours d'un envoyé; l'autre, qu'en donnant à ce Peuple des marques d'une confiance singulière, il l'obligerait d'écouter plus paisiblement tout ce qu'il aurait à lui dire de la part de Sa Sainteté. Les autres soutinrent qu'il ne fallait pas hazarder légèrement la réputation du Pape, ni la personne de son nonce; qu'on avait à faire à un Peuple soupçonneux, fier et furieux, qui, voyant arriver le nonce dans ses quartiers, expliquerait un honneur de cette nature selon son orgueil, et croirait que Rome le craindrait; ou, selon ses ombrages, il s'imaginerait que ces avances et ces négociations auraient été mendiées par les ministres d'Espagne pour le surprendre; qu'il ne fallait pas exposer un prélat de cette importance à cette fureur populaire, qui ne gardait point de

mesures, et qui n'avait plus de respect ni de considération pour les puissances souveraines ; qu'il valait bien mieux ne commettre qu'un envoyé qui pût reconnaître les sentimens du Peuple, et voir si son extravagance lui laissait assez d'intervalle pour pouvoir lier avec lui le traité que l'on souhaitait.

Cette opinion fut préférée à l'autre par les ministres espagnols, et d'autant plus que cette défiance qui leur est si naturelle, et qui est la flottante base de leur plus ferme politique, leur fit appréhender que le nonce, traitant en personne avec les chefs de la populace, ne les écoutât au préjudice des intérêts du roi catholique. Ensuite de cette résolution, le baron Prégnano, cavalier de la cité de Salerne, fut expédié avec une lettre de créance et d'amples instructions pour passer au quartier du Peuple, où, quoiqu'il n'eût point demandé de passe-port, il fut reçu fort civilement dès qu'il dit qu'il venait de la part du nonce pour négocier avec le Peuple. Ayant présenté sa lettre de créance dans la Consulte, il l'informa avec beaucoup de chaleur et d'adresse, de la commission que le Pape avait donnée au nonce de s'entremettre en son nom de la pacification des troubles qui divisaient tout le royaume, de la joie que sa Sainteté aurait d'y pouvoir rétablir la paix, des avantages que son intervention apporterait au Peuple, et des sûretés d'un traité, dont le Saint-Siége à l'avenir serait caution et garant. Après avoir exposé et exagéré toutes ces choses, il sortit

afin de laisser à chacun la liberté de dire son avis sur cette négociation. La Consulte n'eut pas beaucoup de peine à délibérer sur ce qu'elle avait à répondre à cet envoyé, et étant entièrement persuadée que cette commission avait été demandée à Rome par l'ambassadeur d'Espagne, afin de donner lieu au tems, et d'empêcher que le Peuple, abusé par le prétexte d'une paix, ne se servît avantageusement des moyens qu'il avait de faire la guerre, elle le fit rentrer aussitôt pour lui témoigner qu'après tant d'infidélités commises par les Espagnols, le Peuple ne pouvait jamais prendre aucune confiance, ni s'accommoder avec eux; qu'il était obligé au Pape de la tendresse paternelle qu'il témoignait avoir pour lui, quoique l'on fût tout assuré que l'Espagne ne recherchait son entremise en ce moment, que pour égorger les ouailles, après avoir endormi le pasteur; que si sa Sainteté voulait lui donner une entière preuve de son amour, elle en avait le moyen, qui était de prendre la protection d'un Peuple qui ne pouvait plus se confier à des tirans qui voulant rompre en même tems avec Dieu et avec les hommes, avaient ajouté un parjure aussi détestable qu'impie à un orgueil insupportable, à une cruauté barbare, et à une avarice étrange et insatiable; qu'étant le seigneur primitif du royaume, il devait le retirer de leurs mains, lui donner une autre forme plus convenable à son repos, et souffrir que sous le nom de république de Naples, il arborât les étendards de l'Église, pour montrer que l'Etat avait la protec-

tion du Saint-Siége ; et que s'il faisait cette grâce au Peuple, il le retirerait de la crainte d'être forcé par son désespoir d'aller chercher des protecteurs à Constantinople ou à Londres.

Encore que le baron Prégnano se fût figuré de grands obstacles en cette négociation, il fut extrêmement surpris d'une réponse si brusque et si forte. Il en rendit compte au nonce et ensuite à don Juan d'Autriche et au duc d'Arcos ; ils en furent fort surpris aussi bien que les ministres Espagnols, qui jugèrent, par l'obstination du Peuple, qu'il fallait qu'il eût quelque espérance d'un secours considérable. On dit que dans le même tems que le Vice-Roi et le Conseil eurent résolu d'envoyer le baron Prégnano, l'avis en fut donné secrètement à quelques chefs du parti, qui le firent savoir à tous les autres : ainsi, l'on avait préparé la réponse avant même qu'il eût exposé sa commission.

CHAPITRE X.

Suites des négociations commencées par le duc de Guise à Rome, pour son passage à Naples. — Conférences qu'il a pour ce sujet avec les ministres de France, particulièrement avec le marquis de Fontenay. — Ombrages que le duc conçoit de la conduite de cet Ambassadeur.

Le dessein que fit le duc de Guise de passer à Naples dès qu'il eut la première nouvelle du soulèvement de cette cité, s'imprima si fort dans son cœur, que toutes les mutations qui survinrent ensuite ne furent point capables de l'en effacer. L'étrange fin de Masanielle, l'arrivée de Don Juan d'Autriche, avec l'armée navale d'Espagne, ni la tragique mort du prince de Massa, ne purent ni le rebuter ni lui faire peur ; et quoique les commencemens de ses négociations eussent été assez malheureux pour lui en faire appréhender les suites, il regarda toujours d'un même œil cette glorieuse entreprise. Le baron de Modène s'allait promener tous les jours par son ordre à Ripa-Grandé au long du Tibre, afin de voir toutes les barques qui arrivaient du côté de Naples, et s'informer des nouvelles qu'elles apportaient : aussitôt qu'il en apprenait quelqu'une par

cette voie, le duc la faisait savoir aux ministres de France, particulièrement celles qui étaient à l'avantage du Peuple, et qui pouvaient faire juger que ces troubles seraient d'une longue durée; mais comme dans leur exagération il faisait clairement connaître que l'ardeur qui accompagnait sa voix et ses raisonnemens était un effet de la part qu'il prenait dans cette révolution, ils écoutaient toutes ces nouvelles avec autant de flegme qu'il leur témoignait de chaleur, soit qu'ils ne pussent se persuader qu'un parti qui semblait n'avoir pour but que le libertinage, et pour guide que la fureur, pût résister aux forces du roi d'Espagne, secondées de celles d'une noblesse intéressée et animée par la vengeance aussi bien que par le devoir; soit qu'en considérant que le duc de Guise, qui avait un esprit élevé, hardi et capable d'embrasser les grandes choses sans en mesurer la hauteur, et sans en sonder les précipices, ils se figurassent que la fortune fait souvent réussir les desseins qui dépendent purement d'elle, plutôt que ceux où la prévoyance et le conseil ont tant de part, et qu'ils appréhendassent que si la France secondait ses désirs en cette occasion, son consentement et ses forces ne servissent à donner des ailes à une ambition trop aveuglée pour avoir un vol mesuré, et qui même, avec le tems, lui pourrait devenir nuisible; soit qu'ils crussent que dans les mortelles divisions du Peuple et de la Noblesse, il fallait seulement temporiser et fomenter secrètement leur commune haine, afin que

les uns et les autres étant lassés et affaiblis par la longueur et les misères de la guerre civile, la France étant appelée au secours des uns, les réduisît tous plus facilement sous sa loi, et réunît à son empire une couronne sur laquelle elle a tant de droits ; soit enfin que le ministère qui avait la paix générale pour son principal but, craignît de s'embarquer dans une affaire qui pourrait rendre la guerre immortelle entre les deux couronnes, puisque apparemment l'Espagne ne souffrirait jamais que la France possédât le royaume de Naples paisiblement ; il est certain que la lenteur et la froideur du marquis de Fontenay persuadèrent au duc de Guise qu'il n'approuvait pas son dessein, et qu'au contraire il employait secrètement tous ses efforts pour l'empêcher d'aller à Naples. Quand ce Prince lui témoignait que le service le plus grand que l'on pût rendre à la couronne était de profiter des divisions et des troubles qui s'augmentaient de jour en jour dans Naples et dans son royaume ; que le tems ne serait jamais si propre pour s'en prévaloir, que dans la nécessité où le Peuple se rencontrait, n'ayant ni chefs, ni officiers, ni argent, ni munitions pour se défendre de l'effort de ses ennemis ; que jamais les Napolitains n'auraient tant d'horreur pour l'Espagne, ni tant besoin de la France que dans l'état où ils étaient ; qu'il y avait de l'apparence que, dans cette incommode assiette, ils recevraient à bras ouverts qui que ce fût qui leur offrît son service et son assis-

tance, et qu'en attendant que la Cour leur pût envoyer un secours considérable, il était prêt d'aller à Naples, si le Roi et ses ministres l'agréaient, sans considérer les périls du passage ni du séjour. Cet ambassadeur lui répondit qu'il ne pouvait assez louer l'amour qu'il avait pour la France, et la grandeur de son courage; mais aussi qu'il ne pouvait voir sans pâlir les dangers extrêmes où il se voulait exposer; qu'il était d'accord avec lui qu'il ne fallait pas que le Roi négligeât les grands avantages que le soulèvement de Naples lui donnerait en peu de tems sur toute la maison d'Autriche; que depuis le commencement des troubles, il avait toujours donné part à la Cour des suites de cette révolution, et représenté aux ministres combien de bonheur et de gloire ils recevraient s'ils profitaient d'une si belle occasion; que la Cour répondait très-bien à ces sentimens; que l'armée qui se préparait à Toulon se mettrait bientôt à la voile pour prendre la route de Naples; qu'en attendant qu'elle parût et fût en état de secourir puissamment le Peuple, il ménagerait adroitement des entreprises qu'on lui avait proposées sur des places qui ne serviraient pas peu si elles pouvaient réussir; qu'il était pourtant étonné que ce Peuple, qui témoignait avoir tant d'animosité contre l'Espagne, n'implorait pas encore l'aide de la France; qu'il voyait bien qu'il avait peine à se déterminer, et qu'il redoutait les Français, quoiqu'il haït les Espagnols; qu'il le fallait laisser

résoudre de lui-même, sans le presser, pour ne lui rendre pas l'assistance de notre nation suspecte, et ne la lui pas offrir avant qu'il témoignât la souhaiter; que ce parti était formé de plusieurs autres dont chacun avait un but particulier, et ne marchait guère de concert que dans les exécutions de leurs inhumaines vengeances; que quand même il arriverait que d'un commun consentement ils imploreraient le secours et la protection du Roi, il fallait que cette assistance répondît au besoin du Peuple et à la réputation d'un si formidable monarque, que cela ne se pouvait faire que par l'armée navale que l'on attendait, et sur laquelle il se pourrait embarquer pour passer à Naples, au cas que le Roi l'agréât et que le Peuple le voulût; que d'y aller auparavant, il prévoyait que ce serait hazarder l'honneur de la France et sa personne; l'honneur de la France, en allant secourir cette populace sans lui porter ni argent, ni vivres, ni munitions dont les besoins étaient les seuls motifs qui la poussaient à rechercher l'aide du Roi; et sa personne, puisqu'il fallait traverser l'armée navale d'Espagne, et passer dans une ville où l'inconstance et la fureur semblaient régner également, où un simple ombrage passait pour un crime digne de mort, où il était plus périlleux de commander que d'obéir, puisque le Peuple à tous momens y coupait la tête à ses chefs; et qu'enfin il le conjurait de bien peser toutes les

choses qu'il lui représentait dans l'affection et le zèle qu'il avait pour ses intérêts.

Ces sentimens paraissaient trop raisonnables pour donner lieu au duc de Guise de les prendre en mauvaise part; mais, quoiqu'il témoignât au marquis de Fontenay qu'il lui était fort obligé de l'amitié qu'il lui faisait paraître, toutefois il ne laissait pas de croire que le but de l'ambassadeur était d'aller lui-même à Naples, avec l'armée navale qui devait partir de Toulon; que la peur que ce marquis avait qu'il n'y fût appelé par le Peuple, et qu'il n'y passât avant que l'armée navale fût en état de faire voile, le faisait parler de la sorte, et l'obligeait à lui faire la peinture de tant d'effroyables dangers, afin d'attiédir son ardeur. Le duc examinait toutes ces choses avec beaucoup de chagrin et d'inquiétude: plus il songeait à son dessein, plus il y trouvait d'obstacles; il considérait que, n'ayant point d'intelligences avec les chefs, il aurait peine à s'introduire dans l'esprit de la populace, et arriver, par cette voie, à cette place qu'il souhaitait; que quand il aurait fait connaître son nom, son mérite et son zèle aux Napolitains, le motif qui pourrait obliger le Peuple à l'appeler, serait l'espérance d'un secours capable de le soulager dans les nécessités extrêmes que souffraient tous les soulevés; qu'étant à Rome sans argent, et sans moyens d'en avoir de sa maison, de fort long-tems il n'aurait pas de quoi soutenir les offres qu'il faudrait faire à ce Peuple,

pour l'obliger à se jeter entre ses bras: il jugeait que sa naissance et sa personne donneraient de la jalousie à ceux qui tenaient le timon des affaires, et qui craindraient qu'il ne le leur ravît des mains; que, dans cet emploi, il avait à se garder tout à la fois des armes et des artifices de l'Espagne et de son parti, et de la fureur ombrageuse, inconstante, aveugle et barbare du Peuple et de ses partisans. D'autre part, il se figurait que peut-être la Cour de France n'agréerait pas son dessein; que tout le but du ministère n'était que de faire la paix; qu'afin d'y pouvoir arriver, il n'entreprenait des conquêtes que du côté des Pays-Bas, et de quelques places dont la perte ne serait pas si considérable à l'Espagne qu'elle pût empêcher l'accord; que le peu de soin qu'on avait de secourir le Portugal, et de s'étendre en Catalogne, donnait un grand sujet de croire qu'on pensait plus à affermir les limites qu'à les accroître, et à souffrir que les choses se remissent insensiblement dans l'équilibre, plutôt qu'à faire pencher les avantages du côté de la France; que si le principal ministre du royaume avait cet objet, il ne fallait pas attendre que le soulèvement de Naples pût être de longue durée, ni que ceux qui s'embarqueraient dans ce parti, pussent y faire un établissement solide; que si la Cour, tout au contraire, embrassait tout de bon la cause des Napolitains soulevés, il avait quelque lieu de croire qu'elle en confierait le soin à d'autres personnes qu'à lui; qu'encore que le cardinal de

Sainte-Cécile parût fort zélé pour ses intérêts, sa faveur et son entremise n'avaient pu encore obtenir pour lui l'ordre exprès de passer à Naples, qu'il ne demandait qu'à condition d'y servir à ses dépens.

Quoique les motifs de ces inquiétudes fussent assez grands pour agiter extrêmement un esprit aussi ferme que connaissant, celui de ce Prince n'en parut pas plus ébranlé; et comme, dans tous ses projets, il déférait beaucoup à la Fortune, et croyait que, dans toute sorte de labirinthe, elle lui fournirait un moyen pour en sortir heureusement, il poursuivit toujours sa première route, en pressant sans cesse le cardinal de Sainte-Cécile de tâcher d'obtenir du cardinal Mazarin, son frère, un ordre ou du moins une permission de passer à Naples, en lui faisant connaître, comme il avait fait par plusieurs autres dépêches, qu'encore que l'espérance d'un secours, tel qu'était celui qui devait partir de Toulon, fût capable de maintenir, pour quelques jours, la populace à qui toutes choses manquaient, hormis le courage et la haine pour les Espagnols, ses souffrances la contraindraient infailliblement d'écouter les propositions de paix que l'on lui faisait d'heure en heure, si la France ne lui donnait quelque assurance et quelque gage de son affection, en attendant qu'elle lui pût donner des marques de sa puissance, par un grand et signalé secours; que, puisque l'armée navale n'était pas encore en état de se mettre en mer, il fallait que quelque personne

connue et de considération passât, au nom du Roi, à Naples pour assurer les soulevés d'une entière protection, et pour y fomenter l'ardeur que produirait cette espérance dans le cœur des Napolitains; que le duc de Guise prendrait cet emploi, quoique périlleux, si Sa Majesté l'agréait, voulant même employer son bien pour y mieux servir sa couronne.

Le cardinal de Sainte-Cécile agissait de tout son possible, du moins en apparence, pour la satisfaction du duc, et, ce qui le peut mieux faire croire, c'est qu'ils avaient arrêté ensemble que si le duc, par son moyen, avait ordre d'aller à Naples, il écrirait avant son départ de Rome, à la duchesse, sa mère, pour l'obliger de négocier l'alliance de leurs maisons, par le mariage proposé déjà entre eux; que quand ce Prince y serait arrivé, il ferait en sorte que le Peuple demanderait, pour protecteur en Cour de Rome, ce cardinal, afin que ce titre servît de prétexte pour empêcher le voyage de Catalogne, où il ne voulait pas aller. Mais, quelques soins que cette Eminence prît pour avoir une réponse positive de la Cour, on ne voyait pas que ses sollicitations répondissent à son attente; cependant le duc travaillait sans aucun relâche, comme s'il eût été bien assuré de l'approbation de la Cour, et l'on voyait, en même-tems et dans un même palais, un prince et un ambassadeur français agir pour le service de la France, quoique par des routes diverses; à tous momens, surtout la nuit, un nombre de donneurs d'avis et de partisans

du Peuple de Naples, allaient, par les portes secrètes, rendre, à l'un et à l'autre, réponse des traités qu'ils négociaient ou qu'ils feignaient de négocier, car il y en avait plusieurs qui trompaient l'un ou l'autre, et rendaient compte au marquis des intentions du duc, ou à ce Prince des pratiques de ce marquis, et quelques-uns les trompaient tous deux, en faveur du comte d'Ognatte. Comme le duc n'épargnait ni le bon visage ni les promesses, et que sa bourse était ouverte à tous ceux qui se présentaient et qui s'offraient de s'employer pour son service, en ces occasions, il avait véritablement plus d'agens que le marquis, dont le visage froid et la bourse serrée ne lui en pouvaient pas tant acquérir; chacun d'eux, toutefois, marchait avec beaucoup de vigilance, et par les lumières qu'on a pu avoir de tant de négociations, on a pu juger que l'un et l'autre travaillaient pour avoir des intelligences parmi les soulevés; que l'objet du duc était d'obliger la populace de Naples à le demander, aux ministres de France à Rome, pour être chef de leur parti, sous la protection du Roi; et celui de l'ambassadeur était de faire que le Peuple fît une députation à la Cour, afin de traiter de ses intérêts avec elle, et à en obtenir les secours convenables à son besoin. Il y a beaucoup d'apparence que l'intention du marquis était avantageuse pour la France, et que l'effet qu'elle eût produit, eût fort éclaté dans l'Europe : mais il n'est pas moins apparent que celle du duc convenait beaucoup mieux au tems, puisque les nécessités du Peuple pouvaient forcer de changer d'heure en heure de sentiment, et le contraindre le soir de se soumettre à ces Espagnols qu'il abhorrait tant le matin. En effet, il est mal aisé de figurer en quelle assiette le Peuple était alors; les Espagnols dans la ville et la Noblesse dans la campagne, l'attaquaient de tous côtés : quelques diligences qu'eût pu faire Vincenzo d'Andréa, pour la recherche des grains qui se trouvaient dans la cité, le soulagement qu'elles avaient produit avait été de peu de durée; les passages des vivres ne s'ouvraient point, à faute de troupes suffisantes qu'on ne pouvait mettre en campagne, par le manquement de munitions et d'argent, le pain diminuait tous les jours de poids, et augmentait de prix; la populace affamée demandait tumultuairement et avec de grandes menaces, qu'on lui donnât du pain ou la paix; Gennaro Annésé n'osait sortir de son Torrion; Vincenzo d'Andréa se tenait caché, et l'on ne savait que juger du succès de tant de bourasques qui, dans cette conjoncture, agitaient l'esprit des Napolitains.

CHAPITRE XI.

Résolution du Peuple de recourir à la France. — Nicolò Maria Mannara député à Rome à ce sujet. — Conférence qu'il a casuellement avec le duc de Guise. — Demandes et propositions qu'il fait ensuite au marquis de Fontenay.

Si les caresses et les libéralités du duc de Guise avaient été vaines en plusieurs occasions, où il les avait employées pour son entreprise, et particulièrement en celles des voyages des pauvres malheureux qui tombèrent entre les mains des Espagnols, elles ne firent pas peu d'effet sur ces mariniers de Procida et de Pouzzoles, qui lui donnèrent la première nouvelle du soulèvement de Naples. A peine furent-ils de retour chez eux, qu'ils dirent à tous leurs amis, tant de ces lieux que de la cité (où ils avaient un secret commerce, quoique Procida et Pouzzoles fussent aux Espagnols), qu'ils avaient vu un Prince à Rome, de la vieille maison d'Anjou, qui était le plus affable et le plus libéral du monde; qu'ayant appris d'eux la nouvelle de cette révolution, il leur avait témoigné qu'il était fort touché des maux et des peines que le Peuple souffrait; que s'il croyait le pouvoir servir, il exposerait volontiers son bien et sa vie,

et qu'il passerait même à Naples, pour tâcher de lui procurer le repos et la liberté. Cette nouvelle courant sourdement, se répandit peu à peu par les quartiers de cette ville, et il est certain que ce fut le premier motif qui obligea le peuple à tourner les ieux du côté de Rome, pour y aller chercher le secours et l'appui qui lui étaient si nécessaires. Comme les nouvelles, qui passent d'une bouche à l'autre, s'altèrent en s'éloignant de leur source, par la coutume que chacun a d'y ajouter toujours quelque chose du sien, et qu'aussi il arrive souvent qu'on en oublie une partie, et que l'on ne retient que celle qui agrée et qui sert le plus; celle-ci fut débitée à Naples en plusieurs façons : les uns disaient qu'un Prince français, dont ils avaient oublié le nom, devait venir les secourir dans peu de jours; les autres assuraient positivement qu'il était arrivé à Rome, par ordre du Roi Très-Chrétien, et qu'il passerait bientôt à Naples avec de l'argent et des vivres suffisans pour les tirer de l'extrême nécessité où ils étaient réduits. Il y en avait qui affirmaient de l'avoir vu, et d'avoir parlé à lui. Et quelques-uns, pour paraître les plus judicieux, soutenaient que c'était l'ambassadeur de cette couronne qui viendrait en personne en ce royaume. Quoique ce bruit fît peu d'effet en son commencement, et que même il couvât longtems dans le cœur de plusieurs, qui reconnaissant le besoin que le Peuple avait de la protection de la France, n'osaient encore en faire la proposition à une multitude innombrable d'hommes préoccupés

d'une opinion ancienne et fomentée par les Espagnols, que les Français n'avaient ni religion, ni parole, ni fermeté, et surtout qu'ils tâchaient de plaire aux femmes de ceux qui les recevaient (ce qui chez eux passe pour crime); il est certain qu'il s'augmentait à mesure que les nécessités du peuple approchaient de ce période où enfin elles arrivèrent, et le contraignirent de quitter cette injuste et ridicule tradition, et de recourir à la France. En effet, on n'osa jamais proposer publiquement d'appeler les Français, pendant le gouvernement de Masanielle, ni durant celui du prince de Massa : et quoique quelques gens aient publié que la première ouverture qu'on en fit au peuple fut par le moyen des intelligences que les ministres du Roi à Rome avaient avec leurs chefs, il est très-assuré qu'il n'y eut jamais de véritable correspondance entre eux que depuis la première députation que le Peuple fit à Rome vers ces ministres, et que tous ces négociateurs, qui, sous le titre d'agens et de correspondans secrets des chefs de la populace, traitaient à Rome, tantôt avec le duc de Guise, et tantôt avec le marquis de Fontenay, n'avaient aucune liaison ni avec Gennaro Annésé, ni avec les autres principaux chefs des quartiers, et que tout leur but était de se rendre nécessaires, et tirer quelque utilité des nouvelles qu'ils apprenaient par la voie de quelques amis qu'ils avaient dans le parti, et qui pourtant n'étaient pas assez considérables pour entreprendre des négociations de cette importance.

Les premières pensées qu'eurent donc les Napolitains sur ce sujet, procédèrent de ce bruit sourd et confus qui courait parmi la populace depuis le retour des mariniers de Procida et de Pouzzoles. Gennaro Annésé fut à peine établi dans sa nouvelle dignité, que voyant les misères du peuple s'accroître de jour en jour, et qu'il serait impossible de l'empêcher de demander la paix, il crut que le meilleur moyen pour le retenir était de faire valoir ce bruit, et même de publier hautement qu'il savait de fort bonne part que le Roi Très-Chrétien était résolu de les assister d'argent, de vivres et de troupes, sans prétendre autre chose que le plaisir et la gloire d'avoir rendu la liberté à ce royaume. Afin de donner plus de couleur à cette nouvelle, D. Giovan Luigi del Ferro, que le Peuple avait tiré des prisons brisées dans le tems de Masanielle, fit entendre à la populace qu'il avait été nommé par Sa Majesté pour son ambassadeur à Naples, prit l'écharpe blanche, et promit que le secours destiné pour retirer Naples de la servitude d'Espagne, arriverait dans peu de jours.

Le Peuple sans s'arrêter à examiner particulièrement toutes ces choses, en conçut une si grande joie, qu'il la fit paraître par une infinité d'applaudissemens, et par les honneurs et les caresses qu'il fit d'abord à cet ambassadeur supposé, qui feignait d'heure en heure d'avoir des avis particuliers d'une grande et prompte assistance. La populace s'imprima si fort cette pensée dans son

cœur, que sur un bruit qui courut que Marc-Antonio Brancaccio, mestre-de-camp-général, avait fait emprisonner un homme venu de la part des ministres de France à Rome, il fut incontinent privé de sa charge, et se vit même en danger de perdre la vie. Gennaro Annésé, prévoyant que ses artifices ne pourraient produire un effet de longue durée, et que pour ne pas retomber dans quelque dangereux accident, il fallait songer tout de bon à recourir à la France, se vit tout à coup attaqué par des inquiétudes qui le troublaient infiniment : en considérant l'avenir, il trouva sa carrière bordée de précipices, jugeant, malgré sa brutalité, que s'il appelait les Français, c'était recourir à des amis qui se rendraient enfin ses maîtres; et s'il ne les appelait pas, qu'il serait bientôt exposé à la barbarie du Peuple ou à celle des Espagnols. Comme le dernier péril était le plus proche et le plus certain, il se résolut d'envoyer à Rome un de ses confidens pour demander la protection et le secours de la France aux ministres du Roi qui se trouvaient en cette Cour; il choisit pour cet effet Nicolò Maria Mannara, jeune homme d'un esprit agissant et fort secret, qu'il dépêcha en diligence, et le chargea d'une lettre pour l'ambassadeur de France, et de plusieurs blancs-seings pour s'en servir en cas de besoin.

Nicolò Maria Mannara étant arrivé assez heureusement à Rome, fut aussitôt au palais du cardinal Antoine Barberin, où l'ambassadeur et le

duc de Guise étaient logés. Il pria le sieur de Luzarches, maître-de-chambre de l'ambassadeur, qui pour lors n'était point au palais, de lui faire donner une audience secrète dès le même jour : mais ce gentilhomme, au lieu de lui faire donner un logement pour se reposer, le remit à une autre fois, et le laissa dans la salle sans lui faire un meilleur accueil : cet envoyé était en assez mauvais état, pour avoir été exposé depuis sa barque jusqu'à ce palais à une grande pluie qui l'avait extrêmement mouillé. Un des estaffiers du duc, passant fortuitement, s'enquit d'où il venait, et ayant appris que c'était un Napolitain arrivé récemment de ce royaume, jugea qu'il en pourrait savoir des nouvelles, dont il voyait bien que le duc était extrêmement curieux; il en donna sur l'heure avis au baron de Modène, qui aussitôt le fit venir dans sa chambre, et qui n'eut pas une petite joie d'apprendre qu'il n'y avait que deux jours qu'il était parti de Naples, où tout le Peuple, d'une commune voix, réclamait la France. Pour gagner d'abord l'affection de ce Napolitain par un traitement tout contraire à celui du maître-de-chambre de l'ambassadeur, il ordonna à un officier de la maison du duc de le mener dans une chambre, et de le faire manger et sécher, lui disant que s'il voulait après voir le duc de Guise, il obligerait beaucoup ce Prince, qui avait une passion extrême de servir le Peuple, par une inclination naturelle qu'il tenait de la maison d'Anjou, dont il était sorti. A ce mot d'Anjou, Nicolò Maria Mannara s'écria qu'il en

serait très-aise, et pendant qu'on exécutait l'ordre qu'il venait de donner, le baron de Modène informa le duc, dans son appartement, de cette aventure, et un peu après le Mannara y arriva, et y fut accueilli de ce Prince avec tant de civilités et de caresses, qu'il ne put s'empêcher de lui ouvrir le secret de son voyage, et de lui dire que Gennaro Annésé, chef de la république de Naples, l'avait expédié à Rome pour voir les ministres de France, et leur demander le secours et la protection du Roi, qu'il ne faisait que d'arriver à Rome ; mais qu'ayant demandé l'audience au maître-de-chambre de l'ambassadeur pour lui rendre la lettre de Gennaro Annésé, on n'avait guère fait de cas de l'envoyé, ni de celui de la part duquel il venait.

Le duc l'assura que le marquis de Fontenay blâmerait son maître-de-chambre d'un procédé si peu civil, et ensuite lui demanda en quel état était véritablement le Peuple de Naples. Le Mannara lui rendit un compte assez exact de tout ce qui s'y passait, et lui apprit qu'il y avait dans la cité près de cent cinquante mille hommes sous les armes, résolus de périr ou de recouvrer le repos et la liberté ; que cette milice nouvelle et confuse n'avait besoin que d'officiers pour la régir et pour ménager à propos le courage qui l'animait ; que les nécessités urgentes du Peuple étaient le manquement de munitions et de vivres, à quoi l'on ne pouvait pourvoir que par un grand et prompt secours. Le duc, avec cette chaleur que son visage

et ses paroles témoignaient dans les occasions où son cœur prenait quelque part, lui dit qu'il compâtissait aux souffrances d'un Peuple qu'il avait sujet d'aimer et de servir, ayant l'honneur d'être sorti du sang de la maison d'Anjou; que dès la première nouvelle de cette révolution, il s'était résolu d'aller à Naples, et de hazarder un million d'or de son bien, même tout, et jusqu'à sa vie, pour sa liberté, au cas que les Napolitains eussent agréé son service; qu'il avait tenté tous les moyens imaginables pour lui faire connaître ses sentimens; mais qu'il avait été toujours si malheureux, que les Espagnols avaient pris et fait mourir ses envoyés, n'ayant pu rencontrer encore une occasion favorable pour établir une solide et secrète correspondance avec les chefs de ce parti; qu'il louait Dieu dans ce moment de voir un député du Peuple avec qui il pût conférer et ouvrir un cœur dont l'objet était de se sacrifier pour le salut des soulevés; qu'il était certain que la France embrasserait avec chaleur et zèle leur protection, et que, par l'armée navale qui se préparait à Toulon pour les secourir, ils verraient des témoignages efficaces du pouvoir du Roi Très-Chrétien, et de ses bonnes intentions; qu'en attendant qu'elle vînt brûler ou combattre celle d'Espagne, et soulager tous les maux et toutes les peines du Peuple, il s'offrait de passer à Naples pour y servir de premier gage de l'amitié du Roi, son maître, et pour appuyer de ses bras, de sa bourse et de son crédit cette république naissante, dont il

prétendait maintenir la grandeur et la liberté, au péril même de sa vie; que pour cet effet il était nécessaire qu'il témoignât à l'ambassadeur, qu'en attendant l'armée navale de France, le Peuple souhaitait que le Roi envoyât quelque Prince à Naples, qui pût maintenir, par sa présence et par ses soins, l'espérance d'un prompt secours, encourager les zélés et fortifier les faibles; qu'ayant su que le duc de Guise se rencontrait pour lors à Rome, Gennaro Annésé et la Consulte croyaient qu'étant si près de Naples, Sa Majesté ferait bien mieux de l'y employer qu'un autre plus éloigné et moins connu dans le pays, et qu'ils priaient ses ministres de l'obliger à passer promptement à Naples, de crainte qu'un plus long délai ne causât quelque changement dans la cité, au préjudice de l'amour que le Peuple avait alors pour cette couronne.

Nicolò Maria Mannara, rebuté du mauvais accueil que lui avait fait le sieur de Luzarches, et gagné par le bon visage aussi bien que par les promesses du duc de Guise, s'attacha dès-lors si puissamment à ses intérêts, qu'on peut assurer qu'il n'eût jamais dans ce royaume de serviteur plus fidèle ni plus ardent que lui. Après donc qu'il eut protesté à ce Prince qu'il voulait suivre sa fortune, et ne l'abandonner jamais, et que la lettre qu'il portait à l'ambassadeur n'étant que de créance, il pouvait satisfaire à son désir dès sa première audience, espérant que Gennaro Annésé approuverait tout ce qu'il aurait négocié et conclu à Rome, dans la confusion où il était par

les menaces continuelles que le Peuple lui faisait de s'accommoder avec les Espagnols, s'il ne voyait quelque prompte marque de la protection de la France. Il fut résolu entre eux que le Mannara agirait de cette sorte avec l'ambassadeur et avec les autres ministres du Roi en cette Cour, et que le duc de Guise témoignerait d'ignorer entièrement cette négociation.

Dès le même soir le Mannara eut audience du marquis de Fontenay, qui le reçut avec tout autant de caresses et de démonstrations de joie que son flegme le lui pouvait permettre, et ayant ouvert et lu la lettre de Gennaro Annésé, par laquelle il se qualifiait généralissime de la république de Naples, il écouta fort attentivement toutes les demandes et propositions de ce député, qui d'abord semblaient ne tendre qu'à un puissant et prompt secours, sur quoi le marquis l'assura positivement que l'intention de la France était de protéger la cause du Peuple de toutes ses forces, et d'agir pour sa liberté, sans autre intérêt que celui de la gloire d'avoir servi d'appui à cette république; que l'armée était toute prête de partir de Toulon pour Naples, et qu'elle porterait au Peuple toutes les choses dont il avait besoin dans ses nécessités pressantes. Mais quand le Mannara, après l'avoir remercié au nom du Peuple, de l'espérance qu'il lui donnait d'un secours si considérable, lui dit que pour mieux persuader et entretenir dans leurs premiers sentimens, les esprits chancelans et flottans de cette

grande multitude de gens dont le parti était formé, Gennaro Annésé et la Consulte désiraient que le Roi envoyât promptement quelque Prince à Naples, comme pour gage de son affection, et qu'ayant su que le duc de Guise, prince de très-haute naissance, et d'un nom célèbre et connu de toute l'Italie, était alors à Rome, ses instructions et ses ordres portaient de le demander aux ministres de Sa Majesté, de peur qu'une longue remise n'altérât les cœurs de cette populace, qui souhaitait si ardemment d'avoir un Français d'une condition relevée. Le marquis fut un peu surpris, et lui témoigna qu'il ne savait pas si le duc, qui n'était à Rome qu'incognito, et sans cet équipage qui faisait paraître sa grandeur quand il était en France, voudrait passer à Naples dans une occasion si pressante, où tant d'obstacles s'opposeraient à son passage : le Mannara lui repartit que pour l'équipage le duc étant à Naples en pourrait bientôt faire un tel qu'il voudrait; que pour son passage il n'aurait rien à craindre s'il voulait se servir de ces felouques napolitaines, dont le nom et l'agilité sont connues jusqu'au Levant. L'ambassadeur, pressé par ce discours, le congédia et lui promit qu'il ferait tout son possible pour porter le duc de Guise à répondre aux intentions du Peuple, quoique son dessein fût plutôt de l'en détourner que de lui en faire naître l'envie.

CHAPITRE XII.

Suite de la négociation du député du Peuple, à Rome.

Aussitôt que Nicolò Maria Mannara fut sorti de l'appartement du marquis de Fontenay, il revint en celui du duc de Guise par la porte du jardin, et lui rendit un fidèle compte de tout ce qui s'était passé dans cette audience, sans oublier la surprise qui avait paru sur le visage du marquis, quand il lui avait demandé, de la part du Peuple, que ce Prince passât à Naples. Le duc l'embrassa plusieurs fois, et, après lui avoir réitéré les promesses qu'il lui avait déjà faites d'établir solidement sa fortune, il lui dit de s'aller reposer, et donna ordre à ses gens d'en prendre un soin particulier.

Le lendemain au matin, le marquis de Fontenay vint voir ce Prince, et lui dit, avec un visage assez serein, l'arrivée de ce député, le malheureux état du Peuple, les instances d'un prompt secours, et la demande que Gennaro Annésé faisait qu'il passât au plus tôt à Naples; mais il ajouta en même tems que cette proposition lui semblait tout-à-fait étrange, qu'il n'y avait point d'apparence qu'un Prince de sa qualité s'allât exposer

de la sorte, et comme un simple aventurier, à la merci des galères et des vaisseaux de l'armée qui bloquaient Naples, non plus qu'à la fureur et à l'inconstance de ce Peuple; qu'il fallait considérer que s'il l'appelait, ce n'était que dans la pensée de tirer de lui un soulagement pour ses maux, et un avantage qui répondît à sa grandeur et à sa réputation; que sans doute il s'imaginait le voir arriver avec un superbe équipage et des barques pleines d'argent, de munitions et de vivres, enfin comme l'avant-garde de l'armée qu'on attendait, ce qu'il jugeait impossible s'il était contraint de partir promptement, et qu'il appréhendait qu'en y passant sans cette suite si nécessaire, ce voyage ne fût non seulement périlleux pour lui, mais aussi très-désavantageux au service de la couronne, et ne donnât lieu aux Napolitains de la soupçonner d'impuissance, d'envoyer de cette sorte un Prince de ce caractère, qu'il le priait donc de songer à ses intérêts et à ceux du Roi en cette occasion.

Le duc de Guise l'ayant écouté sans l'interrompre, lui répondit, qu'il se pouvait souvenir que sur cette même matière il l'avait prié plusieurs fois de ne point considérer les dangers qu'il pouvait courir dans cette révolution, puisqu'il ne les envisageait que pour les braver; quant aux intérêts du Roi, qu'il serait bien malheureux si l'on croyait qu'il voulût les choquer dans une entreprise où il hazarderait sa vie pour les soutenir; que tout au contraire il jugeait, par

l'état où était le Peuple, que le plus signalé service que l'on pût rendre à la couronne, serait que quelque homme de marque passât à Naples pour maintenir les soulevés dans l'espérance du secours qu'on leur promettait; qu'ils n'en regarderaient pas tant l'équipage que la personne, et s'imagineraient que la France ne l'aurait point risqué, si elle n'avait dessein de le faire suivre de près par un grand secours digne d'elle, et dont il ne serait que le gage.

Pour presser encore plus cet ambassadeur, il lui dit : qu'il serait périlleux d'attendre que la Cour y envoyât quelqu'un; qu'il croyait que l'un d'eux y devait aller incessamment, et que s'il refusait de le faire, ou qu'il l'empêchât d'y passer, il ne doutait point qu'on ne le chargeât du mauvais succès que ce retardement pourrait causer. Il y a beaucoup d'apparence que si l'ambassadeur eût vu vers l'embouchure du Tibre, l'armée navale qui n'était point encore partie de Toulon, il n'eût pas attendu que le duc de Guise lui eût proposé de passer à Naples; mais l'incertitude du départ de cette armée, et les périls évidens du passage et du séjour, lui firent répondre que son âge et son caractère ne lui permettaient pas de prendre cette route, sans un ordre exprès de la Cour; qu'il avait regret de le voir si résolu à ce voyage, et qu'il n'y pouvait consentir qu'avec un déplaisir extrême.

Comme le marquis allait poursuivre ce discours, on les vint avertir que le cardinal de

Sainte-Cécile entrait au palais, ce qui interrompit leur conversation. Après les premiers complimens, l'ambassadeur dit au cardinal, que le duc et lui conféraient ensemble sur une nouvelle dont ils devaient aussitôt l'aller informer chez lui; et à ces mots le duc feignant de se vouloir retirer pour laisser le cardinal et le marquis ensemble, ils le retinrent tous deux, et l'obligèrent de demeurer. L'ambassadeur rapporta succinctement au cardinal tout ce que le député de Naples lui avait dit, et ensuite exagéra les périls que le duc pourrait courir s'il s'embarquait dans ce dessein à la hâte, et sans avoir toutes les choses nécessaires pour se faire considérer d'un Peuple qui ne le regarderait que par les avantages que son arrivée lui pourrait procurer. Le duc répéta les choses qu'il venait de lui dire; mais le cardinal (qui savait que ce Prince était absolument déterminé de passer à Naples, et qui approuvait ce voyage ensuite des attachemens qu'ils avaient pris ensemble), appuya de sorte l'opinion du duc de Guise, qu'il fut conclu sur-le-champ que pour le bien et le service de l'État, il était nécessaire qu'un Prince ou quelque autre personne renommée dans l'Italie, passât en diligence à Naples, sans attendre les ordres exprès de la Cour; qu'un trop long délai pourrait causer des changemens désavantageux aux affaires de ce Peuple, et que puisque le duc de Guise avait assez de zèle pour la gloire de son Roi, et l'honneur de sa nation, pour vouloir répondre à la demande et à la passion des Napolitains, malgré tous les obstacles et les périls que le marquis de Fontenay lui avait représentés, il fallait travailler incessamment aux choses nécessaires pour son passage, et aux moyens de le faire réussir.

Cette résolution ainsi prise, il fut arrêté qu'on en ferait part aux cardinaux de la faction, et aux autres ministres de France qui étaient en cette Cour, et qu'on renverrait le député en diligence pour conclure avec Gennaro Annésé et la Consulte, de quelle sorte et avec quel titre le duc de Guise passerait à Naples. Le même jour on fit une assemblée des cardinaux et des ministres, dans laquelle, après que Nicolò Maria Mannara eût été entendu de nouveau, il fut conclu que la république de Naples serait à l'avenir traitée de royale par les Français; que sous ce titre le marquis de Fontenay ferait réponse au plus tôt à Gennaro Annésé, qu'il l'assurerait, au nom du Roi, d'une haute protection, et d'une assistance conforme au pouvoir de Sa Majesté, et que le député serait chargé d'aller et revenir au plus tôt, afin que le duc pût ensuite passer à Naples.

Jamais homme ne fut si satisfait que le duc de Guise le parut, voyant réussir si promptement et si favorablement une partie de son entreprise; il en communiqua sa joie au baron de Modène, qui lui témoigna combien de part il y prenait, et lui représenta, avec sa sincérité et sa franchise ordinaires, qu'après avoir, par son adresse, gagné le

député Mannara, et obligé l'ambassadeur de consentir à son passage, il devait songer à deux choses: l'une à convenir des conditions sous lesquelles il serait appelé à Naples, et l'autre à trouver de l'argent dont il avait besoin, tant pour les frais de son passage et pour quelques munitions qu'il faudrait porter avec lui, que pour les premières dépenses qu'il lui conviendrait faire à Naples, où il lui serait très-désavantageux que cette populace le crût dénué d'une chose qui, peut-être, serait la seule qui le rendrait considérable à son abord dans le parti; qu'il jugeait, sur le premier point, qu'il devait ménager le titre de son emploi, en telle sorte que Gennaro Annésé n'en pût avoir aucune jalousie, et qu'à ce sujet il fallait qu'il s'offrît de servir cette Royale République, ainsi que le prince d'Orange servait les États de Hollande; qu'ayant en main, par cette voie, les armes qui font la plus noble partie de l'autorité souveraine, ce maître fuzelier n'aurait pour lui que celle qui concernerait les finances et la justice, qui est la plus embarrassante, ainsi que la plus odieuse; que, pour l'autre point, il devait songer qu'il n'avait point d'argent, et qu'il en faudrait beaucoup répandre, en attendant qu'il en pût avoir de chez lui.

Le duc, qui dans ses passions ne se figurait rien de difficile, lui dit qu'il était de son avis, touchant le titre sous lequel il prétendait servir le Peuple, et que pour l'argent, il croyait en trouver à Rome, par le moyen du cardinal de

Sainte-Cécile, qui s'était trop attaché à lui pour ne lui en pas faire avoir dans une entreprise si glorieuse pour l'État et pour sa maison. Le baron lui repartit qu'il fallait donc qu'il s'assurât de bonne heure du cardinal, afin qu'aussitôt que Mannara serait parti, on pût préparer quelques munitions, surtout de poudres, dont le Peuple avait un extrême besoin. Le duc alla un peu après chez ce cardinal, à qui il rendit mille grâces de l'ardeur avec laquelle il avait appuyé son dessein, et lui fit de nouvelles protestations d'un attachement éternel avec sa maison; le cardinal y répondit par des assurances d'une perpétuelle amitié, et par des offres de toutes les choses qui pouvaient dépendre de lui; ces civilités convièrent le duc à s'ouvrir à lui sur le principal motif de cette visite; il lui dit qu'il allait dépêcher, en France, un de ses gens pour ramasser tout l'argent qu'il pourrait tirer de la vente de quantité de meubles de prix, et du revenu de ses terres, avec ordre de les engager ou les vendre, au cas que la duchesse, sa mère, ne voulût pas se mettre en peine d'en faire trouver, qu'ainsi il croyait en avoir suffisamment pour l'avenir, mais qu'il était présentement forcé de recourir à lui, pour trouver quelqu'un qui lui pût prêter quinze ou vingt mille écus pour subvenir à la dépense qu'il serait obligé de faire, jusqu'à ce que son envoyé en France lui eût fait tenir l'argent qu'il pourrait recouvrer; le cardinal parut un peu embarrassé de cette prière, et lui répondit qu'il lui présenterait sa bourse, si elle

n'était épuisée par les dépenses qu'il avait été obligé de faire depuis sa promotion : qu'il parlerait à un banquier de ses amis, pour lui en faire prêter au plus tôt, et ensuite le duc de Guise, après l'avoir remercié de cette générosité, se retira chez lui pour songer à la dépêche du Mannara, qui devait partir le lendemain.

Ce député ne manqua pas de se rendre au cabinet du duc, le soir même, avec lequel il eut une conférence de deux heures; ce Prince lui donna une lettre pour Gennaro Annésé, par laquelle il lui marquait qu'il avait tenté plusieurs fois les moyens de lui témoigner le zèle qu'il avait conçu tant pour le service du Peuple que pour le sien particulier; qu'il avait prié le Mannara de l'assurer qu'il désirait employer son bien et sa vie pour la Royale République, et se remit à ce député pour l'informer des choses qu'il voulait faire à cet effet. Le Mannara, chargé de cette lettre, et de plusieurs instructions touchant ce qu'il avait à dire à Gennaro Annésé, de la part du duc, prit congé de lui, très-satisfait des caresses et des promesses de ce Prince, et, après avoir pris les dépêches du marquis de Fontenay, il partit de Rome en diligence, afin d'aller donner au Peuple et à son chef une nouvelle qu'il croyait leur devoir être agréable par une infinité de raisons.

Quoique son absence de Naples eût été fort courte, les souffrances et les inquiétudes du Peuple étaient si grandes, que, d'heure en heure, les affaires y changeaient de face : quand quelques-

uns venaient à exagérer au milieu du Marché, ou en quelque autre place publique, les misères présentes et le peu d'apparence qu'il y avait d'un prompt soulagement, il s'amassait une multitude d'affamés qui criaient qu'il fallait massacrer Gennaro Annésé, don Luigi del Ferro et leurs partisans, et s'accommoder avec l'Espagne; et quand quelques autres venaient à examiner la cruauté et la perfidie des ministres espagnols, chacun criait qu'on devait attendre le secours de France, que don Luigi del Ferro, qui s'en disait ambassadeur, promettait de moment en moment; mais comme ses promesses étaient toujours les mêmes, et que l'on ne voyait aucun effet de tant de lettres qu'il disait avoir reçues des ministres, la partie du Peuple la plus souffrante, ou plutôt celle qui avait moins d'inclination pour la France, se souleva, se saisit de cet ambassadeur qu'elle arrêta prisonnier, et le menaça de le faire mourir, s'il ne justifiait, dans vingt-quatre heures, toutes les choses qu'il disait; mais Nicolò Maria Mannara arriva dans cette conjoncture, et fit voir la suscription de la lettre que le marquis de Fontenay écrivait au parti, par laquelle il lui donnait le titre de République Royale. Cela causa un changement si soudain parmi ces esprits qui flottaient entre la crainte et l'espérance, que dans un moment le Marché fut rempli d'hommes qui se mirent tous à crier : que, puisque le Roi Très-Chrétien les honorait d'un si beau titre, il fallait périr mille fois plutôt que de le laisser perdre.

Cette joie s'accrut bien encore par la lecture des lettres de l'ambassadeur et du duc de Guise, et par le compte que rendit le Mannara de sa négociation, surtout quand il exagéra adroitement l'origine, les qualités et les richesses de ce Prince, et qu'il assura le Peuple que c'était lui dont on parlait dans Naples, depuis le commencement de cette révolution, et qu'il avait tenté plusieurs occasions pour donner des marques au Peuple de la passion qu'il avait de le servir, et d'employer un million d'or de son bien, et tout le reste, avec sa vie, pour la liberté de l'État. A ces paroles, tout le monde s'écria qu'il paraissait bien, par des offres de cette sorte, que ce Prince était de la maison d'Anjou : qu'il fallait lui envoyer des députés, pour le prier de venir à Naples, et le prendre pour défenseur de la liberté du pays. En effet, le Mannara ménagea avec tant d'adresse et de chaleur les intérêts du duc de Guise, qu'il n'eut aucune peine d'obtenir tout ce qu'il voulut en son nom ; il fit entendre particulièrement à Gennaro Annésé, que lorsqu'il était arrivé à Rome chez l'ambassadeur, il n'avait reconnu sur son visage, non plus que dans son entretien, aucune disposition à les secourir : qu'il n'avait trouvé de l'ardeur que dans l'esprit du duc de Guise : qu'ayant vu que c'était le seul qui embrassait avec chaleur la cause des Napolitains, il avait jugé à propos, dans les nécessités présentes, de ne point refuser ses offres, puisque par sa venue à Naples, il serait lui-même la caution de ses promesses : qu'il avait

dit à l'ambassadeur que le Peuple le souhaitait pour général des armes de la République : qu'ensuite il avait arrêté que l'emploi qu'il aurait à Naples serait tel que celui qu'avait le Prince d'Orange en Hollande, et qu'il croyait avoir beaucoup fait tant par les avantages que le Peuple recevrait de la valeur et des richesses de ce prince, qu'à cause que Naples aurait en sa personne une assurance signalée de la protection du roi Très-Chrétien.

La confusion où était Gennaro Annésé au moment que le Mannara arriva, lui fit embrasser toutes ces propositions avec une joie extrême : de sorte que d'un commun accord il fut arrêté sur-le-champ, que le père Vincenzo Maria Capécé, religieux dominicain, Aniello di Falco, général de l'artillerie, et Nicolò Maria Mannara, iraient au plus tôt à Rome, pour remercier l'ambassadeur du Roi très-Chrétien, de la part de la Royale République de Naples, de la protection et du secours qu'il lui avait promis au nom de Sa Majesté, et le prier de vouloir par la prompte éxécution de cette dernière faveur, en rendre l'effet aussi utile qu'important, comme aussi pour rendre grâces au duc de Guise du zèle qu'il témoignait avoir pour la cité, et le prier d'y vouloir passer en toute diligence, pour y commander les armes de la République aux mêmes conditions, prérogatives et honneurs, que le prince d'Orange commandait celles des États-Généraux de Hollande.

Ces trois députés furent à peine partis de Naples, que Gennaro Annésé commença à se repentir d'avoir appelé si légèrement un Prince grand, brave, riche et libéral : quoique son extravagance et sa brutalité fussent grandes, il ne laissait pas de connaître en considérant le portrait que le Mannara lui avait fait de ce Prince, qu'il était bien différent du sien : et il commença à craindre que, par cette inégalité, les Napolitains ne conçussent autant de mépris et d'aversion pour lui, que d'estime et d'amour pour le duc de Guise. La défiance et les ombrages qui agitaient sans cesse son esprit, lui firent penser que ce Prince ne voudrait pas se soumettre à lui : que bien qu'il le fît d'abord, cette dépendance contrainte ne durerait que jusqu'à ce que secondé de la faveur du Peuple et des autres chefs, il fût en état de passer du commandement subalterne au commandement souverain. Ces réflexions l'inquiétèrent si étrangement, qu'après avoir fait confidence de ses soupçons au docteur Francesco dé Patti, son ami, et examiné avec lui tous les moyens pour empêcher le passage du duc de Guise à Naples, il se résolut de l'envoyer en diligence à Rome pour traiter secrètement avec le Pape, ou avec l'ambassadeur de France, au cas que Sa Sainteté ne le voulût pas écouter.

Il ordonna donc à ce docteur, qu'aussitôt qu'il serait à Rome, il tâchât d'avoir audience du Pape, ou de quelque personne confidente, qui lui fît

entendre que la populace et la bourgeoisie de Naples étaient tout à fait résolues de secouer entièrement l'horrible joug des Espagnols : que tous les peuples croyaient être fort valablement dispensés du serment de fidélité, dont les liens avaient été rompus par les horribles traitemens que ces barbares leur avaient faits, et par leurs contraventions aux droits divin et humain, et aux clauses de l'investiture de ce royaume, par laquelle le roi d'Espagne est obligé de maintenir les priviléges et les franchises de l'État, et ne le doit pas traiter en pays de conquête, comme il fait le Mexique et le Pérou : que Sa Sainteté avait lieu de prendre leur protection, étant leur seigneur primitif : que pour ce sujet ils recouraient à sa paternelle bonté, et la suppliaient d'agréer que ce royaume changeât tout d'un tems et de maître et de face, sous la forme de république, ou sous la domination du Saint-Siége, ou même sous celle d'un de ses neveux, si elle voulait en investir un de cette couronne : que celui de ces trois moyens qu'il lui plairait choisir serait aussi légitime qu'aisé à mettre en exécution : légitime, puisque le Pape pouvait justement retirer l'État des mains d'un feudataire aussi perfide que barbare ; et aisé à exécuter, d'autant que dès que la Noblesse verrait que Rome approuverait le soulèvement, elle joindrait ses armes à celles du Peuple pour chasser du pays tous les Espagnols : qu'ainsi, sans qu'il en coutât rien au Saint-Siége, Sa Sainteté pourrait retirer ce royaume de leurs mains aussi aisément

que les Portugais en avaient depuis peu retiré le leur.

L'instruction du docteur Francesco dé Patti, portait de proposer ces trois moyens au Pape l'un après l'autre, commençant par celui de la république, et finissant par celui de l'obliger à ôter ce royaume aux Espagnols, pour le donner au prince Pamphili, son neveu, au cas qu'il n'agréât pas la république, et qu'il ne voulût pas l'acquérir et l'unir au domaine de l'Église. Cette même instruction portait, que si le Pape ne le voulait point écouter, ou qu'il refusât toutes ces trois propositions, il s'adressât à l'ambassadeur de France pour traiter directement avec lui, et pour lui faire entendre secrètement que Gennaro Annésé, joint à la plus saine partie de la bourgeoisie et du Peuple, l'avait envoyé pour lui dire qu'ils voulaient marcher de concert avec Son Excellence, et n'avoir aucune dépendance que du Roi et dé ses ministres; qu'ils désiraient faire un traité avec la France, par lequel Sa Majesté, en accordant à leur royale république une entière protection, leur en témoignât les effets par une alliance perpétuelle et une ligue offensive et défensive; qu'ils le priaient, pour ce dessein, de vouloir faire un tour à Naples, où sa personne, qui dans Rome représentait celle du Roi, donnerait plus de poids aux choses, et ferait un plus grand effet que ne ferait le duc de Guise, qui n'avait été demandé que par la plus faible populace.

Le docteur Francesco dé Patti, chargé de ces ordres aussi confus que différens, partit secrètement de Naples deux jours après les autres députés, pour aller tâcher de détourner ce que les autres allaient établir, ou plutôt pour faire connaître à la Cour de Rome et à celle de France, que le but de Gennaro Annésé était de faire son parti plutôt que celui de l'État, et que tous ses desseins tendaient à offrir Naples à chacun, pour ne le donner à personne.

CHAPITRE XIII.

Arrivée des trois députés du Peuple à Rome. — Résolution prise pour le départ du duc de Guise. — Grand bruit que ce dessein fait en cette Cour. — Sentimens des ministres d'Espagne sur ce sujet.

Le père maître Vincenzo Maria Capécé, Aniello di Falco, et Nicolò Maria Mannara, étant partis de Naples avec un fort bon vent, arrivèrent bientôt à Rome, où ce dernier faisant connaître aux deux autres qu'il était nécessaire qu'il vît le duc de Guise pour savoir de lui à quelle heure ils pourraient avoir audience de l'ambassadeur de France et de lui, alla au palais où demeurait ce Prince, qu'il y rencontra heureusement. Le duc le reçut avec une joie inconcevable, et ayant appris de sa bouche le succès de sa négociation, il lui en fit mille remercîmens, et lui confirma les promesses qu'il lui avait faites de le combler d'autant de gloire que de biens.

Le soir même, après que le duc de Guise eut fait dire au marquis de Fontenay l'arrivée de ces trois députés, et qu'il eut pris l'heure de leur audience, ils furent introduits chez cet ambassadeur, à qui ils rendirent la lettre que

Gennaro Annésé lui écrivait au nom de la Consulte et de toute la cité de Naples, pour le remercier des grâces que, de la part du Roi Très-Chrétien il avait accordées et faisait encore espérer à la Royale République; ils lui exagérèrent ensuite la joie que tout le Peuple avait reçue des offres du passage et de l'emploi du duc de Guise, lequel ils venaient prier de vouloir partir en toute diligence, pour éviter les accidens qui pourraient survenir, si on laissait refroidir cette ardeur que toute la cité avait de le voir. Le marquis de Fontenay les ayant assurés qu'il concourrait à son départ de tout son possible, les congédia et leur dit qu'il fallait qu'ils l'allassent visiter pour lui donner cette nouvelle. Ils allèrent donc saluer ce Prince, qui les reçut avec une joie et des caresses toutes extraordinaires; mais il leur dit qu'il ne voulait point écouter ce qu'ils avaient à lui dire qu'en présence de l'ambassadeur : de sorte qu'il passa avec eux en l'appartement du marquis, où, après beaucoup de complimens réciproques, ce duc les obligea de donner la lettre qui lui était écrite par Gennaro Annésé, à l'ambassadeur, ne voulant la recevoir que de sa main; enfin il l'ouvrit et elle fut lue tout haut par ce marquis : elle portait que la Royale République avait embrassé avec joie ses propositions; qu'elle lui accordait l'emploi qu'il désirait avoir à Naples, sous les mêmes conditions que celui du prince d'Orange en Hollande; et qu'elle le priait instamment

d'aller en toute diligence en une ville où le Peuple le recevrait à bras ouverts.

La lettre lue, les députés publièrent la joie que tout le Peuple avait eue de ce qu'il avait répondu à leurs souhaits avec tant de zèle, et ils le convièrent ensuite de partir le plus tôt qu'il lui serait possible. Ce Prince les remercia des bontés que Gennaro Annésé, la Consulte et le Peuple témoignaient avoir pour lui, qu'il leur promit de reconnaître aux dépens même de son propre sang : mais pour son départ, il leur dit, qu'il dépendait entièrement de l'ordre et de l'aveu de celui qui dans Rome représentait la personne du Roi, son maître, étant tout prêt de s'embarquer dès que l'ambassadeur le lui aurait ordonné de sa part. Le marquis de Fontenay se trouva assez embarrassé de ce discours, s'imaginant que le duc lui rendait toutes ces déférences en présence des députés pour en avoir un ordre ou un refus, afin d'engager la France à ne les pas abandonner dans les suites de cet emploi, ou pour avoir sujet de le rendre responsable des accidens qui surviendraient à Naples s'il n'y passait point ; toutefois il lui répondit : qu'ayant envoyé un courrier au Roi, pour lui faire savoir le désir que le Peuple avait qu'il passât à Naples, il n'en pouvait avoir encore la réponse pour lui donner l'ordre exprès qu'il lui demandait; que pour l'aveu, il approuvait l'élection que la Royale République avait faite de sa personne, sachant le zèle qu'il avait pour le

service de la France et pour la liberté de Naples ; qu'il pouvait partir avec assurance d'être suivi dans peu de jours de toute l'armée navale qui s'apprêtait à Toulon.

Cette réponse donnant lieu au duc de Guise d'accepter, sans plus de remise, l'emploi que les députés lui venaient offrir, ce Prince leur fit paraître, par des paroles fort obligeantes, qu'il l'acceptait très-volontiers, et avec autant de plaisir que si la carrière n'était pas bordée d'un grand nombre de précipices, qu'il connaissait parfaitement, sans pourtant les appréhender; et qu'il était prêt de partir quand les felouques nécessaires seraient venues.

Le voyage du duc de Guise ayant été ainsi conclu, l'ambassadeur et lui allèrent en même tems chez le cardinal de Sainte-Cécile, pour lui donner avis de l'arrivée des députés du Peuple, et de ce qui s'était passé entre eux. Le cardinal en témoigna une satisfaction inexprimable, et dit, avec un visage riant, au duc de Guise, que puisqu'il était résolu de partir, il fallait qu'il s'en allât avec toute la diligence et tout le secret possibles, de peur que les ministres d'Espagne, avertis de tous côtés de cette entreprise, ne lui fissent quelque mauvais parti dans Rome, ou à son passage. Le duc lui répondit qu'il ne lui fallait que de l'argent, comme il le lui avait déjà fait connaître, sur quoi le cardinal lui répliqua qu'il en avait parlé au sieur Philippo Valenti, banquier, lequel lui avait fait espérer qu'il lui prêterait douze mille écus. Le

duc, lui en ayant rendu grâce, prit congé du cardinal et de l'ambassadeur, pour aller disposer ses affaires et pouvoir partir au plus tôt. Il vit, à son retour, les députés, à qui de nouveau il fit mille caresses, et pour obliger le père maître Vincenzo Maria Capécé à s'attacher plus fortement à sa personne et à sa fortune, il lui dit qu'il le retenait pour son confesseur jusqu'à ce qu'il le pût pourvoir d'un bon évêché, ou de quelque chose de plus. Ensuite il arrêta avec eux qu'il fallait qu'ils envoyassent chercher en diligence les felouques nécessaires pour son passage, et qu'en attendant leur venue il ferait préparer quelques armes et quelques munitions pour porter à Naples. Le lendemain il s'occupa à trouver les sûretés pour l'argent que le cardinal avait promis de lui faire prêter par le sieur Valenti, qui, deux jours après, le lui compta, et l'on travailla ensuite assez ouvertement aux apprêts de ce voyage.

Mais ces apprêts ne furent pas les premiers indices qu'en eurent les Espagnols; jamais entreprise ne fut plus connue ni plus divulguée, et jamais entreprise ne réussit plus heureusement. Outre les lumières que le comte d'Ognatte en avait pu avoir par ces malheureux que le duc de Guise avait envoyés à Naples dès le commencement de ces révolutions, il en avait de jour en jour de nouvelles, par la facilité que ce Prince avait d'épancher un secret; il s'en était ouvert non-seulement à l'archevêque de Ravenne, son ami, que les ministres de France tenaient pour

Espagnol, quoiqu'il les visitât quelquefois, mais aussi au chevalier de Oddi, perugin et maître-de-chambre du cardinal Montalte, qu'il voyait souvent chez une fameuse musicienne que gouvernait ce gentilhomme, et il y a beaucoup d'apparence que si les ministres d'Espagne, informés du dessein du duc, eussent pensé que leur ruine en dépendait, ils eussent pu la prévenir par la perte de ce Prince, qui se promenait tous les soirs le plus souvent seul, et ne revenait chez lui qu'à minuit.

On assure sur cette matière que l'ambassadeur d'Espagne, ayant su du côté de Rome et de Naples, que ce Prince travaillait de tout son possible pour y passer, et qu'enfin il avait obligé le Peuple à l'appeler et à le demander aux ministres de France qui résidaient en Cour de Rome, fit une assemblée de tous les cardinaux et principaux prélats de sa faction, pour délibérer avec eux sur cette entreprise. Il leur représenta qu'enfin les rebelles de Naples s'étaient jetés entre les bras des Français, ayant appelé le duc de Guise à leur secours; que cette affaire avait deux faces : l'une dommageable à l'Espagne, et l'autre assez avantageuse; qu'il considérait d'un côté, que si le Peuple avait donné beaucoup de peine aux Espagnols lorsqu'ils avaient de braves soldats et de braves officiers, qui avaient péri depuis le débarquement de l'armée navale, lorsque ce peuple était trahi par son propre chef, et n'avait d'autre appui que celui de son désespoir, il les pousserait

désormais avec beaucoup plus de vigueur et de fortune, ayant la France toute prête à le secourir, et le duc de Guise à sa tête : que ce Prince, non-seulement était hardi, ambitieux et capable de grandes choses, mais aussi adroit, éloquent et non moins populaire et affable que son aïeul, qui, par ces voies, avait été sur le point de se rendre maître de la France ; qu'il avait, outre ces beaux talens, l'avantage d'être sorti de la maison d'Anjou, et se trouvait dans un pays où ce nom avait un parti aussi ancien que secret, et où les peuples paraissaient si disposés au changement, qu'il y avait sujet de craindre que si ce Prince (qui savait si bien l'art de gagner les cœurs) se servait de cet avantage, il n'usurpât cette couronne ; que sans doute Rome et Florence, qui l'estimaient infiniment, l'assisteraient dans ce dessein, pour peu que la fortune le favorisât dans ses premières entreprises; que le reste de l'Italie en ferait autant, par l'ombrage où elle était de la grandeur de la monarchie d'Espagne, et serait bien aise de voir Naples sous l'obéissance d'un Roi qui ne portât qu'une couronne, et dont tous les intérêts fussent unis à ceux de l'Italie : qu'il jugeait, d'un autre côté, que son passage, qui semblait être si mortel à l'Espagne, serait peut-être son salut; qu'il ne pouvait s'imaginer que le ministère de France secondât les desseins d'un Prince qui se disait du sang d'Anjou, et qui, après s'être emparé de Naples, pourrait regarder la Provence comme l'héritage de René, dernier Roi de cette maison;

que depuis le tems que Henri, son aïeul, donna une atteinte à la couronne de son Roi, la politique de l'État semblait avoir agi fort prudemment plutôt pour abaisser que pour élever sa maison ; que les intrigues dont le duc s'était servi pour obliger la populace à jeter la vue sur lui, montraient bien qu'il n'était pas assuré du ministère, et qu'il avait brigué cet emploi à Naples, dans la pensée que la France ne le lui eût pas donné ; que quelque bonne intelligence que l'on remarquât entre lui et le marquis de Fontenay, ils ne pouvaient s'empêcher l'un et l'autre de faire voir une secrète jalousie touchant les affaires de ce royaume; que si le marquis témoignait d'agréer son élection, c'était pour n'oser pas lui-même passer à Naples, ou plutôt pour ne pas choquer le désir du Peuple ; que le marquis apparemment avait montré de consentir à un voyage nécessaire, et qu'il ne pouvait détourner sans altérer les volontés de cette tourbe qui l'appelait de si bon cœur ; que sans doute le ministère le rappellerait à Paris, si l'armée navale était une fois à l'aspect de la ville, et en état de débarquer un chef confident de la Cour; qu'ainsi, au lieu d'appréhender le duc de Guise, il lui semblait que l'ambition de ce Prince, qui ne gardait point de mesure, serait sans doute plus utile que dommageable aux Espagnols ; que comme il ne pourrait jamais contenir son cœur et sa langue, ni s'empêcher de témoigner par mille actions le désir qu'il avait d'être roi de Naples, cette pensée détacherait de son parti tout

ce nombre de soulevés qui souhaitaient la république, et empêcherait que les Français ne secondassent son projet avec la chaleur qu'ils auraient s'il ne s'agissait que de l'intérêt de la France, laquelle le devait laisser consumer et se détruire de lui-même, plutôt que de le maintenir; que, suivant ces réflexions, il croyait que le duc de Guise serait l'instrument le plus propre que l'Espagne pût souhaiter pour diviser la populace, et pour cmpêcher que la France ne fomentât cette révolte par un prompt et puissant secours; que son avis était qu'il fallait favoriser secrètement cette entreprise à l'avenir, et pour un tems, plutôt que de s'y opposer; que ne pouvant pas éviter d'avoir sur les bras ou le duc, ou son Roi, il valait bien mieux avoir à faire avec un Prince sans argent, sans crédit, sans forces, et dont tout l'appui dépendait d'un peuple inconstant, ou plutôt d'un assemblage de roseaux aussi faibles que chancelans, qu'avec un monarque puissant, et assis sur un trône ferme qui ne dépendait que de lui; que ce peuple, qui ne l'avait appelé que dans l'espérance d'être, par son moyen, assisté de la France, ne le considérerait plus dès qu'il s'apercevrait de la mauvaise intelligence qui serait entre les ministres de cette monarchie et lui; qu'on ne devait pas avoir peur que le Pape, ni le Grand-Duc voulussent prendre sa querelle si la France l'abandonnait, étant trop prudens l'un et l'autre pour s'embarquer avec un Prince privé de son plus ferme appui; que la Savoie et Modène

étaient si attachés aux intérêts de la France, qu'ils n'avaient garde de l'assister en dépit d'elle, et que Venise, qui peut-être y eût plus songé que les autres, était alors trop occupée en Dalmatie et en Candie, pour penser à le maintenir.

Ces derniers sentimens du comte d'Ognatte furent approuvés si universellement de toute cette assemblée, qu'il fut arrêté d'un commun accord, que si ce Prince passait à Naples sans ordre de son Roi, et que le Peuple lui donnât le commandement de ses armes, le duc d'Arcos devait employer toutes choses pour le brouiller avec Gennaro Annésé et avec les Français; qu'il fallait que tout le parti des cappes noires et des chefs populaires, qui conservaient quelque intelligence avec lui, s'attachassent apparemment aux intérêts du duc de Guise, et qu'ils tâchassent de gagner son estime et sa confiance; que les plus habiles de leur cabale s'introduiraient facilement dans ses Conseils et dans son cœur, en flattant son ambition, et en lui faisant adroitement entendre que tous les membres de l'État étaient résolus de changer de maître aussi bien que le Peuple; qu'encore qu'il semblât que la noblesse eût pris les armes pour les Espagnols, son dessein n'était que de se mettre en état de choisir un Roi elle-même, plutôt que d'en prendre un des mains du Peuple; que tout le corps des cappes noires était du même sentiment; que tous voulaient avoir un Roi qui vécût et régnât chez eux, ne voulant plus être

régis par des ministres, qui étaient autant de tirans; qu'informés de son origine et de ses grandes qualités, ils jetteraient les ieux sur lui, s'il voulait s'attacher à eux, et ne les pas abandonner entièrement à la merci de la cruauté populaire et de l'insolence française; que l'une et l'autre leur étaient également redoutables; qu'ils voulaient qu'un Prince français, venu de la maison d'Anjou, les régît, et non pas la France, qu'ils estimaient, mais qu'ils craignaient à cause des mœurs dépravées de sa nation volage; que pour l'élever sur le trône ils n'avaient pas besoin de forces ni des deniers des étrangers, puisque l'union du royaume était capable de le faire à l'exemple du Portugal; que tout ce qu'ils voulaient de lui en ces conjonctures, était qu'il s'emparât du gouvernail des affaires, et qu'il se mît en état de pouvoir punir leurs principaux persécuteurs, et d'empêcher que les Français, sous le prétexte d'un secours, ne s'emparassent du royaume, et que bientôt, par cette voie, il arriverait sur le trône de ses ancêtres; que c'était de cette façon que devaient agir les personnes confidentes du Vice-Roi auprès d'un Prince, qui, charmé de tant de belles apparences, se détacherait de lui-même de Gennaro Annésé et des Français; qu'ainsi le tems et la prudence diviseraient ce grand parti, qui paraissait si formidable, et feraient plus pour les Espagnols que tous leurs trésors ni leurs armes. Le comte d'Ognatte ayant été chargé par l'assemblée de

donner promptement avis au Vice-Roi de ces résolutions, s'en acquitta si soigneusement, que la perte du duc de Guise ne vint que de l'effet de ces délibérations, et de l'application des Espagnols à les bien exécuter.

CHAPITRE XIV.

Préparatifs pour le voyage du duc de Guise à Naples. — Départ de ce Prince de Rome, et son arrivée dans cette ville.

Aussitôt que le duc de Guise eut reçu l'argent que lui prêta le sieur Philippo Valenti, à la prière du cardinal de Sainte-Cécile, il donna tous ses soins à faire les préparatifs de son voyage, et sachant combien il lui était nécessaire de porter avec lui quelques provisions de poudre, il pria le duc de Bracciano de lui en faire avoir de Palo (qui est une petite place située près de la mer, qui appartient à la maison des Ursins), d'où il en tira quelques barils par la faveur de ce duc, lequel, outre ses inclinations pour la France, avait une amitié et une estime particulières pour ce Prince. Il songea à renvoyer Toussaint de Bordeaux, son maréchal-des-logis, qui avait servi durant vingt années le baron de Modène, et qui était arrivé depuis quelques jours à Rome de la part de la demoiselle de Pons, pour presser de nouveau ce Prince de s'en retourner, et de se défaire du baron, avec ordre de lui dire qu'elle

ne le verrait jamais, s'il ne satisfaisait son aversion implacable. Quoique le baron eut pénétré le sujet de ce voyage, cela ne l'empêcha pas de faire un aussi bon visage à cet envoyé, que s'il eût ignoré les motifs de sa venue à Rome, et le duc de Guise s'étant ouvert à lui sur cette matière, lui dit en souriant qu'elle avait toujours de la haine pour lui, et de l'impatience pour le voyage de Paris; que pour sa haine, il le priait de ne s'en mettre pas en peine, puisqu'avec le tems il ferait sa paix; que pour le désir qu'elle avait qu'il s'en retournât à la Cour, sa pensée était excusable, dans l'ignorance où elle était de l'état de son entreprise, qu'elle changerait bien d'avis quand elle saurait son passage à Naples, et le bon accueil que le Peuple lui aurait fait, et qu'il voulait y mener Toussaint de Bordeaux, pour le lui pouvoir rapporter. Le baron de Modène lui rendit grâces des bontés qu'il lui témoignait, et lui fit paraître, qu'encore qu'il ne doutât pas de son amitié, il craignait cent fois plus les effets étranges de cette impétueuse haine, dont il se voyait menacé, que les bourasques de la mer, ni l'aveugle fureur des peuples où le sort l'allait exposer avec le duc; mais que cette crainte, quoique juste, ne le ferait point écarter du chemin qu'il avait choisi en s'approchant de sa personne, et dont tout le but consistait à ne regarder que sa gloire; que ce qui travaillait le plus son esprit en cette rencontre, était la peur que l'amour que ce Prince avait pour cette

demoiselle, n'éclatât trop dans ses affaires, et ne lui nuisît dans la Cour; qu'il le priait de lui permettre de lui pouvoir représenter que dans les grandes entreprises, toutes les passions de l'âme devaient suspendre pour un tems toutes leurs agitations, hors l'ambition, qui devait être la règle de toutes les autres; que son amour lui ferait tort, s'il ne devenait politique; qu'il ferait mieux de le cacher que de le découvrir, et laisser croire à la France qu'il n'agissait que pour la gloire et le bonheur de cette fille : que peut-être ce sentiment pourrait empêcher que la Cour et sa maison ne concourussent à son dessein avec l'ardeur qu'elles feraient s'il témoignait n'avoir point cette pensée : que de nouveau il le priait de s'attacher entièrement à la Cour et à sa maison, s'il voulait faire réussir son grand et glorieux projet, dont la bonne ou la mauvaise issue ne dépendait que de sa bonne ou de sa mauvaise conduite.

Le duc, en lui faisant paraître qu'il agréait tous ses avis, lui dit qu'il allait aussi songer à dépêcher à la Cour le sieur de Tilly, son secrétaire, pour tâcher d'avoir de l'argent avec les procurations nécessaires pour en tirer, soit par le moyen de la duchesse, sa mère, ou par toute sorte d'autres voies, espérant que dans cette occasion cette bonne et grande Princesse ne l'abandonnerait pas.

Pendant que le duc de Guise travaillait de cette sorte pour son départ, les députés de Naples ayant renvoyé la felouque qui les avait portés, avaient donné avis à Gennaro Annésé du bon succès de leurs négociations, et l'avaient prié d'envoyer, avec autant de diligence que de secret, une quantité de felouques pour le passage de ce Prince. Quelques jours après leur venue à Rome, Francesco dé Patti arriva malgré les grandes bourasques qui l'avaient retenu sur mer beaucoup plus long-tems qu'il ne croyait y demeurer. D'abord pour satisfaire à ses ordres, il s'employa de tout son possible pour avoir une audience secrète de Donna Olimpia, mère du prince Pamphili, n'osant pas s'adresser au cardinal Panzirollo, à cause de l'opinion que tout le monde avait qu'il était de la faction d'Espagne; il eut pourtant assez de peine d'être introduit, et peut-être qu'il en eût eu davantage, sans la rencontre qu'il fit d'un de ses domestiques qu'il connaissait, lequel lui procura cette audience, dans laquelle il n'oublia rien pour l'obliger d'engager le Pape à s'intéresser dans la cause des Napolitains, et de s'emparer de ce royaume en faveur du Saint-Siége, ou de quelqu'un de sa maison.

Cette dame, aussi politique et éclairée que le peuvent être les plus habiles de son sexe, après l'avoir écouté fort paisiblement, lui répondit, que les indispositions et l'âge de Sa Sainteté ne lui permettant de songer qu'à sa santé et à la vie, elle avait de la peine à croire que le Pape s'embarrassât dans une entreprise épineuse, douteuse, et de longue durée; qu'elle lui allait rendre compte de tout ce qu'il lui avait dit de la part de

Gennaro Annésé, et qu'il retournât dans deux jours pour en apprendre la réponse.

Le docteur Francesco dé Patti s'étant retiré, ne manqua pas de retourner chez Donna Olimpia, suivant cet ordre, où il apprit de sa bouche que le Pape, pour couronner la félicité de son règne, ne souhaitait que d'établir une paix ferme et générale dans la chrétienté, avant la fin de son pontificat; que n'y ayant rien qui la pût retarder davantage que les troubles de Naples, qui, en établissant le champ de la guerre dans ce royaume, maintiendraient la France et l'Espagne dans ces longues divisions qui ne paraissaient profitables qu'aux Hérétiques et aux Turcs, il ne pouvait écouter ses propositions; que si le Peuple désirait qu'il s'entremît de son accord, il emploierait volontiers ses soins pour lui faire obtenir tout ce qu'il pourrait souhaiter avec justice du Roi Catholique.

Quoique cette réponse témoignât que le Pape n'avait point voulu s'embarquer en aucune sorte avec les Napolitains, il y a des personnes qui ont assuré que Donna Olimpia lui ayant rapporté tout ce que lui avait dit le député de Gennaro Annésé, Sa Sainteté, après avoir examiné judicieusement l'état et les suites de cette révolution, dit en soupirant : que s'il était un peu plus jeune, et qu'il y eût dans sa maison un sujet digne autant que fort pour le poids de cette couronne, il saurait bien se prévaloir de la plus belle occasion que la fortune lui pouvait mettre jamais entre

les mains; quoi qu'il en soit, le docteur Francesco dé Patti ayant pris congé de Donna Olimpia, se résolut d'aller traiter avec l'ambassadeur de France, puisque la réponse du Pape lui faisait bien juger qu'il n'y avait rien à espérer du côté de Rome.

Il se rendit à son palais le lendemain de grand matin, et après avoir pris les précautions nécessaires pour n'être point découvert par les autres députés, il fut introduit chez le marquis de Fontenay, auquel il rendit la lettre de créance de Gennaro Annésé, et lui exposa les motifs de son voyage.

Ses propositions plurent assez à l'ambassadeur, mais elles l'embarrassèrent beaucoup. Il jugea bien que la négociation de ce député était plus glorieuse pour la France que celle des premiers venus; mais il arrivait trop tard pour la pouvoir exécuter; et il conclut qu'il n'était plus tems de penser à empêcher le duc de Guise de partir, puisqu'il n'attendait que l'arrivée des felouques, pour prendre la route de Naples; que pour n'avoir pas sur les bras ce Prince, et pour ne se pas rendre coupable des mauvais effets que le voyage du docteur pourrait produire, si les autres députés venaient à savoir le dessein de Gennaro Annésé, il valait mieux dissimuler, et remettre le tout au tems. Ces pensées lui firent dire au docteur dé Patti, qu'il répondrait aux bonnes intentions de Gennaro Annésé, et de la Consulte, par ses offices et par ses soins; que s'il voulait passer en France, pour

traiter plus commodément avec le Roi et son Conseil, il le chargerait de ses lettres et des mémoires nécessaires pour faire le traité que souhaitait Gennaro Annésé; que, quant au passage du duc de Guise à Naples, il jugeait qu'on ne pouvait ni justement ni honnêtement l'empêcher; que, le Peuple ayant fait tant d'avance pour l'appeler à son aide et lui donner le commandement de ses armes, ce serait faire un grand affront à ce Prince, et même à la France de s'opposer à ce dessein et que Gennaro Annésé devait s'assurer que le duc de Guise vivrait très-bien avec lui.

Le docteur Francesco dé Patti voyant que la négociation ne réussissait pas mieux avec l'ambassadeur de France qu'avec le Pape, dit au marquis, que, n'ayant pas un ordre exprès de passer en France, il croyait qu'il serait plus à propos qu'il s'en retournât et qu'il vît les autres députés du Peuple, de crainte que s'ils avaient découvert son voyage, ils ne lui rendissent quelque mauvais office près du duc de Guise ou du Peuple; qu'il les irait visiter et les assurerait que Gennaro Annésé l'avait dépêché de nouveau pour les obliger de presser le duc de Guise de partir.

Mais, quoique ce docteur pût dire aux trois autres députés, il est certain qu'ils pénétrèrent le sujet de son voyage : soit que cet homme, qui parlait beaucoup, leur en eût donné des indices par ses discours, soit qu'ils fussent avertis d'ailleurs, ils dirent assez imprudemment au duc de Guise qu'il était venu secrètement un envoyé

de Gennaro Annésé, pour négocier avec l'ambassadeur de France quelque chose à son préjudice.

Quoique cet avis touchât sensiblement le duc, il n'en témoigna rien alors au marquis, ni depuis à Gennaro Annésé, et ce rapport ne fit que confirmer ce prince dans la pensée qu'il avait que l'ambassadeur travaillait sourdement contre lui; tout cela ne l'empêcha pas de faire un assez bon visage au docteur, qui lui fut présenté par Nicolò Maria Mannara, lequel l'assura, devant lui, qu'il était venu expressément pour solliciter son départ. Le duc lui témoigna qu'il y travaillait de tout son possible, et qu'il n'attendait plus que les felouques pour partir; en effet, il s'y portait avec tant d'assiduité et de diligence, qu'on peut dire qu'il fit des choses, en une semaine, que d'autres eussent eu peine à faire en un mois. Il visita en particulier les ministres de France, et leur témoigna que le seul zèle qu'il avait pour le service et pour la gloire de la couronne, l'embarquait dans une entreprise la plus périlleuse du monde, dans laquelle il espérait qu'ils le serviraient à la Cour, pour lui faire obtenir les choses nécessaires pour son appui : il renouvela au cardinal de Sainte-Cécile les protestations d'une sincère et perpétuelle amitié, et l'assura qu'il écrivait expressément en France, pour la négociation du mariage du duc de Joyeuse, son frère, avec une des nièces du cardinal Mazarin. Il dressa les instructions que le sieur de Tilly, son secrétaire, devait porter à Paris, tant pour négocier

avec les ministres, que pour avoir de l'argent par toutes sortes de moyens : il écrivit au chevalier de Guise, son frère, lequel il aimait tendrement, pour le convier à le venir trouver et à le seconder dans sa glorieuse entreprise : il prit même congé du Pape, qui avait pour lui une particulière estime, et, lui confia les motifs de son voyage, avec autant d'assurance que s'il l'eût cru de son parti : enfin il fit connaître, à toute la ville de Rome, qu'il allait à Naples avec aussi peu d'appréhension que s'il n'eût point eu à se garder de toute l'armée navale d'Espagne qui s'opposait à son voyage.

Dans ce tems, les felouques destinées pour son passage arrivèrent, au nombre de quatorze, vers l'embouchure du Tibre, et les députés lui en ayant aussitôt donné l'avis, ce duc partit de Rome le jour suivant, sur le soir, accompagné du cardinal de Sainte-Cécile, de l'ambassadeur et de l'abbé de Saint-Nicolas, l'un des plus sages et des plus zélés ministres que le Roi eût dans cette Cour : il monta en carrosse avec eux, et ordonna au baron de Modène de partir à cheval avec ceux qui le devaient suivre en ce voyage, et lui dit surtout de ne pas manquer de passer dans la place d'Espagne devant le palais du comte d'Ognatte, pour faire voir aux Espagnols qu'il ne leur voulait point cacher son passage à Naples. Le baron ayant éxécuté cet ordre, et fait marcher, à la tête de sa petite troupe, un trompette du duc, l'alla joindre un peu après, à Saint-Paul, au delà de Rome, où le

cardinal de Sainte-Cécile et le marquis de Fontenay prirent congé de lui, après l'avoir embrassé plusieurs fois. Il monta à cheval et se rendit environ sur le minuit, à Sancta Felicita, entre Fiumicino et Nettuno, où l'attendaient les felouques, dont chacune n'était capable de porter que deux passagers. Après avoir fait embarquer la poudre et quelques autres munitions, le duc se mit dans une de ces felouques, avec un valet-de-chambre italien, nommé Vincenzo Canetti, et son argent (dont il avait voulu charger le baron de Modène, qui le pria, comme il avait déjà fait en d'autres rencontres, de ne le pas embarrasser de la conduite de sa bourse), et le baron entra dans une autre avec le sieur des Isnards, son cousin. Tous les autres qui s'embarquèrent dans le reste des felouques, furent les trois députés du Peuple, le sieur de Cérizantes, que le cardinal de Sainte-Cécile et le marquis de Fontenay lui donnèrent pour servir auprès de lui en qualité d'homme du Roi, Girolamo Fabrani, italien, son secrétaire, Agostino de Liéto, napolitain, qui, dès sa première jeunesse, s'étant acquis quelques amis, particulièrement parmi les cappes noires, s'était depuis peu de jours, si bien introduit dans l'esprit du duc de Guise, par ses artifices, et par des espérances aussi grandes que ridicules, que ce Prince s'imaginant que ce jeune homme était capable d'attirer dans ses intérêts toute la noblesse et toute la bourgeoisie de Naples, le prit pour capitaine de ses gardes, ce qui surprit extrê-

mement toute la cité, qui savait que ce poste était trop élevé pour sa naissance et pour son mérite. Ceux-ci furent aussi suivis du sergent-major Vitalé, et du capitaine Dença, fondeur d'artillerie, l'un connu dans Naples pour y avoir fait un voyage pour cette entreprise, et l'autre nécessaire pour son métier.

De quelque sorte que l'on considère le passage du duc de Guise à Naples, il est certain que les esprits les plus critiques ou les plus envieux, ne peuvent s'empêcher d'avouer, que c'est l'une des plus hardies et des plus grandes actions qui aient éclaté dans l'Europe. Jamais les Grecs ni les Romains, si soigneux de faire valoir celles de leurs héros, n'en ont publié de semblables, et jamais l'intrépidité ne se fit voir si résolue, si tranquille et si enjouée qu'elle parut en la personne de ce Prince, alors qu'il entra dans une petite felouque, sachant que vingt-trois galères et vingt brigantins l'attendaient pour lui disputer le passage vers une ville environnée de toute une armée navale. On ne peut pas dire que dans ce moment il se jeta dans le péril sans le connaître, et comme font les brutaux, animés d'une impétueuse fureur plutôt que d'un courage égal et froid dans le fort du danger, puisque ceux qui l'ont connu savent bien qu'il ne fut jamais plus à lui, qu'alors qu'il semblait risquer tout et s'abandonner au hazard : enfin l'on peut assurer que dans cette occasion il donna tout à la fortune, qui, pour ne point paraître ingrate dans

cette résignation, lui montra sa reconnaissance, et favorisa son passage, malgré les forces de ses ennemis.

Ce Prince s'étant donc embarqué à Sancta-Félicita, en partit le treizième jour de novembre, sur le minuit, suivi de toutes les autres felouques, et ne rencontra rien qui s'opposât à sa route, que le lendemain vers le soir, en côtoyant Monté Circello, où les galères d'Espagne, averties par un signal que leur fit la tour, parurent tout-à-coup sur lui. Avant que de s'embarquer il avait pris l'avis de tous les mariniers, et d'une partie des personnes qui l'accompagnaient, et avait résolu que toutes les felouques marcheraient de conserve en cas qu'il ne fût attaqué que de quelques brigantins dont elles se pussent défendre : mais que si les galères lui fondaient sur les bras, les felouques s'écarteraient et prendraient diverses routes pour embarrasser les Espagnols, qui, n'ayant pour but que de prendre celle du duc de Guise, ne pourraient discerner celle où il serait. Aussitôt que les galères se furent mises en état de couper le chemin à ce Prince, toutes les felouques se séparèrent les unes des autres, et la sienne, suivant le sentiment de son pilote, fort expert dans son métier, prit la route de la côte, au lieu de la mer, que tous les autres prirent, feignant d'aller donner en terre vers Gaëte. Cette feinte réussit heureusement : les Espagnols s'imaginant qu'elle portait quelques passagers du pays, en abandonnèrent la poursuite pour pous-

ser à force de rames les autres qui avaient pris le large de la mer, et dont la plupart seraïent tombées entre leurs mains sans la nuit qui survint un peu après avec une grande et soudaine bourasque, qui fut le salut de ces felouques; car les galères n'osant s'engouffrer dans la mer, et s'exposer à la merci de l'orage, furent obligées de relâcher vers l'île de Ponza, après les avoir poursuivies et canonées en vain quelque tems.

La felouque du duc de Guise s'étant approchée de la côte, le pilote abaissa la voile afin d'être moins remarqué, et allant toujours près de terre à l'abri des rochers qui la bordent, la tempête se renforça de sorte que ne pouvant presque plus se servir de rame ni gouverner le timon, il témoigna au duc qu'il fallait relâcher et prendre terre quelque part, à moins que de vouloir périr. Sa crainte n'émut point ce Prince, qui, considérant ce danger sans aucune appréhension, lui répondit brusquement qu'il fallait nécessairement marcher, et le menaça de le tuer s'il ne poursuivait son chemin. Cette fermeté rassura un peu le pilote et les mariniers, qui se disant les uns aux autres que sans doute le duc connaissait la mer mieux qu'eux, firent tant d'efforts que malgré la violence de la bourasque ils se trouvèrent sur le point du jour dans le voisinage de Naples, mais au milieu de toute l'armée navale d'Espagne et de plusieurs chaloupes ennemies. Le duc commanda à son pilote de feindre d'aller droit vers la capitane comme si c'eût été pour donner quelque

avis, ce qui réussit assez bien jusqu'à ce que sa felouque en fût arrivée assez près; car tournant alors tout-à-coup la proue vers la ville, les Espagnols, jugeant que c'était ou le duc de Guise, ou quelque autre de ce parti, firent lâcher une infinité de cannonades sur lui, et détachèrent beaucoup de chaloupes pour tâcher de l'empêcher d'aborder. Alors le duc se leva sur pied dans sa barque, afin de se faire connaître à une multitude de peuple qui regardait de la cité cette violente poursuite, laquelle enfin se termina vers la tour del Gréco, d'où sortirent quelques mousquetaires pour l'escorter au long du bord de la mer, et pour en écarter les chaloupes qui le poursuivaient, ce qui lui donna moyen d'arriver un peu après à Naples, ayant heureusement évité tous les dangers que la violence d'une furieuse bourasque et les forces d'une puissante armée navale lui pouvaient faire courir : quoique depuis les Espagnols aient publié que prévoyant que son arrivée à Naples leur serait plus avantageuse que nuisible, ils s'étaient opposés à sa route plutôt pour lui faire peur que pour lui faire mal.

Les autres felouques qui s'étaient séparées de ce prince vers le Monté-Circello, n'arrivèrent à Naples qu'un ou deux jours après lui. Celle du baron de Modène ayant été long-tems poursuivie par cinq galères d'Espagne qui croyaient qu'elle portait le duc de Guise, s'échappa à la faveur de la nuit et de la tempête, après avoir essuyé quelques cannonades dont l'une emporta son

timon : ses mariniers, qu'il fallait à tout moment encourager, dans la peur qu'ils avaient d'être pris et d'être pendus, se voyant exempts de cette crainte, furent saisis de celle que leur causa cette tempête, laquelle croissant tout à coup, les forçait à tout moment de quitter les rames et de recourir aux vœux : enfin leur bonne fortune plutôt que leur art les fit arriver environ minuit à Vento Tiène, petite île déserte et proche celle de Ponza, où une partie des galères ennemies s'étaient retirées, et d'où le lendemain elles envoyèrent une barque avec six espagnols pour découvrir s'il n'y avait point de felouques dans Vento Tiène, où était celle du baron de Modène, avec trois autres qui y étaient arrivées un peu après lui. Cette barque s'étant arrêtée à la pointe d'un écueil, où le baron s'était caché avec quelques-uns des autres passagers, et des mariniers des felouques, les Espagnols eurent à peine mis pied à terre, qu'ils furent saisis et liés avec les mêches de leurs mousquets, sans avoir le loisir de se mettre en défense. Le baron sut par eux que les galères étaient à Ponza, et qu'on les avait envoyés pour voir si le duc de Guise ne s'était point retiré dans cette petite île, où l'orage ayant retenu deux jours le baron, il en partit le nuit du 17 novembre avec la barque ennemie et les Espagnols garottés dedans, et navigua si heureusement, qu'il arriva le lendemain à Naples avec sa prise et les autres felouques qui l'avaient joint à Vento Tiène.

CHAPITRE XV.

Grande allégresse que tout le Peuple de Naples témoigne à l'arrivée du duc de Guise. — Bon accueil que lui fait Gennaro Annésé dans le Torrion des Carmes. — Adresse dont se sert le Peuple pour rendre le cardinal Filomarino suspect aux Espagnols. — Emploi de mestre-de-camp-général conféré au baron de Modène.

Comme l'esprit des Napolitains s'abandonne entièrement aux passions qui le dominent, il serait mal-aisé d'exprimer la joie que l'arrivée du duc de Guise causa dans la ville de Naples : je ne pense pas que de tous les siècles, on en eut vu une semblable : elle parut aux églises, dont on sonna toutes les cloches, elle parut sur les visages et dans les acclamations d'une foule innombrable de gens de toute sorte d'âges et de conditions, qui, environnant ce Prince aussitôt qu'il eut pris terre, lui témoignèrent, par toutes les démonstrations possibles, la satisfaction qu'ils avaient de le voir, et il y eut même des vieillards qui embrassant ses genoux et baisant ses pieds en pleurant de joie, crièrent hautement qu'ils ne se souciaient plus de mourir après avoir vu un Prince sorti des Rois de la maison d'Anjou. Cette foule l'accompagna, ou plutôt le porta jusqu'à la porte de

l'église de Notre-Dame-des-Carmes, où Gennaro Annésé le vint recevoir et l'embrasser avec toutes les marques d'un contentement extrême. Après leurs premiers complimens, qui ne consistèrent qu'en la joie que la royale République avait de l'heureuse arrivée du duc, et de celle que ressentait ce Prince de se voir en état de pouvoir lui faire paraître son zèle, ils entrèrent tous deux dans l'église, d'où, après avoir rendu grâces par un *Te Deum* solennel, ils passèrent dans le couvent et dans le torrion des Carmes, où Gennaro Annésé voulut que le duc logeât, et couchât même dans sa chambre avec lui, jusqu'à ce qu'on lui eût préparé un appartement dans ce couvent. Le duc s'en défendit long-tems, lui dit qu'il ne le voulait pas incommoder, et qu'après avoir passé deux nuits couché dans une felouque, il en passerait bien une autre sur un matelas ou dans une chaise; mais Gennaro lui répliqua qu'il souhaitait qu'il dormît cette nuit dans sa chambre et avec lui, afin que tout le monde connût l'entière et sincère union qui était entre l'un et l'autre, et que cette apparence servirait même beaucoup pour la sûreté de sa personne. Cela contraignit le duc de passer toute la nuit dans une chambre qui ressemblait assez à une retraite de voleurs : on y voyait une quantité de vaisselle d'argent et de meubles précieux entassés les uns sur les autres sans aucun ordre; Gennaro Annesé et sa femme y apprêtaient leur manger eux-mêmes de crainte d'être empoisonnés, et ils y dormaient sur des matelas étendus à terre, et parmi une infinité d'ordures qui causaient une puanteur insupportable. Après avoir soupé ensemble, le duc et Gennaro se couchèrent sur le lit, et sa femme auprès d'eux sur un autre matelas. Ils passèrent d'abord une partie de la nuit à des protestations réciproques d'une perpétuelle correspondance, après quoi Gennaro Annésé rendit au duc un compte assez exact de l'état où les affaires étaient pour lors; mais il ne put s'empêcher de lui faire paraître, dans tout son rustique entretien, la secrète ambition qu'il couvait dans son âme, et qui lui faisait regarder le trône comme un siége que la fortune lui préparait pour se délasser de ses grandes et longues fatigues. Le Duc ne témoigna point qu'il s'en apercevait, et lui dit seulement en termes généraux, qu'il n'était venu à Naples que pour suivre aveuglément tous les intérêts du Peuple et les siens; après quoi il reposa sur ce lit tout vêtu durant quelques heures, et au point du jour se mit en état de recevoir les complimens de tous les officiers du Peuple qui accouraient de tous côtés pour le saluer, et pour lui faire paraître la satisfaction qu'ils avaient de son arrivée.

S'il y a des personnes dont la présence diminue la réputation, il y en a d'autres dont l'aspect l'augmente. Comme le duc était de ce nombre, et que son visage, ses caresses, et la facilité qu'il avait de s'exprimer agréablement faisaient d'abord une vive impression dans les esprits les

plus indifférens, toute la Consulte et tous les capitaines des quartiers et les autres chefs populaires qui le vinrent visiter, parurent si satisfaits de son bon accueil et de ses civilités, que chacun publia dans son voisinage que Dieu leur avait envoyé le prince le plus accompli et le plus agréable du monde, pour le salut de tout l'État. D. Luigi del Ferro (échappé des mains de ses ennemis depuis que Nicolò Maria Mannara était revenu de son premier voyage de Rome) fut le premier à le saluer; il se jeta à ses pieds, lui embrassa les genoux dès le soir de son arrivée, et voulut même le servir et lui rendre les offices les plus bas. Le duc lui fit mille caresses, et après avoir embrassé le matin ce grand nombre d'officiers qui le vinrent voir, il alla entendre la messe en l'église des Carmes, qui dans un moment fut remplie d'une infinité de gens de toute sorte qui regardaient tous ce Prince avec une admiration extrême, et ne pouvaient s'empêcher de tems en tems de témoigner par des cris d'allégresse le contentement qu'ils avaient de le voir.

Le 17 de novembre, ce Prince, d'une commune voix, fut proclamé généralissime des armes du Peuple, et défenseur de sa liberté sous la protection du Roi Très-Chrétien, avec les mêmes avantages, facultés et prérogatives qu'avait le prince d'Orange dans les États de Hollande. Il accepta ces titres et cet emploi, et il en rendit grâces au Peuple d'une façon si obligeante, que

toute la multitude qui remplissait le marché lui fit paraître par des acclamations et par des applaudissemens, qu'elle lui était obligée d'avoir accepté cette marque de l'estime de tout le Peuple, et de la confiance qu'il avait en lui. Tout le reste de la journée fut employé par le duc à visiter les quartiers et les postes de la ville tenus par les populaires, où il fut suivi d'une foule de gens qui ne pouvaient le regarder assez, ni se lasser d'observer et d'admirer jusqu'à ses moindres actions. Ce fut alors qu'il reconnut que le rapport qu'on lui avait fait de l'état des forces du Peuple était bien éloigné de la vérité, et que les cinquante mille hommes que les députés s'étaient vantés d'avoir sous les armes, étaient réduits à quatre ou cinq mille, qui suffisaient à peine pour la garde ordinaire des postes de la cité, et qui n'avaient aucunes munitions. Le duc leur fit distribuer celles qu'il avait apportées de Rome, ce qui n'accrut pas peu le contentement que le Peuple avait eu de son arrivée, et l'espérance qu'il avait conçue d'un prompt et assuré secours : toutefois, cette partie du Peuple qui n'avait pas consenti de bon cœur à l'élection de ce Prince, ne laissait pas de murmurer sourdement et de faire courir le bruit que l'on ne voyait point encore ces grandes sommes de deniers qu'il avait promis d'employer pour le service de l'État : qu'il n'y avait point d'apparence qu'un Prince de sa qualité fût venu tout seul et sans suite, et les plus méchans, au lieu de dire que le duc de

Ghisa était arrivé, disaient que c'était le duc de *chi sà?* voulant faire douter par-là de son nom et de sa qualité. Mais tous ces discours, qui ne se disaient qu'en secret, ne servirent qu'à faire voir une malice impuissante, et tout cela n'empêchait pas que ce Prince ne fût suivi partout où il allait d'une infinie multitude de peuple qui semblait, dans son zèle ardent, aller jusqu'à l'idolâtrie : aussi, à parler franchement, il semble que le duc de Guise soit en quelque sorte excusable d'avoir, sur les acclamations et les applaudissemens de cette multitude populaire, donné de si grandes ailes à l'ambition naturelle de son esprit élevé, et porté aux grandes choses ; ce fut ce qui lui fit prendre ce vol, qui l'écarta de la route qu'il devait suivre, et fut la cause de cette chute qui suivit de si près son élévation.

Le même jour, vers le soir, le baron de Modène arriva à Naples, et fut reçu de ce Prince avec une joie inconcevable, et d'autant plus grande, que son retardement lui avait fait craindre qu'il ne se fût perdu par la tempête, ou qu'il n'eût été pris par les galères d'Espagne. Dès qu'il l'eut embrassé, et qu'il eut su les aventures qui l'avaient empêché d'arriver plus tôt, il l'alla présenter à Gennaro Annésé et aux autres principaux chefs du Peuple, et leur dit beaucoup de bien de ce gentilhomme; il le mena ensuite dans l'appartement qui lui avait été donné, le plus beau de tout le couvent, qui regardait la mer, et où logeaient ordinairement les provinciaux de l'ordre

des Carmes, quand ils faisaient leurs visites. Lorsqu'il se vit seul avec le baron, il l'embrassa encore de nouveau, et lui donna tant de témoignage d'une cordiale amitié, que le baron crut être entièrement à couvert des insultes de la demoiselle de Pons, et de toutes celles de la fortune. Dans cette longue et secrète conversation, il lui apprit tout ce qui s'était passé depuis qu'ils s'étaient séparés vers Monté Circello jusqu'alors, particulièrement l'extrême joie que le Peuple avait témoignée de son arrivée à Naples, et que déjà il avait reçu mille marques de l'amour et de la confiance de tout le parti. Le baron, après lui avoir rendu grâces de la continuation d'une amitié dont il avait déjà reçu tant de marques, lui répondit qu'il avait une extrême joie de voir que, dans si peu de tems, il avait gagné tant de cœurs, que c'était sur ces fondemens que sa fortune pourrait faire un établissement solide, si ces cœurs n'étaient pas les mêmes, qui, en moins de trois jours, traitèrent Masanielle comme un monarque, comme un voleur et comme un saint; qu'il le priait de bien songer, parmi tant d'acclamations, aux secrets et divers motifs qui les causaient; que s'il est vrai que l'intérêt soit l'ame du corps politique, on pouvait juger que la source de tant de volontés que le Peuple lui faisait paraître, ne consistait qu'en l'espérance des avantages qu'il croyait recevoir par son arrivée; que ces esprits ne mesurant leur amour que par leur profit, l'aimeraient véritablement, si l'assistance qu'ils pré-

tendaient que sa venue et ses soins leur procureraient, répondait à leur attente; qu'afin de les bien ménager, et conserver cette chaleur qu'ils témoignaient avoir pour lui, il fallait penser à deux choses : l'une à solliciter la Cour d'envoyer l'armée navale le plus vite qu'il se pourrait; l'autre à s'empêcher de donner aucun ombrage à Gennaro Annésé, et garder la neutralité entre tant de divers partis qui divisaient celui du Peuple; que pour obtenir le secours qu'il espérait, et tous ceux qui lui seraient nécessaires à l'avenir, il croyait que le moyen le plus assuré était de ne se point détacher de la Cour, et demeurer ferme dans son premier dessein : que si Naples était le champ de sa fortune et de sa gloire, Paris en devait être l'origine, et qu'il le priait de se persuader que c'était de la France qu'il devait attendre tout son bonheur, et le succès de ses desseins dans cette révolution; que quant à ce qui concernait sa conduite dans une ville divisée en tant de partis, la politique l'obligeait de faire bonne mine à tous, mais de n'en préférer pas un, excepté dans les occasions où il s'agirait du service du Peuple : que s'il se partialisait, il perdrait l'amour de l'un, en acquérant l'estime de l'autre, et que pour le nom de partisan il quitterait celui d'arbitre; que, sans témoigner de savoir les secrets motifs du voyage du docteur Francesco dé Patti, il devait vivre avec Gennaro Annésé, comme avec un homme dont il n'avait point pénétré les mauvaises intentions, d'autant qu'un ennemi couvert,

et qui ne croit pas qu'on connaisse le mal qu'il a pensé ou fait, est plus facile à regagner ou à tromper qu'un ennemi découvert, qui n'est plus capable de garder aucune mesure, ni d'avoir aucune confiance en celui qu'il a offensé : que quelque accueil et quelque bon visage que lui fissent les cappes noires, il ne devait point se fier à leurs caresses, mais qu'il fallait leur rendre la pareille, et les regarder comme des Espagnols travestis, qui sans doute tâcheraient de s'approcher de sa personne, et d'entrer dans sa confiance pour le rendre suspect au Peuple, et peut-être l'embarquer dans quelque route aussi malheureuse vers sa fin, qu'aisée et belle dans son commencement : que surtout il le conjurait de ne se détacher jamais des justes intérêts du Peuple qui l'avait choisi pour son chef, et qui devait être la principale base de sa fortune.

Le duc l'écouta assez paisiblement; et comme il n'avait point encore commencé à goûter ce doux poison dont les Espagnols se servirent pour l'enchanter peu de jours après, il lui fit paraître qu'il lui savait bon gré de son zèle et de ses avis. Le lendemain ce Prince allant voir Gennaro Annésé pour délibérer avec lui de quelle façon il prêterait le serment de la charge de généralissime des armes du Peuple, le baron l'accompagna jusqu'à l'entrée de sa chambre, où il fut appelé un peu après par le duc pour être de leur conférence, dans laquelle, après avoir examiné plusieurs opinions, il fut conclu que la cérémo-

nie s'en ferait dans l'église cathédrale, et que pour rendre le cardinal Filomarino plus odieux aux Espagnols, et le détacher entièrement d'avec eux, Gennaro Annésé l'obligerait de bénir une épée, et de la donner, au nom du Peuple, au duc de Guise, afin d'intéresser le Ciel en l'heureux succès de ses armes. Cette résolution ayant été approuvée de toute la populace, Gennaro Annésé en fit donner avis au cardinal, lequel jugeant que cette action le pourrait brouiller avec les Espagnols, tâcha de s'en excuser, sous prétexte de sa goutte qui le retenait dans sa chambre, et ne lui permettait pas d'agir; mais la populace, mal satisfaite de sa réponse, parut tout-à-coup si émue, que sur ce que Gennaro Annésé lui fit dire secrètement qu'il ne lui répondait pas des accidens qui lui pourraient survenir s'il ne la contentait promptement, il l'assura que le lendemain il se ferait porter dans l'église pour cette cérémonie, ce qui donna beaucoup de joie à cette multitude de gens assemblée dans le marché, et qui déjà se préparait d'aller mettre le feu à l'archevêché, si le cardinal se fût obstiné dans son premier refus. Le duc de Guise crut qu'il devait le visiter chez lui avant que de le voir dans l'église : il y alla donc et fut reçu fort civilement de cette Eminence qui lui témoigna être fort satisfaite de son arrivée, et lui fit comprendre que toute la noblesse et lui avaient eu beaucoup plus de joie de sa venue que le Peuple, dans l'espérance qu'ils avaient que la présence et la conduite d'un duc de Guise, arrêterait le cours de tant de sacriléges, de cruautés et de ruines causés par un Masanielle, et qui l'eussent contraint depuis long-tems de quitter Naples, si son office de pasteur lui eût permis d'abandonner son bercail parmi ces désordres; qu'il versait tous les jours des larmes, et adressait des vœux au Ciel pour tâcher d'appaiser son ire, dont toutes ces confusions n'étaient que les tristes effets, et qu'il se croyait exaucé, puisqu'il voyait un Prince de sa sorte en état de remédier à des maux qui, jusqu'à cette heure, paraissaient incurables. Le duc répondit à cet adroit compliment avec beaucoup de civilités, et assura ce cardinal que lui et toute la noblesse de la cité et du royaume auraient dans peu de tems sujet de se louer de sa conduite.

Le baron de Modène, qui avait accompagné le duc en cette visite, observa ses actions et ses paroles avec assez d'attention, et reconnut que le discours du cardinal lui avait plu : comme il était dans une perpétuelle appréhension que ce Prince ne prît le change, et ne s'écartât de sa première route, il voulut prévenir les mauvaises impressions que les paroles du cardinal pourraient faire dans son esprit. Il n'eut guères de peine à le mettre sur cette matière; car dès que le duc se vit avec lui, il lui demanda, avec un visage fort satisfait, quelle opinion il avait de ce cardinal, et s'il ne croyait pas qu'un homme de son rang et de son humeur, qui avait eu tant de démêlés avec les Espagnols, ne serait pas bien aise

de s'attacher à lui dans une révolution où peut-être leur union pourrait procurer le pontificat à l'un et une couronne à l'autre. Ce peu de mots ne fit que trop connaître au baron que le duc s'était laissé prendre à l'amorce du cardinal, ce qui l'obligea de lui répondre : qu'il croyait bien que cet esprit était assez ambitieux pour aspirer à la thiare; mais qu'il le croyait trop prudent pour la prétendre par des voies incertaines et périlleuses; qu'il pensait bien que si le duc avait un établissement assuré, et que sa fortune fût à couvert de la puissance des Espagnols, le cardinal s'attacherait sans doute à lui; mais qu'il croyait aussi qu'il ne le ferait point dans l'assiette chancelante où elle était; qu'il avait eu bien souvent des démêlés avec les ministres d'Espagne, particulièrement touchant les immunités de l'Eglise, dont il paraissait très-ardent et très-rigide défenseur; mais que cela n'empêchait pas qu'il ne fût fort bien avec eux, surtout depuis ces grands tumultes, où il les avait bien servis; qu'il y avait de l'apparence que son séjour dans le palais archiépiscopal marquait leur intelligence; qu'il n'était demeuré dans ce lieu que pour mieux ménager les partis et les cabales qu'ils avaient dans le corps de la populace, que le prince de la Rocca, son parent, fomentait à ce qu'on disait publiquement dans la cité; que quand cela ne serait pas, ce cardinal ne lui pouvait répondre que de sa personne, n'ayant pas beaucoup de crédit parmi le corps de la noblesse, comme tout

le monde le savait assez; qu'enfin, à l'exemple d'un Romain qui terminait toujours ses harangues par l'avis de détruire Carthage, il lui dirait incessamment qu'il fallait se tenir au Peuple, et ne se persuader pas que dans ces révolutions un cardinal, ni aucun prince, ou autre grand de ce royaume, voulussent risquer tous leurs biens afin de s'attacher à lui.

Le duc rougit à ce discours, et le baron reconnut fort bien qu'il ne lui avait pas fait plaisir de lui parler si franchement, quoique ce Prince ne lui en témoignât rien par sa réponse, qui fut: qu'il ne fallait rien négliger, mais prendre à toutes mains les occasions favorables que la fortune lui offrirait. Le lendemain le cardinal s'étant rendu à l'église, où une multitude infinie de gens l'attendait pour voir cette cérémonie, y fit la bénédiction d'une épée qui fut présentée au duc, et sur-le-champ il prêta le serment touchant l'emploi que lui avait conféré le Peuple, lequel de nouveau témoigna hautement son allégresse secondée de plusieurs motets chantés par la musique de cette église.

Le même jour, sur le soir, le sieur de Cérizantes aborda le baron de Modène, qui se promenait seul dans le dortoir du couvent des Carmes, proche son appartement, et lui dit, avec un visage riant : qu'il lui venait apprendre la grâce que Gennaro Annésé et le duc de Guise lui avaient faite de lui promettre la charge de mestre-de-camp-général du Peuple, vacante par

la démission de Marc Antonio Brancaccio, et qu'il le priait de le servir en cette occasion. Le baron, surpris de ce discours, lui répondit brusquement qu'il s'étonnait fort qu'un homme qui n'était venu avec ce Prince que pour tenir les chiffres des ministres de France en Cour de Rome, et leur donner part de tout ce qui se passerait à Naples, eût aspiré à un emploi réservé pour le chevalier de Guise, qu'on attendait à tous momens. Cette réponse l'étonna, et le baron le quittant, fut rencontré par le père maître Fra-Vincenzo Maria Capécé, dominicain, et confesseur du duc de Guise, accompagné du sieur des Isnards, qui lui dit qu'il le cherchait pour l'avertir qu'il avait appris que le sieur de Cérizantes espérait la charge de mestre-de-camp-général que prétendaient le Mellone, vieux soldat, mais fort soupçonné d'être espion des Espagnols, et Vittorio Zapullo, autre vieux soldat, dépendant du marquis de Torrécusa, qui était avec la noblesse assemblée contre le Peuple; qu'il lui semblait que cet emploi était d'assez grande importance, pour obliger le duc de Guise à ne le laisser conférer qu'à un homme de qualité qui ne dépendît que de lui; que Cérizantes ni les autres n'avaient rien qui pût l'obliger à prendre l'un d'eux pour son lieutenant-général, et que le baron de Modène était le seul que l'on devait pourvoir de cette dignité, suivant le sentiment commun de tous les amis de ce Prince. Le baron qui, en embarquant le duc de Guise dans cette

entreprise, ne s'était proposé autre emploi que celui d'être près de sa personne pour le servir de ses conseils dans les occasions nécessaires, n'ayant autre but que la gloire et la fortune de ce Prince, fut fort étonné de cette proposition, et répondit au père Capécé, qu'il jugeait, comme lui, que le duc se ferait tort s'il permettait que cette charge fût donnée à une personne qui ne dépendît pas de lui; qu'encore que Cérizantes l'eût assuré que le duc lui avait promis de la lui procurer, il avait peine à le croire; que pour lui il ne pouvait songer à cette dignité peu convenable à son humeur, et trop élevée au-dessus de son mérite et de ses forces; qu'il n'avait point d'autre ambition que celle d'être auprès du duc, et de ne le point quitter de vue pour plusieurs secrètes raisons; qu'il conjurait ses amis de n'y plus penser, et qu'il allait faire connaître à ce Prince que cette charge ne devait être conférée à aucun des trois prétendans.

Le père Capécé lui répliqua, qu'il fallait que, pour le service de l'État et du duc de Guise, il prît cet emploi, et qu'il s'assurait de le faire approuver au duc. Le baron, sans lui rien repartir, alla de ce pas trouver le duc qu'il rencontra seul dans sa chambre, et lui rendit compte de tout ce que le sieur de Cérizantes et le père Capécé venaient de lui dire. Ce Prince parut surpris de ce que Cérizantes l'avait assuré qu'il avait sa parole touchant sa prétention, et lui dit qu'il lui en avait parlé; mais qu'il lui avait répondu qu'il y pense-

rait et qu'il en conférerait avec Gennaro Annésé. Le baron lui dit ensuite, que, quoique Cérizantes eût de l'esprit et du cœur, il n'avait point les qualités nécessaires pour être son lieutenant-général, et que toute la France trouverait ce choix fort étrange; que quand son expérience et sa naissance lui pourraient faire mériter cet emploi, il se ferait tort de permettre qu'un homme qu'il ne connaissait que depuis fort peu de tems possédât la charge la plus importante de l'État, après la sienne; qu'ayant prié le chevalier de Guise de venir à Naples, il semblait qu'il ne la devait point confier à un autre; que s'il fallait qu'elle fût exercée par quelqu'un en attendant son arrivée, il offrait d'y donner ses soins, pour empêcher qu'elle ne fût occupée par quelqu'un qui ne dépendît pas de lui. A ces mots le duc l'embrassa et lui témoigna par son visage aussi bien que par sa réponse, qu'il en serait extrêmement aise, et qu'il empêcherait que Gennaro Annésé n'en pourvût Cérizantes. Cette conférence fut interrompue par la venue de quelques officiers du Peuple qui vinrent visiter le duc, et qui donnèrent lieu au baron de Modène de se retirer en son appartement pour songer, avec plus de loisir et d'attention, à la proposition que lui avait faite le père Capécé, sur le sujet de cet emploi. Il est très-vrai que cet infortuné gentilhomme eut de secrets pressentimens dans cet instant de la disgrâce qui sembla provenir d'une charge qui fut aussi funeste à sa fortune qu'avantageuse à sa

gloire. Ce je ne sais quoi qui semble, en nous faisant frémir sans cause apparente, nous avertir souvent d'un malheur prochain, ne lui permit de regarder ce poste qu'avec frayeur; en considérant le service du duc de Guise, il reconnaissait que, puisqu'il était nécessaire que le Peuple eût, en ce moment, un mestre-de-camp-général pour agir et pour soulager le duc, aux lieux et dans les choses où il ne pourrait pas tout faire, il fallait nécessairement que cet emploi fût conféré à un confident de ce Prince; que tout autre qui n'aurait pas un attachement aveugle et une entière dépendance pour lui dans ces occasions, pourrait partager et même acquérir tout à fait les cœurs de cette populace qui paraissait si inconstante; qu'un mestre-de-camp-général qui s'entendrait avec l'Espagne, pourrait détruire le parti par cent moyens; que quand cela ne serait pas, une mauvaise intelligence causerait des désordres pernicieux au duc de Guise; que ne voyant alors personne à qui le duc pût confier un emploi de cette importance, l'amour qu'il avait pour ce Prince le conviait de l'accepter, tant afin d'empêcher qu'un autre ne le prît à son préjudice, que pour avoir plus de moyens de concourir à sa fortune. Mais en considérant l'esprit du duc, il tremblait alors qu'il songeait que s'il acceptait cette charge, il serait souvent obligé de s'éloigner de la cité et de la vue de ce Prince, qui montrait, en plusieurs rencontres qu'il bornait son affection à la portée de ses ieux, et que la place que l'on avait

dans son cœur était fort aisée à surprendre, si l'on n'avait le soin de la garder soi-même et d'empêcher non-seulement que l'absence ne la fît perdre, mais aussi que les envieux et les jaloux ne la surprissent par les rapports et les ombrages dont son esprit, quoique beaucoup éclairé, était susceptible plus que tous les hommes du monde; qu'en s'éloignant de sa présence, il laisserait à ses ennemis un champ fort ample pour lui nuire, ne sachant à qui confier ses intérêts en cette absence; car le sieur des Isnards, son parent, et le sieur d'Orillac, son ami, n'étaient pas assez accrédités auprès du duc pour le soutenir contre tant de gens, qui sans doute tâcheraient de le ruiner; qu'il avait à se garder non-seulement de la plupart des domestiques de ce Prince qui craignaient son intégrité, surtout d'Augustin de Liéto, qui commençait déjà à faire le favori et le ministre, au grand étonnement de Naples; mais encore des Espagnols et des envieux de la gloire du duc, qui feraient leur possible pour le détourner de sa route et le désunir d'avec la France, en flattant son ambition par les visions chimériques d'une future royauté; qu'ainsi, pendant qu'il pousserait les Espagnols à la campagne, leur cabale et leurs artifices le perdraient dans le cabinet.

Le baron passa presque toute la nuit dans les agitations que tant de différens objets causaient en une personne qui eût souhaité de se pouvoir partager en deux, afin d'être tout à la fois dans la ville et dans la campagne, proche du duc et

loin de lui, pour remplir en un même instant tous les devoirs que son zèle exigerait.

Le lendemain le père Capécé le vint voir et lui présenta une grande patente en parchemin, et scellée du grand sceau du Peuple, par laquelle Gennaro Annésé le déclarait mestre-de-camp-général de la cité et de tout le royaume de Naples, et l'assura de sa part qu'il n'avait point voulu écouter ni Cérizantes, ni le Mellone, ni le Zapullo, et qu'il le priait d'accepter cet emploi comme un gage de l'estime que tout l'État avait pour lui. Le baron, la prenant de ses mains, lui dit qu'il n'avait rien à répondre sur ce sujet, qu'il n'eût vu le duc de Guise, lequel il alla trouver incontinent avec cette patente qu'il lui présenta, et lui dit tout ce que son confesseur venait de lui dire, ajoutant à cela qu'il ne prendrait cette charge que par son ordre absolu, et sous deux conditions: l'une, de ne l'exercer que jusqu'à la venue du chevalier de Guise, son frère; la seconde, que cet emploi ne le priverait point de celui qu'il avait près de sa personne et dans sa maison, qu'il estimait cent fois plus que l'autre. Le duc, avec mille caresses, lui répondit qu'il importait à son service qu'il acceptât cette charge; mais qu'il voulait qu'il en prît la patente de lui, et non pas de Gennaro Annésé, et qu'il agréait les conditions sous lesquelles il désirait l'accepter.

Si je m'étends un peu trop sur ces circonstances, j'ai cru devoir ce témoignage à l'innocente conduite du baron de Modène, qui, n'ayant pris

cet emploi que pour mieux servir le duc de Guise, fut depuis soupçonné injustement de l'avoir brigué pour se détacher de ce Prince et pour son intérêt particulier; mais le tems a fait connaître la vérité de ce que je dis sur ce sujet.

Le baron de Modène témoigna au duc de Guise qu'il acceptait cette charge, puisqu'il lui commandait absolument de la prendre, et qu'il s'agissait de son service, et lui remit entre les mains la patente que Gennaro Annésé lui avait envoyée; ce Prince lui en fit expédier une autre à l'heure même par Girolamo Fabrani, son secrétaire, après quoi le baron alla prier le père Capécé de faire connaître à Gennaro Annésé qu'il lui était fort obligé de l'estime qu'il avait témoignée pour lui, mais que les attachemens qu'il avait avec le duc de Guise, ne lui permettaient pas de prendre aucun emploi que de sa main.

CHAPITRE XVI.

Progrès des armes de la noblesse, commandée par don Vincenzo de Tuttavilla — Combats dans la cité entre les Espagnols et les populaires. — Nouvelles tentatives que fait don Juan d'Autriche pour avoir la paix, par l'entremise du nonce du Pape. — Conseil tenu par les Espagnols sur les demandes du Peuple. — Suite des progrès du général Tuttavilla.

Quelques jours avant la venue du duc de Guise à Naples, don Vincenzo de Tuttavilla, général des armes de la noblesse du royaume, espérant que, lorsqu'il agirait de lui-même, il réussirait beaucoup mieux qu'il n'avait fait en exécutant les ordres du Vice-Roi, pour le recouvrement du passage de la grotte de Posilippe, se résolut d'employer toutes ses forces, tant pour empêcher que les vivres n'entrassent dans la cité de Naples, que pour réduire sous l'obéissance des Espagnols les villes et les casals de la Terre de Labour, qui suivaient le parti du Peuple; et voyant que les populaires couraient souvent la campagne avec quelque cavalerie levée dans Naples, et composée de cinq ou six cens chevaux de carrosse, dont

ils s'étaient saisis dès le commencement des troubles, il forma un petit camp volant de sept à huit cens chevaux, pour observer leur marche, et les attaquer dans les lieus où il le pourrait faire avec avantage : mais quelques soins que pussent prendre ceux qui le commandaient, ils battirent souvent la campagne en vain, au grand déplaisir de toute la noblesse, très-fâchée de voir cinq ou six cens chevaux populaires braver insolemment leurs forces, et faire une infinité de ravages, à la vue d'une armée de plus de cinq mille chevaux, assemblée alors dans Averse. Le quatrième jour de novembre, le général Tuttavilla, averti que huit cens hommes du parti du Peuple avaient investi la tour de Scaffati, gardée par un capitaine maillorquin, avec cinquante Espagnols naturels, partit d'Averse avec deux cens chevaux, le régiment de don Prospero di Tuttavilla, son neveu, et quelque peu d'infanterie de la noblesse et de la milice du royaume. Il fit faire halte à deux milles de Scaffati, et ordonna au colonel de Goëlans et à don Diégo de Cordoüa, d'aller reconnaître le lieu où les populaires s'étaient retranchés. Ces deux officiers, accompagnés des marquis de Torrécusa et de San Giuliano, de quelques autres cavaliers napolitains volontaires, et suivis de soixante-dix chevaux, s'étant avancés jusqu'à la vue de Scaffati, les populaires ne croyant pas que ce petit nombre de royalistes fût soutenu du gros qui avait fait halte avec le général Tuttavilla, détachèrent deux cent vingt chevaux pour charger

les ennemis, qui, les voyant partir de leur poste, en donnèrent incontinent avis à ce général, et, dans le même tems, les populaires firent avancer quelques mousquetaires pour soutenir leur cavalerie, laquelle se croyant assez forte pour battre les Espagnols, marcha avec cette infanterie droit à eux. Le baron de Goëlans n'ayant point encore de nouvelles de son général, et jugeant que la retraite lui serait plus périlleuse que le combat, non-seulement fit tête aux populaires avec beaucoup de résolution et de vigueur, mais même les attaquant tout à la fois par le front et par le flanc, mit leur cavalerie si fort en désordre, qu'elle abandonna l'infanterie qui la soutenait, et que les Bourguignons en taillèrent en pièces la plus grande partie. Cette défaite étonna si fort le reste des populaires qui gardaient Scaffati, qu'après avoir vu arriver le gros commandé par le général Tuttavilla, et soutenu quelques légères escarmouches, ils abandonnèrent ce lieu à la faveur de la nuit, et laissèrent ainsi le moyen aux royalistes de s'en emparer et de le piller, sous prétexte que les habitans avaient donné les mains au Peuple pour s'en saisir, et attaquer la tour où commandait le capitaine maillorquin, qui, dans ce siége, s'était vu réduit à une telle extrémité, que les boulets lui ayant manqué, il avait chargé ses canons de quelques sacs d'argent qu'il avait dans cette tour très-forte et très-considérable pour le passage de la rivière de Sarno.

Ce succès ayant rétabli le crédit du général

Tuttavilla, fit tant d'impression dans tout le voisinage, que cela lui donna moyen de recouvrer en peu de tems, non-seulement la tour del Gréco, mais encore plusieurs places dans la Terre de Labour et dans la principauté de Salerne; ce qui fit voir que dans la guerre la réputation bien souvent fait autant ou plus que les forces.

Mais ces pertes ne firent aucun effet dans la cité de Naples, où l'obstination des soulevés s'augmentant de plus en plus, maintenait si fort leur vigueur, qu'ils en donnaient des marques aux Espagnols par de continuelles attaques, surtout au quartier de la Grande Douane, assez proche du Château Neuf, mais à couvert du canon, à cause de la hauteur des maisons qui étaient entre deux, et qui donnaient moyen au Peuple de s'assembler dans ce poste, et d'y faire une place d'armes, d'où à tous momens il sortait pour attaquer les retranchemens ennemis. Le baron de Batteville, reconnaissant de jour en jour les dommages que les Espagnols recevaient de ce poste, lequel étant composé de quatre murailles fort épaisses et fort hautes, commandait tout le quartier du port, fit dresser une batterie à l'embouchure d'une rue qui regardait en face ce grand bâtiment, et y ayant logé deux canons, il commença à battre cet édifice sans aucune discontinuation, ce qui obligea le Peuple de placer deux petits fauconneaux aux fenêtres de la Douane, qui, tirant aussi continuellement, incommodaient extrêmement les Espagnols, et particulièrement

leurs canoniers, qui étaient estropiés ou tués aussitôt qu'ils se découvraient tant soit peu; et ce qui fâchait encore plus le baron de Batteville, était une grêle continuelle d'arquebusades que les populaires leur tiraient des maisons voisines, et dont il y en eut une qui emporta la moitié du nez à Francesco Paolo Venato, cavalier de ce siége et de beaucoup de considération. Mais le Peuple, qui ne se lassait point dans le travail qu'il lui convenait faire pour se défendre ou pour attaquer, voulant montrer à ses ennemis qu'il savait profiter du terrain et du tems quand l'occasion s'en présentait, avança un soir, à la faveur de l'obscurité, un retranchement à travers de la rue du Port, et l'éleva avec tant de soin et de silence, que les Espagnols ne s'en étant aperçus que le lendemain au matin, furent bien étonnés de voir le Peuple logé à douze pas de leurs postes, ce qui les obligea de faire décharger sur ce nouveau travail toute l'artillerie du Château Neuf, qui fit plus de bruit que d'effet, à cause de l'épaisseur du retranchement, lequel ayant résisté toute la journée aux canonades du Château, ne put se défendre d'une attaque que firent les Espagnols sur le soir, avec tant de vigueur, qu'après un combat opiniâtré plus de trois heures, ils en chassèrent les populaires, et y mirent le feu, se retirant ensuite avec perte de beaucoup de bons hommes, entre lesquels était don Antonio Sanchez, chevalier de Malte, tué en abordant ce retranchement.

Le Peuple ne se rebutant point de tant de divers succès, fit presque en même tems une autre tentative du côté du château San Ermo, vers lequel mille hommes s'étant avancés, à la faveur d'un chariot couvert, se saisirent d'un poste assez avantageux, et qui pouvait favoriser beaucoup le débarquement de l'armée navale de France; mais les Espagnols ayant reconnu le préjudice qu'il leur pourrait causer s'ils y laissaient loger les populaires, le baron de Batteville, avec tous les soldats espagnols et wallons des quartiers de San Martino et de Santa Lucia del Monté, les chargea à l'impourvue si vigoureusement, qu'il les força de quitter ce poste et de se retirer dans leurs quartiers.

Pendant ces diverses attaques, don Juan d'Autriche, prévoyant les désordres et les pertes que la suite de cette guerre causerait à l'Espagne, songeait sérieusement à la paix et à tous les moyens possibles pour l'obtenir; et jugeant que la voie du nonce était la plus commode et la plus promte, il pria de nouveau ce prélat de recommencer ses bons offices, et de renouer le traité qui avait été tenté quelques jours auparavant. Monsignor Altiéri n'épargna rien pour ce dessein, et, ayant fait pressentir le Peuple, sa réponse fut : que tandis que le duc d'Arcos serait à Naples, il n'entendrait jamais aucune proposition d'accord; mais que si don Juan le faisait éloigner sans retour, il écouterait volontiers tout ce qu'il aurait à lui dire. Le Peuple répondit de cette sorte,

tant pour voir si les Espagnols seraient capables d'abandonner ainsi un de leurs principaux ministres, que pour avoir loisir de respirer en attendant le secours de France : mais don Juan, pour ne négliger aucune occasion apparente d'avoir la paix, fit assembler le Conseil d'État pour délibérer s'il était juste et bienséant que le Vice-Roi se retirât volontairement de Naples, pour favoriser le traité.

Toutes les opinions du Conseil se réduisirent à deux : l'une fut qu'il ne fallait point que le duc d'Arcos quittât sa charge et le royaume, fondée sur plusieurs raisons, dont les principales furent que s'il était permis aux Peuples de choisir ou de rejeter, à leur plaisir, les officiers et les ministres d'un État, ils auraient la meilleure part de l'autorité souveraine; que la plus solide colonne de la puissance monarchique était la ferme opinion que les peuples devaient avoir qu'un prince ne saurait faillir dans le choix qu'il fait des personnes qu'il appelle dans ses affaires, et qu'il ne leur est pas permis de contrôler les actions d'une vive image de Dieu, et de celui dont on ne peut blâmer le choix, sans l'accuser ou d'ignorance ou de faiblesse; que si, par surprise, il commet le gouvernement de l'État à quelque esprit dont la conduite mérite d'être châtiée, ses sujets doivent recourir aux remontrances et aux prières, et non pas à la voie de fait, ni aux outrages, ni aux armes; que l'aversion que le Peuple avait pour le duc, ne venait que de la haine naturelle qu'il avait pour

la royauté, et que d'accorder sa demande, ce serait le convier à prétendre une infinité d'autres choses, au préjudice de l'État; que, si le duc se retirait, cela ne ferait qu'augmenter l'insolence des populaires qui, ne jugeant de la grandeur de leurs forces que par l'effet qu'elles causaient dans les esprits, attribueraient la sortie de ce grand ministre plutôt à la faiblesse de l'État et à une fuite contrainte, qu'à la clémence de leur Roi et à un départ volontaire; que sans doute les soulevés ne désiraient cette retraite que pour connaître si le Prince serait assez faible pour laisser faire brèche à sa puissance, et jugeraient qu'un Souverain qui souffre qu'une populace effrénée entame son autorité, se résout fort facilement à la perdre; qu'enfin le Vice-Roi ne pouvait sortir, sans passer pour coupable des choses qu'on lui imputait, et qu'il y allait de l'honneur de Sa Majesté Catholique, de ne laisser pas périr un ministre de ce rang, qui avait couru tant de périls pour son service, et dont la cause était la sienne.

L'autre opinion fut contraire à celle-ci, et ceux qui la soutinrent, dirent que ces raisons étaient fort bonnes pour un royaume pacifique et où le Roi était présent : mais qu'elles n'avaient point de lieu dans un État soulevé, et dont le Prince était si éloigné; qu'il ne s'agissait pas seulement de l'honneur du Prince, mais encore de la ruine évidente de tout l'État; qu'il valait bien mieux que l'Espagne risquât sa réputation, que le plus beau de ses royaumes; qu'elle pourrait facilement recouvrer un jour celle-là, mais mal aisément celui-ci;

que tout ce qui est profitable à l'État, n'est jamais honteux; qu'un sage Prince doit user de l'autorité souveraine, comme d'une règle de plomb, que l'on plie et que l'on redresse suivant le besoin et le tems; que l'on peut tenir la main haute, et raccourcir même les rênes à un cheval de qui la fougue l'emporte en sauts et en ruades, mais qu'il les lui faut rendre toutes, lorsque, cabré, il court fortune de se renverser tout-à-fait; que l'on n'avait pas affaire à un petit nombre de mutins dont la fureur s'évaporât par les cris ou par les menaces, mais à un Peuple qui avait secoué le joug de son Roi, et qui, ayant tiré l'épée contre lui, semblait en avoir jeté le fourreau dans la mer; que l'exemple des Hollandais avait fait juger, depuis peu, que le sort des armes égale les sujets à leurs Souverains; que le départ du Vice-Roi pourrait peut-être ramener les soulevés, de qui la rage n'avait que lui pour son objet; que ce duc aurait plus de gloire d'immoler son propre intérêt à cette fureur populaire, que de l'irriter davantage par son séjour dans la cité, et qu'il fallait songer plutôt à maintenir le Souverain, que le ministre.

Quoique cette dernière opinion parût la plus raisonnable, le Vice-Roi fit connaître qu'il ne pouvait quitter Naples sans un ordre exprès de Madrid. Cette espérance qui suit l'homme partout, même au milieu du naufrage, et à l'aspect du supplice, flattait encore tellement cet esprit flegmatique, qu'il s'imaginait que le tems réduirait peu à peu le Peuple dans son devoir, et qu'ainsi il aurait la

gloire de laisser le royaume de Naples dans le même état qu'il l'avait trouvé.

Pendant toutes ces négociations, qui ne produisirent aucun effet, don Vincenzo de Tuttavilla, général des armes de la noblesse, continuait, avec autant de chaleur que de vigilance, ses courses sur les terres qui tenaient le parti du Peuple, et principalement vers celles dont la communication pourrait apporter quelque avantage aux Napolitains soulevés, lesquels, étant souvent forcés par la faim de sortir en campagne, escarmouchaient avec sa cavalerie, tantôt avec quelque avantage, et tantôt avec quelque perte, la fortune prenant plaisir d'entretenir les deux partis entre l'espérance et la crainte.

CHAPITRE XVII.

Effets que l'arrivée du duc de Guise à Naples produit parmi les Espagnols. — Ordres secrets du Vice-Roi aux confidens qu'il avait dans les quartiers populaires de travailler à diviser le duc et Gennaro Annésé. — Soins que prend le baron de Modène de s'informer de l'état des forces et des affaires du Peuple. — Rapport qu'il en fait au duc de Guise. — Agostino Mollo introduit dans les Conseils de ce Prince, par Agostino di Liéto. — Pressentiment qu'a le baron de Modène sur ce sujet.

Si l'arrivée du duc de Guise à Naples causa beaucoup de joie dans les quartiers populaires, elle produisit une grande consternation dans les royalistes, et particulièrement parmi ceux qui n'avaient point de part au secret du ministère, et qui ne savaient pas ce que le comte d'Ognatte avait écrit au duc d'Arcos touchant le passage de ce Prince dans le royaume. Comme le gouvernement de l'État est une espèce de machine, dont les mouvemens apparens sont bien contraires aux cachés, et que ce qui fait que le vulgaire se trompe si souvent en ses jugemens, est qu'il les fonde sur des choses dont les motifs sont aussi secrets que les effets en sont connus, les royalistes eurent un grand sujet

de crainte voyant arriver dans Naples un duc de Guise, dont le nom et les mérites étaient si répandus dans l'Italie, et dont la venue devait être apparemment secondée de fort près de celle de l'armée navale de France, et de tous les autres secours nécessaires, ne jugeant pas possible que cette couronne eût laissé engager un Prince d'une telle importance dans cette entreprise, pour ne le pas assister de toutes ses forces; mais le Vice-Roi, informé par le comte d'Ognatte des sentimens que le Conseil d'Espagne à Rome avait touchant le passage du duc de Guise, ne considéra pas son arrivée de cette façon; et pour la rendre infructueuse aux Napolitains, et infortunée à ce Duc, il communiqua les avis qu'il avait reçus de Rome au régent Zuffia, qui avait beaucoup d'amis parmi les cappes noires du parti populaire, et le pria de leur ordonner secrètement d'employer toute leur adresse pour aborder le duc de Guise, et s'insinuer, peu à peu, dans son cœur et dans ses Conseils; il lui dit que le moyen de s'accréditer auprès de lui, serait de lui faire concevoir quelques espérances de ce trône que possédèrent ses aïeux, et que la plus saine partie de tout le royaume lui offrirait volontiers, pourvu qu'il la mît à couvert de la cruauté populaire et de l'insolence française; qu'il fallait lui donner de la défiance de Gennaro Annésé, et des commandans de l'armée navale que l'on attendait de Toulon, en lui faisant voir que Gennaro, jaloux de l'amour que tout Naples avait déjà pour sa personne,

s'unirait sans doute aux Français pour en empêcher les progrès; enfin il le sollicita de faire agir aussi en même tems près de Gennaro et des autres qui demandaient la république, pour leur rendre le duc suspect, et leur faire connaître que son but ne tendait qu'à la royauté.

Après que le régent Zuffia eût un peu rêvé sur le choix des personnes les plus capables de cette négociation, dont le salut des Espagnols dépendait entièrement, il dit au Vice-Roi que, parmi tous les partisans secrets que l'Espagne avait dans les quartiers populaires, il n'en croyait point de plus propre pour ménager adroitement cette intrigue, qu'Agostino Mollo, avocat fameux, qui, passant dans Naples pour ami ardent et fidèle de la noblesse, n'aurait pas beaucoup de peine à persuader au duc de Guise tout ce qui serait nécesssaire pour ce sujet. Le duc d'Arcos approuva extrêmement cette pensée, et sur-le-champ il fut conclu que tous ceux dont on se pourrait assurer, seraient avertis de s'attacher apparemment aux intérêts du duc de Guise, et surtout qu'Agostino Mollo aurait ordre secrètement de s'approcher de sa personne, et de tâcher de s'acquérir son estime et sa confiance. Tout cela fut exécuté avec autant de secret que de diligence, et Agostino Mollo, flatté par les espérances que le régent Zuffia lui donna d'une récompense digne du plus grand service que l'on pût rendre à l'Espagne, embrassa cette commission avec un contentement extrême.

Pendant ces secrètes intrigues, le baron de Modène ayant pris possession de la charge de mestre-de-camp-général, crut que le premier soin qu'il devait prendre, était de s'informer et de reconnaître le véritable état des forces du Peuple, et la diversité des cabales qui régnaient dans cette cité. Il visita tous les postes que tenait le Peuple, et fit une revue de toutes les troupes ordinaires qui les gardaient, et qui ne passaient pas cinq mille hommes peu disciplinés, mal armés, sans aucunes munitions, hors celles que le duc avait fait apporter de Rome; mais tous déterminés à périr pour leur liberté. En remarquant l'horreur que toute cette populace avait pour les Espagnols, il lui vit commettre des choses qu'il vaut mieux taire que dire, qui lui firent juger que la fureur qui l'animait ne s'amortirait pas facilement, et que les esprits étaient tellement aigris, qu'ils ne seraient point capables de retourner sous la domination des Espagnols, tandis qu'ils s'en pourraient garantir; mais en jetant les ieux sur les différentes conditions des personnes qui composaient ce grand parti, il reconnut que cette aversion implacable de la plus basse populace s'amoindrissait, et n'était pas si forte dans les rangs plus élevés, et qu'à mesure qu'il haussait la vue et passait d'une condition à l'autre, cette haîne diminuait, et n'avait presque plus de vigueur en arrivant dans la bourgeoisie et parmi la noblesse. Ce fut par cette gradation

qu'il discerna en peu de jours les secrets et divers partis qui divisaient les soulevés, et qui étaient alors les mêmes que nous avons remarqués en parlant de la violente et injuste élection de Gennaro Annésé. Il en connut dans peu tous les chefs, et voyant que tous, dès l'abord, s'attachaient étroitement au duc de Guise, il eut peine à s'imaginer que des gens qui suivaient des routes si différentes, pussent tendre à un même but. Il pensa durant quelques jours que ce grand concours d'officiers populaires, et des cappes noire qui, dès ce commencement, s'unirent si apparemment aux intérêts du duc de Guise, ne procédait que du mépris ou de la haine que chacun avait pour Gennaro Annésé; mais il changea d'opinion quand il vit Agostino Mollo dans les Conseils les plus secrets du duc de Guise, qui, en moins de rien, l'avait fait passer de l'antichambre au cabinet. Agostino di Liéto fut son premier introducteur. Il l'avait connu dès sa plus grande jeunesse, et il l'avait présenté au duc comme son ami particulier, et comme un homme qui, par les habitudes qu'il avait avec la Noblesse, était capable de l'attirer toute dans son parti. Il n'en fallait pas davantage pour obliger ce Prince à recevoir à bras ouverts cet esprit, le plus complaisant et le plus adroit du royaume, lequel suivant les ordres secrets du Vice-Roi, se rendit maître en peu de tems de celui du duc, avec tant d'adresse, qu'en détruisant la confiance qu'il avait depuis si long-tems pour le baron de

Modène, cet adroit et détestable enchanteur lui fascina tellement la vue, que depuis il n'entendit rien que par ses oreilles, et ne vit rien que par ses ieux. Comme ce subtil charlatan était extrêmement suspect au Peuple, et qu'il n'osait presque se montrer pendant le jour, ses premières visites furent fort secrètes, et il n'alla chez le duc que de nuit, jusqu'au tems que ce Prince ayant en main toute l'autorité souveraine, commença à agir sans crainte, et ne se soucia pas beaucoup de déplaire à la populace : mais quelques précautions qu'il put prendre dans les commencemens de sa faveur, le baron de Modène fut bientôt averti du danger que pourrait courir le duc de Guise, s'il prêtait l'oreille à sa voix ; Philippo Prégnano, commissaire-général de la cavalerie du Peuple, et très-zélé pour son pays, fut le premier qui s'en aperçut, et qui fit entendre au baron de Modène qu'Agostino di Liéto ne pouvant, par son mérite, gouverner l'esprit du duc de Guise, et se maintenir dans le poste de capitaine de ses gardes, et de son suprême ministre, établissait dans ses Conseils Agostino Mollo, afin de s'emparer, par son adresse, du cœur du duc, à l'exclusion de ceux qui y possédaient quelque part, qu'il le priait de prendre garde à ces deux hommes, qui employant, l'un l'amitié que le duc lui fesait paraître, et l'autre le talent qu'il avait de s'insinuer dans les esprits, et de s'en rendre maître, l'obligeraient, par leurs intrigues et par leurs fascinations, à préférer ces

infidèles à ses anciens serviteurs. Le sieur d'Orillac (qui trouvait fort étrange que ce nouveau capitaine des gardes abusât de la bonté du duc, et se servît de sa bourse avec autant de privauté que de la sienne propre) dit fort souvent au baron de Modène, que cet insolent favori était mal intentionné pour lui, et n'avait autre but que de le perdre, et d'établir sa fortune sur ses ruines. Il y eut encore deux officiers du Peuple (à qui le Liéto fesait mille caresses avant cette surprenante faveur, mais qu'il méprisait alors) qui avertirent le baron que, par le moyen d'une femme qu'il voyait souvent, ils avaient appris que cet homme s'était vanté plusieurs fois qu'il le ruinerait dans l'esprit de ce Prince, afin de le pouvoir posséder seul; ils ajoutèrent que s'il voulait le prévenir, ils l'en déferaient fort aisément au sortir de chez cette femme, qu'il visitait régulièrement tous les soirs environ les trois heures de nuit; mais le baron les remercia de leur offre, et leur répondit que les Français n'en usaient pas de cette sorte, et qu'il aimerait mieux encourir la disgrâce du duc, que d'être cause de la mort de son favori. Ces avis pourtant l'obligèrent de parler à ce Prince, et de lui en ouvrir ses sentimens à la première occasion qu'il eût de l'entretenir. Il lui dit que la passion qu'il avait pour sa personne et pour sa gloire, l'obligeait à le prier de lui permettre de lui montrer le fond d'une âme qui ne dépendait que de lui. Il le conjura de rappeler dans sa mémoire les images de

tous les services passés, non pour les récompenser, puisqu'il savait qu'il lui avait donné, et non pas vendu son cœur; mais pour lui faire connaître qu'un zèle désintéressé et à l'épreuve des disgrâces, devait être à couvert des traits de l'envie et de l'imposture; qu'il lui parlait de cette sorte, parce qu'il s'était aperçu, et qu'il était même averti que son capitaine des gardes travaillait pour lui faire perdre son estime et sa confiance; que ce jeune Napolitain, reconnaissant que son mérite ne pourrait remplir la place qu'il prétendait de lui ravir, avait appelé à son aide l'avocat Agostino Mollo, l'esprit le plus subtil de Naples, et que tout le Peuple tenait pour partisan des Espagnols, aussi bien que de la Noblesse; qu'encore que l'un et l'autre le regardassent de travers, et qu'on jugeât que leur cabale tendait à le discréditer auprès de lui, pour se rendre seuls nécessaires, tout cela ne l'affligeait point, puisque si le bonheur du Prince n'eût dépendu que de sa perte, il l'eût soufferte volontiers; mais qu'il craignait qu'Agostino Mollo, gagné par le Vice-Roi, ne tâchât de s'insinuer dans ses Conseils, pour rendre compte aux Espagnols de tout ce qui se passerait, et pour le détacher de Gennaro Annésé, et peut-être de la France, sous des prétextes aussi doux que visionaires.

Le duc l'interrompant alors, lui répondit avec quelque émotion, qu'il n'avait pas sujet de craindre que personne pût altérer l'amitié qu'il avait pour lui; que son capitaine des gardes était un

homme fort zélé pour son service, et qui avait un grand crédit dans la cité; que quant à Agostino Mollo, c'était l'esprit le plus capable qu'il pût choisir pour l'employer à rapprocher la Noblesse, et la réunir adroitement avec le Peuple; qu'il ne fallait pas croire que le Peuple seul, et sans elle, pût obliger les Espagnols à quitter le royaume; que, dans cette pensée, son dessein était de faire son possible pour unir les membres de l'État, afin que ce corps, qui avait assez de force pour soutenir cette entreprise, se pût maintenir de lui-même sans avoir besoin de personne. Le baron, reconnaissant, par ce peu de paroles, le piége que les Espagnols avaient tendu à ce Prince trop crédule pour les choses qui flattaient ses désirs, lui repartit avec une extrême franchise : que ce projet était fort juste, mais qu'il lui semblait que le tems, plutôt qu'une intrigue suspecte, lui devait donner cette lumière; que le Peuple ne pourrait trouver ce repos si souhaité sans l'union de la Noblesse, mais que la Noblesse n'était pas encore en état d'entendre aucune proposition sur ce sujet; que les blessures qu'elle avait reçues étaient trop récentes pour unir sitôt l'offenseur avec l'offensé; que comme il n'y a rien de plus difficile que de rétablir la confiance après d'extrêmes outrages, la populace aurait peut-être autant de peine que la Noblesse à se résoudre à cet accord; que quand cela ne serait pas, il n'y aurait nulle apparence, comme il le lui avait déjà dit plusieurs fois, que cette Noblesse voulût

hazarder si légèrement son bien, son honneur et sa vie, avant que de voir l'Espagne en état de souffrir sa révolte sans la pouvoir jamais punir; que c'était par l'entremise de la France seule qu'il pouvait procurer cette réunion, puisque c'était elle seule qui, par sa protection, pouvait donner ce grand succès aux armes du Peuple et de la Noblesse; qu'ainsi il croyait fortement que les négociations du docteur Agostino Mollo ne serviraient à autre chose qu'à le rendre suspect au Peuple, aussi bien qu'à Gennaro Annésé, et à leur donner des ombrages de sa conduite, qui pourraient aliéner ou refroidir les volontés d'un Peuple qui lui témoignait tant d'amour.

Quoique ces raisons fussent fortes, elles ne furent pas capables de détourner le duc de Guise du chemin où Agostino Mollo, ou plutôt sa mauvaise fortune l'embarquait; et le baron, reconnaissant par l'altération de son visage et par l'obstination qu'il lui témoigna de ne se vouloir point détacher de son sentiment, qu'il pourrait s'emporter contre lui, changea de discours, et sortit bientôt après; mais aussi affligé que persuadé de la mauvaise conduite du duc, de laquelle il prévit le triste succès dès ce même instant, et dont toutes les réflexions qu'il fit sur les choses qui étaient arrivées à ce Prince, ne le rendaient que trop convaincu.

En effet, en repassant dans son souvenir les malheurs qui lui étaient survenus de tems en tems, par la souveraine puissance qu'il donnait

à ses passions, et par cette facilité qu'il avait à croire tout ce qu'il désirait, sans considérer les obstacles qui s'y pouvaient opposer, il jugea dès-lors que sans doute Agostino Mollo, qui s'était emparé de l'esprit et de l'estime de ce Prince, afin de le gouverner seul et sans obstacle, tâcherait de le détruire auprès de lui, et se servirait de l'aversion qu'il avait pour ce charlatan, pour persuader à ce Prince que le baron ne suivait pas sa route, et qu'il était uni avec Gennaro Annésé et le marquis de Fontenay, pour les servir dans les rencontres où leurs intérêts seraient joints; qu'il ferait tous ses efforts, et emploirait toute sorte d'artifices pour le rendre suspect au duc, ou pour faire au moins que tous ses travaux fussent infructueux et tous ses avis inutiles; qu'après cela il pourrait, à la faveur de ses vaines illusions, gouverner le duc comme il voudrait, sans que personne ôsât l'avertir des chutes auxquelles il l'allait exposer; car ayant éloigné le baron, il ne devait pas craindre que rien l'empêchât de tomber dans ce brillant précipice qui lui éblouissait les ieux.

CHAPITRE XVIII.

Attaque de San-Carlo dellé Mortellé. — Manifeste publié de la part du duc de Guise. — Pouvoir de Plénipotentiaire envoyé de Madrid au Vice-Roi, pour traiter avec le Peuple, et son peu d'effet. — Conseil tenu par le Peuple sur le besoin de sortir en campagne. — Levées faites au nom et en partie des deniers du duc de Guise. — Sortie de ce Prince de Naples.

Le premier soin que prit le duc de Guise, après avoir pris possession de la charge que le Peuple lui avait conférée avec tant de joie et de confiance, fut, comme j'ai dit, la visite de tous les postes de ce parti; et ayant appris que la populace du quartier de San-Carlo dellé Mortellé, que les Espagnols possédaient, avait intelligence avec celle des quartiers de son voisinage qui tenaient pour le Peuple, et qu'elle ne servait les Espagnols que par force, ce Prince fit assembler les principaux officiers populaires dans le Torrion des Carmes, pour tenir Conseil de guerre, et leur proposa, avec autant d'éloquence que de ferveur, l'attaque de ce quartier et de celui de Santa-Maria Pareté, dans l'espérance que les Napolitains qui les habitaient favoriseraient son effort par leur peu de

résistance, et lui donneraient moyen de se rendre maître d'une bonne partie de ceux qui tenaient pour les Espagnols. Chacun approuva son sentiment, et les ordres étant donnés pour le 21 de novembre, cette attaque fut commencée avec tant de chaleur, que si elle eût été soutenue de même, il y a grande apparence que les Espagnols couraient fortune de perdre Naples ce jour-là. En effet, les troupes populaires, au nombre de trois mille hommes, ayant attaqué ces deux quartiers, le peu de soin que prirent les habitans pour les défendre, leur donnèrent tant de moyens de s'emparer de tous les postes royalistes, qu'après avoir gagné quatre retranchemens, les couvens de San-Carlo et de Santa-Catarina, et toute cette étendue remplie de bons et grands palais, ils coururent jusqu'aux quartiers delli Angéli et di Santa Anna di Palazzo, sans rencontrer aucun obstacle; mais le peu de conduite du Peuple lui fit bientôt perdre tout ce que son courage lui avait acquis; car le baron de Batteville s'étant aperçu qu'il y avait un grand intervalle entre les troupes qui fesaient la première attaque et celles qui les soutenaient, marcha à la tête des officiers réformés, et de ce peu d'Espagnols naturels qu'il prit à la Place d'Armes, et coupant les populaires avec beaucoup de prudence, empêcha l'effort des derniers, et la retraite des plus avancés, ce qui les étonna tellement, se trouvant chargés par ce baron et par Horatio Mainiéri, lieutenant de mestre-de-camp-général, qui les prit en flanc et en tête,

et leur ôta toute espérance de secours, qu'ils tombèrent dans un désordre où les Espagnols les défirent entièrement. Il en demeura plus de cent cinquante sur la place, et environ soixante-dix prisonniers, que le duc d'Arcos envoya en galère, à la réserve de neuf, qu'il fit pendre aussitôt.

Les Espagnols perdirent, en cette occasion, Simone Britti, Portugais, officier fort estimé, et Biagio di Fusco, Napolitain, chef de la compagnie des réformés; mais leur plus grande affliction fut la considération de l'état où ils s'étaient vus en cette journée, et qui leur fit appréhender que, dans une autre tentative de cette nature, le Peuple, marchant avec plus de prudence qu'il n'avait fait en celle-ci, ne se rendît maître de Naples. Cette crainte était assez bien fondée : leurs forces, qui ne passaient pas deux mille hommes, diminuaient de jour en jour, tantôt dans les attaques et tantôt par les misères et les travaux que la disette des vivres, les gardes et les corvées continuelles leur fesaient souffrir dans une guerre où il fallait qu'un si petit nombre d'hommes fît tête à toute cette multitude innombrable de soulevés qu'ils avaient incessamment sur les bras.

Ce qui augmenta encore le déplaisir des Espagnols, fut la publication d'un manifeste que le duc de Guise fit, et qu'il envoya par tout le royaume, par lequel, en conséquence des titres de généralissime des armes du Peuple, et de défenseur de sa liberté, il conviait tous les membres de l'État à se réunir ensemble pour secouer conjointement

et avec plus de vigueur, le joug de la servitude d'Espagne, dont il exagérait l'avarice, la cruauté et la perfidie. Le duc d'Arcos, quoique piqué des choses qui noircissaient non-seulement sa nation, mais même sa propre personne, jugea à propos de n'y faire aucune réponse, croyant qu'en matière de manifestes, de libelles diffamatoires, et autres écrits que la passion fait souvent courir dans le monde, le silence et le mépris les détruisent mieux que quelque réponse que l'on y puisse faire, qui, bien souvent, ne sert qu'à les accréditer davantage.

Dans le même tems, le duc d'Arcos reçut une patente de plénipotentiaire, que le roi d'Espagne lui envoya pour l'accommodement des affaires de ce royaume, fondée sur les relations que ce Vice-Roi avait envoyées à Sa Majesté Catholique, de tout ce qui s'était passé à Naples depuis le soulèvement de Masanielle, jusqu'à l'accord fait par l'entremise du cardinal Filomarino. Ce pouvoir était extrêmement ample, et quoique lorsqu'il fut expédié à Madrid, qui fut le cinquième jour du mois d'octobre, le Conseil ne fût point encore informé des suites de cette révolution, et du peu d'effet de l'arrivée de don Juan d'Autriche et de son armée navale; toutefois, les ministres qui savaient bien le mauvais état des affaires de leur maître dans ce royaume, avaient jugé qu'il était absolument nécessaire d'éteindre ce feu naissant, et d'employer la douceur plutôt que la sévérité pour ramener le Peuple à son devoir. Dans cette

pensée, le Conseil l'avait envoyé au duc d'Arcos, lequel, flatté de l'imagination qu'il avait toujours eue que les Napolitains se lasseraient de le haïr, par les mêmes principes qui font que les Peuples se lassent quelquefois d'aimer, fit incontinent imprimer une infinité de copies de cette patente, et en envoya une à Gennaro Annésé. Mais aussitôt que la populace en eut eu l'avis, chacun, d'une commune voix, s'écria que toutes ces grâces n'étaient que des piéges que les ministres tendaient au Peuple pour le surprendre plus facilement; qu'il n'était plus tems de parler d'abolitions ni de paix, et que le repos de l'État ne dépendait que de la guerre. Depuis les affronts que le duc d'Arcos avait reçus en la première journée du soulèvement de Naples, rien ne l'avait tant étonné comme l'obstination que ce Peuple fit paraître à refuser d'entendre des propositions qui peut-être eussent été écoutées, si elles eussent été faites par quelque ministre nouveau, ou plus agréable à la populace, laquelle ne regardant celui-ci que comme l'auteur de toutes ses disgrâces, ne pouvait se persuader que son repos lui pût venir de celui qui avait causé tous ses troubles. Aussi, à juger des choses par les apparences, on peut dire que les Espagnols n'employèrent pas toute leur prudence quand ils commirent à un ministre suspect et odieux au Peuple, la dispensation des grâces qu'ils prétendaient lui faire.

La politique nous enseigne qu'en matière de négociations, un traitant agréable à celui avec qui

l'on traite, obtient souvent plus dans les affaires que les plus solides raisons, puisque la bonne opinion qu'on a de sa sincérité est bien plus puissante que toute l'éloquence d'un autre. Cela parut par son contraire, et l'aversion que le Peuple avait pour le duc d'Arcos sembla fermer tout à coup ses oreilles aux propositions qui le pouvaient mettre en repos, et ses ieux aux misères qu'il souffrait continuellement, et qui augmentaient de jour en jour, par le manquement des vivres et des munitions nécessaires, étant sur le point de se voir en état de ne pouvoir ni vivre ni combattre.

Le duc de Guise reconnaissant le mauvais état des affaires des soulevés, et prévoyant que si l'armée navale de France n'arrivait bientôt, il avait lieu de craindre quelque soulèvement dans son parti, dit à Gennaro Annésé, qu'il jugeait à propos de se mettre en campagne pour ouvrir les passages des vivres, en attendant l'arrivée de l'armée qui devait venir de Toulon. Gennaro Annésé lui témoigna qu'il fallait communiquer son dessein à la Consulte, et ayant fait assembler tous les officiers qui la composaient, avec les principaux de la populace et de la milice, le duc de Guise, suivi du baron de Modène, s'étant rendu dans le Conseil général, leur dit, avec son éloquence naturelle : qu'il ne pouvait se lasser d'admirer et de louer le courage et la constance d'un Peuple qui en même tems fesait tête à tant d'ennemis qui l'attaquaient de tous côtés; qu'il voyait bien

que sa vertu n'avait pas seulement à se défendre des attaques et des cabales de l'Espagne et de ses partisans, mais encore des travaux que le défaut de munitions et de vivres lui fesait souffrir tous les jours; que suivant la connaissance qu'il avait des forces de l'un et de l'autre parti, son avis était qu'il fallait se mettre au plus tôt en campagne, afin de vaincre la famine par l'ouverture des passages des grains, dont les provinces voisines étaient remplies; qu'en triomphant de cette horrible et inexorable ennemie, on viendrait aisément à bout de tout ce qui pourrait s'opposer aux desseins du Peuple; que si le Conseil approuvait cette pensée, il lèverait quelques troupes à ses dépens, pour joindre à celles que le Peuple lui donnerait, et qu'il croyait par ce moyen rétablir dans la cité l'abondance de toutes choses.

Toute l'assemblée agréa tellement l'avis et les offres de ce Prince, qu'elle ne put s'empêcher d'interrompre son discours avec des louanges et des remercîmens qui se terminèrent par la proposition que fit Gennaro Annésé touchant ce projet, et le chemin qu'il fallait prendre en sortant de Naples pour l'ouverture des passages. Les opinions se réduisirent à deux, dont l'une fut qu'on prendrait la route de la Terre de Labour, et l'autre, qu'il était plus à propos de prendre celle de la principauté de Salerne; le premier qui ouvrit celle-là fut le mestre-de-camp Landi, qui allégua sur ce sujet, que bien que la Noblesse eut fait sa place d'armes dans Averse, et qu'elle y eut fait

transporter beaucoup de grains du voisinage, il en restait encore assez dans les cazals circonvoisins pour nourrir Naples quelques jours; que ces lieus étant tout ouverts et sans défense, on les pourrait occuper fort facilement; que la Noblesse, dont les forces consistaient en cavalerie, ne le pourrait pas empêcher; qu'ainsi, sans perdre Naples de vue, on pourrait s'étendre dans la campagne, et recouvrer quantité de grains pour le besoin de la cité.

Cet avis fut approuvé de la plus grande partie de l'assemblée, surtout du duc de Guise, lequel ayant déjà l'esprit préoccupé des espérances que lui donnaient Agostino Mollo et ses partisans, dont le Landi était du nombre, crut trouver par cette voie des occasions favorables pour traiter avec la Noblesse, et l'attirer à son parti : mais le baron de Modène, qui n'avait pour objet que le bien de l'État et la gloire de ce Prince, s'opposa vigoureusement à cette opinion, et soutint que ses principaux fondemens lui semblaient aussi incertains que les moyens en étaient périlleux; que si le seul motif du Peuple était de se mettre en campagne pour ravitailler la cité et y rétablir l'abondance, il ne pensait pas que les grains de tous les cazals situés entre Naples et le Vulturne, pussent produire cet effet; que la noblesse n'était pas si aveuglée que d'avoir laissé des bleds à la campagne, à la merci des populaires, quand elle avait enlevé ceux dont elle avait rempli Averse; que si elle en avait laissé quelque peu pour la

nourriture des habitans de ces cazals, il arriverait que les armes du Peuple, en occupant ces lieus, y mettraient la famine, sans l'avoir chassé de Naples; que ces progrès ne serviraient qu'à faire mourir de faim leurs habitans, ou à les rendre ennemis des Napolitains; qu'il ne fallait donc pas chercher des grains de ce coté-là, si l'on ne voulait les aller prendre dans Averse même, où tout le corps de la Noblesse se trouvait alors avec quatre ou cinq mille chevaux; que ce serait tout hazarder que d'attaquer une ville d'un grand circuit et fort peuplée, avec des troupes nouvelles, sans discipline, sans respect, sans munitions et sans vivres; que son opinion était qu'il valait mieux prendre la route de Salerne, que cette ville et sa province étaient tellement abondantes en grains et en toutes les choses dont on avait alors besoin, qu'elles pouvaient en fournir Naples pour long-tems sans se faire tort, que Polito Pastina, qui en était maître absolu, était en état de joindre ses forces à celles du Peuple pour concourir à ses desseins, que cette jonction serait très-utile à tout le parti, d'autant que la cité de Naples se verrait non pas seulement délivrée de la famine, mais pourrait unir toutes ses forces avec celles des provinces circonvoisines, et fomenter les révoltes des cités qui se déclaraient de jour en jour dans la Calabre et dans la Basilicate; qu'ainsi on pourrait peu-à-peu acquérir le pays le plus fertile et le plus riche du Royaume; qu'il ne serait pas difficile de faire cette jonction avec Polito

Pastina, qui s'avançant jusqu'au bord du Sarno, favoriserait le passage du duc de Guise dans la province de Salerne, et se joindrait ensuite à lui pour seconder les grands progrès qu'on avait sujet d'espérer de la conduite de ce Prince, et de ses forces qu'on verrait grossir de moment en moment par une infinité de Peuples soulevés qui s'y joindraient à mesure qu'on marcherait et qu'on s'étendrait dans leurs provinces.

Il y a quelque apparence que si cette opinion eût été suivie, elle eût été plus avantageuse au parti du Peuple que la première, d'autant que la jonction des troupes de Naples avec celles de Polito Pastina, et des autres chefs des Peuples soulevés dans la principauté de Salerne, dans la Calabre et dans la Basilicate, eût été l'entière ruine des Espagnols, qui n'avaient pas de forces capables de l'empêcher ni de s'opposer à leurs efforts; mais la plus grande partie de l'assemblée n'avait garde de suivre cet avis, l'intérêt public n'y servait que de prétexte, et il n'y eut que Vincenzo d'Andréa qui approuva ce sentiment. La conclusion fut que le duc de Guise ferait au plus tôt ses levées, et qu'il sortirait incontinent après en campagne du côté d'Averse, pour occuper tous les cazals du voisinage, et contraindre la Noblesse d'abandonner cette cité.

Au sortir de l'assemblée, le duc de Guise appela le baron de Modène, et lui dit qu'il fallait songer à faire promtement ces levées, qui consisteraient en la compagnie de ses gardes, en

une compagnie de dragons, et en trois régimens d'infanterie, dont ce Prince lui en donna un, et les deux autres à Vittorio Zapullo, vieux soldat, mais fort incommodé de goutte, et à Antonio Calco, qui avait commandé une compagnie de cuirassiers en Flandre, pour les Espagnols. Le baron l'ayant remercié de cette nouvelle grâce, l'assura qu'il ferait tout son possible pour mettre au plus tôt son régiment sur pied, et qu'il le priait seulement de lui faire délivrer les armes nécessaires pour ses soldats; le duc lui dit qu'il avait donné ordre à Agostino di Liéto, capitaine de ses gardes, de faire acheter toutes les armes qu'il fallait pour l'armement de toutes ces levées; mais qu'il lui commanderait de remettre entre ses mains l'argent de celles de son régiment. Le baron lui repartit qu'il ne voulait point manier d'argent à Naples non plus qu'ailleurs, et qu'il prendrait les armes pour son régiment des mains de celui qui avait le soin d'en fournir les autres.

Le lendemain on commença de travailler aux levées; mais si l'on y enrôla de fort bons soldats, on leur donna de si méchantes armes, qu'on peut dire qu'Agostino di Liéto vida dans cette occasion les boutiques d'armuriers de toutes les marchandises de rebut qu'ils y gardaient depuis longtems. Cet homme, aussi avare qu'insolent, abusait si fort de l'amitié et de la confiance de son maître, qu'il ne fesait point de différence de la bourse de ce Prince et de la sienne. Dès Rome il avait pris mille écus de l'argent que le duc avait

emprunté, sous prétexte de les employer à l'achat de quelques galanteries pour régaler les intelligences qu'il disait avoir dans Naples, et en arrivant dans cette cité, il en avait pris encore pour faire faire des habits en broderie d'or, et pour son équipage composé d'un nombre d'estaffiers aussi bien vêtus que ceux du duc, dont ils ne différaient que par les couleurs; il se chargea de la fourniture des armes des levées, qui ne lui coutèrent pas la moitié de ce qu'il prit pour les payer, et quoique le duc s'en aperçut, il ne lui en témoigna rien; de sorte que cette impunité fit qu'il n'eut depuis autre pensée que de piller de tous côtés, se servant de l'autorité et même de l'ordre du Prince, pour faire enlever de plusieurs maisons les meubles que l'on y trouvait, sous prétexte que les propriétaires étaient criminels, ce qui le rendit entièrement odieux au Peuple, qui pourtant n'osait le témoigner à ce Prince, à cause de la part qu'il avait dans ses bonnes grâces.

Mais l'argent que le duc de Guise avait apporté à Naples ne suffisant pas pour mettre entièrement sur pied les levées qu'il voulait faire, il fallut recourir à Gennaro Annésé, à qui le baron de Modène alla parler par son ordre, afin de le prier de lui faire trouver de l'argent pour les achever. Cette proposition était assez délicate, et le baron de Modène, qui s'apercevait déjà de la jalousie et des ombrages que Gennaro avait de ce Prince, eut peur que cet esprit, aussi artificieux que brutal, ne se servît de cette occasion pour décrédite;

le duc parmi la populace. Il commença la conversation de cette visite par l'espérance qu'il avait que la sortie du duc en campagne produirait de grands effets; Gennaro Annésé lui répondit froidement qu'il le souhaitait de tout son cœur; le baron lui repartit qu'il avait raison de le souhaiter, tant pour l'intérêt du Peuple que pour le sien particulier, puisque la même affection qui liait le cœur du duc au sien unissait aussi leurs fortunes; Gennaro alors, en soupirant, répliqua qu'il fesait tout ce qui lui était possible pour le croire ainsi, quoiqu'il vît beaucoup de choses qui lui persuadaient le contraire. Le baron jugeant, par ce peu de mots, des sentimens de cet esprit, tâcha de lui faire connaître que les ombrages qu'il avait du duc n'étaient que les effets des cabales des Espagnols, qui, ne pouvant venir à bout du Peuple par la voie des armes, employaient tous leurs artifices afin de diviser ses chefs, et détruire ainsi ce parti; qu'il le priait de s'assurer en l'amitié du duc de Guise, dont l'âme était trop généreuse pour oublier jamais les grandes obligations dont il lui était redevable, et qui étaient autant de chaînes qui le retiendraient toujours attaché à ses intérêts; que, connaissant le cœur du duc comme il fesait, il savait bien que lorsqu'il exigeait des soins et des grâces de ses amis, ce n'était que pour s'attacher à eux par autant de liens; qu'à propos de cette matière, il pouvait lui dire en secret, que le matin, voyant le duc dans la crainte de n'avoir pas présentement assez

d'argent pour achever les levées qu'il voulait faire, et qu'il était prêt d'envoyer expressément quelqu'un en France pour en faire venir au plus tôt, il lui avait représenté qu'il ne pensait pas que celui qui l'avait appelé à Naples l'abandonnât dans ce besoin. Gennaro alors, l'interrompant, lui dit qu'il lui était très-obligé d'avoir parlé de cette sorte, et qu'il lui avait fait justice : ce qui obligea le baron de poursuivre son discours, et de lui dire que les connaissant l'un et l'autre, il avait cru que le service que le duc souhaitait de lui serait une nouvelle étreinte qui les unirait à jamais, et qu'il le priait de faire prêter quelque argent au duc, lequel s'obligerait ou de le faire rendre à Rome, ou de le rembourser à Naples dans peu de tems, à celui qui le fournirait.

Gennaro Annésé, paraissant alors avec un visage plus serein qu'il n'avait au commencement de cet entretien, assura le baron de Modène qu'il aurait une extrême joie de donner de nouvelles marques de son amitié à ce Prince, et qu'il ferait tout son possible pour lui faire avoir de l'argent. Le baron, après lui en avoir rendu mille grâces au nom de ce Prince, se retira fort satisfait de l'heureux succès de sa négociation, dont aussitôt il alla rendre compte au duc de Guise, qui le reçut à bras ouverts, et le pria de travailler à la conclusion de cette affaire, et même de prendre l'argent; mais le baron s'en excusa, comme il avait déjà fait en d'autres rencontres, et convint ensuite de toutes les choses nécessaires pour recevoir cet argent.

Le duc de Guise l'ayant donc touché par la faveur de Gennaro Annésé, sur les lettres-de-change qu'il fit en son nom, les levées furent achevées peu après; de sorte que toutes choses étant au meilleur état où l'on les pût mettre dans ces nécessités urgentes, ce Prince se résolut de sortir de la cité de Naples le 12 de décembre; mais le jour avant son départ, les Espagnols firent une sortie du Castel Novo avec mille hommes, et s'emparèrent d'un poste du Peuple, défendu de deux canons, dans le tems que le duc fesait la revue de ses troupes à la porte Capoana, d'où le bruit de cette attaque le fit partir pour les aller repousser, ce qu'il fit avec tant de vigueur, que bien qu'il ne fut suivi que de cinq cents hommes, il força les ennemis, après trois heures de combat, de se retirer dans leurs postes avec perte de vingt-cinq bons officiers et de quarante soldats.

Le lendemain le duc partit de Naples avec quatre mille hommes que fesaient les régimens de Modène, de Zapullo, de Calco et de Jacomo Rosso, fameux et hardi bandit; les compagnies détachées de Pépé Palombo, d'Onofrio Pisacano et de Mattéo d'Amoré, la compagnie de ses gardes, et les autres compagnies de cavalerie qui étaient auparavant dans Naples, dont Ciccio Ferlinghieri était général, et Philippo Prignano commissaire-général. Pour l'artillerie, commandée par Anniello di Falco, elle consistait en cinq pièces de campagne, accompagnées de quelques

charrettes de boulets et de fort peu de poudres.

A parler ingénument, on ne vit jamais entreprise plus hardie que celle-là; car quoique l'infanterie nouvelle fut assez bonne, elle était si mal armée, que hormis cinq ou six cents hommes qui l'étaient assez bien, tout le reste n'avait que des épées. La cavalerie ne paraissait pas moins défectueuse; plusieurs cavaliers étaient sans chevaux et sans pistolets: et pour le train de l'artillerie, il n'en fut jamais de semblable; car, outre que la plupart des boulets que l'on portait n'étaient pas du calibre des pièces, il n'y avait en tout que deux cents livres de poudre entre plusieurs barils qu'on avait fait remplir de sable pour cacher un défaut de cette importance. Mais tout cela n'empêcha pas que cette sortie ne causât une horrible consternation dans l'esprit des Espagnols et de la Noblesse; et le duc de Guise, sortant de Naples avec cette étrange et petite armée, prit la route de Giugliano, cazal des plus grands de toute la terre de Labour, et placé entre cette cité et celle d'Averse, d'où jamais la Noblesse n'ôsa sortir pour l'empêcher de se poster en ce lieu très-avantageux pour ôter la communication de la Noblesse avec les Espagnols.

A côté de Giugliano est assis Sant' Antimo, cazal non moins considérable que celui-là, et duquel D. Pietro Javarone était curé et chef du Peuple. Ce prêtre, fort zélé pour ce parti, ayant assuré le duc de Guise que tous ses habitans étaient pour la populace, et qu'encore qu'il y

eût quelques troupes de la Noblesse logées en ce quartier, elles n'oseraient attendre sa venue, s'il feignait de marcher de ce côté-là. Le duc considérant l'utilité qu'il pourrait tirer de ce cazal, ordonna au mestre-de-camp Antonio Calco de l'aller occuper avec son régiment et quelque peu de cavalerie, ce qui fut exécuté avec tant de bonheur que le Calco, accompagné du curé et de quelques habitans qui le vinrent joindre à demi-chemin, s'en rendit maître d'emblée, les troupes qui y étaient s'étant retirées dans Averse une heure avant qu'il arrivât.

CHAPITRE XIX.

Le duc de Guise, arrivé à Giugliano, fait fortifier ce poste. — Conférence entre ce prince et le duc d'Andria. — Sortie de la Noblesse d'Averse, repoussée au pont de Frignano. — Nouvelles de l'arrivée de l'armée navale de France, au golfe de Naples.

La sortie du duc de Guise, son arrivée à Giugliano, et celle des troupes qu'il envoya à Sant' Antimo, mirent une si grande consternation parmi les royalistes, qu'ils ne s'opposèrent point à ses desseins, et les Peuples en conclurent tant d'espérance, que plusieurs petites villes et grands cazals lui envoyèrent des députés pour lui témoigner la joie qu'ils avaient de sa venue, et pour lui offrir toutes les choses qui étaient en leur pouvoir.

Le jour d'après son arrivée à Giugliano, il alla visiter tous les environs de ce grand cazal, suivi du baron de Modène, et considérant que de tant d'hommes qu'il avait, la plupart étaient ou mal ou point armés, et que Giugliano pouvait être facilement attaqué par plusieurs avenues toutes ouvertes, et qui n'étaient pas seulement défendues d'une simple barricade, il ordonna au baron de

Modène de les faire fortifier et de les mettre au moins en défense contre la cavalerie qui fesait les plus grandes forces des ennemis. Ce mestre-de-camp-général ayant reçu cet ordre s'en acquitta le mieux qu'il lui fut possible, et fit travailler aux retranchemens nécessaires ceux qui n'étaient point armés, et demeurer les autres sous les armes, pour les défendre au cas qu'ils fussent attaqués. Le soin que prit le baron de Modène, et l'argent qu'il leur donna pour les encourager, avancèrent tellement ces travaux, qu'en trois jours toutes les plus dangereuses avenues de Giugliano furent retranchées, et en état de ne point craindre les royalistes.

Pendant que le baron de Modène était occupé à ces travaux, le duc de Guise songeait à trouver quelque occasion pour faire connaître à la Noblesse assemblée dans Averse, l'estime qu'il avait pour elle. Comme il savait que le baron n'approuvait pas les secrètes pratiques qu'il ménageait pour ce dessein, il lui cachait les principaux ressorts de cette grande machine, et ne lui découvrait que les choses qu'il croyait lui être fort avantageuses; ce fut ce qui l'obligea de dire à ce fidèle mais malheureux ami, quelques jours après son arrivée à Giugliano, qu'ayant permis au major Landi d'aller faire un tour dans Averse, pour y visiter ses amis, le duc d'Andria et quelques autres seigneurs lui avaient fait paraître beaucoup de vénération pour son nom et pour sa personne, et témoigné qu'ils souhaitaient de le voir et de

s'aboucher avec lui. Le duc communiqua cette nouvelle au baron, avec un visage riant et dans la pensée que, dans peu de jours, on verrait toute la noblesse du royaume dans son parti. Cet infortuné confident jugeant bien que le ménagement de cette conférence n'était pas l'effet d'une simple visite du major Landi (lequel, depuis qu'on était à Giugliano, avait fait plus de six voyages dans Averse), n'osa découvrir son sentiment au duc sur ce sujet, et feignant d'avoir de la joie d'une si bonne nouvelle, il lui répondit seulement que pour prévenir les soupçons que cette entrevue pourrait donner aux chefs du Peuple, il fallait qu'il leur témoignât que le but de cette conférence était d'unir la Noblesse avec le Peuple, et au cas qu'il n'y pût réussir, de tâcher de la rendre suspecte aux Espagnols. Qu'il le conjurait de nouveau de bien considérer les piéges que ses ennemis pourraient lui tendre sous ce prétexte, et qu'il y avait apparence que le duc d'Andria n'eût osé parler d'une entrevue sans être assuré que le Vice-Roi n'en pourrait prendre d'ombrage. Le duc lui repartit assez brusquement qu'il saurait prendre ses mesures de tous côtés, et qu'il allait renvoyer le major Landi, afin de convenir du jour et du lieu de la conférence.

Le baron se retira, et pour divertir le chagrin que lui causait cette nouvelle, alla visiter les retranchemens du quartier, et sur-tout celui qui regardait le chemin d'Averse. Il y fut à peine arrivé que le major Landi y passa, et s'arrêta

pour lui dire, avec un sourire qui tenait plus du traître que de l'ami, qu'il allait visiter des princes et des grands seigneurs qui avaient une grande estime pour lui. Le baron lui répondit qu'il n'avait encore rien fait dans ce royaume qui pût la mériter; qu'il était pourtant obligé à la civilité de ceux qui l'estimaient sans le connaître, et qu'il tâcherait de se rendre digne de cette estime, s'il ne pouvait mériter leur affection.

Le major Landi revenu d'Averse, la conférence fut aussitôt publiée. On avait choisi le couvent des capucins, situé entre Averse et Giugliano, et il avait été résolu qu'ils s'y rendraient le jour suivant accompagnés chacun de neuf personnes seulement.

Le duc de Guise partit de son quartier à l'heure arrêtée, suivi du baron de Modène, des sieurs de Taillades, des Isnards, et d'Orillac, Français, et de quelques officiers napolitains, fesant en tout le nombre de dix. Lorsqu'il arriva près des capucins, le duc d'Andria y parut accompagné du duc de Lorenzana, don Girolamo Pignatelli, et autres seigneurs formant en tout aussi le nombre de dix. Dès que le duc d'Andria aperçut le duc de Guise, il se détacha de sa troupe et poussa son cheval vers lui, ce qui obligea ce Prince d'en faire autant. Ils mirent tous deux pied à terre, et ils eurent le tems de se saluer et de s'embrasser avant que les autres les eussent joints. Après les premières civilités, le duc de Guise et le duc d'Andria entrèrent seuls dans les capucins, d'où

ils ne sortirent qu'après une conversation qui dura un assez long espace de tems. On put juger par leurs visages qu'ils étaient tous deux fort satisfaits, et l'on remarqua dans cette rencontre que le duc d'Andria, quoique chef de la maison des Caraffes, et l'un des premiers et des plus altiers seigneurs du royaume, rendit des respects extraordinaires à ce Prince, lequel, s'étant ensuite arrêté un peu avec les autres, finit cette entrevue par de nouveaux complimens et par d'agréables galanteries qui le firent admirer de toute cette noblesse. Les uns et les autres étant tous remontés en même tems à cheval, chaque troupe prit la route de son quartier. Le duc de Guise arriva un peu après à Giugliano, et témoigna une grande joie pendant tout le reste du jour. Les particularités de cette conférence furent publiées diversement : les Espagnols firent savoir à tous leurs partisans que le duc de Guise avait envoyé un trompette à don Vincenzo de Tuttavilla, général des armes de la Noblesse, pour avoir un passeport de lui en faveur de Luigi Landi, sergent-major d'un régiment populaire, qu'il désirait envoyer dans Averse, pour faire quelques complimens de sa part à cette Noblesse; que le Tuttavilla n'ayant pu lui refuser civilement cette prière, le Landi, peu de jours après, était allé dans cette ville, où il avait témoigné à tous ces seigneurs assemblés que le duc de Guise souhaitait de voir et de parler à quelques-uns de leur corps; que le Tuttavilla en ayant donné avis au

duc d'Arcos, ce Vice-Roi leur avait permis cette entrevue, étant très-assuré de la fidélité de la Noblesse; qu'ensuite ils avaient choisi pour cette conférence le duc d'Andria, l'un des plus grands et des plus prudens seigneurs du royaume; que le jour et le lieu du rendez-vous ayant été arrêtés, ce duc, accompagné de neuf autres seigneurs, était parti d'Averse pour aller voir le duc de Guise; que dans la secrète conversation qu'ils avaient eue ensemble, le duc de Guise l'avait commencée par les remercîmens des civilités que le duc d'Andria avait faites au chevalier de Guise à son voyage à Malte; qu'ensuite il lui avait représenté, avec beaucoup d'adresse et de ferveur, les désolations et les ruines que la domination d'Espagne avait causées dans le royaume de Naples; que le Peuple ne pouvant plus souffrir un joug insupportable, était résolu de le secouer entièrement et de se soumettre à tout autre quel qu'il put être, plutôt que de retourner sous la tirannie des ministres espagnols; que les premiers progrès de ses armes fesant juger à toute l'Europe que Dieu les favorisait, sa résolution serait absolument fomentée et secondée de tous les ennemis découverts et secrets de leur monarchie; qu'ainsi il y avait lieu de croire que la cause du Peuple étant approuvée du Ciel, et soutenue par les plus grands potentats de la terre, réussirait heureusement; que ces vérités devaient obliger la Noblesse à songer à elle, et à ne se pas attacher davantage avec un parti sans réputation, sans

force, et qui ne tenait plus que quelques places dans le royaume dont le Peuple pourrait fort aisément se rendre maître dans peu de tems; que la Noblesse ayant agi jusqu'alors pour son honneur, devait désormais agir pour sa conservation, pour son bien et pour sa vie; qu'à cet effet elle devait joindre ses forces à celles du Peuple, afin que, d'un commun accord, tous les membres de l'État courussent au remède qui seul leur pourrait donner la guérison de tant de maux qu'ils souffraient universellement; que les étranges traitemens que le Peuple lui avait faits depuis le commencement de cette révolution, n'étaient pas si considérables que le bien public, qui devait être le principal objet que les uns et les autres devaient regarder à l'avenir; que la gloire et les avantages que la Noblesse recevrait, par cette réunion, seraient capables de fermer toutes les blessures reçues dans ces horribles confusions; que si elle était en état d'écouter des propositions sur ce sujet, il espérait de réduire le Peuple dans le respect qu'il lui avait rendu de tout tems, et de lui procurer toutes les satisfactions qu'elle pourrait justement souhaiter; que le duc d'Andria ayant écouté fort paisiblement le duc de Guise, lui avait répondu ensuite : que toute la Noblesse du royaume lui était extrêmement obligée des sentimens qu'il témoignait avoir pour elle; mais qu'elle ne pouvait écouter sans horreur des propositions si désavantageuses à cet honneur qu'elle avait toujours regardé comme l'unique et le plus

digne but de toutes ses pensées et de toutes ses actions; qu'il avait de la peine à croire qu'un Prince de sa naissance et de son caractère fût capable de proposer ce qu'il ne serait pas capable de faire; qu'il était étonné, non-seulement de l'entendre parler de cette sorte, mais encore de le voir à la tête d'une populace qui, foulant aux pieds toutes les lois divines et humaines, n'avait autre objet que la licence de tout faire, et de vivre dans le désordre; que l'exemple du prince de Massa lui devait faire ouvrir les yeux et lui découvrir les abîmes où, en suivant la fureur populaire, il courait hazard de tomber; qu'il ne jugeait pas que le poste qu'il occupait lui pût acquérir beaucoup de gloire ni beaucoup de fortune, puisqu'il n'y avait point d'apparence que Dieu voulût bénir un parti où le brûlement, le pillage, l'assassinat et le sacrilége se commettaient impunément, où tous les souverains du monde étaient choqués par le pernicieux exemple de la plus étrange révolte qui eût paru depuis longtems; où il n'y avait pas lieu d'attendre des témoignages de respect et des marques d'obéissance d'une populace effrénée, qui n'en avait point eu pour son Roi naturel et légitime, et où l'inconstance et la cruauté régnaient également; qu'il lui serait plus glorieux et plus utile de quitter ce parti de bonne heure, et prévenir ainsi les périls dont il était menacé par un plus long séjour, et que s'il était dans ce dessein, la noblesse Napolitaine offrait de lui procurer toutes les choses

nécessaires pour se retirer sûrement à Rome; que le duc de Guise ayant répliqué plusieurs choses ensuite, cette conférence s'était terminée par de nouvelles civilités, et particulièrement par la promesse que le duc de Guise avait faite au duc d'Andria, de venger la mort de don Pèpé Caraffa, son parent, par celle de son assassin.

Voilà ce que les Espagnols publièrent peu après de leur côté, et le duc de Guise, sans déclarer publiquement les circonstances de cette conférence, fit entendre à Gennaro Annésé et aux autres chefs populaires qu'il avait conféré avec le duc d'Andria, député de la Noblesse, pour l'attirer au parti du Peuple, ou du moins afin de la rendre suspecte aux Espagnols; qu'il espérait que le premier point pourrait produire, avec le tems, quelque bon effet; mais qu'il pensait que le second avait fait le sien dès l'instant, disant savoir de bonne part que les Espagnols avaient conçu une extrême jalousie de cette entrevue; que cependant il avait parlé fort sérieusement de l'ajustement du quartier des prisonniers de l'un et l'autre parti, et qu'il avait protesté au duc d'Andria, que si les Espagnols traitaient, par les voies de la justice, les soldats et les officiers de guerre populaires qui tomberaient entre leurs mains, on traiterait de la même sorte ceux que le sort des armes ferait tomber en celles du Peuple.

Quoique cette entrevue eût donné l'alarme à Gennaro Annésé et à la plus grande partie de la populace, le duc de Guise dissipa ces ombrages

par ce qu'il leur en manda, et particulièrement par la proposition du quartier, laquelle plut extrêmement à tout le Peuple qui voyait avec douleur, que tous ceux que les Espagnols prenaient prisonniers, allaient à la potence, ou en galère. Le contentement qui parut sur le visage de ce Prince, au retour de la conférence, fit bien connaître à ceux qui le connaissaient, qu'il en était très-satisfait, et qu'elle lui avait fourni de quoi nourrir les espérances qu'Agostino Mollo et les autres de sa cabale lui donnaient. En effet, depuis cette journée, il rechercha plus soigneusement qu'il n'avait fait encore les occasions d'obliger la Noblesse, et il fit paraître une si étroite confiance au major Landi et à tous les autres qui avaient des intelligences avec elle, qu'il ne fut pas mal aisé d'en pénétrer les véritables motifs. Lui-même, quelque tems depuis cette conférence, publia qu'en représentant au duc d'Andria les injustes et barbares traitemens que la Noblesse avait reçus des Espagnols, depuis que ce royaume était sous leur domination, il lui avait prédit positivement que les soins que son corps prenait pour leur service lui seraient plus pernicieux qu'utiles; que si ses armes ne réussissaient pas, ils en attribueraient la faute à sa mauvaise volonté; et que si elles rétablissaient le roi d'Espagne en ce royaume, la connaissance qu'ils auraient que la Noblesse était capable de relever un trône presque renversé, les ferait, à l'avenir, travailler à sa ruine, de peur qu'un parti, qui pouvait rendre la couronne à son maître, ne la lui ôtât quelque jour, ou du moins qu'il ne fût toujours l'arbitre unique de l'État; qu'il avait ajouté à cela que l'armée navale de France devait arriver dans peu à Naples, qu'elle brûlerait ou battrait indubitablement celle d'Espagne, qui n'était composée que de matelots et de forçats; que ses forces jointes à celles du Peuple, contraindraient bientôt les Espagnols de sortir du royaume, et de laisser, à ce parti, la liberté de choisir la forme de gouvernement qui lui semblerait la meilleure; que si la Noblesse attendait à se déclarer jusqu'à cette extrémité, elle courrait fortune d'avoir peu de part au gouvernement de l'État, et peut-être de s'en voir exclure entièrement; qu'étant né Prince, et de plus sorti de la maison d'Anjou, qui avait encore tant d'amis dans les plus illustres familles du royaume, cela l'obligeait à déplorer les malheurs où il voyait que la Noblesse s'allait jeter volontairement; qu'il la conviait de penser à elle et d'abandonner au plus tôt un parti déjà chancelant, et dont la chute infaillible l'accablerait sous ses ruines; que, dans l'assiette où elle était présentement, elle était bien plus en état de traiter et de faire son parti avec le Peuple, qu'elle ne serait après que la Fortune aurait décidé cette querelle, et qu'alors cette Noblesse serait contrainte de prendre la loi du vainqueur; qu'en s'accommodant avec le Peuple il était certain qu'elle aurait la part qu'elle pouvait prétendre dans le gouvernement; qu'il s'offrait d'y travailler et d'obliger le Peuple à rentrer dans

son ancien devoir, et à lui rendre les respects qu'il lui devait si justement; que sur cela le duc d'Andria lui avait répliqué que les divers événemens de cette révolution pourraient rendre la Noblesse malheureuse, mais non pas criminelle; que les mauvais traitemens qu'elle avait reçus des ministres d'Espagne, ne la dispensaient point du serment de fidélité qu'elle devait à son Roi; que la perte de son honneur lui était plus considérable que celle de ses biens et de sa vie; qu'il s'étonnait qu'un Prince de son nom se vînt soumettre ainsi à la discrétion d'une populace dont la fureur, en s'attachant à renverser le trône de son Roi légitime, avait trempé ses mains dans le sang de ses propres chefs; qu'il lui conseillait de ne pas attendre qu'elle donnât en sa personne, comme elle avait fait en celle du malheureux prince de Massa, une marque de son insolence et de sa rage, et que, s'il voulait se retirer à Rome, la Noblesse l'escorterait, jusqu'à l'État ecclésiastique, avec tout le respect dû à sa qualité et à son rang; que cependant elle lui était extrêmement obligée des bons sentimens qu'il avait pour elle, mais qu'elle n'en pouvait profiter, pour ne pas souiller la pureté du beau sang qu'elle avait reçu de ses ancêtres; et qu'enfin, si le sort de l'État le forçait de changer de maître, il aurait quelque sorte de consolation de voir, dans la plus haute place, un Prince venu de la maison d'Anjou : qu'ensuite de ce discours, le duc d'Andria s'enquit fort particulièrement de l'état de l'armée navale de France

et du tems qu'elle pourrait arriver, et qu'après les complimens et les assurances réciproques d'une amitié telle que l'honneur le pouvait permettre, ils convinrent ensemble que le duc de Guise ferait punir ce boucher qui avait massacré don Pèpé Caraffa, et que, dans peu de jours, la Noblesse abandonnerait Averse, et se retirerait chacun dans ses terres, et laisserait faire aux Espagnols ce qu'ils jugeraient nécessaire pour la défense du royaume et pour leur conservation.

Un peu après cette conférence, le duc de Guise ayant appris qu'il y avait quantité de grains au cazal de San-Cipriano, commanda à Jacomo Rosso de marcher avec son régiment pour s'emparer d'un poste si avantageux. Étant parti de Giugliano, il rencontra quelques coureurs d'Averse, et s'engagea inconsidérément à les pousser jusqu'à la vue de cette ville; mais soit que la Noblesse se fût préparée à faire une sortie pour venir vers Giugliano, soit que l'action de Jacomo Rosso l'obligeât de monter à cheval pour le repousser, il parut à peine aux environs de cette ville, qu'il en sortit quinze cens chevaux accompagnés de plusieurs seigneurs de la plus haute qualité. Le duc de Guise commençait à dîner quand on le vint avertir de cette sortie, et la première nouvelle qu'il en eut, fut que toute la Noblesse du royaume lui venait fondre sur les bras, avec quatre mille chevaux. L'intrépidité de ce Prince parut en cette occasion aussi bien qu'en toutes les autres où elle lui fut nécessaire. Il quitta aussitôt la table, ordonna au

baron de Modène de faire mettre sous les armes toute son infanterie pour la défense du quartier, et, ayant commandé au sieur des Isnards d'aller à Sant-Antimo, faire avancer, vers le grand chemin de Naples à Averse, une partie de l'infanterie et de la cavalerie qui était à ce bourg, pour le soutenir, il alla droit aux ennemis avec trois cens chevaux seulement, compris ses gardes, fesant marcher devant lui la compagnie de cavalerie de la garde avancée du quartier. Le baron de Modène garnit toutes les avenues de Giugliano des troupes nécessaires pour leur défense (quoiqu'il jugeât bien que la Noblesse n'était pas en état de forcer un quartier fortifié et défendu de tant de gens), fit mettre tout le reste en bataille dans sa place d'armes, et monta à cheval avec quelques officiers pour aller reconnaître le chemin par lequel la cavalerie ennemie le pouvait venir attaquer. Considérant alors la situation du pays, et ayant appris par un de ses officiers que dans la route que le duc de Guise venait de prendre, il y avait un pont appelé de Frignano, traversant un grand fossé qui coupait le grand chemin d'Averse, aux côtés duquel il y avait quelques petites maisons abandonnées, il crut qu'il ne serait pas mal-à-propos de les occuper afin d'assurer mieux la retraite du duc de Guise, en cas qu'il fût poussé par le grand nombre d'ennemis qu'il allait avoir sur les bras. Il commanda deux cens mousquetaires pour garnir ces fossés, il y envoya aussi les Lazares, dont les bâtons et les crocs étaient si formidables à la

Noblesse, et dépêcha en même tems un officier à ce Prince pour lui donner avis de tout. Pendant cela le duc de Guise arrivant à la vue de la cavalerie ennemie qui poussait vigoureusement Jacomo Rosso, vit que tout-à-coup la compagnie de sa garde avancée, qui marchait devant lui, fut chargée si brusquement par cette Noblesse, qu'elle plia dès le premier choc et se renversa sur ses gardes avec tant de désordre et de précipitation, qu'elle perça tous les escadrons qui la soutenaient et fit plus de mal que les ennemis. Il sembla, en cette journée, que le sort des armes, pour faire éclater le courage de ce Prince à l'aspect de la noblesse napolitaine, fit tourner le dos à tous ceux qui l'accompagnaient, à la réserve du sieur d'Orillac, qui, s'étant engagé trop avant parmi les ennemis, fut pris et tué de sang-froid par ceux qui, en le prenant, lui avaient promis bon quartier. En effet, le duc de Guise se trouva, en cette rencontre, plusieurs fois seul, s'opposant à l'ennemi, ou fesant tout son possible pour rallier ses gens et les encourageant par son exemple; mais tous les soins furent inutiles, et le duc ne se retirant qu'à mesure que toute la cavalerie le poussait, vit qu'elle fit halte comme pour se rallier. Quelques personnes ont dit depuis que la Noblesse pouvait alors prendre le duc de Guise prisonnier; mais qu'elle ne l'avait pas voulu faire, par l'estime qu'elle avait pour lui, ou pour ne pas procurer un si grand avantage aux Espagnols, dont la bonne fortune lui devait être suspecte. Le duc, dans ce

moment, voyant le prince de Mondorvino détaché de son corps et avancé dans le chemin, alla à lui pour le convier à faire un coup de pistolet; mais le Prince ne l'attendit pas, et se retira au petit galop vers le gros qui, recommençant à marcher, obligea le duc à faire de même et à songer à la retraite par le chemin du pont de Frignano, où la cavalerie ennemie arrivant presqu'en même tems que lui, fut arrêtée tout à coup par une décharge que les gens qui étaient dans les petites maisons et dans les fossés à côté du pont, firent sur elle avec tant de succès, que don Diégo di Montalvo, marquis de San-Giugliano, don Manuel Vaas, et le sieur de Munans, Bourguignon, demeurèrent sur la place avec plus de quatre cens hommes tués, tant de cette décharge, que de quelques autres que firent les mêmes troupes, secondées des Lazares, qui, avec leurs crocs, arrêtèrent et renversèrent plusieurs cavaliers par terre, où, avec une fureur et une inhumanité incroyables, les plus petits les achevèrent. Mais ce qui rendit le combat plus sanglant, fut que Jacomo Rosso ayant rallié ses gens, escarmoucha encore long-tems contre cette cavalerie, à la faveur des fossés et des arbres qui bordaient le grand chemin, et que les troupes de Sant-Antimo arrivèrent sur le point de la retraite du duc, et se mêlèrent si à propos, qu'elles donnèrent moyen aux officiers de la cavalerie qui avaient abandonné ce Prince, d'en rallier une partie. Alors les ennemis furent contraints de se

retirer, et le duc de Guise, après avoir donné des marques d'une valeur extrême, et fait tout ce qu'un homme seul peut faire humainement, se retira aussi à son quartier avec perte d'environ deux cens soldats ou Lazares, et du sieur d'Orillac, que ce Prince regretta avec juste raison, tant à cause de son grand courage, que de son ardente fidélité. Les ennemis même témoignèrent l'estime qu'ils avaient pour lui, par le soin qu'ils eurent de le faire inhumer dans l'église cathédrale d'Averse, où la Noblesse lui fit faire un service solennel, auquel les principaux de tout leur corps assistèrent.

Le bruit du combat du pont de Frignano se répandit bientôt dans tout le royaume et dans toute l'Italie. La populace, qui voyait les allées et venues du major Landi avec quelque soupçon de la conduite du duc, regarda depuis ce Prince avec une extrême admiration. Toutes les villes du royaume, du parti du Peuple, songèrent à lui envoyer des députés. La Noblesse ne pensa plus à faire de tentatives du côté de Giugliano, et ne sortit presque plus d'Averse. Les Espagnols commencèrent à la soupçonner de n'avoir pas fait, dans cette rencontre, tout ce qu'elle avait pu faire, et tout le parti royaliste parut dans une étrange consternation. Rome, aux premières nouvelles de ce combat, en tira de mauvais augures pour la monarchie d'Espagne, et tous les Princes d'Italie crurent que cette brave Noblesse, qui avait plié au premier aspect du duc de Guise, se soumettrait bientôt à lui.

Mais le couronnement de cette action fut que le duc, après avoir fait tête presque seul à toute cette valeureuse Noblesse, vainquit encore sa fierté, en la nécessitant de lui demander la permission de retirer ses morts du champ du combat. Elle passa deux jours sans les oser enlever; enfin, elle se vit contrainte de lui demander cette grâce par un trompette que le général Tuttavilla lui envoya, et ce Prince la lui accorda avec autant de courtoisie que de piété.

Quelques jours après, Gennaro Annésé envoya donner avis au duc de Guise que l'armée navale de France était arrivée au golfe de Naples, et que cette nouvelle causait autant de joie à la populace que d'étonnement aux royalistes. Ce Prince le publia aussitôt avec un visage qui paraissait très-satisfait; et, fesant appeler le baron de Modène, il lui demanda quelle opinion il avait sur l'arrivée de l'armée. Le baron lui dit que ne pouvant pas pénétrer les ordres que son général avait de la Cour, il croyait qu'on en connaîtrait bientôt le dessein par le premier effet de sa conduite; qu'il jugeait que jamais la France n'avait eu une occasion si favorable pour mettre l'Espagne en état de ne pouvoir de long-tems entreprendre rien sur la mer; qu'elle pourrait, dès son abord, brûler tous les vaisseaux d'Espagne, qui, étant à l'ancre et sans garde, seraient à sa discrétion; qu'afin de ne rien négliger, il fallait donner cet avis au général et aux autres ministres de la Cour qui l'accompagnaient; que surtout il le conjurait de vivre avec eux en façon qu'ils n'eussent pas lieu de se

plaindre de lui en cette conjoncture; que tout son bonheur dépendait absolument de sa conduite et de la bonne intelligence qui paraîtrait être entre eux; que tout ce Peuple qui, depuis qu'il avait eu recours à la France, avait attendu cette armée avec tant de vœux et avec tant d'impatience, la regardait en ce moment comme son unique ressource; que s'il arrivait, par l'effet d'une malheureuse conduite ou de la fortune d'Espagne, que lui et les chefs de l'armée vinssent à se brouiller ensemble, et que cette armée se retirât, il y avait lieu de craindre que la populace, frustrée de son attente, ne se prît à lui de ce mauvais succès; qu'enfin, il semblait que le Ciel lui remettait, en ces rencontres, l'entière disposition de sa fortune et de sa gloire.

Le duc de Guise l'écouta fort volontiers, du moins en apparence, et lui témoigna, avec un visage satisfait, qu'il approuvait extrêmement ses avis, et qu'il dépêcherait, le jour même, un gentilhomme à l'armée navale, pour visiter de sa part le duc de Richelieu qui la commandait, et pour lui faire savoir les avantages qu'elle pourrait avoir si elle se servait de celui que lui offrait l'armée ennemie qui était présentement à l'ancre, et entièrement dénuée de soldats, d'autant que ceux qu'elle avait apportés d'Espagne étaient péris dans les attaques, ou se trouvaient alors engagés à la défense de leurs postes.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.

On lit à la fin de cette seconde Partie, qui fait un volume entier dans l'exemplaire de la Bibliothèque du Roi, sur lequel cette édition est faite, qu'elle a été imprimée en 1667 *par Jean Boullard.*

TROISIÈME PARTIE

DE

L'HISTOIRE

DES RÉVOLUTIONS DE LA VILLE

ET

ROYAUME DE NAPLES.

CHAPITRE PREMIER.

Arrivée de l'armée navale de France, à la vue de la ville de Naples. — Grande consternation des ministres d'Espagne. — Diverses négociations. — Le duc de Guise déclaré duc et défenseur de la liberté de la république de Naples.

POUR garder quelque ordre dans la confusion des choses que je traite, j'ai fait voir, dans la première partie de cette histoire, les soulèvemens de la ville de Naples; ceux des provinces de son royaume dans la seconde; et je vais commencer cette troisième par l'arrivée de l'armée navale de France

dans son golfe. Il semble que chacun de ces trois événemens devait donner la liberté à cet État; mais surtout on crut que ce dernier achèverait avec beaucoup de gloire ce que les deux autres avaient commencé avec tant de bonheur.

Cette armée était commandée par le duc de Richelieu, général des galères, assisté du commandeur des Goutes, lieutenant-général, du bailli de Valancé, et du sieur du Hamel, homme du Roi, et envoyé par le cardinal Mazarin, pour avoir soin de faire valoir ses instructions et ses ordres. Plusieurs volontaires de qualité s'embarquèrent sur cette flotte avec plusieurs officiers de marque, mais sans commandement, attirés par le bruit de cette entreprise. Il y avait dans cette armée vingt-neuf navires de guerre et cinq brûlots, et elle portait quatre mille hommes, commandés par le sieur d'Estrades, dont le courage et la prudence sont également connus. Elle partit des îles d'Yères, le vingt-sixième jour du mois de novembre de l'année 1647, sur les deux heures après midi, avec un vent assez favorable qui dura jusqu'à l'entrée de la nuit, pendant laquelle il survint une tempête si furieuse, que *l'Amiral* et le *Saint-Louis* perdirent leurs barques longues, et tous les autres leurs chaloupes.

Deux jours après, *l'Amiral* se trouvant à la hauteur de Capo Corso, fut contraint d'y mouiller l'ancre, tant pour ne pas s'engager, durant la nuit, dans les terres du canal de Piombino, que pour attendre plusieurs vaisseaux écartés par l'orage,

qui fut encore si grand, que deux vaisseaux nommés *le Faucon* et *le Sourdis*, ayant abordé deux autres navires, rompirent l'un son mât de beaupré, et l'autre sa proue; et cinq ou six autres ayant perdu leurs ancres, furent forcés de se mettre à la voile et de se retirer à Porto-Longone, dans l'île d'Elbe. Le vingt-neuvième, le vent s'étant calmé, *l'Amiral* prit la route du canal de Piombino, où il mouilla, sur les huit heures du soir, avec l'armée, laquelle fut contrainte de s'y arrêter jusqu'au quatorzième de décembre, tant à cause de la continuation des tempêtes, qu'afin de se radouber et se pourvoir d'ancres et de cables, au lieu de ceux qu'elle avait perdus depuis son départ de Toulon. Ce jour-là, le vent se trouvant assez bon et l'armée en état de partir, *l'Amiral* leva l'ancre, et alla joindre une partie des vaisseaux qui étaient à Porto-Longone : il en partit vers les quatre heures du soir, et prit la route de Naples avec toute l'armée, à la réserve des trois vaisseaux de Portugal, qui, contraints de s'arrêter pour se raccommoder, ne furent plus vus dans cette armée, et de deux navires français, que le duc de Richelieu fut obligé de laisser pour leur donner aussi moyen de se remettre, leur ordonnant d'aller ensuite à Civita-Vecchia, pour y prendre les ordres du cardinal de Sainte-Cécile et des autres ministres de France à Rome. Le lendemain, cette armée n'étant plus que de vingt-quatre vaisseaux et cinq brûlots, eut un vent favorable jusqu'à la nuit, durant laquelle un calme de quelques heures l'empêcha de faire

beaucoup de chemin, et fut cause que le matin elle se trouva à trente milles des îles de Ponce et de Palmerole. Un autre calme l'entretint le lendemain presque pendant tout le jour; et la nuit il s'éleva de grands vens qui firent que le mercredi 18, vers la pointe du jour, elle commença à découvrir les terres du golfe de Naples. Sur les huit heures, passant auprès de l'île d'Ischia, *l'Amiral* fut abordé par une felouque dont le patron dit au duc de Richelieu, qu'il avait été envoyé au long des côtes de cette île par le Peuple de Naples, pour apprendre des nouvelles de l'armée de France, et qu'il allait en toute diligence porter aux Napolitains la plus grande joie qu'ils pouvaient recevoir. Ce patron dit au duc que les Espagnols tenaient tous les châteaux et toutes les forteresses du golfe; qu'ils avaient vingt et une galères et quarante-deux vaisseaux, dont la plus grande partie avaient mouillé dans la plage de Sancta-Lucia, sous les forteresses de Castel-del-Ovo et de Castel-Novo, et le reste dans les ports de Baïa, de Nisita et de Castel-à-Maré. Ce patron étant parti avec sa felouque pour s'en retourner à Naples, l'armée entra peu après dans le golfe, et passa à la portée du canon du fort de Procida, d'où partirent deux galères, qui se retirèrent à voiles et à rames vers leurs navires; et en même tems plusieurs felouques napolitaines vinrent vers l'*Amiral* de France, pour témoigner la satisfaction que le Peuple avait de l'arrivée des Français, et entre autres le capitaine de la marine du

Posilippo, lequel dit au duc de Richelieu, que depuis peu le duc de Guise était sorti de Naples avec neuf mille hommes, pour prendre quelques places dans la Terre de Labour, qui incommodaient cette ville. Ce capitaine ayant représenté au duc de Richelieu la nécessité des poudres où était le Peuple, le duc lui en fit délivrer dix-huit barils, qui étaient tout ce que sa felouque pouvait porter.

Il serait malaisé d'exprimer la confusion des ministres espagnols à la vue de cette armée, laquelle arrivant dans le golfe, le vent en poupe, les menaçait de la perte entière de leur flotte, qui pour lors était dénuée de soldats et de matelots, dont ils avaient été contraints de dégarnir leurs vaisseaux, afin de renforcer les postes qu'ils tenaient dans la ville, et qui étaient fort affaiblis par les pertes continuelles qu'ils fesaient de leurs gens, dans les attaques des soulevés.

Quoiqu'ils fussent assurés qu'elle était en mer depuis quelques jours, et qu'elle venait droit à Naples, ils avaient fort peu songé à se défendre contre elle, et ils ne s'étaient point mis en état de la recevoir et de s'opposer à ses desseins. Leur désordre parut dans le conseil de guerre qu'ils tinrent aussitôt, où don Juan d'Autriche témoigna, avec beaucoup de chaleur, qu'il voulait s'embarquer sur l'armée navale d'Espagne pour la défendre en personne, et pour s'acquitter de la charge qu'il avait de généralissime des mers;

mais le Vice-Roi et tout le collatéral s'opposèrent, d'une commune voix, à cette résolution, et protestèrent de le charger des disgrâces et des ruines qui arriveraient infailliblement, en cas d'un funeste succès. On vint ensuite aux opinions, et il y en eut plusieurs dont l'avis fut qu'il fallait abandonner tous les postes de la ville, ne songer qu'à la garde des châteaux, et se servir de leurs soldats pour la défense de l'armée navale, dont la perte ne pouvait être que très-préjudiciable à l'Espagne. Enfin, la conclusion fut que, pour regarnir les vaisseaux, on retirerait promptement des postes une partie des gens qui les défendaient, et que la Noblesse et la Bourgeoisie de ces quartiers y entreraient à leur place. Cette résolution fut aussitôt exécutée, mais avec tant de terreur pour les soldats, qu'il en fallut faire embarquer la plus grande partie par force et à coups de cannes. Toutefois, la consternation et la peur des Espagnols ne furent pas de longue durée; dès qu'ils virent que l'armée de France, au lieu d'attaquer d'abord celle d'Espagne, avait mouillé entre Chiaja et Posilippo, ils reprirent un peu de vigueur, et crurent que la fortune, dont l'amour est si inconstante, n'offrirait pas deux fois aux Français une occasion comme celle qu'ils venaient de perdre.

L'armée de France ayant mouillé l'ancre à la portée du canon de celle d'Espagne, *l'Amiral* fut environné d'un grand nombre de felouques, les

unes chargées de rafraîchissemens et de régals envoyés au duc de Richelieu de la part du Peuple, et les autres pleines de Napolitains qui venaient lui donner des marques de l'extrême contentement qu'ils avaient de son arrivée dans le golfe.

Un peu après, l'abbé Baschi, domestique du cardinal de Sainte-Cécile, venu sur cette armée, mit pied à terre vers la pointe de Posilippo, et de là s'achemina à Juliano pour conférer avec le duc de Guise, de la part des commandans de cette armée. Le duc le reçut avec bien de la joie, et, après une secrète conférence de plus de trois heures, cet abbé se retira, laissant ce Prince avec un visage qui témoignait quelque sorte d'altération. Le baron de Modène s'étant alors approché de lui pour lui demander des nouvelles de l'armée de France, et si l'abbé l'avait laissée dans la résolution d'attaquer la flotte d'Espagne : le duc lui dit avec beaucoup de chaleur que cet abbé l'était venu trouver de la part des commandans de l'armée navale, pour lui dire qu'ils avaient ordre de faire tout ce que Gennaro Annésé leur ordonnerait pour le service du parti, sans parler aucunement de lui; que surpris de ce discours, il lui avait répondu qu'il s'étonnait extrêmement que les ministres, qui savaient avec combien de soins, de peines et de dangers il avait passé à Naples, et y avait si bien établi la gloire de la France, fissent si peu de cas de lui dans une occasion où il pouvait lui seul plus servir que Gennaro et tout son parti; que ce ridicule généralissime du Peuple

n'avait plus que les apparences de l'autorité souveraine, ou plutôt la partie la plus embarrassante et la plus odieuse, qu'il lui avait laissée par politique autant que par compassion; que pour faire voir le crédit qu'il avait alors dans cette ville et dans le reste du royaume, il voulait aller, le même jour, déposséder Gennaro Annésé, et se faire déclarer chef suprême de la république de Naples; que l'abbé lui ayant voulu représenter qu'il ne fallait pas qu'il risquât ainsi son honneur et sa vie, il lui avait reparti qu'il ne craignait rien, et qu'il était assuré de ses amis; que cette conférence s'était terminée de cette sorte; que cet étrange procédé l'obligeait d'aller à Naples, pour voir ce qu'il devait attendre de sa fortune; que l'aversion et le mépris que tout le Peuple avait pour Gennaro Annésé, lui fourniraient autant de degrés pour monter à sa place; qu'on n'aurait pas lieu de l'accuser d'ingratitude, puisque tout le monde savait que dès le même jour qu'il l'avait appelé à Naples, il s'en était repenti et n'avait plus songé qu'à le perdre; que les pratiques qu'il avait à Rome chez le marquis de Fontenay, et celles qu'il faisait tous les jours pour les ruiner près du Peuple, le justifieraient assez.

Le baron de Modène envisageant dans un instant toutes les diverses suites de cette entreprise, lui répondit : que bien que les ordres dont il s'agissait parussent surprenans, on pouvait croire toutefois que lorsque la Cour les avait donnés, elle n'était pas informée du véritable état des

affaires de Naples; qu'elle n'avait pu savoir encore le glorieux succès de son arrivée en cette ville, et l'affection et l'estime que les Peuples avaient pour lui; que, dans l'opinion qu'elle avait que Gennaro Annésé tenait encore le gouvernail en main, et qu'il était chef absolu du Peuple, elle avait ordonné aux commandans de cette armée de s'adresser directement à lui; qu'il y avait beaucoup d'apparence que si le cardinal Mazarin eût su que ce maître fuselier n'était plus qu'une vaine idole sans autels et sans sacrifices, il se fût bien plutôt confié à un Prince français, son ami, et qui voulait s'unir étroitement à lui, qu'à un Napolitain dont la personne ni la foi ne lui étaient point connues. Le duc de Guise lui répliqua qu'il ne se plaignait point du cardinal Mazarin en cette occasion; qu'il croyait que cette Éminence, dans le doute de l'état où seraient les choses à l'arrivée de l'armée navale à Naples, avait donné ordre à ceux qui la commandaient d'agir selon la disposition des affaires, et de s'adresser à celui qui aurait l'autorité en main; qu'il ne doutait point des bonnes intentions de ce grand ministre; mais qu'il savait que ceux de Rome lui rendaient de mauvais offices, et empoisonnaient tous les ordres les plus purs qui venaient de France, sur le sujet de son passage et de son emploi à Naples; qu'il n'était que trop informé des menées et des cabales de Gennaro Annésé, qui tous les jours faisait entendre au marquis de Fontenay mille impostures contre lui; que ce marquis lui était

extrêmement suspect; que le bailli de Valancé était ennemi du chevalier de Guise, son frère, et devait par conséquent être le sien; que l'abbé Baschi ne lui avait point parlé en qualité de confident du cardinal de Sainte-Cécile, mais comme dépendant absolument de ses ennemis; qu'ainsi il avait beaucoup plus de sujet de craindre que d'espérer, dans une conjoncture où ceux qui auraient le secret et le maniement des affaires travailleraient indubitablement plutôt pour sa ruine que pour son établissement. Sur ces plaintes, le baron de Modène fit tout ce qu'il put pour radoucir son esprit, et s'offrit d'aller sur l'armée navale, pour conférer avec les commandans, et leur représenter combien il importait au service du Roi et à la réputation du ministère, qu'ils agissent de concert avec lui; mais il lui repartit qu'il y enverrait le sieur de Taillades, et qu'il fallait qu'il demeurât au camp de Juliano, pour y faire sa charge de mestre-de-camp-général, pendant qu'il irait à Naples, pour mettre Gennaro Annésé en état de ne lui pouvoir plus nuire. Ce discours fit assez connaître au baron de Modène que ce Prince ne voulait pas qu'il allât sur l'armée navale; et craignant de le fâcher, s'il s'opiniâtrait dans ce dessein, il lui repartit seulement que s'il ne lui eût point témoigné que le bailli de Valancé lui était suspect, il eût été bien aise de le voir, s'étant connus autrefois à l'académie du sieur de Benjamin à Paris; qu'il demeurerait à Juliano en son absence; qu'il le priait pourtant de considérer

le poste, les troupes, les munitions qu'il lui laissait, et les ennemis qu'il avait sur les bras; que le cazal de Juliano était un lieu de grande étendue, ouvert par plusieurs avenues, retranchées à la vérité, mais toutes d'une grande défense; que ses troupes consistaient en un assez petit nombre de gens sans discipline, et dont la plus grande partie n'avaient point d'armes; que ceux mêmes qui étaient armés n'avaient eu que le rebut des boutiques des armuriers; qu'il n'avait ni pain ni poudre; que ce lieu ressemblait plutôt à un campement de Bohêmes, qu'à un véritable camp d'armée; que ne connaissant que de vue les principaux officiers, et ne pouvant les discerner les uns des autres que par leurs charges, et non pas par leurs talens et leurs mérites, il ne saurait à qui se fier, ni à qui confier les choses nécessaires pour le service; qu'il n'était qu'à trois pas d'Averse, où toute la Noblesse du royaume était avec plus de quatre mille chevaux; que sans doute elle ne manquerait pas de sortir tous les jours en campagne, dès qu'elle saurait qu'un Prince qui faisait toute sa crainte ne serait plus dans le quartier; que pourtant toutes ces choses ne le touchaient point à l'égal de celles que le voyage qu'il allait faire à Naples lui donnaient lieu d'appréhender; qu'il le priait de songer mûrement à cette entreprise; qu'elle lui paraissait et juste et nécessaire, mais qu'elle était accompagnée d'autant de périls qu'il en pouvait espérer d'avantages et de gloire; qu'il ne pouvait faire, en cette occa-

sion, un coup de maître qu'en faisant un coup d'essai des bonnes volontés d'un Peuple qui avait donné depuis peu tant de marques de son inconstance et de sa fureur; qu'en poussant ouvertement Gennaro Annésé, et le mettant dans le désespoir, cet esprit qui n'était pas moins sanguinaire et vindicatif qu'ambitieux, se pourrait porter à quelque attentat contre lui, ou se résoudre à livrer le Torrion à l'armée navale de France, ou aux Espagnols; qu'on pourrait parer l'attentat en prenant garde à sa personne, mais qu'il serait bien difficile qu'on empêchât ce désespéré de disposer d'un poste si avantageux; que si le duc de Richelieu, étant assuré de Gennaro Annésé et du Torrion, se résolvait de mettre pied à terre seulement avec ses gardes, et de se faire voir au Peuple, il y aurait quelque apparence qu'en faisant entendre à cette multitude de gens qui étaient ordinairement dans le marché, qu'il venait de la part du Roi pour finir toutes leurs misères, et leur donner la liberté, tout le Peuple le recevrait à bras ouverts, et qu'il serait maître de Naples sans aucune difficulté; que si les Français ne voulaient pas faire cette tentative, et que Gennaro, à leur refus, vînt à traiter avec les Espagnols, ce coup serait inévitable, et les ennemis ayant le Torrion des Carmes, auraient bientôt après tous les quartiers circonvoisins; que si Gennaro Annésé ne prenait point de parti, dans le désespoir de se voir dépossédé de sa charge, et se renfermait dans son Torrion, en attendant quelque occasion favorable pour prendre ses avantages, tous ses soins ne tendraient plus à l'avenir qu'à cabaler avec les populaires, ou avec les ministres espagnols, pour la perte d'un Prince qu'il regarderait désormais comme son plus grand ennemi; que toutes ces divisions ne produiraient que de mauvais effets, dont peut-être le plus prochain serait le retour de l'armée navale de France, qui, abandonnant le Peuple dans le point où il la considérait comme son principal espoir, pourrait causer, par son éloignement, d'étranges révolutions dans cette ville, et parmi une populace sans argent, sans pain et sans armes; qu'il le conjurait donc de bien penser à ce qu'il allait faire à Naples, puisque son honneur et sa vie en dépendraient absolument.

Le duc de Guise, souriant, lui répondit en peu de mots, qu'il lui était obligé de ses bons sentimens, qu'il voyait bien les précipices qu'il lui découvrait; mais qu'il était embarqué dans une carrière où il ne pouvait pas reculer, puisque, s'il ne perdait Gennaro Annésé, cet esprit méchant le perdrait infailliblement; qu'il le priait d'avoir soin de la conservation des quartiers de Juliano, San-Antimo et San-Cipriano, et de gagner, s'il lui était possible les autres cazals des environs d'Averse, pour réduire la cavalerie de la Noblesse dans la ville, et de lui ôter tous ses fourrages; qu'enfin il lui remettait entièrement la conduite des affaires de la campagne, pendant qu'il travaillerait dans la ville. Le baron l'ayant

assuré qu'il s'acquitterait le mieux qu'il lui serait possible de tous les ordres qu'il lui donnait, lui témoigna ensuite que puisqu'il était résolu d'aller à Naples, il ne serait pas mal à propos de mener avec lui tous les officiers ennemis de Gennaro Annésé, pour s'en servir en cette conjoncture, en laquelle il ne pouvait avoir trop d'amis; et que Pèpé Palombo, Onoffrio Pisacano, Carlo Longobardo, et Matteo d'Amoré, étant fort accrédités dans leurs quartiers, lui seraient extrêmement utiles. Le duc approuva cet avis, et le pria de leur parler, et de les disposer à s'en aller avec lui.

Cette conversation fut la dernière qu'ils eurent ensemble, au camp de Juliano, et, aussitôt que le baron l'eut quitté, il alla chez lui, d'où il envoya chercher ces quatre officiers pour souper avec lui, afin d'avoir un prétexte de les entretenir au sortir de table; cela réussit assez favorablement, et le baron leur ayant fait entendre secrètement que le duc de Guise, averti que Gennaro Annésé tramait quelque chose contre lui, partait le lendemain au matin pour Naples, et qu'il y aurait besoin de ses amis: ils s'offrirent tous de fort bonne grâce de le suivre, et de veiller avec tous leurs gens pour la sûreté de sa personne.

Le lendemain le duc de Guise partit du camp de Juliano pour aller à Naples, où il fut reçu avec une extrême joie de tout le Peuple. Ce fut en cette conjoncture où l'on connut que si la politique d'Espagne avait semblé sommeiller dans les commencemens de cette révolution, elle était alors bien revenue de cette léthargie, et qu'elle savait profiter de tous les moyens que le sort lui offrait, puisqu'elle sauva la Couronne lorsqu'elle semblait la laisser perdre. En effet, aussitôt que le duc d'Arcos eut donné les ordres nécessaires pour regarnir la flotte d'Espagne de matelots et de soldats, et la mettre en état de se défendre contre celle de France, il fit de nouveau assembler le conseil. Il y représenta que l'Espagne n'avait jamais couru tant de risque de perdre ce royaume, qu'en ce jour-là, si les commandans de l'armée de France eussent su profiter de l'occasion favorable que la Fortune leur avait offerte; qu'ils avaient pu combattre et brûler celle d'Espagne, à la faveur des vents qui la poussaient alors, et en l'état où les vaisseaux étaient en cette conjoncture; que si le Peuple, en même tems, eût donné un assaut général aux postes, qui n'étaient gardés que d'un petit nombre de gens, et dont la plus grande partie était de la ville, et peut-être d'intelligence avec le Peuple, les Espagnols eussent couru fortune d'être réduits dans les châteaux; que toutes ces disgrâces qu'ils avaient pu voir arriver dans un jour, pouvaient s'entresuivre encore de fort près, si les Français faisaient un débarquement, et mettaient le pied dans Naples; que, ne pouvant pas empêcher leur descente par la force, il n'y avait que la prudence qui pût parer un si grand coup; qu'il regardait

en ce moment cette armée et le duc de Guise comme deux rivaux qui semblaient marcher ensemble et de concert, quoiqu'avec des fins bien différentes ; qu'il jugeait que la pensée du duc de Guise était de se servir du nom plutôt que des armes de la France pour s'établir, et que celle des commandans de l'armée était que le Peuple tînt sa liberté de leurs armes, sans en être obligé au duc; que l'ambition de ce Prince ferait le salut de l'Espagne, si l'on lui fournissait des ailes, comme on l'avait résolu, et suivant les ordres qui avaient été donnés au docteur Agostino Mollo; que la mauvaise intelligence qui s'augmentait, de jour en jour, entre lui et Gennaro Annésé, était arrivée à un point qu'il fallait que l'un perdît l'autre; que la ruine de Gennaro serait plus utile à l'Espagne, que ne serait celle du duc, d'autant que si cet arquebusier était le maître, les Français l'assisteraient, dans l'espérance de profiter des avantages qu'il obtiendrait par leur entremise, et que si le duc l'opprimait, et se rendait chef du parti, les Français aimeraient bien mieux se retirer, que d'appuyer l'aveugle ambition d'un Prince qui ne travaillait que pour lui; qu'ainsi il croyait qu'il fallait que tous les partisans secrets des Espagnols, dans les quartiers de la populace, se réunissent de nouveau pour la ruine de Gennaro, et secondassent, pour cet effet, tous les desseins du duc de Guise, dont, avec le tems, on pourrait se défaire plus aisément que l'on ne ferait de l'Annésé, secondé des armes de la France.

L'avis du duc d'Arcos fut approuvé généralement de tout le conseil, et, sur-le-champ, le régent Zuffia et le prince de Cellamaré écrivirent à Agostino Mollo, au prince de la Rocca, et à tous les autres partisans qu'ils avaient parmi les cappes noires et dans la populace, de se joindre au duc de Guise, dans cette occasion, et de consentir à tous ses projets, puisque, si le sort voulait donner ce jour-là un maître à Naples, il serait plus avantageux à l'Espagne qu'ils se soumissent au plus faible qu'au plus puissant.

Ces ordres furent si bien exécutés, que, lorsque le duc de Guise arriva dans la ville, il fut incontinent environné de ceux de ce parti, qui, tous d'une commune voix, et hautement, lui témoignèrent qu'ils voulaient périr pour ses intérêts. Agostino Mollo donna les derniers traits à cet ouvrage, en assurant le duc de Guise par des sermens horribles, et avec des flatteries prodigieuses, que le royaume le regardait comme celui qui le devait mettre à couvert de la cruauté castillane et de l'insolence française; que tout l'État souhaitait bien la protection de la France, mais non pas sa domination; que ce serait la rendre odieuse aux Napolitains, de faire débarquer les troupes de l'armée navale; que le plus signalé service qu'ils pussent rendre au Peuple, était de brûler la flotte d'Espagne, et que c'était le seul moyen de soulager les misères qu'il souffrait alors; que Naples n'avait pas besoin du bras des troupes étrangères, mais seulement

d'argent, de munitions et de vivres, pour faire subsister les siennes; que lui ayant dit plusieurs fois que tout le Peuple et la Noblesse désiraient de le faire Roi, il lui renouvelait encore cette assurance de leur part, et lui protestait de nouveau qu'étant assez forts, et assez puissans pour l'élever sur le trône, sans avoir besoin de personne, ils souhaitaient qu'il le tînt d'eux, et n'en fût obligé qu'à eux; que, pour arriver à ce but, et monter au premier degré de la puissance souveraine, il devait dépouiller Gennaro Annésé de l'autorité, et prendre le titre de duc de la République de Naples; que le Peuple et les cappes noires concourraient tous à son dessein, et lui donneraient volontiers ce titre, qu'il ne garderait que jusqu'à ce que tous les membres de l'État réunis ensemble lui donnassent celui de Roi; qu'il fallait donc, pour parvenir à un si glorieux projet, faire tomber Gennaro Annésé, et empêcher que les Français ne fissent aucun débarquement dans la ville, ni dans les lieux circonvoisins, de crainte que, sous prétexte de secourir alors le Peuple, ils ne se rendissent peu à peu les maîtres de tout le royaume.

Agostino Mollo n'eut pas beaucoup de peine d'insinuer son sentiment dans un esprit ambitieux et déjà rempli de soupçons et d'ombrages de la conduite de Gennaro Annésé, et de celle des commandans de l'armée navale : mais ce qui acheva de confirmer entièrement le duc dans sa résolution, fut que, dans le même tems, Agostino Mollo et ses partisans lui firent entendre qu'ils savaient de fort bonne part que Gennaro Annésé et les chefs de cette armée étaient d'accord, et que l'on avait résolu, au cas qu'il allât visiter le général, de l'arrêter et de le mener prisonnier dans le fort de Porto-Longone; que s'il n'allait point voir le duc de Richelieu sur *l'Amiral*, Gennaro livrant aux Français le Torrion, leur donnerait moyen d'entrer dans la ville, et de l'arrêter prisonnier, s'il osait y paraître, pour se prévaloir du caractère qu'il avait.

Le duc de Guise, résolu de déposséder entièrement Gennaro Annésé, et de réunir en sa personne toute la puissance qu'avait ce maître arquebusier, tous ses amis, au même instant, travaillèrent, chacun de leur côté, à disposer les esprits du Peuple à ce changement. Ils publièrent que Gennaro Annésé voulait livrer le Torrion des Carmes à l'armée navale de France; que les Français, ayant ce poste, se rendraient maîtres d'une ville, où leur nation n'avait donné que trop de marques de sa légèreté et de son insolence; qu'il n'y avait point d'autre moyen pour éviter cet accident, que de dépouiller cet arquebusier de l'autorité qu'il avait, et de la remettre entre les mains du duc de Guise, lequel avait donné au Peuple tant de preuves de sa valeur, de son zèle et de sa fidélité; que cette armée, qui n'avait été souhaitée et demandée que pour le soulagement des misères publiques, ne répondait point à cette attente; qu'il semblait qu'elle paraissait à l'aspect

de Naples pour faire montre de ses forces, plutôt que pour les employer; que pouvant combattre et brûler d'abord toute la flotte d'Espagne qui était sur le fer, et dépourvue en ce moment de matelots et de soldats, elle s'était arrêtée à la plage de Santa-Lucia, pour cabaler avec Gennaro Annésé; que l'on ne voyait point l'argent ni les munitions, ni les vivres qu'on attendait de son secours, et que cette étrange conduite devait être plus suspecte qu'agréable au Peuple, qui ne voyait aucun effet de tout ce qu'il s'était promis.

Ces discours, semés adroitement dans tous les quartiers populaires, firent tant d'impression sur ces esprits soupçonneux, légers et crédules, que les Napolitains, qui jusqu'alors avaient désiré si ardemment la venue de l'armée navale de France, commencèrent, à son aspect, à redouter cette puissance qui leur était si nécessaire, et à considérer ce qu'ils en devaient craindre, plutôt que les avantages qu'ils en pouvaient espérer. Ces ombrages changèrent tellement, tout-à-coup, l'esprit de cette populace, qu'elle n'eut plus d'autre pensée que d'élever le duc de Guise dans la suprême dignité, et de former sa République sans avoir recours à personne. Le duc de Guise, étant donc en état de se rendre chef absolu de tout le parti populaire, concerta avec ses amis de quelle sorte il fallait qu'il se gouvernât en cette occasion; et, en suite des conclusions prises avec eux dans une assemblée, deux députés furent envoyés à Gennaro Annésé, pour lui signifier que le Peuple le

reconnaissant incapable de soutenir le poids des affaires publiques, le destituait de sa charge, et voulait que le duc de Guise gouvernât seul à l'avenir. Quoique Gennaro fût assez informé des cabales que l'on fesait secrètement contre lui depuis quelques jours, ce discours le surprit extrêmement; et, leur ayant répondu qu'il saurait bien maintenir l'autorité que le Peuple lui avait donnée, il monta un peu après à cheval, et se fit voir en plusieurs quartiers, où il tâcha d'émouvoir la populace contre le duc de Guise, disant partout que ce Prince voulait usurper le commandement souverain, afin d'introduire l'armée française dans Naples, et lui livrer le royaume. Il employait la même ruse dont ses ennemis se servaient; mais les esprits étaient déjà préoccupés que c'était lui qui voulait faire entrer les Français dans Naples; et, comme il trouva partout des gens prévenus en faveur du duc, la cavalcade de cet arquebusier ne servit qu'à lui faire voir que l'on se trompe de vouloir fonder un grand dessein sur l'amitié et sur l'estime des peuples.

Cependant le duc de Guise ayant fait convoquer tous les capitaines des quartiers ou des ottines de la ville, dans l'église de San-Lorenzo, leur fit entendre qu'il ne les avait pas appelés pour leur demander l'autorité suprême, puisqu'il l'avait déjà en ses mains; mais seulement pour leur dire qu'il voulait être seul obéi et reconnu dans la ville. Ensuite, ayant ordonné que l'assemblée générale

du Conseil du Peuple se tînt le lendemain à Sant' Agostino, tous les chefs populaires s'y rendirent dès le point du jour, et, d'un commun consentement, ce Prince fut proclamé duc perpétuel de la nouvelle République; mais la perpétuité fut depuis réduite à sept années, par les articles dressés, sur ce sujet, par la Consulte, à la poursuite de Vincenzo d'Andréa, et de quelques autres amis secrets de Gennaro Annésé, accrédités dans cette Consulte.

On ne saurait figurer combien la populace témoigna de joie en cette proclamation. Le duc, suivi d'un nombre infini de personnes, et particulièrement de Pèpé Palombo, d'Onofrio Pisacano, de Carlo Longobardo, de Mattéo d'Amoré, et de Grazullo de Rosis, qui avaient agi puissamment dans leurs quartiers en sa faveur, fit une cavalcade par toute la ville, en laquelle on entendit plusieurs populaires qui, parmi leurs cris d'allégresse, lui donnèrent le nom de Roi. Il ne s'en faut pas beaucoup étonner; car il est certain que si ce Prince eût voulu prendre alors ce nom, le Peuple le lui eût donné aussi volontiers que celui de duc de la République, qu'il prit en ce jour, avec le titre de défenseur de la liberté de l'Etat.

Je ne doute pas que la postérité n'ait autant de peine à croire cette vérité que plusieurs autres qui ne sont pas moins merveilleuses dans cette histoire : en effet, à examiner les choses suivant

les apparences, il est malaisé de se persuader que cette même populace, qui n'avait appelé ce Prince que dans le besoin qu'elle avait de l'assistance des Français, qu'elle espérait, par son moyen, ait en même tems rejeté leur secours, et placé ce duc dans la dignité souveraine; toutefois, si l'on considère bien les motifs particuliers de cette grande et soudaine mutation, on en trouvera cinq qui concoururent à cette action, et qui, se rencontrant tous ensemble, produisirent ce grand effet. Le premier est que le duc de Guise était l'un des princes du monde qui avait les plus beaux talens, et les plus propres à gagner d'abord les cœurs, et que les Napolitains qui ne voyaient presque jamais le bon visage de leurs Vice-Rois (lesquels ne paraissaient en public qu'avec cet orgueil qui rend leur nation insupportable), étaient ravis de voir ce Prince si affable, si caressant, et si populaire, et dont la bonne mine, jointe à l'usage de la langue italienne, avaient charmé d'abord tous ceux qui l'avaient vu ou entendu parler. Le second, que Gennaro Annésé était haï de tout le monde, et que de tous ceux qui concoururent à l'élection du duc, il n'y en eut pas un qui ne crût se satisfaire soi-même, en dépossédant ce fuselier de sa charge. Le troisième, que les cappes noires et les autres partisans secrets des Espagnols, qui se trouvaient parmi la populace, s'unirent tous en cette occasion, comme nous avons remarqué, pour empêcher que les Français ne débarquassent

en corps dans le royaume. Le quatrième, que Vincenzo d'Andréa et tous les autres qui désiraient véritablement la République, appréhendant que les Français ne se rendissent maîtres de Naples, et bientôt après du royaume, furent bien aises d'établir le fondement de leur dessein, par cette élection du duc. Et le dernier, que les commandans de l'armée de France, en demeurant à l'ancre les bras croisés pendant ces agitations, donnèrent lieu au Peuple de croire qu'ils songeaient à cabaler avec Gennaro, plutôt qu'à combattre la flotte d'Espagne, et qu'ils regardaient plus alors leurs intérêts que ceux du Peuple.

CHAPITRE II.

Premiers effets de l'élection du duc de Guise. — Témoignages que la ville de Naples et tout le voisinage lui donnent de la joie qu'ils en ont. — Exploits de l'armée navale de France; son retour à Toulon. — Divers jugemens que l'on fit alors sur cette retraite.

Le premier et le plus remarquable effet de l'élection du duc de Guise, fut la consternation de Gennaro Annésé. Quoique la connaissance de son incapacité et son humeur ombrageuse et inquiète lui eussent fait prévoir cet accident, avant même l'arrivée de ce Prince à Naples; que s'étant défié de lui, avant d'en avoir sujet, il eût fait son possible et travaillé sourdement pour ruiner le duc dans l'esprit de la populace et dans celui des ministres de France à Rome; quoiqu'il eût fait entendre à celle-là que l'ambition de ce Prince plutôt que les ordres du Roi, l'avait poussé d'aller à Naples; que sa maison était suspecte et même odieuse à la France, qui songeait plus à l'abaisser qu'à l'agrandir, et ne favoriserait point un parti à la tête duquel il paraîtrait. Et, quoiqu'il eût insinué à ceux-ci que les pensées de ce Prince ne tendaient qu'à la couronne, qu'il croyait obtenir sans avoir

besoin de l'assistance des Français; il tomba enfin dans le précipice où courent tous ces mauvais politiques qui changent de route à toute heure, et qui, dans l'incertitude où leur esprit flotte sans cesse, ne prennent jamais de parti. Après avoir su acquérir le duc de Guise, il ne sut ni le conserver, ni le perdre; et, promettant à chacun le Torrion qu'il possédait, sans le livrer à personne, il fit juger par sa conduite, qu'il est quelquefois aussi dangereux de demeurer irrésolu que de prendre un mauvais parti.

En effet, s'étant enfermé dans ce poste, il écoutait tout-à-la-fois les Français et les Espagnols; il donnait aux uns et aux autres des espérances qui pourtant ne produisaient jamais d'effets; et quoiqu'il eût plus de penchant pour la France que pour l'Espagne, qu'il haïssait naturellement, il ne put se résoudre de se jeter entièrement entre les bras des Français. Lorsque le duc de Guise le dépouilla de l'autorité suprême, il pouvait satisfaire tout-à-la-fois sa vengeance et son ambition, en livrant le Torrion des Carmes aux commandans de l'armée navale de France, qui, sans doute, lui eussent fait de grands avantages, et eussent empêché le Peuple de se donner au duc de Guise; mais Gennaro Annésé n'était pas capable d'une résolution hardie, ni de se servir du tems. Dès qu'il vit le duc de Guise nommé duc de la République, il lui envoya faire un compliment sur son élection, et le fit prier de lui laisser le gouvernement du Torrion des Carmes. Le duc

répondit à ces civilités contraintes avec un visage fort agréable et des paroles obligeantes, et assura son envoyé qu'il lui laisserait fort volontiers ce gouvernement, pourvu qu'il demeurât ferme dans son parti. Ce Prince, en feignant de lui laisser volontairement ce qu'il ne pouvait lui ôter par force, retint cet esprit balançant dans son irrésolution naturelle, dont peut-être il serait sorti, s'il eût entrepris de le pousser à bout.

La soumission de Gennaro Annésé servit de règle à tous ceux de son parti, qui, tous-à-la-fois, accoururent pour rendre hommage à ce Prince. Tous les chefs du Peuple de la campagne et du voisinage suivirent de près cet exemple, surtout Polito Pastina, fameux bandit, qui gouvernait paisiblement une partie de la principauté de Salerne. Le duc lui avait envoyé le sieur de Cérizantes, qui, fâché de n'avoir pu obtenir la charge de mestre-de-camp-général, avait demandé cet emploi au duc, lequel le lui avait accordé volontiers, pour éloigner de lui cet esprit dont l'insuffisance et la vanité ne lui plaisaient point. Polito Pastina l'avait reçu fort agréablement, et le traitait avec tout le respect qu'il pouvait prétendre. Aussitôt qu'il eut appris l'élection de ce Prince, il lui dépêcha un des officiers de ses troupes, pour lui témoigner la joie qu'il en avait, prendre de lui les commissions de gouverneur et de vicaire-général de la royale République, en la principauté de Salerne, et pour offrir à ce Prince les forces de cette ville et de la Province, en cas qu'il en eût besoin.

Mais c'est trop laisser l'armée navale de France à l'ancre; il est tems de voir ce qu'elle fit dans le golfe de Naples, depuis son arrivée jusqu'à son retour. On en a écrit et parlé si diversement, que, comme je ne veux rien avancer de moi-même sur ce sujet, je rapporterai fidèlement ce que les Français et les Espagnols en ont publié dans le monde. Les premiers, dans les relations que les officiers de cette armée envoyèrent en ce tems-là en France, ont dit que cette armée étant arrivée le dix-huitième jour de décembre dans le golfe de Naples, mouilla, sur les deux heures après-midi, à une portée de canon de celle d'Espagne et des châteaux de Naples; qu'incontinent après, le duc de Richelieu fit assembler le Conseil de guerre, où il fut résolu d'attaquer le lendemain au matin la flotte ennemie, au cas que le même vent qu'il fesait alors continuât encore, et que l'on ferait les décharges des canons et de la mousquéterie à la portée du pistolet des Espagnols; qu'à la faveur du feu et de la fumée, on tâcherait de faire passer les brûlots pour aborder les galions d'Espagne, et que, si l'amiral le jugeait à propos, il ferait signal à toute l'armée de mouiller près des vaisseaux ennemis et de les accrocher; mais que l'on n'irait à eux que par le même vent qu'il fesait alors, lequel, poussant les vaisseaux français sur l'armée ennemie, les en pourrait retirer, pour ne les laisser pas exposés à la merci des forteresses où il y avait quarante canons en batterie; qu'ensuite de cette résolution, il fut arrêté que

le sieur du Mé, vice-amiral, et le chevalier Garnier tiendraient la droite de l'amiral, avec leurs escadres, le sieur de Montade, contre-amiral, et le sieur Duquesne, la gauche, chacun avec les leurs; que, vers le soir, le père Thomas de Julijs apporta au duc de Richelieu une lettre du duc de Guise, par laquelle il le priait de lui envoyer de la poudre dont il manquait, et quatre pièces de canon; ensuite de quoi on fit délivrer à ce religieux trente-six barils de poudre, et, pour les canons, on lui dit qu'on envoyât une barque pour les prendre, et qu'on les donnerait aussitôt, l'armée ayant perdu toutes les siennes dans les tempêtes qu'elle avait souffertes; que le lendemain l'armée se mit à la voile dès le point du jour, suivant la résolution prise pour le combat; mais que le changement des vents l'obligea de changer de dessein, et de remouiller au même lieu où elle était, toujours à la portée du canon des forts qui tirèrent quantité de coups; qu'un peu après le duc de Richelieu fut visité par plusieurs officiers du Peuple de Naples, venus pour lui témoigner leur joie de son arrivée, et pour le supplier de vouloir permettre que le sieur Blondel, ingénieur de la marine, prît terre pour leur tracer quelques fortifications qu'ils voulaient faire contre les ennemis; ils accompagnèrent leurs complimens de quelques régals de fruits et de confitures, qu'ils présentèrent à ce duc, lequel leur ayant fait ses libéralités, leur témoigna qu'il avait ordre du Roi de faire tout ce qu'ils souhaiteraient pour leur liberté

et pour leur service; que ce duc fit encore délivrer de la poudre à un gentilhomme envoyé du duc de Guise pour ce sujet; qu'en même tems l'abbé Baschi, Romain et domestique du cardinal d'Aix, envoyé par cette Eminence au Peuple de Naples, mit pied à terre et passa dans la ville, pour savoir l'état des affaires; que, vers le soir, don Luigi del Ferro, qui se disait ambassadeur de France à Naples, vint voir le duc de Richelieu, pour l'assurer de sa fidélité au service du Roi, et pour lui donner avis qu'il y avait dans le port de Castel-à-Maré, cinq galères, trois vaisseaux de guerre et deux marchands chargés de blé pour les Espagnols; que, le vingt du même mois, l'armée se remit à la voile avant le jour, pour attaquer les ennemis, à la faveur du bon vent, qu'il fesait, mais dont le soudain changement obligea le duc de Richelieu de suspendre cette résolution, et d'aller à Castel-à-Maré, pour prendre les cinq vaisseaux qui étaient mouillés dans une enfonçure du golfe; qu'en fesant cette route on prit un brigantin que le général de l'armée d'Espagne envoyait aux galères et aux vaisseaux pour les en faire sortir; qu'à la vue de l'armée française les cinq galères qui étaient en ce lieu s'en retirèrent et retournèrent au port de Naples, après avoir essuyé quelques coups de canon en passant; que l'armée étant proche de Castel-à-Maré, les sieurs du Mé et Garnier eurent ordre d'aller, avec leurs escadres, attaquer ces cinq vaisseaux; mais que le calme les obligea de mouil-

ler, et de différer le combat jusqu'au jour suivant; que pendant la nuit une galère entra dans Castel-à-Maré, et en sortit deux heures après; qu'à la pointe du jour l'armée française étant à la voile, *l'Amiral* et *le Vice-Amiral* d'Espagne, suivis de quatorze galions, parurent de l'autre côté du golfe, à vingt milles d'elle, fesant leur possible pour gagner la mer, et pour joindre en passant une partie de leurs vaisseaux que leurs galères avaient tirés du port de Baïa; que le duc de Richelieu ayant tenu Conseil sur ce sujet, pour délibérer si l'on irait à ces vaisseaux, ou si l'on s'arrêterait à Castel-à-Maré, la conclusion fut de suivre ce premier dessein, dont l'effet était plus aisé et plus certain que celui de la poursuite de l'armée espagnole, qu'on ne pouvait joindre de tout le jour, et laquelle, pendant la nuit, pouvait s'échapper par une fausse route; qu'après une sommation faite par le chevalier Paul, à la ville de Castel-à-Maré, et aux vaisseaux qui étaient dans son port, pour les obliger à se rendre, à quoi ils n'avaient répondu qu'à coups de canon et de mousquet; les sieurs du Mé et Garnier, commandés pour l'attaque, s'avancèrent, avec leurs escadres, vers la ville et vers les vaisseaux, à la portée du mousquet, et, après un combat de deux heures, contraignirent les ennemis d'abandonner leurs vaisseaux de guerre et d'y mettre le feu, pour empêcher les Français de profiter de leur prise; qu'aussitôt qu'on vit ces vaisseaux en feu, on envoya des chaloupes qui en retirèrent

un démâté de son mât de devant, qui n'avait point encore été endommagé du feu, et lesquelles le remorquèrent jusqu'aux vaisseaux français, qui cependant battaient la ville en ruine, et tiraient sur la cavalerie qui était au bord de la mer pour empêcher d'y faire une descente; que des cinq vaisseaux des ennemis, les trois de guerre furent brûlés, et des deux marchands, l'un fut trouvé chargé de vingt pièces de canon et de quatre mille charges de blé, et l'autre fut coulé à fond par les ennemis ou par les coups de canon que cette armée lui donna; que les Français, dans cette occasion, ne perdirent que vingt ou vingt-cinq hommes, entre lesquels il n'y eut de marque que le chevalier de l'Echasserie, capitaine du vaisseau nommé *le Soleil;* que, peu après, l'on fit sommer, par un Napolitain, Castel-à-Maré, qui ne répondit que par sa mousquéterie; qu'à l'entrée de la nuit le duc de Richelieu ordonna aux sieurs du Mé et Garnier de se retirer un peu au large, en attendant la réponse d'une felouque qu'il avait envoyée au sieur de Cérizantes, et à Polito Pastina, pour les convier de s'avancer avec leurs troupes vers Castel-à-Maré, et d'attaquer cette place si nécessaire au bien public; que le vingt-deuxième du même mois, sur l'avis qu'eut le duc de Richelieu que l'armée d'Espagne venait, vent en poupe, fondre sur lui, il fit mettre toute l'armée sous la voile, et fit brûler le vaisseau pris le jour précédent, lequel on ne pouvait emmener, d'autant qu'il était démâté; que cette armée ayant, à la pointe du jour, reconnu que l'Espagnol fesait force de voiles pour lui gagner le vent, mais que *l'Amiral* d'Espagne n'ayant pû être suivi que de son *Vice-Amiral*, de cinq autres navires et d'un brûlot, était fort éloigné des autres, demeurés au-dessous du vent, elle s'avança avec une merveilleuse vitesse dans cet intervalle, pour séparer la leur en deux; que le combat fut commencé par le sieur de la Roche, commandant alors le vaisseau du *Soleil*, lequel, se trouvant près du *Vice-Amiral* d'Espagne, lui abattit son pavillon des premiers coups de canon; qu'au même tems le chevalier Garnier se trouvant à la portée du pistolet au milieu de deux vaisseaux ennemis, les combattit pendant une heure, et les mit hors de combat; que l'un des deux se retira, vent en arrière, vers leurs galères, qui pourtant ne purent l'empêcher de couler à fond, à la vue de l'armée de France, laquelle, ayant les ennemis aux deux côtés, fesait feu de toutes parts tant de ses canons que de sa mousquéterie; que *l'Amiral* d'Espagne se trouvant au vent de tous, avec son *Vice-Amiral*, quatre navires de Dunkerque et un brûlot, et voyant qu'il lui était impossible de rejoindre le corps de son armée sans traverser celle de France, passa sous le vent de *l'Amiral*, à portée du mousquet, fesant en même tems passer son *Vice-Amiral* au-dessus, à portée du pistolet, et les quatre Dunkerquois au milieu, ce qui n'empêcha pas que le duc de Richelieu, résolu de

l'accrocher, nonobstant toute son escorte, ne fit tout son possible pour l'aborder; mais l'autre esquiva toujours en fesant vent arrière, et se contenta de faire une décharge générale de ses canons et de sa mousquéterie sur lui et sur les autres navires qui l'accompagnaient, pour donner lieu au *Vice-Amiral* d'Espagne qui tenait le dessus du vent, d'attacher son brûlot à cet *Amiral*, ce qu'il eût fait apparemment à la faveur de la fumée, si le chevalier Paul, l'un des matelots de *l'Amiral*, ayant reconnu ce dessein, ne se fût mis avec son navire entre le brûlot et cet *Amiral*, lequel, en même tems, abattit d'un coup de canon le mât de devant de celui d'Espagne, qui prit aussitôt la fuite avec sa suite, ne pouvant se justifier de la honte d'avoir fui devant un seul vaisseau, qu'en disant que c'était pour rejoindre le reste de sa flotte; que dans ce combat, qui dura autant que le jour, les Français battirent si vigoureusement les Espagnols, qu'ils les forcèrent de se retirer en fuyant toujours l'abordage; que du côté des Français il n'y eut que cent ou cent vingt hommes de tués ou de blessés; mais que de celui des ennemis, il y en eut plus de sept cens de tués, un fort grand nombre de blessés, et trois vaisseaux coulés à fond; que le vent s'étant renforcé sur le soir, les deux armées se séparèrent et se tinrent sur les bords jusqu'à la nuit, dans le canal où celle d'Espagne se retira sous ses forteresses, la Française ne la pouvant suivre à cause de l'obscurité et du vent traversier de la côte, qui

la força de se retirer du golfe, lui étant impossible de se tenir sur les bords; que le vingt-troisième, *l'Amiral* de France se trouvant au matin à l'embouchure du canal, près de l'île d'Ischia, avec quatre vaisseaux seulement, alla joindre une partie de ceux que le mauvais tems avait écartés, et se mit en panne durant une forte bourasque survenue, attendant ainsi le reste de son armée; mais que le vent s'étant changé pendant la nuit, toute l'armée réunie reprit de nouveau la route de Naples, employant toute la journée suivante à donner chasse à deux navires ennemis; que le vingt-cinquième, qui était le jour de Noël, un homme, se disant député du Peuple, vint trouver le duc de Richelieu, pour savoir si c'était la volonté du Roi que le duc de Guise fût chef de la République, et en prît la qualité de duc, avec le commandement absolu, ajoutant que ce procédé était contraire au premier article du traité fait avec le cardinal d'Aix, et le marquis de Fontenay, et à l'intention du Peuple, qui n'en avait point d'autre que de se mettre en liberté et de se la conserver; que le duc de Richelieu répondit à ce député que le Roi avait envoyé son armée navale au Peuple et à la République de Naples, pour faire précisément ce qu'elle jugerait le plus à propos, pour son établissement et pour sa conservation, sans autre intérêt que de la protéger et de la servir contre ses ennemis, et que l'on ne reconnaîtrait pour général que celui que la République aurait établi, et lequel l'armée du Roi

maintiendrait contre tous ceux qui voudraient aller au contraire; qu'un peu après le sergent-major d'un corps d'armée de quatre mille hommes du Peuple, commandé par le sieur de Cérizantes, vint à *l'Amiral* assurer que le lendemain cette armée irait attaquer Castel-à-Maré, et pria le duc de Richelieu de favoriser ce dessein, en s'approchant de cette place, et de lui fournir de la poudre, de la mêche et des balles, ce qu'on lui promit; que l'armée s'étant occupée, le jour d'après, à donner chasse à deux vaisseaux qui prenaient la route de Naples, dont elle en prit un plein de quatre mille charges de blé, se trouva le vingt-septième, sur le matin, au milieu du golfe, à la vue de celle d'Espagne, ancrée sous les forteresses; que ce fut là que le duc de Richelieu apprit que le duc de Guise avait été élu, par le Peuple, généralissime et duc de la République, et qu'il devait attaquer les postes que les Espagnols tenaient dans la ville, à la première diversion que l'armée navale pourrait faire; qu'il avait donné ordre au capitaine Jacques le Beau de prier le duc de Richelieu de faire en sorte d'attirer la flotte d'Espagne à la mer, pour lui donner le tems et le moyen d'exécuter son dessein; qu'après avoir fait délivrer à un envoyé du duc de Guise de la poudre qu'il demandait, Pèpé Palombo, accompagné de plusieurs capitaines du Peuple, et d'un gentilhomme du duc de Guise, vint sur *l'Amiral* pour dire au duc de Richelieu que la nuit avait empêché que les députés de la République ne fussent venus pour lui faire leurs complimens, et

traiter des affaires de cet État; que le vingt-huitième les ennemis parurent à la voile, dès la pointe du jour, fesant leur route le long de la terre, pour se conserver l'avantage du vent sur les Français, qui, ne le pouvant gagner sur eux, tâchèrent de les attirer à la mer, suivant la prière du duc de Guise : mais la journée se passa sans rien faire, et la flotte espagnole se tint toujours au vent sans vouloir arriver sur celle de France, qui demeura long-tems en panne, pour l'attendre, courut à la mer jusqu'à dix heures du soir, et retourna ensuite tout court vers le golfe; que le lendemain elle se trouva, vers la pointe du jour, près de l'île de Capri, à l'entrée du canal de Naples, d'où voyant celle des ennemis à la voile, qui n'avait pu gagner les forteresses, cette flotte alla sur elle vent en poupe jusqu'à deux portées de canon, où l'on reconnut que les terres du golfe lui donnaient un autre vent que celui qu'elle avait eu, de sorte que lorsque les Français crurent avoir, pour la première fois, le dessus du vent, et que les Espagnols ne s'en pourraient plus dédire, ils se trouvèrent au-dessous; que sur les dix heures du matin, *l'Amiral* de France voyant qu'il était impossible de gagner le vent à l'armée d'Espagne, se mit en panne, et plia ses voiles comme fit toute l'armée, pour attendre les Espagnols de pié ferme, et les obliger, par cet avantage, d'accepter le combat; qu'ayant demeuré de cette sorte pendant sept heures, les

Espagnols, ayant tout-à-fait gagné le vent, vinrent vent en poupe sur les Français; mais les ayant approchés à la portée du canon, et ayant reconnu la résolution avec laquelle on les attendait sans branler, *l'Amiral* d'Espagne se contenta de tirer cinq ou six volées de canon, auxquelles les Français ne daignèrent répondre qu'à peine, et se retira tout-à-coup avec sa flotte, fesant voir qu'il n'avait pas eu envie de combattre.

Alors l'armée de France voyant que le vent se renforçait, gagna la mer pour ne pas aborder les terres pendant la nuit, durant laquelle il fit une tempête qui dura jusqu'au lendemain matin; que le dernier du mois de décembre, le duc de Richelieu, résolu de retourner encore dans le canal de Naples, pour attaquer l'armée d'Espagne, se trouva à la tête de neuf navires seulement, le reste de ses vaisseaux ayant été écartés le jour précédent, ou par le calme, ou par la poursuite d'un vaisseau ennemi, et quelques-uns pour se raccommoder des incommodités de la bourasque passée, cet amiral ne laissa pas de s'avancer vers douze grands navires ennemis, qui paraissaient à une demi-lieue de lui, et trois autres à deux lieues; et reconnaissant, à la pointe du jour, que c'était l'*Amiral* d'Espagne, qui, battu du mauvais tems qu'il avait fait, avait été séparé du reste de son armée, et fesait force pour gagner les forteresses, il voulut profiter du vent qu'il avait alors favorable, et, pendant une demi-heure, tant que les

voiles purent porter, il le chassa, quoique celui d'Espagne fût le plus fort en nombre de vaisseaux, ce qui ne l'empêcha pas de prendre la fuite, laquelle, au lever du soleil, fut favorisée du changement de vent, et puis d'un calme qui dura jusqu'à trois heures après midi, après quoi le vent redevenant bon, donna moyen à *l'Amiral* de France de reprendre sa chasse, laquelle il continua jusqu'à ce que le manquement du jour et la diligence des Espagnols, qui s'approchaient de leurs châteaux, l'obligèrent de retourner le bord à la mer, lequel fut pris si à propos, que toute l'armée fut rejointe ensemble à deux heures de nuit, et reprit aussitôt la route du golfe de Naples; que le premier jour de l'année 1648, *l'Amiral* de France fit sa navigation si juste, que le matin les mêmes vaisseaux ennemis qu'il avait laissés le soir se trouvèrent sous le vent près du canal de Castel-à-Maré, où le vent les avait jetés et leur avait empêché l'entrée du port de Naples; que ce fut alors que le duc de Richelieu crut, avec apparence, qu'il pourrait enlever le pavillon d'Espagne, puisque chacun des vaisseaux ennemis ne songeait plus qu'à se sauver en son particulier sous les châteaux, et que *l'Amiral* d'Espagne demeurait avec quatre navires seulement; que voyant venir sur lui *l'Amiral* de France, il fut réduit à cette extrémité d'appeler par plusieurs coups de canon, les galères à son secours, lesquelles allèrent, avec la plus grande force de

rames qu'il leur fut possible, toutes ensemble, retirer leur *Amiral* et ces quatre autres navires, qui eurent la honte de se faire remorquer à la vue de toute leur armée navale, des châteaux et de tout le Peuple de Naples. Ce sècours ne les eût pourtant pas empêchés d'être enfin ou pris ou brûlés, si la nuit, qui leur avait été déjà si favorable, et le calme qui arriva ne leur eussent donné le moyen de retourner sous leur premier asile; qu'un peu après, le duc de Richelieu renvoya à Naples deux des principaux du Peuple, que le mauvais tems avait retenus sur *l'Amiral*, et les chargea de remontrer au duc de Guise la nécessité où cette armée était d'aller chercher de l'eau, si on ne lui en apportait le lendemain de Naples, et de savoir s'il pourrait lui faire fournir des vivres pour un mois, en payant, au cas qu'il fallût qu'elle demeurât encore à Naples, car elle n'en avait que pour jusqu'au dernier de janvier, et il lui fallait pour vingt-quatre ou vingt-cinq jours de vivres pour sa retraite en Provence; que l'abbé Baschi et le père Thomas de Julijs, revenus le lendemain de Naples, à *l'Amiral*, rapportèrent que la mauvaise intelligence qui était entre le duc de Guise et Gennaro Annésé, avait été cause que l'on n'avait rien entrepris dans la ville contre les ennemis, pendant les six jours que l'armée de France les avait tenus à la mer, et que les Espagnols fomentaient cette division de tout leur possible, par des bruits qu'ils fesaient courir, pour se remettre bien avec le Peuple, ce qui

avait fait résoudre cet abbé et ce père d'aller chercher à Rome quelque remède à ce désordre; que sur le soir le grand besoin d'eau où était l'armée, et le peu d'apparence qu'il y avait d'attirer les ennemis au combat par un plus long séjour dans le golfe, puisqu'ils s'approchaient davantage de terre, et se resserraient sous leurs forteresses, obligèrent l'armée d'aller chercher de l'eau où elle en croyait trouver; que le sieur Luigi del Ferro s'embarqua sur *l'Amiral*, pour aller à Rome faire ses plaintes de ce que le duc de Guise avait fait emprisonner celui que le Peuple et Gennaro Annésé avaient député au duc de Richelieu, pour savoir l'intention du Roi touchant les qualités que ce Prince voulait prendre dans Naples; qu'un calme qui survint le troisième jour de janvier, empêcha que l'armée ne sortît du golfe, et que le soir elle fut attaquée d'une si furieuse tempête, que menacée d'un naufrage évident par un vent impétueux qui la portait à terre et l'empêchait de sortir du canal, *l'Amiral* se résolut, après avoir long-tems couru, et ne sachant plus où aller, de mouiller l'ancre à Nisita; que le vent ayant un peu changé, cela lui fit espérer qu'il pourrait se dégager du golfe, en passant au-dessus de l'île de Capri; mais que les vents, devenus plus furieux, emportèrent ses deux huniers, brisèrent tous ses cordages, et le jetèrent deux fois si près de terre et des rochers, que l'on n'attendait plus que l'heure qu'il touchât et qu'il périt; qu'enfin, s'étant sauvé de ce dan-

ger à l'aide de ses deux basses voiles qui lui restaient, il s'en tira heureusement, et se trouva, le lendemain au matin, dans le golfe de Salerne, avec treize navires seulement, dont l'un, qui était celui du sieur d'Alméras, coula à fond par l'effort de la tempête, après qu'on en eut tiré les hommes; et que de là cette armée prit la route de Porto-Longone, pour reprendre celle de France. Voilà ce que les Français ont publié sur cette matière.

Les Espagnols ont dit de leur côté, que l'armée navale de France arriva dans le golfe de Naples le dix-huitième jour de décembre; qu'elle s'y mit en bataille à la vue de celle d'Espagne, qui était sur le fer à la plage de Sainte-Lucie; qu'alors, sans s'avancer plus avant, elle mouilla entre Posilippo et Chiaia, n'étant séparée de celle-ci que par les écueils du château de l'Œuf; qu'ayant ainsi ancré, au lieu de combattre et de se servir de la faveur du vent qui lui donnait moyen de brûler ou de mettre à fond toute la flotte d'Espagne, ses officiers ne songèrent, le reste du jour, qu'à traiter et à négocier avec plusieurs felouques de Naples, qui abordaient continuellement l'*Amiral;* que ne pouvant rien arrêter avec le duc de Guise, ni avec le Peuple, touchant leur débarquement, parce que ce duc prétendait le commandement des troupes, et que l'on n'était pas même d'accord touchant le logement des Français, cela fut cause que les commandans de cette armée ne firent pour lors autre chose que d'exhorter les soulevés à la persévérance; que le vingt et

unième du même mois, cette armée traversant le canal au front de celle d'Espagne, alla prendre fond près de Castel-à-Maré, qu'elle fit sommer de se rendre et de s'unir à la république de Naples, à quoi l'on répondit que l'on ne reconnaissait point de république, mais bien le Roi Catholique, qui était leur vrai et leur seul maître; que, sur une seconde sommation, cette ville ne répondit que par des mousquetades, ce qui obligea les Français d'y repartir par une décharge générale de toute leur artillerie et de leur mousquéterie; que dans cette plage il y avait un vaisseau de l'escadre d'Espagne de l'amiral Balach, Ragusain, et deux autres navires marchands, dont les mariniers, craignant de tomber entre les mains des Français, mirent eux-mêmes le feu à leurs vaisseaux; qu'en même tems, plusieurs barques françaises ayant environné un de ces navires chargé de grains, et abandonné de gens, s'en saisirent et tâchèrent de le remorquer vers leur armée; mais qu'ils en furent empêchés par des felouques espagnoles qui le leur vinrent ôter des mains; que cependant l'armée d'Espagne, au nombre de vingt navires de guerre, chargés d'environ treize cens hommes Espagnols, Italiens, Allemands ou Wallons, sortit de la plage de Sainte-Lucie, et favorisée d'un petit vent de terre, alla joindre douze autres vaisseaux arrêtés sous le château de Baïa, d'où tous ensemble tournèrent de nouveau la proue vers Castel-à-Maré, pour attaquer l'armée de France; que celle-ci observant celle d'Espagne, s'était

retirée de Castel-à-Maré, tâchant de ne se point laisser prendre sous le vent; qu'ainsi les deux flottes passèrent toute la nuit à voltiger dans le golfe, jusqu'au vingt-deuxième du mois, que se trouvant le matin assez proches l'une de l'autre, la flotte espagnole fit son possible pour accrocher la française, laquelle, avec une vaine apparence de vouloir combattre, ne tâchait que d'attirer les Espagnols à la mer, sans toutefois vouloir joindre; qu'environ le midi, l'une et l'autre s'étant approchées de plus près, elles firent une décharge générale de leur artillerie et de leur mousquéterie qui firent beaucoup plus de bruit que de mal; que dans ce combat il n'y eut que neuf vaisseaux espagnols qui s'accostèrent des Français qui, tirant toujours, et fesant force de voiles, tâchèrent plusieurs fois d'accrocher, sur le cap de Posilippo, *l'Amiral* d'Espagne, lequel, dans cette occasion, s'étant jeté à travers de toute l'armée de France, soutint seul plusieurs décharges des navires qui l'environnaient, sans qu'aucun l'ôsât aborder; que la nuit ayant séparé les deux armées, elles retournèrent chacune sous leurs fanaux, avec un grand fracas de navires, mais avec peu de perte du côté des Espagnols, qui, dans ce combat, ne perdirent de gens de considération que le fils du régent Zuffia; qu'une grande bourasque survenue à l'entrée de la nuit, força celle de France de courir vers le ponant, et fit périr deux vaisseaux de celle d'Espagne, comme ils voulurent mouiller près du château de l'OEuf; que le vingt-cinquième, les Français parurent de nouveau sur Naples, sans pouvoir pourtant empêcher l'abord de quatre vaisseaux chargés de grains venus de Cotroné, qui avaient passé la nuit au milieu de leur armée; que le vingt-huitième, les Espagnols sortirent de nouveau pour combattre les Français, qui, n'ayant autre but que d'arrêter l'espérance des Napolitains, plutôt que de les satisfaire entièrement, fuirent toujours l'abord, s'entretenant de cette sorte, jusqu'à ce qu'une forte tempête, arrivée la nuit du vingt-neuvième, les contraignit de se séparer et de tenir la mer pendant deux jours; que l'orage étant passé, on vit, le dernier jour de l'an celle d'Espagne au port de Naples, où à peine eut-elle mouillé l'ancre, que celle de France parut à l'entrée du canal, poussée par une tempête qui l'obligeait à chercher une mer plus tranquille à l'abri des collines voisines; mais que l'orage s'augmentant, elle fut à la veille d'un entier débris dans le second jour du mois de janvier 1648, en sorte que, poussée par la violence du vent, elle fut contrainte de se remettre de nouveau en haute mer, et d'abandonner dans le canal sept vaisseaux, qui, ayant tenu quelque tems la proue à Castel-à-Maré, furent sauvés au point qu'ils désespéraient de leur salut, par le manquement du vent qui leur donna moyen de sortir des bouches de Capri, et qui leur fit gagner la mer, et rejoindre peu après le corps de leur armée, laquelle ensuite reprit le chemin de Provence.

S'il est malaisé de discerner la vérité entre tant de contrariétés apparentes, il ne sera pas moins difficile de trouver celle de tant de divers jugemens que l'on a faits sur les motifs de l'arrivée et du retour de cette armée. Comme l'on ne juge de la plupart des choses que par les événemens, le peu d'effet qu'elle fit dans le royaume de Naples, a donné lieu aux soupçons que l'on a eus sur les sujets de son voyage.

Les Espagnols, qui savaient le mauvais état de leur armée navale lorsque celle de France arriva dans le golfe de Naples, ont dit qu'ils lui devaient le salut de cette armée et du royaume. Ils ont publié qu'ils croyaient que les Français n'avaient point eu d'autre ordre que de paraître vers Naples, sans s'engager à une descente ni à un combat général; que le dessein secret des Français n'avait été que d'exécuter une entreprise qu'ils avaient pratiquée sur le château de Baïa, et laquelle leur manqua; que l'impunité des chefs de l'armée de France après leur retour, fesait assez connaître que s'ils n'avaient point combattu l'armée d'Espagne, ni débarqué de secours pour les Napolitains, ils n'avaient point failli contre leurs ordres; que de quelque façon que la chose se puisse prendre, les Français ne peuvent s'excuser d'avoir perdu la plus belle occasion que la France ait jamais eue pour la ruine de l'Espagne, lorsque leur armée arriva; qu'en effet, dans ce moment la flotte d'Espagne, ancrée dans la plage de

Ste.-Lucie, était hors de défense et dénuée de ses mariniers et de ses soldats, qui, par l'ordre du Vice-Roi, en avaient été tirés pour garnir les postes de la ville attaqués par les soulevés; que si les Français, en entrant dans le golfe, au lieu de s'amuser à tenir conseil, eussent songé à se prévaloir de l'avantage du vent, ils pouvaient sans difficulté brûler toute la flotte d'Espagne ou la mettre à fond; que cette entreprise n'était ni difficile ni périlleuse; que tout le danger que les Français pouvaient courir, n'était que de quelques canonades des châteaux de Naples, depuis la portée du canon jusqu'à l'abord des vaisseaux espagnols, ce qui ne pouvait pas leur faire un grand mal, puisque la mire des canons tirés des châteaux était fort incertaine par le mouvement continuel des vaisseaux; que ce péril passé, les canons des châteaux n'étaient plus à craindre, car les Espagnols n'eussent plus tiré sur les navires français, lorsqu'ils les eussent vus mêlés avec les leurs; que les Français n'avaient pas dû craindre de donner en terre, et de ne pouvoir retourner à la mer, puisque le vent, qui les favorisa tout le jour et toute la nuit suivante, leur donnait moyen de combattre et de se retirer; qu'enfin, la plus favorable interprétation que l'on pût donner à ce manquement, est que Dieu ne voulant pas ôter alors le royaume de Naples à la maison d'Autriche, aveugla les Français, et leur fit perdre l'occasion de le conquérir à peu de frais et dans un jour.

Les partisans du duc de Guise ont parlé d'une autre sorte sur ce sujet : ils ont dit que la France s'était éloignée de ses véritables maximes, pour suivre celles de la passion de quelques particuliers; que le plus grand de ses intérêts étant d'affaiblir la monarchie d'Espagne, et de lui ôter, autant qu'elle le pourra, quelques-uns de ces différens États qui n'en font qu'un, elle doit souhaiter de voir renaître des Rois de Naples, de Sicile et de Sardaigne, et des ducs de Milan; surtout qu'ils tiennent d'elle leur établissement, et soient, par leur propre intérêt, engagés à suivre les siens; que le duc de Guise avait eu lieu d'espérer que, par ces raisons, les ministres de France travailleraient à l'établir dans un royaume où une noble ambition l'avait appelé, où une intrépidité héroïque l'avait heureusement conduit, et où l'estime et l'amour des peuples l'avaient élevé dans un poste assez éminent, pour passer de là sur le trône, si la France lui eût tant soit peu donné la main; que quelques droits que la France eût sur ce royaume, sa politique voulait qu'elle concourût à l'établissement d'un Roi quel qu'il fût, lorsqu'elle n'était pas en état de faire valoir ses droits, et que c'était pour elle un assez grand avantage d'ôter cette couronne à la maison d'Autriche, pour y employer toutes ses forces, et qu'elle en avait eu une assez belle occasion, le duc de Guise ayant, par son arrivée à Naples, empêché l'accord que les soulevés étaient prêts de faire avec les Espagnols; que les ministres de France,

au lieu de seconder la valeur et la fortune d'un Prince qui avait fait ce que lui seul avait osé entreprendre, l'avaient abandonné, et avaient mieux aimé le laisser tomber que de le soutenir; que le marquis de Fontenay n'ayant épargné aucun soin pour l'empêcher d'aller à Naples, fit depuis tout son possible pour le décréditer dans le parti, fomentant secrètement les ombrages et la jalousie que Gennaro Annésé avait conçus de ce Prince, dès les premiers jours de son arrivée à Naples; que cette étrange politique était aussi désavantageuse pour la gloire de la France, que périlleuse pour la personne du duc, lequel ayant à faire à un Peuple qui, pour le moindre soupçon, fesait sauter des têtes, courait sans cesse fortune de la vie par ces intrigues; que dans les premières nouvelles que le duc de Guise eut de l'abord de l'armée navale dans le canal de Naples, il envoya une felouque pour donner avis au duc de Richelieu que toute l'armée d'Espagne, composée de cinquante-deux vaisseaux et de vingt-trois galères, était alors dispersée par les rades de Castel-Novo, de Castel-del-Ovo, de Castel-à-Maré, de Nisita et du port de Baïa, et que s'il voulait, il en pouvait brûler la plus grande partie, et se rendre maître de l'autre; que cet avis, ni les vents favorables n'ayant pu obliger ce général à profiter de la plus belle conjoncture que la France aura jamais pour désarmer tout en un coup le Roi d'Espagne sur la mer, les chefs de cette armée s'amusèrent à tenir conseil alors qu'il fallait

combattre, et perdirent cette journée une occasion qu'ils ne purent plus recouvrer, en perdant la faveur des vents, et l'avantage de surprendre des vaisseaux sur le fer et dénués de soldats et de matelots; qu'ayant ainsi donné le loisir aux Espagnols de se reconnaître, et de regarnir leurs navires des gens qu'ils en avaient débarqués pour la défense de leurs postes, où ils avaient employé jusqu'aux plus petits mariniers, cette armée, que sans péril et sans peine ils pouvaient détruire à leur arrivée, leur fit tête deux jours après, et les alla même chercher jusqu'à Castel-à-Maré, où elle les eût peut-être battus, si les vents l'eussent secondée; que Naples et toute la côte virent, avec une surprise extrême, qu'une armée, dont le royaume attendait le soulagement de ses souffrances aussi bien que sa liberté, servit plus à le diviser qu'à le réunir, et à fomenter les cabales qui affaiblissaient le parti du Peuple, qu'à réchauffer et à ranimer son courage; qu'en effet le but des ministres qui étaient avec le duc de Richelieu ne parut autre que de mettre aux mains le duc de Guise et Gennaro Annésé, au hazard de voir l'Espagnol profiter avantageusement de ces divisions civiles; que toutes les négociations de l'abbé Baschi, qu'ils envoyèrent à Giugliano et à Naples, firent assez bien connaître que leur dessein ne tendait qu'à décréditer le duc, ou à le perdre entièrement; que, dans leur première conférence à Giugliano, cet abbé lui avait dit positivement, que l'armée était venue pour soulager

les misères du Peuple et pour fortifier ses résolutions, non pas pour le désunir et l'embarrasser dans d'autres factions contraires aux promesses et aux traités faits à Rome entre les ministres du Roi et les députés de ce Peuple, envoyés par Gennaro Annésé, généralissime du parti, et que les chefs de cette armée avaient ordre de s'adresser à lui pour toutes choses, comme ayant lui seul toute l'autorité sur un Peuple qu'il gouvernait absolument; qu'à cela le duc lui avait répondu en souriant : que si leur ordre était de s'adresser à celui qui avait toute l'autorité en main, il fallait que ce fut à lui, et non point à Gennaro Annésé, lequel n'avait point d'autre puissance que celle qu'il lui avait laissée par compassion, lui ayant été aussi facile dès son abord à Naples, de s'emparer de toute l'autorité souveraine, que d'en avoir la partie qu'il possédait; que l'abbé Baschi ayant persisté dans sa première opinion, et soutenu au duc qu'il y avait bien plus d'apparence que Gennaro eût plus de crédit dans Naples, qu'un Prince étranger qui ne fesait que d'arriver, et qui même était soupçonné de prétendre à cette couronne, le duc lui avait reparti avec un peu de chaleur, que puisqu'il doutait de ses paroles, il en ferait voir les effets; qu'ensuite de cette conversation, ce prince retourna à Naples, où, d'un commun consentement, Gennaro fut destitué de sa charge, et le duc élu chef et duc de la république; que l'abbé Baschi avait été témoin oculaire du peu de peine qu'il avait eue pour arriver à ce

degré où l'avait élevé l'affection de tout un Peuple, qui l'eût même placé plus haut, s'il se fût laissé emporter aux transports de son allégresse et de ses acclamations; que les commandans de l'armée ayant dû être informés de tout ce qui s'était passé en cette action, par cet abbé aussi bien que par don Luigi del Ferro, qui leur en alla rendre compte de la part du Peuple, cela les devait obliger d'agir alors avec ce Prince, comme ils eussent fait avec Gennaro Annésé, puisque leurs ordres ne regardaient pas tant le nom que la personne de celui qui avait le commandement absolu dans Naples; qu'au lieu d'en user de la sorte, et de témoigner qu'ils avaient bien de la joie de voir un Prince de leur nation élevé dans cette dignité suprême, ils montrèrent, par leur consternation et par les intrigues de l'abbé Baschi, et de leurs autres secrets correspondans, qu'ils en avaient du déplaisir; que les avis qu'eut le duc qu'on l'eût arrêté prisonnier sur *l'Amiral* s'il y fût allé voir le duc de Richelieu, n'étaient ni faux ni imaginaires, lui ayant été donnés de divers endroits par des personnes dignes de foi; qu'ayant reconnu que le Peuple craignait le débarquement de l'armée navale, dont l'aspect avait renouvelé cette folle et vieille erreur que l'on a dans l'Italie, du libertinage des Français, il avait cru faire beaucoup pour la gloire de sa patrie, et pour ne pas effaroucher cette ombrageuse populace, de faire que ce corps d'armée fît sentir ses bras aux Espagnols, plutôt que de montrer son

visage aux Napolitains; que néanmoins, conformément aux négociations et aux traités qu'il avait faits avec l'abbé Baschi, il avait envoyé le sieur de Taillades au duc de Richelieu, pour lui demander deux mille fantassins, trois mille mousquets, dix canons, huit cent milliers de poudre, et cinquante ou soixante mille écus pour subvenir à leur subsistance en ces commencemens, afin de faire voir qu'on les pouvait maintenir sans être à charge à la ville; que ces demandes, quoique fort justes et modérées, n'eurent d'autre effet que quelques milliers de poudre; que l'ayant aussi prié de lui envoyer le blé du vaisseau pris à la rade de Castel-à-Maré, on le lui refusa; qu'enfin cette armée, venue pour le soulagement des souffrances du Peuple, pour le tirer de servitude, et pour brûler ou pour combattre la flotte d'Espagne, n'avait servi qu'à faire une montre plus pompeuse que solide de la puissance des Français, et à fomenter les cabales et les factions qui troublaient le parti du Peuple, au lieu de les réunir pour concourir au bien commun.

Les Napolitains, qui n'avaient d'autre but que leur liberté, ont témoigné sur ce sujet, qu'ayant eu recours à la protection de la France, ils avaient cru que le secours qu'ils en attendaient répondrait à la grandeur et à la réputation de cette Couronne, aussi bien qu'à l'intérêt qu'elle avait de porter la guerre au bout de l'Italie, pour l'éloigner de ses frontières; qu'ils avaient espéré que l'arrivée de cette armée si souvent promise, écarterait les

Espagnols des côtes de Naples, et chasserait de cette ville la famine qui l'affligeait; mais qu'elle n'avait rien fait pour sa gloire ni pour leur utilité; qu'elle avait perdu, au premier abord, l'occasion de mettre le feu à la flotte d'Espagne, qui était sur le fer à la plage de Santa-Lucia; que si elle eût fait cette entreprise, la populace en même tems eût attaqué tous les postes des Espagnols, qui sans doute eussent été contraints de se retirer dans les châteaux, et n'eussent pu faire tête tout à la fois sur la mer et dans la ville; que les châteaux eussent été pris bientôt après, et que tout le reste du royaume eût suivi un si grand exemple; qu'ensuite de cette faute, elle en avait fait deux autres qui n'étaient guères moins grandes; l'une de s'être amusée à cabaler avec Gennaro Annésé, destitué de son autorité à sa vue même, l'autre d'avoir demeuré à l'aspect de Naples sans rien faire que voltiger au long de son golfe, au lieu d'aller droit à Salerne, où elle eût été bien reçue par Polito Pastina, qui était alors paisible possesseur de cette ville et de sa province; qu'elle devait favoriser avec ardeur l'élection du duc de Guise, et que puisque son ordre était de s'attacher au chef du Peuple, elle devait concourir à cette action avec d'autant plus de raison, qu'il s'agissait de l'intérêt d'un Prince français qui rétablissait dans ce royaume, avec tant de courage et de valeur, la gloire de sa nation; que si elle ne voulait pas seconder cette entreprise, elle pouvait du moins agir de son côté, et aller débarquer à

Salerne les troupes qu'elle portait, et qui étaient destinées pour la descente, lesquelles, jointes avec les quatre ou cinq mille hommes qu'avait Polito Pastina, eussent ôté en peu de jours cette province aux Espagnols, et poussé ensuite leurs conquêtes dans la Basilicate et dans la Calabre, où il y avait tant de places disposées à secouer le joug d'Espagne; que c'était de cette manière que les Français devaient faire paraître le désir qu'ils avaient de remettre ce royaume en liberté, plutôt que de faire une retraite qui ne répondait point à l'opinion qu'on avait de leur grand courage et de leurs bonnes intentions.

Les partisans des ministres de France en Cour de Rome, et des commandans de l'armée navale ont publié que, depuis le commencement des révolutions de Naples, la conduite du duc de Guise avait été extrêmement suspecte; qu'au lieu d'envisager ces mouvemens pour l'avantage de la France, il ne les avait regardés que pour son intérêt particulier; qu'il avait commencé ses négociations dans Naples, par les offres qu'il avait faites au Peuple de l'aller servir en personne, et à ses propres dépens, non pas en qualité de Prince français et pour le service du Roi, mais comme descendant de la maison d'Anjou, qui avait possédé ce royaume; que n'ayant eu pour but, en cette entreprise, que de se faire Roi, il s'était si peu soucié de déguiser ses sentimens, et de cacher cette pensée, qu'il l'avait fait connaître par toutes ses paroles et par toutes ses

actions, à Rome aussi bien qu'à Naples; qu'il s'en était même déclaré jusqu'à la Cour de France, où il avait écrit que pour la reconnaissance de ses travaux et de ses peines, il ne souhaitait autre chose que de mettre une couronne sur la tête de la demoiselle de Pons; que quand la France eût voulu le seconder dans ce dessein, la politique obligeait le ministère d'établir les fondemens de cette entreprise sur les principaux chefs du Peuple de Naples, lequel, dans ces révolutions, témoignait avoir une aveugle dépendance pour toutes leurs volontés; que les Napolitains n'avaient tourné les ieux vers la France qu'après la mort du prince de Massa, et pendant le gouvernement de Gennaro Annésé; que les premières instances du Peuple aux ministres du Roi à Rome, avaient été faites par ce maître arquebusier, en qualité de chef suprême des Napolitains soulevés; que le marquis de Fontenay, ne voyant point d'autre commandant à Naples que celui qui portait le titre de généralissime du Peuple, il avait fait connaître à la Cour que c'était à lui à qui il fallait s'adresser pour toutes les choses qui pouvaient concerner les affaires de ce royaume; que la Cour ayant embrassé la protection des Napolitains, sans autre but que celui de leur procurer la liberté, et de les mettre en état de disposer ensuite de cette liberté, comme ils le jugeraient à propos, elle avait peu après envoyé l'armée navale pour seconder ce grand projet; que n'étant pas encore informée des avantages que le duc de Guise

avait rencontrés dès les premiers jours de son arrivée à Naples, et même ayant plus de sujet de craindre que d'espérer pour le salut de sa personne, elle n'avait pu s'adresser, dans cette entreprise, qu'à ce Gennaro Annésé, qui avait été le premier instrument des premiers traités, et qui jusques-là paraissait seul chef suprême du parti; que quelques jours après l'arrivée du duc de Guise à Naples, Gennaro Annésé avait commencé à se plaindre de sa conduite, écrivant à tous momens au marquis de Fontenay, qu'il avait de secrètes pratiques avec des gens qui n'étaient pas dans les intérêts du Peuple; que depuis ces premières plaintes, il en avait fait une infinité d'autres, et mandé tantôt que le duc de Guise perdait peu à peu le crédit qu'il avait d'abord acquis dans Naples, et tantôt qu'il avait des desseins cachés et préjudiciables au bien public; que Gennaro Annésé écrivait de cette sorte aux ministres qui étaient à Rome, par toutes les voies qu'il pouvait trouver, et que le duc de Guise, ou par mépris, ou par oubli, ne leur donnait que fort rarement de ses nouvelles, ne leur rendait aucun compte de ce qui se passait, et ne leur parlait jamais que d'argent, de vivres et de munitions; que toutes ces choses semblaient accréditer Gennaro Annésé, qui ne perdait pas un moment pour faire connaître aux ministres le zèle qu'il avait pour la France, et le pouvoir qu'il avait dans Naples; que les ordres des commandans de cette armée

étant tous pour lui, ces ministres subalternes n'avaient pu les changer; que quant à ce qu'on leur imputait d'avoir perdu l'occasion de brûler et de perdre entièrement la flotte d'Espagne à leur premier abord au canal de Naples, cette action était assez importante pour ne l'entreprendre pas sans une mûre délibération; qu'il est vrai que lorsqu'ils entrèrent dans le golfe, et qu'ils arrivèrent vers la pointe de Posilippo, ils avaient les vents favorables, mais qu'ils ne savaient pas en quel état pouvait être alors une armée plus forte en nombre de vaisseaux que la leur, et qui était à couvert des châteaux de Naples, dont les canons la pouvaient seconder avantageusement; qu'il n'y avait point d'apparence que cette flotte, qui depuis si long-tems devait avoir été informée du départ et de la route de celle de France, fût en ce moment dénuée de matelots et de soldats; et que le général n'avait pas dû se charger seul de l'événement du combat; qu'il avait assemblé le Conseil, afin que chacun eût part à la gloire de l'entreprise, comme à celle du succès, et qu'il y avait voulu faire résoudre l'attaque à la pluralité des voix; qu'il y avait été arrêté que l'on combattrait l'armée ennemie le lendemain, puisqu'alors il était trop tard pour commencer cette attaque dans une mer où l'on n'avait aucun port pour se retirer en cas d'un mauvais événement; que s'étant préparés pour cette action dès la pointe du jour suivant, les vents changés les avaient

contraints de changer de résolution et de mouiller en attendant une occasion favorable pour exécuter ce dessein; que les continuels orages qu'ils avaient soufferts depuis et pendant tout le tems qu'ils avaient été dans le golfe, les avaient toujours occupés, et les avaient contraints de songer à se défendre des bourasques, plutôt qu'à attaquer les ennemis; que sur ce qu'on les blâmait d'avoir rompu sans sujet avec le duc de Guise, ils pouvaient répondre que cette mauvaise intelligence ne commença point de leur part; qu'ayant ordre de s'adresser directement à Gennaro Annésé, ils avaient cru ne point faillir d'exécuter ce qui était porté par leurs instructions; que si, au lieu de cabaler et d'employer tant de tems, de soins et d'amis pour déposséder Gennaro Annésé, le duc de Guise n'eût songé qu'à réunir toutes ses forces avec celles de Gennaro, pour donner un assaut général aux postes de la ville défendus par les Espagnols, il est certain qu'il les eût emportés, puisque le Vice-Roi avait été forcé de les dégarnir pour la défense de sa flotte; qu'il avait employé le tems d'une si favorable occasion à se faire déclarer duc de la République de Naples, et qu'il avait publié hautement qu'il n'avait aucun besoin des Français; que quand ce bruit, qui avait été semé parmi la populace, ne serait point venu de lui, les demandes de ses envoyés leur auraient bien fait connaître qu'il avait cette pensée, puisqu'au lieu de leur demander le débarquement des troupes qu'ils avaient, et qui depuis

furent envoyées au duc de Modène, pour servir dans l'armée qu'il commandait dans le Milanais, le sieur de Taillades, qui alla voir le duc de Richelieu de sa part, ne lui avait demandé que de l'argent, des munitions, des vivres et quelques officiers français pour la conduite des populaires; que cet étrange procédé leur fit juger que ce Prince avait beaucoup de défiance du ministère et même de sa nation, et qu'il aimait mieux se servir d'un Peuple inconnu, volage, ombrageux et sans aucune discipline, que des gens de son pays, aussi obéissans que braves; qu'afin de rendre la protection et le secours de la France inutiles ou plutôt suspects au Peuple, il avait feint d'avoir avis que s'il fût allé voir le duc de Richelieu, on l'eût arrêté prisonnier, et que cette armée était venue pour introduire les Français dans le royaume plutôt que pour secourir les Napolitains; qu'ainsi, témoignant de n'avoir pour but que de rendre sa nation odieuse à ces Peuples, et de se faire roi de Naples sans la participation du ministère, ils avaient cru n'être pas obligés de concourir à ses desseins sans un ordre exprès de la Cour, lequel ils n'avaient pu attendre dans une côte sans ports, sans rades, et où à tous momens ils étaient menacés d'un naufrage; que touchant ce qu'on les accusait d'avoir négligé des descentes avantageuses qu'ils pouvaient faire en divers endroits du royaume, où les Peuples les eussent reçus avec joie dans la disposition d'une révolte générale où était tout l'État, et que s'ils fussent allés droit à Salerne,

au lieu de s'amuser à canoner inutilement Castel-à-Maré, Polito Pastina leur eût donné le moyen de se rendre maîtres de cette belle et importante province; les vents avaient été toujours si contraires, qu'ils n'avaient osé s'embarrasser dans le golfe de Salerne, qui est encore plus périlleux que celui de Naples; qu'enfin, sur ce que l'on disait que si le duc de Richelieu fût descendu seul avec ses gardes, le Peuple l'eût reçu à bras ouverts, et eût fait tout ce qu'il eût voulu, l'événement d'une action de cette importance était trop douteux pour risquer, dans cette conjoncture la réputation de la France, et le Général de son armée; que s'il y avait quelque apparence que l'aspect d'une personne de ce caractère et des commandans qui l'accompagnaient, joints à la suite de ses gardes, tous gens bien faits et en bon ordre, eût fait un grand effet dans Naples, parmi une populace aisée à prendre par les ieux, il y avait aussi lieu d'appréhender que ce Peuple, qui souhaitait en même tems et redoutait l'arrivée des Français, et qui désirait de les voir aux mains avec les Espagnols, plutôt que de les voir débarquer dans Naples, ne conçût quelque ombrage de la descente de ce général, et que cet ombrage eût été fomenté par les cappes noires et par tous les autres secrets ennemis, ou jaloux de la France; que, dans cette occasion, Gennaro Annésé avait tout promis et n'avait rien tenu, qu'après avoir fait entendre aux ministres de France qu'il était absolu dans Naples, ils avaient vu que tout son

crédit et toute sa puissance étaient réduits dans le Torrion des Carmes, d'où il n'osait plus sortir, ayant plié sous le duc de Guise, quand il pensait le fouler aux pieds, et que la chute de cet homme aussi lâche et irrésolu dans sa disgrâce, que fier et ombrageux dans sa prospérité, ne leur avait pas donné lieu de faire aucun fondement sur ses propositions, ni sur ses promesses.

Voilà les choses qui se sont dites et publiées par les partisans des divers intéressés en cette cause, dont je laisse la décision aux plus sages et aux moins passionnés.

CHAPITRE III.

État de la ville d'Averse. — Progrès du baron de Modène dans son voisinage. — Reddition de cette ville. — Avantages que celle de Naples reçut par cette prise.

Le duc de Guise, à son départ de Giugliano, ayant laissé le baron de Modène pour commander en son absence les troupes de ce quartier, les premiers soins de ce mestre-de-camp-général furent de songer à leur subsistance. Le duc l'avait laissé sans poudre, sans argent et sans pain. Les habitans de ce cazal l'assuraient avec des sermens effroyables qu'ils n'avaient point de blé; il n'osait en faire la recherche dans leurs maisons, de crainte d'effaroucher les Peuples de la terre de Labour, qui paraissaient si attachés au parti de celui de Naples. Les troupes criaient famine et menaçaient de se débander et de saccager Giugliano. Dans cette nécessité urgente, le baron envoya chercher dom Andréa Magliolo, curé et chef du Peuple de ce lieu, pour savoir quels riches bourgeois ou manans il y avait en ce cazal, quelles étaient leurs facultés, et comment ils vivaient ensemble. Par les instructions qu'il tira de ce curé,

il sut dans un moment les noms de plusieurs des plus aisés, et les démêlés qu'ils avaient les uns avec les autres. Il profita de cette connaissance, et leur fit croire qu'il avait su par leurs ennemis, qu'il leur nomma, quelle quantité de blé ils avaient caché, et en quels lieux; de sorte qu'ils lui en firent l'aveu, et, pour éviter l'affront de les voir prendre malgré eux, ils lui en fournirent assez pour nourrir ses troupes jusqu'à la prise d'Averse.

Ayant pourvu, par ce moyen, à leur subsistance, il appliqua toutes ses pensées et tous ses soins à renfermer la Noblesse dans Averse, afin de la contraindre d'en sortir, et de lui abandonner cette place, jugeant que le plus grand service qu'il pouvait rendre au duc de Guise et au Peuple de Naples, était d'acquérir une ville de cette importance, et dans laquelle tous les blés de la campagne de Labour avaient été transportés pour la subsistance des troupes de la Noblesse : mais cette entreprise lui parut si grande et si difficile, qu'il fut plusieurs fois sur le point de la quitter, et de chercher quelque autre voie pour avoir des vivres. Cette ville est l'une des plus fameuses du royaume; elle est située entre Naples et Capoue, au milieu d'une grande et fertile campagne, et environnée d'un grand nombre de cazals riches et fort peuplés, qui dépendent d'elle. Le général Tuttavilla y était alors avec une partie de la Noblesse, laquelle, dans la consternation où l'arrivée de l'armée navale de France avait

réduit les Espagnols, fesait fort bonne mine, et tâchait de leur faire croire qu'il n'y avait rien qui fût capable d'ébranler sa fidélité, ni de la détourner du service qu'elle devait au Roi Catholique. Les Espagnols feignaient de le croire, quoique la défiance, si naturelle à cette nation, leur fît appréhender qu'elle ne leur tournât le dos aux premiers progrès des Français. Il y avait peu d'apparence que le baron de Modène pût forcer cette Noblesse à quitter Averse, où elle était avec plus de quatre mille chevaux, ce baron n'ayant pas des forces capables de bloquer entièrement cette ville, et ne pouvant départir ce peu qu'il en avait dans les cazals circonvoisins sans s'affaiblir extrêmement, et sans s'exposer à voir enlever des quartiers à tous momens. Ce qui lui fesait le plus de peine, était la situation de tous ces lieux, qui, se trouvant sans murailles, et avec plusieurs grandes et larges avenues, paraissaient d'une grande garde et très-malaisés à défendre; mais comme l'art de la guerre est semblable à celui du jeu, où il faut souvent donner quelque chose au hazard, le baron de Modène voulut éprouver sa fortune. Pour ce dessein, il s'empara des lieux les plus proches de Giugliano, de Sant-Antimo et de San-Cipriano, où ses troupes étaient logées, et il fut si heureux dans ces commencemens, qu'il se saisit de trois cazals dans un même jour, après une légère résistance : aussitôt qu'il s'en fut rendu maître, il employa les habitans et même les soldats, à clore toutes les avenues de

ces cazals par de bons retranchemens, et ce soin ne lui fut pas inutile; car le lendemain au matin la cavalerie d'Averse les attaqua l'un après l'autre, mais avec plus de honte que d'avantage, ayant été forcée de se retirer après quelques heures de combat.

Cet heureux succès augmentant le désir qu'avait le baron de poursuivre cette entreprise, il profita des faveurs de sa fortune et de la confusion des ennemis; et gagnant tous les jours peu à peu le terrain, il s'empara, de cette façon, en moins de deux semaines, de vingt-quatre cazals qui serraient Averse de si près, que ses troupes étaient logées presque au pied de ses murailles.

Il fit ces progrès pendant le tems que le duc de Guise travaillait à Naples pour l'établissement de sa nouvelle dignité, et que l'armée navale de France était dans le golfe. Il n'eut pas peu d'inquiétudes durant cet espace de tems, à cause des secrètes pratiques que fesaient, parmi les troupes, quelques confidens de Gennaro Annésé, qui, fesant courir mille bruits fâcheux pour décréditer le duc de Guise, fesaient craindre à ce mestre-de-camp-général quelque soulèvement dans son camp. Ce qui le confirma le plus dans cette appréhension, fut que quelques jours après le départ du duc, Andréa Rama, capitaine de cavalerie, le vint avertir qu'il y avait quatre compagnies d'infanterie qui s'étaient soulevées contre leurs capitaines, et qui, après les avoir fort maltraités, s'étaient saisis d'un poste qui regardait

les ennemis, et prétendaient de s'y défendre au cas qu'on les voulût punir. Le baron fut assez embarrassé, craignant la suite d'une action de cette sorte, dans un tems où il avait autant à craindre les amis que les ennemis. Il eut assez de peine à se résoudre dans une de ces conjonctures où la sévérité et la tolérance étaient également dangereuses. D'aller à eux avec des forces, c'était les pousser dans le dernier crime, par la peur d'en être punis; et il était assez périlleux d'entreprendre cette action à la vue des ennemis. D'y aller seul, c'était se mettre à la merci de ces mains fraîchement trempées dans le sang du prince de Massa. De tolérer cette mutinerie, c'était se rendre méprisable, et établir l'impunité dans des lieux où la discipline châtie les moindres offenses par une peine capitale; mais le tems ne lui permettant pas de tant consulter, il se résolut de se servir du caractère qu'il portait, quoique faiblement imprimé dans ces esprits si peu disciplinés. Il sortit donc de chez lui sans être suivi que de trois de ses amis, et de ses estafiers, et quoiqu'il trouvât en chemin les élus du Peuple du lieu, qui firent tout ce qu'ils purent pour l'empêcher de passer outre, et qui l'assurèrent que les mutinés disaient tout haut, que si le baron y allait, ils lui feraient sauter la tête, il ne laissa pas de continuer sa route. Étant arrivé dans le poste où étaient ces séditieux, il trouva à l'entrée deux sentinelles qui firent mine de souffler leurs mèches pour l'arrêter, mais qui je-

tèrent leurs mousquets par terre, et se mirent à fuir dès qu'ils le virent s'avancer à eux l'épée à la main. Il les suivit de si près, qu'entrant aussitôt qu'eux dans une grande basse-cour pleine de soldats armés, l'étonnement de voir leur mestre-de-camp-général, quand ils s'y attendaient le moins, les surprit si fort, que mettant tous les armes bas, et criant merci, ils montrèrent au baron, un grand jeune homme assez bien fait, et lui dirent que c'était l'auteur de cette mutinerie. Le baron, le saisissant par les cheveux qu'il avait fort longs, commanda qu'on fît promptement venir un confesseur et un bourreau, et après avoir pardonné aux autres ensuite d'une petite remontrance, il ordonna à Bernardo Spirito, auditeur-général de l'armée, de faire pendre ce jeune homme. Croyant avoir ainsi satisfait à tout ce qui se pouvait désirer dans une conjoncture délicate, il reprit le chemin de son quartier, où il fut à peine arrivé qu'on le vint avertir que deux cavaliers de ses troupes avaient enlevé le le prisonnier des mains de la justice, au point qu'on l'allait faire mourir. Cette insolence le fâcha: et, se tournant vers quantité d'officiers qui étaient alors auprès de lui, il dit tout haut qu'il serait bien aise qu'on courût après, et qu'il récompenserait fort bien ceux qui les pourraient ramener. Aussitôt quelques-uns montèrent à cheval, et sachant qu'ils avaient pris la fuite avec le condamné en croupe, du côté des ennemis, Andréa Rama les suivit avec tant de diligence, qu'il les

joignit à un demi-mille d'Averse, et les ramena tous trois au baron, qui l'ayant hautement remercié et récompensé sur-le-champ de ce service, fit pendre celui qui avait été condamné, et passer par les armes l'un des deux déserteurs, après avoir fait grâce à l'autre.

Cette action, quoiqu'assez inconsidérée, réussit toutefois si heureusement, et accrédita si fort le baron de Modène, que le général de l'armée la plus obéissante et la mieux disciplinée du monde, n'est pas plus craint, ni plus absolu qu'il le fut depuis de ses troupes. Cela lui a fait dire plusieurs fois, qu'il n'y a point de nation plus capable de discipline que la napolitaine; et qu'un commandant qui la sait conduire, et ménager son cœur, s'en peut servir avec autant de gloire que d'utilité.

On peut juger, par toutes ces choses, de l'état fâcheux où devait être l'esprit du baron de Modène : mais ces inquiétudes n'étaient rien à l'égard de celles que lui causaient les affaires de Naples, où il voyait le duc de Guise s'élever dans un poste véritablement éminent et glorieux, mais sans autre appui que la voix d'un Peuple si inconstant et si inhumain. Il considérait avec une affliction inconcevable ces ombrages et ces soupçons, qui, s'augmentant d'heure en heure entre lui et les chefs de l'armée de France, détruisaient cette intelligence si nécessaire pour la gloire de sa nation, pour le bien et le repos de ce Prince. Il songeait à mille accidens aussi

funestes qu'irrémédiables, que le retour de l'armée navale causerait dans la ville et dans le royaume. Il prévoyait que ce Peuple, lequel avant que de la voir, l'avait désirée et qui la craignait en la voyant, pourrait bien, ne la voyant plus, la souhaiter de nouveau, par la même nécessité qui l'avait contraint tant de fois d'implorer son secours, et que les misères, qui ne cesseraient point, étant plus persuasives qu'une crainte déjà passée, le pourraient porter non-seulement à regretter la retraite de cette armée, mais encore à s'en prendre à ceux qu'il croirait en être la cause. Aussitôt que le duc de Guise eut été proclamé duc de la République, il en donna avis au baron, qui, ayant fait part de cette nouvelle aux principaux officiers de l'armée, fit chanter le *Te Deum* dans l'église de Giugliano, et commanda que l'on fît des feux de joie par tous les quartiers occupés par les troupes populaires. Il eût bien voulu faire un tour à Naples, pour faire ses complimens sur ce sujet à ce Prince, et tâcher aussi de trouver quelque expédient pour renouer l'intelligence qui semblait tendre à la rupture entre lui et les commandans de l'armée navale; mais il n'en put jamais obtenir la permission du duc, lequel lui manda positivement qu'il ne partît point du quartier, et qu'il travaillât incessamment à presser la ville d'Averse, pour contraindre la Noblesse de la quitter, puisque c'était le service le plus utile qu'il pourrait jamais rendre à Naples.

Cet ordre, si précis, obligea le baron à tourner

toutes ses pensées à la prise de cette ville qu'il bloquait insensiblement, sans que les ennemis l'en pussent empêcher. Le général Tuttavilla connaissant que les fourages manquaient à sa cavalerie, et qu'elle ne pouvait presque plus sortir en campagne pour en chercher, à cause que tous les passages étaient occupés par le baron de Modène, ne manqua pas de donner avis au Vice-Roi de la nécessité où il était, et lui manda expressément plusieurs fois que la perte de toute la cavalerie qu'il avait, était inévitable, s'il n'abandonnait cette place, ou s'il n'était promptement secouru d'un bon nombre d'infanterie, capable de la soutenir, et de lui donner le moyen de forcer quelques quartiers populaires, pour ouvrir la voie des fourages qui lui étaient si nécessaires : mais le duc d'Arcos se trouvait si embarrassé par l'aspect de l'armée de France, qu'il ne lui répondait autre chose sinon qu'il le conjurait d'avoir un peu de patience, et qu'il lui donnerait bientôt tous les ordres de ce qu'il avait à faire, ou un secours considérable. Ces réponses ne satisfesaient pas ce général, qui, de jour en jour, se voyait serré de si près, qu'enfin il ne lui restait de libre que l'issue du côté de Capoue, toutes les autres lui ayant été fermées par le baron de Modène, lequel encore était sur le point de se saisir de Tévérola et de Ténéralaccio, ce qui lui eût donné le moyen de couper entièrement le passage d'Averse à Capoue, et d'ôter toute espérance de retraite à la cavalerie assiégée, quand

la Fortune ouvrit une voie au baron pour le faire arriver plutôt au but où tendaient ses desseins.

Le quatrième jour de janvier, étant vers le soir à l'entrée de son quartier, du côté qui regardait le chemin d'Averse, deux hommes à cheval, fort bien montés et bien faits, y arrivèrent; ils mirent pied à terre pour le saluer, et lui dirent qu'ils venaient d'Averse, et que le désir de servir le Peuple sous son commandement, les avait obligés de quitter le parti d'Espagne, pour lui venir offrir leurs services. Le baron les reçut fort civilement, et les ayant assurés que le Peuple, aussi bien que lui en son particulier, reconnaîtrait leur zèle, il leur demanda des nouvelles de ce qui se passait dans Averse; ils ne lui en dirent que de générales qu'il savait par les espions qu'il avait dans cette ville, et qui, tous les soirs, lui rendaient compte de tout ce qu'ils avaient appris pendant le jour. Comme il n'épargnait rien pour cette sorte de gens, les plus nécessaires et les plus utiles que puisse avoir un commandant, il était averti ponctuellement de toutes les choses qui se passaient parmi les ennemis. Le soir même, un de ces espions, qui était un jeune clerc de Sant-Antimo, de l'âge de vingt ans, mais très-adroit pour ce métier, lui venant rendre compte de sa journée, lui dit, entre plusieurs autres choses, qu'une femme de sa connaissance l'avait assuré qu'il y avait deux fameux bandits, dont l'un s'appelait l'Abbaté Tonno, qui étaient sortis de la ville pour se rendre en son camp, dans le dessein de

le tuer, et d'aller porter sa tête au Vice-Roi, qui leur avait fait promettre une grande récompense au cas qu'ils en vinssent à bout. Cet espion lui figura si naïvement ces deux hommes, que le baron ne put douter que ce ne fussent ceux qui s'étaient venus rendre à lui. Le lendemain il demanda au mestre-de-camp Calco, auquel il avait beaucoup de confiance, pour le zèle ardent que cet officier montrait avoir pour sa patrie, s'il ne connaissait point ces deux hommes : il lui répondit qu'il n'en savait autre chose sinon que c'étaient des gens qui avaient été quelque tems au service du duc de Matalone, et que l'un des deux s'appelait l'Abbaté Tonno, qui avait été autrefois officier dans la nonciature. Le baron lui communiqua l'avis qu'on lui avait donné, ce que le Calco crut fort facilement, et dit au baron qu'il les fallait faire saisir pour leur faire confesser leur dessein, et les faire pendre : mais le baron lui repartit qu'il prétendait s'en servir fort avantageusement, et pria le Calco de n'en rien témoigner à personne. Ces gens l'ayant abordé un peu après, il donna ordre à quelques officiers qu'il avait à l'entour de lui de se tenir près de sa personne, et d'avoir toujours les ieux sur eux; puis les tirant un peu à l'écart auprès d'une fenêtre de sa chambre, il leur dit, après leur avoir fait beaucoup de caresses, qu'il jugeait par leur seul aspect qu'il pouvait prendre une entière confiance en eux; qu'il souhaitait qu'ils le servissent dans une secrète entreprise, très-glorieuse pour

le parti, et qu'il leur donnerait à chacun une compagnie de cavalerie dans les nouvelles levées qu'il allait faire. Ces gens répondirent à ses caresses et à ses offres par des paroles pleines de reconnaissance, et lui protestèrent qu'ils le suivraient par tout le monde, et qu'ils mourraient mille fois pour lui. A ces mots il les embrassa, et leur demanda, fort familièrement, s'ils avaient apporté quelque argent pour leur première subsistance, et leur en offrit, dont ils le remercièrent, et l'assurèrent qu'ils en avaient assez pour attendre les emplois qu'il leur fesait espérer. Deux jours après, dès le matin, le baron de Modène donna des ordres secrets pour que toutes les troupes de Giugliano, de Sant-Antimo et de San-Cipriano fussent en état de marcher sur le soir, environ les trois heures de nuit, et, sans affectation, donna ces ordres en présence de ces deux hommes. L'après-dinée il les fit appeler dans sa chambre, où il était environné d'un bon nombre de ses amis, et, les tirant à part, il leur dit tout bas qu'il avait une intelligence avec la populace d'Averse, laquelle, le même jour, environ le minuit, se devait saisir de la porte qui regardait Capoue, pour la lui livrer; qu'à ce sujet il avait ordonné que toutes les troupes de ses quartiers fussent prêtes à marcher pour entrer dans cette place, et que, par l'accord fait avec cette populace, il était arrêté de faire passer par le fil de l'épée toute la Noblesse qui était alors dans la ville, sans donner quartier à personne. Ils pâlirent à ce discours; mais

le baron feignant de ne s'en point apercevoir, continua toujours, leur disant ensuite qu'il les priait de se tenir prêts pour l'accompagner, afin qu'en entrant dans la ville ils pussent indiquer particulièrement les maisons des principaux de la Noblesse, dont il voulait venger le Peuple. Ces deux hommes, à demi morts, lui répondirent qu'ils ne manqueraient pas de le servir, dans cette occasion, de tout leur possible; et les ayant encore entretenus quelque tems de toutes ces choses, il les congédia en les priant de ne pas manquer de se rendre auprès de lui vers l'entrée de la nuit. Tout cela réussit aussi heureusement que le baron de Modène se l'était imaginé; car ils furent à peine sortis de sa chambre, qu'ils allèrent monter à cheval le plus secrètement qu'ils purent, et sortirent de Giugliano, où ils ne parurent plus. On a cru, par ce qui arriva ensuite, qu'ils allèrent, en toute diligence, donner avis de cette entreprise à don Vincenzo di Tuttavilla; que ce général, sur le rapport de tout ce que le baron de Modène leur avait dit, et des ordres qu'il avait donnés pour la marche de toutes ses troupes, y ajouta aisément foi, étant déjà persuadé que la populace d'Averse était fort mal intentionnée pour la Noblesse, et qu'elle avait une secrète correspondance avec les Napolitains soulevés : de sorte qu'après avoir communiqué cet avis aux principaux seigneurs qui se trouvaient alors dans la ville, il fit sonner à cheval à la sourdine, et délogea de cette place un peu

devant le minuit, avec toute la Noblesse et toute sa cavalerie, pour se retirer à Capoue. Cette retraite se fit avec tant de précipitation et de désordre, qu'il y a beaucoup d'apparence que si le baron de Modène l'eût pu prévoir, il eût défait fort facilement toute cette armée, sans courir beaucoup de danger; mais l'obscurité de la nuit couvrant la honte de cette action, déroba cette gloire à ce mestre-de-camp-général; car, quoiqu'il se fût bien imaginé que le retour de l'Abbaté Tonno et son compagnon dans Averse pourrait obliger la Noblesse de quitter la place, pour ne se voir pas exposée à la fureur de la populace d'Averse et de Naples jointes ensemble, il ne s'était pu figurer que cette retraite dût être si prompte ni si honteuse. Il avait résolu d'aller occuper, dès le point du jour, le reste des cazals qui pouvaient faire l'entier blocus de cette place; mais il ne fut pas en cette peine, car il sut de grand matin par un de ses espions, arrivé dans son camp en grande hâte, que don Vincenzo di Tuttavilla avec toutes ses troupes en était délogé avec une grande précipitation, et qu'il avait pris la route de Capoue. Cet avis lui fut confirmé un peu après par plusieurs habitans de la ville, qui le vinrent trouver pour lui dire que la Noblesse s'était retirée par le défaut des fourages : mais qu'elle avait précipité sa retraite sur l'avis que le général avait eu que l'armée du Peuple la devait attaquer par la porte de Capoue, à la faveur d'une intelligence.

A cette nouvelle, le baron de Modène crut qu'il ne devait pas retarder d'entrer dans la ville, de peur que les ennemis, mieux instruits, ne retournassent sur leurs pas, ou que même les habitans ne lui en fermassent les portes, dans l'espérance de quelque secours. Il commanda aussitôt, que toutes les troupes marchassent, et, un peu après le soleil levé, il entra dans Averse avec toute son armée, la fesant demeurer en bataille jusqu'à ce qu'il en eût occupé tous les postes par où les ennemis le pouvaient attaquer. Il fut reçu avec une grande joie de la populace, et assez bien, en apparence, de plusieurs gentilshommes de la ville, qui y étaient demeurés, et alla ensuite à l'église cathédrale où il fit chanter le *Te Deum* solennellement par deux chœurs de musique, pour rendre grâces à Dieu de cet heureux succès.

On a parlé si diversement de la prise de la ville d'Averse, que je crois être obligé d'en rapporter ici quelque chose, pour satisfaire à ce que je dois à la vérité de l'histoire. Il y a eu des gens qui ont dit que cette retraite que la Noblesse fit d'Averse, avait été volontaire, suivant la parole que le duc d'Andria avait donnée au duc de Guise dans leur conférence aux Capucins, près de Giugliano; que tout le corps de la Noblesse se retirerait dans ses terres, et laisserait aux Espagnols le soin de la défense de l'État; mais cette opinion est combattue de trois raisons assez solides : la première, que c'est imposer une tache à l'honneur du duc d'Andria, que de dire qu'il se fût engagé au duc de

Guise de cette sorte, vu même que quand il eût eu cette pensée, il n'eût pu répondre de tous les autres, dont plusieurs étaient divisés entre eux par les querelles et les jalousies qui règnent dans leurs familles depuis tant de siècles. La seconde, qu'il y a peu d'apparence que la Noblesse, qui dans ces révolutions a fait tout son possible pour témoigner aux Espagnols qu'elle avait embrassé leur cause avec autant de fidélité que d'ardeur, eût voulu se détacher de leurs intérêts, trois ou quatre jours après la retraite de l'armée navale de France, c'est à dire, dans une conjoncture favorable aux Espagnols, et qui leur pouvait faire espérer que la France, abandonnant Naples, laissait toute la populace à leur merci. La dernière est que si le départ d'Averse eût été concerté depuis si long-tems, don Vincenzo di Tuttavilla, ne se fût pas retiré dans la confusion et dans le désordre qu'on remarqua dans sa retraite, laquelle fit juger à tous qu'elle procédait d'un motif tout nouveau et imprévu, et non pas d'une cause mûre, délibérée et arrêtée.

Il y en a eu quelques autres qui n'en ont parlé qu'en passant, et qui ont dit seulement, que don Vincenzo di Tuttavilla avait abandonné Averse, comme si la chose eût été de fort petite conséquence. Mais la disgrâce de ce général qui fut ensuite destitué de son emploi, et les avantages signalés que la ville de Naples reçut de cette prise, firent assez bien connaître qu'elle était de grande importance, et que dans l'état où étaient les affaires des Napolitains, au moment de cette retraite du Tuttavilla, le Peuple ne pouvait souhaiter un plus grand avantage que celui que lui procura la prise de cette ville. En effet, la famine était aussi grande alors dans Naples, que quand le duc de Guise y fut appelé par le Peuple; les munitions de guerre y manquaient aussi bien que les vivres. Cette armée française, qui jusqu'alors avait entretenu les espérances des Napolitains par l'attente de son secours, les leur avait fait perdre toutes par son retour à Toulon. Tous les cazals du voisinage avaient peine à subvenir à leur propre besoin et à la subsistance des troupes qui étaient en campagne; et le Peuple, qui avait vu partir l'armée navale sans regret, commençait à s'en repentir, et à murmurer, tant par cette inconstance générale, qui fait que la plupart des hommes n'envisagent toutes les choses que suivant l'utilité présente, que par l'instigation des partisans de Gennaro Annésé, lesquels disaient tout haut: que le changement du Gouvernement n'en avait changé que la face; que le duc de Guise avait bien songé à se faire proclamer duc de la République, mais non pas à faire cesser les misères qui affligeaient la populace; que bien loin de faire venir, pour son soulagement, ce million d'or offert et promis tant de fois, il était cause qu'une armée venue pour le secourir et pour finir toutes ses disgrâces, s'en était retournée sans rien faire; que son aveugle ambition l'avait obligé de rompre entièrement avec la France, laquelle abandonnait le Peuple dans le

plus déplorable état où il pouvait jamais être réduit; qu'il ne fallait plus attendre ni secours, ni protection du côté des Français, après les avoir traités avec tant de mépris et avec tant de défiances ; que pour l'intérêt d'un Français, qui n'avait apporté à Naples que son épée, cette ville perdait tous les avantages qu'elle pouvait retirer de la France ; qu'il faudrait donc, à l'avenir, que pour le faire Roi de Naples, le Peuple n'eût pas seulement à combattre les Espagnols, mais encore la famine et tant d'autres nécessités qui l'accablaient de toutes parts, et qui étaient d'autant plus grandes et plus fâcheuses qu'on n'y voyait point de ressource.

Ces discours étaient écoutés par cette pauvre populace qui souffrait extrêmement, et par les cappes noires, surtout par ceux qui avaient contribué à l'élection du duc, pour mieux servir les Espagnols et pour empêcher que l'armée de France ne prît terre à Naples. Comme l'intérêt des Espagnols les avait alors obligés de travailler à l'élévation de ce Prince, ce même intérêt les conviait, après la retraite de cette armée, de concourir à sa ruine et à sa chute, persuadés que les Français, qui étaient dégoûtés du Peuple et du duc, ne reviendraient plus à leur secours. Enfin ce Prince était menacé, en cette conjoncture, d'une grande et prompte disgrâce, si la prise d'Averse n'eût, par un bonheur imprévu, changé tous les secrets murmures des Napolitains en acclamations et en actions de grâces, pour l'abondance des munitions et des vivres qui parut peu de jours après dans Naples.

CHAPITRE IV.

Soins que prit le baron de Modène après son entrée dans Averse. — Arrivée du duc de Guise dans cette ville. — Retour de ce Prince à Naples. — Réjouissances publiques qui s'y font pour la prise d'Averse.

Aussitôt que le baron de Modène eut appris que le général Tuttavilla s'était retiré d'Averse, il dépêcha Philippo Prignano, commissaire-général de la cavalerie, à Naples, pour en donner avis au duc de Guise, et pour lui dire qu'il eût bien voulu que ce Prince fût entré le premier dans cette place, à la tête de son armée; mais que, dans la peur qu'il avait que la Noblesse, mieux informée, n'y retournât, ou que les habitans, flattés de l'espérance d'un prompt secours, ne se missent sur la défensive, il avait cru être obligé de monter à l'heure même à cheval, et d'aller prendre possession de cette place si importante. Le Prignano étant parti, le baron de Modène commanda au Gaétano, son secrétaire, de faire imprimer plusieurs ordres et bans pour les faire afficher à tous les carrefours de la ville d'Averse, pour défendre que l'on ne fît aucuns actes d'hostilités dans cette place, à peine de la vie, avec ordre à tous les habitans ou autres qui auraient sujet de se plaindre

de ses troupes, de s'adresser à Bernardo Spirito, auditeur-général de l'armée, pour en avoir satisfaction. Le baron étant ensuite entré dans la ville, et, après avoir entendu chanter le *Te Deum*, fit publier à son de trompe les mêmes bans, y ajoutant encore celui de la défense d'en faire sortir des grains ou des munitions sans son ordre exprès, à peine de confiscation et de la vie. Cela fait, il députa trois commissaires, qui avec son secrétaire firent une prompte et exacte perquisition de tous les grains de la ville, dans laquelle la Noblesse avait ramassé tous ceux qu'elle avait pu enlever de toute la Terre de Labour. Vers le soir, Philippo Prignano revint de Naples, et après avoir dit à haute voix au baron, que le duc de Guise avait reçu la nouvelle de la prise d'Averse avec une joie indicible, et que tout Naples en témoignait une allégresse si grande, que toutes les cloches des églises carillonnaient, et que chacun se préparait à faire de grands feux de joie, il lui dit à l'oreille, que lorsqu'il avait donné cette nouvelle au duc, ce Prince l'avait écoutée avec un visage fort froid, et lui avait répondu qu'il n'avait pas été malaisé au baron de prendre une place que l'ennemi avait quittée; que ce discours l'avait fort surpris, ne s'étant point attendu à une réponse de cette sorte; et qu'il avait reparti au duc, qu'il avait toujours ouï dire que l'art de la guerre consiste à venir à bout heureusement d'une entreprise, qu'il était plus glorieux au baron d'avoir fait fuir la Noblesse sans la combattre, que de l'avoir obligée à cette

retraite par la force, et en prodiguant le sang de ses soldats; et que le procédé de ce Prince lui avait fait appréhender qu'il n'eût quelque jalousie de la gloire que le baron avait acquise en cette occasion. Le baron en l'interrompant lui répondit que cela ne l'étonnait point, sachant bien que l'âme du duc n'était pas capable de concevoir de jalousie des actions d'une personne qu'il savait être toute à lui, et laquelle n'avait point d'autres pensées que pour sa gloire et pour son bien, et qu'il attribuait la froideur et la sécheresse de sa réponse à son humeur, que l'état des affaires présentes rendait souvent un peu chagrine.

Philippo Prignano, sans oser approfondir davantage cette matière, témoigna de croire ce que lui dit le baron, lequel le congédia ensuite, sans lui faire paraître le déplaisir secret qu'il avait de la réponse de ce Prince, qu'il n'eut pas grande peine à croire, connaissant l'humeur variable et ombrageuse de cet esprit obsédé continuellement d'Agostino Mollo et du Liéto, ennemis couverts du baron. Quoique cette affliction fût sensible, elle ne l'empêcha pas d'agir et de donner tous ses soins au bien public, auquel il s'était si fortement attaché, se persuadant qu'il acquerrait au moins de la gloire dans ses travaux; s'il n'y pouvait acquérir d'autre avantage. Afin donc de profiter du tems, et de la consternation que la retraite des troupes de la Noblesse causait parmi les ennemis, il s'appliqua en même tems à deux choses; l'une à avancer ses progrès dans la Terre de Labour, et à investir Capoue du côté du chemin

d'Averse, l'autre à mettre cette place en état de ne craindre point les surprises, par les réparations qu'il fit faire à plusieurs endroits des murailles fort faciles à escalader, et à d'autres où il y avait des ouvertures fort grandes et fort basses, par lesquelles un homme pouvait entrer fort aisément.

Le jour suivant, deux bourgeois de Naples l'abordèrent comme il sortait de chez lui pour aller entendre la messe, et lui présentèrent une lettre d'Agostino de Liéto, par laquelle il le priait de laisser prendre à ces bourgeois la quantité de blés qu'ils jugeraient nécessaire pour la subsistance des gardes du duc de Guise, dont il était capitaine. Le baron, après l'avoir lue, leur demanda quelle quantité de grains ils désiraient avoir, sur quoi ayant répondu qu'il leur en fallait cinq cens tomolo (qui est une sorte de mesure dont on se sert en ce royaume pour toutes sortes de grains), le baron connaissant que c'était des marchands de blés, qui voulaient faire leurs affaires sous ce prétexte, leur dit en souriant, que s'il fallait que tout le Peuple de Naples en prît autant à proportion, il n'y en aurait plus dans deux jours, et qu'il les priait de dire au capitaine des gardes qu'il ne laisserait pas sortir un grain de blé de la ville sans un ordre exprès du duc de Guise. Il employa toute cette journée à faire divers réglemens pour l'avantage et pour le repos des habitans, et fit travailler aux réparations des murailles de la ville, avec toute la diligence possible. Il fut averti, sur le soir, que le duc de

Guise y viendrait le lendemain au matin, ce qui lui donna bien de la joie, espérant que, par ce moyen, il le pourrait entretenir et dissiper tous les ombrages que son éloignement et les mauvais offices de ses jaloux et de ses ennemis entretenaient dans son esprit. Il alla recevoir ce Prince à une demi-lieue d'Averse, avec toute sa cavalerie, laquelle était alors bien montée et en bon ordre; et, dès qu'il fut à trente pas du duc, il mit pied à terre avec tous les principaux officiers qui l'accompagnaient pour aller saluer ce Prince, qui marchait sans autre suite que la compagnie de ses gardes. Le duc lui fit un assez bon accueil, et, après être monté à cheval, il tâcha de lui rendre compte, en marchant, du succès de la prise de cette ville. Il en fut écouté assez paisiblement quoiqu'avec beaucoup de froideur et sans aucune de ces marques d'estime et d'amitié qu'il avait accoutumé de trouver sur son visage, et qui charmaient si fort son cœur.

Le baron cessant de parler, et voyant que le duc ne lui disait plus rien, se recula, et se mit à la droite d'Agostino di Liéto, qui le suivait immédiatement, lequel, avec une arrogance extrême, lui dit, à demi bas, qu'il s'étonnait de ce qu'il lui avait refusé les blés qu'il avait demandés; le baron lui répondit d'un ton assez haut pour se faire entendre du duc, qu'il n'avait fait que son devoir, et qu'il n'en laisserait jamais sortir sans le su et sans l'ordre de ce Prince, particulièrement pour la quantité qu'il lui avait fait demander; le

duc alors, tournant la tête, lui demanda ce que c'était, ce qui l'obligea de le lui dire, et de lui faire considérer que si les grains qui se trouvaient dans cette ville n'étaient bien ménagés, ils serviraient à satisfaire l'avarice des particuliers qui voudraient en faire commerce dans Naples, plutôt qu'à subvenir aux nécessités publiques : qu'il lui semblait qu'il en fallait faire porter une partie dans les greniers de Naples, et conserver l'autre dans Averse, pour la subsistance des troupes; qu'ainsi il y aurait moyen de chasser la famine de cette ville et de la campagne pour un long espace de tems. Le duc lui répondit qu'il avait raison; mais ce fut avec un visage si ému, que le baron reconnut bien qu'il n'avait pas pris plaisir au démêlé qu'il avait eu avec son capitaine des gardes, lequel s'était si bien emparé de l'esprit et du cœur de ce Prince, qu'il le possédait absolument et à son gré. En effet, depuis ce moment, le duc ne regarda plus le baron de bon œil, et ne lui dit pas un seul mot dans tout le reste de leur marche, qui finit à la porte de l'église cathédrale d'Averse, où tout le chapitre en corps vint recevoir ce Prince avec toutes les cérémonies accoutumées, et les devoirs qu'on rend aux Vice-Rois en pareilles occasions. Après y avoir entendu la messe, accompagnée de plusieurs motets chantés par deux chœurs de musique, il se retira au palais épiscopal, où le baron lui avait fait apprêter à dîner, et où toute la Noblesse et la principale bourgeoisie d'Averse le vint saluer. Il les reçut fort civilement, et s'entretint

environ deux heures avec eux après son dîner, évitant les occasions de parler au baron de Modène, qui fesait tout son possible pour l'aborder, et pour lui parler en particulier ; mais étant prêt de monter à cheval, pour s'en retourner à Naples, il appela le baron devant tout le monde qui l'environnait, et lui dit, avec un visage fort altéré, qu'il avait appris que ses troupes en entrant dans cette ville l'avaient saccagée impunément, et qu'il avait eu tort de souffrir que l'on traitât de cette sorte une ville qui lui avait ouvert si librement ses portes. Le baron, surpris de ce discours si peu attendu, lui répondit, que bien que par le droit de la guerre il eût pu faire piller Averse, puisqu'il l'avait prise sans composition, et qu'il s'en était saisi au même instant que les ennemis l'avaient abandonnée, sans que les habitans fussent en état de lui en défendre l'entrée, il avait pourtant défendu le pillage, comme il paraissait encore par ses bans imprimés et affichés aux carrefours et aux portes des églises; qu'il n'y avait point d'habitant qui pût se plaindre avec justice que l'on lui eût fait aucun tort; qu'il n'avait été fait de plainte, depuis son entrée dans cette ville, que contre deux soldats du régiment de Jacomo Rosso, qu'il avait fait arrêter, et auxquels l'auditeur-général fesait le procès, pour quelques hardes qu'ils avaient enlevées d'une maison. Le duc l'interrompit avec une aigreur extraordinaire, qui montrait bien qu'il cherchait des matières pour le fâcher, et lui dit qu'il voulait que ces deux soldats fussent

tout-à-l'heure pendus : le baron lui répondit, que l'auditeur-général était là présent, et que c'était à lui de les faire mourir s'ils le méritaient par leur procès. Le duc, au lieu de s'adresser à l'auditeur-général, dit au baron qu'il voulait qu'il les fît pendre sur-le-champ, et qu'il désirait faire un exemple de ces gens, pour intimider les autres, et, par ce moyen, les empêcher de piller; il réitéra tant de fois la même chose, que le baron ne put s'empêcher de lui répartir qu'il n'était pas bourreau pour les aller pendre, et qu'un mestre-de-camp-général n'avait point de pouvoir où était son généralissime et le duc de la République. Ce Prince alors, le regardant de travers, lui répliqua qu'il parlait bien haut, et qu'il saurait bien l'abaisser comme il avait su l'élever. A ces mots, cet infortuné gentilhomme lui répondit avec toute la modestie et tout le respect imaginables, qu'il s'étonnait de se voir traiter de cette sorte, par un Prince auquel, aux dépens de son bien et au péril de sa vie, il avait fait paraître qu'il avait quitté toutes choses pour s'attacher à lui; qu'il ne l'avait point tiré de la boue ni de l'hôpital, quand il l'avait approché de sa personne, étant entré dans son hôtel, non pour y chercher un refuge et pour être à couvert de ses créanciers, ou de ses ennemis; mais seulement pour être près d'un Prince qu'il estimait et qu'il aimait uniquement; que s'il avait pris la charge de mestre-de-camp-général, il ne l'avait fait que pour satisfaire au zèle qu'il avait pour lui, et non pas à son

ambition; qu'il venait de lui en donner des témoignages signalés, à la vue de toute l'Italie, en le rendant maître d'une place de cette importance, qu'il avait prise malgré toute la Noblesse du royaume, à la tête de plus de quatre mille chevaux, quoiqu'il n'eût qu'une poignée d'hommes, sans argent, sans poudre et sans pain; et qu'après un si grand service, il serait ravi de quitter cet emploi et de se retirer chez lui, avant que l'effort de l'orage dont il se voyait menacé, l'accablât malheureusement. En finissant ce discours, il présenta sa canne au duc pour marque qu'il lui remettait le commandement qu'il avait; mais le duc, en la refusant, lui répartit qu'il la gardât, et qu'il saurait bien châtier ceux qui perdraient le respect qui lui était dû; et aussitôt il monta à cheval, pour s'en retourner à Naples.

De figurer ici l'état où ce Prince laissa le baron de Modène, c'est ce que je ne saurais faire; il ressentit en ce moment, et tout-à-coup, les douleurs les plus pénétrantes que puisse souffrir le cœur le plus fidèle et le plus maltraité. Ce procédé fut accompagné de toutes les circonstances qui le pouvaient rendre insupportable, le duc ayant affecté de lui parler toujours italien, afin de le mortifier à la vue et au su de tout le monde. Il ne montra pourtant pas combien il en était pénétré, et il dit tout haut à ceux qui en avaient été témoins, que le Prince avait voulu faire voir l'amour qu'il avait pour la justice, en témoignant qu'il n'épargnait personne, pas même

ses meilleurs amis et ses plus zélés serviteurs. Mais ce discours n'empêcha pas que ceux qui avaient vu de quelle sorte le baron avait été traité n'en fussent fort scandalisés, et que l'on ne dît sur-le-champ, que si le duc de Guise avait accoutumé d'en user de cette façon avec des gens qui lui rendaient des services de la nature de celui que le baron venait de lui rendre, il n'y avait pas grand plaisir de le suivre et de le servir.

Le baron de Modène, ayant employé le reste du jour à faire travailler à quelques fortifications qu'il avait ordonnées pour la défense de la porte qui allait à Capoue, se retira chez lui, où il fut incontinent abordé de plusieurs officiers de l'armée, entr'autres d'Antonio Calco, mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie, de Tino Piécino, lieutenant-colonel, du Zapullo, de Ciccio Ferlenghieri, général de la cavalerie, de Philippo Prignano, commissaire-général, d'Andréa Rama, capitaine d'une compagnie de chevaux-légers, et de plusieurs autres, lesquels avec un visage fort triste, et presque les larmes aux yeux, lui dirent qu'ils étaient extrêmement affligés de l'étrange traitement que lui avait fait le duc de Guise ; que s'il traitait de la sorte un Français de son rang et de son mérite, les Napolitains n'auraient pas lieu d'espérer beaucoup de lui ; que s'il renonçait à la charge de mestre-de-camp-général, ils étaient tous résolus de quitter l'armée, et de se retirer dans leurs maisons ; que pourtant ils le conjuraient, au nom de tout le peuple qu'il servait si

dignement, de ne point abandonner sa cause en un tems où il lui était si nécessaire ; enfin qu'ils étaient en état de faire tout ce qu'il leur commanderait pour l'intérêt du public et pour le sien particulier. Le baron de Modène, les ayant tous embrassés et remerciés de leur bonne volonté, leur répondit, avec un visage assez gai, qu'ils ne devaient point s'étonner des paroles du duc de Guise, qu'il avait parlé de la sorte par politique, et pour montrer aux gens d'Averse qu'il était sévère ennemi du pillage, et qu'il ne ferait jamais rien qui fût indigne de l'estime et de l'amitié que tout Naples, et eux particulièrement, lui témoignaient si tendrement. Ensuite il les congédia et entra dans son cabinet, où il fut suivi, sans qu'il l'eût aperçu, du mestre-de-camp Calco, du capitaine Andréa Rama et du lieutenant-colonel du régiment des dragons, dont il avait commencé la levée depuis quelques jours, qui tous trois l'aimaient chèrement et paraissaient fort attachés à ses intérêts. Comme il les vit en se retournant, il leur demanda s'ils désiraient quelque chose de lui ? ils lui dirent qu'oui, et qu'ils souhaitaient tous qu'il se mît à l'abri de la haine du duc de Guise ; que ce Prince en était venu trop avant pour leur donner jamais lieu d'avoir la confiance ni l'amitié qu'ils avaient auparavant pour lui ; que quelque réconciliation qu'il pût y avoir entr'eux, le duc le regarderait toujours comme un homme qu'il avait offensé injustement, et que c'était assez pour juger qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour

le perdre ; qu'ils le conjuraient de n'attendre pas le coup dont il était menacé, et qu'ils lui conseillaient de s'aller jeter dans Caïazzo, place forte et considérable près du Vulturne, qui était en son pouvoir, puisqu'elle était gardée par une partie de son régiment d'infanterie ; qu'ils le suivraient avec leurs troupes, et ne doutaient point que tout le reste de l'armée, qui l'aimait avec tant d'ardeur, ne le suivît aussi ; qu'étant dans ce poste avantageux, d'où le duc n'aurait pas de quoi le chasser, il pourrait arborer l'étendard de France, et en recevoir le secours qu'on lui enverrait infailliblement ; que tous les Peuples d'alentour se joindraient à lui, le voyant en état de seconder leurs braves intentions ; qu'il trouverait dans la campagne plus de partisans des Français qu'il n'y en avait dans Naples, où la diversité des cabales divisait si fort les esprits ; qu'ainsi il aurait le moyen de se rendre dans peu de tems, et sans peine, l'arbitre de tout le royaume. Le baron, ne souffrant qu'avec peine une proposition, laquelle, quoique avantageuse à sa fortune, était contraire à son honneur, les interrompit avec un peu d'émotion, et leur dit qu'il connaissait le duc de Guise, et qu'il savait bien qu'il revenait facilement de ses plus chagrines humeurs ; qu'il était prompt, mais bon, et qu'il était si généreux, qu'il avait embrassé étroitement ses ennemis dans la moindre marque qu'ils lui avaient donnée, de souhaiter son amitié ; que quand cela ne serait pas, il ne voulait point faillir, par exemple, ni abandonner

un ami, de peur d'en être abandonné ; qu'il n'y avait rien qui le pût détourner de la route qu'il avait prise, et que, quelques dangers qu'il eût à courir, rien ne l'en pourrait écarter, ni l'empêcher de poursuivre le dessein qu'il avait de servir ce Prince, comme il avait fait.

Après cette courte réponse, il les pria de se retirer ; mais ils furent à peine sortis de son cabinet, que le sieur des Isnards, son cousin, y arriva, lequel lui fit la même proposition que ces officiers venaient de lui faire, y ajoutant qu'il reconnaissait de jour en jour que le duc ne l'aimait plus, qu'Agostino di Liéto, qui était son ennemi juré, possédait entièrement le cœur de ce Prince ; que sans doute il lui arriverait quelque funeste disgrâce, s'il ne s'en mettait à couvert ; que son plus sûr était de prendre parti, et de se déclarer pour la France, laquelle, en cette occasion, le soutiendrait volontiers, voyant combien il était aimé des Peuples et des gens de guerre, et qu'il était en état de se rendre maître de toute la Terre de Labour ; qu'il lui offrait de passer à Rome, pour traiter avec le marquis de Fontenay, qui, sans doute, lui accorderait tout ce qu'il pourrait souhaiter pour sa gloire et pour sa fortune. Le baron lui répondit qu'il avait assez de lumière pour juger qu'il avait en main le moyen d'arriver à la plus haute fortune que pouvait jamais désirer une personne de sa naissance et de son caractère ; qu'il ne doutait point de l'estime et de l'affection que les Peuples et les gens de

guerre avaient conçues pour lui; mais que tout cet éclat n'était point capable de l'éblouir, ni de l'obliger à manquer à la foi et à l'amitié qu'il avait promises au duc de Guise; qu'il faudrait le faire renaître pour lui faire préférer son intérêt à son honneur, et qu'il aimerait mieux mourir comme le plus infortuné gentilhomme du monde, sans aucune tache, que de vivre le plus heureux avec la moindre flétrissure; qu'il ne pouvait se détacher de ce Prince qu'il ne lui donnât son congé, et que si cela arrivait, il ferait alors tout ce qu'un homme de cœur et libre pourrait faire en semblables occasions.

Le sieur des Isnards se retira un peu après, et la même nuit le père Maître Vincenzo Capécé, confesseur du duc de Guise, arriva dans Averse, et alla voir le baron de Modène, pour lui dire expressément, que le duc étant retourné à Naples, lui avait raconté tout ce qui s'était passé cette après-dinée entre eux; qu'il avait connu d'abord, par le discours de ce Prince, qu'il avait du regret de s'être emporté de cette sorte contre une personne qu'il estimait et qu'il chérissait singulièrement; qu'il l'avait même ensuite chargé de le venir voir de sa part pour lui en témoigner son regret, et pour le prier de ne se ressouvenir que de la tendre affection qu'il lui avait toujours portée, et dont il lui donnerait des preuves signalées dans les occasions qu'il en pourrait trouver; qu'il le conjurait d'agir comme il avait toujours fait, et de ne point songer à quitter un Prince

qui le considérait comme un autre lui-même.

Il n'en fallait pas tant pour apaiser et pour remettre dans son premier calme l'esprit du baron de Modène; tout homme qui aime est crédule, et il n'est rien de si aisé que de persuader une âme qui tend d'elle-même où l'on veut la ramener. Le baron, en cette rencontre, donna tout à son amitié, et ne suivit point l'exemple du duc, lequel, dans cette occasion, donna tout à la politique, comme la suite le fit voir. En effet, la disgrâce qui lui survint quelque tems après, fit connaître à tout le monde que le duc, dans l'appréhension que le mauvais traitement qu'il avait fait au baron ne l'obligeât à le quitter, et à se servir de l'estime et de l'amour des Peuples à son préjudice, lui avait envoyé son confesseur pour radoucir son esprit et pour l'empêcher d'abandonner sa fortune et ses intérêts. Cette pensée lui réussit; car aussitôt que ce religieux lui eut parlé, il lui répondit: que quoique le duc l'eût traité de la plus étrange manière dont on pût traiter une personne de sa qualité et de ses services, il oubliait tout le passé, et qu'il donnait ce grand emportement aux chagrins que lui causaient les continuels embarras des affaires; qu'il se souvînt seulement de le supplier de sa part de ne point écouter Agostino Mollo, ni Agostino di Liéto sur son sujet, l'un étant Espagnol secret, et l'autre son ennemi déclaré; que pour lui donner une preuve signalée du zèle qu'il avait pour lui, il allait investir Capoue, où il ménageait une intelligence; qu'il tâcherait de

prendre cette place, d'autant plus importante qu'il avait su que, par les capitulations du royaume, tous les Peuples étaient dispensés du serment de fidélité, et pouvaient tous prendre parti sans encourir de félonie, quand un conquérant l'avait prise; qu'enfin il n'oublierait rien pour lui témoigner que son cœur était entièrement à lui sans pouvoir souffrir de partage.

CHAPITRE V.

Prise du duc de Tursi. — Divers jugemens que l'on en fait. — Destitution de don Vincenzo di Tuttavilla. — Élection de don Luigi Podérico. — Prise du bourg de Chiaia.

Comme dans les révolutions que je traite, il est souvent arrivé, en même tems et en divers lieux, des choses assez importantes pour être placées dans l'Histoire, lorsque je me suis trouvé engagé dans le récit de quelqu'un de ces événemens, dont les suites ont été d'une longue durée, je n'ai pas voulu l'interrompre pour en marquer d'autres qui se passaient ailleurs, quoiqu'ils fussent arrivés avant la fin de ceux que j'avais commencés. J'ai cru qu'il valait mieux les reprendre après, pour ne couper point des aventures, dont il me semble que la continuation apporte quelque soulagement à la mémoire, et donne plus de satisfaction à celui qui les lit. L'arrivée de l'armée navale dans le golfe de Naples, son retour à Toulon, le blocus d'Averse, et la prise de cette ville, sont des matières si considérables que j'ai cru être obligé de les rapporter dans les premiers chapitres de cette troisième partie, devant que de

reprendre la suite des événemens moins remarquables, arrivés auparavant ou pendant ceux-ci.

L'un des plus connus est la prise du duc de Tursi, qui, le 4 du mois de janvier, se vint livrer au Peuple sur la bonne foi d'une intelligence ménagée avec quelques-uns de ce corps. Ce seigneur, d'un âge et d'une expérience capables de pénétrer les plus épaisses ténèbres de la politique, se laissa toutefois tellement emporter à l'aveugle passion qu'il avait de réduire Naples sous l'obéissance du roi d'Espagne, qu'il embrassa toutes les occasions par lesquelles il crut pouvoir arriver à ce but. Après avoir tenté divers moyens, toutes ses négociations se réduisirent enfin à celle qu'il fit traiter fort secrètement avec dom Gioseppe Scoppa, prêtre napolitain, et avec le sergent-major Alexis; lesquels ayant donné avis de ces pratiques à quelques-uns des chefs populaires, feignirent, par leur ordre, de se rendre aux sollicitations et aux grandes offres de ce duc, peu rusé pour un Génois, et trop crédule pour un premier ministre de don Juan d'Autriche. Comme leur intention n'était autre que de l'attirer dans un lieu propre pour l'arrêter prisonnier, ils lui firent croire que dans peu de jours ils introduiraient les Espagnols dans Naples; mais que pour cet effet il en fallait venir à une conférence particulière avec lui, afin de pouvoir mieux résoudre toutes les choses nécessaires pour un si glorieux dessein. Cette négociation se fesait du consentement du nonce du Pape, lequel étant venu secrètement avec le duc de Tursi, le prince d'Avella, son neveu, et chef de la maison Doria, et don Prospero Suardo, duc de Castel Agrolo, cavalier napolitain, entre le bourg de Chiaia et le poste du Vomero, dans l'église des Lucquois, pour conférer avec lesdits Scoppa et Alexis, ils y furent tous quatre investis et arrêtés prisonniers par une embuscade des troupes du Peuple, qui, ayant mis en liberté le Nonce de Sa Sainteté, sans lui faire aucun déplaisir, emmenèrent les trois autres prisonniers à Naples. Le duc de Guise, averti de leur prise, en témoigna beaucoup de joie, et les traita avec toutes les civilités qu'on peut faire à des prisonniers de guerre de la plus haute qualité. Le duc de Tursi et son neveu furent logés dans le palais du marquis de Torrécusa, où il fut visité par ce Prince et par plusieurs chefs populaires avec beaucoup d'honneur. Ils y jouirent de toutes les commodités d'une liberté apparente; mais les visites trop fréquentes d'un grand nombre de Noblesse et des cappes noires, dont ce quartier est tout rempli, donnèrent bientôt de l'ombrage au Peuple, ce qui obligea le duc de Guise de le faire transférer à la Sellaria, où il fut gardé avec plus de vigilance qu'auparavant. Don Prospéro Suardo ne fut pas si bien traité que lui, et le Peuple, qui le regardait comme cavalier napolitain, souhaita qu'il fût conduit dans les prisons de la Vicairie, où il fut retenu fort étroitement jusqu'à la réduction de Naples.

La prise du duc de Tursi parut une chose si extraordinaire, qu'elle donna lieu à divers jugemens qui s'en firent dans Naples aussi bien que dans le reste de l'Italie. Ceux qui ne connaissaient point particulièrement ce seigneur, pensaient qu'il avait fait une faute de jeune homme, et l'accusaient d'une extrême imprudence. Ils disaient qu'il avait témoigné d'avoir bien peu de jugement de risquer un rendez-vous si suspect sur la foi de deux rebelles, et d'avoir commis ainsi sa personne, celle du Nonce de Sa Sainteté et celle de son neveu, chef de son illustre Maison, et que pour peu qu'il eût examiné les choses, il ne se fût point abandonné à la merci d'un Peuple qui avait donné déjà tant de marques de sa fureur, et qui était sans raison et sans respect. Ceux qui connaissaient les grands talens qu'il possédait, et surtout cette prudence consommée qui le rendait si considérable auprès du roi d'Espagne, avaient peine à s'imaginer qu'un homme comme lui se fût laissé surprendre de cette façon. Ils croyaient que cette prison était volontaire, et ils jugeaient que ce duc avait souhaité d'être prisonnier dans Naples, pour avoir plus de moyens d'entretenir les correspondances que les Espagnols avaient dans le parti du Peuple, et dans celui des cappes noires; qu'il n'avait point appréhendé la fureur du Peuple ni la rigueur de la prison, dans la connaissance que chacun avait de la générosité du duc de Guise, et de la manière

que l'on savait qu'il considérait les personnes de cette qualité; que ne craignant rien du Peuple, il avait eu sujet de beaucoup espérer de la facilité qu'il aurait de traiter dans les quartiers populaires avec les partisans des Espagnols, et particulièrement avec ceux qu'ils avaient auprès du duc de Guise, par lesquels il prétendait faire aveugler ce Prince, et le surprendre en le flattant de l'espérance de la réunion de la Noblesse avec lui, ou d'un accommodement avantageux avec l'Espagne. J'ai peine à me persuader cette dernière opinion, et je ne vois point d'apparence qu'un homme de ce caractère, et si nécessaire à son maître, se fût jeté si aveuglément dans un abîme de périls, sur des fondemens aussi faibles que douteux; mais quoiqu'il en soit, la suite des choses fit voir que cette prison, loin d'être funeste au duc de Tursi et désavantageuse aux Espagnols, fut l'un des principaux et des plus particuliers moyens dont leur prudence se servit pour détruire le duc de Guise, et pour regagner la ville de Naples. L'indulgence et la considération qu'eut le duc de Guise pour le duc de Tursi donnèrent lieu à ce sage Génois de cabaler secrètement avec tous les Espagnols secrets qui étaient dans le parti populaire, et avec ceux qui étaient mal satisfaits de la conduite du duc de Guise; et ce fut par eux que la réduction de cette ville arriva quelques mois après.

Dès que le baron de Modène reçut la nouvelle de cette prise, il crut que le duc de Guise en

pourrait tirer de grands avantages. Il lui envoya un gentilhomme pour lui témoigner qu'il avait une extrême joie d'un si heureux événement, et qu'il en aurait encore beaucoup plus s'il voyait qu'il se prévalût d'une si belle occasion que la fortune lui mettait entre les mains; qu'il jugeait qu'il y avait deux moyens d'en profiter, tant pour l'intérêt du Peuple que pour le sien particulier, dont l'un était de mettre promtement ces trois prisonniers en liberté, moyennant une grande rançon, qui lui serait très-utile, et d'un grand secours dans les nécessités présentes; et l'autre de les garder: que le premier avis lui semblait le plus plausible, dans le besoin où l'on était de cet argent, si nécessaire pour l'entretien de la guerre; et qu'il voyait beaucoup de péril de garder une personne de la qualité et de la sagesse du duc de Tursi dans la ville de Naples, où il ne manquerait pas de moyens pour cabaler, quelques précautions et quelques soins qu'on pût prendre pour l'en empêcher; que si le duc voulait le garder en prison, il valait mieux le faire transporter à Porto-Longone, avec les deux autres prisonniers, que de les retenir dans Naples, pour avoir en leurs personnes des garans dans les fâcheux événemens qui pouvaient survenir, ou comme des otages qui pourraient obliger les Espagnols d'agir avec plus de circonspection dans une fortune favorable.

Ces avis, quoiqu'assez justes, furent fort mal reçus du duc de Guise; il fit paraître à l'envoyé

du baron de Modène qu'ils ne lui plaisaient aucunement, et lui dit que c'étaient des sentimens de bandits et de gens qui ne tendaient qu'au pillage.

Au même tems, don Juan d'Autriche fâché, du moins apparemment, de la prison du duc de Tursi, envoya demander un sauf-conduit au duc de Guise pour don Pédro della Motta Sarmiento, l'un de ses majordomes, lequel passa dans les quartiers populaires, pour témoigner de sa part à ce prisonnier le regret qu'il avait de son infortune, et pour traiter en même tems de sa rançon. Cet envoyé s'acquitta de sa commission; mais il trouva si peu de disposition pour la liberté des prisonniers, qu'il fut obligé de s'en retourner un peu après y être venu.

Nous avons donné assez de tems à don Vincenzo di Tuttavilla pour se retirer dans Capoue après avoir quitté Averse; il faut voir les suites de cette retraite. Quoique ce général fût l'un des plus sages et des plus braves officiers qui aient commandé dans les troupes des Espagnols, et que prévoyant depuis long-tems les nécessités qui l'obligèrent enfin de quitter Averse, il eût représenté plusieurs fois au Vice-Roi que toutes les troupes qu'il avait sous sa charge se débandaient et se dissipaient de jour en jour, d'autant que la plupart des barons du royaume qui les avaient levées dans leurs terres se retiraient peu à peu, les uns à faute de moyens de pouvoir soutenir la dépense qu'ils étaient obligés de faire, les

autres, lassés d'une guerre qu'ils avaient cru devoir finir aussitôt qu'ils auraient paru en campagne; que les forces qui lui restaient n'étaient pas capables de conserver une ville telle qu'Averse, dont la garde appartenait plutôt à l'infanterie qu'à la cavalerie, et que la sienne périssait à vue d'œil, tant par le défaut de fourages, que par les continuelles fatigues que lui causaient les progrès journaliers des armes du Peuple; toutefois cela n'empêcha pas que sa retraite ne fût extrêmement blâmée; et comme on ne pouvait l'accuser de lâcheté, quelques-uns dirent que c'était l'effet de l'intelligence secrète qu'ils croyaient que le duc de Guise avait avec cette Noblesse; mais ce qui donna le plus de déplaisir à leur parti, fut cette grande abondance de grains, de vins, d'huiles, de légumes et de tant d'autres sortes de vivres et de provisions qui demeurèrent dans Averse à la merci des populaires, et dont le baron de Modène se servit si avantageusement pour bannir de Naples, pendant quelque tems, cette famine si pressante qui déjà obligeait le Peuple à murmurer tout haut, et qui était sur le point de le porter à quelque soulèvement contre ceux qui le commandaient.

La retraite du Tuttavilla ayant donc été fort mal interprétée par les Espagnols, le Vice-Roi et le Conseil résolurent de le rappeler et de mettre en sa place don Luigi Podérico, cavalier napolitain, dont les mérites égalaient la naissance, et

qui fesait la charge de général de l'artillerie du royaume.

Le Peuple de Naples eut le cœur si enflé de tant d'heureux événemens obtenus à la campagne, qu'il témoigna au duc de Guise qu'il était tout prêt d'entreprendre dans la ville tout ce qu'il lui voudrait commander. Ce Prince, pour profiter de la consternation de ses ennemis, et de la nouvelle vigueur de ses troupes, résolut d'attaquer le faubourg de Chiaia le treizième jour de janvier. Il ordonna donc à Jacomo Rosso, mestre-de-camp d'infanterie, d'en faire l'attaque avec son régiment, et quelques autres troupes fesant en tout environ deux mille hommes. Il descendit par le côté de Posilippo, et attaqua la tour du couvent de Pié-di-Grotta, défendue par quelques Napolitains du parti d'Espagne, lesquels se rendirent après une légère résistance, ce qui donna moyen deux jours après, aux populaires d'attaquer le couvent de San-Léonardo, poste avantageux situé au milieu de ce faubourg, et qui s'avance vers le bord de la mer, dans lequel ils ne trouvèrent pas plus de résistance que dans le reste qu'ils avaient déjà pris : le capitaine Gioseppé Riva et le mestre-de-camp Onofrio di Scio, Napolitain, ayant rendu ce lieu sans le défendre. Cette prise donna au Peuple tout le faubourg de Chiaia, et, par ce moyen, la liberté de s'étendre et de courir jusques à la porte de la ville qui confine à ce faubourg. Il l'aurait même forcée, sans la sortie du

baron de Batteville, qui, par une vigoureuse résistance, le contraignit de s'arrêter à San-Léonardo et à la maison de don Pédro de Tolédo, où le Peuple se fortifia, remettant ses attaques à un autre tems.

La perte du faubourg de Chiaia fit un grand bruit dans le royaume. Le Peuple, en l'occupant, devenait maître des deux bouts de la ville; mais les Espagnols ne témoignèrent pas d'en être fort fâchés. Comme leur politique tend à faire croire qu'ils savent profiter de leurs ruines, et même que souvent ils ont laissé perdre par prudence des choses que leur valeur pouvait conserver: ils témoignèrent qu'ayant reconnu que les habitans de ce faubourg étaient en grand nombre et fort mal intentionnés, ils avaient jugé qu'ils n'avaient pas assez de pain à leur donner, ni assez de forces pour les retenir dans leur devoir, et qu'en abandonnant ce quartier au Peuple, ils se déchargeaient de la dépense de trente mille rations de pain qu'il fallait donner tous les jours, et de la garde de ce poste qui leur apportait beaucoup d'incommodités; qu'ainsi en perdant un faubourg qu'ils pourraient recouvrer en recouvrant la ville, ils remettraient à leurs ennemis les soins de la subsistance et de la conservation du poste, qui ne leur pouvait servir à autre chose qu'à les rendre maîtres d'un plus grand nombre de maisons, dont la possession leur était plus embarrassante qu'utile.

CHAPITRE VI.

Dissipation des troupes de la Noblesse. — Départ de plusieurs seigneurs pour diverses entreprises. — Défaite du Paponé. — Succès du Scaffati, et de la tour de l'Annonciade.

Si l'assemblée des troupes de la Noblesse du royaume de Naples avait donné quelque appréhension aux Espagnols, dont la politique craint souvent les mêmes bras qui les servent avec le plus de zèle, cette crainte ne fut pas de longue durée.

Les arrière-bans font ordinairement plus de bruit que d'effet, et il est bien malaisé de conserver long-tems ensemble des gens qui ne sont réunis que par l'étreinte du devoir, et des soldats qui servent sans paye. Enfin, cette armée qui semblait devoir contraindre le Peuple de Naples à se remettre sous le joug de son ancienne obéissance, se dissipa insensiblement; les seigneurs qui la composaient se retirèrent peu à peu, suivant les divers intérêts qui les rappelaient ou chez eux ou ailleurs, et il n'en demeura qu'un fort petit nombre, de cette multitude qui avait paru à leur arrivée dans Averse; ceux-ci, fâchés de

n'avoir fait aucuns progrès qui répondissent à l'attente qu'on en avait, se résolurent de ne se point détacher du gros, que pour quelque entreprise capable de faire voir aux Espagnols qu'ils n'avaient pas été inutiles. Dans ce dessein, le prince de la Rocca Romana partit avec quelques vieilles troupes pour s'opposer aux progrès que fesait le fameux bandit Paponé dans la Terre de Labour. Nous avons déjà remarqué qu'il s'était rendu maître de Sessa, de Fondi, d'Itri, de Sperlonga et de la plus grande partie de cette heureuse province, et qu'il avait renfermé les Espagnols dans Gayetta, qui n'avait de libre que le côté de la mer. Il avait alors assiégé la ville de Tiano, et il était sur le point de la prendre quand il se vit attaqué à l'improviste, et chargé brusquement par ce Prince, lequel surprenant des gens sans discipline et sans expérience, les défit fort facilement; les uns prirent la fuite, et les autres se retirèrent dans le couvent des capucins, où ils se fortifièrent et résolurent de s'y défendre; mais le Prince ayant gagné un pont et une maison gardés par cent mousquetaires, les força de quitter le poste des capucins, quoique défendu par mille hommes, lesquels ayant enfin pris la fuite, laissèrent leur camp et leur bagage à la merci des royalistes, qui y trouvèrent de quoi satisfaire l'avidité du soldat, les troupes du Paponé étant chargées de butin fait en ce grand nombre de lieux, qu'elles avaient pris et pillés depuis le commencement de ces troubles.

La déroute du Paponé fit tant d'éclat dans tout le voisinage, que le Prince, qui l'avait défait, n'eut pas grande peine à réduire sous l'obéissance des Espagnols la Rocca di Mondragone, la ville de Sessa, la Rocca Nontina, Marsano, Castel-Forte et plus de quarante autres places qui lui donnèrent moyen de rétablir le calme dans cette partie de la Terre de Labour, qui confine le Garigliano, et d'ouvrir les passages de Capoue à Gayetta. Il ne demeura que la ville de Fondi au pouvoir des populaires dans tout le pays.

Au même tems que la fortune abandonnait le Paponé, elle favorisait Polito Pastina, qui, encouragé de tant d'heureux succès qu'il avait eus dans la principauté de Salerne, continuait ses courses et ses ravages, souvent jusqu'à la vue de Capoue et des autres villes du voisinage, qui tenaient pour les Espagnols. Il prit Scaffati, poste très-considérable, quoique défendu par un officier espagnol, qui l'abandonna la nuit, faute de munitions. La prise de ce lieu fut suivie de celle de la tour de l'Annonciade, proche de laquelle les ennemis perdirent la galère de San-Francesco di Borgia qui, ayant été commandée par le Vice-Roi pour aller au secours de ceux qui défendaient cette tour, lui fut ravie par le soulèvement de la chiourme, laquelle s'en étant emparée tout à coup, s'alla rendre au Peuple de Naples, et lui mit entre les mains les officiers et les soldats qu'elle y avait arrêtés prisonniers.

CHAPITRE VII.

Le baron de Modène travaille à remettre l'abondance dans la ville de Naples. — Jalousie que ses ennemis en reçoivent. — Moyens dont ils se servent pour le rendre suspect, et pour le ruiner auprès du duc de Guise et parmi les Napolitains.

QUELQUE grande que fut la douleur qu'eut le baron de Modène, du mauvais traitement que lui fit le duc de Guise, après la prise de la ville d'Averse, elle ne fut pas capable de suspendre pour un seul moment les sentimens qu'il avait pour sa personne et pour sa fortune. Comme il jugeait que les plus solides marques qu'il lui en pouvait donner consistaient à maintenir le Peuple de Naples à sa dévotion, par le rétablissement de cette abondance qui fait une partie de la bonace des États, le principal but qu'il eut, après être entré dans Averse, fut de faire conserver soigneusement cette grande quantité de grains qu'il y trouva, dont il destina la principale partie pour la subsistance de Naples, et le reste pour son armée et pour les habitans d'Averse. Il envoya par Nicolo-Maria Mannara, payeur général, et par Giulio de Matheis, Credenzier de l'élu du Peuple, en plusieurs

fois jusqu'à la quantité de douze mille charges ou tomolo de blé dans les magasins et greniers publics de Naples, ce qui satisfit tellement tout le Peuple, qu'il serait mal aisé d'exprimer les louanges et les acclamations que le baron reçut en ces momens de la reconnaissance publique. Ce gentilhomme, très-content de l'heureux succès de ses soins, prévit bien que pour maintenir cette abondance dans la ville, il fallait qu'il empêchât absolument qu'il ne sortît aucuns grains d'Averse sans son ordre exprès, et qu'il en fallait régler le prix, afin que l'avarice des Bourgeois ne profitât point de l'indigence du pauvre Peuple, et empêcher qu'une infinité de gens, qui se mêlaient de ce commerce, ne l'achetassent à juste prix pour le revendre beaucoup plus cher. Il fit publier et imprimer, le neuvième jour de janvier, deux bans tout-à-la-fois; par le premier il commanda à tous les habitans d'Averse de remettre entre les mains de son secrétaire une déclaration de tous les grains qu'ils avaient; et par l'autre, il défendit de les vendre plus de dix-huit carlins le tomolo, le tout à peine de la vie. Il parut si rigide dans l'observation de ses ordres, qu'étant prié et sollicité plusieurs fois par quelques officiers de ses troupes, et même par ses meilleurs amis, de leur permettre d'en faire sortir quelques charges pour l'usage de leurs familles, il leur refusa cette faveur, et leur dit qu'ils en achetassent à Naples, dans les greniers publics, où chacun pouvait en avoir pour son argent.

Mais si cette juste sévérité lui acquit la bienveillance des Peuples, elle lui acquit aussi l'aversion de tous les usuriers et de tous les fripons qui prétendaient s'enrichir par cette voie, et faire leurs affaires aux dépens du public. La rage qu'ils en conçurent les obligea de s'adresser à Agostino di Liéto, capitaine des gardes du duc de Guise, et à Girolamo Fabrani, son secrétaire, lesquels poussés, tant par la jalousie qu'ils avaient de l'amour que le Peuple avait pour le baron, que par l'espérance du gain qu'on leur fesait toucher au doigt, s'employèrent de tout leur possible pour rendre inutiles les soins qu'il prenait pour la conservation des grains. Ils firent entendre à ce Prince que le baron de Modène fesait le souverain dans Averse; qu'il y retenait tous les grains, et qu'il y avait un grand nombre de couvens et de maisons considérables dans Naples, qui souffraient les dernières extrémités de la famine, par le refus qu'il leur fesait de prendre des bleds dans Averse, pour subvenir à leur besoin; que le baron n'en usait de cette sorte que pour s'acquérir les cœurs de la populace; et que si on n'y mettait ordre promtement, la plus saine partie de la ville périrait de faim. Ces faux rapports obligèrent ce Prince à écrire au baron qu'il lui ordonnait de révoquer les ordres qu'il avait faits pour empêcher la sortie des grains d'Averse, et qu'au contraire il désirait que chacun en pût acheter et les transporter hors de la ville.

Le baron, en lisant la lettre du duc, connut

bien qu'il était surpris, et qu'il accordait, sans le connaître, l'ordre le plus pernicieux qu'il lui pouvait jamais donner. Mais sachant qu'il avait à faire à un esprit trop jaloux de son autorité, et qui voulait être obéi sur-le-champ, sans aucune contestation, il fit publier et imprimer un nouveau ban, par lequel il déclara qu'ensuite d'un commandement exprès de ce Prince, il permettait la sortie des grains.

A peine ce ban fut-il publié, qu'on vit arriver dans la ville, non pas ces Religieux ni ces Nobles, qu'on disait se plaindre si fort; mais des marchands qui prirent le bled partout où ils en purent trouver, et en chargèrent plusieurs chariots, charrettes et chevaux de charge, pour les transporter, les uns dans la ville de Naples, et les autres aux environs. Cette foule parut si grande, que le baron de Modène, craignant quelque surprise des ennemis, à la faveur de ce désordre, redoubla toutes ses gardes, et surtout celles des portes de la ville. On voyait aller et venir des gens poussés par l'espérance du grand gain qu'ils prétendaient faire par cette voie; mais les élus du Peuple d'Averse, qui sont tels que les échevins en France, ne purent voir cette confusion sans un sensible déplaisir. Ils le firent paraître sur leurs visages et par leurs plaintes au baron de Modène, qu'ils allèrent visiter en corps, et lui représentèrent que la permission accordée à tous venans de tirer des grains de la ville, l'en avait déjà tellement dépourvue, qu'il n'y en restait que très-peu, et que si cela continuait encore quatre

ou cinq jours, il n'y en aurait plus du tout; que la ville allait être réduite dans une horrible famine, elle qui, quelques jours auparavant, avait de quoi nourrir Naples plus de trois mois, sans s'incommoder aucunement, et qu'ils le suppliaient instamment de révoquer cet ordre qui causait le plus grand mal que l'on eût vu depuis long-tems.

Le baron leur répondit que s'il avait révoqué les premiers ordres qu'il avait faits touchant les grains, c'était par un commandement exprès du duc de Guise; qu'il fallait s'adresser à lui pour obtenir une révocation de cette permission, et qu'il aurait bien de la joie de la faire exécuter. Les élus, assez satisfaits de cette réponse, coururent à Naples, où, dans une audience qu'ils demandèrent au duc de Guise, ils lui firent assez bien connaître les fâcheuses suites de la licence qu'il avait donnée pour le transport des grains d'Averse, et ils lui dirent hautement qu'il n'y avait que les usuriers ou les ennemis de l'État qui profitaient de cet ordre. Ce Prince, qui en reconnut alors clairement les funestes effets, accorda aux élus tout ce qu'ils lui demandèrent, quoique le secrétaire Fabrani en grondât aussi bien qu'Agostino di Liéto, de sorte qu'ils retournèrent à Averse avec un ordre de ce Prince, par lequel il mandait au baron de Modène de révoquer la dernière permission accordée pour la sortie des grains, et de renouveler les ordres qu'il avait faits auparavant sur ce sujet.

Le baron apprit cette nouvelle avec bien de la joie; il la fit paraître par la promte publication

d'un autre ban qui révoquait le précédent, et ordonnait de nouveau qu'aucun ne pût tirer des grains d'Averse sans un ordre exprès du duc ou de lui, à peine de la vie. Mais ce dernier soin ne fit pas beaucoup d'effet; ceux qui avaient voulu faire sortir des blés de la ville, prévoyant bien que la permission ne serait pas de longue durée, avaient fait tant de diligence, qu'il n'y en restait que fort peu; ce peu encore était-il diminué tous les jours par les ordres particuliers que le capitaine des gardes et le secrétaire du duc de Guise fesaient expédier à tous momens, pour leur intérêt en faveur de plusieurs personnes qui les venaient prendre sans que le baron osât rien dire, de peur de s'attirer encore quelque nouvelle marque de l'injuste indignation que ce Prince lui avait fait paraître depuis quelques jours.

Voilà de quelle façon cette grande quantité de grains, qui s'était trouvée dans la ville d'Averse, fut dissipée en peu de jours, par l'artifice des jaloux et des ennemis du baron, lesquels depuis, et dans le tems de sa prison, firent courir le bruit que c'était lui qui en avait causé la dissipation par les ventes qu'il en avait faites à diverses personnes, et surtout aux gens de Pozzolo; mais cette imposture étant combattue par les vérités que nous venons de rapporter, et qui sont connues de tout le royaume de Naples, sera entièrement détruite par les raisons que nous déduirons ci-après sur cette matière, et qui feront juger que cette calomnie n'était pas moins ridicule que noire.

CHAPITRE VIII.

Aversion générale de tout le royaume de Naples pour le duc d'Arcos. — Députation de la Noblesse à don Juan d'Autriche, pour l'obliger à prendre le gouvernement de l'État. — Démission volontaire que le duc fait de la Vice-Royauté en faveur de ce Prince. — Départ de ce duc de Naples.

La haine que le peuple de Naples avait conçue pour le duc d'Arcos était devenue si grande, qu'outre ceux qu'elle avait infectés dès les commencemens de ces troubles, elle avait encore passé jusques à ceux qui d'abord avaient excusé sa conduite, et qui avaient plaint les malheurs qui lui étaient arrivés. La populace le regardait comme l'auteur de tous ses maux, et la Noblesse le considérait comme la cause des misères qu'elle souffrait, et croyait même qu'il avait fait peu de cas de ses intérêts dans les capitulations qu'il avait accordées aux populaires. Ceux qui aimaient don Juan d'Autriche, et qui reconnaissaient dans l'âme et dans la conduite de ce jeune Prince une douceur et une affabilité extraordinaires en un Espagnol, attribuaient à la cruauté

du Vice-Roi tout ce qui avait paru de violent et de sanguinaire depuis son arrivée. Cette aversion générale, jointe à la pente naturelle que chacun a pour le changement, fesait que tout le monde souhaitait que le duc d'Arcos se retirât et s'en retournât en Espagne. Comme on jugeait que son départ obligerait don Juan d'Autriche à prendre la conduite des affaires, les domestiques de ce Prince le désiraient avec ardeur, et toute la Noblesse ne le souhaitait pas avec moins de passion, dans la pensée qu'elle avait que le Peuple serait plus alors en état d'écouter les propositions d'un accommodement, que pendant le gouvernement d'un ministre qui passait dans son esprit pour le plus perfide des hommes. Mais la retraite de ce duc était empêchée par des obstacles qui paraissaient invincibles. Il ne pouvait sortir du royaume sans un ordre exprès du Roi Catholique, et il n'en avait point reçu. De se retirer de son propre mouvement, il y eût eu du péril pour sa tête; son honneur aussi ne permettait pas qu'il quittât Naples sans le commandement de son maître, et avant l'arrivée d'un successeur; il devait même appréhender que le Conseil d'Espagne ne le rendît un jour responsable de toutes les révolutions passées, et de celles qui pourraient encore arriver. Il avait lieu de craindre que, laissant don Juan en sa place, ce Prince, attiré par les charmes d'un pays le plus beau du monde, et par les vœux et les instances d'une Noblesse mal contente, et d'un Peuple lassé d'avoir des Rois en peinture,

ne se laissât toucher de cette même ambition qui emporta autrefois le cœur d'un Prince de ce même nom, dans un poste de cette sorte; que quand cela n'arriverait pas, il ne devait point sortir de cette façon du royaume, s'il ne voulait donner sujet de croire qu'il était coupable de tous les crimes dont le Peuple l'accusait. Ces réflexions touchaient sensiblement le duc d'Arcos; mais quoiqu'elles fussent puissantes, l'importunité de ses amis et les sentimens de tout le Collatéral le portèrent enfin à se démettre de la vice-royauté en faveur de don Juan, et à se retirer en Espagne. Tout ce qui l'embarrassa le plus après cette résolution, fut d'en négocier la manière, et de faire qu'il pût sortir de Naples par une voie honorable. Le Collatéral s'étant chargé de ce soin, après avoir concerté toutes ces choses avec le prieur Fra Titta Caracciolo, de l'ordre de Malte, don Diomédo Caraffa Danzi, don Gioseppé de Sangro, et Marc-Antonio di Génaro, que tout le corps de la Noblesse avait nommés pour demeurer auprès de don Juan, et veiller à ses intérêts. Le douzième jour de janvier, dans une assemblée de ce Conseil et de ces députés, où étaient don Juan et le Vice-Roi, le prieur Caracciolo le remercia par une belle haraugue, et le loua hautement de la bonté qu'il avait de quitter généreusement, et pour l'intérêt de l'État, un emploi qui servait de prétexte à ses ennemis pour le charger de tous les malheurs publics, et qui semblait les autoriser à demeurer armés, et

à continuer ces désordres et ces troubles qui affligeaient le royaume depuis si long-tems.

Après avoir fait ce compliment au duc, il se tourna vers don Juan, pour le supplier, au nom de toute la Noblesse, de prendre le gouvernement du royaume, en l'absence du duc d'Arcos, et lui représenta les avantages que l'Espagne recevrait par ce changement, que tout le monde souhaitait si ardemment, et qui, apparemment, obligerait le Peuple à se remettre dans son ancienne obéissance. Don Juan eut quelque peine à se résoudre de prendre un emploi qui lui semblait plus onéreux que glorieux; il savait bien que dans cette conjoncture les affaires des Espagnols étaient dans un malheureux état; que l'armée navale était à l'ancre en une plage exposée aux rigueurs de l'hiver, dénuée de matelots, et encore plus de soldats; que les magasins de farines et de biscuits étaient presque vides, les gens de guerre misérables, tout nus et sans argent, et les trois châteaux dépourvus de munitions et de vivres; que le Peuple de leur parti était à la veille de se déclarer contre eux, pour éviter la famine qui affligeait ses quartiers; que la campagne était en proie aux populaires soulevés; qu'il n'y avait plus dans l'État que quelques places qui tenaient pour l'Espagne, mais si mal fournies de tout ce qui était nécessaire pour leur défense, qu'elles ne pourraient résister si l'on les attaquait un peu vigoureusement; qu'enfin ce royaume était à la veille de sa perte; que, dans cette assiette, il y

aurait peu d'avantage pour un jeune Prince comme lui, de se charger d'un si grand fardeau ; que son zèle, en cette rencontre, serait peut-être mal interprété en Espagne, dont le Conseil, plein d'ombrages et de soupçons, ne regarde pas tant le bien que l'on fait, que le mal que l'on peut faire ; que le duc d'Arcos lui pourrait rendre de mauvais offices, et même se décharger sur lui de la perte de cette Couronne, si les affaires devenaient plus mauvaises après son départ. Toutefois ces considérations n'empêchèrent pas qu'ensuite de la démission volontaire que le duc d'Arcos fit en ses mains du gouvernement du royaume, de l'avis de tout le Collatéral, ce Prince ne prît cet emploi, jusqu'à l'arrivée d'un autre Vice-Roi. Toutes ces formalités, approuvées du Conseil d'Espagne, qui est à Rome, le duc d'Arcos partit le 26 du même mois, accompagné de don Juan Chacon, visiteur-général du royaume, lequel n'oublia pas les grandes richesses qu'il avait amassées dans l'exercice de sa charge, et dans laquelle, sous prétexte de réformer les abus passés, il en avait commis cent autres. Tout le Collatéral, une partie de la Noblesse, et toute la maison de don Juan d'Autriche, accompagnèrent le duc d'Arcos jusques à ses galères ; mais le Peuple des quartiers espagnols ne l'accompagna que d'injures, de risées et d'imprécations, qui furent suivies de fort près de celles des quartiers soulevés, dont le Peuple, au bruit de ce départ, annoncé par les canonades des châteaux et de la flotte, qui le

saluèrent à ce départ, se laissa tellement transporter à la joie, que, sans songer à tant de misères présentes, il n'eut pour objet, durant quelques jours, que ce que sa fureur lui fit vomir contre la réputation et la mémoire de ce Vice-Roi.

Voilà de quelle façon le duc d'Arcos se retira en Espagne. Son malheur peut faire connaître qu'il est des sortes de disgrâces où la plus fine politique ne trouve point de remède, et qu'il est des affaires qui manquent ou qui réussissent selon la fortune de celui qui les soutient.

CHAPITRE IX.

Don Juan d'Autriche prend possession du gouvernement du royaume. — Extrême joie de son parti; soins qu'il prend pour se bien acquitter de cet emploi. — Conseil tenu touchant l'armée navale d'Espagne, et son départ de la plage de Naples.

Le duc d'Arcos fut à peine parti de Naples, que don Juan d'Autriche prit possession du gouvernement de l'État avec un applaudissement général de tout le monde : tout le Peuple suspendit alors, pour quelques jours, les exécrations qu'il vomissait contre le duc d'Arcos, pour publier les louanges qu'il donnait à ce jeune Prince, qui se vit si près du trône, qu'il y serait indubitablement arrivé, s'il eût témoigné d'en avoir quelque intention. Toute la Noblesse le regardait comme le seul qui pouvait finir les maux qui troublaient le royaume, et le Peuple, qui ne souhaitait que d'avoir un Roi qui vécût dans l'État, n'eût pas fait beaucoup de scrupule de mettre le fils en la place du père à cette condition. Il y a beaucoup d'apparence que les soulevés eussent concouru à ce dessein; Gennaro Annésé et ses adhérens y eussent tous donné les mains, et les partisans

du duc de Guise, qui voyaient de jour en jour affaiblir ses forces aussi bien que les espérances de ces grands secours qu'il leur avait promis à son arrivée, n'eussent pas eu de peine à changer de parti dans cette occasion. Mais don Juan résista puissamment à toutes les tentations, que vraisemblablement il eut en cette conjoncture, et n'ayant pour but que le service du Roi Catholique, il ne voulut pas même prêter l'oreille à quelques tentatives qui lui furent faites sur ce sujet par des personnes de la plus haute qualité, qui depuis en furent punies par une fort longue prison.

Le premier soin que prit ce Prince fut de faire exposer le Saint-Sacrement par toutes les églises de ses quartiers, pour faire des prières publiques, et pour invoquer l'aide du Ciel; et le second fut de faire publier un manifeste par lequel il rendait raison des motifs qui l'avaient obligé à prendre en main le gouvernement du royaume, et exhortait les peuples soulevés à retourner dans l'obéissance d'Espagne, en leur offrant un pardon général, le rétablissement de tous ses anciens priviléges, et l'abolition de toutes les gabelles imposées sur les vivres.

En même tems la Noblesse publia un autre manifeste pour justifier qu'elle n'avait eu d'autre objet que le repos public. Ce manifeste portait qu'elle oubliait volontiers toutes les injures qu'elle avait reçues pour remettre les choses dans leur première tranquillité; qu'elle suppliait don Juan d'y concourir par ses grâces et par ses soins,

et d'accorder au Peuple le pardon du passé, et les priviléges qu'il pouvait prétendre de sa bonté.

Mais le Peuple crut alors ce qu'il avoit cru auparavant, c'est-à-dire que tout cela ne procédait que des artifices des Espagnols et de la Noblesse, qui tâchaient de le surprendre, comme ils y avaient déjà fait tous leurs efforts : ainsi le changement du gouverneur donna lieu au Peuple de se réjouir du départ de l'un, sans être touché de la promotion de l'autre.

Cependant don Juan, pour témoigner l'intérêt qu'il prenait en la conservation des postes de la ville, sortit du palais le second jour de février, suivi d'une cavalcade telle que la saison le pouvait permettre, et les alla visiter tous avec une allégresse incroyable de toute la populace de son parti ; mais cette satisfaction fut un peu modérée par la perte de la galère capitane de l'escadre de Naples, les forçats de laquelle, se servant de l'absence de Gianettino Doria, leur général, descendu à terre pour entendre la messe à Pozzolo, se révoltèrent, comme ceux de deux autres avaient déjà fait, et l'amenèrent à la pointe de Posilippo, où le Peuple les reçut avec beaucoup de contentement.

Cette perte toucha vivement les Espagnols, car c'était la meilleure de leurs galères; mais les nécessités publiques ne leur donnant pas lieu d'y songer beaucoup, le mauvais état de l'armée navale les obligea de tenir un Conseil pour délibérer si elle hivernerait dans le golfe de Naples, ou si

on l'enverrait en Espagne pour se rétablir. Il y eut différentes opinions; le général Pimienta et et don Melchior de Borgia conclurent qu'il la fallait envoyer en Espagne, disant que ce serait la ruiner que de la laisser hiverner en une plage où elle était exposée à toutes les injures du tems, surtout à ces bourasques effroyables, si fréquentes dans la saison, au long des côtes de Naples ; qu'il n'y avait que la crainte du retour de l'armée de France qui pût obliger le Conseil à l'y retenir ; mais qu'elle avait été si mal traitée des tempêtes, en son voyage, et à son retour, qu'il n'y avait point d'apparence qu'elle pût partir si tôt de Toulon : qu'en séjournant davantage à Naples, il serait impossible de remettre cette flotte en état de servir, l'arsenal de cette ville n'ayant pas les choses nécessaires pour cela; qu'allant en Espagne on épargnerait le pain qu'on était obligé de donner aux matelots; et qu'après s'être rétablie, elle pourrait revenir chargée de bons soldats pour sa défense, et pour celle des postes de la ville. Le baron de Batteville opina d'une autre manière, et conclut que véritablement l'armée d'Espagne ne pouvait pas demeurer à Naples; mais qu'il la fallait envoyer se rafraîchir et se remettre en Sicile, au port de Messine, où elle aurait tous les moyens imaginables pour être bientôt en état de servir comme auparavant; qu'étant à Messine, sa vue servirait à contenir dans l'obéissance, la Sicile qui paraissait fort ébranlée, et qu'on en pourrait toujours tirer du secours pour Naples, si l'on en avait

besoin ; que le trajet en Espagne était si long, qu'elle ne pourrait arriver assez tôt, en cas que celle de France se remît en mer plus promtement que l'on ne croyait.

Toutes ces raisons et toutes ces opinions débattues, il fut arrêté, à la pluralité des voix, que l'armée irait hiverner au Port Mahon, dans l'île de Minorque, à la côte d'Espagne, lieu commode et propre pour la remettre en son premier état. Ensuite de cette délibération, elle partit de la plage de Santa-Lucia, et reprit la route d'Espagne, avec un vent fort favorable. Il me semble qu'il est juste de remarquer ce que dit don Juan, en consentant à ce départ. Après qu'il eut envisagé les périls qu'il allait courir, il témoigna aux ministres et aux officiers de guerre, qu'il reconnaissait bien qu'il se défesait d'un asile très-assuré contre toutes les insultes de la fureur populaire, et qu'il se privait de toute retraite en cas que les soulevés fussent assez forts et assez heureux pour contraindre les Espagnols d'abandonner le royaume ; mais qu'il ne voulait conserver d'espoir qu'en son courage et en celui de ses gens, et qu'il aimait mieux s'ensevelir dans les ruines de l'État, que de survivre à sa perte.

Ces généreux sentimens touchèrent extrêmement le Conseil et tous les officiers de guerre, qui s'en servirent ensuite à l'endroit de leurs soldats, en fesant voir qu'il n'y avait plus de pont pour repasser en leur patrie, et qu'il fallait résolument, ou vaincre l'épée à la main, ou passer à la nage en Espagne.

CHAPITRE X.

Continuation des jalousies et des ombrages réciproques du duc de Guise et de Gennaro Annésé. — Résolution du baron de Modène pour le siége de Capoue. — Prise de Sainte-Marie de Capoue et autres lieux. — Mauvais succès de Grazzanise.

Pendant ces diverses révolutions, la mauvaise intelligence qui était entre le duc de Guise et Gennaro Annésé s'augmentait d'heure en heure, étant sans cesse fomentée par les secrètes jalousies et par les continuels soupçons qui agitaient réciproquement leurs esprits. L'un et l'autre, quoique de trempe différente, étaient naturellement ombrageux, et les partisans espagnols étaient trop bien éclairés pour ne pas profiter de cet avantage. Dans le même tems qu'ils figuraient au duc de Guise que Gennaro avait mis le Torrion des Carmes en vente à qui lui en donnerait le plus ; qu'il traitait tantôt avec les Français et tantôt avec les Espagnols ; qu'il travaillait de tout son possible pour obliger la populace à se soulever contre ce Prince, et même pour convier quelque scélérat à l'empoisonner, ou à l'assassiner ; et qu'il fallait

le devancer et le perdre avant qu'il fût en état d'exécuter ses mauvais desseins : ils fesaient entendre à Gennaro Annésé, que le duc n'étant pas satisfait de lui avoir ôté le commandement absolu de la ville et du royaume, il lui voulait encore ôter la vie; qu'il tâchait non-seulement de le ruiner parmi la populace, en fesant courir le bruit qu'il traitait du Torrion avec les Français et avec les Espagnols, mais qu'il cherchait les moyens de se défaire de lui par le poison ou par le fer. Ces rapports firent les effets que l'on pouvait désirer sur des esprits soupçonneux et défians, qui donnent tout à l'apparence, et qui, sans examiner les motifs de ceux qui leur parlent, embrassent tous leurs sentimens, et tombent souvent, par cette voie, dans les périls qu'ils s'imaginent éviter. Plus je repasse en ma mémoire les défiances mutuelles qui agitèrent l'un et l'autre, plus j'ose me persuader que si le duc de Guise eût voulu employer, en cette rencontre, quelques-unes de ces grâces, dont il se servait si heureusement quand il voulait gagner les cœurs, il se fût conservé celui de Gennaro Annésé, même après l'avoir dépouillé de l'autorité souveraine. J'avoue que ce maître arquebusier était méchant, faible et changeant; mais je sais aussi qu'il était sensible aux caresses du duc, et il y a beaucoup d'apparence que si ce Prince, en le dépossédant du commandement absolu, lui eût laissé quelque dignité apparente, et quelque part dans les affaires, pour rendre sa chute plus

douce et plus supportable, ce malheureux ne se serait pas peut-être abandonné dans le désespoir qui le contraignit enfin d'écouter les Espagnols, comme nous verrons dans les chapitres suivans.

Après que le baron de Modène eut travaillé au ravitaillement de Naples, il jugea que son principal objet devait être d'investir Capoue, et de tâcher à la réduire à l'obéissance du Peuple. Cette ville est trop connue dans l'Europe pour en faire ici une description particulière. Elle fit autrefois une République presque aussi renommée que celle de Rome; on peut même dire que cette maîtresse du monde lui fut redevable de son salut, lorsqu'elle arrêta, par ses délices, le fameux Annibal, et que, par les plaisirs qu'elle lui offrit et qu'il préféra à sa gloire, elle l'empêcha d'en triompher. Elle est située sur le Vulturne, fleuve dont le lit est étroit, mais fort profond; et on l'appelle la seconde clé du Royaume. Le baron de Modène, jugeant que le plus grand bonheur de son parti dépendait de la prise de cette place, songea à tous les moyens possibles de s'en rendre le maître ou par un siége, ou par quelque intelligence, ou par tous les deux ensemble. Après avoir occupé Marcianise, Mataloni, Arienzo et Santa-Agatha de Gothi, il envoya, avec la participation du duc de Guise, le sieur Malet, gentilhomme français, de la province de Guyenne, sage et brave officier, à Santa-Maria di Capüa, lieu peu éloigné de la ville de Capoue, et de grande considération. Il s'en rendit maître fort

aisément; et quoique attaqué par les ennemis, il défendit si courageusement ce poste, qu'il leur fit perdre l'envie de l'inquiéter: de sorte que peu après il se vit en état de leur aller rendre leurs visites en courant jusqu'aux capucins de Capoue, sans que personne en ôsât sortir.

Ces heureux succès augmentèrent l'espérance du baron de Modène, et le portèrent à redoubler ses soins pour faire réussir cette entreprise. Il avait écrit au Paponé, qui tenait le duché de Sessa, de s'avancer de l'autre côté du Vulturne, afin de bloquer Capoue de toutes parts. Mais la défaite de ce bandit ne lui permettant pas de se confier sur ses forces, il se résolut d'y marcher lui-même.

Il avait assez de gens pour garder la ville d'Averse en la quittant, et rien ne pouvait s'opposer à son départ, que la crainte du soulèvement de ses troupes, auxquelles il était dû beaucoup de payes, et qui, depuis quelque tems, n'avaient point d'autre subsistance que la simple ration de pain. Le baron n'oubliait ni artifices, ni caresses pour les maintenir en repos, et ayant trouvé une grande quantité de vins dans Averse, il en avait fait distribuer une bonne partie aux officiers de son armée pour le paiement de deux payes. Cela eût été plus agréable en Allemagne qu'en Italie. Mais le baron leur représenta que le duc de Guise n'avait point d'argent, qu'il en attendait de chez lui de jour en jour, que cependant il fallait se servir des choses que la fortune leur

mettait entre les mains; que le vin d'Averse était bon, et qu'ils ne manqueraient pas de marchands pour le débiter, et pour en tirer de l'argent; et par ces raisons, accompagnées de nouvelles espérances, fondées sur les futures conquêtes, il satisfit pour quelque tems ces officiers, qui se chargèrent, en prenant ce vin à un juste prix, d'en faire contenter leurs soldats pour les deux payes dont on était convenu.

Mais comme il en était dû beaucoup d'autres, le murmure recommença aussitôt que le vin fut bu, ce qui obligea le baron d'aller expressément à Naples, pour représenter au duc de Guise qu'il était à la veille de faire de merveilleux progrès, ou de perdre la vie et son armée; que l'un et l'autre dépendaient du paiement de ce qui était dû aux troupes; que si l'on les satisfesait, il s'assurait d'occuper, dans peu de tems, toute la Terre de Labour, et de prendre toutes les places que les Espagnols y tenaient; qu'au contraire, si l'on négligeait de les contenter, on courait risque de les voir soulever tout à coup, et de voir marquer les premiers traits de leur révolte par le sang de leurs commandans; qu'il considérait bien moins sa vie que la perte que le Peuple ferait par la dissipation d'un corps d'armée qui tenait tant de places dans le devoir, aussi bien que toute la campagne; que pour éviter les malheurs qui pourraient suivre ce soulèvement, il croyait que si le duc lui envoyait seulement six mille écus pour

les distribuer à ses troupes, cela les obligerait à servir avec joie dans toutes les occasions où l'on les employerait pour le bien du parti.

Ces raisons étaient trop pressantes pour ne convier pas le duc de Guise à les approuver; et il répondit au baron de Modène, qu'encore qu'il n'eût point d'argent, il ferait tout son possible pour lui envoyer, dans deux jours, la somme qu'il demandait; mais le baron lui répliquant qu'il savait bien qu'il y en avait plus que cela dans son palais, et que si l'on voulait aller visiter la chambre du secrétaire Fabrani, on y trouverait de bien plus grandes sommes, le duc ne repartit rien, et souriant un peu, lui dit qu'il s'en retournât à Averse, et que Nicolo Maria Mannara lui porterait bientôt ce qu'il désirait. Dès que le baron fut de retour, il n'eut plus d'autre pensée que de poursuivre le dessein d'investir Capoue; et en attendant que ses troupes fussent en état de marcher, il se résolut d'occuper Grazzanise, poste sur le Vulturne, assis entre Capoue et l'embouchure de ce fleuve. Comme ce bourg lui sembla très-propre pour empêcher la communication de cette place avec la ville de Naples, et pour lui faciliter le passage de son armée au-delà du Vulturne, il commanda au sieur de Beauregard, Français de nation, major de son régiment d'infanterie, de s'en saisir avec quatre cens hommes commandés et choisis dans toutes les troupes; mais en lui donnant cet ordre, il lui enjoignit très-expressément de se fortifier dans ce poste, et de ne point passer le fleuve, pour ne pas diviser ses forces, et donner lieu aux ennemis de les combattre séparément.

Le major Beauregard ayant quitté le baron, qui lui promit de le suivre dans peu de jours, prit la route de Grazzanise, où il arriva si heureusement, qu'il s'en saisit d'abord, et commença, dès le même instant, à s'y retrancher, et à fermer toutes les avenues du bourg, surtout celles qui regardaient Capoue. Pendant qu'il s'appliquait à ce travail, que le silence des ennemis lui permettait de faire en toute liberté, le baron de Modène fit tous ses préparatifs pour l'aller joindre, dans l'espérance de passer le Vulturne pour bloquer Capoue de l'autre côté de la rivière, comme elle l'était déjà du côté de Santa Maria di Capua, où était le sieur Mallet, avec plusieurs troupes de cavalerie et d'infanterie. On n'a jamais fait d'entreprise dont l'issue ait semblé plus favorable et plus prompte que celle-là; car il est vrai qu'encore que le Paponé eût été défait par le Prince de la Rocca Romana, dans cette partie de la Terre de Labour qui est entre le Vulturne et l'État Ecclésiastique, ce bandit n'y avait pas perdu son crédit avec ses forces, et il est apparent que ses amis eussent repris courage, s'ils eussent vu le baron de Modène passer ce fleuve à la tête des troupes du Peuple, puisqu'il eût pu non-seulement serrer Capoue de tous côtés; mais même s'étendre jusqu'à Gayette et dans tout le reste de la Terre de Labour.

Mais la bonne fortune des Espagnols ou plutôt les secrets partisans qu'ils avaient auprès du duc de Guise, ruinèrent ce grand dessein. Agostino Mollo, qui prévoyait bien que si ce Prince envoyait de l'argent au baron de Modène, la perte de Capoue était inévitable, l'en empêcha par son adresse ordinaire. Le payeur-général, Nicolo Maria Mannara, l'étant venu voir à Averse, le lendemain du départ du major Beauregard, lui témoigna, la larme à l'œil, qu'il était au désespoir de ce que les artifices du Mollo étaient cause qu'il ne lui apportait point l'argent que le duc lui avait promis. Le baron fut touché de ce discours; mais n'y voyant point de remède, il lui dit qu'encore qu'il n'eût point d'argent, et qu'il se vît exposé à la mutinerie de ses troupes, par le manquement de la parole qu'il leur avait donnée de ce petit rafraîchissement, cela n'empêcherait pas qu'il ne fît une tentative pour son départ. Il assembla le Conseil de guerre, et fit entendre à ses officiers, que ne pouvant avoir d'argent que dans quelques jours, il ne fallait pas que ce retard empêchât les grands progrès qu'il espérait faire en s'allant poster à Grazzanise; qu'ayant appris que le major Beauregard s'y était fortifié, et que les ennemis ne lui disaient rien, cela lui fesait espérer qu'il n'aurait pas grande peine à passer le Vulturne, et à s'emparer de tout ce beau et riche pays qui est de l'autre côté; qu'ils y trouveraient de quoi satisfaire la nécessité des soldats, aussi bien que l'ambition et la gloire de leurs chefs, et

qu'il était résolu de partir deux jours après, si le Conseil le trouvait bon, ne doutant point que cette marche ne lui fût extrêmement avantageuse.

Comme le plus grand nombre des officiers de l'armée estimait et aimait chèrement le baron, ses sentimens furent suivis; et quoique quelques-uns témoignassent d'appréhender un soulèvement des soldats, il fut conclu de marcher. Le jour pris, le baron sortit d'Averse pour voir partir les troupes et les faire filer vers la route de Grazzanise. Mais comme elles se virent sur le point de marcher, tous les soldats s'écrièrent d'une commune voix qu'ils voulaient de l'argent absolument, et qu'ils n'iraient pas plus avant si l'on ne leur en donnait, et si l'on n'exécutait les promesses qu'on leur avait si souvent faites. Le baron se trouva alors dans une étrange extrémité, et crut que ce bruit finirait par un soulèvement général: toutefois, sans témoigner d'en être touché, il se mit à la tête des troupes, et fesant signe de la main, pour obliger chacun à se taire, il leur dit qu'il venait de remarquer qu'il était trop tard pour pouvoir arriver ce jour-là à Grazzanise, que chacun reprît ses premiers quartiers, et que le lendemain il tâcherait de leur donner quelque soulagement sur leurs plaintes. Par un effet de l'affection que cette armée avait pour le baron, les soldats, sans pousser plus avant leurs murmures, se turent en un instant, et rentrèrent, sans tumulte et sans bruit, dans Averse.

A peine les troupes furent-elles rentrées, que le major Beauregard arriva pour être le premier porteur de la perte de Grazzanise. Il parut devant le baron de Modène, avec une consternation qui fesait assez connaître cette disgrâce, et lui dit que s'étant saisi de ce poste, et s'y étant fortifié en vingt-quatre heures, le repos des ennemis lui avait donné occasion de passer au-delà du Vulturne, et d'y tracer une demi-lune, afin de s'y retrancher, et se rendre maître du passage de ce fleuve; que les ennemis l'y avaient laissé jusqu'à la nuit précédente; mais que vers la pointe du jour, don Luigi Podérico l'était venu attaquer avec toutes les forces qu'il avait dans Capoue, et qu'après une vigoureuse résistance, il avait emporté cette demi-lune, et taillé en pièces les gens qui la défendaient. Le baron l'interrompant, lui demanda pourquoi il avait abandonné Grazzanise après ce malheur, puisqu'il pouvait, nonobstant cette perte, garder ce poste qui était séparé des ennemis par le Vulturne qui passait entre eux et lui. Le major ne sut que répondre, de sorte que le baron fit appeler le sieur Berna do Spirito, auditeur général de l'armée, et lui commanda de le faire mettre en prison et de lui faire son procès, tant pour avoir passé la rivière contre son ordre, que pour avoir abandonné Grazzanise, avoir fui et laissé tous ses gens à la merci des ennemis; en effet, ils furent tellement encouragés par ce premier succès,

qu'ils passèrent ensuite le Vulturne, et défirent le reste des troupes qui étaient dans Grazzanise, qui, se voyant abandonnées de leur commandant, songèrent plutôt à fuir qu'à se défendre.

Le déplaisir de ce désastre, arrivé par la faute de ce major, et par le retardement de l'argent promis au baron pour ses troupes, le toucha vivement et le fit résoudre de ne s'engager plus dans aucun dessein, que son armée ne fût un peu plus satisfaite qu'elle n'était alors. Il donna avis au duc de Guise de cet étrange événement; mais ce Prince au lieu d'approuver le châtiment exemplaire qu'il voulait faire du sieur de Beauregard, lui manda qu'il le lui envoyât à Naples; cela surprit toute cette ville aussi bien que son voisinage : on le fut pourtant bien davantage lorsque le duc, au lieu de faire punir exemplairement cet officier, non-seulement lui donna sa grâce, mais encore le commandement de l'artillerie.

CHAPITRE XI.

Divers succès des armes populaires dans le voisinage de Naples et dans les autres provinces du royaume. — Ordre de don Juan d'Autriche pour le commandement conféré aux barons.

Les deux partis étaient trop animés pour demeurer quelques momens en repos; chacun d'eux s'agitait également pour attaquer ou pour se défendre. Le Peuple de Naples, croyant que la prise du faubourg de Chiaia lui faciliterait celle de la ville de Pozzolo, résolut cette entreprise; mais elle ne fut pas si heureuse que l'autre l'avait été : car le marquis de Fuscaldi, gouverneur de cette place, la défendit si courageusement, que le Peuple fut contraint de se retirer, laissant plusieurs soldats morts ou prisonniers.

La Noblesse ne fit pas moins paraître de valeur à Sorrento qu'à Pozzolo : cette ville, qui est l'une des plus agréables de toute la côte du golfe, était attaquée et serrée de fort près par Giovanni Grillo, génois, frère naturel du baron de Ginosa, et chef du Peuple de la côte d'Amalphi; mais il fut chargé vigoureusement par les

troupes du duc de Siano, défait et pris prisonnier avec perte de plusieurs bons hommes et de toute son artillerie.

Comme les troubles des provinces n'étaient guères moindres que ceux qui affligeaient la ville de Naples, on représenta à don Juan d'Autriche que pour maintenir dans le devoir ceux qui n'en étaient point sortis, et pour y ramener les soulevés, il était nécessaire d'y envoyer des troupes, et d'en donner le commandement aux seigneurs qui y avaient le plus de crédit, afin que leur considération fît ce que l'autorité royale ne pouvait faire. Cela avait été déjà proposé pendant l'administration du duc d'Arcos; mais on l'avait rejeté, sur ce qu'on avait considéré que la Noblesse était tellement désunie (par la haine héréditaire qui règne entre plusieurs familles, et par les prétentions des rangs, surtout par cet orgueil qui lui est si naturel, et qui fait que chacun s'estime autant que son voisin), qu'il était à craindre qu'en donnant un emploi dans une province à un seigneur, on ne désobligeât tous les autres. Mais don Juan ayant fait un peu plus de réflexion sur cette matière que n'avait fait le duc d'Arcos, jugea que l'on pouvait commettre le gouvernement des provinces à certains seigneurs, dont le rang élevé les mettrait à couvert de jalousie; et que pour celles où il y avait plusieurs maisons égales en crédit et en considération, on y enverrait des commandans que la Noblesse du pays aurait ordre d'assister, afin de concourir ensemble à tout ce qui regardait le bien public. Le gouvernement de la

Calabre ultérieure fut commis au duc de Montéléone, et celui de la citérieure au marquis de Fuscaldi, qui étaient les plus considérables de ces deux provinces, où, par le moyen de leurs amis et de leurs vassaux bien intentionnés, ils pouvaient servir leur Roi fort utilement.

Don Juan voulant de plus en plus obliger la Noblesse, ne voulut point qu'on poursuivît le paiement de la taxe faite sur ceux qui, appelés dans la convocation générale de ce corps pour le service de l'État, n'avaient point comparu, et ordonna que pour la subsistance des levées, chacun payerait ce qu'il voudrait. Ces premiers soins touchèrent sensiblement la Noblesse ; mais comme il est impossible, dans l'administration des affaires d'un royaume, de contenter tout le monde, elle fut un peu choquée par le manifeste que fit ce Prince pour obliger les soulevés à se remettre en leur devoir, par lequel il abolissait généralement toutes les gabelles imposées depuis l'empereur Charles-Quint.

L'intérêt que plusieurs gentilshommes avaient en ces impositions, en obligèrent une partie de s'assembler pour représenter à don Juan le notable préjudice qui leur en reviendrait, et pour le prier de modérer ces grâces : mais cela ne fut pas nécessaire; car ce manifeste fit aussi peu d'effet que les précédens.

Quelques soins que prît don Juan, en ces commencemens, il eut de la peine à éteindre des feux allumés en tant d'endroits, et lesquels semblant s'amortir en un lieu, s'y rallumaient un peu

après, ou paraissaient dans un autre. En effet, on voyait tout-à-coup un grand soulèvement suivi d'un calme fort apparent, et une bonace changée en une grande bourasque. Polito Pastina après avoir, en peu de jours, pris la ville de Salerne, et l'avoir perdue, s'en était si bien emparé en la reprenant, qu'il y régnait aussi paisiblement qu'il eût fait dans un tems de paix, s'il en eût été Prince légitime. Après s'être bien assuré de cette importante ville par la licence qu'il donna à la populace, d'exercer toutes sortes d'inhumanités contre la Noblesse, il s'étendit dans la campagne et se rendit si redoutable à son voisinage, que l'on n'osa plus l'attaquer, et que les Espagnols ne songèrent plus qu'à la défensive de son côté, jusqu'à la réduction de Naples.

Cependant la haine que le Peuple de la campagne avait contre la Noblesse, s'augmentait ou du moins éclatait davantage, par les heureux succès de leurs armes. Les vassaux du baron de Latronico, terre de la Basilicate, firent paraître la leur par l'assassinat de leur seigneur et de ses deux frères : ceux de Marsico Novo, n'ayant pu surprendre don Francesco Ignasello, seigneur de ce lieu, satisfirent une partie de leur fureur par la mort des soldats qu'il avait laissés dans son château pour le défendre, et lesquels, nonobstant la composition faite avec ce Peuple, furent égorgés contre la foi donnée, et leurs têtes mises sur les murailles du jardin, à la place des pots de fleurs qui y étaient auparavant. La ville de

Nardo, qui appartenait au comte de Conversano, et qui avait été l'une des premières de la province à prendre les armes, n'oublia rien pour faire paraître cette horrible aversion qu'elle avait contre la Noblesse.

Mais le comte la réduisit peu après à l'obéissance, et la traita si rigoureusement, qu'il n'épargna pas même les gens d'église, qui se trouvèrent avoir eu part à la rebellion du Peuple. La ville de Leccé, l'une des plus grandes et des plus considérables du royaume, soulevée contre les Espagnols, sur le prétexte des gabelles, massacra le conseiller Vraga, Espagnol, que le Vice-Roi y avait envoyé pour remédier à ces désordres; et la populace lui ayant coupé la tête, traîna son corps ignominieusement par les rues, et en eût fait autant au mestre-de-camp don Francesco Boccapianola, gouverneur des armes, s'il n'eût évité ce danger par une prompte fuite. Il est vrai que cette fureur ne fut pas de durée, et qu'elle s'éteignit à l'arrivée du pardon général qu'accorda don Juan, et qui donna lieu à ce mestre-de-camp de retourner dans cette ville. Mais entre tous les chefs populaires de ces provinces, il n'y en eut point dont les progrès fussent plus remarquables que ceux du docteur Matteo Christiano, gentilhomme de la terre de Castelgrandine, lequel n'ayant pas moins de courage que de conduite, courut toute la Basilicate, et fut le plus redoutable ennemi que les Espagnols eussent dans ce pays et dans son voisinage. Il s'était joint, au commencement,

avec Grégorio Forino, que Gennaro Annésé avait fait vicaire-général de toutes ces provinces, et lequel se fût rendu maître d'une partie du royaume, s'il eût cru ce prudent conseiller; mais son extravagance ne pouvant compatir avec la sagesse de celui-ci, Mattéo Christiano, prévoyant sa chute, qui arriva peu après, se résolut d'agir seul, et commença à se faire connaître par le secours qu'il donna à Polito Pastina, pour le recouvrement de Salerne, qu'il avait perdue en allant attaquer Scaffati. Ce service ayant obligé le Pastina à le déclarer son lieutenant-général, Mattéo Christiano alla ensuite finir le siége de la Rocca Impérialé, que le docteur Gioseppé Griffo avait commencé, et prit cette place, l'une des plus importantes du pays, dans laquelle il trouva de l'argent, de l'artillerie et des munitions qui lui donnèrent moyen de former un petit corps d'armée, avec lequel il prit Pisticcio et Ferrandina, qui sont les clés des provinces de Bari et d'Otrante, et mit en fuite le conseiller Gamboa, qui avait plus de trois mille hommes. Il reçut, peu après, une lettre du duc de Guise, par laquelle il le nommait capitaine-général en la Basilicate. Ce nouveau titre fut cause de la jalousie et de la mauvaise intelligence qui survint ensuite entre lui et Polito Pastina, lequel se disait président et vicaire-général de la République dans toutes ces provinces; mais ce différend fut assoupi par don Francesco Salazer, comte del Vaglio, déclaré par Gennaro Annésé, président de la principauté exté-

rieure, de la Basilicate, de la terre de Barî et d'Otrante, et vicaire-général dans les autres, confirmé depuis, dans cette charge, par le duc de Guise. Ce comte, pour mettre Mattéo Christiano à couvert des persécutions de Polito Pastina, lui conféra la charge de lieutenant-général, dont ce chef se sentit extrêmement obligé. Après la prise de Ferrandina, il se joignit avec le comte, dont le nom et le crédit avaient déjà réduit à l'obéissance du parti plusieurs villes de la province, qui se déclaraient pour la République de Naples. Ensuite de cette jonction, le comte partit de Miglianico, avec cinq mille trois cent cinquante hommes, et s'achemina vers Matéra, dont la Noblesse et le Peuple le reçurent avec joie. Les villes d'Altamura et de Gravina suivirent de près cet exemple. Barletto et Tarento, villes dont la réputation s'est établie dès les plus vieux siècles, s'étant révoltées, lui envoyèrent demander secours pour prendre leurs châteaux tenus par les Espagnols; mais la jalousie ayant causé quelques dégoûts entre le comte et Mattéo Christiano, la patente de mestre-de-camp de la Basilicate, que le duc de Guise lui envoya peu après, acheva de ruiner ce reste de bonne intelligence qui était encore entre eux; de sorte que les choses en vinrent à une telle extrémité, qu'au lieu de continuer leurs premiers progrès, ils s'attaquèrent l'un l'autre, et Mattéo alla assiéger le comte dans Gravina, qu'il ne quitta que par un ordre exprès du duc de Guise, qu'il reçut quelques jours après. Ce malheur fut l'effet de la confusion des ordres qui partaient de la secrétairerie de ce Prince, où le Fabrani agissait par son propre intérêt, non par celui de son maître et de l'État. On ne saurait dire les funestes accidens que causa l'avarice de ce secrétaire, particulièrement alors qu'à la persuasion d'Agostino Mollo, il expédia un ban, au nom du duc de Guise, par lequel il était ordonné à toutes les provinces de ne reconnaître pour commandans, que ceux de qui les brevets ou patentes seraient signés depuis la date dudit ordre. Ce conseil, donné pour confondre toutes choses dans les provinces, ne fut utile qu'à la fortune des Espagnols, et aux desseins du Fabrani, lequel, par cette voie, arrêta tant de merveilleux progrès qui s'y fesaient tous les jours, et porta tous les commandans à s'entre-battre au lieu de marcher de concert contre leurs communs ennemis.

La mauvaise intelligence du comte del Vaglio et de Mattéo Christiano, ayant obligé celui-ci à se retirer dans Altamura, le comte de Conversano crut qu'elle lui donnerait moyen de recouvrer cette place. Il partit pour l'aller assiéger; mais il en fut repoussé vigoureusement par le Christiano, qui le contraignit de se retirer honteusement.

Pendant ces troubles, ceux de la Calabre donnaient aussi de l'occupation aux Espagnols. Don Giovan de San Sévérino, comte della Saponara, ayant pris le brevet de président et gouverneur-général de cette province sous le duc de Guise, agissait avec toutes ses forces et avec toutes celles

que lui donnait le crédit de sa maison, l'une des plus illustres et des plus anciennes du royaume. Andréa Marotta, parent de Mattéo Christiano, et Marcello Tozardo, chefs populaires, y fesaient de grands ravages et des progrès considérables. La Noblesse y était terriblement persécutée, et dona Isabella di Concublet, mère du marquis de Fuscaldi, seigneur de la ville de Paula, avait soutenu glorieusement, pendant trois mois, le siége que ses vassaux avaient mis à son château, quand le marquis son fils arriva dans cette province, où il fut envoyé par don Juan d'Autriche avec don Gio Battista di Monforté, duc de Laurito, pour la réduction de ces pays. Ce dernier y fit d'abord de grands progrès, ayant défait Marcello Tozardo, qu'il battit et prit au bourg de Luzzi, et à qui il fit ensuite couper la tête.

Le duc de Martina, échappé de la prise de Cardito, qui fut emporté sur les populaires, et dans laquelle don Carlo d'Aquaviva fut tué, eut ordre du Vice-Roi d'aller dans la principauté citérieure et dans la Basilicate, pour s'y opposer aux armes du Peuple, qui y étaient alors si puissantes. S'étant rendu dans la première, le peu d'espérance qu'il eut d'y réussir l'obligea de passer dans l'autre, où d'abord il fut battu par Mattéo Christiano, avec perte de son bagage, ce qui le contraignit de se retirer à Tarento, où trouvant le Peuple tout prêt de se soulever et d'assiéger le château, il se retira à Francavilla. Le soulèvement de Tarento, arrivé bientôt après, lui fit juger que

le château, dépourvu de tout, courrait fortune de se perdre, à moins que d'être secouru promptement; il assembla sept ou huit cens hommes et toute la Noblesse du voisinage, avec lesquels il marcha en diligence vers cette ville si importante. Il entra dans le château par la porte du secours, et sortit peu après si vigoureusement sur le Peuple qui l'assiégeait, et qui s'attendait d'être secouru du Christiano, qu'il le mit en désordre et se rendit maître de la ville. C'était le service le plus grand qu'on pouvait faire au roi d'Espagne en cette partie du royaume, où cette ville tient le premier rang.

Le duc de Martina s'étant joint ensuite avec le comte de Conversano et Boccapianola, ils tentèrent l'attaque d'Altamura; mais Mattéo Christiano les força de s'en retourner avec quelque perte, et les obligea de se retirer à Acquaviva, d'où, sur la nouvelle des ravages que fesaient les populaires dans la Pouille, où ils avaient pris Lacéra Foggia, qui est considérable par le revenu annuel qu'elle rapporte pour le passage des bêtes à pié fourché, la Carignola et quantité d'autres places, et avaient réduit tous les officiers de guerre et de justice à se renfermer dans Manfredonia, l'une des meilleures de ce pays : le comte de Conversano marcha avec environ huit cens hommes vers cette province, pendant que le duc de Martina alla vers Otrante pour y renforcer ses troupes, et entrer dans la Basilicate, où la douceur de sa

conduite le fesait appeler en plusieurs lieux, lassés de l'insolence des populaires.

Durant que ces provinces étaient agitées de cette sorte, l'Abruzzo n'en fesait pas moins. Les villes de Chiéti et de Lanciano furent les premières à secouer le joug du roi d'Espagne, pour se décharger de celui de don Ferranté Carracciolo, et du marquis del Vasto, leurs seigneurs.

La ville d'Aquila, si célèbre dans les histoires, ne tarda pas à suivre cet exemple. L'humeur violente de don Michélé Pignatelli, qui commandait en cette province, servit à faire éclater ces feux naissans, qui eussent été entièrement éteints par les soins du duc de Castelnovo et di Colla-Piétra, de l'illustre famille des Caraffes, et du baron Antonio Quintij, gentilhomme de l'Aquila, lesquels, par les intelligences qu'ils avaient en cette ville et dans la province, avaient presque pacifié ces troubles; quand le Pignatelli les rendant suspects au Vice-Roi, par le crédit qu'ils avaient dans le pays, et prenant particulièrement le parti du prince de Pettorano, de la maison des Cantelmes, ennemi juré du duc de Castelnovo, ce procédé, peu politique en pareille occasion, obligea ce duc à se jeter dans le parti du Peuple, et à prendre patente du duc de Guise pour la charge de mestre-de-camp-général et gouverneur de l'un et l'autre Abruzzo pour la République de Naples. Cet emploi lui ayant été conféré par l'entremise du marquis de Fontenay, ambassadeur en Cour

de Rome. Le duc en peu de jours entra dans Chiéti, qui le reçut avec joie, aussi bien que les villes de Penna, Atri, Lanciano, Ottoné et plusieurs autres, ce qui lui donna lieu de marcher vers Forca-de-Penna, et d'agir si heureusement, que dans peu de jours il força le Pignatelli d'abandonner cette partie de l'Abruzzo, pour se retirer dans l'autre, et en empêcher la ruine, d'où le duc de Castelnovo l'eût encore chassé, si ses progrès n'eussent été arrêtés par la nouvelle de la réduction de Naples au pouvoir des Espagnols, laquelle remit le calme peu après dans tout le reste de l'État.

Polito Pastina ne dormait pas pendant tous ces bruits : le prince de Troia ayant réduit à l'obéissance des royalistes la ville d'Ariano, le Pastina la reprit courageusement un peu après, avec un secours de deux mille hommes qu'il avait eu du duc de Guise. Dans cette prise, les Espagnols perdirent le duc de Salsa, président de la province, le marquis de Buon Albergo et de Bovito, et l'auditeur Ruffo, tués sur la place, outre un grand nombre de prisonniers de qualité. Voilà sommairement ce qui se passait dans les provinces du royaume, pendant la révolution de sa ville capitale.

CHAPITRE XII.

Nouveaux troubles survenus parmi le Peuple de Naples, causés par les diverses factions. — Poursuite de Vincenzo d'Andréa pour l'établissement de la République. — Adresse du duc de Guise pour l'éviter.

L'EMPORTEMENT des Napolitains était si grand, et leur bile était tellement agitée, que quand les occasions de la faire voir aux Espagnols leur manquaient, ils la fesaient paraître contre eux-mêmes. Alors que l'on croyait que le calme était établi, au moins dans l'étendue du parti, on y voyait naître tout à coup des bourasques capables de renverser toutes choses. Les lazares, fâchés de ce qu'on ne parlait plus d'eux, voulurent en donner quelque matière par un soulèvement qu'ils firent contre les cappes noires, et suivis d'une populace aussi effrénée qu'eux, entreprirent d'en aller saccager les maisons, criant que c'étaient des Espagnols déguisés, et qu'il fallait les désarmer. Cette horrible confusion obligea le duc de Guise à se montrer dans le tumulte, où sa présence fit un tel effet, qu'après quelques coups de canne qu'il donna aux premiers qu'il rencontra,

la rumeur fut apaisée, et les lazares se dissipant dans un moment, firent connaitre que l'intrépidité d'un homme est quelquefois capable d'en arrêter un grand nombre.

La soumission des lazares, suscités par les secrets ennemis du duc de Guise, fit un grand effet parmi la populace, et accrédita extrêmement ce Prince; mais ceux qui ne l'aimaient point en furent encore plus animés contre lui, et commencèrent de nouveau à chercher les moyens de diminuer cette autorité qu'ils ne pouvaient plus détruire. L'établissement de cette Royale République qui fesait tant de bruit partout, était le plus spécieux prétexte qu'on pût prendre. Tout le Peuple qui, au nom seul de ce genre de gouvernement, avait témoigné tant de joie, souhaitait avec passion d'en voir quelque notable effet. Vincenzo d'Andréa et son parti, qui en avaient fait les premières propositions, le désiraient encore davantage; Gennaro Annésé y concourait avec tous ses amis, dans l'espérance de voir départir entre plusieurs cette puissance souveraine que le duc possédait tout seul; enfin, il n'y avait personne qui ne tendît à ce bonheur, où chacun croyait avoir sa part; mais toute la difficulté consistait à trouver quelqu'un qui en pût parler ouvertement. La puissance du duc de Guise était arrivée à tel point, qu'elle ne trouvait plus personne qui la lui osât disputer; il était obéi aveuglément, et chacun observait ses ordres, quoique chacun ne les approuvât pas; toutefois l'intérêt commun fit

qu'enfin la plus grande partie de la populace, suscitée par Vincenzo d'Andréa et par sa cabale, députa l'élu et quelques capitaines des ottines de la ville, vers le duc pour lui représenter qu'après la résolution prise par un commun accord de tout le Peuple, d'établir une République dans Naples, cette entreprise était trop juste pour la différer davantage ; que puisque l'on avait jugé que ce remède était le seul qui pouvait terminer les maux qui affligeaient tout le royaume, il était tems de s'en servir; qu'il y avait grande apparence que tous les membres de l'État étant appelés pour la création d'un corps, où chacun d'eux aurait sa place, ils recevraient beaucoup de joie d'avoir quelque part dans cette autorité suprême, qui, dans un État monarchique, leur avait paru si affreuse; que, par cet établissement, le royaume verrait sortir du chaos qui régnait alors, un monde naissant, tout rempli de ce qu'on pouvait désirer pour la tranquillité publique; que cette juste érection serait approuvée sans doute de tous les princes d'Italie, surtout de Venise et de Gênes, dont la conduite montre qu'elles estiment plus les Républiques que les Rois et les autres Princes qui ont le nom de souverains; que le Peuple les avait députés vers lui pour le prier très-instamment de travailler pour ce dessein, et d'établir la République, dont vainement il se dirait le chef, si elle était sans corps; qu'ils ne doutaient aucunement de son zèle en cette rencontre, puisqu'ils étaient persuadés que son principal objet était la

satisfaction du Peuple et la bonace de l'État ; qu'outre cela, son intérêt s'y rencontrait absolument, d'autant que le rang qu'il tiendrait dans la Royale République ne serait pas moins glorieux, que celui que les dictateurs tenaient dans leurs siècles à Rome, et qu'il lui serait plus utile de posséder une autorité aussi solide que réglée, qu'une puissance toujours flottante, et qui était environnée d'un nombre infini de précipices.

Tout autre que le duc de Guise eut sans doute paru surpris d'une telle harangue; car, de consentir à la demande du Peuple, c'eût été renoncer tout à fait à l'autorité qu'il possédait et qu'il voulait conserver au péril de sa vie; et de le refuser, c'était l'obliger à se soulever contre lui; mais dans quelque danger que ce Prince ait été, jamais il n'a manqué d'assurance, non plus que d'agréables paroles ni d'intrépidité. Il le fit connaître en cette occasion, par la réponse qu'il fit à ces députés : il leur dit qu'il ne désirait pas moins qu'eux l'établissement proposé; qu'il jugeait que la République était la forme la plus juste, la plus douce et la plus durable que l'on pût donner à l'État; qu'il y avait dans l'Europe trois sortes de Républiques; la première, comme Venise, qui n'est régie que par les Nobles; la seconde, comme celle des treize cantons des Suisses, qui n'est formée que du Peuple; et la troisième, comme celle de Hollande, qui est mêlée de la Noblesse et du Peuple; qu'il n'y avait pas d'apparence qu'on vou-

lût imiter Venise, et laisser le gouvernement de ce royaume à la Noblesse; que de suivre l'exemple des Suisses, et de n'admettre dans l'État que le Peuple seul, il y aurait de l'imprudence à ce sentiment dans un tems où si la Noblesse se voyait exclue de la participation de l'autorité souveraine, le désespoir d'un traitement si étrange la porterait à s'attacher plus que jamais aux Espagnols, quoiqu'elle en fût peu satisfaite; que le Peuple de la ville n'était pas assez fort pour donner la loi à ce corps si considérable et si puissant dans le royaume; qu'il ne voyait donc que les Hollandais sur qui l'on pût se régler; que pour faire une République mêlée comme celle-là, il fallait attirer les Nobles dans le parti, en leur fesant bien connaître les avantages que tout leur corps en recevrait; qu'encore que les injures et les actes d'hostilités réciproques qui se fesaient alors parussent sans remède, il espérait que la Noblesse et le Peuple préféreraient l'intérêt public à tout autre; mais que cela dépendait du tems et des soins que la populace devait prendre pour convier la Noblesse à se réunir avec elle, afin de former conjointement cette République qu'on lui proposait aujourd'hui.

Ce Prince naturellement éloquent, et dont le visage persuadait autant que le discours, ferma la bouche aux députés par cette adroite réponse. Il y en eut seulement quelques-uns qui dirent qu'en attendant l'établissement de la République, il fallait créer quelques vice-sénateurs; mais le

duc leur répondit que ce serait une chose ridicule de donner des vice-gérens à des charges qui n'étaient point encore en nature.

Les députés ne trouvant aucune raison capable d'être préférée à celle du duc, se retirèrent avec beaucoup de honte et de chagrin pour ceux qui avaient suscité cette députation, dont l'issue parut aussi glorieuse en ce moment pour ce Prince, qu'ils l'avaient espérée funeste. Le corps de la populace ne fit aucune démonstration d'être choqué de ce refus; les cappes noires qui désiraient de retourner sous le joug des Espagnols en eurent une secrète joie; Gennaro Annésé en eut un dépit extrême, et Vincenzo d'Andréa et son parti en eurent une telle rage, que ne voyant plus d'espérance dans la prétendue République, ils commencèrent depuis ce jour à prendre de nouvelles mesures, et à prêter l'oreille aux propositions que les Espagnols leur fesaient faire en secret pour un accommodement général. Pour moi, je crois avec quelque apparence que l'autorité que possédait le duc de Guise eût duré plus long-tems, si, au lieu de faire connaître dans cette rencontre le dessein qu'il avait de se conserver dans ce poste suprême, il eût établi alors quelque forme de République; car il l'eût pu composer de personnes de son parti, et quoiqu'il y eût admis Vincenzo d'Andréa et quelques autres consulteurs de sa cabale, leur petit nombre n'eût pu nuire aux intérêts de ce Prince. Cela eût satisfait ceux qui

désiraient cette sorte de gouvernement, et qui jusqu'alors avaient détesté celui des ministres d'Espagne; le nombre de ceux-ci était considérable, et il est certain que le Peuple, qui, tel qu'un enfant, a besoin de quelque chose qui l'amuse et qui puisse arrêter ses ieux, eût regardé avec joie et avec acclamation la pompe qui eût accompagné cette République naissante.

CHAPITRE XIII.

Nouvelles mortifications que reçoit le baron de Modène du duc de Guise, à la suscitation de ses ennemis. — Entretien particulier qu'il a avec ce Prince sur ce sujet. — Compliment que Gennaro Annésé lui fait faire. — Avis qu'il en donne au duc. — Instance que fait le baron pour son retour à Naples, dont il obtient la permission.

La mortification que le baron de Modène reçut par la grâce et par l'emploi nouveau que le duc de Guise donna au sieur de Beauregard, ne fut pas la seule que ses ennemis lui procurèrent. Agostino di Liéto s'imaginait qu'il ne se pourrait jamais dire possesseur des bonnes grâces de son maître, tandis que le baron y aurait quelque part. Agostino Mollo et Aniello Portio prévoyaient que les Espagnols auraient bien de la peine à détruire le parti du Peuple, pendant que le baron serait à la tête de ses troupes; et les Espagnols, effrayés de l'entreprise de Capoue, pressaient le Mollo et ses partisans de leur ôter cet ennemi, croyant que la chute du baron causerait infailliblement celle du duc. Il ne faut donc pas s'étonner si ensuite des faux rapports que tous ces gens fesaient au duc, et des ombrages qu'ils lui don-

naient de la conduite de ce mestre-de-camp-général, ce Prince si soupçonneux, et par conséquent fort aisé à surprendre, s'emportait souvent contre lui, et cherchait toutes sortes d'occasions pour le mortifier, et pour le décréditer parmi le Peuple et parmi ses troupes. Il prenait plaisir à révoquer ses sauvegardes, ses passeports, et les moindres emplois qu'il donnait, quoique expédiés avec connaissance de cause : il blâmait publiquement sa conduite; et bien que le plus austère critique eût eu peine d'y trouver à redire, il était ingénieux à chercher des moyens pour la censurer.

Il est malaisé de juger si le duc fesait toutes ces choses pour obliger le baron à renoncer à son emploi, et à se retirer de Naples, ou pour faire perdre au Peuple l'estime et l'amitié que tout le monde avait pour lui. Il eut une conférence avec ce Prince sur ce sujet, assez notable pour être remarquée ici. Le regret de se voir traité de la sorte, dans un tems où, avec tant de zèle et tant de gloire, il travaillait pour la fortune de son Prince, l'obligea de l'aller voir expressément un jour pour lui dire, la larme à l'œil, que parmi tant d'heureux succès qui lui avaient acquis Averse, et une partie de la Terre de Labour, et qui avaient rétabli l'abondance à Naples, il s'estimait très-malheureux, puisque la personne qui devait tirer le plus d'avantage de ses travaux et de ses veilles, les regardait avec mépris, ou pour mieux dire avec horreur, et que la grandeur de ses services

semblait lui procurer la haine plutôt que l'amour de son maître; qu'en examinant sa conscience, il n'y trouvait rien qui lui dût attirer tant d'affronts et tant de mépris; qu'il jugeait bien que tous ces emportemens ne venaient que des artifices d'Agostino di Lieto, de Girolamo Fabrani, et d'Agostino Mollo : qu'il savait que les deux premiers avaient conspiré sa disgrâce, afin d'agir impunément, et de régner seuls dans son cœur, ou plutôt dans Naples, qui commençait à se lasser de leurs violences et de leurs concussions; qu'il était informé que ce dernier était gagé par les Espagnols, pour perdre ses véritables serviteurs, surtout ceux qui avaient les armes à la main et qui agissaient comme lui; qu'ayant beaucoup plus de raison d'appréhender ces ennemis qui lui fesaient la guerre dans le cabinet, que ceux auxquels il la fesait dans la campagne, il ne trouvait point d'autre remède pour tant de maux que sa retraite ou l'éloignement de ces fourbes; que ne voyant point d'apparence à ce dernier, il conjurait ce Prince de lui permettre de se retirer chez lui, et de faire voir, en cette occasion, qu'il craignait plus la calomnie, qu'il ne redoutait les Espagnols, et, qu'après avoir fait tête assez vigoureusement à ceux-ci, il avait cru que sans lâcheté il pouvait lâcher le pied, afin d'éviter celle-là; qu'en lui remettant tous les fruits de son zèle et de ses travaux, aussi bien que les grandes sommes d'argent qu'il lui avait, en divers tems, prêtées ou fournies pour son ser-

vice, il ne lui demandait autre grâce que de lui donner son congé, et une seule felouque pour le transporter à Rome.

Le duc, qui effectivement avait une particulière tendresse pour ce gentilhomme, fut touché de ce discours; il l'embrassa, et lui dit, avec des larmes, qu'il ne voulait point absolument qu'il le quittât. A cela le baron répondit qu'il le priait donc de lui dire tout ce qui l'obligeait à le traiter comme il fesait. Le duc répliqua qu'il n'était pas mal satisfait de sa conduite, mais qu'il était fâché de ce que le Peuple lui témoignait tant d'amitié, et qu'il craignait qu'il ne se laissât gagner à cette faveur populaire. Le baron lui répondit qu'il était vrai qu'il fesait tout son possible pour gagner le cœur des Peuples par ses services, mais qu'il n'avait jamais eu d'autre but que de les employer pour la gloire et pour l'avantage d'un Prince auquel il s'était donné tout entier; que par ce peu de mots il pénétrait que ses ennemis se servaient des armes de la jalousie pour le détruire dans son cœur; qu'il savait de quelle nature était cette étrange passion, et qu'il n'y avait que la fuite qui le pût mettre à couvert de ses traits. Le duc l'interrompant, lui dit : que ferai-je si vous me quittez? Le baron lui répondit : que ferai-je si je demeure? car si je vous sers mal, ce qui pourtant ne peut jamais arriver, votre justice me perdra; et si je vous sers bien, c'est-à-dire, que je conserve toujours l'affection du Peuple, votre jalousie me détruira : de sorte

que, de quelque façon que j'en use, je vois ma chute, et peut-être ma mort certaine.

A ces mots le duc lui protesta que rien n'était capable de le ruiner dans son esprit; que quelque crédit qu'eussent ceux qu'il croyait ses ennemis, il n'était pas assez puissant pour lui faire perdre la place qu'il possédait dans son cœur; qu'il le priait de ne se point lasser, et de croire qu'il aurait beaucoup de part à sa gloire et à sa fortune. Ces paroles, accompagnées d'une infinité de caresses, et d'un visage qui semblait seconder son discours, obligèrent le baron à faire trève, pour quelque tems, avec les inquiétudes dont il était continuellement agité par tant de mauvais traitemens. Mais il eut à peine tourné le dos, que ce prince retomba dans ses premières imaginations, et lui en donna un témoignage assez évident un peu après.

Gennaro Annésé ayant appris que le duc de Guise témoignait d'avoir du mépris et de l'aversion pour le baron, lui envoya un prêtre, nommé don Carmino Castelli, pour lui dire, de sa part, que tout le Peuple du marché et des quartiers circonvoisins, étant mal satisfait du gouvernement du duc de Guise, était résolu de le déposséder de sa charge, et de l'envoyer dans une felouque à Portolongone; de remettre Gennaro dans son premier emploi, et de donner le commandement des armes au baron, duquel chacun était très-satisfait. Le baron, avec un visage qui témoignait savoir peu de gré à celui qui lui ve-

nait parler de la sorte, lui répondit qu'il était obligé au Peuple et à Gennaro de l'estime et de l'amitié qu'ils témoignaient avoir pour lui; mais qu'étant attaché depuis dix ans aux intérêts du duc de Guise, il ne pouvait ni ne voulait demeurer à Naples, si ce Prince s'en retirait; et qu'il était résolu de suivre partout la personne et la fortune de son maître. Aussitôt que ce prêtre l'eut quitté, il fit partir Pépé Caetano, son secrétaire, pour donner avis de cette visite au duc de Guise, lequel, au lieu de témoigner qu'il était très-satisfait de la conduite du baron en cette rencontre, dit à ce secrétaire, qu'il ne croyait rien de tout ce qu'il venait de lui dire, et que c'étaient des inventions du baron de Modène, pour se faire valoir auprès de lui.

Cette surprenante réponse obligea le baron de Modène de songer à s'en retourner auprès du duc de Guise, et de ne le plus quitter de vue, espérant que par ce moyen il pourrait éviter plus facilement les traits de l'envie et de la jalousie. Dans ce dessein, après lui avoir envoyé plusieurs chevaux, jumens, bœufs, vaches et bufles qu'il avait pris sur les ennemis, et qui furent estimés plus de dix mille écus, il le pria, par une lettre qu'il lui écrivit, et qui était un peu pressante, de lui permettre de retourner à Naples, puisque après avoir perdu l'occasion de marcher au-delà du Vulturne, son séjour était inutile dans Averse et dans la campagne. Le duc différa fort long-tems à lui répondre, mais enfin il lui envoya dire par

Fra Tomaso, religieux Augustin, et par le chevalier Michelini qu'il lui permettait de retourner à Naples, ce qu'il lui confirma encore par une lettre que porta au baron, Ignatio Spagnolo, surintendant de la monnaie, par laquelle le duc lui ordonnait de laisser sortir trois cens tomolo de grains en faveur de ce Napolitain, et lui marquait, par apostille de sa propre main, qu'il le priait de venir à Naples, pour conférer avec lui sur le dessein qu'il avait de faire une attaque générale à tous les postes espagnols.

CHAPITRE XIV.

Retour du baron de Modène à Naples. — Froid accueil que lui fait le duc. — Proposition d'un assaut général. Avis contraire du baron. — Attaque générale des postes. — Mauvais succès de ce dessein.

La lettre qu'Ignatio Spagnolo rendit au baron de Modène lui donna beaucoup de joie : il crut que son retour à Naples finirait tous ses chagrins, et que la prière qu'il ferait à ce Prince de permettre qu'il se démît de son emploi entre ses mains, ferait cesser la jalousie que cette charge lui attirait. Ayant donc fait assembler les principaux chefs de l'armée, il leur dit qu'il allait à Naples, ensuite de la permission que le duc lui en avait donnée ; que le motif de son voyage était la sollicitation des payes dues aux troupes, et des apprêts qu'il fallait pour passer le Vulturne. Ils lui répondirent qu'ils étaient fâchés de le voir aller à Naples, où il serait à la merci de ses plus cruels ennemis ; qu'il ferait mieux de se tenir dans Averse, où il était maître absolu de toutes choses, que de s'exposer de la sorte à la fureur de tant de fourbes et de tant d'imposteurs, qui travaillaient à sa perte ; qu'ils le priaient de bien songer

à lui en cette occasion ; et que s'il lui arrivait quelque sinistre accident, ils l'assuraient que son armée se dissiperait bientôt, puisqu'il n'y avait que l'amitié que les troupes avaient pour lui qui la maintenait dans l'état où elle était.

Le baron, après les avoir embrassés tous, et laissé le gouvernement de la ville au signor Ciccio Ferlinghieri, général de la cavalerie, suivant l'ordre du duc de Guise, partit le même jour, et arriva dans Naples sur les trois heures après midi. Quoiqu'il eût fait tout son possible pour cacher son arrivée au Peuple, il ne lui fut pas possible d'empêcher qu'une multitude de gens ne vinssent au-devant de lui, et que beaucoup d'autres ne le suivissent dans les rues, en témoignant la joie qu'ils avaient de le voir. Étant arrivé chez le duc, il le trouva accompagné d'Agostino Mollo, d'Aniello Portio, du capitaine de ses Gardes, et de quelques autres personnes de leur cabale. L'accueil que lui fit le duc fut si froid, que tous les assistans s'en aperçurent, et après lui avoir dit seulement qu'il était le bien-venu, il se tourna vers le Mollo, qu'il prit par la main pour lui aller parler auprès d'une fenêtre. Le baron, jugeant qu'ils avaient des affaires ensemble où sa présence n'était pas nécessaire, sortit de la chambre du duc, pour s'aller rafraîchir dans la sienne; mais il fut bien étonné quand on lui dit que le duc l'avait donnée au contrôleur de sa maison, nouvellement arrivé de Rome. Cela l'obligea de retourner vers ce Prince, pour lui dire,

qu'ayant cru jusques alors être toujours son domestique, il était étonné de voir qu'on l'eût privé de ce titre en le privant de la chambre qu'il lui avait donnée dans son palais, dans lequel il n'en avait qu'une, et Agostino di Liéto cinq ou six. Le duc parut embarrassé à ce discours, et balançant un peu sur ce qu'il avait à lui répondre, il lui dit qu'il avait donné cette chambre à son contrôleur, parce qu'il avait besoin de le loger auprès de sa personne, qu'il pouvait aller loger au couvent des Carmes, s'il voulait, et qu'il y serait plus commodément. Le baron lui repartit qu'il n'aurait pas besoin de chercher un logement si éloigné pour se retirer, et que puisqu'il n'avait plus de couvert chez son maître, il irait loger au faubourg Sant-Antonio, chez le capitaine Andréa Rama. Le duc, qui naturellement était bon, et qui avait de la tendresse pour lui, parut un peu plus embarrassé qu'auparavant, et voyant que le baron se disposait à se retirer pour ne pas interrompre davantage la conversation que ce Prince avait avec le Mollo, il le prit par la main, et le tirant à l'écart, il lui dit, avec un visage un peu plus doux, que n'ayant aucunes nouvelles de France, il jugeait qu'il était abandonné de tous les siens; qu'il n'avait plus d'autres recours qu'à Dieu et à son épée; que n'ayant ni argent ni pain, il était résolu d'attaquer les postes occupés par les Espagnols dans les quartiers de la ville; qu'il avait fait venir neuf ou dix mille hommes de Salerne, San Sévérino, Avellino, la Cava,

Nocera, Lauri, et d'autres lieux du parti du Peuple; qu'il les voulait employer dans cet assaut général, auquel, infailliblement, les Espagnols auraient peine à résister, et qu'ainsi il espérait de les chasser dans peu de Naples, ou à tout le moins de les réduire à se renfermer dans les châteaux.

Le baron, convié par la fin de ce discours à lui répondre, lui dit, qu'encore qu'il reconnût à son grand regret qu'il n'avait plus aucune part dans sa confiance ni dans son cœur, il ne laisserait pas de lui dire ses sentimens, avec la même ardeur qu'il lui avait toujours témoignée; qu'il ne croyait pas que l'assaut général qu'il voulait entreprendre pût réussir, et qu'il craignait qu'en cette rencontre il ne perdît ses hommes et sa réputation, qui seule alors le maintenait avec le Peuple; que les raisons de sa crainte étaient le bon état des postes, le courage des ennemis, lesquels, quoiqu'en fort petit nombre, avaient la défense de leurs fortifications, et le peu d'expérience des Populaires, qui bien que hardis et résolus, n'étaient pas accoutumés à des attaques de ce genre; que si ses gens étaient repoussés, les Populaires (dont le cœur s'abaisse aussi facilement qu'il s'élève) perdraient entièrement courage, et se voyant sans espérance et sans secours, se souleveraient contre lui, et écouteraient les propositions de paix que leur fesaient les Espagnols; qu'il vaudrait beaucoup mieux employer les bras des troupes étrangères à la poursuite du

siége de Capoue, la prise de laquelle le rendrait maître de l'une des clés du royaume, de toute la Terre de Labour, et de plus de cent mille charges de blé, qui rétabliraient dans Naples l'abondance, et son autorité pour jamais; que par cette voie il acquerrait toute la Noblesse, qui aurait une raison solide pour quitter les Espagnols, et que ce serait alors qu'il aurait un beau moyen d'emporter les quartiers tenus par les Espagnols dans Naples, mais encore de les conserver par le pain que cette prise lui donnerait, ce qu'il ne pourrait faire en ce moment, quand l'assaut général viendrait à réussir, puisque les quartiers gagnés auraient peine d'être conservés, par le manque de vivres où Naples se trouvait en ce jour.

Le duc, qui ne se défesait pas aisément de ses premiers sentimens, lui répartit qu'il était très-assuré qu'il emporterait les postes dans cette attaque générale; le baron voyant son obstination, changea de discours et lui dit que reconnaissant de jour en jour que l'estime et l'affection qu'il avait eues autrefois pour lui, diminuaient extrêmement, il s'imaginait que son absence en était la principale cause, puisqu'elle donnait lieu à ses ennemis d'entretenir l'esprit de ce Prince dans les ombrages qu'ils lui donnaient de sa conduite; qu'il le priait d'agréer qu'il se démît de son emploi, et qu'il ne sortît plus de Naples, ou qu'il se retirât chez lui. Le duc, en l'interrompant, lui répondit qu'il avait plus que jamais besoin de

lui à la campagne, étant résolu de pousser l'entreprise de Capoue aussitôt que l'assaut général des postes serait fait; qu'il allât se reposer et se délasser, et que le lendemain ils s'entretiendraient plus long-tems ensemble.

Le baron de Modène prit congé du duc, et s'en alla chez le capitaine Andréa Rama, dont le père le reçut fort agréablement. Les plus honnêtes gens de son faubourg vinrent visiter le baron, pour lui témoigner la joie qu'ils avaient de ce qu'il était venu loger dans leur quartier.

Soit que l'air de ce faubourg fût plus froid que celui des lieux où le baron logeait ordinairement, soit que le serein qu'il avait pris, étant sorti assez tard du palais du duc de Guise, lui eût été mauvais, il fut attaqué cette même nuit d'un grand catarrhe sur la gorge, et d'une espèce d'esquinancie, laquelle l'obligea de tenir le lit jusqu'au quatorzième du mois de février. Cette indisposition le fâcha extrêmement, d'autant qu'il eût été très-aise de servir le duc dans cette attaque générale, quoique faite contre son avis; et lui ayant envoyé le lendemain le chevalier Michelini, Luquois, et l'un de ses lieutenans-généraux, pour lui donner avis de son indisposition, et lui dire le regret qu'il avait de ne pouvoir le servir de sa personne, ce Prince répondit au chevalier, qu'il était très-marri de son mal, et qu'il était assuré de sa bonne volonté.

La résolution que le duc de Guise avait prise d'attaquer tous les postes des Espagnols, avait été

publiée plus d'un mois auparavant qu'on l'exécutât, de sorte qu'ils avaient eu assez de tems pour s'y préparer, et pour n'être pas surpris. Quoiqu'ils eussent peu de gens, ils garnirent leurs postes le mieux qu'ils purent, et toute la Noblesse, qui était près de don Juan, se mit en devoir de lui faire connaître, en cette occasion, l'attachement qu'elle avait pour lui.

Le duc de Guise, résolu à cet assaut général, en donna les ordres la veille, qui était le onzième jour du mois de février, et ordonna que trois mille hommes attaqueraient le poste de Donna Elvina; que trois mille autres, en même tems, feraient trois attaques au faubourg de Chiaia; qu'il y en aurait cinq cens destinés pour être au fond du Citrangolo, et feindre d'attaquer la porte du lieu où l'on joue la comédie, et faire une diversion pour détacher les Espagnols des autres quartiers attaqués véritablement; qu'il y en aurait cinq cens pour l'assaut de Santa Chiara, cinq cens pour celui de San Carlo, cinq cens pour celui du Noviciat des Jésuites, cinq cens entre les deux attaques pour rafraîchir ou soutenir celle qui en aurait besoin. Que cinq cens autres feindraient d'assaillir la redoute du château Sant-Elmo, et que cinq cens autres feraient la même chose vers la Douane des Espagnols, pour les embarrasser et les contraindre à diviser leurs troupes pour faire tête à tant de gens. Qu'il y en aurait, au même instant, deux cens qui marcheraient vers la porte de la grande Douane, deux cens vers le poste de

Porto et de Visita Poveri, deux cens vers San-Sébastiano, qui est proche de Porta-Alba, deux cens vers Monte-Olivéto, trois cens vers San-Doménico de Soriano, trois cens vers la Porta-Medina, pour l'attaquer par escalade, et trois cens vers Santa-Maria Della-Nova. Le duc, ayant donné ces ordres, se résolut de demeurer au palais du duc de Gravina, avec un gros de quinze cens hommes, pour secourir et pour répondre au besoin que les assaillans pourraient en avoir.

La conduite et le commandement de ces attaques furent commis par le duc au Melloné, vieux soldat de longue expérience, mais Espagnol secret, comme il parut clairement peu après par les récompenses publiques qu'il reçut des ministres d'Espagne, dans la réduction de Naples. Ce Prince, charmé par le Mollo, qui était alors le premier mobile de toutes ses actions, fit, pour cet effet, le Melloné mestre-de-camp-général de la ville, et sépara ainsi la charge qu'avait le baron de Modène.

Le douzième jour de février, l'assaut général fut donc donné à tous les postes des ennemis, conformément à ces ordres, et, dès le matin, les troupes populaires marchèrent et commencèrent ces attaques avec de grands cris, qui semblaient faire paraître leur ardeur; mais le succès ne répondit pas à l'attente du duc de Guise. Le Peuple, après un combat qui dura jusque vers le soir, à une heure de soleil fut repoussé avec grande perte de gens tués ou prisonniers, et l'on reconnut en cette occasion que les grands et heureux succès

de la guerre, n'arrivent pas par le grand nombre des soldats, et que peu de gens braves et disciplinés sont capables de résister et d'en battre un plus grand nombre, principalement quand ils combattent à couvert. Les Espagnols ont assuré qu'ils n'y perdirent que sept ou huit hommes. Quoi qu'il en soit, leurs ministres eurent sujet d'être contens de ceux qui défendaient ces postes, et leur valeur acquit beaucoup de gloire dans cette importante action.

CHAPITRE XV.

Murmures que cause dans Naples et parmi les soulevés la funeste issue de l'assaut général. — Exécution de Paolo di Napoli, et de son beau-frère. — Le baron de Modène est arrêté prisonnier, et plusieurs autres.

Si le duc de Guise vit avec beaucoup de constance la mauvaise issue de l'assaut général, le Peuple la regarda d'une manière bien différente. La douleur qu'elle lui causa parut non-seulement sur son visage, mais encore par ses murmures, et plusieurs, des plus touchés et des plus hardis, disaient tout haut qu'après une semblable disgrâce il ne fallait plus rien attendre; que le parti abandonné de la France, ne se pouvant appuyer que sur soi-même et sur ses forces naturelles, avait lieu de perdre courage après un si funeste succès, où sa foiblesse avait paru à la vue de tout le royaume. Les parens et les femmes des morts, des blessés et des prisonniers fesaient le plus de bruit, et étourdissaient tout le monde de leurs plaintes et de leurs cris, et, parmi leurs doléances laissaient échapper des paroles menaçantes contre le duc et contre son Conseil. Il y en eut même quelques-uns qui dirent publique-

ment que le duc avait eu grand tort de ne pas commettre le soin de cette attaque au baron de Modène qui l'eût fait réussir indubitablement. Cette perte et ces discours affligèrent extrêmement le baron, et quoiqu'il eût prévu que le duc ne trouverait pas son compte en cette entreprise, cela ne laissa pas de le fâcher au dernier point. Il envoya aussitôt le chevalier Michelini à ce Prince, pour lui témoigner le déplaisir qu'il en avait, et pour lui dire qu'encore que ce malheur fût grand, il y avait un moyen de rabattre dans peu de jours la joie que les Espagnols en avaient, par la prise de Capoue, dont le baron lui répondrait par écrit, et sur sa tête, si l'on lui donnait l'argent qu'il avait demandé tant de fois pour ses troupes.

Le duc répondit que ce mal n'était arrivé que par l'avidité que Paolo di Napoli, chef de la plus grande partie des troupes étrangères, avait eue de piller le faubourg de Chiaia, au lieu de combattre, et qu'ajoutant l'insolence à la désobéissance, il avait dit à celui qu'il lui avait envoyé pour l'obliger à faire son devoir, que si le duc venait lui-même pour empêcher ce qu'il fesait, il lui couperait la tête, et la porterait à don Juan; mais il ne dit rien sur la proposition de Capoue.

L'indisposition du baron de Modène lui permettant de sortir de la chambre trois jours après, il alla au palais du duc de Guise dès le matin, et le trouva au milieu de quelques officiers que le duc quitta dès qu'il le vit entrer, et, s'avançant à

sa rencontre, lui dit tout haut et d'une voix assez altérée, que la trahison, la lâcheté et le pillage lui avaient fait manquer le plus glorieux dessein qu'on eût pu faire à l'avantage du parti; mais qu'il saurait bien châtier les auteurs de ce grand désastre. Le baron, s'approchant, lui dit tout bas que chacun accusait le Melloné de cette perte, et qu'on disait publiquement qu'il avait fait tout le contraire de ses ordres pour favoriser les Espagnols, avec lesquels, au dire de tout le monde, il avait une secrète intelligence. Le duc, sans lui rien répondre, se remit au milieu de la compagnie et changea de discours, jusqu'à ce qu'il sortît de sa chambre pour aller à la messe, où le baron l'accompagna, et l'ayant ensuite reconduit jusqu'à son palais, alla dîner avec le père Capécé, confesseur de ce Prince, dans son appartement. Au sortir de table, ils allèrent passer l'après-dinée ensemble à la promenade, et retournèrent vers la nuit chez le duc. Ce Prince, apercevant le baron, l'appela pour lui dire qu'il désirait l'entretenir le soir même, touchant l'affaire de Capoue. Le baron, accompagné du sieur des Isnards, son cousin, et du chevalier Michelini, fut fort longtems dans la chambre et dans le cabinet, pendant que le duc, sans lui rien dire, parlait tantôt à Agostino Mollo, et tantôt à Agostino di Liéto, qui sortit et rentra en moins de deux heures plus de vingt fois, avec beaucoup d'empressement; cela donna quelque pensée au baron qu'on tramait quelque chose contre lui, et dès-lors il com-

mença à croire les avis qu'on lui avait donnés depuis quelques jours, et particulièrement le payeur-général Nicolò Maria Mannara, lequel, l'étant venu visiter, l'avait assuré que la cabale des Espagnols, dont le Mollo était le chef, avait conjuré sa ruine, et qu'il en verrait bientôt l'effet. Tino Piccino, major du régiment du Zappulo, lui avait parlé plus clairement le jour même, et l'avait assuré qu'une femme qu'entretenait le Liéto, lui avait dit qu'elle avait appris de ce capitaine des Gardes du duc, que l'on verrait dans peu des choses bien tragiques, dont le baron de Modène serait de la partie. Tous ces avis n'avaient fait aucune impression dans l'esprit d'un homme qui se fondait sur l'innocence de sa conduite, et sur l'affection du duc, dont il ne pensait pas que l'âme fût capable de se résoudre à perdre un des plus fidèles et des plus zélés amis et serviteurs qu'il eût jamais eus près de lui. Il croyait bien que ce Prince, prévenu par les ombrages qu'on lui donnait, pouvait l'éloigner de sa personne, et le bannir de son cœur; mais il lui était impossible de se persuader qu'il passât, sans cause, d'une extrémité en une autre, et d'une amitié extrême à une haine prodigieuse, ni que ce Prince, qui lui avait toujours paru si bon et si indulgent, se pût résoudre à le perdre sans aucun sujet. Le baron fut toutefois trompé en cette rencontre, et il reconnut, à son désavantage, que la facilité de croire les rapports, et la jalousie sont deux écueils inévitables, et qui causent mille malheurs dans les

Cours des Grands, qui en sont en quelque sorte susceptibles.

Le baron, voyant qu'il était fort tard, et que le duc se promenait dans son cabinet, avec des ieux et un visage qui montraient qu'il était agité de quelque passion violente, s'approcha de lui pour lui demander s'il désirait l'expédier ce soir là sur l'affaire de Capoue. Le duc, le regardant avec une mine menaçante, lui dit qu'il voyait bien qu'on le voulait pousser jusque dans la dernière fureur, mais qu'il y donnerait bon ordre; et ensuite il lui apprit qu'il venait de faire arrêter Paolo di Napoli, et son beau-frère, et qu'il les avait envoyés à la Vicarie, pour leur faire faire leurs procès, et les faire étrangler sur-le-champ. Le baron lui répondit qu'il le priait de l'excuser s'il lui disait avec sa liberté accoutumée, que ce procédé paraîtrait un peu étrange, et que cette façon d'agir n'aurait d'approbateurs qu'à Constantinople. Le duc, sans l'écouter, lui répliqua qu'il voyait bien qu'il était trop tard pour finir les affaires qu'ils avaient ensemble, et qu'il s'allait retirer, remettant au lendemain la conversation de l'affaire de Capoue : à ces mots, le baron lui donna le bon soir, pour s'en retourner chez lui; mais en passant à travers de la salle des Gardes, il fut abordé par Gioseppé Gaetano, fourrier général de la cavalerie, et de la compagnie des Gardes du duc, lequel lui dit, avec un visage assez triste, que ce Prince lui avait commandé de s'assurer de sa personne. Le baron, sans paraître

étonné d'un discours si surprenant, lui répartit qu'il n'eût pas cru que le crédit des Espagnols, ni de ses ennemis eût été capable de lui causer une telle disgrâce, et qu'il était si accoutumé d'obéir au duc de Guise, qu'il se serait allé lui-même mettre en prison, s'il eût voulu le lui commander de sa bouche. Ensuite il donna son épée à cet officier, qui, après l'avoir reçue, lui dit que son ordre portait encore de faire arrêter le sieur des Isnards son cousin, le chevalier Michelini, et le père Capècé, confesseur de ce Prince.

Le baron, arrêté de cette façon, fut conduit par le Gaetano dans une prison qui était autrefois un couvent de religieuses. Ce lieu n'avait pour toute garde que le geolier et sa femme, à la fidélité desquels cet officier consigna le baron et son parent, qui eussent pu se sauver fort aisément s'ils l'eussent voulu; car la prison étant sans autres gardes, il ne leur était pas malaisé de se saisir du geolier, dans le tems qu'il était avec eux, et de le contraindre de leur ouvrir les portes. Ils en eurent encore plus de moyen le lendemain au matin, que le geolier, fort zélé pour la cause du Peuple, dit au baron que s'il voulait sortir de cette prison, il lui en offrait les clés, pourvu qu'il agréât qu'il le suivît partout où il voudrait aller. Quoique cette sortie lui fût facile, il n'en voulut point entendre parler, et se résolut de ne point partir de la prison, que par l'ordre de celui qui l'y avait fait mettre. Mais ses ennemis songèrent bientôt après à l'ôter de là. Le lendemain, vers

l'entrée de la nuit, il fut traduit de cette prison dans celle de la Vicarie, en laquelle, le soir d'auparavant, Paolo di Napoli et son beau-frère avaient été conduits, ouïs, condamnés et étranglés en moins de deux heures. Quoique la mort de ces deux chefs, surtout celle du premier, semblât devoir produire quelque soulèvement parmi les troupes qu'ils avaient amenées à Naples, elle n'y causa pourtant aucune altération; car dès que le duc les eut fait arrêter dans son palais, au sortir de sa secrétairerie, où ils étaient allés pour prendre des expéditions qu'il leur avait promises, ce Prince parut dans sa salle, où il y avait beaucoup de soldats, auxquels il dit, avec un visage sévère, qu'il avait fait arrêter et mourir Paolo di Napoli, leur chef, pour le châtier de son insolence et de sa désobéissance; qu'il en ferait autant à ceux qui s'écarteraient du service, leur commandant de sortir de la ville, et de s'en retourner chez eux. Ces gens, surpris de ces paroles, se retirèrent promptement; et si cet exemple servit beaucoup alors pour faire voir ce que le duc pouvait dans Naples, il ne servit pas peu quelques jours après pour réduire à l'obéissance des Espagnols toutes les places que Paolo di Napoli tenait à sa dévotion, et dans lesquelles ses parens et ses créatures se déclarèrent pour l'Espagne, pour venger la mort de leur chef.

L'emprisonnement du baron de Modène fut suivi de près de celui de Marco Pisano, lieutenant-colonel de son régiment de dragons, du

mestre-de-camp Antonio Calco, et du capitaine Andréa Rama, qui d'abord ne furent arrêtés que pour avoir parlé un peu haut de l'emprisonnement du baron. Ils furent menés dans la Vicarie, d'où, quelque tems après, la barbarie d'Agostino di Liéto et l'injustice d'Aniello Portio, les envoyèrent tous sur un échafaud.

CHAPITRE XVI.

Mécontentement général du Peuple sur l'emprisonnement du baron de Modène.— Publication d'un manifeste sous le nom du duc de Guise, sur la détention du baron. — Députation du docteur Aniello Portio pour lui faire son procès.

Si la nouvelle de l'emprisonnement du baron de Modène donna beaucoup de joie aux Espagnols et aux amis d'Agostino di Liéto, d'Agostino Mollo, et de Girolamo Fabrani, elle causa tant de douleur parmi la populace de Naples, qu'elle ne put s'empêcher de la faire paraître par plusieurs murmures et par de secrètes menaces, qui firent craindre aux trois auteurs de cet accident que le Peuple ne se soulevât, et qu'il ne vengeât sur leurs personnes une si horrible injustice. On disait publiquement que c'était une chose inouie de voir emprisonner un homme qui, en moins de sept semaines, et avec des troupes sans discipline, sans paye et sans munitions, avait contraint l'armée de la Noblesse de quitter Averse, réduit cette importante ville à l'obéissance du Peuple, ravitaillé Naples, bloqué Capoue et soumis une partie de la Terre de Labour. La crainte que ces trois hommes eurent des sinistres effets que ces

discours pouvaient produire contre eux, les obligea de chercher quelque couleur apparente pour rendre cette action moins noire, et pour cacher leur calomnie sous le masque du bien public : ils dressèrent un manifeste qu'ils firent signer au duc de Guise, et dont voici la copie conforme à l'original italien.

HENRI DE LORRAINE, *Duc de Guise, Comte d'Eu, Pair de France, et défenseur de la Liberté, duc de la sérénissime et Royale République de Naples, et Généralissime de ses Armes.*

« La mauvaise intention du baron de Modène, publiée par des paroles et par des effets contraires à son devoir, a contraint notre affection à ne s'opposer pas davantage au cours de la justice. Ayant été à cet effet emprisonné, et avec lui le chevalier Michélini, son lieutenant-général, et quelques autres complices, nous avons donné ordre au conseiller Aniello Portio de faire une plus ample information de leurs actions, et particulièrement sur ce que ledit baron a séduit, par divers et illicites artifices, tous les officiers de guerre à s'enfuir avec lui, et à passer au service des ennemis de ce très-fidèle Peuple et de la

sérénissime et royale République : sur ce qu'il est parti de son quartier sans notre congé, et sur ce qu'il a permis que tous les officiers et soldats fissent la même chose, abandonnant ainsi malicieusement la place, laquelle il avait saccagée dès son entrée, contre tout droit de bonne guerre et contre nos ordres réitérés plusieurs fois par lettres expresses et plusieurs mandemens par nous donnés sur des plaintes à nous faites, pour la restitution des choses prises, dont il n'a jamais été possible d'obtenir l'exécution. Il y a encore d'autres choses non moins punissables que les susdites, que pour certaines bonnes considérations nous taisons présentement, mais qui seront connues en leur tems par les suites du procès. C'est pourquoi tous ceux qui ont été pillés pourront comparaître devant nous, ou devant ledit conseiller Aniello Portio, afin de faire leurs plaintes pour la restitution de ce qui leur a été pris, et pour le châtiment des coupables.

« Pour les mêmes causes nous avons fait couper la tête au capitaine Paolo de Napoli et à Gioseppe de Fusco, d'autant qu'ils ont pillé diverses places qui, de leur bon gré, s'étaient remises à leur obéissance, leur ayant ouvert leurs portes et leurs cœurs dans une allégresse extrême, et avec l'espérance, qui leur a été vaine, de se voir exemptes de la tirannie des ennemis. Quand nous lui avons envoyé nos ordres pour lui faire restituer ce qu'il avait pris, il a feint d'y satisfaire; mais il ne l'a jamais fait, et jamais il n'a obéi : étant venu

ensuite ici, comme nous lui avons commandé, avec quatorze cens hommes bien armés, et en état de bien servir, il lui aurait été commandé, suivant les résolutions du conseil de guerre, de secourir le mestre-de-camp Pérez, avec deux cens hommes, la matinée de l'assaut des postes, deux heures avant le jour, et d'assaillir lui-même, et à la même heure, d'autres postes. Mais ayant déjà une secrète intelligence avec ses ennemis, non-seulement il n'attaqua aucun poste, mais encore il ne secourut point ledit mestre-de-camp Pérez, nonobstant les ordres que nous lui en fîmes réitérer plusieurs fois, ce qui aurait été cause que ses gens n'ont pu faire les attaques des postes qui leur étaient ordonnées, avec des forces suffisantes, et que nous n'en avons tiré d'autre fruit que la blessure de ce mestre-de-camp. Même qu'au lieu d'assaillir les postes, il aurait saccagé le faubourg de Chiaia, qui déjà avait été soumis, et ayant été surpris dans le pillage, par des officieurs et par quelques-uns de nos gentilshommes, que nous lui avions envoyés, non-seulement il ne cessa point, mais répondit et souffrit que ses soldats répondissent avec des paroles insolentes et contraires au respect qu'il nous devait, et comme Prince, et comme son général. Nous avons aussi voulu nous opposer à la fuite d'une partie des chefs, ce qui enfin a forcé notre patience d'en venir à ces résolutions, exhortant un chacun de demeurer constamment dans le devoir, n'ayant d'autre but que la récompense des bons,

et la punition des méchans, principalement en ce qui concerne le dessein que nous avons de retirer les Peuples de l'oppression. »

De Naples, le 17 février 1648.

IL DUCA DI GUISA.

FABRANI.

Imprimé à Naples, par Lorenzo Gaffaro, Imprimeur de S. A. Sérénissime. 1648.

Voilà mot à mot la teneur de ce manifeste, qui devait bien faire connaître que les passions et le jugement ne sauraient subsister ensemble, et que si la calomnie est très-ingénieuse pour mettre des monstres au jour, elle ne l'est pas assez pour empêcher qu'un œil clairvoyant et sans prévention n'en discerne les difformités. En effet, il n'était pas difficile à ceux qui virent ce manifeste, de juger que son premier fondement et celui qui devait le plus noircir le baron de Modène, paraissait si ridicule qu'il donnait sujet de douter de tout le reste. Le premier crime dont il charge cet infortuné gentilhomme est d'avoir séduit tous les officiers de son armée, par divers artifices pour les obliger à s'enfuir avec lui, et passer au service des ennemis. Si l'on considère que les troupes que le baron commandait étaient composées de gens révoltés depuis peu, et qui avaient conçu une si horrible aversion pour les

Espagnols, qu'ils coupaient la tête à tous ceux qu'ils soupçonnaient d'être tant soit peu de leur intelligence, on verra que quand le baron eût été capable de parler d'une telle trahison, je ne dis pas à tous les officiers, mais seulement à quelques-uns, il ne l'eût osé faire, puisqu'au lieu de l'écouter, ils lui eussent sans doute fait sauter la tête. Il y a donc bien de l'apparence que s'il eût proposé cette fuite à tous ses officiers, ils l'en eussent châtié sur l'heure, puisqu'ils punissaient eux-mêmes le moindre soupçon sur cette matière. D'ailleurs quelles raisons l'auraient pu porter à une si lâche trahison? Le poste qu'il tenait était au-dessus de tout ce qu'il eût pu prétendre des Espagnols, et il était à la veille d'acquérir, par son épée, plus de gloire et plus de biens dans le royaume qu'ils ne lui en eussent pu donner. Mais revenons à ce pauvre malheureux.

Il était dans la Vicarie, et dans le fond d'un cachot, où l'on ne logeait que des gens convaincus des plus énormes crimes, dans lequel Agostino di Liéto l'avait fait mettre, quand Grazzullo de Rosis, capitaine et gouverneur de la Vicarie, le vint trouver pour lui montrer ce manifeste. Après l'avoir lu d'un bout à l'autre, il se tourna vers cet officier, et lui dit, avec un visage assez serein, que cette peinture n'avait rien qui lui ressemblât, puisqu'elle ne représentait pas un homme de son génie et de son caractère, mais la rage de ses ennemis, qui l'avaient dépeint tel qu'ils désiraient qu'il fût, pour le rendre odieux au Peuple. Le

capitaine, le voyant couché sur un lit, dont les piés s'étendaient dans une eau croupissante, sale et pleine d'animaux aussi vilains que venimeux, lui prit la main, lui tâta le pouls, et le laissa, après lui avoir dit quelques paroles de consolation auxquelles le baron répondit par des remercîmens et par des assurances, que, fondé sur son innocence, il ne craignait quoique ce fût. Mais le misérable état où le vit en ce moment Grazzullo de Rosis (lequel jugeait que la détention du baron ne venait que des Espagnols), obligea ce capitaine, fort attaché au parti du Peuple, d'aller trouver le duc de Guise, et de lui dire assez brusquement, que conformément à l'ordre que son capitaine des gardes lui avait donné, il avait fait mettre le baron de Modène dans le plus horrible cachot de la Vicarie; qu'il venait de le voir, et qu'il lui avait trouvé le pouls si débile, qu'il ne croyait pas qu'il vécût plus de deux ou trois jours, s'il les passait dans cet effroyable lieu; que s'il y mourait, tout le Peuple s'imaginerait qu'on l'aurait empoisonné, et que peut-être cette mort pourrait causer quelque accident, ce qui l'avait obligé de lui en aller donner avis.

Le duc lui répondit qu'il le tirât de ce cachot et qu'il le mît où il voudrait, pourvu qu'il fût soigneusement gardé, ce qui donna lieu à Grazzullo de Rosis de retourner promptement à la Vicarie, et de le faire mener dans le quartier de l'infirmerie, où il lui fit donner une chambre fort spacieuse et fort commode.

Il est impossible de représenter la douleur que sentit ce malheureux, de se voir réduit dans un cachot, sa vie à la merci d'un juge barbare et partisan des Espagnols, son honneur noirci dans toute l'Europe, et par la bouche d'un Prince dont ses veilles et son épée avaient cimenté le pouvoir; ses amis persécutés et emprisonnés comme lui, et son équipage pillé par Agostino di Liéto, qui, d'abord, s'empara de son écurie, et ne lui laissa que l'habit qu'il portait lorsqu'il fut arrêté. C'étaient des matières capables de faire mourir de déplaisir, ou de troubler le jugement des philosophes les plus sages. Mais Dieu, protecteur des innocens, et qui se plaît à les secourir quand tout le monde les persécute, donna des forces à celui-ci pour résister à sa disgrâce, comme nous verrons ci-après.

CHAPITRE XVII.

Dissipation de l'armée du Peuple à Averse. — Cabales des diverses factions qui divisent les populaires.

L'EMPRISONNEMENT du baron de Modène, du mestre-de-camp Calco, du capitaine Rama et du lieutenant-colonel des dragons Pisacano, causa un extrême déplaisir, non seulement dans les troupes qui étaient dans la ville d'Averse; mais encore parmi toutes celles qui étaient aux terres et aux bourgs circonvoisins. Le regret qu'elles en conçurent les fit d'abord murmurer, et leur mécontentement devint bientôt après si grand que, joint au défaut de paiement, le duc n'ayant pas pris soin de leur envoyer quelques payes sur celles qui leur étaient dues, cette armée se dissipa d'elle-même; de sorte que de plus de six mille hommes effectifs que le baron y avait laissés, tous braves et tous zélés pour le service du Peuple, il ne s'en trouva pas la quatrième partie trois semaines après sa disgrâce. Naples connut bientôt que la chute du baron lui était préjudiciable, et par le débandement d'une armée qui maintenait à sa dévotion sa campagne et son voisinage, et par les fréquentes

courses des Espagnols qui, renfermés auparavant dans Capoue, commencèrent à se faire voir dès qu'ils surent que le baron ne pouvait plus leur faire de mal. Mais ce qui fit le plus remarquer au Peuple de Naples la perte qu'il avait faite par cet accident, fut le manquement de pain dont on ne trouva plus dans la ville cette abondance que l'on y voyait pendant que le baron tenait la campagne. La famine recommençait à la menacer, et la simple pensée de l'horrible aspect de ce monstre, fesait trembler le Peuple et l'obligeait à renouveler ses premiers murmures. Le duc se trouvait bien empêché au milieu de tant de souffrances, de tant d'envieux et de tant d'ennemis : ceux-ci se servaient du prétexte des misères publiques pour décrier sa conduite et pour le rendre odieux à la populace, et publiaient dans leurs quartiers que son ambition était la source de tous les malheurs que l'on souffrait; qu'en le détachant de la France, elle avait été cause du retour de l'armée navale, et du peu d'effet qu'elle avait produit pour le service du Peuple; qu'il se laissait gouverner par des ministres suspects, et qui avaient intelligence secrète avec les Espagnols ; et que sa conduite semblait fuir toutes les occasions avantageuses pour le Peuple, et embrasser toutes celles qui pouvaient tendre à sa ruine.

Ces murmures étaient suscités et fomentés par Gennaro Annésé et par Vincenzo d'Andréa; mais particulièrement par le premier, lequel s'étant fortifié dans le torrion des Carmes, où il s'était

renfermé avec un petit nombre de gens dévoués à ses intérêts, parlait plus haut que tous les autres, et ne craignait pas que le duc le pût punir des calomnies qu'il semait partout contre lui. Ce fusilier fesait à tous momens des dépêches à Rome, et écrivait aux ministres de France tout ce qu'il pouvait s'imaginer pour blâmer la conduite de ce Prince ; il leur fesait entendre que bien loin de servir le Peuple, et de le maintenir dans l'union, si nécessaire au bien public, il fesait naître cent divisions, par les caresses qu'il fesait aux cappes noires, ou plutôt à ces Espagnols déguisés, qui possédaient sa confiance, et qui ne s'approchaient de lui que pour le perdre, et pour envelopper tout le Peuple dans sa ruine ; qu'il n'avait point d'autre pensée que de se faire Roi, et de sacrifier l'intérêt public au sien propre; qu'il n'appelait dans les emplois que des partisans de la Noblesse, ou de l'Espagne; et qu'il éloignait de sa personne, ou des affaires, ceux qui étaient les plus zélés pour le parti populaire; et par toutes ses lettres, il conjurait toujours les ministres de Sa Majesté Très-Chrétienne d'avoir pitié des fidèles Napolitains, et de ne pas abandonner un Peuple qui avait eu recours à sa protection, et qui n'avait reçu chez lui le duc de Guise que comme un Prince français, envoyé par le Roi pour la gloire de sa Couronne et pour l'avantage du Peuple; que chacun était résolu de le démettre du commandement souverain, et de l'éloigner du Royaume; mais que l'on avait tant de respect pour la France,

qu'on n'osait pas l'entreprendre sans leur participation, et sans ordre exprès.

Sur toutes ces choses, Gennaro n'avait que des réponses générales; les plus positives étaient, qu'on ne pouvait rien conclure à Rome, et qu'on en donnerait avis à la Cour de France. Cependant le duc de Guise était averti de tout ce qui se passait dans le torrion des Carmes, par un confident de l'Annésé, qui avait une particulière correspondance avec le Liéto, par lequel il était informé de ses mauvaises intentions, et même qu'il conspirait contre sa vie, de sorte qu'il ne songea depuis qu'à trouver les moyens de l'avoir entre ses mains, ou de le perdre en quelque façon que ce fût.

Je ne puis déplorer assez le malheur des Napolitains, ni admirer assez la fortune des Espagnols, quand je pense que la mauvaise intelligence de ces deux personnes fut le principal motif de la chute des uns et du rétablissement des autres, puisqu'alors qu'il n'y avait presque plus rien à faire pour mettre l'État dans son entière liberté: cette division fut cause qu'au lieu de marcher de concert ensemble pour achever ce grand projet, ils ne pensèrent qu'à cabaler et à se détruire l'un l'autre.

Les choses étaient arrivées à une telle animosité, que toute l'application de Gennaro était de chercher les moyens de ruiner le duc, et qu'une partie de celle de ce Prince était de trouver les occasions de perdre cet arquebusier. Le duc fit tout ce qu'il put pour l'attirer hors du Torrion; mais sa défiance

était si grande, que lorsque le duc allait au couvent des Carmes, Gennaro ne l'accompagnait jamais jusqu'au dehors, et l'on assure que ce Prince ayant un jour donné ordre à ceux de sa suite de se saisir de lui, quand ils le verraient près de la porte, il allait donner dans le piége, si un gentilhomme qui était depuis peu auprès du duc, et qui savait cet ordre, n'eût retenu Gennaro en lui marchant sur le pied, et l'obligeant par ce signal à feindre sur le champ qu'il se trouvait mal, et à se retirer sans passer plus avant. On dit aussi que l'on tenta deux fois de l'empoisonner; mais que cet homme, qui était d'une complexion robuste et vigoureuse, vomit chaque fois le poison, sans qu'il en reçût aucun mal.

Les Espagnols, qui savent si bien ménager le tems, et se servir des avantages qu'il leur procure, ne dormaient pas parmi tant de confusions. Pendant que les amis qu'ils avaient auprès du duc de Guise entretenaient sa défiance naturelle, en lui fesant entendre que cet arquebusier cherchait à vendre le Torrion des Carmes aux Français ou aux Espagnols; qu'il conspirait contre sa vie, et qu'il fesait son possible pour faire soulever la populace contre lui. Les partisans qu'ils avaient auprès de Gennaro lui disaient qu'il n'y avait point de ressource ni de salut pour lui, que par la voie d'un bon accord avec l'Espagne; que la France l'avait abandonné, et que le duc de Guise le voulait perdre; qu'il fallait qu'il songeât à retourner sous l'obéissance de son Roi, plutôt que de vivre dans

de continuelles alarmes, et de se renfermer dans une prison volontaire, d'où peut-être le poison ou le poignard le feraient sortir dans peu de jours.

Les ministres d'Espagne se servaient des mêmes artifices pour gagner l'esprit de Vincenzo d'Andréa, lequel était au désespoir de ce que le duc ne lui donnait aucune part dans l'administration des affaires; mais encore plus de ce qu'il ne voulait point établir cette République si souhaitée de tout le parti de ce Napolitain. Son mécontentement donnait lieu aux partisans des Espagnols de lui représenter secrètement que le dessein du duc était de posséder lui seul l'autorité souveraine, et non de la partager; qu'il voulait être Roi de Naples, et non pas chef d'une République; que les sages Napolitains passeraient pour fous de souffrir tous les travaux de la guerre, et les misères de la famine, pour mettre sur le trône un Prince étranger, faible et dénué de toutes sortes de moyens pour y arriver et pour s'y maintenir; et qui de plus était abandonné de la France et de tous les siens; que puisqu'il fallait que la forme du gouvernement demeurât dans son premier état, il lui serait plus honorable et plus utile de retourner sous le joug antique et légitime, que de demeurer davantage sous une domination nouvelle et usurpée, qui serait cent fois plus rude et plus insupportable que l'autre.

Ces discours étaient rejetés ou écoutés selon les différens états où son esprit se trouvait; mais le désespoir et l'ardeur de la vengeance le portèrent enfin à s'unir avec Gennaro Annésé pour travailler à détruire le duc de Guise, ou pour faire leur accommodement particulier avec les ministres d'Espagne.

CHAPITRE XVIII.

Le duc de Guise fait battre monnaie à Naples au nom de la République. — Patente de la Vice-Royauté de Naples envoyée d'Espagne au comte d'Ognatte. — Son passage et son arrivée en cette ville. — Sa conduite pour fomenter les divisions d'entre le duc de Guise, Gennaro Annésé et Vincenzo d'Andréa.

Quoique Vincenzo d'Andréa n'aimât point Gennaro Annésé, et que le but de l'un et de l'autre fussent bien différens, leur haine pour le duc de Guise, et la peur qu'ils avaient qu'il ne les fît périr, les réunirent et les firent marcher de concert en plusieurs des choses qui pouvaient contribuer à sa ruine. Ce n'était pourtant pas en toutes; car Vincenzo d'Andréa n'avait aucune part dans les négociations que Gennaro avait à Rome, avec les ministres de France, lesquels il importunait sans cesse, dans la pensée de perdre le duc de Guise par leur moyen. Étant donc réuni avec Vincenzo d'Andréa, ils donnèrent lieu aux partisans d'Espagne qui étaient dans les quartiers populaires, de faire entendre sourdement à la populace que l'on ne devait point avoir d'attachement pour

un Prince étranger qui, sous prétexte de mettre le Peuple en liberté, le soumettait à une servitude pire mille fois que celle de la domination espagnole; que son but était d'élever un trône, non pas dans Naples, mais au milieu de ses ruines; qu'il n'y avait point d'apparence qu'un Prince vassal, et dont la maison était suspecte à son propre Roi, fût capable de s'établir dans leur royaume, malgré toutes les forces du Roi Catholique; qu'il faudrait être aveuglé entièrement pour le suivre dans une route qui les conduirait enfin à un profond et inévitable précipice, et que si le Peuple s'obstinait davantage à soutenir ses intérêts, on verrait dans peu que cette ville et son royaume deviendraient le funeste et sanglant théâtre des passions qui animaient les Français et les Espagnols.

Ces discours fesaient quelque impression dans les esprits populaires; mais aussitôt que le duc se montrait en public, son visage et ses caresses dissipaient toutes les vapeurs, avec autant de facilité que les rayons d'un soleil ardent dissipent celles de la terre : ce Prince paraissait toujours dans son intrépidité naturelle; et pour amuser la populace par quelque nouveauté qui la pût flatter, dans le désir qu'elle avait de voir établir la République, il fit battre de la monnaie en son nom, sur le revers de laquelle étaient ces lettres S. P. Q. N., pour signifier qu'elle était fabriquée au nom du Sénat et du Peuple napolitain.

Mais il est tems de reprendre la suite des négo-

ciations des ministres d'Espagne à Rome, avec ceux du Conseil du Roi Catholique à Madrid. Nous avons déjà remarqué les soins que les premiers avaient pris dès les commencemens des troubles de Naples, d'informer ceux-ci du mauvais état où était le royaume, et des fautes que le duc d'Arcos avait faites dans les commencemens d'un incendie qu'il pouvait apparemment prévenir. Le comte d'Ognatte n'avait pas oublié de faire valoir son zèle et son crédit en cette occasion. Ces nouvelles furent sensibles à Sa Majesté Catholique et à son Conseil; et l'arrivée de don Alphonse de Cardona, comte d'Éril, Maggior-Dome-Maggior de don Juan d'Autriche, envoyé par ce jeune Prince pour rendre compte au Roi son père du funeste succès de ses armes, accrut de beaucoup l'affliction que cette première nouvelle avait causée dans la Cour; quelque estime qu'on eût pour le duc d'Arcos, et quelque appui qu'il eût dans le Conseil, par la faveur de don Louis de Haro son parent; cela n'empêcha pas que tout le monde ne criât contre lui, et qu'après avoir examiné tous les remèdes qu'on pouvait apporter à ces maux, le Conseil ne conclût tout d'une voix que le duc d'Arcos serait promtement rappelé; que le comte d'Ognatte serait envoyé à sa place, et que don Juan demeurerait en Italie, en qualité de plénipotentiaire du Roi d'Espagne. Ces ordres, expédiés le plus promtement que la lenteur de la nation et du Conseil le pût permettre, les dépêches en arrivèrent à Rome au

comte d'Ognatte qui, brûlant d'impatience de passer à Naples, les attendait de jour en jour. Aussitôt qu'il en eut reçu la nouvelle, il la fit savoir à don Juan, qui lui témoigna par sa réponse la joie qu'il avait du juste choix que le Roi son père avait fait de sa personne, et l'impatience qu'il avait de le voir au plus tôt à Naples, pour lui aider à soutenir le fardeau de tant de peines et de travaux.

Le comte d'Ognatte, pour donner des marques de son affection et de son crédit dès son entrée en cet emploi, ne voulut point partir de Rome qu'après avoir fait plusieurs traités avec des marchands, pour faire porter des grains à Naples, et avec des officiers de guerre pour faire de nouvelles levées, pour les employer dans ce royaume. Ces apprêts quoique lents, firent quelque effet dans la Cour de Rome, où le moindre bruit ne laisse pas de frapper l'esprit de la plupart des gens; quelques jours après, et environ la fin du mois de février, le comte s'embarqua à Civita-Vecchia sur deux galères, emportant tout l'argent qu'il put recouvrer, et quelques provisions de bouche. Étant arrivé à Gaïette, il en donna avis à don Juan, et continua ensuite sa route à Naples. Son arrivée fut précédée par celle de la galère Bougnole de l'escadre de Gênes, laquelle portait l'argent et les munitions. Cela fit espérer au parti d'Espagne que le gouvernement de ce comte serait plus heureux que celui de son prédécesseur, puisque, par un fortuné présage, l'argent et les

munitions semblaient faire son avant-garde. Le premier jour de mars le comte débarqua à Naples, où il fut reçu de tout le monde avec beaucoup de joie, et principalement de don Juan, qui lui remit agréablement le poste qu'il occupait depuis le départ du duc d'Arcos, quoique le comte témoignât de ne le vouloir pas accepter, et que même il fît paraître au collatéral qu'il était prêt de se retirer en Espagne, plutôt que d'entreprendre de régir un État dont le timon était entre les mains d'un si grand Prince, fils de son maître; mais la générosité de don Juan surmonta tous ces obstacles, et le comte fut mis en possession de la dignité de Vice-Roi, suivant les formes ordinaires.

Les premiers soins qu'il prit après son arrivée, furent de renouveler les cabales qu'il avait parmi les populaires. Le régent Zuffia lui rendit compte du bon succès des artifices par le moyen desquels Agostino Mollo s'était rendu maître absolu de l'esprit du duc de Guise; cela le satisfit extrêmement, et il conjura ce ministre de redoubler tous ses travaux pour achever ce grand dessein, si heureusement commencé. Il fit promettre au Mollo une charge de commissaire de campagne, et au Portio celle de juge criminel dans la Vicarie, dont, par avance, ce barbare s'acquittait dignement, en satisfesant aux vengeances des Espagnols, par la mort d'une infinité de malheureux populaires, qu'il fesait exécuter tous les jours. Le comte, en même tems, pressa les partisans qu'il

avait auprès de Vincenzo d'Andréa et de Gennaro Annésé de leur faire connaître le mauvais pas où ils étaient, et qu'il les menaçait d'une funeste chute, s'ils ne réunissaient leurs amis tous ensemble pour détruire le duc de Guise, et pour obliger la populace à retourner dans son devoir. Enfin il n'oublia rien pour fomenter les divisions qui troublaient le parti du Peuple, et qui, insensiblement le poussaient, sans qu'il le connût, dans la route qu'il prit peu de jours après.

CHAPITRE XIX.

Mauvais état où le duc de Guise se trouve. — Murmures et plaintes du Peuple, que le duc tâche de satisfaire par de nouvelles espérances. Entreprise sur le quartier de Donna-Elvira. — Découverte. — Nouveaux mouvemens dans Naples. — Départ d'Agostino di Liéto pour Rome. Succès de sa commission.

Pendant que le comte d'Ognatte travaillait de tout son possible pour tâcher de réduire Naples dans l'obéissance, la fortune du duc de Guise semblait se lasser de veiller pour lui. La dissipation des troupes d'Averse avait obligé ce Prince d'y envoyer Pèpé Palombo, pour garder cette place avec mille hommes, que l'on avait tirés des postes du Peuple, ce qui les avait affaiblis, et facilita, peu après, le succès de l'attaque des Espagnols quand ils reprirent la ville de Naples. La campagne était exposée à la merci de la cavalerie ennemie, qui la ravageait de tous côtés, et qui, par cette voie, fermait les passages aux grains qui pouvaient venir dans la ville. Le pain y diminuait tous les jours, et les souffrances au contraire s'augmentaient à toute heure. Ceux qui devaient le plus songer aux intérêts du duc de

Guise, ne s'attachaient qu'aux leurs. Le Mollo pensait à affaiblir en toutes sortes ce Prince, et à l'obliger à quitter Naples, pour donner plus de moyen aux Espagnols d'y pouvoir retourner. Le Portio ne songeait qu'à sacrifier des victimes aux Espagnols, par les sentences qu'il donnait contre ceux qui tombaient entre ses mains, et dont tout le crime n'était que d'être fidèles au Peuple. Le Liéto ne s'appliquait qu'à la recherche des maisons où il y avait quelque chose à prendre; le Fabrani ne butait qu'à mettre les expéditions de la secrétairerie au plus haut prix, et à exiger des officiers de justice, de police et de guerre, de grandes sommes de deniers; Gennaro Annésé avait son esprit en balance, et penchant tantôt vers la France et tantôt vers l'Espagne; mais retournait toujours dans le premier dessein qu'il avait eu de se passer des uns et des autres, et de ne subsister que par lui-même. Vincenzo d'Andréa, privé de l'espérance de voir jamais sa République établie dans le royaume, prêtait l'oreille aux avantages que les Espagnols lui offraient, sans pourtant se déterminer. Le duc de Guise aspirait toujours à la Couronne, que le Mollo lui fesait espérer; mais il ne la trouvait que dans les paroles de ce traître, et tous les autres objets qui se présentaient à ses ieux ne lui montraient que des abîmes.

Les cappes noires, qui n'avaient pas pour le comte d'Ognatte l'aversion qu'ils avaient eue pour le duc d'Arcos, travaillaient avec plus d'ardeur

que jamais, à radoucir les esprits de leurs amis mal satisfaits des Espagnols. Les populaires qui étaient secrètement de leur cabale, joints avec ceux de la faction de Gennaro Annésé et de Vincenzo d'Andréa, criaient plus haut qu'ils n'avaient fait encore, et murmuraient sur le sujet des misères publiques, et sur le peu d'espérance qu'il y avait d'en voir la fin; et ceux qui suivaient volontiers le duc de Guise, ne laissaient pas de soupirer et de gémir, quoiqu'un peu plus bas dans l'exagération de leurs travaux. Parmi tant d'agitations aussi diverses que fâcheuses, il ne restait plus d'autres liaisons entre ce Prince et le Peuple de Naples, que cet amour et ce respect que l'on avait conçu pour sa personne dès le premier jour de son arrivée, et lesquels le conservèrent durant quelque tems, au point même que les forces et l'espérance lui manquaient. Son aspect seul le fesait régner dans Naples; sa douceur lui conservait les esprits de ceux qui l'aimaient, et son intrépidité dissipait les mauvais desseins et les séditions des plus mal intentionnés.

Dans cette assiette si flottante et si périlleuse, le duc ne laissait pas d'embrasser les occasions qui lui pouvaient procurer quelque gloire, et quelque avantage sur les Espagnols. Quelques populaires lui ayant proposé une entreprise sur le poste de Donna-Elvira, il traita avec quelques soldats espagnols de ceux qui le défendaient, lesquels, moyennant deux cens écus payés comptant, et trois cens après le service, lui promirent

de lui donner l'entrée de ce poste, à la faveur d'une porte qu'ils gardaient. Le jour et l'heure pour l'exécution de ce dessein furent arrêtés; mais un de ces soldats touché du remords de sa trahison, ou de l'espérance d'un grand gain, s'adressa à don Alvaro della Torre, commandant de ce poste, et après avoir exigé de lui par serment qu'il obtiendrait sa grâce du Vice-Roi, il lui découvrit toute cette entreprise; ses compagnons saisis aussitôt que le baron de Batteville eut obtenu de don Juan la grâce de celui-là, furent fouillés et trouvés chargés de l'argent qu'ils avaient reçu, et qu'ils confessèrent ingénûment avoir pris par l'extrême nécessité où ils étaient réduits. Les Espagnols, voulant profiter de cette occasion, se mirent en état de recevoir de bonne sorte le duc de Guise dans ce poste; mais la chose ayant été éventée, ce Prince n'envoya personne à l'heure assignée, de sorte que ce dessein avorta, et ne servit qu'à faire perdre ce peu d'espérance que cette entreprise lui avait donnée.

Pendant que le duc songeait ainsi à rétablir quelque espérance dans l'esprit d'un Peuple lassé et découragé par l'effort de tant de souffrances, ses ennemis pensaient à tout ce qui le pouvait perdre parmi ces esprits malcontens, et qui semblait donner lieu à quelque grand événement.

Gennaro Annésé se fondant sur ces apparences, en voulut faire une tentative, à la persuasion de Vincenzo d'Andréa et d'Antonio Mazzélo, élu du Peuple; il monta un jour à cheval dans la pensée

d'aller attaquer le duc, à la tête d'un grand nombre de populaires du marché et du Lavinaro, tumultuairement ramassés. Le secrétaire Fabrani, averti de cette marche, en alla incontinent donner, avec beaucoup de frayeur, la nouvelle au duc, qui était alors dans son cabinet, occupé à l'expédition de quelques dépêches. Ce Prince donna, en ce moment, une nouvelle marque de sa fermeté; car, sans s'émouvoir et sans quitter sa plume, il répondit à ce secrétaire, et peu après à son capitaine des gardes, qu'il ne redoutait point Gennaro à cheval, ni au Torrion; et montant à cheval, après avoir fini ses lettres, il marcha vers les quartiers où Gennaro fesait tant de bruit; mais au lieu de pousser son entreprise, il prit la fuite dès qu'il vit ce Prince, et se retira à toute bride en son Torrion, laissant le duc parmi cette populace, laquelle mit aussitôt bas les armes, et se dissipa dans un instant.

Cette vaine tentative ayant fait juger aux chefs de la sédition, que le Peuple, tout mal satisfait qu'il était, ne perdrait pas facilement la vénération qu'il avait pour le duc, cela leur donna beaucoup de terreur. Gennaro Annésé n'osa plus sortir du Torrion des Carmes, Vincenzo d'Andréa se cacha; mais l'élu du Peuple, croyant être à couvert à la faveur de son caractère, ne laissa pas, peu après, de souffrir la peine de son attentat; car sur le bruit que les amis du duc firent courir que Mazzélo était la cause de la famine qui semblait s'augmenter de jour en jour, les Lazares,

suscités par eux, se jetèrent sur cet élu, et après lui avoir coupé la tête, ils traînèrent inhumainement son cadavre parmi les rues.

Le duc témoigna publiquement d'être marri de cet excès; mais ayant sujet de craindre à toute heure quelque nouveau soulèvement par les misères que le Peuple souffrait continuellement, il se résolut d'envoyer Agostino di Liéto à Rome, pour lui trouver de l'argent, et pour obtenir quelque secours des ministres de France, qui étaient en cette Cour, et en cas qu'ils le refusassent, il avait ordre de leur déclarer de sa part et de celle du Peuple de Naples, que si ce parti succombait sous la force des Espagnols, ce ne serait que par l'effet de leur lenteur et de leur négligence. Il devait même protester contre eux de l'événement de leur refus.

Le Liéto arrivé à Rome, alla voir le marquis de Fontenay, auquel il exagéra, suivant sa portée, les nécessités urgentes qui affligeaient les Napolitains, le peu d'effet des espérances que la France leur avait données d'un promt et solide secours, et d'une protection continuelle, le tort que ce manquement de parole ferait à cette Couronne, non-seulement parmi les Napolitains, mais encore parmi toutes les autres nations qui pourraient avoir besoin quelque jour de son assistance; les avantages signalés que Sa Majesté Très-Chrétienne pourrait recevoir en ôtant ce beau royaume aux Espagnols, sans péril et à peu de frais, et enfin les dangers extrêmes que le duc de Guise

courait à tous momens, pour s'être engagé dans cette entreprise, sans autre but que le service, la gloire et l'avantage de son Roi.

L'ambassadeur lui répondit qu'il n'avait point d'argent, ni d'autres moyens pour secourir le duc de Guise, et qu'il fallait faire une assemblée avec les autres ministres français, afin de concerter ensemble ce qui se pouvait faire en cette occasion. Les cardinaux Ursini, Barberini, Theodoli et Grimaldi, et l'abbé de Saint-Nicolas s'étant peu après rendus en son palais, le Liéto leur représenta de nouveau les mêmes choses, et ajouta que si la France concourait tant soit peu, dans ces conjonctures, au besoin de la populace, les Espagnols étaient sur le point de consentir que le royaume prît le titre de République, pourvu que, pour mettre à couvert en quelque sorte leur honneur, le Peuple voulût consentir que le Roi Catholique en prît la qualité de Protecteur.

Le marquis de Fontenay eut peine d'ajouter foi à ce discours; il était persuadé du contraire, par les avis que les mécontens du duc de Guise lui donnaient à toute heure, comme nous avons dit, et particulièrement Gennaro Annésé, lequel avait encore mandé récemment toutes les choses qu'il avait écrites déjà contre ce Prince à l'ambassadeur par un Napolitain nommé Fabritio Pisano, auquel il avait donné charge expresse de revenir dans peu de jours, et de lui rapporter ou un ordre ou un refus de l'ambassadeur.

Ce marquis, ayant l'esprit rempli de ces pensées,

bien différentes des propositions du Liéto, lui répondit qu'il n'y avait pas grande apparence que les Espagnols consentissent si tôt, ni si facilement, à un changement si étrange, puisque leurs affaires n'étaient pas encore dans un état assez déplorable pour les forcer à consentir que ce Royaume sortît si aisément de leurs mains, et que le Peuple avait trop de sujet de les craindre, et de se défier de leur foi, pour se laisser endormir par leurs propositions, quelques spécieuses qu'elles parussent. Le Liéto répartit que les misères que le Peuple souffrait alors étaient capables de l'obliger à retourner sous l'obéissance de l'Espagne, s'ils se voyaient abandonnés, et que l'espérance d'avoir du pain aujourd'hui serait plus forte que la crainte des supplices que les Espagnols leur pourraient faire sentir un jour. Enfin on parla fort long-tems dans cette assemblée sans rien conclure, ce qui obligea le Liéto de tirer de sa poche la protestation qu'il avait eu ordre de faire. Il l'avait toute dressée et signée du duc, et il la jeta sur la table pour satisfaire à sa commission. Voilà le succès de la négociation du Liéto, lequel fut assez fortuné dans ce voyage, puisqu'il fut cause qu'il ne se trouva point à Naples au tems de la réduction de cette ville, où apparemment il eût couru fortune de perdre la vie.

CHAPITRE XX.

Suites des troubles suscités dans Naples. — Courageuse résolution du duc de Guise. — Horribles conspirations découvertes contre sa personne.

Encore que le peuple de Naples fût réduit dans d'extrêmes souffrances, l'animosité qu'il avait contre la Noblesse n'était pas moins violente ni moins forte. Cela parut dans une émotion qui survint au faubourg Delle Vergini, où le Peuple, ayant tout-à-coup pris les armes contre les Nobles, on vit en un moment ce faubourg, fort grand et très-considérable, à la veille d'une entière ruine. Le duc de Guise, averti de ce désordre, où les Nobles avaient du désavantage, monta à cheval, y courut pour en empêcher les suites; et quoiqu'il les trouvât aux mains, et dans cette aveugle chaleur que produit une haine réciproque, il ne laissa pas de se jeter courageusement au milieu de ces furieux, sans considérer le péril. Son aspect fit son effet accoutumé, calma l'orage, et dès qu'il parut chacun mit les armes bas et se remit dans son devoir; mais cette vénération que l'on avait pour sa présence, n'empêcha pas qu'on

ne fît plusieurs conspirations contre sa vie. Quelques prêtres séculiers et des religieux de divers ordres le venaient trouver tous les jours pour l'avertir secrètement qu'ils reconnaissaient, par les confessions, qu'il y avait beaucoup de gens animés contre lui, et qui tramaient des attentats sur sa personne. Il fut averti particulièrement qu'il devait être empoisonné par un feseur de limonades et d'autres breuvages dont on use à Naples pendant les chaleurs de l'été, et que cet homme était poussé à ce crime par Pèpé Palombo. L'Acquarolo fut pris et mis à la torture, où pourtant il ne confessa rien; mais le duc, pour faire voir que cela n'était pas capable de lui faire perdre la confiance qu'il avait en Pèpé Palombo, s'arrêta devant sa porte un jour qu'il passait dans son quartier, et feignant d'avoir soif, il lui fit demander à boire, et but devant tout le Peuple, qui admira cette franchise, étant informé du bruit qui avait couru que le Palombo avait eu dessein de le faire empoisonner.

Mais la plus grande conspiration que l'on découvrit contre lui, fut celle de quelques officiers qui résolurent de le tuer le jour de l'Annonciation de la Vierge dans l'église de l'Annonciade pendant la messe. Ciccio de Regina, capitaine d'infanterie de Porta-Alba, qui en devait être le principal exécuteur, découvrit cette entreprise à une femme publique qu'il voyait souvent, laquelle en fit aussitôt donner avis au duc. Le Ciccio fut arrêté et décapité peu après, par sentence d'A-

niello Portio, commissaire pour cette affaire; on a dit que le Portio fesant donner la question à ce prisonnier, et le pressant de révéler ses complices, il répondit qu'il y en avait beaucoup, et que son juge était des premiers; sur quoi le Portio, sans le presser davantage, lui dit qu'il obtiendrait sa grâce du duc; mais que pour la forme il fallait qu'il fût condamné et conduit à l'échafaud, d'où sans doute on le ramènerait dans la prison. Cela a été dit depuis par le greffier confident du Portio, et il y a d'autant plus lieu d'ajouter foi à ce discours, que beaucoup de gens qui virent mourir ce criminel, remarquèrent qu'à tous momens il regardait derrière lui, comme attendant quelque nouvelle de la grâce qu'on lui avait fait espérer.

Ces conspirations tenaient le duc de Guise dans une continuelle défiance, et plongèrent son esprit dans d'étranges inquiétudes, qui furent en partie cause de la résolution qu'il prit quelques jours après de sortir de Naples. C'est une chose surprenante, qu'un Prince éclairé comme lui ne connût pas en ces momens le précipice où le poussaient Agostino Mollo et Aniello Portio. Outre le sujet qu'il avait de se défier du premier, par le peu d'effet de ses trompeuses espérances, il avait été averti par plusieurs personnes dignes de foi, que ces deux perfides conseillers s'entendaient avec les ministres d'Espagne, et que dans peu ils le livreraient à leur merci. Mais tout cela ne servait de rien, et ce Prince était tellement enchanté par les artifices du Mollo, que bien qu'on lui fît

voir clairement ses trahisons, il se moquait de tous ces avis, et disait que c'étaient des impostures qu'on inventait pour lui ravir le plus fidèle de ses amis.

Ces deux ministres, dont l'un résolvait les choses, et l'autre les exécutait, s'étaient tellement emparés de l'âme de ce Prince, qu'il ne voyait que par leurs ieux, et n'entendait que par leurs oreilles. Cela leur donna une ample liberté de faire à leur aise, et sans péril, leurs vengeances privées avec celles des Espagnols, et de réduire enfin les choses dans cette extrémité, qui contraignit la populace de retourner, quoique à regret, sous leur ancienne domination.

CHAPITRE XXI.

Poursuite du procès du baron de Modène; étrange traitement que lui font ses ennemis.— Mort de Marco Pisano, d'Andréa Rama et d'Antonio Calco.

Il y avait trop de gens intéressés à la perte du baron de Modène, pour le laisser dans la prison. Les Espagnols appréhendaient qu'il n'en sortît, et qu'il ne reprît le chemin de Capoue. Le Mollo et le Portio étaient ravis de faire valoir leur zèle auprès des ministres d'Espagne par sa mort. Le Liéto ne pouvait être assuré que par cette voie de l'entière possession de l'esprit du duc de Guise; les domestiques de ce Prince, mais surtout ceux qu'il avait le plus obligés, montraient d'avoir son nom en horreur, suivant la bonne coutume de la Cour, où la disgrâce marche seule, et n'a plus cette grande suite d'amis que donne la fortune. Aniello Portio ayant donc eu la commission du duc de Guise pour lui faire son procès, ce juge commença cet emploi par la publication de plusieurs ordres imprimés et affichés par les carrefours de Naples et d'Averse, par lesquels il était enjoint à toutes personnes mal satisfaites du baron

de s'adresser à lui; comme aussi à tous ceux qui sauraient quelque chose de ses pernicieux desseins, de le venir révéler, avec promesse d'impunité et de grandes récompenses. Cela fit plus de bruit que d'effet, et l'on peut dire qu'encore que ce procédé assez étrange, pût convier quelques avares scélérats de supposer des crimes à ce prisonnier, il ne s'en trouva pourtant aucun.

Je ne prétends pas insérer ici son procès ni ses défenses, il suffira de dire que ce barbare commissaire l'étant allé interroger dans la Vicarie, accompagné de Carlo Mancino et d'Onofrio della Crucé, deux greffiers qui passaient dans Naples pour fort méchans et pour faussaires, le baron dit d'abord qu'il avait lieu de le récuser, tant à cause des différends qu'il avait eus avec le Mollo et lui, qui l'avaient forcé quelques fois de leur reprocher qu'ils étaient l'un et l'autre pensionnaires des Espagnols, et qu'ils trahissaient leur patrie; que parce qu'il ne devait répondre qu'à la Consulte du Peuple, qui seule pouvait connaître des actions d'un mestre-de-camp-général, et non pas à un commissaire du duc de Guise; que toutefois il se déportait de ce droit, et déclarait que sans s'embarrasser en tant de procédures, il avouerait tous les crimes spécifiés dans le manifeste qu'avait publié ce Prince contre lui, s'il voulait jurer sur son âme qu'il le croyait seulement capable d'en avoir jamais eu la pensée.

Ayant témoigné par ce discours au Portio qu'il était disposé à lui répondre, ce commissaire tenant

le manifeste en main, commença à l'interroger par l'article qui l'accusait d'être retourné d'Averse à Naples sans congé; cela obligea le baron de lui dire que pour suivre l'ordre de l'accusation, il fallait vider le premier point de cet écrit, qui le chargeait d'avoir séduit tous les officiers de l'armée à s'enfuir avec lui, pour passer au service des Espagnols. Le Portio lui répondit qu'il n'avait point d'ordre de lui en parler; sur quoi le baron s'emportant avec beaucoup de chaleur, répliqua que c'était un cas inoui de l'accuser de trahison sans en avoir aucune preuve; que c'était une chose étrange de le vouloir faire passer pour infidèle parmi le Peuple et dans toute l'Europe, et de ne lui en dire rien dans les cachots de la prison; que cet article était le seul qui pouvait noircir son honneur, et qu'il voyait bien clairement que l'on n'avait pris ce prétexte qu'afin d'avoir une couleur pour le rendre odieux au Peuple.

Le commissaire ne répondant rien à cela, insista qu'il eût à répondre sur le point dont il lui parlait, ce qui obligea le baron, après s'être remis un peu, de lui répartir qu'il fallait bien que le Fabrani, qui avait dressé le manifeste fût sans conscience ou sans mémoire, d'avoir sitôt mis en oubli la lettre que le duc lui avait écrite treize jours auparavant par Ignatio Spagnolo, directeur de la monnaie, par laquelle il lui donnait ordre de retourner à Naples, pour conférer avec lui, touchant l'assaut général des postes; que ce congé était confirmé par l'ordre envoyé depuis par le

duc à Ciccio Ferlinghieri, général de la cavalerie, pour commander dans Averse pendant l'absence du baron, et que si l'on voulait d'autres témoignages sur cela, il ne fallait qu'examiner Fra Tomaso, religieux augustin, et le chevalier Michelini, qui lui avaient dit, de la part du duc, de retourner à Naples; que quant à l'accusation d'avoir laissé cette ville dépourvue, cela était faux, d'autant que le débandement des troupes n'était survenu que depuis sa prison, par la négligence du Ferlinghieri, ou plutôt par le peu de soin que les ministres du duc avaient eu de les contenter, en leur donnant quelques payes sur celles qui leur étaient dues. Quant au chef du sac d'Averse, il répondit qu'encore que cette place, rendue sans capitulation, et prise par l'abandonnement et par la fuite de l'armée de la Noblesse, pût être exposée au pillage, suivant les droits de la guerre, il l'avait pourtant empêché, autant qu'un général le pouvait faire en de semblables occasions; que tant de bans et tant d'ordres qu'il avait donnés et fait afficher de toutes parts en pourraient faire une ample foi; qu'ayant commandé à Bernardo Spirito, auditeur-général des troupes, d'informer contre les officiers et soldats dont les habitans se plaindraient, il lui semblait avoir satisfait entièrement à ce devoir, et qu'il croyait que le pillage n'avait pas été grand, puisqu'il ne lui était pas apparu qu'il y eût eu de plaintes contre les soldats de ses troupes; ayant même reconnu que s'il y avait eu quelque confusion à son entrée, elle était

venue du menu Peuple de la ville, et de celui des environs.

Pour les autres chefs qui le chargeaient d'avoir méprisé les ordres du duc, et négligé de les exécuter, il répondit succinctement que ces impostures étaient de la nature des autres, et qu'on ne pourrait jamais prouver qu'il eût failli contre un Prince dont il établissait la puissance de jour en jour dans le royaume, avec tant de travaux et de périls.

Le commissaire, plus confus que satisfait de ces réponses, partit, quelques jours après, pour Averse, où ce méchant juge et sa cabale n'épargnèrent ni promesses, ni menaces pour pouvoir trouver des personnes qui se plaignissent du baron. Leur rage, secondant leur malice, n'oublia rien pour y parvenir; ils firent défendre, de la part du duc, aux plus fameux avocats de Naples, d'entreprendre la défense de la cause de cet infortuné, qu'ils réduisirent à vivre d'aumônes, et à recourir à la charité de quelques amis que sa disgrâce n'avait pu lui ravir. Ils mirent beaucoup de gens en prison, pour les forcer à déposer contre cet accusé, en les menaçant de la mort s'ils ne disaient ce qu'ils voulaient : mais bien loin de trouver des matières de plaintes contre lui, ils ne rencontraient que des sujets d'éloges. Plusieurs ecclésiastiques, gentilshommes, artisans et populaires les allaient trouver en foule, pour témoigner qu'il n'y avait que les Espagnols et les traîtres de la patrie qui pussent parler contre lui; et le

Peuple de Naples, reconnaissant que la chute du baron était un coup de la main des Espagnols, et que tout le monde s'en ressentait, par les confusions qui régnaient dans la campagne, et par la famine qui affligeait de nouveau la ville, commença à murmurer plus que jamais, et à menacer sourdement ses persécuteurs; ce qui leur fesant appréhender quelque sinistre accident, ils firent courir le bruit que la dissipation des grains d'Averse procédait de ce que le baron en avait vendu aux ennemis à Pozzolo. Afin de donner quelque couleur à cette imposture, le Portio fit emprisonner tous les charretiers et voituriers de l'armée, pour tâcher de les obliger à le charger de ce crime, les menaçant de les mettre à la torture, et la fesant même donner à quelques-uns, lesquels répondirent courageusement qu'ils n'avaient jamais porté aucuns grains dans les quartiers ennemis, ni par ordre, ni à l'insçu de ce mestre-de-camp-général; que ceux qui parlaient de la sorte paraissaient être bien mal informés de ce qui se passait à l'entour de la ville de Pozzolo, laquelle était tellement bloquée par les habitans des terres et des villages circonvoisins, qu'il n'y pouvait rien entrer sans passer au milieu d'eux; que c'eût été une grande folie de porter des grains en ce lieu, et de s'exposer à la merci des passans, qui étaient autant de lions carnassiers et féroces, qui auraient mis en pièces les conducteurs et les entrepreneurs de ce commerce.

Pendant que le Portio travaillait, quoique vai-

nement, à inventer quelques matières pour la ruine du baron, il fit le procès à Marco Pisano, lieutenant-colonel de son régiment des dragons, à Antonio Calco, mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie, et à Andréa Rama, capitaine de cavalerie, lesquels ce juge scélérat fit mourir, sans autre cause que d'avoir été de ses amis, et de s'être attachés à ce malheureux gentilhomme. En effet, le résultat de tout leur procès ne donnait pas lieu à la moindre punition; mais alors c'était un grand crime que d'avoir eu quelque amitié pour la personne du baron, ou pour le parti du Peuple; et le Portio croyait mettre sa conscience à couvert quand il envoyait à l'échafaud ou à la potence des ennemis des Espagnols.

Quelques jours auparavant, il avait condamné à mort Antonio Basso et un autre bourgeois de Naples, accusés d'avoir conspiré contre le duc de Guise, mais dont le plus grand crime fut (suivant ce qui en a été publié depuis) que ces gens avaient quelque intelligence avec les ministres de France à Rome.

La mort du Pisano, du Calco et du Rama toucha sensiblement le baron, qui voyait sacrifier ces innocentes victimes à la jalousie de ses cruels persécuteurs. Il jugea, par cette injustice, qu'ils ne le traiteraient pas mieux, et que ces pauvres malheureux lui frayaient le sanglant chemin par lequel on le conduirait bientôt. Je ne puis m'empêcher de dire, avant que de finir ce chapitre, que le Rama, ayant été mis à la torture (qui est

horrible en ces pays), après six heures de tourmens, la force de la douleur et la promesse de l'impunité et d'une grande récompense s'il parlait contre le baron, contraignirent ce misérable de déposer, en ce moment, des choses si ridicules et si peu vraisemblables, que cela fit bien voir que le juge avait eu plus de passion que de jugement, de souffrir qu'on les mît sur le papier. Mais sa malice fut inutile; car le lendemain, le Rama étant sur le point d'être livré entre les mains du bourreau, pour être conduit au supplice, il appela les pénitens (lesquels, suivant la coutume de ce royaume, prennent le soin de conforter et d'accompagner les condamnés à la mort), et déclara devant eux, au juge et au greffier, que tout ce qu'il avait dit contre le baron était un effet de la force des cruels tourmens qu'il avait soufferts, et de la persuasion et instigation du juge qui l'avait contraint à parler mal d'un homme qui était le plus fidèle de tous les officiers du Peuple; cela se peut trouver encore dans le livre de ces pénitens, lesquels tiennent un registre des dernières paroles de ceux qu'ils accompagnent à la mort.

Mais cette déclaration, ni l'innocence si connue du baron, n'empêchèrent pas que le Portio ne délibérât de le faire mourir, fondant son arrêt sur un ordre que le baron avait donné pendant qu'il était dans Averse, de tirer du couvent des religieuses trois coffres remplis de vieux habits et de quelque peu de linge qui avaient appartenus à

don Carlo Tassis, à qui le Peuple de Naples avait coupé la tête dans la première révolution de Mazanielle. Le baron les avait envoyés prendre par son secrétaire et par le procureur fiscal, sur le bruit que fesaient les soldats, de vouloir mettre le feu en ce couvent, disant que ces religieuses recélaient des meubles d'un homme qui avait été ennemi du Peuple ; ces coffres, portés à sa secrétairerie et ouverts devant les officiers de la justice, et ensuite scellés par eux, furent, quelques jours après, renvoyés à Naples par un ordre exprès du duc et à la réquisition de donna Maria Della Lana, jeune et belle dame, veuve de ce don Carlo de Tassis, à laquelle ces hardes furent restituées. Je laisse à ceux qui liront cette histoire de juger s'il y avait sujet de condamner à mort un général d'armée pour un cas de cette nature.

CHAPITRE XXII.

Sortie du duc de Guise de Naples, à la suscitation des partisans d'Espagne. — Résolution de don Juan et du Vice-Roi pour un assaut général. — Prise de la ville de Naples.

Le comte d'Ognatte était arrivé à Naples au point que toutes choses se disposaient pour lui faire avoir la gloire de la réduction d'une ville dont dépendait celle de tout un royaume. Cet Espagnol, aussi prudent que fortuné, ne craignant rien que le retour de l'armée navale de France, qu'on disait être sur le point de partir bientôt de Toulon, se résolut de tenter la prise de Naples, tant par le moyen de ses intelligences que par le peu de forces qu'il y avait alors dans ses murs. Pour ce dessein, il fit dire aux partisans qu'il avait dans le parti populaire, qu'il était tems de témoigner le zèle qu'ils avaient pour l'Espagne et pour leur patrie ; que la gloire de l'une et le repos de l'autre dépendaient de leur union, et de la résolution qu'ils devaient prendre de chasser le duc de Guise de la ville, et de retourner dans leur ancienne obéissance.

Ce Vice-Roi n'eut pas beaucoup de peine à faire réussir son dessein. Agostino Mollo et Aniello Portio, principaux conseillers et confidens du duc de Guise, étaient gagnés depuis long-tems. Domenico Melloné, alors mestre-de-camp-général, était aussi de leur cabale. Vincenzo d'Andréa s'y joignit dès qu'il vit que l'espérance de la République était réduite en fumée. Il n'y avait que l'esprit chancelant et irrésolu de Gennaro Annésé, qui, ayant les yeux toujours tournés vers Toulon, avait peine à se déterminer à quitter ce Torrion, où il avait établi son asile. Toutefois, n'ayant aucunes nouvelles assurées d'une prompte application du côté des ministres français, et ne voyant point retourner Fabritio Pisano, qu'il avait envoyé à Rome, il se résolut d'écouter tout de bon les Espagnols, qui lui fesaient entendre que, pouvant avoir la ville sans lui, ils pourraient avoir après le Torrion malgré lui. Gennaro étant donc disposé de concourir avec les autres à la réduction de Naples, ils jugèrent qu'il fallait encore gagner Sébastiano Landi, prêtre et mestre-de-camp, qui avait le soin de la défense de Porta-Alba : on n'eut pas de peine à l'acquérir; et, comme l'espoir de la récompense est souvent le plus grand motif du service, il ne fut plus question que de demeurer d'accord de ce qu'ils recevraient pour leur salaire.

Cela fut bientôt résolu; la charge de commissaire de campagne fut promise au Mollo; celle de juge criminel au Portio, qui savait si bien s'en acquitter; un régiment d'infanterie entretenu fut

promis au Melloné; quatre mille écus avec une croix de l'ordre de Saint-Jacques au Landi. Vincenzo d'Andréa et Gennaro Annésé ne voulurent rien demander, et se remirent entièrement à la volonté des ministres. Les choses étant ainsi arrêtées, il fut conclu qu'afin de donner plus de moyens au Vice-Roi d'entrer dans Naples et de s'en rendre maître, il fallait en faire sortir adroitement le duc de Guise, d'autant que son absence ferait perdre cœur à la Populace, laquelle se trouvant sans son chef, mettrait plutôt les armes bas, qu'elle ne songerait à se défendre; qu'il fallait que le Vice-Roi envoyât des gens à Nisida pour s'emparer de ce poste; que les conjurés feraient entendre au duc de Guise qu'il ne fallait pas permettre que les Espagnols occupassent ce lieu, si important et si nécessaire pour recevoir l'armée de France à son retour. Que ce Prince, persuadé par leurs artifices, sortirait sans doute; qu'ils le feraient accompagner de plusieurs populaires, ce qui affaiblirait les postes de la ville, que les Espagnols pourraient peu après emporter, avec d'autant plus de facilité, que le Landi leur en procurerait l'entrée par celui où il commandait.

Ces résolutions furent suivies de point en point, et le duc de Guise, enchanté par les artifices de ces traîtres conseillers, sortit de Naples le troisième jour d'avril, avec environ six mille hommes et huit pièces de canon, qu'il fit placer sur le cap de Posilippe pour battre Nisida. Cette sortie donna occasion aux Espagnols de ne pas différer davan-

tage l'attaque générale des postes : elle fut fort débattue dans le conseil de guerre et fut enfin résolue d'un commun consentement, et les ordres en furent donnés pour la nuit du cinq avril. Leurs troupes, au nombre d'environ deux mille Espagnols, Italiens, Wallons ou Allemands, et de trente chevaux bourguignons, s'étant mises en bataille dans les places Dello Spirito-Santo, et Del Giésu-Novo; Don Juan d'Autriche, environné de la Noblesse, conduite par le duc d'Andria, s'y rendit et un peu après lui le Vice-Roi. L'heure de marcher arrivée, le baron de Batteville, qui fesait la charge de mestre-de-camp-général, fit marcher les troupes avec le meilleur ordre et avec autant de silence que l'on peut garder en pareilles occasions.

L'assaut général fut commencé par don Emmanuel Caraffa, assisté de ses deux frères, et par don Antonio di Génaro, qui, sans peine et sans péril, s'emparèrent d'abord des postes de San-Sébastiano, de Porta-Alba, où le Landi s'acquitta de sa promesse, et de Porta di Constantinopoli. Arrivés à la place Dello Smérigliato, ils donnèrent moyen au mestre-de-camp don Diego di Portugallo de s'avancer avec ses gens et de pousser son attaque jusqu'au palais du duc de Guise, qu'ils prirent facilement, et qui fut pillé par les soldats. D'un autre côté, le lieutenant-général Nicolo de Vargas, et le capitaine Nicolo di Cordoüa, marchèrent vers le palais où le duc de Tursi et le prince d'Avella, son neveu, étaient prisonniers, lesquels,

délivrés, allèrent joindre don Juan, qui, les ayant reçus avec joie, obligea le duc à s'aller reposer chez lui, et convia son neveu à le suivre. La Vicarie fut attaquée ensuite par don Diomède Caraffa, soutenu par le marquis de Torrécusa, et par le duc de Siano, auxquels le capitaine Grazullo de Rosis, qui y commandait, la rendit sans se défendre aucunement.

Ces heureux succès convièrent les Espagnols à profiter de la consternation du Peuple, et de leur bonne fortune; et comme le principal effet de leurs attaques dépendait de la réduction du quartier du Marché, qui était le dernier refuge et la citadelle du Peuple, ils résolurent d'y aller, dans l'espérance que Gennaro Annésé ne leur en défendrait pas l'entrée, non plus que celle du Torrion des Carmes. Cependant don Juan et le Vice-Roi s'avancèrent peu à peu dans la ville, où ils furent rencontrés par le cardinal Filomarino, lequel fut reçu de l'un et de l'autre avec toute la satisfaction apparente qu'il pouvait désirer. Les troupes arrivées au Marché y trouvèrent une grande foule de Peuple qui, s'y rencontrant sans chef, mit aussitôt les armes bas; et voyant venir don Juan, chacun commença à lui témoigner, par des acclamations, la joie qu'on avait de le voir. Gennaro Annésé, se jetant à ses genoux, lui rendit les clefs du Torrion, que ce Prince mit entre les mains de don Alvaro della Torre, pour y commander jusqu'à nouvel ordre. Alors don Juan, se voyant ainsi maître de Naples, partit du Marché pour

faire une cavalcade par la ville, accompagné du cardinal et du Vice-Roi, et suivi de toute la Noblesse, aussi bien que de Gennaro Annésé, qui fesait la principale partie de son triomphe.

C'est en cette conjoncture que l'on vit une éclatante marque de l'instabilité des Peuples; car ces mêmes esprits, qui un jour auparavant poussaient contre les Espagnols mille imprécations, les changèrent dans un instant en applaudissemens : on n'entendait de tous côtés que vive l'Espagne ! vive le Roi ! vive don Juan d'Autriche ! Et les Lazares, quittant leurs bonnets et leurs crocs, retournèrent, dans un moment, chacun à son premier métier. Naples, qui le jour précédent semblait être un théâtre d'horreur et de carnage, reprit sa première et agréable assiette; et le Peuple, par ses caresses et par ses respects, témoigna de se ressouvenir aussi peu de ses emportemens passés, que s'il eût vécu toujours dans son devoir. Enfin cette grande ville revint sous le joug de l'Espagne aussi vîte et aussi facilement qu'elle s'en était soustraite; les Espagnols l'avaient perdue en un jour, en un jour ils la recouvrèrent, et ce que toutes les forces qu'ils avaient dans le royaume et sur leur flotte n'avaient pu leur acquérir, deux mille hommes, ou environ, le leur donnèrent sans travail. Cela paraît si surprenant, qu'il est certain que les Espagnols même ne s'attendaient pas de voir réussir si heureusement leur attaque. Quelque fondement qu'ils fissent sur les partisans qu'ils avaient dans le parti

populaire, ils appréhendaient cet hidre à tant de têtes qui s'était soulé si souvent de leur sang. Le tocsin des cloches de San Lorenzo les fesait frémir, et le duc d'Arcos en comparait le son à celui du cor d'Astolphe, qui, au dire de l'Arioste, fesait trembler et fuir tous ceux qui l'entendaient. Aussi l'on assure que dans la délibération faite dans le Conseil de guerre, touchant cet assaut, il avait été résolu de ne s'avancer dans la ville que suivant les dispositions qu'on y rencontrerait, et de s'arrêter et se retrancher aux endroits où ils trouveraient que le Peuple ferait tête opiniâtrement.

Cette victoire, si glorieuse et si profitable aux Espagnols, ne servit pas peu au baron de Modène, s'il est vrai, comme plusieurs assurent, qu'on lui devait couper la tête le lendemain. Le soir qui précéda cet assaut, Fra Savino Saccardo, mestre-de-camp des Lazares, et autrefois compagnon de Masanielle, le vint trouver dans la Vicarie, pour lui dire qu'il savait de bonne part qu'il devait mourir le jour d'après; mais que le Peuple du marché et du Lavinaro était résolu d'aller briser les portes de cette prison, et le faire marcher à sa tête, sachant qu'il n'y avait personne dans la ville qui fût capable de le servir si utilement que lui. Mais le baron lui répondit que quand il verrait l'échafaud dressé pour sa mort, cela ne l'obligerait pas de vouloir sortir de ce lieu sans l'ordre exprès du duc de Guise, et qu'il ne consentirait jamais à un soulèvement qui pour-

rait perdre ce Prince. Le Savino s'étant retiré, le baron ne laissa pas de souper à son accoutumée, et s'entretint à son ordinaire avec le sieur des Isnards, son parent, jusqu'à l'heure de se coucher. Mais à peine fut-il au lit, que le son du tocsin l'obligea de se lever et de faire appeler Grazullo de Rosis, capitaine de la Vicarie, auquel il dit, que, par l'alarme qui sonnait de tous côtés, il jugeait que les Espagnols étaient entrés par quelques postes dans la ville; qu'il y avait apparence que l'absence du duc de Guise, et le peu de forces qui y étaient alors, faciliteraient aux ennemis sa réduction, d'autant que le Peuple, lassé de tant de souffrances, et se trouvant sans chef, laisserait faire aux Espagnols, et se soumettrait à leur obéissance. Ce capitaine, tout troublé, répondit qu'il se l'imaginait ainsi, à quoi le baron répliqua, qu'encore qu'il ne vît guères de remèdes à ce malheur, il lui restait pourtant quelque espérance. Que sans doute, au bruit du tocsin, la plus grande partie du Peuple se ramasserait au marché; que si quelque personne accréditée l'encourageait et se mettait à sa tête, on aurait moyen, non-seulement d'arrêter les Espagnols entrés dans la ville, mais encore de les repousser jusque dans leurs postes, et peut-être de s'en rendre maître. Que s'il voulait ouvrir les prisons de la Vicarie, où il y avait plus de deux cens prisonniers populaires, que le Mollo y avait fait mettre, il s'offrait de marcher avec eux et avec sa compagnie vers le marché, où sans doute la

populace le recevrait à bras ouverts, et lui donnerait le moyen de signaler, en cette rencontre, l'amour qu'il avait pour la gloire et pour la liberté du Peuple. Le Grazullo, en l'interrompant, lui répliqua qu'il craignait que le duc de Guise n'approuvât pas cette action; mais le baron lui répartit, qu'apparemment les Espagnols avaient fermé tous les passages au duc de Guise pour revenir dans cette ville, et que sans doute il n'était pas en état de s'y faire revoir si tôt. Le capitaine, irrésolu sur ce qu'il avait à faire, se retira, et peu après il fut attaqué comme j'ai déjà dit; et se repentant alors de n'avoir pas cru le baron de Modène, il ouvrit les portes de la Vicarie aux Espagnols, qui y laissèrent, pour commandant, le duc de Siano, lequel, ayant mis en liberté tous les prisonniers Napolitains, fit appeler le baron de Modène, et lui dit qu'il avait ordre de don Juan de l'arrêter en qualité de prisonnier de guerre, et que ce Prince ne le traiterait pas comme le duc de Guise, qui le voulait faire mourir; sur quoi le baron lui répondit, qu'il avait sujet de parler comme Zacharie, et de dire que son salut procédait de ses ennemis; qu'il rendait grâce à don Juan, et qu'il tâcherait de reconnaître cette obligation en toutes les choses où il ne s'agirait point de son honneur, qui était le seul bien qu'il avait sauvé du grand débris de sa fortune. Le lendemain les Espagnols le firent conduire dans les prisons du Château Neuf, où il demeura jusqu'au sixième jour d'avril de l'an 1650, auquel tems le Vice-Roi le mit en liberté, moyen-

nant la rançon qu'il lui fit payer. Je me suis un peu étendu sur ce sujet, croyant que ceux qui liront cette histoire seront bien aises de savoir de quelle manière Dieu le préserva de la mort. On a lieu, dans cette aventure, d'admirer ses secrets jugemens, en songeant que ce bras céleste, qui protége les innocens, fit alors un coup de sa main, et voulut que les ennemis de ce malheureux le garantissent de la mort que lui préparait celui qui, par toutes sortes de raisons, devait être son meilleur ami. Quelques jours après la réduction de Naples, le gouverneur du Château Neuf, l'étant venu visiter dans la prison où il était, lui confessa ingénuement que les Espagnols n'avaient pas cru rentrer dans la ville aussi facilement qu'ils avaient fait; sur quoi le baron, lui ayant appris ce qu'il avait dit au capitaine de la Vicarie, dans le moment de l'attaque, pour l'obliger à le laisser sortir pour s'aller mettre à la tête du Peuple, qui était alors au marché, ce gouverneur lui avoua que si cela fût arrivé, les Espagnols couraient hazard d'être repoussés et de perdre même leurs postes.

CHAPITRE XXIII.

Retraite du duc de Guise de devant Nisida. — Sa prise, et réduction de tout le royaume à l'obéissance des Espagnols.

Pendant que les Espagnols préparaient dans Naples les choses qui leur étaient nécessaires pour l'exécution de l'attaque générale qu'ils avaient résolue, le duc de Guise battait Nisida, et fesait tout son possible pour emporter ce poste. Mais l'avis qu'il eut de l'assaut et du succès des Espagnols, le força de changer de pensée. D'abord il fit son possible pour rentrer dans Naples, dans l'espérance que sa présence encouragerait le Peuple, et ferait peur aux ennemis; mais ils lui en avaient fermé les passages, et cela, joint à la fuite ou à la dissipation de toutes les troupes qu'il avait alors près de lui, lesquelles, au premier bruit des progrès des Espagnols, l'abandonnèrent dans un moment, le contraignit de penser à sa retraite. Il prit le chemin de Santa-Maria di Capoüa, où était le sieur Malet, avec les gens qu'il y commandait, et lui ayant donné avis en passant de la perte de Naples, il résolut de tâcher à gagner l'Abruzzo, où il espérait de trouver le duc de Castel Novo

et Tobia Palavicino qui y fesaient tant de progrès, et par le moyen desquels il eût pu se fortifier dans cette province, et y faire tête aux Espagnols. Mais la nouvelle de son départ de Nisida, et de la réduction de Naples, étant portée à Capoue, don Luigi Podérico, qui y commandait, envoya en diligence après lui don Prospéro di Tuttavilla, avec environ huit cens chevaux, lesquels, départis en plusieurs troupes, battirent toute la campagne pour lui couper le chemin de tous côtés, ce qu'ils firent en peu de tems : de sorte que ce Prince, accompagné de peu de gens et enfermé de toutes parts, tant par cette cavalerie que par les paysans des villages circonvoisins, se rendit aux ennemis, après s'être défendu vaillamment des premiers qui l'environnaient, et qui, ayant blessé son cheval, le forcèrent de s'arrêter et de se rendre à l'officier qui parut alors le plus près de lui. Don Prospéro, survenu un peu après, fit désarmer tous ceux de sa suite; mais il laissa l'épée à ce Prince, lequel conduit vers Capoue, fut reçu dans cette route par don Luigi Podérico, qui, le traitant avec toutes les civilités et tous les respects imaginables, l'accompagna dans Capoue, où il demeura durant quelques jours, et jusqu'à l'ordre que le Vice-Roi envoya pour le faire conduire à Castel-Vulturno, et de-là dans le château de Gaëta, où il demeura prisonnier sous la garde de don Alvaro della Torre, jusqu'à son passage en Espagne, où puis après il fut mené par ordre du Roi Catholique.

Quoique cette aventure fut aussi fâcheuse qu'inopinée, le duc de Guise la soutint avec le même visage qu'il avait fait paraître dans ses plus grandes prospérités. Dans Capoue, et au milieu de toute cette Noblesse qui l'environnait, il semblait être plutôt leur maître que leur prisonnier, et l'on ne vit jamais aucune marque de sa disgrâce sur son front, dans ses ieux ni dans ses paroles : tandis qu'il fut entre les mains de la Noblesse qui l'avait pris, il fut traité avec toutes les déférences et toutes les honnêtetés imaginables; mais il ne les rencontra pas en passant dans les mains des Espagnols, qui le traitèrent fort rudement, tandis qu'il demeura prisonnier dans le royaume de Naples. On assure que dans le tems qu'il séjourna à Castel-Vulturno, où il s'arrêta pour attendre la galère qui le devait porter à Gaëta, il ne tint qu'à lui de se sauver et de passer à Rome; si cela est, je ne puis pas comprendre quel fut le sujet qui l'en empêcha, puisqu'il lui eût été plus avantageux de sortir du royaume de Naples par cette voie, que d'y demeurer prisonnier et à la discrétion de ses ennemis, lesquels furent sur le point de le faire mourir aussitôt après sa prise.

En effet, le comte d'Ognatte ayant su qu'il était pris, convoqua tout le Conseil, et, en présence de don Juan, dit avec beaucoup de chaleur que le duc de Guise était passé dans Naples sans ordre de son Roi, sans étendard et sans armée; qu'il y avait fait le personnage d'un perturbateur

du repos public, èt d'un séducteur de Peuple, plutôt que celui d'un grand Prince qui entreprend une descente dans un État, sous d'autres formes, et avec plus de fondement que ceux qu'il avait fait paraître; qu'il en fallait faire un exemple pour faire voir de quelle sorte on punit ceux qui viennent dans un pays, comme des boutefeux; que si les Français avaient eu quelque raison de faire mourir Conradin, quoique légitime prétendant au royaume, et quoique vaincu et pris à la tête d'une armée, les Espagnols en auraient encore plus de faire mourir le duc de Guise, qui n'avait aucun droit sur cette Couronne, et qui pour l'usurper au Roi Catholique, était passé dans le royaume, seul et dans une felouque.

L'opinion du comte d'Ognatte fut approuvée de tout le Collatéral, et sans doute ces ministres eussent conclu de faire trancher la tête au duc de Guise et à tous les Français prisonniers, si don Juan ne s'y fût opposé vigoureusement, en leur représentant qu'il ne souffrirait pas qu'un Prince de cette qualité et doué de tant de mérites mourût, à sa vue, par la main d'un bourreau; qu'il ne pensait pas que le Roi, son père, approuvât cette conclusion, en considération du duc de Lorraine, chef de la maison de ce Prince, lequel, en ces tems-là, servait si dignement les Espagnols, en Flandre, avec son armée; qu'il fallait attendre son sentiment sur cette matière, l'affaire étant d'une assez grande importance pour ne pas agir avec précipitation, et pour ne donner pas lieu

au repentir que l'on aurait, au cas que le duc de Lorraine vînt à rompre avec l'Espagne pour ce sujet.

Le Vice-Roi répliqua que le duc de Guise, étant digne de mort, il y avait apparence qu'en le fesant mourir alors, le roi d'Espagne serait obligé d'approuver cette exécution, et d'en jeter toute la faute sur ses ministres, au cas que le duc de Lorraine s'en voulût plaindre. Qu'une chose faite n'est plus en état d'être contestée, et qu'il est aisé de se consoler dans les maux qui sont sans remède; mais que si l'on donnait le loisir aux parens et aux amis du duc de Guise d'employer leur crédit en Espagne, il était à craindre que Sa Majesté Catholique ne leur pût refuser sa vie, et que, par cette indulgence, on perdrait l'occasion d'un grand exemple, qui affermirait à jamais sa puissance dans cet État. Tout cela ne fut pas capable d'obliger don Juan à consentir aux conclusions du Vice-Roi; et enfin il fut arrêté qu'on attendrait la résolution du Conseil d'Espagne.

La ville de Naples étant donc réduite à l'obéissance des Espagnols, de la sorte que nous avons dit, don Juan et le Vice-Roi, étant arrivés avec leur cavalcade à l'église de San-Gennaro, cathédrale de la ville, y firent chanter un *Te Deum* solennel, pour rendre grâces à Dieu de cette victoire, où sa main avait tant de part; et laissant ordre au baron de Batteville de faire applanir tous les retranchemens des quartiers populaires, et de faire conduire toute leur artillerie dans le Châ-

teau Neuf, ils se retirèrent au palais pour y recevoir les congratulations et les témoignages de joie que leur firent tous les nobles et tous les bourgeois de la ville, lesquels, pêle-mêle et sans aucune distinction de quartier, ni de parti, y accoururent tous en foule. Par un changement étonnant on vit arriver tout-à-coup de tous côtés une infinité de députés des villes et des terres du voisinage, envoyés par leurs citoyens pour rendre hommage au Vice-Roi, et pour se soumettre à sa merci. Les Espagnols ne manquèrent pas de faire publier des amnisties générales pour l'oubli des choses passées. Le seul bruit de la réduction de Naples calma tout-à-coup les bourasques qui agitaient tout le reste du royaume, et fit voir de nouveau que Naples est le principe de son mouvement et de son repos. Avec la même promptitude et la même facilité que les Espagnols avaient pris cette ville, ils prirent le reste de l'État. Polito Pastina, voyant approcher don Vincenzo di Tuttavilla, et don Emanuel Caraffa, avec des troupes, quitta Salerne et se retira promptement à Rome. Tous les autres chefs populaires, qui étaient dans les autres provinces, se virent en cet instant contraints de céder à la bonne fortune des Espagnols, et de chercher leur salut dans leur fuite, à la réserve du comte del Vaglio, lequel, pris dans Gravina par le moyen de l'évêque, fut peu après étranglé par ordre exprès du Vice-Roi, lequel en eut fait faire autant à Luca Antonio Salerno, gentilhomme de la province, et secrétaire de

justice et de guerre du comte, s'il n'eût trouvé moyen de se sauver de la prison, et de se retirer après beaucoup de périls à Rome, et de là en France.

Tobia Pallavicino voulut faire quelque résistance dans l'Abbruzzo, où il était allé par ordre du marquis de Fontenay; mais à l'arrivée de don Luigi Podérico, parti de Naples pour la réduction de cette province, il se vit tout-à-coup investi et contraint par la famine de se rendre à ce commandant, qui, l'ayant pris prisonnier, lui donna peu après la liberté, ce qui ne fut pas approuvé par les officiers Espagnols. Enfin tout céda à leur fortune, et ce royaume qui, quelques jours auparavant, était si ébranlé et semblait être sur le point de changer de maître, se raffermit et retourna presque de lui-même sous leur ancienne domination.

Comme je n'ai eu pour objet que de rapporter les révolutions ou les troubles de la ville et du royaume de Naples, sa réduction et son calme doivent terminer mon travail, puisque la tentative que firent un peu après le cardinal Grimaldi et le prince Thomas, ne causèrent aucune altération dans l'État, et ne produisirent dans Naples que la mort de Gennaro Annésé, convaincu d'une intelligence qu'il avait avec les Français. Je ne parlerai pas non plus de celle que fit le duc de Guise en l'année 1654, par sa descente à Castel à Maré, puisqu'elle fut aussi sans effet, et que, contre son espérance et nonobstant les promesses

que lui fesaient certaines gens qui songeaient plus à profiter de sa crédulité, et à tirer de lui l'argent qu'ils souhaitaient, qu'à lui procurer une entrée dans le royaume, les peuples virent cette aventure sans se mouvoir.

CHAPITRE XXIV ET DERNIER.

Diverses réflexions touchant les révolutions de Naples, et sur la conduite de ceux qui y ont eu quelque part.

Quoique l'histoire de ces révolutions finisse dans le chapitre précédent, je crois que celui-ci ne sera pas le plus inutile de mon ouvrage, et qu'en examinant ici la conduite de ceux qui ont paru sur cette scène, on aura plus de moyen de faire un juste jugement de la plus étrange aventure que l'on ait vu dans l'Europe. Il est certain que la valeur, la prudence et la fortune, sont les trois principales causes de ces heureux événemens, qui changent la face de l'Univers, et de ces révolutions qui font passer les sceptres d'une maison dans une autre, ou qui d'un État monarchique en font un républicain, ou d'une république une monarchie. On remarque que dans ces grands desseins, tantôt la fortune, et tantôt la valeur en dresse le plan ; mais que c'est toujours la prudence qui, par des traits moins éclatans, mais plus durables que ceux des autres, perfectionne ces ouvrages. On n'en voit point de finis, si ces

trois maîtresses du monde n'y concourent; mais surtout cette dernière en ménageant et guidant ces deux autres, qui sont souvent aveugles, les fait arriver par son art au but désiré. On reconnaîtra cette vérité dans toutes les histoires antiques et modernes, et l'on trouvera que dans les entreprises de cette sorte, celles que la valeur et la fortune ont commencées avec autant de bruit que d'éclat, ont échoué, si la prudence n'y a mis la dernière main. Les révolutions de Naples nous le font voir bien clairement, et il ne sera pas difficile de le juger, si l'on fait quelques réflexions sur la naissance de ces troubles, sur leur cours et sur leur fin. Examinons donc la conduite des soulevés, et celles de leurs ennemis, et nous verrons qu'encore que la fortune et la valeur aient pris le parti des premiers, ils ont succombé sous les autres, pour n'avoir pas cru la prudence, laquelle fit triompher enfin, par son adresse, ceux dont le bonheur et l'épée semblaient n'avoir plus de ressource.

Si jamais on vit la fortune seconder le soulèvement d'un État, ce fut sans doute celui de Naples, puisqu'elle sembla n'épargner rien pour rompre le joug de ce Peuple, et pour le mettre en liberté. On la vit dès l'origine de ces troubles marcher à la tête d'une foule de petits gueux armés de bâtons et de cannes, guidés par un homme de la lie du Peuple, sans expérience et sans jugement, quand cette ridicule milice désarma les gardes du duc d'Arcos, s'empara de

son palais, le força de l'abandonner, et osa même saisir ce Vice-Roi par les moustaches. On la vit paraître au milieu de cette grande multitude de séditieux, qui, encouragés par l'heureux succès des Lazares, prirent les armes, se rendirent presque les maîtres de cette ville, malgré la résistance des Espagnols et les forces de la Noblesse, et, par leur exemple, obligèrent les provinces de ce royaume d'en faire autant, et de secouer unanimement le joug du Roi Catholique. On la vit du côté d'un Peuple divisé par cent factions, trahi par plusieurs de ses chefs, sans ordre, sans pain, sans argent, sans munitions et sans assistance, lequel, pourtant, avec tous ces désavantages, ne laissa pas de résister à l'un des plus grands Rois du monde, durant l'espace de neuf mois. Si dans ces révolutions la fortune se déclara pour ce parti, la valeur n'en fit pas moins, et montra hautement la part qu'elle prenait en cette cause.

Quoiqu'elle n'y parût pas de la manière qu'on la vit autrefois avec les phalanges grecques et dans les légions romaines, et comme on la voit encore en ce siècle parmi des troupes disciplinées, elle ne laissa pas de se faire voir, dans plusieurs occasions importantes, mais surtout dans cet assaut général que don Juan d'Autriche fit donner aux quartiers soulevés un peu après son arrivée à Naples, où ce Peuple, quoique surpris et conduit par un chef perfide, repoussa avec tant de vigueur et de carnage ces bonnes troupes et cette brave Noblesse espagnole qui le suivaient. Mais si la for-

tune et la valeur ont paru avantageusement, durant ces troubles, en faveur des Napolitains soulevés, la prudence a eu si peu de part dans cette grande entreprise, qu'on a peine d'y reconnaître les moindres marques de son art. On le peut juger facilement par les divers objets que le Peuple de cette ville et celui des provinces eurent dans leur soulèvement. Bien loin de suivre les leçons de cette vertu, qui ne marche qu'à pas comptés, et qui regarde incessamment l'unique but qu'elle a pris, sans jamais prendre le change, dès l'entrée de sa carrière, les Napolitains, suivant cent différens desseins, firent voir qu'ils n'en avaient point de certain. Le premier qu'ils firent paraître dans le commencement des troubles, fut la simple abolition de la gabelle des fruits; de celle des fruits, ils passèrent à celle de tous les impôts faits depuis l'Empereur Charles-Quint. Jusque-là ils semblèrent suivre leur première pointe; mais ils se lassèrent bientôt, et au lieu de se prévaloir des avantages que leur donnait la consternation et la faiblesse des Espagnols (lesquels, dans cette occasion, eussent remis entre leurs mains le château de Sant-Elmo, et tout ce qu'ils eussent voulu, pour caution de leur repos), ils tournèrent toute leur fureur contre cette Noblesse, dont ils devaient plutôt rechercher la jonction que la ruine. Je ne sais pas si elle les eût écoutés dans cette occasion; mais chacun sait qu'elle avait assez de motifs de se plaindre des Espagnols, qui ne la traitaient guère

mieux qu'ils ne traitaient les Peuples, et il est apparent que si elle n'eût pas voulu se déclarer, ni se joindre alors aux Napolitains, du moins elle ne se serait pas si fort intéressée dans la cause des Espagnols, comme elle fit, quand le désir de se venger des affronts de la populace la força de prendre les armes, et de faire naître une guerre entre les membres de l'État, lorsqu'il les fallait réunir pour concourir au bien commun. Ayant poussé, durant quelques jours, la Noblesse, et convié, par leur exemple, les autres Peuples des provinces d'en faire autant, ils s'acharnèrent aux Espagnols, et attaquant ceux-ci et les Nobles en même-tems, ils réunirent ensemble ces deux corps, qui n'avaient pas beaucoup de confiance auparavant l'un pour l'autre, alors que par une extravagante et cruelle pudeur on leur vit massacrer les Espagnols, et crier vive l'Espagne; mais cela ne dura guères, et leur besoin les contraignant de recourir à l'assistance de la France, ils appelèrent le duc de Guise, espérant que par lui ils obtiendraient de cette Couronne les secours qu'ils s'en promettaient.

Ce Prince arrivé dans la ville, et reçu comme envoyé du Roi Très-Chrétien, on vit paraître, peu de jours après, l'armée navale qui fesait toute l'espérance et toute la consolation de ce pauvre Peuple affligé et accablé de cent misères; mais son aspect, au lieu d'apporter le soulagement désiré depuis tant de mois, ne servit qu'à donner de ridicules ombrages.

Ce fut alors que l'inconstance populaire fit voir un de ses plus étranges effets, en fesant changer tout-à-coup d'objet à cette populace, qui se donna entièrement au duc de Guise, sans se mettre en peine de la retraite d'une flotte qu'elle avait si fort souhaitée.

Le duc de Guise déclaré chef d'une république qui n'était pas encore en nature; cette multitude innombrable de gens qui l'avaient proclamé duc suprême, et qui l'eût même appelé Roi dans ce moment s'il l'eût voulu, et sans avoir examiné s'il eût pu maintenir ce titre, fit connaître, par les factions qui la divisaient, que c'était un corps monstrueux et composé de têtes dont les unes voulaient le changement de maître, les autres la réformation et non le changement de l'État, et la plus grande partie le libertinage, sous couleur de la liberté. Par ces réflexions, on peut juger que la prudence n'eut point de part en ce dessein qui fit tant de bruit dans l'Europe, et qui, n'ayant été formé et conduit que par une fortune aveugle et par une valeur qui tenait de la fureur, plus que de la raison, échoua malheureusement, n'étant pas soutenu par la prudence.

Si la populace périt par son imprudence, ses chefs se perdirent aussi par cette voie. Masanielle ayant réduit, par un bonheur extraordinaire, les Espagnols à lui donner la carte blanche, périt et fit périr le Peuple, pour ne s'être pas servi de l'avantage qu'il avait d'établir le repos, et de l'assurer par la reddition du château Sant-Elmo,

lequel, étant entre les mains du Peuple, eût forcé les Espagnols de tenir tous les traités faits avec eux.

Le prince de Massa périt pour avoir eu deux objets divers à la fois; il ne manqua pas de fortune, il ne manqua pas de valeur; mais il manqua de prudence, quand il crut pouvoir servir sans danger deux partis contraires; aussi sa mauvaise conduite lui fit voir bientôt son erreur, et son exemple fit juger qu'un hermaphrodite d'État ne saurait être de durée.

Gennaro Annésé se perdit par ses irrésolutions, et pour n'avoir point eu de but dans sa balance conduite. La consternation où les chefs du Peuple se virent après la mort du prince de Massa, donna lieu à son ambition de se saisir d'un gouvernail si périlleux pour ses pilotes, qu'il laissa peu après aussi facilement qu'il l'avait pris, et le défaut de mérite lui fit perdre alors ce que l'excès de son bonheur et de sa témérité lui avait acquis.

Renfermé dans le Torrion des Carmes, il fut fort long-tems à rechercher les Français et les Espagnols, sans se pouvoir déterminer; et quoi qu'il eût plus de penchant pour les Français, il fut enfin contraint de se soumettre à la merci de ses plus cruels ennemis, qui, après la réduction de Naples, l'ayant trouvé saisi d'une lettre qui le convainquait d'une intelligence avec les Français, le firent mourir publiquement.

Tous les autres chefs populaires de la ville et des provinces périrent pour n'avoir pas eu un but fixe et commun dans leurs desseins : en voulant faire la vengeance des cruautés et de l'avarice des

Espagnols, la plupart eurent pour objet les massacres et le pillage; et au lieu de ne songer qu'à la réformation ou au changement de l'État, ils ne pensèrent qu'à profiter du tems présent, à crier contre le passé, et laissèrent au cas fortuit la conduite de l'avenir. Il ne faut donc pas s'étonner s'ils périrent tous dans les routes différentes qu'ils suivirent aveuglément, et si leur dessein ou plutôt leur prétexte n'eut pas l'effet que tout le monde en espérait.

Le baron de Modène fit un personnage assez considérable en ces révolutions, pour paraître dans ces remarques. La prise d'Averse, le blocus de Capoue et la réduction de tant de places et de terres qu'il soumit au parti du Peuple, fit voir qu'il ne manqua pas de bonheur ni de résolution dans les fonctions de sa charge; mais il fit voir son imprudence en deux occasions notables. La première, quand il s'éloigna de la personne du duc de Guise, qu'il savait être d'une humeur volage, jalouse, ombrageuse et facile à croire, et qui se souvenait peu des absens. La seconde, quand il revint d'Averse à Naples près de lui, pour s'exposer à la merci de ses ennemis, qui régnaient alors dans le cœur de ce Prince. Il n'avait que trop de marques de leur haine et de leur crédit pour songer à ses sûretés, c'est-à-dire à se retirer du royaume, ou bien à s'aller cantonner avec la meilleure partie des troupes qui dépendaient de lui à Cajazzo, place forte, ou à Castel Vulturno, lieu dont il pouvait s'emparer sans peine, et où

il eût pu facilement procurer un débarquement favorable à l'armée de France qu'on vit peu après vers ces côtes. L'amour qu'il avait pour la gloire du duc, et la confiance qu'il avait en son amitié, furent cause de ces deux fautes; et quoique par cette dernière il ait souffert toutes les indignités et toutes les disgrâces que l'on peut souffrir en l'honneur et en la personne, il s'est contenté du regret qu'a eu ce Prince de l'avoir traité de la façon qu'il fit. Tout l'hôtel de Guise et presque tout Paris savent avec quelle tendresse et avec quelle confiance il le rappela près de lui quelque tems avant sa mort, que cet infortuné gentilhomme a pleurée et pleurera toujours, par cette extrême affection qu'il avait pour le duc, plutôt que pour la perte qu'il a faite de plus de trente mille écus, qu'il lui devait depuis long-tems.

Le duc de Guise fit connaître, pendant ces révolutions, que la fortune et la valeur favorisaient son entreprise. Son passage de Rome à Naples, malgré une armée navale qui s'y opposait puissamment, sa réception dans une ville qui l'appela sans le connaître, et l'adora en le voyant, son élévation dans le premier degré de l'État, et qui semblait si proche du trône, l'attaque du pont de Frignano, et tant d'autres où son courage et son intrépidité parurent si hautement, sa durée dans un poste fort élevé, mais fort glissant, et exposé à tant de cruels ennemis, et le peu d'effet de tant d'horribles et secrètes conspirations contre sa vie le

témoignèrent clairement; mais son imprudente conduite détruisit ce que sa fortune et sa valeur entreprenaient pour lui. Cela provint de trois choses : la première, de l'indulgence qu'il eut pour Agostino di Liéto et pour Girolamo Fabrani, ses domestiques, lesquels abusant de ses faveurs, disposaient à leur gré de toutes les charges les plus importantes, et les fesaient conférer, non à ceux qui avaient le plus de mérite mais à ceux qui avaient le plus d'argent à leur donner, ce qui fit deux mauvais effets; l'un, qu'en préférant dans les emplois celui qui donnait le plus à celui qui servait le mieux, ce désordre causa beaucoup de confusion; l'autre, que leur avarice rendit le gouvernement du duc odieux à ceux qui, en l'appelant à leur aide, croyaient qu'il purgerait la ville de ces crimes que l'avarice des Espagnols y avait commis.

La seconde procéda de la facilité que naturellement il avait de croire tout ce qui flattait ses désirs et ses espérances; ce fut par ce malheureux faible que les Espagnols trouvèrent le moyen de vaincre ce Prince, que peut-être ils n'eussent jamais pu surmonter avec leurs armes. Ce fut par cette secrète voie qu'Agostino Mollo s'empara de son cœur, et qu'après lui avoir rendu suspects ses véritables serviteurs, il le livra entre les mains de ses ennemis.

La troisième vint de la grande confiance qu'il eut en soi-même et en sa bonne fortune. Son

esprit, flatté du bonheur de ses premières aventures à son arrivée, se persuada qu'il aurait toujours le vent en poupe, et qu'il monterait au comble de ses désirs sans aucune assistance étrangère; c'est ce qui lui fit oublier, peu après son arrivée à Naples, les liaisons qu'il avait prises avec le cardinal de Sainte-Cécile avant son départ de Rome; et c'est ce qui lui fit écrire à la Cour de France, que pour reconnaissance de ses glorieux travaux, il ne souhaitait autre chose que de mettre une couronne sur la tête de la demoiselle de Pons; mais avec tous ces manquemens, il y a beaucoup d'apparence que s'il eût tant soit peu caché le feu de son ambition, il fût arrivé à son but malgré toutes sortes d'obstacles. En effet, si dès son entrée à Naples, il eût feint de vouloir établir cette République si souhaitée de chacun, et si convenable au ressentiment de tant de Peuples, rebutés du gouvernement monarchique, il en eût été fait le chef par un commun consentement; et, gardant pour soi la plus noble et la plus utile partie de l'autorité souveraine, qui est le commandement des armes, il en eût laissé la plus pesante et la plus odieuse, qui est la police et la justice, à un petit nombre de sénateurs, qu'il eût presque tous nommés, et qui l'eussent porté sur le trône insensiblement, et en réunissant ensemble tous les membres de ce royaume, accoutumés depuis tant de siècles à supporter le joug monarchique. Mais en y voulant monter dès son arrivée, sans assistance et dans un instant, ce

dessein, dénué de tous les moyens de le pouvoir exécuter, parut vain à ses serviteurs et ridicule à ses ennemis, lesquels reconnaissant pourtant l'avantage qu'ils recevraient d'entretenir ce Prince dans cette pensée, lui firent perdre une couronne, en la lui montrant de trop près. Enfin, l'on peut conclure cette réflexion, en disant avec vérité que si, dans les troubles de Naples, le duc de Guise fut l'auteur de sa gloire et de sa fortune, il le fut aussi de sa perte; que pour avoir voulu régner trop tôt, et par soi-même, il perdit un royaume; mais que ses fautes toutefois sont en quelque sorte excusables, puisque l'éclat d'une couronne a bien ébloui d'autres Princes qui en étaient plus éloignés, et qu'on a lieu de le louer si, dans les grandes entreprises, une tentative suffit pour immortaliser son nom.

Après avoir examiné la conduite des Peuples soulevés et de leurs chefs; il ne sera pas mal à propos d'examiner celle des Espagnols et de leurs partisans, pour faire un entier jugement de cette célèbre entreprise. Le duc d'Arcos, dans les principes du soulèvement, fit deux fautes considérables : la première, de ne pas profiter des avis que tant de confesseurs et tant d'autres personnes lui donnaient du mécontentement du Peuple, dont il eût pu prévenir les mauvaises suites, pour peu qu'il eût témoigné de vouloir soulager ses maux et de satisfaire ses plaintes; la seconde fut de se laisser surprendre si honteusement par Masanielle et par ses lazares, dont l'insolence s'étendit jus-

qu'à le prendre par la barbe et à le chasser du palais; mais si sa prudence parut alors endormie, elle se réveilla bientôt à la mauvaise intelligence survenue entre le Peuple et la Noblesse; et les négociations qu'il eut avec Agostino Mollo, pour l'obliger à détourner le duc de Guise de la route qu'il devait suivre, firent voir que le roi d'Espagne fut redevable à ce Vice-Roi de la conservation de ce royaume.

Don Juan d'Autriche, à son abord, fit un manquement irréparable, par l'attaque générale qu'il fit faire, et dans laquelle il perdit non-seulement la meilleure partie de son armée et de sa Noblesse, mais encore l'amour et la confiance que tout ce Peuple avait pour lui, et qu'il lui fut impossible de recouvrer, quelques peines et quelques soins qu'il y prit. Le comte d'Ognatte acheva par sa fortune ce que la prudence du duc d'Arcos avait secrètement commencé, quelque peu avant son départ. Il eut le bonheur d'arriver au point de la maturité d'un fruit tout prêt à cueillir, et qui ne lui coûta que quelques jours de peines et d'application; enfin, cette bonne fortune qui suivit au commencement la populace, se rangea du côté des Espagnols; et leur prudence profitant de ses faveurs plus avantageusement que n'avaient fait les soulevés et leurs chefs, ils recouvrèrent par une sage conduite, ce qu'ils avaient perdu par une mauvaise, et firent plus par leur adresse qu'ils n'avaient fait avec leurs armes. Pour la

Noblesse du royaume, il est certain que les ministres d'Espagne eurent tout sujet de se louer de son courage et de sa fidélité. Elle servit à ses dépens, et fit voir, dans ces conjonctures, que les personnes de naissance préfèrent toujours leur honneur à leur juste ressentiment, et que ce corps, le plus considérable de l'État, et qui n'était guères mieux traité que l'autre, ne laissa pas, en cette rencontre, de s'acquitter de son devoir.

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LA SECONDE PARTIE.

pages

I. Description du royaume de Naples. 1

II. Prédictions remarquables des révolutions de ce royaume; soulèvemens survenus dans ses provinces au même tems, ou incontinent après celui de la ville de Naples. 11

III. Suite et progrès de la révolte des provinces. — Étrange consternation de tout le corps de la Noblesse, laquelle enfin se résout de s'armer et de se mettre en campagne. — Premiers progrès du comte de Conversano et du marquis del Vasto. — Assemblée générale de toutes les troupes dans la cité d'Averse. 21

V. Diverses propositions faites touchant l'élection du chef des armes de la Noblesse, laquelle enfin honore de cette dignité don Vincenzo de Tuttavilla. — Attaques des postes de Marano et d'Antignano, où les Espagnols sont battus. — Arrivée de onze galères espagnoles ou génoises, et le peu de secours qu'elles apportent au Vice-Roi. 32

V. Divers effets que les nouvelles du soulèvement de la ville et du royaume de Naples produisent dans la Cour de Rome. — Sentimens des partisans de

Pages

France et de ceux d'Espagne. — Réflexions du comte d'Ognatte, ambassadeur du Roi Catholique et du marquis de Fontenay-Mareuil, ambassadeur de France. — Motifs du voyage et du séjour du duc de Guise en cette Cour. 41

VI. Secrètes négociations du duc de Guise, touchant les affaires de Naples; ensuite la résolution qu'il prend de s'arrêter à Rome. — Funestes succès des voyages de ceux qu'il envoie à Naples pour traiter avec les chefs du Peuple. — Conférence qu'il a avec le cardinal de Sainte-Cécile, pour cette entreprise. 61

VII. État de la cité de Naples après la mort du prince de Massa. — Élection violente et tumultueuse de Gennaro Annésé, artisan et maître fuzelier, qui prend la place de ce Prince. — Divers partis parmi le Peuple. — Noms et qualités de leurs chefs. 76

VIII. Gennaro Annésé ayant été reconnu dans la cité de Naples pour chef général du Peuple, publie son élection partout le royaume. — Misères que souffrent les Napolitains du parti de la populace, et de celui des Espagnols. — Assemblée de la Consulte du Peuple sur le sujet des nécessités publiques, et de la forme du gouvernement. 87

IX. Effets des résolutions prises par Gennaro Annésé et la Consulte. — Soins que prennent les ministres d'Espagne pour obliger le pape Innocent X à ramener le Peuple en son devoir. — Négociations faites ensuite, et leur peu d'effet. 101

X. Suites des négociations commencées par le duc de Guise à Rome, pour son passage à Naples. — Conférences qu'il a pour ce sujet avec les ministres de France, particulièrement avec le marquis de Fontenay. — Ombrages que le duc conçoit de la conduite de cet ambassadeur. 111

Pages

XI. Résolution du Peuple de recourir à la France. — Nicolò Maria Mannara député à Rome à ce sujet. — Conférence qu'il a casuellement avec le duc de Guise. — Demandes et propositions qu'il fait ensuite au marquis de Fontenay. 122

XII. Suite de la négociation du député du Peuple, à Rome. 133

XIII. Arrivée des trois députés du Peuple à Rome. — Résolution prise pour le départ du duc de Guise. — Grand bruit que ce dessein fait en cette Cour. — Sentimens des ministres d'Espagne sur ce sujet. 148

XIV. Préparatifs pour le voyage du duc de Guise à Naples. — Départ de ce Prince de Rome, et son arrivée dans cette ville. 160

XV. Grande allégresse que tout le Peuple de Naples témoigne à l'arrivée du duc de Guise. — Bon accueil que lui fait Gennaro Annésé dans le Torrion des Carmes. — Adresse dont se sert le Peuple pour rendre le cardinal Filomarino suspect aux Espagnols. — Emploi de mestre-de-camp-général conféré au baron de Modène. 175

XVI. Progrès des armes de la Noblesse, commandée par don Vincenzo de Tuttavilla — Combats dans la cité entre les Espagnols et les populaires. — Nouvelles tentatives que fait don Juan d'Autriche pour avoir la paix, par l'entremise du nonce du Pape. — Conseil tenu par les Espagnols sur les demandes du Peuple. — Suite des progrès du général Tuttavilla. 175

XVII. Effets que l'arrivée du duc de Guise à Naples produit parmi les Espagnols. — Ordres secrets du Vice-Roi aux confidens qu'il avait dans les quartiers populaires de travailler à diviser le duc et Gennaro

Pages

Annésé. — Soins que prend le baron de Modène de s'informer de l'état des forces et des affaires du Peuple. — Rapport qu'il en fait au duc de Guise. — Agostino Mollo introduit dans les Conseils de ce Prince, par Agostino di Liéto. — Pressentiment qu'a le baron de Modène sur ce sujet. 205

XVIII. Attaque de San-Carlo dellé Mortellé.— Manifeste publié de la part du duc de Guise. — Pouvoir de Plénipotentiaire envoyé de Madrid au Vice-Roi, pour traiter avec le Peuple, et son peu d'effet. — Conseil tenu par le Peuple sur le besoin de sortir en campagne. — Levées faites au nom et en partie des deniers du duc de Guise. — Sortie de ce Prince de Naples. 216

XIX. Le duc de Guise, arrivé à Giugliano, fait fortifier ce poste. — Conférence entre ce prince et le duc d'Andria. — Sortie de la Noblesse d'Averse, repoussée au pont de Frignano. — Nouvelles de l'arrivée de l'armée navale de France, au golfe de Naples. 233

TABLE

DE LA

TROISIÈME PARTIE.

I. Arrivée de l'armée navale de France à la vue de la ville de Naples. — Grande consternation des ministres d'Espagne. — Diverses négociations. — Le duc de Guise déclaré duc et défenseur de la liberté de la république de Naples. 253

Pages

II. Premiers effets de l'élection du duc de Guise. — Témoignages que la ville de Naples et tout le voisinage lui donnent de la joie qu'ils en ont. — Exploits de l'armée navale de France; son retour à Toulon. — Divers jugemens que l'on fit alors sur cette retraite. 277

III. État de la ville d'Averse. — Progrès du baron de Modène dans son voisinage. — Reddition de cette ville. — Avantages que celle de Naples reçut par cette prise. 315

IV. Soins que prit le baron de Modène après son entrée dans Averse. — Arrivée du duc de Guise dans cette ville. — Retour de ce Prince à Naples. — Réjouissances publiques qui s'y font pour la prise d'Averse. 333

V. Prise du duc de Tursi. — Divers jugemens que l'on en fait. — Destitution de don Vincenzo di Tuttavilla. — Élection de don Luigi Podérico. — Prise du bourg de Chiaia. 349

VI. Dissipation des troupes de la Noblesse. — Départ de plusieurs seigneurs pour diverses entreprises. — Défaite du Paponé. — Succès de Scaffati, et de la tour de l'Annonciade. 359

VII. Le baron de Modène travaille à remettre l'abondance dans la ville de Naples. — Jalousie que ses ennemis en reçoivent. — Moyens dont ils se servent pour le rendre suspect, et pour le ruiner auprès du duc de Guise et parmi les Napolitains. 361

VIII. Aversion générale de tout le royaume de Naples pour le duc d'Arcos. — Députation de la Noblesse à don Juan d'Autriche, pour l'obliger à prendre le gouvernement de l'État. — Démission volontaire que le duc fait de la Vice-Royauté en faveur de ce Prince. — Départ de ce duc de Naples. 368

Pages

IX. Don Juan d'Autriche prend possession du gouvernement du royaume. — Extrême joie de son parti; soins qu'il prend pour se bien acquitter de cet emploi. — Conseil tenu touchant l'armée navale d'Espagne, et son départ de la plage de Naples. 374

X. Continuation des jalousies et des ombrages réciproques du duc de Guise et de Gennaro Annésé. — Résolution du baron de Modène pour le siége de Capoue. — Prise de Sainte-Marie de Capoue et d'autres lieux. — Mauvais succès de Grazzanise. 379

XI. Divers succès des armes populaires dans le voisinage de Naples et dans les autres provinces du royaume. — Ordre de don Juan d'Autriche pour le commandement conféré aux barons. 390

XII. Nouveaux troubles survenus parmi le Peuple de Naples, causés par les diverses factions. — Poursuite de Vincenzo d'Andréa pour l'établissement de la République. — Adresse du duc de Guise pour l'éviter. 402

XIII. Nouvelles mortifications que reçoit le baron de Modène du duc de Guise, à la suscitation de ses ennemis. — Entretien particulier qu'il a avec ce Prince sur ce sujet. — Compliment que Gennaro Annésé lui fait faire. — Avis qu'il en donne au duc. — Instance que fait le baron pour son retour à Naples, dont il obtient la permission. 409

XIV. Retour du baron de Modène à Naples. — Froid accueil que lui fait le duc. — Proposition d'un assaut général. — Avis contraire du baron. — Attaque générale des postes. — Mauvais succès de ce dessein. 416

XV. Murmures que cause dans Naples et parmi les soulevés la funeste issue de l'assaut général. — Exécution de Paolo di Napoli et de son beau-frère. — Le baron de Modène est arrêté prisonnier, et plusieurs autres. 425

Pages

XVI. Mécontentement général du Peuple sur l'emprisonnement du baron de Modène. — Publication d'un manifeste sous le nom du duc de Guise, sur la détention du baron. — Députation du docteur Aniello Portio pour lui faire son procès. 433

XVII. Dissipation de l'armée du Peuple à Averse. — Cabales des diverses factions qui divisent les populaires. 441

XVIII. Le duc de Guise fait battre monnaie à Naples au nom de la République. — Patente de la Vice-Royauté de Naples envoyée d'Espagne au comte d'Ognatte. — Son passage et son arrivée en cette ville. — Sa conduite pour fomenter les divisions d'entre le duc de Guise, Gennaro Annésé et Vincenzo d'Andréa. 448

XIX. Mauvais état où le duc de Guise se trouve. — Murmures et plaintes du Peuple, que le duc tâche de satisfaire par de nouvelles espérances. — Entreprise sur le quartier de Donna-Elvira. — Découverte. — Nouveaux mouvemens dans Naples. — Départ d'Agostino di Liéto pour Rome. — Succès de sa commission. 454

XX. Suite des troubles suscités dans Naples. — Courageuse résolution du duc de Guise. — Horribles conspirations découvertes contre sa personne. 462

XXI. Poursuite du procès du baron de Modène; étrange traitement que lui font ses ennemis. — Mort de Marco Pisano, d'Andréa Rama et d'Antonio Calco. 466

XXII. Sortie du duc de Guise de Naples, à la suscitation des partisans d'Espagne. — Résolution de don Juan et du Vice-Roi pour un assaut général. — Prise de la ville de Naples. 475

Pages

XXIII. Retraite du duc de Guise de devant Nisida. — Sa prise, et réduction de tout le royaume à l'obéissance des Espagnols. 485

XXIV ET DERNIER. Diverses réflexions touchant les révolutions de Naples, et sur la conduite de ceux qui y ont eu quelque part. 493

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARY

This book is due on the date indicated below, or at the expiration of a definite period after the date of borrowing, as provided by the rules of the Library or by special arrangement with the Librarian in charge.

DATE BORROWED	DATE DUE	DATE BORROWED	DATE DUE

C28(239)M100

BRITTLE DO NOT PHOTOCOPY

DO NOT PHOTOCOPY

BRITTLE DO NOT PHOTOCOPY

BRITTLE DO NOT PHOTOCOPY

COLUMBIA UNIVERSITY
0032208936

945 N16 M72 v.2
Modène
M. ...

945 N16 M72 2

BRITTLE DO NOT PHOTOCOPY

JUL 20 1939